LENINE

œuvres

tome
12

Janvier-Juin
1907

LÉNINE

la tactique du p.o.s.d.r. dans la campagne électorale • les bolcheviks et la petite bourgeoisie • à propos de la révolution nationale • le Ve congrès du p.o.s.d.r. • attitude envers les partis bourgeois.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

12

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
12

Janvier–juin 1907

ÉDITIONS SOCIALES * PARIS
ÉDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1967

PRÉFACE

Le tome 12 comprend les œuvres écrites par Lénine de janvier à juin 1907.

Une partie des articles publiés dans ce tome est consacrée à la tactique révolutionnaire du P.O.S.D.R. pendant la campagne pour l'élection de la IIe Douma d'État, à la défense du bloc de la gauche et à la lutte contre la politique d'entente des menchéviks avec les cadets. Ce sont : « La campagne électorale de la social-démocratie à Pétersbourg », « Comment voter aux élections de Pétersbourg ? (A qui profite la fable du péril cent-noir ?) », « La IIe Douma et la seconde vague de la révolution », « A propos de la tactique opportuniste », « Les bolcheviks et la petite-bourgeoisie », « Les élections à la Douma et la tactique de la social-démocratie russe », « La prochaine dissolution de la Douma et les questions de tactique », etc.

Dans ce tome on trouve des documents et des articles de Lénine sur la préparation du Ve Congrès du P.O.S.D.R. ainsi que ses rapports et ses interventions au congrès : « Projets de résolutions pour le Ve Congrès du P.O.S.D.R. », les articles « La plate-forme de la social-démocratie révolutionnaire », « Rapport au Ve Congrès du P.O.S.D.R. au sujet de la scission de Pétersbourg et de l'institution d'un tribunal du parti », « Rapport sur l'attitude envers les partis bourgeois », ainsi que d'autres interventions.

Les articles : « Rapport à la conférence de l'organisation pétersbourgeoise sur la campagne électorale et la tactique à la Douma », « La scission future vue par les responsables de la scission présente », « Réorganisation et fin de

la scission à Pétersbourg », montrent la lutte de Lénine pour la cohésion idéologique de l'organisation de Pétersbourg du P.O.S.D.R. sur la base des principes du bolchevisme.

Les travaux de Lénine : « Préface à la traduction russe des lettres de K. Marx à L. Kugelmann » et « Préface à la traduction russe du livre « Lettres de J. F. Becker, I. Dietzgen, F. Engels, K. Marx, etc., à F.-A. Sorge et à d'autres » révèlent la portée théorique et politique de la correspondance de K. Marx et de F. Engels, publiée en partie et pour la première fois en russe en 1907.

Ce tome présente également les articles de Lénine sur la question agraire : « Projet de discours sur la question agraire à la deuxième Douma d'Etat » et « La question agraire et les forces de la révolution ».

Ce tome comporte des articles inclus pour la première fois dans les Œuvres de Lénine : « A propos du compte rendu de l'arrondissement Moskovski de la ville de Pétersbourg sur les élections à la IIe Douma », « Remarque à propos de la résolution des social-démocrates d'Estonie », et « Un premier grand pas », dans lequel Lénine critique les activités opportunistes des députés mencheviks à la IIe Douma.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE À PÉTERSBOURG[1]

Pétersbourg, le 18 janvier 1907.

La campagne électorale à Pétersbourg bat son plein. Le moment décisif approche : d'une part, ces jours-ci nous saurons quelle sera la répartition définitive des partis aux élections, quels seront ceux qui marcheront ensemble et ceux qui s'opposeront ; d'autre part, le moment du scrutin est déjà tout proche.

L'importance de ces élections est énorme. Toute la Russie a les yeux fixés sur Pétersbourg. C'est ici que la vie politique est la plus active et le gouvernement le plus fort. Ici sont les centres de tous les partis, les meilleurs organes de toutes tendances et nuances, les meilleurs orateurs.

Dès à présent on peut dire avec certitude que Pétersbourg s'est montré digne de lui-même. La campagne électorale ici a déjà donné, et continue de donner *chaque jour*, une quantité incroyable de faits politiques fort instructifs. Il faut les étudier encore et encore. Il faut les recueillir méthodiquement, et s'en servir pour éclaircir, avec tout le relief possible, quelles sont les bases *sociales* des divers partis, et il faut répandre cette connaissance directe tirée de la vie, qui intéresse et agite tout le monde, dans les larges masses ouvrières, dans les coins les plus perdus des campagnes.

Essayons donc de commencer ce travail, bien entendu sous forme de résumé. Que le lecteur jette un coup d'œil en arrière, qu'il médite et voie dans son ensemble toute

l'évolution de la campagne électorale à Pétersbourg, pour se faire une idée correcte du rôle de la social-démocratie, pour ne pas se laisser entraîner par les détails de la vie quotidienne et le kaléidoscope de la mêlée politique.

Première étape. Les social-démocrates se préparent théoriquement aux élections. Les principaux représentants de l'aile droite et de l'aile gauche prennent position. Dès le début, les mencheviks sont indécis : 1° Tchérévanine se prononce pour des accords avec les cadets[2] ; 2° la presse de ces derniers est ravie et fait connaître la bonne nouvelle dans toute la Russie ; 3° Martov proteste dans le *Tovarichtch*[3], se déclarant partisan de listes *purement* social-démocrates et reprochant aux bolcheviks d'avoir admis même *d'une façon générale* (n° 1 du *Prolétari*[4]) la possibilité d'accord avec les troudoviks[5] contre les cadets ; 4° les bolcheviks se prononcent pour des listes *purement* social-démocrates sans exclure la possibilité d'accords avec la démocratie révolutionnaire ; 5° Plékhanov, dans la presse bourgeoise, se prononce pour des blocs avec les cadets ; 6° chez les mencheviks, incertitude complète : Larine condamne avec colère les blocs avec les cadets comme une honte pour la social-démocratie ; Nik. I-ski[6] les admet tout en préférant un bloc avec les troudoviks contre les cadets ; 7° Martov et tous les mencheviks, décrivant un arc de 180°, passent tous du côté de Plékhanov.

La conférence de Russie du P.O.S.D.R.[7] confirme les deux tendances : les mencheviks et les bundistes[8] sont partisans des blocs avec les cadets ; les bolcheviks, les Polonais et les Lettons s'y opposent absolument, tout en admettant des accords avec la démocratie révolutionnaire.

Deuxième étape. L'idée d'un bloc avec les cadets est développée dans la presse. Plékhanov en est venu à parler d'une « Douma investie de tout le pouvoir ». Par là, il pouvait pousser le menchevisme jusqu'à l'absurde. Désirant rapprocher les mencheviks des cadets, il arrive au résultat contraire (parce qu'il ne comprend absolument rien à la situation politique) : il éloigne les mencheviks des cadets. D'une part, le parti cadet repousse officiellement et solennellement l'idée d'une « Douma investie de tout le pouvoir », comme une illusion révolutionnaire, et se moque de Plékhanov. Il devient clair que les cadets veulent et

exigent un bloc *idéologique*, la subordination de la gauche à leur direction, à leur politique conciliatrice, à la tactique antirévolutionnaire qu'ils pratiquent. D'autre part, le zèle irraisonné de Plékhanov jette le désordre dans les rangs des mencheviks : les bundistes et les mencheviks du Caucase condamnent publiquement dans la presse la conduite de Plékhanov. Le Comité central où les mencheviks sont en majorité se tait, confus et perplexe. Plékhanov est isolé et se tait lui aussi.

Troisième étape. C'est le début de l'action de masse. Des réunions électorales ont lieu à Moscou et à Pétersbourg. De la rue, un courant d'air frais passe dans l'atmosphère viciée qui entoure les intellectuels politiciens. Du coup, l'on comprend que le péril cent-noir [9] n'est qu'un mythe ; la rue confirme ce que les bolcheviks ont toujours dit, à savoir que les cadets mènent les opportunistes par le bout du nez : lorsqu'ils crient au péril réactionnaire, c'est pour se prémunir contre le danger de gauche qui les menace. La lutte aux réunions électorales, dans les deux capitales, se déroule *en somme* entre les cadets et les social-démocrates, surtout les social-démocrates bolcheviks. Les cadets cherchent à entraîner *tout le monde*, la rue, la foule, les masses, *vers la droite* ; ils combattent les revendications révolutionnaires et, sous couleur de « parlementarisme pacifique », préconisent un arrangement avec la réaction. Les social-démocrates bolcheviks appellent les masses vers la gauche, dénonçant le mensonge de ceux qui parlent d'une voie pacifique et le caractère social intéressé de leurs fables. Les mencheviks s'effacent (de l'aveu même de la presse cadette qui les porte aux nues) ; ils critiquent timidement les cadets, et ils le font non pas en socialistes, mais en cadets de gauche, et ils parlent tout aussi timidement de la nécessité d'un accord avec les cadets.

Quatrième étape. La conférence de l'organisation social-démocrate [10] de Pétersbourg se réunit. Elue par tous les membres du Parti social-démocrate, à l'issue d'une discussion générale au sujet des accords avec les cadets, cette conférence donne indiscutablement la prédominance aux bolcheviks, — que l'on tienne compte ou non des mandats contestés par telle ou telle des parties, ou que l'on

applique un barême spécial. Les mencheviks quittent la conférence et entament la scission. Ils essaient d'expliquer leur conduite par de misérables et ridicules chicanes concernant l'organisation : validation prétendument irrégulière des mandats par les bolcheviks (en fait, les bolcheviks avaient la majorité *de toute* manière), refus de la conférence de se diviser en deux parties, l'une pour la ville, l'autre pour la province (en fait, le Comité central n'avait pas le droit, d'après les statuts, d'exiger cette division et il ne l'a demandée ni à Vilna, ni à Odessa, ni à nos organisations des autres villes).

En fait, la cause de la scission provoquée par les mencheviks est claire pour tous : les opportunistes de la social-démocratie lâchent le prolétariat pour la bourgeoisie libérale et les organisations ouvrières de la social-démocratie pour des collectivités électorales sans-parti.

La conférence ne fait absolument aucune attention au départ des mencheviks et continue à accomplir *son* œuvre. A Pétersbourg, des discussions éclatent parmi les bolcheviks aussi : les bolcheviks dits purs repoussent tout accord avec quelque parti que ce soit. Les bolcheviks dits dissidents acceptent des accords avec la démocratie révolutionnaire, avec les troudoviks pour briser, dans la capitale de la Russie, l'hégémonie que les cadets exercent sur la masse laborieuse non cultivée. Ces discussions entre « purs » et « dissidents » furent parfois assez graves, mais, dans le fond, tous les bolcheviks comprenaient parfaitement que ces divergences ne portaient pas sur les principes et les aidaient seulement à examiner, à fond et pratiquement, les chances et les perspectives que l'on pouvait avoir aux élections.

Le prolétariat socialiste ne peut refuser à la masse petite-bourgeoise non socialiste la permission de *le suivre*, car il veut soustraire celle-ci à l'influence des cadets. La conférence, après des débats très circonstanciés, adopte la résolution de proposer un accord aux socialistes-révolutionnaires [11] et au Comité du groupe du Travail, sur la base suivante : deux sièges à la curie ouvrière, deux aux social-démocrates, deux aux troudoviks.

C'était la seule solution possible et la seule juste à Pétersbourg : on ne peut négliger la tâche de mettre en échec les cadets ; en présence de deux listes de gauche, le péril

cent-noir n'existe pas ; mais si les forces de gauche se divisaient encore, ce péril pourrait apparaître et il serait impossible de grouper la masse des électeurs. Or, la proposition de la conférence laissait sans aucun doute la prédominance aux social-démocrates. La suprématie idéologique et politique de la social-démocratie, dans toute la pureté de ses principes, en était fortifiée.

En ce qui concerne le Parti socialiste-populiste, la conférence décida de l'exclure, comme parti semi-cadet par trop réservé à l'égard des questions essentielles de la lutte hors de la Douma. On sait que ce parti, après la dissolution de la Douma, s'était séparé de la petite bourgeoisie révolutionnaire et s'était mis à prêcher dans la presse légale la prudence et la modération.

On comprend que la social-démocratie révolutionnaire ait été *obligée d'exiger* des socialistes-révolutionnaires une attitude *nette* à l'égard d'un pareil parti et d'insister sur son exclusion (c'eût été probablement très faisable si les mencheviks n'étaient pas, au moment décisif, passé des socialistes aux cadets), ou, du moins, de rejeter toute responsabilité quant au comportement de « troudoviks » de *cette sorte*.

Cinquième étape. La scission provoquée par les mencheviks donne des espérances à *toute* la bourgeoisie libérale. Toute la presse cadette jubile ; elle se réjouit de l'« isolement » des bolcheviks détestés, de l'acte de « courage » des mencheviks abandonnant la révolution pour passer au « bloc d'opposition ». La *Retch*[12], à laquelle revient la paternité de cette dernière expression, désigne déjà les mencheviks et les socialistes-populistes comme des « *partis socialistes modérés* ». On a effectivement l'impression que les cadets entraîneront à leur suite toute la petite bourgeoisie (c'est-à-dire tous les troudoviks jusques et y compris les socialistes-révolutionnaires) et tous les éléments petits-bourgeois du Parti ouvrier, c'est-à-dire les mencheviks.

Les bolcheviks poursuivent tranquillement leur travail indépendant. Nous sommes, disent-ils, heureux de nous tenir à l'écart d'une besogne malpropre, loin de la trahison et des hésitations de la petite bourgeoisie. Nous ne subordonnons pas notre tactique à la chasse aux sièges. Nous

déclarons : à Pétersbourg, il y aura, *en toutes circonstances*, trois listes : celle des réactionnaires, celle des cadets et celle de la social-démocratie.

Sixième étape. Elections à la curie ouvrière et dénonciation de la duplicité des troudoviks.

Dans la curie ouvrière, les social-démocrates l'emportent, mais les socialistes-révolutionnaires obtiennent beaucoup plus de voix que nous ne l'avions prévu. On s'aperçoit que *les socialistes-révolutionnaires ont surtout battu les mencheviks dans la curie ouvrière.* Dans l'arrondissement Vyborgski, cette citadelle du menchevisme, les socialistes-révolutionnaires obtiennent, nous annonce-t-on, *plus* de voix que les social-démocrates !

Ainsi se confirme chez nous un phénomène qu'on a déjà observé depuis longtemps dans d'autres pays. L'opportunisme de la social-démocratie déconcerte tellement la masse ouvrière qu'elle se porte vers la bourgeoisie révolutionnaire. La politique instable, toute en fluctuations, des mencheviks affaiblit incroyablement la social-démocratie, au profit des cadets dans la curie urbaine, au profit des socialistes-révolutionnaires dans la curie ouvrière.

Seule la social-démocratie *révolutionnaire* peut satisfaire aux exigences de la masse prolétarienne et l'isoler *solidement* de *toùs* les partis petits-bourgeois.

Mais, d'autre part, les événements nous découvrent toute la duplicité du groupe du Travail (socialistes-révolutionnaires). Dans la curie ouvrière ils progressent à nos dépens parce qu'ils attaquent les mencheviks qui font bloc avec les cadets. En même temps, ils mènent leur campagne électorale en hommes absolument dépourvus de principes. Ils ne font aucune déclaration au nom de leur parti, ne publient aucune décision indépendante en matière d'organisation, ne discutent pas ouvertement la question des blocs avec les cadets. Ils ont l'air de vouloir éteindre toutes les chandelles, comme des gens qui ont besoin de l'obscurité pour monter leurs petites combines.

On dit que les socialistes-révolutionnaires font bloc avec les socialistes-populistes. Personne ne connaît les conditions et le caractère de ce bloc. Le jeu ne se fait pas certes sur table. *On dit* (voir la *Rodnaïa Zemlia* du 15 janvier ; M. Tan [13] collabore à ce journal) que les socialistes-révolu-

tionnaires sont partisans d'un bloc avec les cadets. Personne ne sait la vérité. On ne joue pas cartes sur table. Dans les réunions électorales, même incohérence : tel socialiste-révolutionnaire, soutenu par des socialistes-populistes, appelle à un bloc avec les cadets ; tel autre essaie de faire adopter une résolution contre tout bloc avec les cadets, pour un bloc de toutes les forces de gauche contre les cadets.

L'instabilité la plus totale et la fourberie de *toute* la petite bourgeoisie, même de la plus révolutionnaire, apparaissent *en toute clarté* aux masses. Si nous n'avions pas, dans la social-démocratie, une partie petite-bourgeoise, opportuniste, nous aurions une merveilleuse occasion d'expliquer à *toute* la masse ouvrière pourquoi *seule* la social-démocratie est capable de défendre ses intérêts honnêtement et infailliblement.

Les bolcheviks mènent leur propagande sur ce terrain-là. Les bolcheviks suivent inflexiblement leur ligne de conduite ; à Pétersbourg, *il y aura* la liste des cadets et celle des social-démocrates. Notre décision *ne dépend pas* des tergiversations de la petite bourgeoisie : si elle veut se rallier, à notre appel, au prolétariat contre les libéraux, tant mieux pour elle ! Si elle ne veut pas, tant pis ! *En tout état de cause*, nous suivons la voie de la social-démocratie.

Septième étape. *La débâcle.* Les cadets s'empêtrent dans des pourparlers avec les Cent-Noirs. Les opportunistes de la petite-bourgeoisie, dans des pourparlers avec les cadets. Les bolcheviks suivent inflexiblement leur ligne de conduite.

Les journaux annoncent : 1° que M. Milioukov a obtenu une audience de M. Stolypine ; 2° que, d'après la presse étrangère, le gouvernement serait disposé à légaliser le parti cadet, à condition qu'il ne fasse aucun bloc avec les partis de gauche.

Dans les machinations de coulisse du parti des traîtres libéraux, un rayon de lumière tombe. Les cadets *ont peur* de rejeter la proposition des Cent-Noirs, car ceux-ci menacent de dissoudre la Douma.

Voilà *la véritable cause* pour laquelle les cadets deviennent tout à coup « fermes comme roc », dans la question des accords, au grand effroi des opportunistes de la petite bourgeoisie.

Les cadets se butent. Pour rien au monde, ils n'accorderont plus de deux sièges à toute la gauche ! La *Retch* des cadets, chaque jour, explique fort nettement, sur un ton édifiant, qu'elle consent à *mener à sa suite* les socialistes modérés (deux sièges sur six) *pour la lutte* contre les « illusions révolutionnaires », *pour la lutte contre la révolution*. Mais marcher avec la révolution, jamais !

Les opportunistes sont au désespoir. Le ton des articles du *Tovarichtch* contre la *Retch* devient tout à fait hystérique. M. Bogoutcharski, ce renégat de la social-démocratie, se démène, se trémousse pour raisonner la *Retch*, l'invitant, avec d'autres auteurs du *Tovarichtch*, à se raviser, etc. Tout récemment, la *Retch* et le *Tovarichtch* se réjouissaient ensemble de voir les bolcheviks isolés et les socialistes modérés soumis aux libéraux ; cette allégresse est remplacée par bataille et injures. Le 7 janvier, Pétersbourg a connu la décision de la conférence social-démocrate de Pétersbourg. Nous sommes aujourd'hui au 18 janvier. Et jusqu'à présent les cadets et les opportunistes n'ont *rien* décidé ! Aujourd'hui, la *Retch* est particulièrement intransigeante à l'égard du *Tovarichtch* ; le *Tovarichtch* aujourd'hui est particulièrement violent et mal assuré dans ses notes contre la *Retch*.

Les bolcheviks suivent inflexiblement leur ligne de conduite. A Pétersbourg, il y aura trois listes. Les petits-bourgeois iront où ils veulent, c'est leur affaire ; mais en toutes circonstances, prolétariat révolutionnaire remplira son devoir.

Quelle sera la huitième étape, nous ne le savons pas encore. En fin de compte, cela dépendra des pourparlers, des rapports entre les cadets et le gouvernement réactionnaire. S'ils « se réconcilient » par la reconnaissance légale immédiate des cadets, ou bien d'une autre manière, les petits bourgeois seront isolés. Si *pour l'instant*, les cadets et les Cent-Noirs ne marchent pas ensemble, il est possible alors que les cadets accordent jusqu'à trois sièges aux petits bourgeois. La social-démocratie ne fait pas dépendre sa politique de cela.

La marche des événements dans la campagne électorale de Pétersbourg nous donne un petit mais merveilleux tableau des rapports entre les Cent-Noirs, les cadets et le prolétariat révolutionnaire. Elle fournit une magnifique

consécration à la tactique éprouvée, à la vieille tactique irréductible des social-démocrates révolutionnaires.

Une politique droite est la meilleure des politiques. Une politique de principe est la plus pratique des politiques. Elle *seule* peut effectivement et solidement attirer à la social-démocratie les sympathies et la confiance des masses. Elle seule peut dégager le Parti ouvrier de toute responsabilité pour les pourparlers de Stolypine avec Milioukov, de Milioukov avec Annenski, Dan ou Tchernov.

Quant aux opportunistes de la social-démocratie et des « partis du Travail », ils en portent désormais *pour toujours* la responsabilité.

Ce n'est pas sans raison que les mencheviks hésitants essaient de se dégager à grand renfort d'hypocrisie. Ou bien nous sommes pour la lutte contre le péril réactionnaire, ou bien nous tenons pour des listes *purement* social-démocrates, déclarent ceux qui ont quitté la conférence social-démocrate (si nous en croyons les journaux d'aujourd'hui). Faux-fuyant amusant, auquel seuls des naïfs pourraient se laisser prendre. Il est prouvé qu'il n'existe pas de danger réactionnaire à Pétersbourg avec *deux* listes de gauche. Mais avec trois ? Les mencheviks ne voudraient-ils pas s'*en* assurer ? Non, ils se raccrochent seulement à la première paille venue, car la marche des événements les a amenés au pied du mur : ou bien passer aux cadets, en admettant la complète domination idéologique et politique de ceux-ci, ou bien suivre les bolcheviks, c'est-à-dire les listes social-démocrates, avec admission des troudoviks.

Des listes de ce genre l'emporteraient probablement à Pétersbourg, sur les Cent-Noirs et les cadets. La social-démocratie révolutionnaire, qui a adopté du premier coup la vraie ligne, la suivra inflexiblement, sans craindre des défaites temporaires dans le cas où des petits bourgeois passeraient aux libéraux, et puisera de nouvelles forces dans les hésitations et les flottements de l'opportunisme.

A Saint-Pétersbourg, il y aura trois listes : celle des Cent-Noirs, celle des cadets, celle des social-démocrates.

Citoyens, vous choisirez !

« Prostyé Rétchi » n° 2,
21 janvier 1907

Conforme au texte du journal

DE DEGRÉ EN DEGRÉ

Les élections à Pétersbourg nous donnent une documentation remarquablement édifiante pour l'étude, *d'après les faits*, du caractère des différents partis et des tendances de classe ou de la signification de classe de leur politique.

Sous ce rapport, deux faits sont particulièrement intéressants : les pourparlers des cadets avec Stolypine, chef de ce gouvernement de Cent-Noirs, et les pourparlers des partis petits-bourgeois avec les cadets, ces agrariens libéraux.

Sur les pourparlers des cadets avec les Cent-Noirs, nous ne savons encore que peu de choses : il y a eu l'audience obtenue par Milioukov chez Stolypine, des tentatives pour légaliser le parti cadet au prix du refus d'un bloc avec la gauche. *Ces* pourparlers sont menés tout à fait secrètement et seul l'avenir les dévoilera.

Les autres pourparlers ont lieu dans une certaine mesure à la vue de tous. Le rôle des social-démocrates opportunistes s'y dessine de façon particulièrement nette.

Pourquoi se sont-ils détachés de la social-démocratie pétersbourgeoise ?

Pour pactiser avec les cadets.

Mais les cadets ne veulent pas pactiser avec *les seuls* mencheviks.

Alors les mencheviks font bloc avec tous les partis petits-bourgeois, c'est-à-dire avec les socialistes-révolutionnaires, les troudoviks et les socialistes-populistes.

Les opportunistes qui se sont détachés de la social-démocratie rejoignent la petite bourgeoisie !

Quelles sont les conditions de ce bloc?

Passer tous ensemble, *en commun*, un accord avec les cadets pour réserver trois sièges sur six au bloc des forces de gauche.

Nous savons qu'un accord écrit entre les mencheviks et les partis petits-bourgeois a été conclu ou que, du moins, le texte d'une résolution commune a été établi. Les nouveaux alliés ne semblent pas vouloir la communiquer au public ou ne sont pas pressés de le faire.

Nous savons également qu'aux pourparlers sur la formation de ce bloc *a participé le camarade Dan, qui n'était mandaté pour cela* ni par le groupe des 31 social-démocrates dissidents de Pétersbourg, *ni par aucune autre organisation du parti.*

Nous ne pouvions rêver de voir mieux se confirmer par la marche des événements politiques ce que nous avons constamment répété : les mencheviks représentent dans le Parti ouvrier la portion *opportuniste, petite-bourgeoise*, dont l'absence de principes et l'instabilité sont exactement les mêmes que celles de toute la petite bourgeoisie.

Pensez un peu, en effet, à ce que font les mencheviks ! N'ont-ils pas crié sur les toits qu'ils veillaient à la pureté de classe de la social-démocratie, contre les bolcheviks qui pencheraient, d'après eux, vers les socialistes-révolutionnaires petits-bourgeois ?

Voici que les événements les dénoncent. Les bolcheviks offrent ouvertement à la petite bourgeoisie de suivre le prolétariat pour marcher *contre* les bourgeois libéraux.

Les mencheviks refusent et *secrètement* (car personne ne connaît les conditions de leur entente et le camarade Dan n'a été mandaté par personne) *ils s'entendent* avec *tous* les petits bourgeois, même avec leur extrême droite (les socialistes-populistes), pour placer, d'un commun effort, *sous la direction de la bourgeoisie libérale* les ouvriers qui subissent leur influence !

Tous les partis petits-bourgeois, *les mencheviks y compris* (ce n'est pas à tort que la *Retch* les inscrit déjà dans le « bloc d'opposition » qui a abandonné la cause révolutionnaire, et appelle les socialistes-populistes et les mencheviks « partis socialistes modérés »), aiment mieux marchander

avec les libéraux que de se battre dans les rangs du prolétariat.

Que tous les ouvriers conscients de Pétersbourg y réfléchissent bien, qu'ils voient où les mencheviks mènent le Parti ouvrier !

Quel est donc, demandera-t-on, le résultat des pourparlers de ces petits bourgeois avec les libéraux ?

Pour l'instant, nous savons seulement, par les journaux d'aujourd'hui (19 janvier), qu'il y a eu hier à Pétersbourg une réunion des représentants des socialistes-révolutionnaires, du groupe du Travail, des socialistes-populistes et des *menchéviks* (c'est-à-dire de tout le nouveau bloc petit-bourgeois) avec les *cadets*. Ces derniers, d'après la même information, ont absolument refusé d'accorder trois sièges au « bloc de gauche ». Et ledit bloc de « gauche » a refusé de se contenter de deux sièges.

La *Retch*, à ce sujet, observe : « Les représentants des social-démocrates bolcheviques ne sont pas venus *à la conférence*. » En effet, nous ne sommes pas de ceux qui, avec les petits bourgeois, s'en vont livrer le Parti ouvrier aux libéraux !

Après ? On ne sait rien de plus. Les marchandages du bloc petit-bourgeois avec les cadets se poursuivront probablement.

Mais dans le Parti socialiste-révolutionnaire, affirme-t-on, il y a un Comité ouvrier qui condamne résolument les blocs avec les cadets. Nous ignorons ce qu'il y a de vrai dans cette information, car les *socialistes-révolutionnaires cachent intentionnellement au public* les clauses de leur entente avec les socialistes-populistes (personne ne sait même quand elle a été conclue et par qui) et les divers courants à l'intérieur de leur propre parti sur la question des blocs avec les cadets.

Aujourd'hui (19 janvier), la *Retch* communique une décision du Comité socialiste-révolutionnaire de Pétersbourg confirmant les bruits d'après lesquels les éléments *ouvriers* du parti socialiste-révolutionnaire sont défavorables aux blocs avec les cadets. Voici le communiqué de la *Retch*:

« Le Comité pétersbourgeois du Parti socialiste-révolutionnaire, entrant en accord (quel accord ? quand ça ? à quelles conditions ?) avec les groupes du Travail et des

socialistes-populistes, a décidé de proposer aux fractions du Parti social-démocrate — bolchevique et menchevique — une entente des groupes socialistes (?) pour mener le plus rationnellement possible la campagne pré (?) électorale, et, si l'on n'arrive pas à un accord avec les deux fractions, de s'arrêter à une entente avec la fraction bolchevique. A l'occasion de cette entente générale des socialistes, les représentants des socialistes-révolutionnaires doivent insister (? ! ?) sur l'inadmissibilité des accords avec les cadets et l'indépendance d'action de l'entente socialiste.

Si, pourtant, la majorité des groupes (?) trouve plus rationnel, au lieu d'une action indépendante, un accord technique (! ?) avec les cadets, le Comité pétersbourgeois du Parti socialiste-révolutionnaire se soumettra(!) à la décision de la majorité (d'une majorité d'*autres* partis !), en posant comme condition absolue d'une pareille entente que tous les sièges revenant aux groupes socialistes soient dans ce cas réservés exclusivement à la curie ouvrière. »

Un million de roubles à qui comprendra quelque chose à ce charabia ! Insister sur *l'inadmissibilité* des accords avec les cadets et, préalablement, faire bloc avec les socialistes-populistes qui sont entièrement partisans des cadets ! Exiger des trois sièges *exclusivement* pour la curie ouvrière et, en même temps, aller à une « conférence » avec les cadets du même pas que les socialistes-populistes et les troudoviks qui *ne posent pas* les mêmes conditions ! Se vanter de son indépendance en tant que parti, contrairement aux « groupes », et, en même temps, *se soumettre* à la « majorité », c'est-à-dire aux trois groupes (troudoviks, socialistes-populistes, mencheviks) ! O, sage Œdipe, réponds si tu peux !

Et les ouvriers mandatés par le Parti socialiste-révolutionnaire (arrondissement Moskovski) *approuvent* un pareil galimatias petit-bourgeois qui dissimule la trahison dont ils sont victimes au profit des libéraux ! Mais ces ouvriers ajoutent : « Nous exprimons notre profonde indignation à la fraction menchevique de la social-démocratie au fait de ses manœuvres d'obstruction à l'égard des autres groupes et partis socialistes. »

O, naïfs prolétaires socialistes-révolutionnaires !

Pourquoi donc, vous indignant contre les mencheviks, n'éprouvez-vous *aucune* indignation à l'égard du Comité

pétersbourgeois du Parti socialiste-révolutionnaire ? Les uns et les autres vous entraînent également sous le patronage des libéraux.

Le fond de cette querelle à l'intérieur du bloc petit-bourgeois est clair. Il y a danger d'une rupture avec les cadets. *Les socialistes-populistes et les mencheviks sont enclins, semble-t-il, à prendre pour eux* deux sièges sur les cadets et à trahir tout le reste de sa petite bourgeoisie, de même que les mencheviks ont trahi le prolétariat !

Voilà où gît le lièvre !

De degré en degré. Trahir le Parti ouvrier pour rejoindre un bloc petit-bourgeois. Trahir le bloc démocrate petit-bourgeois pour rejoindre les cadets ! Bon débarras !

Cependant, Milioukov a été reçu par Stolypine, ils sont en conversation : « Daignez regarder, Excellence : j'ai brisé la révolution, je lui ai arraché les modérés ! Si c'était l'effet de votre bonté, un petit pourboire... » — Stolypine : « Ben, oui... Je m'en vais tâcher de vous avoir la légalisation de votre parti. Vous savez, Pavel Nikolaévitch, vous divisez par la douceur cette canaille ouvrière, et moi, avec la trique, je ferai le reste. De cette manière, des deux côtés... allons, topez-là, Pavel Nikolaévitch ! »

Rédigé le 19 janvier (1er février) 1907. Publié le 25 janvier 1907 dans le n° 12 du « Prolétari »

Conforme au texte du journal

LA PROTESTATION DE 31 MENCHEVIKS

Nous venons de recevoir un tract intitulé : *Pourquoi avons-nous été forcés de quitter la conférence? (Déclaration de 31 membres de la conférence, déposée au Comité central.)*

Les mencheviks n'y disent *pas un seul mot* sur le caractère de principe de l'affaire ! L'abandon du Parti ouvrier pour un bloc petit-bourgeois (mencheviks, socialistes-révolutionnaires, troudoviks et socialistes-populistes), puis le passage aux cadets, tout cela, apparemment, ne doit pas intéresser le prolétariat. Les protestataires ne désirent pas s'expliquer sur le fond ; ils restent *uniquement* sur le terrain de la forme.

Voyons donc quels sont leurs arguments de ce point de vue. Ils sont de trois sortes : 1° l'historique du Comité de Pétersbourg et son organisation non démocratique ; 2° des irrégularités dans la validation des mandats à la conférence ; 3° la conférence a refusé de se diviser en deux sections, l'une pour la ville, l'autre pour la province.

En ce qui concerne le premier argument, nous demanderons ce que vient faire ici le Comité de Pétersbourg. Car enfin, pour cette conférence, il y a eu des élections *spéciales.*

Sur le fond, les mencheviks formulent une *contre-vérité criante* au sujet de l'histoire du Comité pétersbourgeois et de son organisation prétendue non démocratique. Il vaut la peine de noter comme une curiosité que, par exemple, le secteur letton (les mencheviks se plaignent de son inclusion) avait été admis *bien avant* le Congrès d'Unification, c'est-à-dire à un moment où dans le Comité de Pétersbourg, les bolcheviks et les mencheviks étaient *à égalité.* Par conséquent, les mencheviks eux-mêmes avaient reconnu *de bon gré*, voilà plus de six mois, qu'il était juste d'admettre les Lettons ! Ou encore : les mencheviks se plaignent que le

Comité de Pétersbourg ait admis la cooptation d'un certain nombre de membres. Ils oublient d'ajouter que ce sont *les menchéviks eux-mêmes* qui ont fait adopter le principe de la cooptation ! D'après ces exemples, on peut juger du bien-fondé de cette critique tardive sur la façon dont s'est constitué le Comité de Pétersbourg.

Deuxième argument. La conférence, nous disent-ils, a commis des irrégularités dans la validation des mandats. Les mencheviks ne veulent pas reconnaître les voix des employés du commerce et ils donnent la répartition suivante — la seule juste *selon eux* — : bolcheviks 1 560 voix plus, pour la plate-forme du bloc révolutionnaire, 180 voix, au total 1 740 ; mencheviks, 1 589. Soit donc, pour les mandats, en comptant les excédents : bolcheviks 35 ; mencheviks 32 (cf. la page 8 du tract des mencheviks).

Il nous reste seulement à souligner que, *de l'avis même de nos sévères critiques*, les bolcheviks avaient et *devaient avoir la prépondérance* à la conférence !

Car enfin tout le monde sait, camarades, que les « dissidents » (la plate-forme du bloc révolutionnaire) sont aussi des bolcheviks. Et du moment que vous reconnaissez que les bolcheviks auraient eu 35 mandats contre 32 *même dans le cas* où les mandats auraient été validés par les mencheviks, pourquoi faire tout ce bruit ?

Vous êtes vous-mêmes forcés de reconnaître que la social-démocratie pétersbourgeoise est une social-démocratie bolchevique.

Mais voyons encore *comment* les mencheviks critiquent la vérification des mandats par la conférence.

Ils ne veulent pas tenir compte des suffrages des employés du commerce. Pourquoi ? « Sous prétexte qu'il était impossible de tenir des réunions, lisons-nous dans le tract, le collectif dirigeant des commis, après avoir tenté d'organiser auprès de ses membres un référendum, qui n'a recueilli au total qu'une centaine de voix, a obtenu du Comité de Pétersbourg le droit d'élire 5 représentants pour les 313 employés organisés : on l'a fait, on ne sait trop pourquoi, à raison d'un représentant pour 60 commis » (page 4).

Tout le monde sait qu'en effet il est difficile de réunir les commis. De quel droit donc affirmer que c'est là un « prétexte » ? De quel droit voudrait-on ne point tenir

compte de 313 commis *organisés* (c'est-à-dire membres du Parti) ? Ne reconnaissez-vous pas vous-mêmes qu'il y a eu *une tentative de référendum*, c'est-à-dire que le collectif dirigeant a pris des mesures pour que tous les membres du Parti puissent se prononcer ?

En modifiant la représentation qui est passée de 1 pour 50 à 1 pour 60, le Comité pétersbourgeois a, par là même, reconnu que la représentation ne pouvait être intégralement démocratique.

Arrondissement Moskovski. Parmi les mandats contestés, les mencheviks comptent 185 voix bolcheviques. Et il faut ajouter que les auteurs du tract, dans leur paragraphe : « Motifs de contestation », écrivent *eux-mêmes* littéralement ceci : « *Il y a contestation conditionnelle, pour le cas où les bolcheviks ne valideraient pas des élections analogues dans un autre secteur.* »

N'est-ce pas merveilleux ? Les mencheviks ont contesté des mandats bolcheviques, mais *conditionnellement*, à toute fin utile ! Quand ils totalisent les résultats, ils disent *eux-mêmes* que « le nombre des suffrages qui devaient être effectivement déclarés nuls » était pour les bolcheviks non de 300, mais de 115 : *c'est-à-dire qu'ils reconnaissent eux-mêmes* que 185 *auraient dû être validés* !

Ainsi, on conteste «conditionnellement » des mandats qui en fait devaient être validés. Tels sont les procédés des mencheviks !

Et ces gens se permettent encore de parler d'irrégularités dans la représentation à la conférence !...

Les mencheviks eux-mêmes fixent le nombre des suffrages *incontestables* à 1 376 *pour les bolcheviks*, et à 795 *pour les mencheviks*. Ainsi, chers camarades, même avec votre procédé, plus qu'original, même avec votre «contestation conditionnelle », *vous n'avez* pu récuser la majorité écrasante des voix bolcheviques !

Parmi les 789 suffrages mencheviques que les bolcheviks ont refusé de reconnaître (ce sont les données du tract), il faut mettre à part 234 voix pour l'arrondissement Vyborgski. Au paragraphe « Motifs de contestation » nous lisons : « Les élections n'ont pas porté sur les plates-formes, bien qu'il y ait eu des débats. » Les débats ne prouvent nullement que les *votants* se soient prononcés pour les blocs

avec les cadets et, par conséquent, la conférence a justement agi en refusant de valider au bénéfice des partisans des blocs avec les cadets *ceux des suffrages* qui ne se sont pas prononcés nettement et sans équivoque sur cette question. La conférence a augmenté le nombre des représentants des 234 voix de l'arrondissement Vyborgski.

D'autre part, les bolcheviks ont récusé 370 voix du sous-secteur Franco-Russe (secteur gorodskoï). Aux motifs, nous lisons : « Sans plate-forme, 100 ; les autres (270) proviennent des élections à deux degrés, après débats. »

Comme vous voyez, il aurait fallu rejeter les suffrages des commis, bien qu'il y ait eu « tentative de référendum ». Mais il aurait fallu reconnaître toutes les voix des mencheviks, bien que *les élections se soient faites à deux degrés*, c'est-à-dire sans qu'elles diffèrent du procédé auquel les commis ont recouru pour envoyer des représentants ! Non, camarades mencheviks, vous défendez mal vos mandats!

En ce qui concerne la division de la conférence, les mencheviks sont très brefs : « malgré » le caractère « tout à fait *rationnel* de cette proposition... », la conférence l'a repoussée (page 5). Et à la page suivante, fort indiscrètement, on nous découvre le secret de ce caractère « rationnel » : « Dans les limites de la ville, l'énorme majorité (? !) appartenait aux mencheviks » (si l'on compte les voix à la manière des mencheviks, c'est-à-dire si l'on expulse tous les commis et si l'on comprend tous les suffrages du sous-secteur Franco-Russe et de l'arrondissement Vyborgski !).

Voilà le sel de l'histoire ! Il aurait été rationnel de diviser pour obtenir, par truquage, la prédominance des mencheviks. Ce n'est pas très malin. Pourquoi donc, camarades, avez-vous oublié de nous dire comment il aurait fallu diviser « rationnellement » le secteur *ferroviaire*, par exemple ? ou bien pourquoi le Comité central n'a-t-il pas *rationnellement* invité les conférences de *Vilna*, d'Odessa et d'autres villes, à se diviser de la même manière ?

Les protestations mencheviques sur la forme ne sont que de vaines chicanes. Ce qui est plus grave, c'est leur décision de se jeter dans les bras des cadets. Là-dessus, les 31 protestataires gardent le plus profond silence.

« Prolétari » n° 12, 25 janvier 1907

Conforme au texte du journal

LES ÉLECTIONS À PÉTERSBOURG ET L'HYPOCRISIE DES 31 MENCHEVIKS [14]

Dans le *Tovarichtch* ont paru aujourd'hui (20 janvier) de larges extraits de l'appel des 31 mencheviks qui ont quitté l'organisation socialiste à la veille des élections à Pétersbourg.

Pour commencer, rappelons en deux mots ce qu'ont fait les mencheviks dissidents quand ils ont quitté la conférence.

1° Se détachant des ouvriers social-démocrates, *ils ont fait bloc avec la petite bourgeoisie* (socialistes-révolutionnaires, troudoviks et *socialistes-populistes*) pour marchander tous ensemble des sièges aux cadets. *Ils ont caché aux ouvriers* et au public qu'ils avaient passé un accord écrit sur leur adhésion au bloc petit-bourgeois.

Mais nous ne perdons pas l'espoir de voir cet accord publié et ce qui était secret, apparaître au grand jour.

2° Partie intégrante du bloc petit-bourgeois (que l'on appelle à tort, dans les journaux le « bloc de la gauche »), les mencheviks dissidents sont entrés en marchandages avec les cadets pour obtenir en faveur de ce bloc trois sièges sur six. Les cadets n'en accordaient que deux. L'entente n'a pu se faire. Une séance de la « conférence » petite-bourgeoise (l'expression n'est pas de nous, nous l'empruntons aux journaux) avec les cadets a eu lieu le *18 janvier*. La *Retch* et le *Tovarichtch* en ont parlé. La *Retch* déclare aujourd'hui que l'accord n'a pu se faire (mais, bien entendu, nous devons nous attendre à ce que les pourparlers se poursuivent toujours en coulisse).

Les mencheviks, pour l'instant, ne disent rien dans la presse de «*ce qu'ils ont fait*» pour vendre aux cadets les voix des ouvriers.

Ils en rendront compte, probablement, au bloc petit-bourgeois dont ils ont fait partie pendant les pourparlers, mais non au Parti ouvrier !

Ils ne désirent probablement pas raconter *pourquoi le camarade Dan*, non mandaté à cet effet par le groupe des 31, ni par aucune autre organisation de Parti, a participé à ces pourparlers.

Tels sont les *actes* des 31 mencheviks.

Quelles sont leurs *paroles* ?

Ils commencent par dire que, ayant rejeté l'idée d'un péril réactionnaire à Pétersbourg, les bolcheviks n'avaient pas le droit de se prononcer pour un accord avec les socialistes-révolutionnaires et les troudoviks sans violer, paraît-il, les décisions de la conférence de Russie qui exigent une action indépendante de la social-démocratie tant qu'il n'y a pas péril du côté des Cent-Noirs.

Tout ce raisonnement n'est que contre-vérité.

Les 31 mencheviks qui ont fait scission trompent leurs lecteurs. Il n'y a jamais eu d'interdiction formelle d'accord avec les socialistes-révolutionnaires et les troudoviks en l'absence d'un péril réactionnaire ; pareille interdiction *n'a jamais été* formulée par aucune instance du Parti. Un accord de cette sorte a été conclu, par exemple, à Moscou, et le Comité central n'a pas protesté.

Il y a mieux, et on va voir à quel point les 31 mencheviks déforment la vérité en se référant à la décision de la conférence social-démocrate de Russie. Tout le monde sait que les décisions de cette conférence (purement consultative) ont été adoptées par les mencheviks et les *bundistes*, contre les bolcheviks, les Polonais, les Lettons. Et voici que *ces mêmes bundistes* qui ont voté la décision de la conférence social-démocrate de Russie ont reconnu *officiellement* que des blocs avec les socialistes-révolutionnaires et la démocratie révolutionnaire en général sont admissibles dans le cas où il n'y aurait aucun danger du côté des Cent-Noirs, mais où il existerait *un péril du côté des cadets*. Là-dessus, il y a eu une *décision* du C.C. du Bund, contre laquelle personne n'a protesté. On a beaucoup

écrit à ce sujet dans l'organe russe du Bund, *Nacha Tribouna*. Et tous les social-démocrates russes plus ou moins instruits le savent.

Les 31 mencheviks trompent les ouvriers et tous leurs lecteurs.

Nous avons expliqué encore que la conférence social-démocrate de Russie a donné le droit au Comité central, partout et en tout lieu, d'*exclure* de nos listes ceux qui ne sont pas des social-démocrates, c'est-à-dire d'exiger une action absolument indépendante de la social-démocratie. *Nulle part* encore le Comité central n'a usé de ce droit, reconnaissant en fait l'autonomie du Bund et de toutes les autres organisations du P.O.S.D.R.

Ensuite, les 31 mencheviks sont mécontents de voir que la conférence a exclu les socialistes-populistes du bloc des troudoviks. Les 31 mencheviks écrivent : « Tout le monde sait que ces trois partis (les socialistes-révolutionnaires, les socialistes-populistes et les troudoviks, les derniers ne formant aucun parti) forment, depuis longtemps déjà, un bloc compact à Pétersbourg et agissent en commun.»

C'est encore un mensonge. En premier lieu, jamais et nulle part il n'a été déclaré officiellement que ce bloc était formé et que dans les conditions où il était formé, il était véritablement « compact ». Il y a eu seulement des informations de presse *tout à fait vagues*, dont il est impossible de faire état pour une chose aussi sérieuse que les rapports officiels entre parti. En deuxième lieu, ce bloc n'a jamais été particulièrement « compact » : la preuve en est que les socialistes-révolutionnaires et le Comité du groupe du Travail, auxquels s'est adressée la conférence social-démocrate, *ont entamé* des pourparlers avec elle *sans les socialistes-populistes*. On ne saurait qualifier d'étroit un bloc qui n'empêche pas une partie de ses adhérents de mener des pourparlers indépendamment des autres adhérents. *Jusqu'à présent* les socialistes-révolutionnaires *n'ont encore fait aucune réponse officielle* exigeant de nous l'acceptation d'une entente avec les socialistes-populistes également. En troisième lieu, dans la même page du *Tovarichtch* où est reproduite la communication des 31 mencheviks, on trouve la « résolution du Comité pétersbourgeois du Parti socialiste-révolutionnaire en date du 16 janvier ». La réso-

lution est assortie d'une note qui dit : « *Si le groupe des socialistes-populistes se retire* (de l'accord des socialistes-révolutionnaires, des troudoviks et des socialistes-populistes), *l'accord ne sera pas annulé. Mais le retrait d'un autre parti ou groupe socialiste aura pour effet de l'annuler.* »

Ainsi, les faits ont démontré que les 31 mencheviks énonçaient une *contre-vérité* lorsqu'ils déclaraient que le bloc en question était compact.

La conférence de la social-démocratie pétersbourgeoise *a eu raison* quand elle a mis à part les socialistes-populistes. Elle a eu raison, par principe d'abord, car il est hors de doute que les socialistes-populistes sont le parti le plus à droite, le moins sûr, le plus proche des cadets, parmi les partis du Travail. Elle a eu raison ensuite, sous le rapport de la politique pratique, car elle *a défini* correctement la ligne de partage entre ces partis, telle qu'elle devait inévitablement se dessiner *dans le cours de la campagne politique*. Maintenant, il est clair pour tous que si les troudoviks nous avaient, *malgré tout*, obligés à accepter les socialistes-populistes (s'il s'agissait d'une victoire sur les cadets à Pétersbourg, il aurait été, bien entendu, ridicule de redouter l'inclusion des socialistes-populistes dans le bloc des partis du Travail), la *responsabilité* pour les troudoviks peu sûrs serait *tout entière* retombée sur les socialistes-révolutionnaires et non sur les social-démocrates. Le Parti ouvrier a eu soin que tous les ouvriers et tous les citoyens *sachent* la véritable différence entre les troudoviks les plus sûrs et les moins sûrs ; il a eu soin de rejeter la responsabilité pour les mauvais troudoviks sur les socialistes-révolutionnaires et non sur le parti du prolétariat.

Que faut-il donc conclure de toutes ces péripéties en ce qui concerne nos rapports avec les socialistes-populistes ?

Il faut en conclure que les mencheviks ont agi *sans principe aucun*, entrant *sans discernement* dans un bloc petit-bourgeois, sans être capables d'accomplir le devoir des social-démocrates dans une campagne électorale, c'est-à-dire d'enseigner aux masses de distinguer rigoureusement et correctement entre les partis. Les mencheviks se sont empressés de prendre place dans *le même* bloc petit-bourgeois avec les socialistes-populistes, c'est-à-dire avec un groupe à demi cadet !

Les bolcheviks ont eu une conduite ferme sur les principes. Ils ont commencé par une résolution ouverte, imprimée partout au nom de l'institution officielle de la social-démocratie, *ils ont fait connaître* à tous et à chacun le peu de sûreté du Parti socialiste-populiste. Et les bolcheviks sont arrivés maintenant à ceci que les troudoviks les plus révolutionnaires (c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires) ont déclaré d'*eux-mêmes* que les socialistes-populistes pouvaient sortir du bloc sans qu'il soit annulé !

Les bolcheviks *sont arrivés* à séparer les troudoviks révolutionnaires des troudoviks opportunistes. Les mencheviks se sont plongés jusqu'aux oreilles dans le bloc petit-bourgeois opportuniste.

Les bolcheviks sont appelé ouvertement, au su de tous, les troudoviks à combattre les cadets et sont arrivés d'ores et déjà à des résultats politiques absolument indubitables, sans faire bloc jusqu'ici avec qui que ce soit. Les mencheviks, à l'insu des ouvriers, et au mépris de tout principe, se sont glissés dans un bloc petit-bourgeois pour des marchandages avec les cadets.

Les ouvriers peuvent voir d'après cela *où* les mènent *en fait* les mencheviks.

Le troisième et dernier raisonnement des 31 mencheviks, c'est que l'accord des social-démocrates avec les troudoviks à Pétersbourg ne diminue pas, mais *augmente* le péril réactionnaire. Cette affirmation est à tel point absurde ou hypocrite que nous donnerons ici intégralement les arguments des mencheviks :

« La liste commune des social-démocrates avec les populistes sera suffisamment populaire pour enlever beaucoup de voix aux cadets, mais non pour remporter la victoire dans tout Pétersbourg ; elle sera particulièrement insuffisante si la responsabilité de la non-conclusion d'un accord entre tous les partis révolutionnaires et d'opposition incombe, aux yeux de la masse, aux social-démocrates et à leurs alliés. Dans ce cas, si l'on arrache à toute force des voix aux cadets, ce sera tout au profit des Cent-Noirs unifiés, qui battront la liste cadette et celle de la gauche. »

Tout ce raisonnement n'est qu'hypocrisie destinée à dissimuler un marchandage pour des sièges entre mencheviks et cadets.

En effet, réfléchissez seulement à ce que disent les mencheviks : un accord des social-démocrates avec les trou-

doviks augmente le danger du côté des Cent-Noirs parce qu'il enlève *beaucoup* de voix aux cadets ! C'est parfait, très chers camarades ! Mais, à votre avis, le danger d'une victoire des Cent-Noirs est-il plus grand quand toutes les voix non réactionnaires se répartissent sur *deux* listes ou bien quand elles se répartissent sur *trois* ? Mettons qu'il y ait 1 000 voix pour les Cent-Noirs et 2 100 pour tous les autres. Quand la victoire des Cent-Noirs est-elle plus dangereuse : quand les 2 100 voix se seront réparties sur *deux* listes ou sur *trois* ?

Pour résoudre ce casse-tête chinois, les 31 mencheviks pourraient s'adresser à un lycéen de sixième.

Continuons. Il ne suffit pas aux 31 mencheviks de formuler une absurdité, en feignant de ne pas comprendre que, par un accord des social-démocrates avec les troudoviks à Pétersbourg, il y aura au total deux listes contre les Cent-Noirs et que, sans accord, il peut y en avoir trois. Cela ne suffit pas.

Les 31 mencheviks se distinguent, en outre, par leur ignorance de l'histoire des premières élections ; ils ne connaissent pas la répartition des voix entre les Cent-Noirs et les cadets à Pétersbourg aux élections pour la Ire Douma. Ce n'est pas sans raison que nous avons pris cet exemple : 1 000 voix pour les Cent-Noirs, 2 100 pour les autres. *Cet exemple est typique pour les neuf circonscriptions de Pétersbourg sur douze* aux élections pour la Ire Douma !

Dans 9 circonscriptions, qui donnent ensemble 114 délégués sur 160, le *chiffre minimum* des voix recueillies par les cadets dépasse de plus du double celui obtenu par les Cent-Noirs ou ce que l'on appelle le bloc des forces de droite.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que si, à Pétersbourg, il y avait *deux* listes de la gauche (c'est-à-dire non réactionnaires), *aucune* division des suffrages *concevable* à l'intérieur de la gauche *ne pourrait* donner la victoire aux Cent-Noirs.

Comme les 31 mencheviks ne semblent pas très forts en calcul, nous leur dirons : essayer de diviser 2 100 par deux de manière que 1 000 voix réactionnaires puissent battre l'une et l'autre de ces deux parties.

Que les mencheviks se cassent la tête là-dessus, ainsi que sur le problème de savoir si la présentation de deux ou trois listes augmente ou diminue le péril réactionnaire.

Il n'y a aucune raison de penser que cette année les Cent-Noirs seront plus forts aux élections à Pétersbourg que l'an dernier. Pas un homme politique de bon sens ne se résoudrait à affirmer pareille chose. Tous voient que les Cent-Noirs se sont complètement déshonorés après les révélations sur la Lidvaliade, l'assassinat de Herzenstein [15], etc. Tous savent que les nouvelles d'une victoire des forces de gauche aux élections viennent maintenant de tous les points de la Russie.

Dans ces conditions, quand on vient nous parler d'un danger de la réaction, on est ou parfaitement ignorant, ou *hypocrite*. Or, l'hypocrisie ne convient qu'à ceux qui *dissimulent* leur véritable but et qui agissent en secret. Les mencheviks crient au danger cent-noir *afin* de détourner l'attention des ouvriers des manœuvres auxquelles ils se livrent aujourd'hui ou se sont livrés hier *en entrant dans le bloc petit-bourgeois* et en marchandant avec les cadets.

En présence de deux listes de gauche, *aucune* division des suffrages *ne peut* donner la victoire aux Cent-Noirs à Pétersbourg si le chiffre des voix réactionnaires n'augmente pas comparativement aux élections précédentes : or, tous les symptômes nous indiquent que ces voix diminueront au lieu d'augmenter.

Donc, ce n'est nullement pour combattre le danger réactionnaire que les mencheviks sont entrés dans le bloc petit-bourgeois et se sont livrés à des marchandages avec les cadets. C'est là une invention puérile qui ne peut tromper que les plus ignorants, les plus sots.

Les mencheviks ont marchandé avec les cadets pour faire entrer avec leur concours un homme à eux dans la Douma, en dépit des ouvriers. Voilà tout le secret fort simple de ces allées et venues : de la social-démocratie au bloc petit-bourgeois et du bloc petit-bourgeois aux cadets.

Il faut être bien naïf pour ne pas voir les dessous des manœuvres mencheviques dissimulées par des clameurs sur le péril réactionnaire.

Donc, quand les mencheviks réclamaient, se trouvant dans le bloc petit-bourgeois, *trois* sièges à la Douma, ils le faisaient dans l'espoir d'en obtenir un *pour eux*. Si les cadets n'avaient accordé que deux sièges, les mencheviks auraient pu ne pas en avoir du tout. Les cadets en accordaient un directement aux socialistes-populistes et ils ne se décidaient pas à refuser l'autre à la curie ouvrière. Or, dans la curie ouvrière, on ne sait pas encore qui sera le vainqueur.

Voilà pourquoi les mencheviks *ont dissimulé au public* et les pouvoirs en vertu desquels agissait le camarade Dan, et les conditions de leur entrée dans le bloc petit-bourgeois, et la teneur exacte des débats qui ont eu lieu à la « conférence » du bloc petit-bourgeois avec les cadets, *etc.*, *etc.* Nous ne savions pas et aujourd'hui encore, après cela, nous ne pouvons savoir jusqu'où iront les mencheviks après le refus cadet. Les socialistes-populistes s'allieront-ils aux mencheviks pour mendier aux cadets deux sièges *au détriment* de la curie ouvrière (*un éditorial* de la *Retch* envisageait cette possibilité) ? Ou bien les mencheviks se prononceront-ils pour des listes indépendantes de la social-démocratie, c'est-à-dire pour l'établissement de *trois* listes de gauche à Pétersbourg au lieu de deux ? Ou bien reviendront-ils au Parti ouvrier social-démocrate et à ses décisions, après cette promenade malheureuse dans les salons de la petite bourgeoisie et dans l'antichambre des cadets ?

Si la crainte d'un péril réactionnaire et non le désir passionné d'obtenir un siège des cadets guidait vraiment les mencheviks, *auraient-ils pu lâcher ceux-ci* simplement pour une discussion sur le nombre des sièges ?

Quand un socialiste croit véritablement au péril réactionnaire et le combat sincèrement, il donne ses suffrages aux libéraux sans marchandage, et il ne rompt pas les pourparlers parce que l'on n'a voulu lui accorder que deux sièges au lieu de trois. Par exemple, quand il y a ballottage dans les autres pays d'Europe, il y a péril réactionnaire si, disons, le libéral a obtenu 8 000 voix, le réactionnaire 10 000 et le socialiste 3 000. Si alors le socialiste croit que le péril réactionnaire est réel pour la classe ouvrière, il vote pour le libéral. Chez nous, en Russie, il n'y a pas de scrutin de ballottage, mais des cas analo-

gues peuvent se produire au deuxième degré des élections. Si, par exemple, sur 174 grands-électeurs il y a 86 réactionnaires, 84 cadets et 4 socialistes, les socialistes *doivent* donner leurs voix au candidat cadet et personne encore, dans le P.O.S.D.R. n'avait contesté cette vérité.

Or, les mencheviks affirment qu'ils redoutent le péril réactionnaire à Pétersbourg et, en même temps, ils rompent avec les cadets pour une question de deux ou trois sièges!

C'est là pure hypocrisie, destinée à dissimuler les marchandages de la fraction petite-bourgeoise du Parti ouvrier pour le siège qu'elle désire obtenir des cadets.

Même hypocrisie *maintenant* lorsque les mencheviks viennent nous parler d'une campagne *indépendante* de la social-démocratie à Pétersbourg, sans les troudoviks. Par exemple M. Lévitski, menchevik, déclarait le 19 janvier au théâtre Nemetti, d'après *Tovarichtch* :

« Les social-démocrates ont sacrifié leur indépendance dans la campagne électorale uniquement pour prévenir le péril réactionnaire. Du moment qu'ils ont subi un échec, ils doivent au moins tenter de faire une large agitation et c'est pourquoi l'orateur s'est prononcé pour une action indépendante de la social-démocratie. »

Est-il possible que ce Lévitski, s'il jouit de tout son bon sens et d'une bonne mémoire, ne joue pas la comédie ? *Du moment qu'on n'a pas réussi* à « prévenir le péril réactionnaire » par la constitution d'une *seule* liste commune de toutes les forces de gauche, cadets y compris, Lévitski désire qu'il y ait *trois listes de gauche*, celle des cadets, celle des social-démocrates et celle des troudoviks !

Qu'est-ce que cela, vraiment, sinon l'affolement d'un opportuniste qui sent le terrain lui glisser sous les pieds, et qui pense pouvoir nous faire oublier qu'avant-hier encore les mencheviks tenaient séance dans le bloc petit-bourgeois et qu'hier ils marchandaient avec les cadets !

Les mencheviks ont trahi les ouvriers, ils se sont jetés dans les bras des cadets, et maintenant que cette sale aventure a raté ils pensent se laver de leur honte en faisant des *phrases* sur une action indépendante de la social-démocratie ! Phrases vaines qui ne servent qu'à détourner les yeux de la réalité, car, s'il y avait trois listes de la

gauche, les Cent-Noirs pourraient effectivement l'emporter à Pétersbourg, justement parce que les forces de gauche se seraient divisées ; et les mencheviks ont eux-mêmes *fortifié* la position du bloc petit-bourgeois quand ils ont renoncé au parti prolétarien pour *entrer* dans ce bloc en vue d'un marchandage *en commun* avec les cadets.

Les mencheviks peuvent en effet chercher à «laver leur honte », il y a motif, tant ils se sont déshonorés par toute leur conduite dans la campagne électorale à Pétersbourg. Il ne leur reste plus effectivement qu'à lancer des phrases ronflantes, car ils ne croient pas eux-mêmes sérieusement en la possibilité d'établir maintenant une liste purement social-démocrate à Pétersbourg.

Mais nous, nous prévenons très énergiquement les bolcheviks qu'ils ne doivent pas faire confiance à ces phrases sonores et hypocrites.

Les bolcheviks n'ont aucune « honte à laver », et ils n'ont pas à se repentir de quoi que ce soit. Notre ligne politique qui, au début, provoquait les railleries de toute la presse bourgeoise de la capitale, se trouve maintenant merveilleusement justifiée par la marche des événements. On voit clairement toute la niaiserie de la fable du péril réactionnaire. On voit clairement que le péril est du côté des cadets. Le rideau se lève sur la politique des cadets dont le leader obtient à présent (ou a déjà obtenu ?) une audience chez Stolypine.

Les bolcheviks ne sont pas entrés, à l'insu du Parti ouvrier, dans un bloc petit-bourgeois. Ils n'ont pas contribué à consolider ce bloc, en sanctionnant la participation des socialistes-populistes (parti à demi cadet) dans le bloc des partis du Travail. Ils n'ont point fait un seul pas, ils n'ont pas dit un seul mot que les partis petits-bourgeois aient pu interpréter comme un renoncement de la social-démocratie à une action indépendante.

Pendant que Milioukov léchait les bottes de Stolypine, pendant que les mencheviks et les troudoviks de *toutes* couleurs faisaient des grâces à Milioukov, les bolcheviks étaient les seuls à rester sur leurs positions, et *pas une seconde* ils n'ont abandonné la position dont le camarade Lévitski et ses semblables viennent de se souvenir parce qu'ils se sont fâchés contre les cadets.

Par conséquent, nous ne devons, en aucun cas, commettre maintenant la bêtise que conseillent hypocritement les mencheviks dans leur désarroi, nous ne devons pas renoncer à un bloc révolutionnaire, à l'appui que la petite bourgeoisie peut donner aux socialistes *contre* les cadets.

Et c'est précisément parce que les bolcheviks, sans hésiter, ont immédiatement choisi la ligne juste qu'ils sont arrivés à ce que *tout le monde* maintenant voit clairement : les tergiversations des troudoviks et la fermeté du Parti ouvrier (exception faite de son excroissance opportuniste, bien entendu). Il s'est révélé que c'est précisément le prolétariat social-démocrate qui marche *indépendamment*, dans sa voie propre, *dirigeant* tous les autres éléments contre les Cent-Noirs et contre les libéraux, *affranchissant* tous les partis et courants petits-bourgeois de l'influence de l'idéologie cadette et de la politique des cadets, *définissant* publiquement le degré de valeur des groupes révolutionnaires et opportunistes parmi les troudoviks et la confiance que l'on peut avoir en eux.

Craindre maintenant d'entraîner à sa suite tous les troudoviks qui ont connu l'amertume de la bienveillance des cadets et qui sont prêts à les combattre serait enfantillage impardonnable et veulerie politique.

Les 31 mencheviks qui se sont compromis dans les marchandages avec les cadets sont maintenant contraints, bien malgré eux, d'avouer qu'« une liste commune des sociaux-démocrates et des troudoviks sera *suffisamment populaire* pour *enlever beaucoup* de voix aux cadets » !... Et c'est la vérité ! Et c'est précisément pour cela que *nous ne pouvons pas* négliger de briser l'hégémonie des cadets dans la *capitale*, car toute la Russie a les yeux tournés vers Pétersbourg.

Il nous suffit d'arracher aux cadets, dans quelques quartiers, la moitié de leurs voix *plus une*, *et nous vaincrons*, car nous profiterons de tous les avantages d'une division entre la bourgeoisie réactionnaire et la bourgeoisie libérale, conciliatrice (et il n'y a aucun danger, car les cadets ont pour eux *plus* du double de voix que les réactionnaires dans neuf circonscriptions).

Chaque jour, il devient de plus en plus clair que les mencheviks ont adopté une ligne politique fausse en criant au péril réactionnaire. Il est de plus en plus clair que l'en-

semble des délégués et grands-électeurs est *plus à gauche* que l'an dernier. Au lieu de donner bêtement et honteusement aux propriétaires libéraux un coup de main (impossible à justifier par un péril réactionnaire inexistant), nous avons à jouer un rôle utile et important : assurer l'*hégémonie* du prolétariat sur la petite bourgeoisie démocratique dans la lutte *contre* la subordination des masses incultes à la direction des *libéraux*.

Les premières élections à la Douma ont donné la victoire aux cadets, et ces bourgeois libéraux essaient par tous les moyens de consolider à tout jamais leur hégémonie, fondée sur l'abrutissement des masses, sur l'absence de pensée et de politique indépendantes chez ces dernières.

Notre premier devoir est de tout faire pour rassembler autour de nous, précisément à Pétersbourg, *tous ceux* qui sont capables de combattre les Cent-Noirs et les cadets, pour les rassembler au nom des tâches de la révolution populaire, au nom de l'activité indépendante de millions d'hommes.

Nous ferons cela, sans rien sacrifier de *notre* complète indépendance idéologique dans notre propagande de social-démocrates, sans renoncer le moins du monde à nos desseins socialistes, sans renoncer à les exposer *intégralement*, sans renoncer une seconde à dénoncer toutes les tergiversations et les trahisons de la petite bourgeoisie.

Seule la social-démocratie révolutionnaire se dresse avec fermeté sur une position inébranlable, dans la lutte pour la liberté et pour le socialisme.

Rédigé le 20 janvier (2 février) 1907.
Publié en brochure en 1907.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la brochure

COMMENT VOTER AUX ÉLECTIONS DE PÉTERSBOURG ?

Y A-T-IL UN DANGER D'UNE VICTOIRE CENT-NOIRE ?

Bientôt auront lieu, à Pétersbourg, les élections pour la Douma d'Etat. Les électeurs (pour la ville environ 130 000) devront désigner 160 grands-électeurs. Ces 160 grands-électeurs, réunis en collège avec 14 grands-électeurs ouvriers, éliront 6 députés à la Douma.

Qui donc convient-il d'envoyer à la Douma ?

Trois principaux partis vont s'affronter à Pétersbourg : les Cent-Noirs (les partis de droite), les cadets (le parti qui se dit celui de la liberté du peuple) et les social-démocrates.

Il est possible que des partis et tendances de moindre importance (les troudoviks, les sans-parti, les socialistes-populistes, les radicaux et autres) se joignent en partie aux cadets, en partie à la social-démocratie. Ce n'est pas encore tout à fait décidé.

En tout cas, il est hors de doute que pour Pétersbourg il y aura *trois* listes : celle des Cent-Noirs, celle des cadets, celle des social-démocrates.

Tous les électeurs doivent par conséquent bien voir quels sont ceux qu'ils enverront à la Douma :

— les *Cent-Noirs*, c'est-à-dire les partis de droite, qui veulent soutenir le gouvernement des cours martiales, des pogroms et des violences ;

— ou les *cadets*, c'est-à-dire les bourgeois libéraux qui vont légiférer à la Douma, c'est-à-dire s'entendre avec

les Gourko, avec des messieurs qui détiennent à la fois les droits du législateur et le droit de dissoudre une Douma qui ne leur conviendrait pas... ;

— ou les *social-démocrates*, c'est-à-dire le parti de la classe ouvrière qui combat, à la tête de tout le peuple, pour l'entière liberté et pour le socialisme, pour délivrer tous les travailleurs de l'exploitation et de l'oppression.

Que chaque électeur sache bien ceci : il faut choisir entre ces *trois* partis. Il faut qu'il décide à qui il donnera sa voix : au défenseur de l'arbitraire policier et des violences ; ou bien au capitaliste libéral qui se livre à des marchandages avec les Gourko, par l'intermédiaire des Kutler ; ou bien à celui qui défend les intérêts de la classe ouvrière et de tous les travailleurs.

Citoyens électeurs ! On vous dit qu'un accord des cadets avec les social-démocrates et une liste commune pour ces deux partis sont chose possible.

C'est faux ! Sachez bien tous qu'à Pétersbourg il y aura, en tout cas, *trois* listes, celle des Cent-Noirs, celle des cadets et celle des social-démocrates.

On vous dit que, si les cadets et les social-démocrates présentent deux listes différentes, ils peuvent provoquer une dispersion des voix et contribuer ainsi à une victoire des Cent-Noirs.

C'est faux ! Nous allons vous démontrer que même *en mettant les choses au pire* quant à la dispersion des voix, c'est-à-dire même si, dans *toutes* les circonscriptions de Pétersbourg, les voix se partageaient *à égalité* entre les cadets et les social-démocrates, même dans ce cas une victoire des Cent-Noirs aux élections, à Pétersbourg, *serait impossible.*

Tout le monde sait qu'aux élections pour la première Douma à Pétersbourg, il y avait *deux* listes principales, celle des cadets et celle des Cent-Noirs (autrement dit l'union des partis de droite). Les cadets furent vainqueurs dans *toutes* les circonscriptions de Pétersbourg.

Il y aura maintenant *trois* listes : celle des Cent-Noirs, celle des cadets et celle des social-démocrates. Donc les social-démocrates comptent gagner sur les cadets un certain nombre de voix et attirer ceux qui n'ont pas voté aux élections pour la Ire Douma.

ЕЖЕНЕДѢЛЬНИКЪ

ЗРѢНІЕ

Цѣна 5 коп.

Какъ голосовать на выборахъ въ Петербургѣ.—Рабочій съѣздъ и буржуазная демократія.—Вопросы дня.—Въ рабочей куріи.—Предвыборныя собранія.

№ 1. С.-Петербургъ. Четвергъ, 25 Января. № 1.

Premières page du journal *Zrénié* n° 1. — 1907

Réduction

On vous dit que cette division des voix entre cadets et social-démocrates peut donner la victoire aux Cent-Noirs car, ensemble, les cadets et les social-démocrates seraient plus forts que les réactionnaires, mais désunis, ils peuvent être plus faibles, c'est-à-dire être battus.

Vérifions : prenons les chiffres du scrutin qui eut lieu à Pétersbourg, dans *toutes* les circonscriptions, aux élections pour la Ire Douma. Voyons comment se répartissaient les voix entre les cadets et les réactionnaires dans les différentes circonscriptions. Notez que partout nous prendrons les cas les plus défavorables, c'est-à-dire ceux où les suffrages accordés aux cadets sont *les plus bas* (car les candidats n'ont pas tous obtenu le même nombre de voix) et les suffrages réactionnaires, *les plus élevés*.

Ensuite, nous diviserons par *deux* le chiffre *minimum* des suffrages obtenus par les cadets, supposant que les social-démocrates arracheront aux cadets exactement la moitié des voix (c'est le pire que nous puissions redouter, c'est ce qui pourrait arriver de mieux aux Cent-Noirs).

Nous allons maintenant comparer, par circonscription, cette *moitié du chiffre minimum* des voix données aux cadets avec le chiffre *maximum* des voix données aux Cent-Noirs. Nous aurons les chiffres suivants :

Elections à la Ire Douma (Bilan du scrutin à Pétersbourg)

Circonscriptions	Minimum des voix obtenues par les cadets	Moitié de ce chiffre	Maximum des voix obtenues par les partis de droite	Nombre de délégués élus
Admiralteïski . . .	1 395	697	668	5
Alexandre-Nevski . .	2 929	1 464	1 214	16
Kazanski	2 135	1 067	985	9
Narvski	3 486	1 743	1 486	18
Vyborgski	1 853	926	652	6
Pétersbourgski . . .	4 788	2 394	1 729	16
Kolomenski	2 141	1 070	969	9
Moskovski	4 937	2 468	2 174	20
Spasski	4 873	2 436	2 320	15
Liteïny	3 414	1 707	2 097	15
Rojdestvenski	3 241	1 620	2 066	14
Vassili-Ostrovski . .	3 540	1 770	2 250	17

De ces chiffres il résulte que, même dans le cas *le plus défavorable* où les voix des cadets seraient divisées en deux parties égales, les Cent-Noirs n'auraient pu vaincre aux élections de 1906 que dans *trois* circonscriptions *sur douze.* Ils auraient eu seulement *46* délégués sur 174 (dont 160 pour la ville et 14 pour les ouvriers). Cela signifie que les Cent-Noirs *n'auraient pas pu* entrer à la Douma aux premières élections, même dans le cas où les suffrages obtenus par les cadets dans *toutes* les circonscriptions auraient été divisés en deux portions égales entre la liste des cadets et celle des social-démocrates.

Ainsi ceux qui cherchent à effrayer les électeurs en leur faisant entrevoir la possibilité d'une victoire des réactionnaires si les voix sont partagées entre les cadets et les social-démocrates, ceux-là trompent le peuple.

Les Cent-Noirs *ne peuvent pas* vaincre, même si les voix se partagent entre les cadets et les social-démocrates.

Les cadets répandent intentionnellement de faux bruits sur le « péril réactionnaire » pour détourner l'électeur d'un vote *socialiste.*

Citoyens électeurs ! Ne croyez pas aux fables destinées à vous faire croire que les Cent-Noirs peuvent vaincre dans le cas où les voix seraient partagées entre les cadets et les social-démocrates. Votez librement et résolument selon vos convictions : ou pour les Cent-Noirs, ou pour les bourgeois-libéraux, ou pour les socialistes.

Mais, peut-être, les cadets qui répandent, par l'intermédiaire de journaux tels que *Retch, Tovarichtch, Ségodnia, Rodnaïa Zemlia, Rouss, Strana* [16], etc., de faux bruits sur le «péril réactionnaire », avanceront-ils d'autres arguments, d'autres arguties ?

Examinons tous les arguments possibles.

Il est possible que les voix destinées aux cadets se répartissent non pas entre deux listes, mais entre trois. Dans ce cas, les Cent-Noirs ne seraient-ils pas vainqueurs dans toutes les circonscriptions et n'entreraient-ils pas à la Douma ?

Non. Les voix des cadets ne peuvent se répartir entre trois listes, parce qu'il n'y aura à Pétersbourg que trois

listes *au total*. En dehors des Cent-Noirs, des cadets et des social-démocrates, *pas un* parti plus ou moins important ne présente de liste indépendante.

Tous les partis qui existent en Russie ont leurs représentants à Pétersbourg. Tous les partis et toutes les tendances *se sont déjà prononcés* sur les élections. Pas un parti, en dehors des trois principaux que nous avons déjà cités, pas un groupe *ne pense* agir indépendamment aux élections. Tous les petits partis, *toutes les tendances, en dehors des trois principaux groupes*, hésitent *seulement dans le choix entre ces trois listes. Tous* les partis et groupes progressistes, dont les sympathies vont à la liberté, hésitent *seulement* entre les cadets et les social-démocrates.

Pas un seul des partis du « *Travail* » — ni les socialistes-révolutionnaires, ni le comité du groupe du Travail, ni les socialistes-populistes — n'a exprimé le désir de présenter une liste indépendante. Bien au contraire, *tous ces partis du Travail* mènent des pourparlers pour se rattacher soit à la liste des cadets, soit à celle des social-démocrates.

Ainsi quiconque dira que les voix cadettes pourraient se disperser sur trois listes trompera le peuple. A Pétersbourg, il y aura au total trois listes principales : celle des Cent-Noirs, celle des cadets et celle des social-démocrates.

Deuxième argument possible. On dit que les instructions[17] sénatoriales ont diminué le nombre des électeurs, surtout parmi les pauvres et que les cadets pourraient bien ne pas recueillir autant de voix que lors des élections à la Ire Douma.

Ce n'est pas vrai. Aux élections pour la Ire Douma, il y avait au total environ 150 000 électeurs à Pétersbourg ; maintenant il y en a environ 130 000. Le nombre des votants, l'an dernier, a été d'environ 60 à 70 000. Ainsi, il n'y a aucune raison de craindre que l'état d'esprit et les vues de la masse des électeurs se soient modifiés. Il est hors de doute que, sur les 130 000 électeurs de Pétersbourg, la *majorité* appartient aux *couches peu aisées de la population* qui ne pourraient préférer un capitaliste à un ouvrier que par malentendu, ignorance, préjugé. Si tous les socialistes

remplissent leur devoir de propagandistes et d'éducateurs des masses citadines, ils peuvent compter que, de ces 130 000 électeurs, ils obtiendront non pas une dizaine de milliers de suffrages, mais plusieurs dizaines de milliers.

Troisième argument possible. On nous dit que les Cent-Noirs peuvent être plus forts aux élections de cette année et qu'il est impossible de juger sur les chiffres de l'année dernière.

Ce n'est pas vrai. D'après toutes les informations que donnent les journaux, d'après la marche des réunions, d'après tout ce que l'on voit de la situation des différents partis, il est évident qu'à Pétersbourg les Cent-Noirs, loin d'être plus forts, sont visiblement beaucoup plus faibles que l'an dernier. Le peuple est devenu plus conscient ; les octobristes [18] subissent des échecs à chaque meeting ; la dissolution de la Douma, la politique de violence officielle, la politique des Gourko-Lidval ont pour résultat de dégoûter définitivement les électeurs de ceux qui les gouvernent. Aux premières élections, les Cent-Noirs prenaient encore des airs de matamores ; maintenant que le moment du vote est proche, ils filent doux, tout doux.

Quatrième argument possible. On nous dit que le gouvernement ne donne pas de bulletins de vote aux partis de gauche, n'autorise pas leurs réunions, interdit leurs journaux, etc., et que, par conséquent, il est plus sûr, pour toutes les forces de gauche, de s'unir en une même liste avec les cadets.

Ce n'est pas vrai. Si le gouvernement recourt à la contrainte et viole la loi, s'il viole la liberté des élections, la majorité des électeurs n'en seront que plus combatifs. Nous autres, social-démocrates, nous ne perdons rien, dans les réunions, aux yeux des électeurs ; nous ne faisons que gagner lorsque la police, de plus en plus fréquemment, ferme nos réunions à cause de nos discours. Quant à la lutte qu'il faut mener contre le gouvernement qui enfreint la loi,

en quoi, sur ce point, un accord avec les cadets nous servirait-il ? Au lieu de nous aider, pareil accord nous nuirait, car les cadets sont le parti d'opposition le plus lâche et le plus disposé à la trahison. Est-il possible qu'avec un parti qui compte dans ses rangs l'ancien ministre Kutler, collègue d'hier de Witte et de Dournovo, on puisse effectivement combattre les ministres qui vont contre la loi ? Bien au contraire : c'est justement parce que les Kutler sont beaucoup plus proches des Dournovo, des Stolypine, que de la masse des ouvriers et des employés, c'est précisément pour cela que nous, dans l'intérêt de la lutte pour la liberté nous devons nous tenir à l'écart du parti de messieurs Kutler, à l'écart du parti des cadets.

Admettons que le gouvernement ait décidé d'arrêter les grands-électeurs de la gauche. Est-ce qu'une entente avec les cadets pourrait y remédier ? Ou bien, véritablement, les socialistes doivent-ils compter que le cadet Kutler interviendra en faveur des révolutionnaires devant ses collègues d'hier, les ministres Stolypine et Gourko?

Récemment les journaux annonçaient que M. Milioukov, leader des cadets, avait été reçu par Stolypine pour des pourparlers en vue de la légalisation du Parti cadet *. Les socialistes doivent-ils espérer que messieurs les cadets « interviendront » pour obtenir la légalisation du parti des troudoviks, de celui des socialistes-révolutionnaires, de celui des social-démocrates ?

Un socialiste qui a une certaine pudeur et de la conscience n'acceptera jamais une liste commune avec les Kutler et les Milioukov.

Les social-démocrates peuvent-ils vaincre aux élections à Pétersbourg ?

Les journaux cadets, profitant de ce que le gouvernement n'autorise pas la publication des journaux social-dé-

---

* A la réunion électorale qui a eu lieu le 22 janvier à l'école Ténichev, M. Vodovozov a déclaré que M. Milioukov avait été reçu par Stolypine et avait traité avec lui, et que le Parti de la liberté du peuple répondait pour ses leaders. M. Gredescul, sans nier le fait, a déclaré que, si M. Milioukov avait rendu visite à Stolypine, c'était dans l'intérêt du pays et du Parti.

mocrates, affirment sur tous les tons à leurs électeurs qu'une victoire des social-démocrates aux élections ne saurait être envisagée sans l'aide des cadets.

Ce n'est pas vrai. Une victoire des social-démocrates à Pétersbourg, contre les Cent-Noirs et contre les cadets, est *parfaitement possible.*

Les cadets font semblant de ne pas s'en apercevoir ; ils feignent d'oublier que, si les voix se divisent, *n'importe quel* parti peut y gagner, et pas seulement les Cent-Noirs. Ces derniers peuvent enlever trois circonscriptions sur douze si les voix se partagent à égalité entre les cadets et les social-démocrates.

Les social-démocrates peuvent gagner 12 circonscriptions sur 12 si les voix se divisent entre cadets et Cent-Noirs.

Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux chiffres que nous avons donnés plus haut. Ils montrent que, *si dans chaque circonscription, les social-démocrates dépassent d'une seule voix la moitié de celles que les cadets ont eues* aux dernières élections, *ils peuvent l'emporter dans tout Pétersbourg.*

Pour cela, il faut obtenir dans 9 des circonscriptions qui nous sont « assurées » (en décomptant 3 où les Cent-Noirs pourraient vaincre) *au moins 14 274 voix.*

Serait-il impossible aux social-démocrates d'obtenir à Pétersbourg *15 à 20 000* voix ?

On compte à Pétersbourg 30 à 50 000 employés de bureau et commis ayant droit de vote. Le journal syndical des commis, *Goloss Prikaztchika*[19], était rédigé dans un esprit social-démocrate. Si tous les socialistes menaient une agitation concertée parmi les commis, sans renoncer à accepter sur leur liste les troudoviks, les seuls employés du commerce et de l'industrie donneraient la victoire à une liste commune de la social-démocratie et des troudoviks.

En outre, il y a un très grand nombre de locataires misérieux qui sont parfaitement capables de comprendre que les socialistes défendent leurs intérêts mieux que des propriétaires d'immeubles : agrariens libéraux, riches avocats et fonctionnaires comme les Pétrounkévitch, les Roditchev, les Vinaver, les Kutler.

Voyez les réunions électorales à Pétersbourg. Même les journaux cadets dont les comptes rendus déforment terri-

blement la vérité en leur faveur, sont obligés d'avouer qu'une lutte sérieuse se déroule entre cadets et socialistes et non entre forces de droite et de gauche. Ces réunions *démontrent* incontestablement que *les social-démocrates*, surtout alliés aux troudoviks, sont *plus forts que les cadets* à Pétersbourg.

Combien d'électeurs seront venus à ces réunions ? Les personnes les plus circonspectes estiment que c'est au plus un dixième du nombre des inscrits. Prenons ce chiffre minimum. Cela fait 13 000 électeurs. On peut supposer que chacun d'entre eux amènera aux élections au moins deux des électeurs qui n'auront pas fréquenté les réunions. Sur ces 39 000 électeurs, d'après toutes les données et observations, 20 000 se prononceront pour les social-démocrates qui se seront unis aux troudoviks.

Donc, d'après ces données, il apparaît que la victoire des social-démocrates à Pétersbourg contre les cadets et contre les Cent-Noirs est *parfaitement possible.*

Que tous les électeurs de Pétersbourg le sachent donc bien : la victoire des cadets ou des social-démocrates *dépend entièrement d'eux-mêmes.*

Dans la campagne électorale qu'ils mènent à Pétersbourg, les socialistes cherchent avant tout et surtout à éduquer et à grouper les masses. Ils veulent qu'elles se rendent compte elles-mêmes des problèmes qui se posent maintenant à tout le peuple dans sa lutte pour la liberté. Quant aux libéraux, ils ne songent qu'à des sièges à la Douma et ne se soucient nullement de donner des idées claires et nettes aux électeurs.

Les libéraux, c'est-à-dire les cadets et les éléments hésitants et incertains qui les suivent, procèdent parfois à des votes dans les meetings électoraux et font passer dans certains cas à une écrasante majorité, des résolutions sur la nécessité d'une entente de toutes les forces de gauche pour que les cadets aient deux sièges sur six.

Ceux qui proposent de pareilles résolutions et ceux qui les votent comprennent mal les élections à Pétersbourg.

Il n'y aura pas et il ne peut y avoir ici d'entente de « toutes les forces de gauche ». Il y aura trois listes à Pé-

tersbourg : celle des Cent-Noirs, celle des cadets et celle des social-démocrates.

Ensuite il est même ridicule de voter pour que les cadets obtiennent deux sièges sur six. Celui qui désire *réellement* un tel résultat doit comprendre qu'on *n'y parviendra pas* au moyen d'un accord avec les cadets. On peut y parvenir, mais seulement en votant pour *les social-démocrates.*

En effet, si les social-démocrates remportent à Pétersbourg une victoire partielle, le résultat que souhaitent quelques-uns (six sièges aux forces de gauche, dont deux aux cadets) pourrait être obtenu, mais seulement dans ce cas-là. Admettons, par exemple, que les social-démocrates ne soient vainqueurs que dans quatre circonsriptions, celles de Spasski, Moskovski, Pétersbourgski et Vyborgski. Ils auraient alors 60 grands-électeurs, et avec la curie ouvrière cela ferait 74. Les Cent-Noirs (en mettant les choses au pire ce qui est très improbable) en auraient 46 (Litéïny, Rojdestvenski et Vassili-Ostrovski). Les cadets auraient donc les 54 grands-électeurs restants. Voilà *par quelle voie* on pourrait effectivement obtenir qu'il y ait des députés de gauche représentant Pétersbourg à la Douma, avec prédominance d'éléments plus à gauche que les cadets. Mais le marchandage avec ces derniers auquel se livrent des hommes inintelligents et irrésolus *ne peut* donner ce résultat.

Résumons nos conclusions.

Aux élections de Pétersbourg, trois grands partis sont en ligne, et les électeurs auront à choisir entre *trois* listes de candidats : celle des Cent-Noirs, celle des cadets et celle des social-démocrates.

Le danger d'une victoire cent-noire à Pétersbourg est une invention absurde.

Même en présence du pire partage des voix cadettes entre les cadets et les social-démocrates, une victoire cent-noire est impossible.

La fable d'un «péril réactionnaire» à Pétersbourg est intentionnellement répandue par les cadets pour prévenir le danger qui *les* menace effectivement, celui d'une victoire des socialistes.

Les troudoviks, les socialistes-révolutionnaires et quelques autres petits groupes n'ont pas encore décidé s'ils suivraient les cadets ou les social-démocrates.

A Pétersbourg, une victoire complète des social-démocrates sur les Cent-Noirs et sur les cadets est tout à fait possible.

Les électeurs doivent se laisser guider dans leur vote par leurs convictions et leurs sympathies, et non par la crainte d'un péril cent-noir imaginaire.

Pour le gouvernement, les bourgeois libéraux ou les social-démocrates ?

Citoyens, vous choisirez !

« Zrénié » n° 1,
26 janvier 1907

Conforme au texte du journal

LES ÉLECTIONS À PÉTERSBOURG ET LA CRISE DE L'OPPORTUNISME

Le 6 janvier s'est tenue la conférence du Parti de Pétersbourg, qui devait décider si l'on ferait ou non, dans la capitale, des accords avec les cadets.

Malgré les appels de Plékhanov aux « camarades-ouvriers » dans le *Tovarichtch*, malgré les articles hystériques de E. Kouskova, malgré encore les menaces de Plékhanov qui prétendait mettre les ouvriers sur la liste des « ennemis de la liberté » dans le cas où ils voudraient maintenir l'indépendance de la social-démocratie, malgré les promesses plus ou moins séduisantes des cadets, le prolétariat organisé et conscient de Pétersbourg a fait preuve d'une telle maturité politique qu'après les discussions et les votes, il s'est prononcé à la majorité contre tous accords, quels qu'ils fussent, avec les cadets. Il était clair que la conférence, élue par les ouvriers organisés, se prononcerait après les discussions et les votes sur la plate-forme électorale * exactement dans le même sens.

Nous n'avons pas assez de place dans le *Prolétari* pour exposer en détail ce qu'ont été les travaux de la conférence, au sujet de laquelle d'ailleurs on a déjà pas mal écrit. Ce qu'il importe cependant de noter, c'est que nos opportunistes sont allés si loin dans leur politique d'entente avec la bourgeoisie que la décision de la conférence leur apparut

* Exception faite pour l'arrondissement Vyborgski et la section franco-russe, tous deux mencheviques, où il n'y eût pas de vote au sujet des plates-formes.

inacceptable. Il était clair, dès l'ouverture de la conférence que les mencheviks de Pétersbourg, soutenus par le Comité central, ne se soumettraient pas à la décision qui serait prise. Les amis des cadets ne cherchaient qu'un prétexte, n'importe lequel, pour rompre avec la social-démocratie révolutionnaire. N'ayant pu quitter la conférence à cause des mandats, les mencheviks tirèrent alors parti de la *recommandation* du Comité central de faire résoudre les questions de tactique électorale par les unités électorales directement intéressées, et ils s'en allèrent en alléguant que la conférence aurait dû se diviser en deux parties : la conférence de Pétersbourg-ville et celle de Pétersbourg-province. Au lieu des subdivisions du parti on prétendait adopter celles de la police et de l'administration officielle. D'après les mencheviks, on aurait dû non seulement mettre à part Pétersbourg-province, mais encore disjoindre des arrondissements qui n'ont jusqu'à présent jamais formé qu'*un tout*, comme les arrondissements Nevski, Moskovski et Narvski ; il aurait fallu réorganiser le Parti d'une façon désavantageuse pour lui mais avantageuse pour l'administration.

Il était également clair que, quelle que fût la décision prise en ce qui concernait la division de la conférence, la majorité ne s'en serait pas moins prononcée contre les accords avec les cadets. Les mencheviks partirent et, pour la plus grande joie de toute la presse bourgeoise, décidèrent de mener à Pétersbourg une campagne indépendante, de combattre leurs propres camarades de parti, de diviser le prolétariat de Pétersbourg en vue d'un accord avec le parti bourgeois et monarchiste de « la liberté du peuple ».

Comment la presse bourgeoise n'aurait-elle pas jubilé ! Le journal boulevardier *Ségodnia* déclara solennellement, dans un éditorial spécial, que les mencheviks, en prenant cette décision, avaient *sauvé la Russie*, et l'organe officiel des cadets, la *Retch*, a promis en récompense un siège pour un « menchevik » à la curie ouvrière, mais qu'en aucun cas ce siège ne serait accordé à un « bolchevik ».

Premier résultat de l'action indépendante des mencheviks : la bourgeoisie s'est mise à dicter ses volontés à la curie ouvrière.

Cependant, la conférence, continuant à tenir séance après le départ des mencheviks, considérant qu'il n'y avait pas de péril réactionnaire à Pétersbourg, et dans le dessein d'abattre l'hégémonie des cadets et d'arracher à leur influence la petite bourgeoisie démocratique, décida de s'entendre, à certaines conditions, quant à la répartition des sièges (2 à la curie ouvrière, 2 aux social-démocrates, 1 aux socialistes-révolutionnaires, 1 aux troudoviks) avec les socialistes-révolutionnaires et les troudoviks.

La presse bourgeoise jubilait : les troudoviks et les socialistes-révolutionnaires avaient fait bloc avec les socialistes-populistes, ce bloc penchait vers les cadets, les mencheviks s'étaient détachés et ainsi les bolcheviks étaient isolés ! La tactique révolutionnaire est condamnée, les «moyens pacifiques» l'emportent ... vive l'accord avec la monarchie, à bas ceux qui préconisent la voie de la lutte des masses populaires !

Quand ils eurent provoqué une scission dans la social-démocratie, quand ils eurent désarmé l'hydre révolutionnaire du prolétariat, les cadets ne se gênèrent plus pour traiter... avec M. Stolypine. D'après les journaux, Milioukov doit être ces jours-ci reçu en audience par le premier ministre lequel met comme condition à la légalisation du Parti cadet que celui-ci ne s'allie pas avec les forces de gauche. Les cadets n'accordent à tout le bloc « de gauche », qui est en fait un bloc *petit-bourgeois* (socialistes-populistes, socialistes-révolutionnaires, troudoviks et mencheviks), que 2 sièges de députés sur les 6 à Pétersbourg. Pour faire une concession à la « galerie », les cadets sont *disposés* à jeter deux sièges au bloc petit-bourgeois qui les importune. Certains que le bloc de gauche ne voudra pas accepter ces conditions, les cadets mènent les pourparlers avec le chef des Cent-Noirs, avec Stolypine !

Le tableau se modifie. La campagne électorale commence. Des réunions ont lieu. Les mencheviks, qui s'y montrent très, très rarement, bafouillent : il faut des accords avec les cadets... Les bolcheviks, qui prennent la parole dans toutes les réunions, appellent les prolétaires et les semi-prolétaires à entrer dans l'unique parti ouvrier, celui de la social-démocratie : ils appellent tous les électeurs révolutionnaires et démocrates à former un seul bloc révolutionnaire contre

les Cent-Noirs et les cadets. Dans les meetings, on empêche les cadets de parler, mais on applaudit les bolcheviks. Les forces démocratiques de la ville, la masse ouvrière et petite-bourgeoise vont de plus en plus vers la gauche, elles secouent le joug des cadets.

Le tableau se modifie : les « conciliateurs » fulminent. Ils ne parlent des bolcheviks que l'injure aux lèvres. A bas les bolcheviks ! Dans un accord touchant, le *Novoïé Vrémia* [20] et le *Tovarichtch*, les octobristes et les cadets, les Vodovozov et les Gromann entreprennent une croisade contre le spectre rouge du bolchevisme. Si le bolchevisme a jamais eu besoin de justifier sa tactique révolutionnaire, sa tactique de classe, il a trouvé cette justification dans la fureur avec laquelle toute la presse bourgeoise l'attaque. Si la démocratie révolutionnaire petite-bourgeoise, celle qui désire sincèrement la réalisation de ses mots d'ordre, a besoin d'une leçon de choses, elle la trouve dans le mépris avec lequel la haute et moyenne bourgeoisies la traitent dans la politique d'entente (avec le gouvernement) que mènent les cadets, à l'insu du peuple.

La social-démocratie révolutionnaire dit à tous les démocrates pauvres de la ville et de la campagne : une alliance avec le prolétariat, seul le rejet de la tutelle des cadets, seule la lutte résolue et persévérante contre l'autocratie vous apporteront le salut. Si vous êtes suffisamment mûrs pour cela, vous suivrez le prolétariat. Si vous n'êtes pas mûrs vous resterez sous la tutelle des cadets ; mais le prolétariat, quels que soient l'issue de la campagne électorale et les résultats des marchandages auxquels vous vous livrez entre vous pour obtenir des sièges, marche et continuera à marcher sur sa route propre, son chemin de classe, dans la voie de la révolution.

Le menchevisme traverse une pénible épreuve. La campagne électorale est devenue la pierre angulaire de sa tactique opportuniste. Une partie de la social-démocratie est tombée sous l'hégémonie des idéologues bourgeois. Ces derniers traitent sans pitié les mencheviks de « socialistes modérés » (c'est une expression de la *Retch*) sur lesquels on peut toujours compter. Leurs amis de droite ne tiennent pas compte d'eux ; ils comptent seulement... que les mencheviks serviront fidèlement les cadets. Une partie de la

social-démocratie s'est suffisamment déshonorée pour que la bourgeoisie libérale la traite comme un instrument docile, et que le prolétariat révolutionnaire aime mieux voter pour les socialistes-révolutionnaires que pour de *tels* social-démocrates : c'est ce qui a eu lieu aux élections des délégués dans l'arrondissement Vyborgski, citadelle du menchevisme.

La crise de l'opportunisme est proche. L'accord avec les « conciliateurs » porte un coup décisif au menchevisme. Les Vassiliev, les Malichevski et les Larine ont tracé une route qui les conduit ... au cimetière. Dans les rangs des mencheviks, la confusion règne, les exclusions se multiplient. Martov chasse du Parti les Vassiliev et les Malichevski. Que les ouvriers chassent donc du Parti l'esprit même du menchevisme !

« Prolétari » n° 12, 26 janvier 1907

Conforme au texte du journal

LES ÉLECTIONS À LA CURIE OUVRIÈRE DE PÉTERSBOURG [21]

Les élections des délégués ouvriers constituent en soi un événement des plus importants et qui n'a pas été apprécié à sa valeur, loin de là, dans la vie politique de la Russie et dans l'histoire de notre mouvement ouvrier.

Pour la première fois, *tous* les partis qui ont un appui quelconque dans le prolétariat se sont présentés *devant la masse* ouvrière non pas avec des programmes ou des mots d'ordre généraux, mais avec une question pratique bien déterminée : *aux candidats de quel parti* la masse ouvrière confie-t-elle ses intérêts ? Bien entendu, le système électoral pour la curie ouvrière est bien loin, comme chacun sait, de ce qu'il devrait être pour obtenir une véritable représentation démocratique. Mais la masse ouvrière ne se manifeste pas moins aux élections. Et *pour la première fois* la *lutte des partis*, de partis politiques *bien définis*, se déroule en Russie devant la masse ouvrière.

Les élections des délégués ouvriers ont déjà eu lieu dans de nombreuses localités de Russie. Mais nous n'avons pas de renseignements complets et exacts sur la lutte des partis au cours de ces élections. Les journaux ne nous donnent que des conclusions d'une teneur générale et tout à fait approximative, faites « *au jugé* ». Si les militants du Parti et, particulièrement les ouvriers avancés, ne se chargent pas eux-mêmes d'*étudier*, comme il est nécessaire et très important, la marche et les résultats des élections dans la curie ouvrière, on peut dire à coup sûr que nous aurons perdu une documentation extrêmement précieuse et

indispensable pour le développement ultérieur du travail et de la propagande de notre parti.

L'impression générale des élections pour la curie ouvrière dans toute la Russie est celle-ci : victoire complète de l'extrême gauche, avant tout de la social-démocratie, et ensuite des socialistes-révolutionnaires.

Le principe fondamental de la social-démocratie a été brillamment confirmé par les élections : le prolétariat est révolutionnaire en tant que classe. La *masse* prolétarienne est social-démocratique par ses tendances et ses sympathies. Le prolétariat est la classe la plus révolutionnaire de toute la Russie.

On prétend que le Parti social-démocrate, en Russie, n'est pas celui des ouvriers : les élections donnent à cette assertion un *démenti formel*. Il n'y a que les libéraux qui mentent consciemment ou bien les opportunistes imprudents qui lancent des paroles en l'air, il n'y a qu'eux pour douter maintenant du *caractère prolétarien de masse* de la social-démocratie en Russie.

Si, de cette conclusion générale, nous passons à des conclusions plus particulières, il faut indiquer d'abord que *nous ne possédons pas encore* de documentation complète. Nous estimons cependant qu'il est non seulement admissible, mais encore absolument indispensable d'*esquisser* quelques autres conclusions, non pas pour prétendre à donner une solution, mais pour *proposer* à l'examen de *tous* les camarades *un problème de la plus grande importance*, pour provoquer un échange d'idées, la collecte de matériaux, etc...

D'après les premiers renseignements que nous donnent les journaux, ce qui apparaît tout d'abord, c'est la différence qui existe entre la Russie proprement dite et la Pologne, beaucoup plus évoluée au point de vue industriel, culturel et politique. En Russie, du moins à Saint-Pétersbourg et à Moscou, *il n'y a pas* de partis ouvertement bourgeois qui s'appuient, même dans une certaine mesure, sur le prolétariat. Les social-démocrates ont la prédominance la plus absolue ; l'extrême gauche de la démocratie bourgeoise qui se croit socialiste, le Parti socialiste-révolutionnaire, a beaucoup moins d'influence. Il n'y a pas de cadets parmi les ouvriers, ou bien ils sont en nombre infime.

En Pologne, il existe, et on l'a remarqué aux élections, un parti ouvertement bourgeois, plus à droite que celui des cadets, le parti des *narodovtsy* (démocrates-populaires [22]). Il est impossible d'expliquer cela par la violence des persécutions policières et militaires. La bourgeoisie qui joue habilement en Pologne sur l'oppression nationale de tous les Polonais, sur la persécution que subissent tous les catholiques, cherche et trouve un certain appui dans les masses et, à plus forte raison, dans la paysannerie polonaise.

On comprend qu'il serait absurde de se fonder sur ces différences pour conclure aux avantages spécifiques qui découleraient du retard russe. Non, la chose s'explique plus simplement : elle s'explique par des différences historiques et économiques, et non par des distinctions nationales. En Russie, il y a infiniment plus de survivances du servage à la base, dans les campagnes, dans les structures agraires ; c'est pourquoi la paysannerie et la classe ouvrière qui lui est étroitement liée font preuve de plus d'esprit révolutionnaire. Dans cet esprit révolutionnaire, il y a indubitablement moins de conscience de classe prolétarienne et plus de protestation démocratique générale (à savoir bourgeoise démocratique). Ensuite, chez nous, la bourgeoisie est moins développée qu'ailleurs, moins consciente, moins éprouvée dans la lutte politique. Si elle néglige d'agir dans le prolétariat, ce n'est pas qu'elle soit incapable de nous en arracher une partie, c'est qu'elle n'a pas tant besoin de s'appuyer sur le peuple (comme en Europe et en Pologne) ; il lui suffit pour l'instant de s'appuyer sur ses privilèges, sur la corruption, sur la force brutale. Il viendra encore chez nous un temps où des gens de toute espèce, issus de la bourgeoisie, apporteront à la masse ouvrière du nationalisme, du démocratisme chrétien, de l'antisémitisme et autres saletés de cette sorte !

Voyons la Russie proprement dite. Avant tout, il y a une remarquable différence entre Pétersbourg et Moscou. A Moscou, la victoire des social-démocrates sur les socialistes-révolutionnaires est totale. D'après quelques informations, à vrai dire encore incomplètement vérifiées, on compte là-bas près de 200 délégués social-démocrates contre environ 20 socialistes-révolutionnaires !

A Pétersbourg, c'est le contraire : tout le monde a été frappé par le pourcentage très élevé et tout à fait *inattendu* des délégués socialistes-révolutionnaires. Les social-démocrates ont la majorité, bien entendu, mais ils n'écrasent pas les socialistes-révolutionnaires. On compte environ 33% et même (c'est peut-être exagéré) jusqu'à 40% de socialistes-révolutionnaires. Que nous prenions, en attendant des informations détaillées, un chiffre ou l'autre, on comprend en tout cas pourquoi les social-démocrates de la base, à Pétersbourg, ont l'impression d'avoir été « *battus* » dans la curie ouvrière. Qu'il y ait un tiers de délégués socialistes-révolutionnaires, c'est déjà *effectivement* une défaite pour la social-démocratie dans la capitale ; une défaite, comparativement à ce que nous avons vu dans le reste de la Russie et comparativement à ce que tous, en tant que social-démocrates, nous estimons normal et indispensable.

C'est là un fait d'une importance extraordinaire... A Pétersbourg, dans la curie ouvrière, les socialistes ont été écartés de la prédominance *écrasante*, par l'extrême gauche de la démocratie bourgeoise ! Notre premier devoir est de considérer ce phénomène avec la plus grande attention. *Tous* les social-démocrates doivent s'appliquer à étudier à fond ce phénomène et à en trouver la juste explication.

L'impression générale des social-démocrates de Pétersbourg, qui sont restés stupéfaits devant les résultats des élections du 7 et du 14 janvier, se résume ainsi : 1° c'est précisément dans *les plus grandes* usines, centres avancés du prolétariat le plus conscient et le plus révolutionnaire, que la défaite infligée par les « socialistes-révolutionnaires » aux social-démocrates est la plus sensible ; 2° les « socialistes-révolutionnaires » ont vaincu *principalement* et avant tout les *social-démocrates mencheviks*. Lorsque la lutte a opposé un candidat socialiste-révolutionnaire et un candidat social-démocrate bolchevik, la victoire, beaucoup plus souvent et même *dans la majorité des cas*, est revenue à la social-démocratie.

On voit l'importance de ces deux constatations. Et c'est pourquoi nous devons tout faire pour que *ces constatations* soient basées effectivement sur des documents exacts, contrôlés, qui n'admettent pas deux interprétations, et que ce ne soient pas de simples impressions. Bien entendu, il

est fort peu probable, il est même presque impossible que l'opinion générale des militants social-démocrates des différents secteurs de Pétersbourg soit erronée. Bien entendu, exiger des statistiques exactes de révolutionnaires qui précisément maintenant sont écrasés de travail à cause de la campagne électorale, serait d'un pédantisme ridicule ; pourtant, la documentation essentielle, les principaux chiffres et données *peuvent et doivent* être recueillis, car c'est indispensable pour *tout* le travail de notre social-démocratie à Pétersbourg pendant une longue période.

Plus loin nous examinons cette question en détail (voir l'article : «La lutte des social-démocrates et des socialistes-révolutionnaires aux élections à la curie ouvrière à Pétersbourg »).

Ici nous nous bornerons à donner une appréciation politique de cette *relative* défaite de la social-démocratie aux élections à la curie ouvrière à St-Pétersbourg.

Avant tout, il convient de noter que la prédominance des mandats obtenus par les social-démocrates montre clairement leur prédominance quant au *nombre d'entreprises* où ils ont leurs cellules. Des données plus complètes confirmeront probablement ce que les social-démocrates ont déjà observé pendant les jours d'octobre, jours de liberté : à savoir que les socialistes-révolutionnaires ne font aucun travail solide, prolongé et sérieux pour l'organisation du prolétariat, mais qu'ils agissent, si l'on peut dire, par attaques brusquées, « arrachent » des résolutions dans les meetings lorsque les esprits sont échauffés, profitant de toute minute d'enthousiasme pour « enlever » des mandats, au moyen de phrases et de discours « révolutionnaires » sonores et ronflants.

Cet élément de la victoire socialiste-révolutionnaire sera également constaté sans doute par quiconque voudra étudier de bonne foi les élections qui viennent d'avoir lieu à la curie ouvrière de Pétersbourg. En fin de compte, on peut dire qu'un parti « révolutionnaire » petit-bourgeois est incapable de militer avec persévérance parmi le prolétariat : au moindre changement de climat, il disparaît tout à fait de l'horizon des faubourgs ouvriers. C'est seulement par moments qu'il réussit à exploiter la préparation politique insuffisante des masses, en les « séduisant » par sa manière

prétendument large (en réalité vague, pleine de clinquant intellectuel), profitant du faible développement de sa conscience de classe, utilisant démagogiquement le traditionnel « attrait » exercé par « la terre » sur des ouvriers qui ont encore des liens avec la campagne, etc., etc.

Etant donné le caractère bourgeois de la révolution, il arrive naturellement que, de temps à autre, dans les quartiers ouvriers « font irruption » des bandes d'une jeunesse bourgeoise, radicale et vraiment révolutionnaire, qui ne prend appui sur aucune base de classe et qui va instinctivement au prolétariat, le considérant comme la seule masse qui *lutte* sérieusement pour la liberté, quand il y a dans l'air un nouvel essor, une nouvelle poussée révolutionnaire. Les orateurs socialistes-révolutionnaires, dans les meetings ouvriers, sont en leur genre des annonciateurs de la tempête montrant que le prolétariat relève la tête et, s'étant remis quelque peu de ses défaites, rassemble de nouvelles forces ; qu'une vaste et profonde fermentation recommence, pour conduire à une nouvelle bataille contre l'ancien régime.

La comparaison des périodes d'octobre et de la « Douma » avec celle des élections actuelles et la simple totalisation des renseignements que l'on a sur les cellules solidement organisées des socialistes-révolutionnaires confirmeront indubitablement cette explication.

Mais ce serait, certainement, une grande étourderie que de *se borner* à cette explication et de ne pas vouloir constater que, précisément dans les plus grandes usines, où les ouvriers sont les plus conscients et les plus éprouvés par la lutte, les socialistes-révolutionnaires *ont vaincu* les social-démocrates. Cependant, nous savons déjà que par bonheur l'extrême gauche de la démocratie bourgeoise a vaincu en réalité non pas les social-démocrates, mais *l'avilissement opportuniste* de la social-démocratie.

La démocratie révolutionnaire bourgeoise a cédé le pas à la social-démocratie révolutionnaire ; elle ne l'a emporté, en effet, que sur ceux qui se traînent à la remorque des bourgeois non révolutionnaires, *sur ceux qui veulent des blocs avec les cadets*. Là-dessus, les déclarations des militants social-démocrates concernant le caractère de l'action des socialistes-révolutionnaires, et ce que nous savons du

moment où ces derniers ont remporté la victoire sur les mencheviks, sont des témoignages qui ne laissent pas de place à l'équivoque.

Les élections ont eu lieu à Pétersbourg les 7 et 14 janvier. Le 7 janvier justement, les ouvriers de Pétersbourg ont appris que 31 mencheviks venaient de quitter la conférence social-démocrate pour marchander, avec les cadets, des sièges à la Douma. La semaine suivante, toute la presse bourgeoise de Pétersbourg a jubilé et bruyamment fait l'éloge des mencheviks, les mettant à côté des cadets, les encourageant dans leur reniement de la révolution, dans leur passage au « *bloc d'opposition* », aux « partis modérément socialistes », etc., etc.

La *défaite des mencheviks* dans les grandes usines est le premier avertissement que les *masses prolétariennes* ont donné aux opportunistes intellectuels qui tergiversent !

Les mencheviks se sont tournés vers les cadets ; le prolétariat de Pétersbourg s'est détourné des mencheviks.

Les socialistes-révolutionnaires ont mis à profit la scission de la social-démocratie ; ils ont tiré parti de l'indignation des ouvriers contre les mencheviks cadétisant ; ils s'en sont servis habilement et sans cérémonie. Dans les faubourgs, ils ont combattu les social-démocrates, leur reprochant leur bloc avec les cadets (passant sous silence les bolcheviks et le Comité pétersbourgeois du P.O.S.D.R.) mais, en ville, *ils se livraient eux-mêmes à des marchandages avec les cadets* ! Maintenant, on comprend pourquoi ils ont caché et cachent si soigneusement au public leurs opinions, leurs décisions sur les blocs avec les cadets, leurs blocs avec les socialistes-populistes, et *beaucoup, beaucoup d'autres choses encore* *. Ils commettent *en secret* tous les péchés du menchevisme, mais, devant les ouvriers, ils arrachent les applaudissements, ils décrochent des mandats en démolissant les mencheviks !

Le responsable du P.O.S.D.R. dans le sous-secteur Sémiannikov dont nous utilisons plus loin le compte rendu écrit dans son rapport sur les élections dans l'immense usine Sémiannikov : malgré les protestations des bolcheviks,

* Ils ont publié la résolution de leur Comité pétersbourgeois *après* les élections dans la curie ouvrière.

les mencheviks ont présenté la candidature du camarade X [23]. « A la réunion électorale dans l'usine, un intellectuel socialiste-révolutionnaire a critiqué implacablement les arguments mencheviques du camarade X en faveur des accords avec les cadets, et le camarade X, selon l'expression des ouvriers, en a eu pour ses frais. » La défaite des mencheviks devant la masse a été complète. Nous lisons dans le même rapport: « *Lorsque la masse a appris* que les candidats social-démocrates étaient partisans d'accords avec les cadets, et que ces candidats étaient des mencheviks, *on a dit nettement ici même* (à l'usine) *qu'on ne voterait pas pour les mencheviks.* »

On comprend alors pourquoi les mencheviks, lors des élections pour la conférence social-démocrate, se sont opposés à un vote au sujet des plates-formes, c'est-à-dire n'ont pas voulu que les masses se prononcent *directement* sur la question des blocs avec les cadets !

...« Dans un sous-secteur menchevique à la fabrique de stéarine Nevski, l'ouvrier N. M., que l'on voulait désigner comme délégué, a dit nettement : « Depuis que j'ai appris que les social-démocrates sont partisans des accords avec les cadets, je passe aux socialistes-révolutionnaires. » *Et il y est passé et il a été élu délégué !* »

Voilà à quel point la social-démocratie a été déshonorée par ces lamentables opportunistes, capables, à la veille des élections, de se détacher du Parti ouvrier pour marchander des sièges auprès des cadets !

Pour tout social-démocrate qui tient à l'honneur et au bon renom du parti prolétarien, il ne peut y avoir qu'une conclusion : guerre implacable contre le menchevisme à Pétersbourg. Nous devons ouvrir les yeux des ouvriers sur ceux qui, par leur politique de cadets, éloignent les ouvriers du socialisme et les repoussent vers la bourgeoisie révolutionnaire.

Les socialistes-révolutionnaires ont enlevé aux mencheviks les plus grosses usines. A nous de les leur reprendre. Nous devons envoyer de nouveaux propagandistes, nous devons expédier de nouvelles publications social-démocrates révolutionnaires justement dans les grandes usines, pour expliquer aux ouvriers comment ils sont tombés des mains des mencheviks cadétophiles dans les mains des socialistes-révolutionnaires également *cadétophiles* !

Toute la campagne électorale à Pétersbourg, tout ce que nous savons des interminables fluctuations des mencheviks, de leurs tentatives pour se faire admettre (depuis qu'ils se sont détachés du Parti ouvrier) au bloc cadet contre-révolutionnaire, tout ce que nous savons des marchandages auxquels ils se sont livrés, *avec les socialistes-révolutionnaires*, pour obtenir des cadets des sièges, nous donne le matériel le plus riche pour combattre *et les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires* dans les grandes usines de Pétersbourg.

Les grandes usines doivent devenir et deviendront une base solide, inaccessible aux opportunistes et aux petits bourgeois révolutionnaires, elles seront la base de la social-démocratie révolutionnaire.

« Prostyé Rétchi » n° 3,
30 janvier 1907.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

LA LUTTE DES SOCIAL-DÉMOCRATES ET DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES AUX ÉLECTIONS À LA CURIE OUVRIÈRE DE PÉTERSBOURG

Le gros succès que les socialistes-révolutionnaires ont remporté aux élections à la curie ouvrière a plongé dans l'abattement bien des social-démocrates. Ce fait d'ailleurs est des plus importants, car il indique une sérieuse faute commise par les social-démocrates, et par conséquent exige une sérieuse enquête. Il ne faut pas se décourager, se laisser abattre, mais étudier ces élections pour comprendre les causes de l'insuccès relatif et mieux organiser le travail de la social-démocratie dans les milieux ouvriers.

Nous avons un excellent document sur les élections des délégués ouvriers dans le « Compte rendu du sous-secteur Sémiannikov (arrondissement Nevski) » du Comité pétersbourgeois du P.O.S.D.R. pour la période qui va du 15 novembre 1906 au 15 janvier 1907.

Nous ne reproduirons pas intégralement ce « Compte rendu » ; nous y prendrons seulement des *chiffres exacts* sur la lutte des mencheviks et des bolcheviks contre les socialistes-révolutionnaires aux élections de délégués dans *23 usines et fabriques* d'un des plus grands faubourgs ouvriers de Pétersbourg (et des plus *notables* au point de vue historique).

Nous donnerons ces chiffres pour chaque usine ou fabrique séparément afin que tout militant averti puisse vérifier et corriger nos données ; et nous ferons deux listes d'usines : celles où les candidats étaient des bolcheviks et celles où

les candidats étaient des mencheviks. Les usines les plus importantes, c'est-à-dire celles qui avaient à élire plus d'un délégué, sont marquées ici en italique :

Usines dans lesquelles les candidats étaient des bolcheviks	Nombre de délégués élus		
	S.-d.	sympathisants S.-d.	S.-r.
Ateliers mécaniques russo-américains	1	—	—
Armatures	1	—	—
Offenbacher	1	—	—
Oupénék	1	—	—
Traverses de rails	1	—	—
Ancienne usine Onoufriev	1	—	—
Fabrique de chevrons	—	1	—
Pal	2	—	1
Véna	1	—	—
Atlas	1	—	—
Construction de wagons, usine Alexandrovski	1	—	—
Fonderie	—	—	1
Total pour 12 usines	11	1	2

Usines dans lesquelles les candidats étaient des mencheviks	Nombre de délégués élus		
	S.-d.	sympathisants S.-d.	S.-r.
Usine Sémiannikov	—	—	5
Maxwell	1	—	1
Thornton	1	—	—
Gromov	1	—	—
Naumann	1	—	—
Grapp	1	—	—
Alexéev	1	—	—
Fabrique de stéarine Nevski	—	—	1
Vargounine	—	—	1
Oboukhovski	—	—	4
Fabrication de cartes	résultat incertain		
Total pour 11 usines	6	—	12
	et un résultat incertain		
Total pour 23 usines et fabriques	17	1	14
	et un résultat incertain		

De ces chiffres, il ressort avant tout que, d'une façon générale, *les social-démocrates ont vaincu* les socialistes

révolutionnaires. Les social-démocrates ont obtenu 18 délégués (dont un sympathisant), alors que les socialistes-révolutionnaires n'en ont que 14.

Ensuite, ces chiffres montrent encore que : 1° dans les grandes usines, ce sont en général les socialistes-révolutionnaires qui ont été vainqueurs ; 2° la victoire des socialistes-révolutionnaires a été généralement remportée sur les mencheviks ; 3° les bolcheviks ont vaincu généralement les socialistes-révolutionnaires.

En effet, si nous prenons les quatre plus grandes usines, c'est-à-dire celles qui ont plus d'un délégué, nous avons les résultats suivants : au total 14 élus (représentant par conséquent 14 000 ouvriers), dont *11 socialistes-révolutionnaires et 3 social-démocrates*. Dans les 18 autres usines plus petites, il y a *15 social-démocrates et 3 socialistes-révolutionnaires*. Nous ignorons le nombre d'ouvriers dans ces usines ; il dépasse, peut-être, les 18 000, car moins de 2 000 ouvriers n'ont qu'un seul délégué à élire, mais il peut être inférieur à 18 000, car tous les établissements qui ont au moins 50 ouvriers élisent un délégué.

Par conséquent, s'il y a victoire des social-démocrates sur les socialistes-révolutionnaires d'une façon générale dans l'arrondissement Nevski, il n'en est pas ainsi dans les plus grandes usines : *là, ce sont les socialistes-révolutionnaires qui l'ont emporté sur les social-démocrates* ! Le nombre de délégués ne suffit donc pas pour tirer des déductions exactes : il faudrait avoir les chiffres d'élus *par usines* et, en outre, il est indispensable de connaître le nombre d'ouvriers de chaque usine, ainsi que le pourcentage de votants.

Ensuite, d'après les données ci-dessus, on voit que *les mencheviks portent entièrement la responsabilité de la victoire des socialistes-révolutionnaires*. Les mencheviks ont abandonné aux socialistes-révolutionnaires 12 mandats sur 18, tandis que les bolcheviks n'en ont lâché que 2 sur 14.

Dans les usines bolcheviques (non pas celles où, *en général*, des bolcheviks militent, mais celles où l'on a opposé aux socialistes-révolutionnaires des candidats bolcheviks) les socialistes-révolutionnaires sont absolument battus, et ils le sont particulièrement dans la plus grande des fabriques, chez Pal, où les bolcheviks ont obtenu 2 mandats sur 3. Si l'on considère que nous n'avons pas de données sur tous

les cas où les socialistes-révolutionnaires ont posé leurs candidatures et que, par conséquent, il est extrêmement probable que les socialistes-révolutionnaires ont essuyé une défaite dans les Ateliers mécaniques russo-américains, dans l'usine de construction de wagons Alexandrovski et dans les établissements Atlas, et ailleurs, on peut conclure qu'*en général les bolcheviks ont vaincu les socialistes-révolutionnaires.*

Au contraire, dans les usines mencheviques, la social-démocratie a été battue : les socialistes-révolutionnaires ont obtenu 12 mandats, les social-démocrates n'en ont eu que 6. Il est hors de doute que, *dans l'ensemble, les socialistes-révolutionnaires battent les mencheviks devant la masse du prolétariat.*

Dans quelle mesure faut-il étendre à tout Pétersbourg les conclusions tirées de ce que nous savons sur l'arrondissement Nevski? Nous ne le savons pas exactement. Mais le fait que « toute la social-démocratie de Pétersbourg » parle des victoires inattendues des socialistes-révolutionnaires dans les grandes usines et que, d'autre part, le chiffre des mandats obtenus par la social-démocratie est considérablement plus élevé que celui des socialistes-révolutionnaires permet de penser que les données relatives à l'arrondissement Nevski sont plus ou moins caractéristiques. Dans l'arrondissement Vassili-Ostrovski, paraît-il, c'est-à-dire au centre du *menchevisme*, à l'usine Baltique, les socialistes-révolutionnaires ont vaincu les mencheviks à une très grosse majorité : ils ont obtenu 1 600 voix et les mencheviks en ont eu moins de 100. Par contre, dans le même arrondissement, dans la grande usine de tuyauterie, les socialistes-révolutionnaires ont eu environ 1 600 voix, contre 1 500 recueillies par les bolcheviks lesquels, d'ailleurs, ont *contesté* les résultats du scrutin étant donné qu'une urne avait été brisée, et ont réclamé la cassation. Autre information : à l'usine franco-russe, d'où les intellectuels mencheviks vraiment sans gêne avaient « *amené* » 370 voix, *exclusivement mencheviques* à la conférence social-démocrate de Pétersbourg, les élections pour la Douma ont donné comme délégués *un bolchevik et un socialiste-révolutionnaire.* Dans l'arrondissement Vyborgski, cette citadelle du menchevisme, ce sont les socialistes-révolutionnaires qui l'ont emporté sur les mencheviks, etc., etc.

Pour vérifier tous ces renseignements, pour avoir des données précises, *il est absolument indispensable* de rassembler *sans tarder* tant que l'on reste encore sous l'impression toute fraîche du scrutin, toutes les informations portant sur *toutes* les fabriques et usines qui ont désigné des délégués. Les militants social-démocrates n'auront pas grand mal à recueillir sur place et à noter les chiffres dans chaque usine. Un tableau d'ensemble est *indispensable* à la social-démocratie pour qu'elle puisse juger en connaissance de cause les résultats des élections, pour qu'elle ne ferme pas lâchement les yeux sur ses erreurs et ses défauts, pour qu'elle les soumette à une critique rigoureuse et tende de toutes ses forces à s'en corriger.

Il est *impossible* de faire un travail social-démocrate suivi à Pétersbourg si l'on n'étudie pas avec la plus grande attention les suffrages apportés par les *masses ouvrières* pour les candidats de tel ou tel parti. Ce qui importe aux partis bourgeois, c'est uniquement d'obtenir un certain nombre de mandats. Ce qui nous importe à nous, c'est *d'élucider* devant les masses la théorie et la tactique de la *social-démocratie*, lesquelles diffèrent de celles de tous les partis petits-bourgeois, même de ceux qui se disent révolutionnaires ou socialistes. Nous sommes par conséquent tenus d'obtenir des données exactes et complètes sur les scrutins qui ont eu lieu à Pétersbourg dans la curie ouvrière.

C'est pourquoi nous demandons instamment à tous les militants social-démocrates de Pétersbourg travaillant sur place, au niveau des arrondissements et des sous-secteurs de nous faire parvenir des informations précises *d'après* le programme approximatif suivant : 1° arrondissement ; 2° nom de l'usine ; 3° nombre d'ouvriers ; 4° nombre de votes exprimés ; 5° tendances des candidats en présence : socialistes-révolutionnaires, bolcheviks, mencheviks, autres partis ; 6° nombre de voix obtenues par *chacun* des candidats. Un tableau d'ensemble établi d'après ces données servira de base solide pour apprécier, sous ses divers aspects, le travail de la social-démocratie et pour juger de nos progrès et de nos défaites aux élections suivantes.

« Prolyé Rétchi » n° 3, 30 janvier 1907

Conforme au texte du journal

COMMENT VOTER AUX ÉLECTIONS DE PÉTERSBOURG ?

(A QUI PROFITE LA FABLE DU PÉRIL CENT-NOIR ?)

Les social-démocrates de tendance révolutionnaire disent depuis longtemps déjà que la fable du péril cent-noir est l'œuvre des cadets qui la répandent pour écarter le *danger de gauche* qui les menace eux-mêmes.

On n'a pas voulu écouter les social-démocrates. Toute la presse libérale a crié et crie encore au péril réactionnaire. Les radicaux petits-bourgeois, les populistes ont naïvement repris ce leitmotiv des libéraux. Les opportunistes de la social-démocratie se sont également traînés derrière les libéraux et se sont abaissés parfois (par exemple à Pétersbourg) jusqu'à jouer le rôle de « jaunes » à l'égard du prolétariat.

Voyez donc ce que les élections nous enseignent.

Tout le monde constate à présent que l'état d'esprit des électeurs penche *vers la gauche*. Les Cent-Noirs ont été battus aux élections beaucoup plus sérieusement que l'an dernier. Les social-démocrates révolutionnaires *avaient donc raison*. Le péril réactionnaire, en matière de scrutin, est une *fable* lancée par les cadets, qui, à l'insu du peuple, se livrent à des marchandages avec Stolypine. On sait qu'à Pétersbourg M. Vodovozov, qui avait voté l'an dernier pour les cadets, s'est maintenant détourné d'eux, dénonçant publiquement la visite de Milioukov à Stolypine ! Et Milioukov a dû avouer le fait. Milioukov continue seulement à *dissimuler* au peuple les conditions que lui a posées Stolypine pour la légalisation du parti cadet !

Dans leurs journaux, les cadets font des pieds et des mains pour prouver à Stolypine leur modération, leur discrétion, leur loyalisme, leur indépendance à l'égard des forces de « gauche », et même leur disposition à les combattre.

Quelle politique payante et commode, n'est-il pas vrai ? Stolypine et ses amis les Cent-Noirs, les amadouer en reniant les forces de « gauche », en les combattant dans la presse, dans les réunions, aux élections. Quant à la gauche, ou plus précisément, les niais et les « jaunes » qu'on peut y trouver, les amadouer en criant au péril réactionnaire : votez donc pour les cadets, pour ne pas disperser les voix !

C'est précisément la politique qui a été suivie par les cadets à Moscou. M. Kokochkine, ancien membre de la Douma, un des cadets les plus en vue, écrivait, le jour des élections, dans les *Rousskié Viédomosti* [24] :

« Il est clair pour chacun qu'un bloc de gauche ne peut attirer les suffrages des sans-parti qui hésitent entre les « octobristes » et les « cadets » ; il ne peut enlever une seule voix à l'« Union du 17 Octobre ». Mais il peut enlever des voix au Parti de la liberté du peuple et, *par là, contribuer au triomphe de la réaction ; et ce sera le seul résultat pratique* de son activité en cas de réussite. »

Voilà ce que M. Kokochkine écrivait le matin des élections. Et les élections ont montré que M. Kokochkine lançait une *contre-vérité criante*. Le résultat de l'activité du bloc de gauche a prouvé qu'un *triomphe* des forces de droite était impossible à Moscou, *quel que fût le nombre des voix enlevées aux cadets* !

Les élections de Moscou ont *prouvé* que la légende d'un péril réactionnaire était *un mensonge inventé de toutes pièces par les cadets*, mensonge qui ne peut être repris et répandu désormais que par des « jaunes » conscients faisant partie de la gauche.

Prenez les chiffres des suffrages par circonscriptions. Nous les donnons intégralement plus loin dans l'article « Données préliminaires sur les élections à Moscou ». Ces chiffres montrent que *dans 14 circonscriptions sur 16* * le

* Il y a à Moscou 17 circonscriptions électorales. Pour la 17e, le quartier Piatnitski, nous n'avons pas de données complètes. Les cadets ont obtenu ici au moins 1 488 voix ; les octobristes en ont eu, semble-t-il, 600 et le bloc de gauche environ 250.

nombre des suffrages donnés aux octobristes représentait *moins de la moitié* de ceux qui ont été obtenus par les cadets et les forces de gauche pris ensemble. Ainsi *dans 14 circonscriptions*, les forces de gauche, en agissant indépendamment, ne pouvaient *en aucun cas* « *contribuer au triomphe de la réaction* ».

M. Kokochkine *a menti*, il a calomnié le bloc de gauche, en l'accusant d'aider la réaction !

M. Kokochkine a cherché à *épouvanter* les électeurs par le *mensonge* d'un péril réactionnaire, pour les empêcher de donner leurs voix au bloc de gauche.

M. Kokochkine, de même que les cadets de Pétersbourg, *redoute* de poser, même devant l'électeur censitaire, le problème de *fond*, la question de *principe* : l'électeur accordera-t-il sa sympathie au parti qui traite avec Stolypine, ou bien à la social-démocratie et aux troudoviks ? Les Kokochkine, de même que les cadets de Pétersbourg, misent non sur la conscience de l'électeur, mais *sur les terreurs qui assaillent le petit bourgeois*, abasourdi par les hurlements d'une presse servilement libérale qui crie au péril réactionnaire.

Et les élections de Moscou ont véritablement été des élections de *petits bourgeois terrorisés*. Nous en avons la confirmation par un journal que, certainement, personne ne soupçonnera de nourrir des sympathies pour les « bolcheviks ».

Les *Birjévyé Viédomosti* [25] du 29 janvier ont inséré une lettre de leur correspondant spécial : « Comment Moscou élit ses grands-électeurs ». Voici ce qu'il écrit :

« Dès qu'ils sortent de la file, les électeurs s'en vont à l'écart et échangent leurs impressions :

— Ben, quoi, t'as voté, probable, pour Gringmuth ? demande un entrepreneur à son contre-maître.

— Qu'est-ce que vous dites, Serguéi Pétrovitch ! Nous avons voté pour les cadets, répond celui-ci, un petit homme rondelet comme un baril.

— Et pourquoi pas pour le bloc de gauche ? insiste l'entrepreneur.

— Ça serait dangereux, les voix auraient été divisées, répond le contre-maître. »

Voilà pourquoi l'homme de la rue a voté en masse pour les cadets à Moscou ! L'homme de la rue a voté contre les

forces de gauche *non par antipathie pour celles-ci*, mais parce que « ce serait dangereux *si les voix se dispersaient* », c'est-à-dire parce *qu'il a cru aux mensonges* des cadets qui ont profité du monopole de leurs quotidiens libéraux pour tromper les gens.

Les élections du 28 janvier à Moscou ont prouvé que les voix ne pouvaient se disperser sur quatre listes de *telle sorte qu'il y eût danger d'une victoire des Cent-Noirs.*

Les cadets, à Moscou, ont mené par le bout du nez le petit bourgeois terrorisé. Que les électeurs de Pétersbourg le sachent bien et qu'ils ne se laissent plus prendre, une seconde fois, à l'hameçon des cadets qui marchandent avec Stolypine !

Nous prions encore les lecteurs de bien vouloir comparer les données que nous avons pour 9 circonscriptions de Moscou (malheureusement, nous n'avons pas sous la main de données plus complètes) pour 1906 et pour 1907. On sait que tous les acolytes des cadets et les « jaunes » de la gauche poussent les hauts cris au sujet d'instructions sénatoriales qui démontreraient, paraît-il, qu'*on ne peut faire état* des données de 1906, que l'on doit s'attendre à de bien plus mauvais résultats pour les élections de 1907 et qu'il existe à présent un péril réactionnaire.

Et que nous a donc montré Moscou ? En 1906, dans 9 circonscriptions, les cadets ont obtenu 13 220 voix ; les forces de droite (octobristes) en ont eu 5 669 auxquelles il faut ajouter 690 pour les monarchistes, soit au total 6 359 (peut-être même *un peu plus*, car d'après les chiffres que nous donnons, on voit que le nombre des suffrages obtenus par les monarchistes n'a pas été relevé pour quelques-unes de ces 9 circonscriptions).

En 1907, pour les mêmes circonscriptions, il y a eu 14 133 suffrages contre les Cent-Noirs (dont 11 451 pour les cadets et 2 682 pour la gauche) ; les Cent-Noirs ont obtenu 5 902 voix (dont 4 412 pour les octobristes et 1 490 pour les monarchistes).

Ainsi, malgré les instructions sénatoriales, le nombre des *votants* en 1907 a été même un peu supérieur à celui de 1906 (20 025 contre 19 579). Le nombre des voix qui se sont portées contre les Cent-Noirs a été *supérieur* à celui de 1906 (14 133 contre 13 220) ; le nombre des suffrages

exprimés en faveur des Cent-Noirs a été *inférieur* en 1907 (5 902 contre 6 359 en 1906).

L'expérience de Moscou démontre *en fait* que l'on peut *parfaitement* se baser sur les données de 1906, car les données de 1907 marquent un *progrès*.

Mais que disent les chiffres, pour Pétersbourg, en 1906 ? Ils disent que pour 9 circonscriptions, qui ont donné 114 grands-électeurs, le nombre *maximum* des suffrages exprimés en faveur des Cent-Noirs en 1906 *a été inférieur à la moitié du chiffre minimum* des voix obtenues par les cadets *.

Ainsi, même lorsque les voix qui se prononcent contre les Cent-Noirs se divisent entre les cadets et la gauche, une victoire *des forces de droite à Pétersbourg est impossible.*

Même les élections des grands-électeurs pour le *district* de Pétersbourg, qui ont eu lieu le 29 janvier montrent que le péril réactionnaire est une invention mensongère des cadets. Même parmi ces électeurs, qui ont eu le plus grand mal à obtenir des bulletins et à se rendre aux urnes, les Cent-Noirs ont obtenu *si peu de suffrages* qu'ils n'ont pu l'emporter, *quelle que fût la dispersion des voix.* Les cadets ont totalisé au minimum 1 099 voix, les *social-démocrates* en ont eu 603, les octobristes 652, l'Union du peuple russe [27] *20*. Si grand que fût le nombre des voix que nous pouvions enlever aux cadets, les hommes de droite *n'auraient jamais pu* passer !

C'est pourquoi nous déclarons maintenant catégoriquement : quiconque demande aux électeurs de Pétersbourg de voter pour les cadets sous prétexte d'un péril réactionnaire, pour éviter la dispersion des voix, *celui-là ment sciemment et cherche à duper l'électeur.* Ceux qui renoncent à entrer dans la bataille électorale à Pétersbourg, même dans une seule circonscription, en invoquant le péril réactionnaire, *ceux-là mentent sciemment* et cherchent à tromper l'électeur en cachant *leur attitude de « jaunes » à l'égard du bloc de gauche.*

A Pétersbourg comme à Moscou, il n'y a pas de péril réactionnaire, mais il y a péril du côté des cadets. On peut

* Ces chiffres sont reproduits intégralement dans *Zrénié* [26], n° 1 (voir le présent tome, p. 43. — *N.R.*). Nous les reproduisons plus loin *encore une fois* pour qu'ils soient connus de *tous* les électeurs pétersbourgeois.

craindre que le petit bourgeois, par ignorance et par peur, ne vote pour le cadet, non par antipathie pour le bloc de gauche, pour la social-démocratie et pour les troudoviks, mais parce que la presse mensongère des cadets lui aura fait craindre la dispersion des voix.

Tous ceux qui veulent que les électeurs se prononcent *consciemment* à Pétersbourg doivent lutter contre *ce danger-là*.

A Pétersbourg il n'y a pas de péril réactionnaire ; il y a péril cadet. C'est pourquoi ce serait un acte impardonnable de « jaunes » à l'égard de la gauche, que de *s'abstenir* dans les trois circonscriptions (Vassili-Ostrovski, Rojdestvenski et Litéïny) où avec la division des voix (d'après les données de 1906), on peut craindre une victoire centnoire. Ces trois circonscriptions donnent 46 grands-électeurs sur 174 (160 pour la ville et 14 pour la curie ouvrière). *Ces circonscriptions ne peuvent donc influer sur les résultats des élections.* Mais elles peuvent *très bien* influer sur une victoire de la gauche ou des cadets. Admettons que les social-démocrates et les troudoviks l'emportent dans 4 circonscriptions : Spasski, Moskovski, Pétersbourgski, Vyborgski (nous choisissons au hasard). La gauche aura alors 74 grands-électeurs (60 pour la ville et 14 pour la curie ouvrière). Si les cadets l'emportent dans *toutes* les autres circonscriptions, ils auront 100 grands-électeurs et par conséquent *tous leurs candidats seront élus à la Douma* ! Mais si dans les trois circonscriptions ci-dessus désignées, les Cent-Noirs sont élus (au nombre de 46), les cadets n'auront que 54 grands-électeurs et ils seront *forcés* de faire bloc avec la gauche, n'obtenant que *2 sièges à la Douma sur 6*.

Donc, celui qui s'abstient dans les 3 circonscriptions « réactionnaires » de Pétersbourg, celui-là *rend secrètement service aux cadets*, celui-là est un « jaune » à l'égard du bloc de gauche !

Citoyens électeurs ! ne croyez pas ceux qui vous parlent du danger d'une dispersion des voix à Pétersbourg. Ne croyez pas ceux qui vous parlent mensongèrement d'un péril réactionnaire à Pétersbourg.

Il n'y a pas de péril réactionnaire à Pétersbourg. La droite ne peut vaincre à Pétersbourg à cause d'une division des suffrages entre les cadets et la gauche.

Votez donc sans redouter le « péril » inventé par ces menteurs de cadets (qui rendent visite à Stolypine par l'escalier de service) ; votez en conscience, votez selon vos convictions.

Pour les bourgeois libéraux qui veulent obliger les paysans à accepter un ruineux rachat des terres, qui trahissent la cause des paysans au profit des propriétaires libéraux, qui traitent secrètement avec Stolypine, qui mènent des pourparlers avec les Cent-Noirs ?

Ou bien pour le Parti ouvrier social-démocrate, pour le parti du prolétariat soutenu par tous les partis du Travail ?

Citoyens, votez pour le bloc de gauche !

« Zvénié » n° 2, 4 février 1907.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

DONNÉES PRÉLIMINAIRES SUR LES ÉLECTIONS À MOSCOU

Les journaux libéraux et consorts crient toujours au péril réactionnaire à Moscou et à Pétersbourg.

Pour montrer à quel point toutes ces clameurs et ces phrases en l'air sont *mensongères*, nous allons reproduire sous une forme systématique tout ce qui a paru dans la presse de Pétersbourg sur les élections de Moscou.

A titre de comparaison, nous citerons également ce que dit des élections de 1906 à Moscou, le journal *Nacha Jizn* [28] du 28 mars 1906.

Nous examinerons ailleurs l'importance des unes et des autres données que démontrent une fois de plus le *caractère absolument mensonger* de tout ce qu'on nous raconte sur un « péril réactionnaire ».

Voici le nombre des voix données aux élections de Moscou en 1907 pour les différents partis :

Circonscriptions de Moscou	Cadets	Octobristes	Monarchistes	Bloc des forces de gauche
Arbatski	1 348	514	154	214
Basmanny	934	462	113	155
Gorodskoï	643	266	107	61
Lefortovo	938	631	244	190
Miasnitski	1 331	551	191	191
Pretchistenka	1 183	538	161	175
Presnia	1 196	550	187	458
Rogojski	1 565	963	267	286
Serpoukhovski	469	189	69	101
Srétenka	1 239	403	108	303
Souchtchevski	2 061	700	398	841
Khamovniki	1 011	647	197	297
Iakimanka	1 153	552	171	241
Tverskoï	1 730	680	189	313
Iaouzski	1 117	299	75	162
Mechtchanski	1 839	838	262	689
Pour 16 circonscriptions	19 757	8 783	2 891	4 677

Circonscriptions de Moscou	Cadets	Octobristes	Monarchistes	Bloc des forces de gauche
1906				
Arbatski	1 269	700	?	—
Souchtchevski	2 867	930	193	—
Presnia	1 662	646	150	—
Pretchistenka	1 810	734	?	—
Tverskoï	1 810	850	174	—
Gorodskoï	571	362	50	—
Srétenka	1 368	640	40	—
Iaouzski	600	300	?	—
Basmanny	1 263	507	83	—
Pour 9 circonscriptions	13 220	5 669	690	—
Pour les mêmes 9 circonscriptions en 1907	11 451	4 412	1 490	2 682

Ainsi, les élections à Moscou ont prouvé que la fable du péril réactionnaire était absolument *mensongère*. Nous rappelons encore une fois que les données que nous avons sur les élections à Pétersbourg en 1906 *ont prouvé exactement la même chose* :

Elections à la Ire Douma. Chiffres du scrutin à Pétersbourg

Circonscriptions	Minimum des voix obtenues par les cadets	Moitié de ce chiffre	Maximum des voix obtenues par les partis de droite	Nombre des grands-électeurs[29]
Admiralteïski	1 395	697	668	— 5
Alexandre-Nevski	2 929	1 464	1 214	—16
Kazanski	2 135	1 067	985	— 9
Narvski	3 486	1 743	1 486	—18
Vyborgski	1 853	926	652	— 6
Pétersbourgski	4 788	2 394	1 729	—16
Kolomenski	2 141	1 070	969	— 9
Moskovski	4 937	2 468	2 174	—20
Spaski	4 873	2 436	2 320	—15
Liteïny	3 414	1 707	2 097	+15
Rojdestvenski	3 241	1 620	2 066	+14
Vassili-Ostrovski	3 540	1 770	2 250	+17

«Zvénia» n° 2, 4 février 1907

Conforme au texte du journal

UNE LIDVALIADE POLITIQUE

D'après une information du 26 janvier parue dans le *Télégraphe* [30], il s'est produit l'incident suivant dans la salle des ingénieurs civils, à la réunion du 24 janvier :

« V. Vodovozov monte à la tribune et rappelle aux auditeurs ce qui s'est passé au théâtre Nemetti. « J'ai demandé là-bas, s'il était vrai que Milioukov eût engagé des pourparlers avec Stolypine à l'insu des électeurs. On m'a répondu par des cris : « C'est un mensonge ! c'est une calomnie ! » Et le professeur Gredescul a répliqué que Milioukov était un honnête homme en qui le Parti avait une confiance absolue. Je ne doute nullement de l'honnêteté personnelle de Milioukov, mais ces pourparlers ont eu lieu. Milioukov lui-même ne les nie pas. Aujourd'hui dans la *Retch* il écrit qu'il a parlé avec Stolypine de la légalisation du Parti de la liberté du peuple et qu'on lui a fait des propositions inacceptables. *Milioukov, cependant, ne nous dit pas en quoi consistaient ces propositions. Si elles sont infâmes, il faut les faire connaître publiquement, il faut... les clouer au pilori* ! »

A ce moment le commissaire de police se lève :

— J'ordonne la clôture de la réunion !

Le public se dirige vers la sortie en criant et en sifflant. Les organisateurs de la réunion font à Vodovozov de violents reproches ; le commissaire de police envoie deux agents à la tribune pour parer à toute éventualité. »

M. Vodovozov ne méritait pas de violents reproches ; on doit lui être reconnaissant pour sa tentative de *dénoncer* les pourparlers de Milioukov avec Stolypine. Reprocher cela à un homme politique, c'est le fait *du philistin* qui ne comprend pas les obligations d'un *citoyen*, ou bien de gens qui désirent *cacher* au peuple la fourberie des cadets. Nous ne savons pas à quelle catégorie appartenaient les organisateurs de la réunion où le rapporteur était le cadet Nabokov.

La question des pourparlers de Milioukov avec Stolypine a une importance extrême. Ils ont mille fois tort ceux qui négligent cette question, qui veulent passer outre, qui prétendent que ce petit scandale n'est d'aucun intérêt. Celui qui *craint* le scandale, celui-là ne reconnaît pas qu'il est de son devoir de citoyen de dénoncer les *lidvaliades politiques*.

Or, les pourparlers de Milioukov avec Stolypine sont précisément une lidvaliade politique, à cette différence près qu'au lieu d'une affaire de concussion et de filouterie, il s'agit de marchandages *politiques malhonnêtes et criminels* d'un parti qui abuse de ces nobles mots : « la liberté du peuple ».

Nous avons déjà indiqué, dans le journal *Troud* [31] que Milioukov *ne veut pas dire au public* quelles étaient les « conditions » de Stolypine. Il ne dit pas non plus s'il a obtenu une ou plusieurs audiences et quand. Il ne dit pas non plus si c'est Stolypine qui l'a appelé, ou si c'est lui, Milioukov, qui a sollicité une audience. Il ne dit pas enfin s'il y a eu à ce sujet des décisions du Comité pétersbourgeois et du Comité central des cadets, ni si le centre a envoyé des informations en province.

On voit que ces données permettent parfaitement de préjuger la complicité des cadets avec le régime zoubatovien [32]. On ne *cache* au public que ce qui est *infâme*. M. Vodovozov a raison de déclarer qu'*il faut dénoncer cela*. Et M. Vodovozov a *l'obligation* de poursuivre ses révélations s'il désire que les citoyens qui ont conscience de leurs obligations politiques, le considèrent comme un homme politique honnête, sérieux et ferme, et non comme un petit journaliste qui cherche des effets à sensation. Lorsqu'il s'agit d'une *infâmie* dans les affaires publiques, le *devoir* du citoyen est de *forcer* les dissimulateurs à parler.

Quiconque a *un renseignement quelconque* sur ces infâmies et veut remplir son devoir de citoyen est tenu de *forcer* les Milioukov à le citer en justice pour calomnie et de dénoncer *devant le tribunal* le leader cadet, qui, à l'insu du peuple, alors que celui-ci livre une bataille électorale à l'ancien régime, s'introduit subrepticement chez le principal leader de l'ancien régime !

Nous posons à M. Milioukov et au Parti cadet ces questions précises :

1. Quand ont eu lieu cette ou ces audiences de Milioukov (*et de ses amis ?*) chez M. Stolypine ?

2. Est-ce Stolypine qui a appelé Milioukov ? Et alors Milioukov *savait-il quelque chose* des conditions « infâmes » (d'après M. Vodovozov) que Stolypine voulait lui proposer ?

3. Quand précisément y a-t-il eu séance du Comité pétersbourgeois et du Comité central des cadets (ou des deux Comités ensemble) au sujet des *propositions* de Stolypine ? N'a-t-on pas décidé alors d'aller *dans une certaine mesure* au-devant de ces propositions ? N'a-t-on pas écrit *quelque chose* là-dessus en province ?

4. Quel rapport y a-t-il entre l'audience que Milioukov a obtenue de Stolypine et, en général, entre un *certain rapprochement* de ces deux hommes, et, d'autre part, le *caractère* de la conduite des cadets à la « conférence » du 18 janvier, tenue avec le bloc petit-bourgeois ?

Nous reviendrons encore, et probablement plus d'une fois, sur les révélations au sujet de l'« audience » qu'un cadet est allé demander à un Cent-Noir. Nous prouverons, avec tous les documents accessibles à ceux qui ne sont pas dans le coup, que c'est précisément à ces pourparlers des cadets avec les Cent-Noirs qu'*il faut attribuer l'insuccès* du bloc commun « des forces de gauche » avec les cadets, que beaucoup ont souhaité et que nous avons toujours combattu.

Pour l'instant nous dirons :

Que M. Milioukov et le Parti cadet sachent bien que Vodovozov ne sera *pas seul à dénoncer cette lidvaliade politique* : beaucoup d'autres s'y appliqueront !

« Zrénié » n° 2, 4 février 1907

Conforme au texte du journal

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS À LA CURIE OUVRIÈRE DE PÉTERSBOURG

Bien que la collecte d'une documentation exacte sur les élections à la curie ouvrière se fasse lentement (les bolcheviks ont publié et distribué une feuille d'enquête), le caractère général des élections se voit maintenant assez bien.

Il est hors de doute que les socialistes-révolutionnaires se sont renforcés beaucoup plus que nous ne l'attendions. Les mencheviks eux-mêmes le reconnaissent (*Nach Mir* [33] n° 1). A la curie ouvrière de la province, ils ont obtenu quatre mandats de grands-électeurs sur dix. A la curie urbaine ils sont vaincus par les social-démocrates qui se sont assuré les 14 mandats de grands-électeurs ; cependant, le nombre de suffrages recueillis par les candidats socialistes-révolutionnaires a été considérable (110 à 135 pour les socialistes-révolutionnaires ; 145 à 159 pour les social-démocrates sur 269 votants).

Continuons. Que les socialistes-révolutionnaires nous aient battus et surtout dans les plus grandes usines, personne ne le nie.

Les mencheviks nient le fait *suivant*, le plus important pour expliquer nos insuccès : *les socialistes-révolutionnaires l'ont emporté principalement sur les mencheviks.*

Dans le n° 1 de *Nach Mir*, un article consacré aux élections à la curie ouvrière *passe sous silence* cette question, et prétend hypocritement que la social-démocratie a été affaiblie par la lutte des fractions ; il dissimule que ce sont

précisément les mencheviks qui ont poussé cette lutte de fractions *jusqu'à la scission* et jusqu'à l'adoption d'une tactique tellement « cadétisante » qu'elle a *détourné d'eux* les ouvriers d'avant-garde.

Mais même les données dont nous disposons d'or et déjà *prouvent* de plus en plus que nous avions raison d'affirmer dès le début (*Prolétari* n° 12) que les socialistes-révolutionnaires avaient battu les *mencheviks* *.

En ce qui concerne l'arrondissement Nevski, le n° 12 du *Prolétari* le démontre en citant les résultats obtenus dans les différentes usines. Que le n° 1 de *Nach Mir* proclame gratuitement le contraire, c'est tout simplement étrange.

En ce qui concerne l'arrondissement Moskovski, la même démonstration est faite par le compte rendu que nous publions dans ce numéro [34].

En ce qui concerne l'arrondissement Vyborgski, les mencheviks eux-mêmes (*Nach Mir* n° 1) donnent les chiffres suivants : *pour la ville* (mencheviks) 17 social-démocrates, 12 socialistes-révolutionnaires et 2 indéfinis. Pour la partie *provinciale* de la circonscription, où seuls les bolcheviks militaient, 7 social-démocrates sont élus et pas un seul socialiste-révolutionnaire.

Ces chiffres ne sont pas définitivement probants. Mais, dans l'ensemble, ils *confirment parfaitement* ce que nous avons dit : ce sont les mencheviks qui ont été battus par les socialistes-révolutionnaires. *Nach Mir* essaie d'alléguer que dans la partie provinciale de la circonscription Vyborgski, les socialistes-révolutionnaires ne se sont pas présentés et que, « par conséquent, il n'y avait aucune concurrence ». Cela ne tient pas debout. En premier lieu, on se demandera pourquoi, dans ce faubourg de la capitale, les socialistes-révolutionnaires ne se sont pas présentés, alors qu'ils l'ont fait dans les autres. La « concurrence » qu'ils auraient pu faire n'était-elle pas condamnée d'avance, par tout le travail de préparation électorale ? En second lieu, les mencheviks ne nous disent pas exactement quels étaient les candidats. Ils ne nous donnent pas non plus de renseignements sur ce qui s'est passé dans les usines. En troisième lieu, nous savons par les journaux que *précisément* dans l'arron-

* Voir le présent tome, p. 56. (*N.R.*)

dissement Vyborgski, *dans les meetings*, les socialistes-révolutionnaires ont battu les mencheviks à cause de leur « cadétisme ».

Voyons ce que la *Retch* du 24 janvier nous apprend de la réunion qui a eu lieu le 21 janvier à la maison Nobel (rue Nustadskaïa, n° 11). D'après ce journal, le social-démocrate Gourvitch prit la parole : il accusa les partis d'extrême gauche d'avoir boycotté la Douma (la *Retch* donne en italique le passage décrivant ce concours apporté aux cadets à un meeting de la gauche). Gourvitch accusa les populistes d'un « *marchandage mesquin* » qui a fait échouer le bloc avec les cadets. Le populiste Bikermann, répondant à Gourvitch, déclara que « *ce que l'orateur précédent avait dit d'un marchandage mesquin était une calomnie* ». Le populiste Smirnov s'appliqua à démontrer que le menchevik Gourvitch « ne se distinguait en rien des cadets ». Smirnov fit remarquer que le cadet Gredescul avait publiquement « *fait l'éloge* » de Gourvitch.

Tel est le compte rendu de la *Retch*. On voit par là que les socialistes-révolutionnaires ont battu les mencheviks devant les ouvriers justement à cause de leur attitude à l'égard des cadets.

Dans les circonscriptions Nevski, Moskovski et Vyborgski, le succès des socialistes-révolutionnaires a sauté aux yeux. Et c'est précisément là qu'on aperçoit maintenant les causes de ce succès : les opportunistes de la social-démocratie ravalent le prestige de leur parti devant le prolétariat d'avant-garde.

Mais si les social-démocrates de droite nous ont fait perdre quatre sièges sur dix dans la curie ouvrière provinciale, nous en avons regagné dans la curie ouvrière urbaine.

Et, comme nous allons le voir, nous devons d'avoir réparé nos pertes *précisément au fait* que, devant tous les délégués, nous avons adopté la tactique d'une social-démocratie révolutionnaire, et non d'une social-démocratie opportuniste.

Il y avait au total 272 délégués ouvriers pour la ville dont 147 social-démocrates et sympathisants, soit plus de la moitié. Les autres étaient en partie des socialistes-révolutionnaires déterminés (54), en partie des socialistes-révolutionnaires indéterminés (55) ; il y avait 6 sans-parti, *1 hom-*

me de droite, 9 troudoviks et hommes « de gauche » (dont 2 cadets), etc...

Le Comité pétersbourgeois a agi très énergiquement auprès des délégués ouvriers. La question de la tactique aux élections à Pétersbourg, qui intéresse tout le monde, a été posée : avec ou contre les cadets. Les représentants du Comité pétersbourgeois du P.O.S.D.R. ont expliqué aux délégués ouvriers les positions de la social-démocratie révolutionnaire ; les mencheviks ont défendu leur tactique.

Le 28 janvier a eu lieu une réunion *décisive* des délégués de tous les partis. L'assistance comptait 200 à 250 personnes. La majorité, contre 10 ou 12 voix, adopta une résolution approuvant complètement *la tactique bolchevique* exigeant qu'on soutînt *le bloc de gauche, et dirigée contre les mencheviks*, contre tout appui « *dissimulé* » donné aux cadets.

Voici le texte de cette résolution :

« Considérant :

1° Que le succès des listes de gauche déjà présentées par les social-démocrates, les socialistes-révolutionnaires, les troudoviks et les socialistes-populistes contre les listes des Cent-Noirs et des cadets, revêt, dans la curie urbaine, une extrême importance politique ;

2° Que ce succès n'est possible que si tous les partis de gauche sont unanimes à défendre les listes de la gauche

l'assemblée des délégués ouvriers, de différentes fabriques et usines, propose à tous les partis de gauche de soutenir les listes communes de la gauche, de ne présenter en aucun cas, dans aucune circonscription de Pétersbourg, de listes séparées et de ne soutenir, d'aucune manière, même dissimulée, les cadets.

L'assemblée des délégués, s'appuyant sur l'opinion de la masse, exprime le désir que les camarades social-démocrates mencheviks donnent leur adhésion à l'accord de la gauche et concourent au succès de sa liste à Pétersbourg. »

Ainsi, pour *la ville* de Pétersbourg que les mencheviks voulaient séparer de la province, les représentants du prolétariat *tout entier ont condamné la tactique des mencheviks* !

La prédominance, à Pétersbourg, d'ouvriers conscients qui approuvent la tactique bolchevique, prédominance qui s'était déjà manifestée clairement à la conférence social-démocrate, est *démontrée définitivement* par cette décision des délégués.

Le 28 janvier, les représentants des masses ouvrières ont invité pour la dernière fois les mencheviks à abandonner

la tactique de soutien « *dissimulé* » aux cadets, cette tactique de « *jaunes* » à l'égard du bloc de gauche.

Mais les mencheviks, même à présent, ne se sont pas encore résignés à la volonté du prolétariat. Le 1er février, la *Retch* a publié des extraits de leur manifeste qui tente de jeter des bâtons dans les roues du bloc de gauche. *Le 29 janvier, tard dans la nuit*, les progressistes sans-parti de la circonscription Kolomenski ont *déchiré* leur accord écrit avec les mencheviks, quand *tous* les représentants du bloc de gauche leur ont expliqué que les conditions des mencheviks étaient inacceptables (« liberté d'action » pour les grands-électeurs, c'est-à-dire liberté de payer du côté des cadets !).

Le 30 janvier a eu lieu une réunion des délégués ouvriers membres du P.O.S.D.R. ou sympathisants. La plus grande partie de ces délégués étaient présents : 98 personnes. Le camarade V., représentant du Comité pétersbourgeois du P.O.S.D.R., proposa de discuter le problème de l'obligation pour les futurs grands-électeurs social-démocrates de se conformer aux élections des membres de la Douma d'Etat aux directives du Comité pétersbourgeois. Il fit remarquer que cette question, dans les conditions normales, n'aurait dû soulever aucun doute ni aucun différend, étant donné que les directives du Comité sont, bien entendu, obligatoires pour tous les membres de l'organisation pétersbourgeoise. Mais, actuellement, une partie considérable de l'organisation — la majorité menchevique — a fait scission et a déclaré que les grands-électeurs mencheviques gardaient leur liberté d'action. Le représentant du Comité pétersbourgeois a souligné que si les grands-électeurs des ouvriers se soumettaient à cette dernière recommandation émanant d'une partie dissidente et non statutaire de l'organisation, ce serait parachever la scission commencée par les mencheviks et ce serait contraire à la décision adoptée à une majorité écrasante par la réunion générale des délégués, qui était de soutenir le bloc de gauche dans la campagne électorale. Les camarades M. et A., membres mencheviks du Comité pétersbourgeois, ont fait valoir que les grands-électeurs désignés par les ouvriers ne devaient tenir compte que de l'opinion des délégués. A une écrasante majorité, une résolution proposée au nom du Comité pétersbourgeois fut adop-

tée ; la voici : « La réunion reconnaît que les grands-électeurs désignés par les ouvriers doivent se soumettre, lors des élections, aux directives du Comité pétersbourgeois. »

Les mencheviks *ont combattu* cette résolution de toutes leurs forces. Les plus connus, les plus *responsables* d'entre eux ne se sont pas gênés pour s'opposer, même à un tel moment, à la veille des élections, au Comité pétersbourgeois. Ils ont même proposé l'« amendement » suivant : au lieu de Comité pétersbourgeois, dire : « l'organisation pétersbourgeoise ».

Mais les ouvriers ont déjà compris la tactique des mencheviks qui est de créer une scission en faveur des cadets. Aux orateurs menchéviques, ils ont crié à plusieurs reprises : « Assez ! ». L'amendement qui aurait été, d'une façon dissimulée, une justification de la scission, a été *repoussé* à une écrasante majorité.

Ensuite, on a discuté des candidatures des grands-électeurs, représentant le P.O.S.D.R. Le Comité pétersbourgeois a soumis à l'assemblée 14 candidats choisis parmi les 21 délégués que les assemblées d'arrondissement avaient désignés. Il fut proposé de prendre cette liste comme base, et ce fut adopté à une écrasante majorité, malgré les objections des mencheviks qui voyaient là une « pression gouvernementale » ; le camarade V., représentant du Comité pétersbourgeois, expliqua qu'il n'était pas question de quelque pression gouvernementale que ce fût ; que l'autorité du Comité pétersbourgeois n'existait que dans la mesure où elle lui était donnée par la confiance du prolétariat social-démocrate organisé de Pétersbourg, et, qu'en recommandant cette liste, il remplissait seulement l'obligation qui s'impose au centre directeur d'une organisation. Toutes les candidatures furent discutées ; un des candidats, sur la proposition du représentant du Comité pétersbourgeois, fut remplacé par un autre ; ensuite on vota : toute la liste proposée par le Comité pétersbourgeois fut adoptée à une majorité considérable.

Cette liste a été publiée dans tous les journaux, la veille des élections.

Les élections (1er février) ont donné la victoire aux social-démocrates qui étaient fermement unis. *Toute la liste du Comité pétersbourgeois a été élue.* Les 14 grands-électeurs sont des social-démocrates !

Sur ces 14, il y a *huit* bolcheviks, quatre mencheviks (l'un d'eux en fait est un syndicaliste et non un menchevik) et deux social-démocrates hors fraction, *qui sont pour le bloc de gauche.*

Dans la curie ouvrière de la ville, les bolcheviks ont compensé les pertes subies par la social-démocratie dans la curie ouvrière provinciale.

Que la *Retch* donne maintenant libre cours à sa colère (voir son numéro du 3 février) en disant que les bolcheviks n'ont même pas laissé aux socialistes-révolutionnaires une minorité proportionnelle!

Nous n'avons jamais promis aux socialistes-révolutionnaires de leur accorder cet avantage ; d'ailleurs, on ne peut rien affirmer encore sur ce point, car nous n'avons pas de renseignements sur le nombre de voix. C'est pourtant nous qui, les premiers, avons *entrepris* de recueillir à ce sujet une documentation.

Nous nous sommes réservé une *entière* liberté de lutte dans la curie ouvrière, contre tous les partis.

Et grâce à l'action de la social-démocratie *révolutionnaire*, sur tous les grands-électeurs ouvriers pour Pétersbourg et la province de Pétersbourg, il y a 20 social-démocrates et seulement 4 socialistes-révolutionnaires.

Aux élections suivantes, nous prendrons *tous* ces mandats pour la social-démocratie.

« Prolétari » n° 13,
11 février 1907

Conforme au texte du journal

À PROPOS DU COMPTE RENDU DE L'ARRONDISSEMENT MOSKOVSKI DE LA VILLE DE PÉTERSBOURG SUR LES ÉLECTIONS À LA IIe DOUMA

Nous attirons l'attention des lecteurs sur le fait que les données sur l'élection de délégués par les ouvriers à Pétersbourg, révèlent de plus en plus *de quelle façon* les mencheviks s'assuraient des voix pour la représentation à la conférence social-démocrate. C'est ainsi qu'ils ont « apporté » à la conférence 370 voix mencheviques provenant du sous-secteur de l'Usine franco-russe. Les bolcheviks n'y comptaient aucune voix. Et que s'est-il passé ? *Un bolchevik* a été élu comme délégué de l'Usine, et il est maintenant désigné comme grand-électeur !

Voilà les mencheviks démasqués de façon inattendue.

Poursuivons. L'hebdomadaire menchevique *Nach Mir* (n° du 28 janvier) a eu... l'audace d'écrire, au sujet de l'arrondissement Moskovski : « dans les arrondissements bolcheviques Nevski et Moskovski, ne sont passés que des délégués socialistes-révolutionnaires » (p. 14). Nous avons déjà montré dans le n° 12 du *Prolétari* que c'était *un mensonge flagrant* en ce qui concerne l'arrondissement Nevski où ce sont justement les mencheviks que les socialistes-révolutionnaires ont battus.

Prenons l'arrondissement Moskovski. Les mencheviks le considèrent comme bolchevique *maintenant*, parce qu'ils veulent éluder la responsabilité de l'échec ! Mais les men-

cheviks ont tort d'oublier que cette fois on peut *vérifier*. Prenons la déclaration *officielle* des 31 mencheviks au Comité central sur les raisons de leur départ de la conférence (tract que nous avons analysé dans le n° 12 du *Prolétari* *). Nous lisons parmi les 31 signatures : « *Cinq de l'arrondissement Moskovski* ».

Or, pour cet arrondissement, la conférence a validé les mandats de 4 bolcheviks et 4 mencheviks.

N'est-ce pas édifiant ?

Lorsqu'il leur faut des voix pour la Conférence, les mencheviks comptent *cinq* mencheviks contre 3 ou 4 bolcheviks. Les mencheviks désirent *alors* la prépondérance !

Mais lorsqu'il faut se débarrasser d'une responsabilité politique, alors l'arrondissement Moskovski est proclamé « bolchevique... »

Les bolcheviks comptaient 185 voix pour l'arrondissement Moskovski, et les mencheviks eux-mêmes reconnaissent dans ce tract qu'ils ne contestaient ces voix qu'à titre « conditionnel », qu'en fait elles devaient être *validées* (p. 7 de leur tract).

Les mencheviks estimaient avoir 48 voix, plus 98, plus 97, au total 243, dans l'arrondissement Moskovski. 195 d'entre elles étaient contestées, mais les mencheviks eux-mêmes s'obstinaient alors à déclarer (p. 7 du tract) que les 243 voix étaient valables !

Les mencheviks s'estimaient par conséquent fortement majoritaires dans l'arrondissement Moskovski : 243 contre 185 ... Oui, *Nach Mir* a agi de façon *bien* inconsidérée : il ressort de ses propos que les mencheviks ont agi *malhonnêtement* à la conférence.

Rappelons en conclusion, au camarade qui nous a envoyé le compte rendu sur l'arrondissement Moskovski, l'extrême importance de données *complètes* pour chaque usine séparément, sur l'élection des délégués et le nombre de voix obtenues par les divers candidats.

« Prolétari » n° 13,
11 février 1907

Conforme au texte du journal

* Voir le présent tome, pp. 23-26. (*N.R.*)

QUELQUES DONNÉES SUR LES ÉLECTIONS À LA CURIE OUVRIÈRE DANS LE SUD DE LA RUSSIE

Nous avions demandé à tous les social-démocrates de Russie de rassembler une documentation exacte sur les élections à la curie ouvrière ; notre appel n'est pas resté sans résultat. Nous avons déjà reçu, remplies, 93 feuilles d'enquête que nous avions distribuées aux camarades de Pétersbourg. Elles se répartissent ainsi : Pétersbourgskaïa Storona, 7 ; Vassili-Ostrovski, 22 ; Vyborgski, 18 ; Moskovski, 18 ; Gorodskoï, 28. Nous prions les camarades de se hâter de nous envoyer les autres listes pour que nos informations soient complètes, surtout en ce qui concerne les grandes usines. Nous publierons alors nos conclusions.

Nous avons reçu de province des renseignements concernant 6 usines de la province d'Ekatérinoslav. Nous donnons ces renseignements sous forme de tableau pour montrer aux camarades les données qui intéressent le Parti et les déductions que nous devons tirer des résultats obtenus de ces premières élections à la curie ouvrière*.

Bien entendu, nous ne savons pas dans quelle mesure ces données sont typiques et si les déductions que nous en tirons peuvent être étendues à toute la province d'Ekatérinoslav. Il faut réunir des données complètes pour établir des conclusions définitives.

Pour l'instant nous pouvons noter deux faits. Le pourcentage des ouvriers qui ont voté est peu élevé. De toute évidence, le travail de la social-démocratie ne va pas suffi-

* Voir tableau, p. 93 (*N.R.*)

Nom de l'usine	Nombre d'ouvriers	Nombre de délégués	Quels ont été les délégués élus	Nombre de suffrages émis	Répartition des suffrages				
					S.-d. bolchev.	S.-d. menchev.	S.-r.	Sans-parti	Droite
Usine Esaü	350	1	S.-d. menchev.	130	—	112	15	—	3
Ateliers de réparation de locomotives	2 700	2	S.-d. menchev.	800	—	650	—	—	—
Dépôt de locomotives	700	1	S.-d.	230	230		—	—	—
Fabrique de clous . .	700	1	S.-d. bolchev.	250	250	—	—	—	—
Tuyauterie	850	1	S.-d. menchev.	200	—	195	—	—	5
Usine de rails de Briansk	4 350	4	S.-r.	1 100	—	300	800	—	—
Total pour 6 usines .	9 650	10	6 S.-d. 4 S.-r.	2 710	250 230 1 737	1 257	815	—	8

samment en profondeur, il n'atteint pas assez les masses. Dans l'ensemble, il y a moins d'un tiers de votants sur le total des ouvriers. Le pourcentage le plus bas est dans l'Usine de tuyauteries : 200 sur 850, soit moins du quart. Le plus élevé est celui que donne l'usine Esaü : 130 sur 350, c'est-à-dire plus du tiers.

La concurrence des socialistes-révolutionnaires est sensible dans deux usines : Esaü et l'usine de rails de Briansk. Dans cette dernière, *les socialistes-révolutionnaires ont battu les mencheviks* ! La plus grande des usines a élu délégués *quatre socialistes-révolutionnaires.*

Ainsi les premiers renseignements (à vrai dire tout à fait partiels) que nous avons sur le Sud confirment ce que nous avons constaté dans le Nord : *les socialistes-révolutionnaires battent les mencheviks*, comme pour donner une leçon aux opportunistes, comme pour punir ceux qui, avec une étourderie impardonnable, se détournent de la démocratie bourgeoise révolutionnaire pour courir après la démocratie bourgeoise libérale et monarchiste !

Sur le nombre total de délégués (10), les socialistes-révolutionnaires représentent 40%, c'est-à-dire deux cinquièmes. Mais le total des suffrages obtenus par les socialistes-révolutionnaires est de *moins du tiers*, 815 sur 2 710. Il convient de remarquer que, malgré leur victoire dans la plus grande des usines, les socialistes-révolutionnaires ont obtenu une proportion de voix inférieure à celle de leurs délégués élus. Cela nous montre l'inconsistance et la gratuité des affirmations des s.-r. de Pétersbourg selon lesquelles la proportion de voix devait être supérieure à celle de leurs délégués élus ; il faudrait des statistiques détaillées sur la répartition des voix dans toutes les usines ; autrement, il n'est pas permis de risquer de pareilles affirmations.

Nous espérons que nos camarades, dans toute la Russie, continueront à recueiller des renseignements, d'après les enquêtes types que nous leur avons envoyées, pour que le Parti puisse voir clairement et nettement les résultats de sa campagne et apprendre à discerner les causes de ses insuccès relatifs.

« Prolétari » n° 13,
11 février 1907

Conforme au texte du journal

LA SIGNIFICATION DES ÉLECTIONS À PÉTERSBOURG

La campagne électorale à Pétersbourg touche à sa fin. Il ne reste plus que trois jours jusqu'aux élections et, lorsque le lecteur lira ces lignes, on connaîtra déjà les résultats du scrutin dans la capitale.

On ne saurait, à première vue, parler de la signification des élections de Pétersbourg avant qu'elles soient terminées. En fait si ! La campagne électorale à Pétersbourg a une longue histoire, elle a donné une masse de faits politiques très instructifs et par conséquent sa signification est déjà tout à fait claire. Quels que soient les résultats des élections, la campagne de 1906-1907 à Pétersbourg constitue déjà sans aucun doute une importante étape, très distincte, dans l'histoire de la révolution russe.

L'acquisition certaine de la révolution dans la campagne électorale de Pétersbourg, c'est avant tout la mise en lumière des rapports entre partis politiques, de l'opinion des différentes classes (et par suite de leurs intérêts respectifs et de l'ensemble de la situation politique) ; c'est ensuite la vérification *pratique*, dans une vaste action de masse, menée ouvertement, de la valeur de telles ou telles réponses faites aux questions *fondamentales* de la tactique social-démocrate dans la révolution bourgeoise russe.

Les principaux événements de la campagne électorale à Pétersbourg se sont déroulés comme un véritable tourbillon. Et, dans cette bourrasque, lorsqu'il a fallu *agir* à tout prix et immédiatement, on a vu se dessiner mieux que

jamais la véritable nature des différents partis et des tendances. Dans ce tourbillon, aucune liaison formelle n'a pu résister, les traditions des partis étaient oubliées, des scissions se produisaient dans les organisations, les promesses faites n'étaient plus tenues, les décisions prises et les positions adoptées changeaient soudain, chaque jour apportait des faits nouveaux de la plus haute importance. Les conflits entre partis et tendances étaient d'une extraordinaire acuité, la polémique, déjà violente à l'ordinaire, tourna à de véritables échauffourées. Et ce non parce que le Russe est incapable de se modérer, qu'il est marqué par l'action politique clandestine ; non parce que nous manquons d'éducation ; seuls les philistins peuvent expliquer ainsi les choses.

Non, la cause de ces conflits violents et de cette lutte enragée, c'était la *profondeur* des distinctions de classes, *l'antagonisme* des tendances sociales et politiques qui se sont soudain découvertes, sous l'influence des événements, avec une rapidité imprévisible et qui ont exigé de chacun des « démarches » immédiates ; tous se sont affrontés, chacun a dû conquérir et maintenir de haute lutte, auskämpfen, sa véritable place, sa véritable ligne.

C'est à Pétersbourg que se trouvent les directions de tous les partis. C'est le foyer de la vie politique russe. L'importance de la presse ici n'est pas locale ; elle est nationale. Et c'est pourquoi la lutte électorale des partis à Pétersbourg s'est révélée fatalement comme le signe, le prototype et un symptôme, extrêmement important de nombreuses batailles ultérieures, parlementaires ou non, et de bien des événements de la révolution russe.

Au début, la question qui se posait, une question « technique », pouvait sembler tout à fait secondaire : il s'agissait de savoir s'il y aurait des accords entre tous les partis d'opposition et révolutionnaires contre le péril réactionnaire. Sous cette question « simple » en apparence, se dissimulaient en réalité des problèmes politiques essentiels : 1° attitude du gouvernement envers les libéraux, les cadets ; 2° tendances véritables des cadets ; 3° hégémonie des cadets dans le mouvement émancipateur de Russie ; 4° tendances des partis du Travail, partis petits-bourgeois ; 5° affinités sociales politiques entre les socialistes-populistes

modérés et les socialistes-révolutionnaires vraiment révolutionnaires ; 6° éléments petits-bourgeois ou opportunistes dans le Parti ouvrier social-démocrate ; 7° hégémonie du prolétariat dans le mouvement émancipateur ; 8° importance des éléments qui se manifestent à découvert et des éléments latents, dissimulés « potentiels » de la démocratie petite-bourgeoise révolutionnaire en Russie.

Toutes ces questions politiques prodigieusement variées ont été posées et ont trouvé des solutions dans les faits eux-mêmes, dans le cours même de la campagne électorale. Ces questions ont été posées malgré bien des partis qui n'en avaient même pas conscience ; elles ont été résolues « par force », à tel point que bien des traditions ont été rompues ; et le résultat final a été le plus inattendu pour l'immense majorité des hommes politiques qui ont pris part à la campagne.

Les bolcheviks ont été servis par le hasard, dit le philistin, en hochant la tête, devant tous ces événements imprévus. Et ils ont eu de la veine.

De tels propos m'ont rappelé un passage d'une des lettres d'Engels à Sorge qui ont été récemment publiées. Le 7 mars 1884, Engels écrivait à Sorge :

« Il y a quinze jours, j'ai eu la visite de mon neveu, venu de Barmen ; c'est un conservateur indépendant. Je lui ai dit : « Nous sommes parvenus maintenant en Allemagne à une situation telle que nous pouvons tout simplement nous croiser les bras et forcer nos ennemis à travailler pour nous. Que vous abolissiez la loi d'exception contre les socialistes, que vous la renforciez ou que vous l'adoucissiez, c'est tout un. Quoi que vous fassiez, vous travaillez pour nous. — Oui, a-t-il répondu, toutes les circonstances tournent remarquablement à votre avantage. — Eh bien, ai-je répondu, les circonstances ne tourneraient certes pas à notre avantage si nous ne les avions nous-mêmes analysées justement il y a une quarantaine d'années, et si nous n'avions agi d'après cette analyse. » Mon neveu ne m'a rien répondu. »

Les bolcheviks, certes, ne peuvent alléguer un jugement vieux de quarante ans ; nous comparons ici une très grande chose à une petite ; mais ils ont derrière eux déjà des mois et des années de tactique qu'ils ont déterminée d'avance pour la social-démocratie dans la révolution bourgeoise.

Les bolcheviks, en fait, *se sont croisé les bras* aux moments les plus graves et les plus décisifs de la campagne électorale à Pétersbourg ; *et les circonstances ont travaillé pour nous.* Tous nos ennemis, à commencer par le plus sérieux, le plus implacable, Stolypine, et à finir par nos « ennemis » armés d'un sabre de papier, les révisionnistes, tous *ont travaillé pour nous.*

Toute l'opposition, toutes les forces de gauche étaient les adversaires des bolcheviks au début de la campagne électorale à Pétersbourg. Tout ce qui était possible, tout ce qu'on pouvait inventer, a été fait contre nous. *Et les résultats ont été ceux sur lesquels nous comptions.*

Pourquoi cela ? Parce que, bien à l'avance, nous avions apprécié beaucoup plus justement (dès l'époque où nous écrivions *Deux tactiques*, en 1905, à Genève *) l'attitude du gouvernement à l'égard des libéraux et l'attitude de la démocratie petite-bourgeoise à l'égard du prolétariat.

Quelle cause a donc *fait échouer* le bloc qui était presque organisé entre les cadets et toute la gauche, *exception faite des bolcheviks* ? Les pourparlers de Milioukov avec Stolypine. Stolypine avait fait un geste d'appel, le cadet s'est détourné du peuple et a rampé, comme un petit chien, vers le patron cent-noir.

Est-ce un effet du hasard ? Non, c'était *une nécessité*, car les intérêts essentiels de la bourgeoisie libérale monarchiste la poussent à chaque moment décisif à abandonner la lutte révolutionnaire menée avec le peuple pour s'entendre avec la réaction.

Quelle a été la cause de la *complète instabilité* et de la carence de tous les partis petits-bourgeois (populistes, partis du Travail) et des éléments petits-bourgeois du Parti ouvrier, c'est-à-dire des mencheviks ? Pourquoi ont-ils tergiversé, oscillé, allant tantôt à droite, tantôt à gauche, courant après les cadets et tombant en adoration devant eux ?

Non point à cause des qualités personnelles de Pierre ou de Paul, mais parce que le petit bourgeois a irrésistiblement tendance à marcher sur les traces du libéral, à sa suite, parce qu'il n'a pas confiance en lui-même, qu'il est

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 9-139. (*N.R.*)

incapable de supporter un « isolement » temporaire, parce qu'il ne peut tenir tête avec sang-froid et fermeté aux aboiements des chiens de la bourgeoisie, parce qu'il ne croit pas à la lutte révolutionnaire indépendente des masses du prolétariat et de la paysannerie, parce qu'il renonce au rôle de dirigeant de la révolution bourgeoise, parce qu'il renonce à ses mots d'ordre pour s'adapter à ceux des Milioukov, pour complaire à ces derniers.

Et les Milioukov, de leur côté, cherchent à complaire aux Stolypine.

Les bolcheviks ont déterminé en toute indépendance leur ligne de conduite et ont dressé devant le peuple, d'avance, *leur* drapeau, l'étendard du prolétariat révolutionnaire.

A bas l'hypocrisie de toutes ces histoires de « péril réactionnaire » et de « lutte » menée en rendant des visites à Stolypine ! Celui qui veut véritablement la liberté du peuple, celui qui veut réellement la victoire de la révolution doit nous suivre et marcher avec nous contre la bande des Cent-Noirs et contre les cadets affairistes !

Quant à nous, nous irons au combat *quelles que soient les circonstances*. Nous ne craignons pas de nous « isoler » de toutes vos petites entreprises, de vos misérables frasques et de vos marchandages.

Avec le prolétariat pour la révolution, ou bien avec les libéraux pour les pourparlers avec Stolypine, choisissez, donc, électeurs ! choisissez, messieurs les populistes ! choisissez, camarades mencheviks !

Et quand nous avons eu déterminé *notre* ligne, *nous nous* sommes croisé les bras. Nous attendions l'issue de la collision générale. Le 6 janvier, notre conférence leva *notre* drapeau. Jusqu'au 18 janvier, Milioukov s'est traîné aux pieds de Stolypine, tandis que les mencheviks, les populistes et les sans-parti se traînaient aux pieds de Milioukov.

La confusion était à son comble. Tous cherchaient à faire de la diplomatie, tous s'adressaient des injures et se sont tellement insultés qu'ils *ne pouvaient plus* marcher ensemble.

Nous autres, nous n'avons pas fait de diplomatie ; nous avons *rudoyé tout le monde*, au nom des principes de la lutte révolutionnaire du prolétariat que nous proclamions nettement et ouvertement.

Et tous ceux qui sont *capables de lutter* nous ont suivis. Le bloc de gauche a été réalisé. L'hégémonie du prolétariat révolutionnaire s'est réalisée. Et c'est *lui*, prolétariat, qui a entraîné à sa suite *tous* les troudoviks et une grande partie des mencheviks, même des intellectuels.

Son drapeau a été levé bien haut aux élections de Pétersbourg. Et, quels que soient les résultats de ces élections, premières élections sérieuses en Russie, auxquelles tous les partis ont pris part, le drapeau du prolétariat, indépendant et fidèle à sa ligne, est déjà dressé. Il flottera au-dessus des combats parlementaires et dans *toutes les autres batailles* qui conduiront la révolution à la victoire.

Attirer à soi, par l'indépendance, par la persévérance, par la fermeté, la masse des paysans opprimés et abattus, la masse de la démocratie petite-bourgeoise hésitante et instable, l'arracher à la bourgeoisie libérale prête à trahir, contrôler ainsi cette bourgeoisie et, à la tête d'un mouvement populaire de masse, écraser l'autocratie maudite, telle est la tâche du prolétariat socialiste dans la révolution bourgeoise.

Rédigé le 4 (17) février 1907.
Publié le 11 février 1907 dans le n° 13 du « Prolétari »

Conforme au texte du journal

PRÉFACE À LA TRADUCTION RUSSE DES LETTRES DE K. MARX À L. KUGELMANN

En publiant une brochure avec toutes les lettres de Marx à Kugelmann qui ont paru dans l'hebdomadaire social-démocrate allemand *Neue Zeit* *, nous nous sommes proposé de mieux faire connaître Marx et le marxisme au public russe. Dans sa correspondance, Marx donne une très large place, comme il fallait s'y attendre, à ses affaires personnelles. Pour un biographe, c'est là une documentation de la plus haute valeur. Mais pour le vaste public et pour la classe ouvrière de Russie en particulier, les passages de cette correspondance qui traitent de questions théoriques et politiques sont infiniment plus importants. Chez nous précisément, à l'époque révolutionnaire que nous traversons, il est particulièrement instructif d'approfondir cette documentation : elle nous montre en effet comment Marx réagit directement devant tous les problèmes du mouvement ouvrier et de la politique mondiale. La rédaction de *Neue Zeit* dit avec raison que « nous sommes élevés au-dessus de nous-mêmes par les contacts avec l'œuvre d'hommes dont la pensée et la volonté se sont formées au cours de grands bouleversements sociaux ». Pour un socialiste russe, en 1907, cette connaissance est doublement indispensable car elle fournit une masse d'indications très précieuses sur les tâches immédiates des socialistes dans toutes les révolutions que traverse son pays. La Russie traverse justement un de ces « grands bouleversements ». La politique de Marx dans

* Temps Nouveaux. (*N.R.*)

les années relativement orageuses 1860-1870 doit très souvent servir de modèle direct à la politique social-démocrate dans la révolution russe contemporaine.

Aussi nous permettrons-nous de souligner, très brièvement d'ailleurs, les passages les plus importants, au point de vue théorique, de la correspondance de Marx, et de nous arrêter plus longuement sur sa politique révolutionnaire de représentant du prolétariat.

La lettre du 11 juillet 1868 (édition russe, page 42 et suiv.) présente un intérêt tout particulier pour l'intelligence complète et profonde du marxisme. Marx y expose très nettement, sous forme de notes polémiques contre les économistes vulgaires, comment *il comprend* ce que l'on appelle la théorie de la valeur « du travail ». Ce sont précisément les objections à la théorie de la valeur de Marx qui viennent le plus naturellement à l'esprit des lecteurs les moins préparés du *Capital* et qui sont reprises avec beaucoup de zèle par de médiocres représentants de la « science universitaire » bourgeoise, ce sont ces objections qui sont analysées ici par Marx, brièvement, simplement, avec une remarquable clarté. Marx montre ici la voie qu'il a suivie et qu'il faut suivre pour parvenir à expliquer la loi de la valeur. Il nous enseigne sa *méthode* à l'aide des objections les plus ordinaires. Il explique la relation qu'il y a entre une question en apparence purement théorique et abstraite comme la théorie de la valeur et, d'autre part, les « intérêts des classes dirigeantes » qui exigent la « *perpétuation de la confusion* ». Il ne reste qu'à souhaiter que tous ceux qui commencent à étudier Marx et à lire *le Capital* lisent et relisent la lettre que nous indiquons, lorsqu'ils travailleront sur les premiers chapitres du *Capital*, qui sont les plus difficiles.

Au point de vue théorique, il y a d'autres passages très intéressants dans ces lettres : ceux où Marx donne son appréciation sur divers écrivains. En lisant ces lignes alertes et passionnées, où se révèle l'intérêt brûlant que portait Marx à tous les grands courants d'idées et à leur analyse, on croit entendre la parole même du génial penseur. Outre certaines appréciations jetées en passant sur Dietzgen, l'attention des lecteurs doit se porter sur ce que Marx dit des proudhoniens (p. 17). La « brillante » jeunesse intellectuelle,

issue de la bourgeoisie, qui se rallie « au prolétariat » dans les périodes d'essor du mouvement social, sans pouvoir assimiler le point de vue de la classe ouvrière et travailler avec persévérance et sérieux, « dans le rang » des organisations prolétariennes, est dessinée ici en quelques traits d'une netteté saisissante [35].

A la page 35 [36], on trouvera un jugement sur Dühring qui semble contenir tout l'essentiel du livre que devait écrire, neuf ans plus tard (avec Marx), Engels : *l'Anti-Dühring*. Il existe de ce livre une traduction russe de Zederbaum, qui, malheureusement, comporte non seulement des lacunes, mais des erreurs, en un mot une mauvaise traduction. On y verra aussi une appréciation sur Thünen et la théorie de la rente de Ricardo. Dès 1868, Marx condamnait résolument les « erreurs de Ricardo », qu'il réfuta définitivement dans le tome III du *Capital*, paru en 1894, et que répètent jusqu'à ce jour les révisionnistes, à commencer par notre ultra-bourgeois et même « ultra-réactionnaire » M. Boulgakov, pour finir par le « presque orthodoxe » Maslov.

Son jugement sur Büchner est également intéressant : il y donne une appréciation du matérialisme vulgaire et du « bavardage superficiel » emprunté à Lange (source habituelle de la philosophie « universitaire » bourgeoise !) (page 48) [37].

Venons-en à la politique révolutionnaire de Marx. La conception petite-bourgeoise du marxisme selon laquelle la période révolutionnaire, avec ses formes particulières de lutte et les tâches spéciales du prolétariat, serait presque une anomalie, tandis que le « régime constitutionnel » et l'« opposition aux extrêmes » seraient la règle, est étonnemment répandue parmi les social-démocrates en Russie. Dans aucun pays au monde il n'y a actuellement une crise révolutionnaire aussi profonde qu'en Russie, et dans aucun pays il n'y a de « marxistes » (avillissant et banalisant le marxisme) qui traitent la révolution en sceptiques, en philistins comme ceux d'ici. Du fait que la révolution est bourgeoise, on conclut platement, chez nous, que la bourgeoisie est le *moteur* de la révolution ; on ajoute que le prolétariat n'y joue qu'un rôle auxiliaire, qu'il n'a pas de tâche indépendante, qu'il lui est impossible de guider la révolution !

Comme Marx, dans ses lettres à Kugelmann, dénonce la platitude de cette conception du marxisme ! Voici une lettre du 6 avril 1866. Marx, à cette époque, venait de terminer son œuvre principale. Quatorze ans auparavant, il avait donné un jugement définitif sur la révolution allemande de 1848 [38]. Il avait désavoué lui-même en 1850 les illusions qu'il avait eues en 1848 sur une prochaine révolution socialiste. Et en 1866, il écrit, commençant à observer l'approche de nouvelles crises politiques :

« Nos philistins (il s'agit des bourgeois libéraux allemands) comprendront-ils enfin qu'à défaut d'une révolution qui éliminera les Habsbourg et les Hohenzollern, on en arrivera à une nouvelle Guerre de Trente ans ? » (Pages 13-14).

Aucune illusion sur l'anéantissement de la bourgeoisie et du capitalisme par la prochaine révolution (laquelle est venue d'en haut et non d'en bas comme s'y attendait Marx). Marx constate clairement que cette révolution supprimera seulement les monarchies prussienne et autrichienne. Et quelle foi dans cette révolution bourgeoise ! Quelle passion révolutionnaire de militant prolétarien qui comprend l'immense rôle de la révolution bourgeoise pour l'avancement du socialisme !

Trois ans après, constatant, à la veille de l'effondrement du second Empire français, un mouvement social « très intéressant », Marx parle *avec enthousiasme* des « Parisiens qui se remettent bel et bien à étudier leur passé révolutionnaire récent afin de se préparer à la nouvelle lutte révolutionnaire qui se rapproche ». Et, après avoir décrit la lutte des classes telle qu'elle est révélée par cette analyse du passé, Marx conclut (page 56) : « Voilà ! le chaudron de l'histoire bout. Quand en serons-nous là, *chez nous* (en Allemagne) ? » [39]

Voilà ce que les intellectuels marxistes russes diminués par le scepticisme, limités par le pédantisme, enclins aux rétractations, vite fatigués de la révolution et qui rêvent comme d'une fête de ses obsèques et de son remplacement par une prose constitutionnelle, devraient apprendre chez Marx. Il leur conviendrait d'apprendre auprès du théoricien — guide des prolétaires — la foi en la révolution, art d'appeler la classe ouvrière à défendre jusqu'au bout ses intérêts

révolutionnaires immédiats, et la fermeté de caractère qui n'admet pas les jérémiades pusillanimes lorsque la révolution a subi des défaites temporaires.

Les pédants du marxisme pensent que tout cela n'est que bavardage éthique, romantisme, manque de réalisme ! Non, messieurs, c'est l'union de la théorie révolutionnaire avec la politique révolutionnaire, l'union sans laquelle le marxisme ne serait plus que du brentanisme [40], du strouvisme [41], du sombartisme [42]. La doctrine de Marx a lié en un tout indissoluble la théorie et la pratique de la lutte de classe. N'est pas marxiste qui déforme, afin de justifier ce qui est, une théorie constatant objectivement la situation, qui va jusqu'à essayer de s'adapter le plus vite à tout recul momentané de la révolution, qui cherche à renoncer le plus vite possible aux « illusions révolutionnaires » et à s'atteler à d'infimes besognes « réalistes ».

Marx, aux époques les plus calmes en apparence, les plus « idylliques », comme il disait, « les plus mornement marécageuses » (comme s'exprime *Neue Zeit*), savait pressentir l'approche de la révolution et *élever* le prolétariat en lui donnant conscience de ses tâches d'avant-garde, de ses tâches révolutionnaires. Nos intellectuels russes qui simplifient Marx en philistins, enseignent au prolétariat, aux époques les plus révolutionnaires, la politique de la passivité : celui-ci devrait humblement suivre le « courant », il devrait modestement soutenir les éléments les plus instables du parti libéral à la mode !

Le jugement que Marx porte sur la Commune est le sommet de sa correspondance avec Kugelmann. Et ce jugement est particulièrement précieux quand on le compare aux procédés des social-démocrates de l'aile droite russe. Plékhanov, qui, pusillanimement, s'écriait après décembre 1905 : « Il ne fallait pas prendre les armes », a eu ensuite la modestie de se comparer à Marx. Marx, selon lui, aurait aussi freiné la révolution en 1870.

Oui, Marx *lui aussi* l'a freinée. Mais voyez quel abîme nous ouvre cette comparaison, faite par Plékhanov lui-même, entre Plékhanov et Marx.

Plékhanov, en novembre 1905, un mois avant l'apogée du premier assaut révolutionnaire russe, loin de mettre résolument le prolétariat en garde, lui parlait au contraire

nettement de la nécessité *d'apprendre à se servir des armes et de s'armer*. Lorsque, un mois après, la bataille s'engagea, Plékhanov, sans essayer le moins du monde d'en analyser l'importance, le rôle dans la marche générale des événements, le lien avec les formes de lutte antérieures, se hâta de jouer à l'intellectuel repentant : « Il ne fallait pas prendre les armes. »

Marx, *en septembre 1870*, *six mois* avant la Commune, avait directement averti les ouvriers français : l'insurrection serait une *folie*, déclara-t-il dans la fameuse adresse de l'Internationale [43]. Il dénonça d'*avance* les illusions nationalistes au sujet de la possibilité d'un mouvement dans l'esprit de 1792. Ce n'est pas *après coup*, c'est de longs mois à l'avance qu'il savait dire : « Il ne faut pas prendre les armes ! »

Et comment se conduisit-il, lorsque cette entreprise, *désespérée*, d'après sa propre déclaration de septembre, fut mise à exécution en mars 1871 ? Marx profita-t-il seulement de l'occasion (comme Plékhanov lors des événements de décembre) pour « coincer » ses adversaires, les proudhoniens et les blanquistes qui dirigeaient la Commune ? Se mit-il à bougonner comme une surveillante de pension : « Je vous l'avais bien dit, je vous avais bien prévenus, voilà où mènent votre romantisme, vos chimères révolutionnaires » ? Donna-t-il aux communards, comme Plékhanov aux combattants de décembre, des leçons de philistin satisfait de lui-même : « Il ne fallait pas prendre les armes ? »

Non. Le 12 avril 1871, Marx écrit à Kugelmann une lettre *pleine d'enthousiasme*, une lettre que nous serions heureux d'afficher au mur de tout social-démocrate russe, de tout ouvrier russe sachant lire.

Marx disait en septembre 1870 que l'insurrection serait une folie ; en avril 1871, lorsqu'il vit un mouvement populaire de masse, il le suivit avec l'attention extrême d'un homme qui participe à de grands événements marquant un progrès du mouvement révolutionnaire historique mondial.

C'est une *tentative*, dit-il, de détruire la machine bureaucratique et militaire et non pas seulement de la faire passer en d'autres mains. Et il chante un véritable hosanna aux « *héroïques* » ouvriers de Paris dirigés par les proudhoniens et les blanquistes. « De quelle souplesse, écrit-il, de quelle

initiative historique, de quelle faculté de sacrifice sont doués ces Parisiens ! » (page 88)... « L'histoire ne connaît pas encore d'exemple aussi grand. »

Marx apprécie par-dessus tout l'*initiative historique* des masses. Oh ! si nos social-démocrates russes pouvaient apprendre chez Marx à apprécier l'*initiative historique* des ouvriers et des paysans russes en octobre et en décembre 1905 !

D'une part l'admiration éprouvée devant l'*initiative historique* des masses par un grand penseur qui, lui, a prévu l'échec six mois auparavant ; d'autre part, une attitude sans vie, sans âme, une déclaration de pédant : « Il ne fallait pas prendre les armes ! » N'est-ce pas le jour et la nuit ?

Et à titre de *participant* à la lutte de masse qu'il a vécue avec toute l'ardeur et la passion qui lui étaient propres, Marx, en exil à Londres, critique *les actes spontanés* des Parisiens, « follement téméraires », « *prêts à monter à l'assaut du ciel* ».

Oh ! comme nos « réalistes » actuels, nos sages du marxisme, qui démolissent, dans la Russie de 1906-1907, le romantisme révolutionnaire, se seraient alors moqués de Marx ! Comme on se moquerait du *matérialiste*, de l'*économiste*, de l'ennemi des utopies qui admire une « tentative » de monter à l'assaut *du ciel* ! Que de larmes ou de rires condescendants ces révolutionnaires en pantoufles n'eussent-ils pas prodigués devant ces tendances émeutières, cet utopisme, etc., ce jugement sur un mouvement qui s'élance vers le ciel !

Or, Marx n'a pas la haute sagesse des pantouflards, de ceux qui craignent de discuter la *technique* des plus hautes formes de la lutte révolutionnaire. Il discute précisément des questions *techniques* de l'insurrection. Défensive ou offensive ? dit-il, comme si les opérations se déroulaient près de Londres. Et il décide : l'offensive, absolument : « *Il eût fallu marcher aussitôt sur Versailles* »...

Ce fut écrit en avril 1871, quelques semaines avant le sublime mois de mai sanglant...

« Il eût fallu marcher aussitôt sur Versailles », dit-il aux insurgés qui, en septembre 1870, avaient fait la « folie » de monter à l'assaut du ciel.

« Il ne fallait pas prendre les armes ! », en décembre 1905, pour défendre par la force les libertés à peine conquises et qu'on s'efforçait de nous enlever...

Non, Plékhanov n'a pas eu tort de se comparer à Marx !

« Deuxième faute, poursuit Marx, dans sa critique *technique* : le Comité central (c'est-à-dire le *commandement de l'armée de la Commune*, notez-le bien, il s'agit du Comité central de la garde nationale) résilia *trop tôt* ses fonctions. »

Marx était capable de prévenir les *dirigeants* contre un soulèvement prématuré. Mais, il parlait en conseiller pratique *du prolétariat* qui prend le ciel d'assaut, en homme participant à la *lutte* des masses qui élèvent le mouvement *tout entier* à un *degré supérieur*, malgré les théories erronées et les méprises de Blanqui et de Proudhon.

« Quoi qu'il en soit, écrit-il, l'insurrection parisienne, même si elle vient à être réduite par les loups, les cochons et les chiens de la vieille société, est le plus glorieux exploit de notre parti depuis l'insurrection parisienne de Juin [44]. »

Sans dissimuler au prolétariat *une seule* des erreurs de la Commune, Marx a consacré à cet *exploit* une œuvre qui est, *jusqu'à présent*, le meilleur guide que nous puissions avoir dans la lutte pour « le ciel » et le plus terrible épouvantail pour les « *cochons* » libéraux et radicaux [45].

Plékhanov a consacré à décembre une « œuvre » qui est presque devenue l'évangile des cadets.

Oui, Plékhanov n'a pas eu tort de se comparer à Marx !

Kugelmann répondit à Marx, probablement, sur un ton de doute, en indiquant que l'affaire était sans espoir, en parlant de réalisme à opposer au romantisme, en tout cas, il compara la Commune, qui était *une insurrection*, à la manifestation pacifique du 13 juin 1849 à Paris.

Marx, immédiatement (le 17 avril 1871), expédie une sévère semonce à Kugelmann :

« *Il serait évidemment fort commode de faire l'histoire, si l'on ne devait engager la lutte qu'avec des chances infailliblement favorables.* »

Marx disait en septembre 1870 que l'insurrection serait une folie. Mais quand les *masses* se soulevèrent, Marx voulut marcher avec elles, s'instruire en même temps qu'elles, dans la lutte, et non pas donner des leçons bureaucratiques. Il comprend que toute tentative d'escompter à l'avance

très exactement les chances de la lutte serait du charlatanisme ou du pédantisme irrémissible. Il estime *plus que tout* le fait que la classe ouvrière, héroïquement, avec abnégation, avec esprit d'initiative, *élabore* l'histoire du monde. Marx considérait l'histoire du point de vue de ceux qui la *créent* sans pouvoir escompter *infailliblement* à l'avance les chances de succès, mais il ne la regardait pas en intellectuel petit-bourgeois qui vient faire de la morale : « Il était facile de prévoir... il ne fallait pas prendre... »

Marx savait aussi voir qu'à certains moments de l'histoire, une lutte acharnée des *masses*, même pour une cause désespérée, est *indispensable* pour l'éducation ultérieure de ces masses elles-mêmes, pour les préparer à la lutte *future*.

Cette *façon de poser* la question est inaccessible, voire étrangère dans son principe à nos pseudo-marxistes actuels, qui aiment citer Marx à tout bout de champ, lui empruntent seulement des jugements sur le passé, mais ne cherchent pas des leçons pour élaborer l'avenir. Plékhanov n'y a même pas songé lorsque, après décembre 1905, il se mit à « *freiner* »...

Mais Marx pose précisément cette question, sans oublier qu'en septembre 1870, il avait lui-même reconnu qu'une insurrection serait de la folie.

« Les canailles bourgeoises de Versailles, écrit-il, placèrent les Parisiens devant l'alternative, ou de relever le défi ou de succomber sans combat. Dans le dernier cas, *la démoralisation de la classe ouvrière* serait un malheur *bien plus grand* que la perte d'un nombre quelconque de chefs [46]. »

Nous arrêterons ici ce bref résumé des leçons de politique, d'une politique digne du prolétariat, que nous donne Marx dans ses lettres à Kugelmann.

La classe ouvrière de Russie a déjà démontré une fois et démontrera encore qu'elle est capable de « monter à l'assaut du ciel ».

5 février 1907

Imprimé en 1907, dans la brochure Karl Marx : « Lettres à L. Kugelmann ». Sous la rédaction et avec une préface de N. Lénine. Edition « Novaïa Douma », St-Pétersbourg

Conforme au texte de la brochure

LA IIe DOUMA ET LA SECONDE VAGUE DE LA RÉVOLUTION

Pétersbourg, le 7 février 1907.

Les événements se déroulent avec une rapidité qu'on ne saurait qualifier que de révolutionnaire. Il y a quatre jours, nous écrivions, au sujet de la campagne électorale à Pétersbourg, que la répartition des forces politiques s'était déjà dessinée : la social-démocratie révolutionnaire est seule à lever, indépendamment, résolument et fièrement, son drapeau, le drapeau de ceux qui combattent implacablement, les violences de la réaction et l'hypocrisie des libéraux. La démocratie petite-bourgeoise (y compris les éléments petits-bourgeois du Parti ouvrier) hésite, elle se tourne tantôt vers les libéraux, tantôt vers les social-démocrates révolutionnaires.

Aujourd'hui ont lieu les élections à Pétersbourg. Quels qu'en soient les résultats, ils ne changeront rien à ce rapport des forces sociales en présence. Le scrutin d'hier, qui a déjà donné 217 élus, sur 524, c'est-à-dire plus des deux cinquièmes, nous montre nettement quelle sera la composition de la nouvelle Douma, nous montre clairement la situation politique qui s'établit sous nos yeux.

D'après les données de la *Retch*, laquelle, bien entendu, présente les choses sous un jour favorable aux cadets, 205 des membres élus de la Douma se répartissent ainsi : pour la droite, 37; nationalistes autonomistes [47], 24 ; cadets, 48 ; progressistes et sans-parti, 16 ; hommes de gauche sans-parti, 40 ; populistes, 20 (dont 13 troudoviks, 6 socialistes-

révolutionnaires et 1 socialiste-populiste) ; social-démocrates, 20.

Nous avons sans aucun doute devant nous une Douma plus à « gauche » que la précédente. Si les résultats définitifs des élections sont les mêmes, nous aurons, sur 500 membres de la Douma, les chiffres approximatifs suivants : 90 hommes de droite ; 50 nationalistes ; 125 cadets ; 35 progressistes ; 100 hommes de gauche sans-parti ; 50 populistes et autant de social-démocrates. Bien entendu, c'est là un calcul préliminaire, mais, en gros, assez juste.

Un cinquième d'hommes de droite ; deux cinquièmes de libéraux modérés (bourgeois libéraux-monarchistes, y compris les nationalistes, les cadets, et une certaine partie des progressistes, sinon tous) ; deux cinquièmes d'hommes de gauche (dont un cinquième de sans-parti, un cinquième d'affiliés à des partis, populistes et social-démocrates à parts égales) ; c'est certainement la composition de la IIe Douma d'après ce que nous savons.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Nous avons d'une part, l'arbitraire le plus féroce, le plus impudent d'un gouvernement cent-noir qui est le plus réactionnaire de toute l'Europe, et une loi électorale qui est la plus réactionnaire qu'on connaisse en Europe. Nous avons, d'autre part, une représentation populaire qui est la plus révolutionnaire qu'on puisse trouver dans toute l'Europe, et cela dans le pays le plus arriéré ! Ce contraste frappant exprime parfaitement la contradiction essentielle de toute la vie russe actuelle ; il exprime tout le contenu révolutionnaire du moment que nous vivons.

Depuis la grande journée du 9 janvier 1905, deux années de révolution se sont écoulées. Nous avons vécu de longues et dures périodes de réaction furieuse. Nous avons connu de courts et « radieux intervalles » de libertés. Nous avons connu deux grandes explosions populaires, la grève et la lutte armée. Nous avons eu une Douma, nous avons eu deux élections qui ont clairement situé les divers partis et ont opéré un très net clivage au sein d'une population qui récemment encore n'avait aucune idée de ce qu'étaient des partis politiques.

En deux ans, nous nous sommes affranchis d'une croyance, naïve chez les uns, intéressée chez les autres, en l'unité

du mouvement de libération ; nous avons abandonné un bon nombre d'illusions sur les voies pacifiques, constitutionnelles ; nous avons acquis l'expérience des formes de lutte de masse ; nous en sommes arrivés aux moyens les plus cruels et les plus extrêmes, aux ultimes procédés de lutte qu'on puisse imaginer, à la lutte armée d'une partie de la population contre l'autre. La haine et la rage de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers se sont accrues. Le philistin s'est senti las. L'intellectuel russe s'est laissé aller, il a flanché. Le parti des bavards et des traîtres libéraux, le parti des cadets, a relevé la tête, spéculant sur cette lassitude que l'on avait de la révolution et prétendant à l'hégémonie parce que disposé, comme Famoussov [48], à commettre des lâchetés jusqu'aux limites du possible.

Et, en bas, au plus profond des masses prolétariennes et des masses rurales ruinées et affamées, la révolution faisait son chemin, sapant silencieusement et insensiblement les assises du régime, réveillant les plus somnolents par le tonnerre de la guerre civile, bousculant les plus inertes par cette rapide succession de « libertés » et d'atrocités, d'accalmies et de réveils parlementaires, d'élections, de meetings, de travail fiévreux des associations.

Le résultat, c'est une nouvelle Douma, encore plus à gauche ; ce qui s'annonce, c'est une nouvelle crise *révolutionnaire*, encore plus menaçante et plus indubitable.

Les aveugles eux-mêmes doivent voir maintenant que nous sommes en présence d'une crise révolutionnaire et non constitutionnelle. Aucun doute n'est possible. Les jours de la Constitution russe sont comptés. Une nouvelle bataille approche fatalement ; ce sera, la victoire du peuple révolutionnaire, ou bien la disparition honteuse de la deuxième Douma à la manière de la première, et ensuite l'abolition de la loi électorale et le retour à l'autocratie réactionnaire *sans phrases**.

Comme nos récentes discussions « théoriques » sont apparues soudain misérables à la lumière étincelante du soleil révolutionnaire qui vient de se lever ! Ne sont-elles pas ridicules, les lamentations du malheureux intellectuel épouvanté, pusillanime, qui parlait d'un péril réactionnaire aux

* En français dans le texte. (*N.R.*)

élections ? Ce que nous avions dit en *novembre* (n° 8 du *Prolétari*) : « En criant au péril réactionnaire, les cadets mènent les mencheviks par le bout du nez pour écarter le danger de gauche qui les menace eux-mêmes » ne s'est-il pas brillamment confirmé ? *

La révolution nous instruit. La révolution ramène de force dans la voie révolutionnaire ceux qui, par manque de caractère ou d'intelligence, se perdent constamment. Les mencheviks voulaient des blocs avec les cadets ; ils voulaient l'unité de l'« opposition », la possibilité « d'utiliser la Douma comme un tout ». Ils faisaient tout leur possible (et tout l'impossible, allant jusqu'à la scission, par exemple, à Pétersbourg) pour créer une Douma entièrement libérale.

Tout cela en vain. La révolution est plus forte que ne le croient les opportunistes incrédules. La révolution ne peut qu'être réduite en cendres sous l'hégémonie des cadets ; elle ne peut que vaincre sous l'hégémonie de la social-démocratie bolchevique.

La Douma que nous avons est bien celle que nous avions prévue, au cours de notre polémique avec les mencheviks (cf. n° 8 du *Prolétari*, novembre 1906). C'est une Douma où les contrastes sont fortement accusés, une Douma dans laquelle le centre modéré et propret a été emporté par le torrent révolutionnaire, c'est la Douma des Krouchévane [49] et du peuple révolutionnaire. La social-démocratie bolchevique dressera bien haut dans cette Douma son drapeau et dira à la masse des démocrates petits-bourgeois ce qu'elle lui a déjà dit aux élections de Pétersbourg : choisissez entre les marchandages des cadets avec Stolypine et la lutte dans les rangs des masses populaires ! Nous, prolétaires de toute la Russie, nous allons à cette lutte. Nous suivent tous ceux qui veulent la liberté pour le peuple et la terre pour les paysans !

Le cadet sent déjà que le vent a tourné et que le baromètre politique baisse rapidement. Ce n'est pas sans raison que les Milioukov sont nerveux au point de se démasquer et de pousser les hauts cris dans la rue au sujet des « chiffons rouges » (dans le cabinet, en privé, d'un Stolypine, ces individus ont toujours insulté « le chiffon rouge ») ! Ce

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, p. 322. (*N.R.*)

n'est pas sans raison que la *Retch* d'aujourd'hui (7 février) nous parle des « oscillations brusques » du baromètre politique, des hésitations du gouvernement « entre une démission du gouvernement, ou une sorte de pronunciamiento et un pogrome organisé par les Cent-Noirs et l'armée, dont la date serait même déjà fixée au 14 ». Et le libéral russe à l'âme desséchée de se répandre en gémissements : est-il possible qu'on en revienne encore à la « politique des réflexes spontanés » !

Oui, lamentables héros d'une lamentable époque, c'est *encore* la révolution ! Nous saluons avec enthousiasme la vague de colère populaire qui approche spontanément. Mais nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour que la nouvelle lutte soit le moins tributaire de la spontanéité, pour qu'elle soit consciente, persévérante et résistante au possible.

Le gouvernement a depuis longtemps mis en marche tous les rouages de sa machine à violence, à pogromes, à atrocités, à tromperies, à abêtissement. Mais déjà tous les rouages grincent ; tout a été tenté, jusqu'à l'emploi de l'artillerie dans les villages et dans les villes. Et non seulement les forces populaires ne sont pas épuisées, mais c'est précisément maintenant qu'elles se mettent en ligne, de plus en plus largement, puissamment, ouvertement et hardiment. Autocratie cent-noire et Douma de gauche. La situation est indiscutablement révolutionnaire. La lutte, dans sa forme la plus aiguë, est absolument inéluctable.

Mais c'est précisément parce qu'elle est inéluctable que nous n'avons pas à la forcer, à la pousser, à l'aiguillonner. Ce sera l'affaire des Krouchévane et des Stolypine. Notre souci à nous est de *montrer* avec toute la clarté possible, franchement et sans rien cacher, la vérité au prolétariat et à la paysannerie de leur ouvrir les yeux sur la signification de l'ouragan qui approche, et de les aider à affronter l'ennemi de manière organisée avec le sang-froid de gens qui sont décidés à mourir, de même que le soldat, dans la tranchée, est prêt, dès la première fusillade, à s'élancer furieusement sur l'ennemi.

« Tirez les premiers, messieurs les bourgeois ! », disait en 1894 Engels, s'adressant aux capitalistes allemands [50]. « Tirez les premiers, messieurs les Krouchévane et les Sto-

lypine, les Orlov et les Romanov ! », dirons-nous. Notre tâche est d'aider la classe ouvrière et les paysans à *écraser* l'autocratie des Cent-Noirs quand celle-ci se jettera sur nous.

Donc, pas d'*appels* anticipés à l'insurrection ! Pas de manifestes solennels au peuple. Pas de pronunciamientos, pas de « proclamations ». La tempête vient d'elle-même sur nous. Inutile de faire cliqueter les armes.

Il faut préparer les armes, au sens propre et au sens figuré. Il faut préparer avant tout et plus que tout une armée du prolétariat, bien unie, forte de sa conscience et de sa résolution. Il faut décupler notre travail de propagande et d'organisation parmi les paysans, parmi ceux qui souffrent de la faim dans les villages, parmi ceux qui, l'automne dernier, avaient envoyé au service militaire leurs enfants qui ont dû vivre la grande année de la révolution. Il faut arracher tous les voiles idéologiques, tout ce qui dissimule la révolution, il faut écarter tous les doutes et toutes les hésitations. Il faut simplement, calmement, sous la forme la plus accessible au peuple et la moins recherchée, dire aussi haut et aussi fort que possible : la lutte est inévitable. Le prolétariat acceptera le combat. Le prolétariat donnera tout, jettera toutes ses forces dans cette bataille pour la liberté. Que les paysans ruinés, que les soldats et les matelots sachent bien : c'est le sort de la liberté russe qui est en jeu !

« Prolétari » n° 13,
11 février 1907

Conforme au texte du journal

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS À PÉTERSBOURG

Pétersbourg, le 9 février 1907.

Aux élections de Pétersbourg les cadets l'ont emporté. Ils ont eu 151 grands-électeurs pour 11 circonscriptions. Le bloc de gauche n'a vaincu que dans la circonscription Vyborgski, en faisant élire neuf grands-électeurs sur 160.

Particularités essentielles des élections de Pétersbourg : augmentation, dans presque toutes les circonscriptions, du pourcentage de votants ; ensuite, affaiblissement de la droite. Les cadets viennent en tête avec 28 798 suffrages (total des maximums de suffrages recueillis par leurs candidats). Vient ensuite le bloc de gauche qui a obtenu 16 703 suffrages. Au troisième rang, les octobristes avec 16 613 voix. Au quatrième, les monarchistes, 5 270 voix.

Ainsi, grand progrès si on compare à Moscou. Une circonscription a été conquise. Les forces de gauche qui figuraient sur les listes au troisième rang, occupent maintenant le deuxième. Le bloc de gauche a remporté 13% des voix à Moscou et presque le double (25%) à Pétersbourg.

Bien entendu, l'extension de la propagande et l'influence politique des élections générales pour la Douma qui ont donné à la gauche beaucoup plus de sièges qu'on n'en attendait ont joué leur rôle en l'occurrence. A Moscou, pas un quotidien n'a publié la liste des grands-électeurs du bloc de gauche. A Pétersbourg, plusieurs journaux l'ont fait : le *Tovarichtch* a même accru son tirage, d'une façon très considérable, paraît-il, depuis qu'il s'est « gauchisé ». A Mos-

cou, il n'y avait pas de bureaux où l'on pouvait obtenir des renseignements et remplir les listes de gauche. A Pétersbourg, il y en avait. A Moscou, la majorité des petits bourgeois ont cru à la fable, répandue par les cadets, du péril réactionnaire. A Pétersbourg, il était déjà évident que cette croyance des petits bourgeois et des opportunistes commençait à être ébranlée.

Nous donnons maintenant (d'après la *Retch*) les chiffres par circonscriptions en prenant pour toutes les listes le maximum des suffrages obtenus :

Circonscriptions de Pétersbourg	Maximum des voix obtenues par: les cadets	le bloc de gauche	les octobristes	les monarchistes	Différence entre le chiffre des voix données aux cadets et à la gauche	Combien de voix nous aurait-il fallu enlever aux cadets pour vaincre?
Spasski	3 397	1 644	1 514	624	—1 753	877
Narvski	2 377	1 643	1 326	307	— 734	368
Liteïny	2 776	919	2 153	667	—1 857	929
Kolomenski	1 318	1 122	1 068	236	— 196	99
Vassili-Ostrovski . . .	2 313	1 949	2 102	418	— 364	183
Rojdestvenski	2 784	1 325	1 195	537	—1 459	730
Kazanski	1 749	589	998	201	—1 160	581
Admiralteïski	955	246	725	196	— 709	355
Moskovski	4 100	1 702	2 233	706	—2 398	1 200
Alexandre-Nevski . . .	2 735	1 421	799	588	—1 314	658
Pétersbourgski	3 282	2 754	1 851	541	— 528	265
Vyborgski	1 012	1 389	649	249	+ 377	—
Total	28 798	16 703	16 613	5 270		1 573[1]

1) pour cinq circonscriptions où nous avions quelque espoir.

Ces données nous permettent de tirer des conclusions intéressantes.

Avant tout, à propos du « péril cent-noir ». Les élections ont démontré qu'il n'existait pas. Les nombreuses décla-

rations que nous avons faites, les avertissements que nous avons donnés et qui ont été répétés par tous les bolcheviks, y compris dans le *Ternii Trouda* [51] et le *Zrénié*, *ont été entièrement justifiés par les faits.*

Les Cent-Noirs *ne pouvaient* passer à Pétersbourg *quel que* fût le partage des voix entre les cadets et les forces de gauche !

Bien plus : même si les octobristes et les monarchistes avaient marché ensemble (chose impossible, particulièrement à Pétersbourg où les Allemands octobristes de Vassili-Ostrov ont failli se brouiller même avec l'Union du 17 octobre), même dans ce cas les Cent-Noirs n'auraient pas pu *vaincre* à Pétersbourg ! C'est ce que constatera quiconque se donnera la peine de faire un simple calcul sur des chiffres que nous donnons. La somme des suffrages accordés aux cadets et aux forces de gauche (environ 45 500) est supérieur *de plus du double* au nombre de voix qu'ont obtenues les octobristes et les monarchistes (22 000). Avec n'importe quelle répartition des suffrages entre les quatre listes, avec n'importe quelles « combinaisons » des forces de droite, le péril réactionnaire n'était pas réel.

Les petits bourgeois, populistes et opportunistes de la social-démocratie, qui, à l'instar des cadets, criaient au péril réactionnaire, *trompaient le peuple.* Nous l'avions déclaré avant les élections. Celles-ci ont *prouvé* que nous avions raison.

La veulerie et la myopie politique qui caractérisent l'intellectuel petit-bourgeois et le philistin pétersbourgeois se sont manifestées clairement. A un bien moindre degré qu'à Moscou, les élections à Pétersbourg ont été celles de *petits bourgeois terrorisés et dupés par les cadets.* Tous les écrits publiés avant les élections à Pétersbourg, depuis ceux de la *Retch*, jusqu'à ceux du *Tovarichtch*, lequel défendait mélancoliquement le bloc de gauche (ne cherchait-il pas à se justifier de sa sympathie pour les forces de gauche ?), fourmillent de passages où l'on voit comment les cadets et leurs acolytes ont cherché à intimider le petit bourgeois en agitant le spectre d'un péril qui viendrait d'élections favorables aux Cent-Noirs.

Les cadets ont cherché à échapper au danger de gauche en criant au péril de pareilles élections et, en même temps, ils rendaient visite à Stolypine, lui promettaient de s'assa-

gir, d'être plus loyalistes et de se séparer de la gauche. Stolypine lui-même a reconnu, d'après le *Tovarichtch* d'aujourd'hui (9 février), qu'il *savait* quelque chose de cette évolution des cadets vers la droite !

Continuons : les résultats des élections de Pétersbourg nous donnent la possibilité de dire ce que nous y avons gagné ; de dire si nous avons réussi, par notre propagande directement anticadette, à réveiller de *nouvelles* couches d'électeurs jusque-là indifférents et à les amener à la vie politique ; enfin nous pourrons dire dans quelle mesure nous avons *arraché* aux libéraux les petits bourgeois qui se traînaient à leur suite et les avons attirés du côté du prolétariat.

Pour en juger, nous allons d'abord comparer ce que nous savons des suffrages exprimés en faveur des cadets et de la gauche (comme précédemment, nous prendrons toujours les chiffres maximums) en 1906 et 1907.

Nombre (maximum) de suffrages exprimés

Circonscriptions de Pétersbourg	En 1906	En 1907			Différence entre les première et dernière colonnes
	Pour les cadets	Pour les cadets	Pour la gauche	Ensemble	
Spasski	5 009	3 397	1 644	5 041	+ 32
Narvski	3 578	2 377	1 643	4 020	+442
Liteïny	3 767	2 776	919	3 695	— 72
Kolomenski	2 243	1 318	1 122	2 440	+197
Vassili-Ostrovski . .	3 777	2 313	1 949	4 262	+485
Rojdestvenski	3 393	2 784	1 325	4 109	+716
Kazanski	2 242	1 749	589	2 338	+96
Admiralteïski	1 553	955	246	1 201	—352
Moskovski	5 124	4 100	1 702	5 802	+678
Alexandre-Nevski . .	2 991	2 735	1 421	4 156	+1 165
Pétersbourgski . . .	4 946	3 282	2 754	6 036	+1 090
Vyborgski	1 988	1 012	1 389	2 401	+413
Total . . .	40 611	28 798	16 703	45 501	+4 890

Ces chiffres révèlent très clairement le rapport des forces en faveur de l'opposition et de la révolution au cours des élections de 1906 et de 1907. Sur les 17 000 voix (en gros) que nous avons obtenues, nous en avons arraché *12 000* aux cadets, nous avons gagné *5 000* voix prises dans une masse qui était auparavant indifférente (et qui, partiellement, boycottait les élections).

En outre, on voit apparaître du coup la différence entre les circonscriptions où nous n'avions aucun espoir, où évidemment nous ne pouvions vaincre en 1907, quel que fût notre effort, et les circonscriptions dans lesquelles nous pouvions espérer. Par exemple, il n'y avait rien à faire dans les circonscriptions Admiralteïski et Liteïny. Là, le nombre des suffrages obtenus par les cadets dépasse de beaucoup celui que nous avons eu. Comment expliquer cela ?

La raison en est claire. La population de ces quartiers se compose de fonctionnaires dans le premier, de grands bourgeois dans le second (*Ternii Trouda* le signalait *avant* les élections). Là où il n'y a pas de prolétariat du commerce ou de l'industrie, où dominent les fonctionnaires, la social-démocratie, même avec l'appui des troudoviks, ne pouvait vaincre. Dans ces quartiers, le nombre des abstentions a même augmenté, les élections n'intéressaient pas les gens ! Dans ce milieu, nous *n'avons fait qu'*arracher environ un quart des suffrages sur lesquels comptaient les cadets, au profit du bloc de gauche.

A l'autre extrémité, nous trouvons les quartiers où la situation n'était pas désespérée : la social-démocratie, soutenue par les troudoviks, y a réveillé une *masse* de nouveaux éléments, elle a tiré du marécage et d'un long sommeil la population pauvre de la ville et l'a amenée à la politique. Ce sont les quartiers Alexandre-Nevski et Pétersbourgski. Ici, en mettant ensemble les suffrages donnés aux cadets et aux forces de gauche *contre* les Cent-Noirs, on a un gain de *plus d'un millier* de voix par circonscription. Ici, la *majeure* partie des voix de gauche n'ont pas été enlevées aux cadets, mais sont *nouvelles*. L'appel à la lutte, l'appel de la social-démocratie et des troudoviks a réveillé ceux que les roulades doucereuses des cadets ne pouvaient entraîner.

Dans le quartier Pétersbourgski, il nous aurait fallu enlever aux cadets 265 voix, pas plus, et nous aurions été

vainqueurs. 265 voix en plus des 2 754 que nous avons obtenues — il est clair que la victoire était possible. Il est clair également que la population pauvre de la ville de caractère non prolétarien : commis, cochers de fiacre, petits locataires *ont soutenu* ici la gauche. Il est clair que l'appel de la social-démocratie, appuyée par les troudoviks n'a pas été vain, que les éléments de la population qui sont capables d'aller plus loin, plus à gauche que les cadets, sont ici représentés en nombre imposant.

Dans le quartier Alexandre-Nevski, c'était beaucoup plus difficile. Il fallait arracher aux cadets 658 voix pour vaincre. 658 à ajouter à 1 421, c'est beaucoup, mais après tout c'est *moins de la moitié*. Nous n'avons pas le droit de considérer comme sans espoir des circonscriptions où nous aurions obtenu la victoire si les suffrages exprimés en notre faveur avaient été augmentés de la moitié de ce que nous avons eu.

Dans le quartier Kolomenski, nous aurions facilement pu avoir la victoire : il n'aurait fallu arracher que 99 voix aux cadets. Dans le quartier Vassili-Ostrovski, où les trois principales listes — cadets, octobristes et gauche — marchaient presque à égalité, nous aurions vaincu si nous avions enlevé 183 voix aux cadets. Dans la circonscription Narvski, il nous eût fallu leur enlever 368 voix.

En résumé, le bloc de gauche à Pétersbourg a, *sans aucun doute*, attiré les employés du commerce et des petits bourgeois de la ville ; il a *amené* une partie d'entre eux, pour la première fois, à la vie politique ; il en a *arraché* une partie considérable aux cadets.

Certains croyaient que les idées de la social-démocratie, au stade intermédiaire où les socialistes sont soutenus par les troudoviks, n'étaient pas accessibles aux employés du commerce et de l'industrie : ce point de vue pessimiste est *définitivement infirmé* par les élections de Pétersbourg. *Nous pouvons*, si nous le voulons et si nous savons nous y prendre, éveiller à la *lutte* politique des centaines et des milliers de pauvres dans chaque quartier de la capitale. *Nous pouvons* arracher des centaines de commis, de comptables, etc... au parti des bourgeois libéraux qui font des marchandages avec Stolypine, et cela, nous le pouvons dans chaque quartier. Il faut travailler sans relâche dans

ce sens et l'hégémonie exercée par les traîtres cadets sur les pauvres de la ville *sera brisée*. Les cadets ne se relèveront pas d'une nouvelle lutte électorale avec le bloc de gauche à Pétersbourg ! Ils seront battus à plate couture si la loi électorale actuelle est maintenue, et s'ils vont encore une fois à la bataille après plusieurs mois de propagande stolypinienne de marchandages à la Milioukov !

En effet, il est facile de voir qu'aux dernières élections, le bloc de gauche a été bien près de la victoire. Nous ne pouvions avoir d'espoir dans les quartiers Admiralteïski, Liteïny, Spasski, Rojdestvenski, Kazanski, Moskovski, mais là seulement ; dans ces six quartiers, nous aurions dû, pour vaincre, augmenter *de plus de la moitié* le nombre des suffrages obtenus, ce qui n'était guère réalisable, même en poussant aussi loin que possible la propagande électorale, la distribution de la littérature, etc. (plus précisément, on aurait pu y parvenir, mais dans d'autres conditions de liberté électorale que celles que nous assurent les cours martiales de Stolypine !). Parmi ces quartiers, les deux premiers sont, d'après leur composition sociale, inaccessibles aux social-démocrates et aux troudoviks. Quatre le sont ; mais notre travail dans le milieu des employés du commerce et de l'industrie a été jusqu'à présent beaucoup trop faible.

Restent six quartiers : dans l'un d'eux, nous avons vaincu dès que le bloc de gauche est intervenu. Dans quatre autres, il nous a manqué pour vaincre d'arracher aux cadets de 99 à 368 voix. Dans un autre enfin, il nous aurait fallu gagner 658 voix. Au total, pour les cinq derniers, il eût suffi d'enlever aux cadets 1 573 *voix* et le bloc gauche aurait vaincu, *il aurait conquis tout Pétersbourg* !

Nul n'oserait dire qu'il serait impossible aux social-démocrates d'arracher 1 573 suffrages dans cinq circonscriptions, s'ils travaillaient avec ensemble, si les opportunistes, qui ont fait des marchandages avec les cadets, n'avaient pas retardé tellement la formation du bloc de gauche, *si les menchéviks qui se sont détachés en partie de nous, n'avaient pas joué le rôle de « jaunes » à l'égard du bloc de gauche.*

Qu'est-ce qu'un « jaune » ? C'est un homme qui, étant lié avec le prolétariat combattant, lui fait un croc-en-jambe au moment de la lutte collective.

Peut-on considérer comme tel le menchevik qui fait

scission ? Evidemment oui, car il a brisé l'unité de l'organisation social-démocrate à Pétersbourg, il a introduit des dissensions dans les rangs des combattants, il s'est jeté dans les bras des cadets au moment où la lutte battait son plein et, enfin, *il nous a gênés* même après la formation du bloc de gauche. Il suffit de se rappeler que ce bloc a été constitué le 25 janvier et que, le 28 janvier, les mencheviks scissionnistes ont lancé dans le *Tovarichtch* un appel à l'abstention dans cinq circonscriptions ! Et, le 1er février, ces mêmes mencheviks imprimaient (cf. la *Retch*) un manifeste destiné à terroriser les petits bourgeois en leur parlant d'un péril réactionnaire !

Bien plus : dans la *Retch* d'aujourd'hui, nous lisons à la troisième page, où on traite des élections du quartier *Pétersbourgski*, qu'on a trouvé dans l'urne un bulletin ainsi rédigé : « *Je m'abstiens. Un menchevik.* »

Que les lecteurs réfléchissent un peu à la signification d'un tel exemple !

Le 28 janvier, les mencheviks ont publié dans le *Tovarichtch* les décisions de l'organe exécutif des scissionnistes. Au paragraphe VI de ces décisions, le quartier *Pétersbourgski* était nettement *exclu* du nombre des circonscriptions où il existe un péril réactionnaire.

Dans ce paragraphe VI, il était nettement déclaré que, pour le quartier Pétersbourgski, un accord avec la gauche serait rationnel. Au paragraphe III il était nettement dit que, quand même l'accord avec la gauche ne se ferait pas, les mencheviks proposaient de voter pour elle, là où il n'y aurait pas de péril réactionnaire « évident ». *Et pourtant* voici un « menchevik » qui *s'abstient* dans le quartier en question ! Comment donc se sont conduits les mencheviks scissionnistes dans les autres quartiers ?

Comment, après cela ne pas reconnaître le *fait* que c'est précisément en se conduisant comme des « jaunes » qu'une partie des mencheviks ont *empêché* la victoire électorale du bloc de gauche à Pétersbourg, alors qu'il n'existait absolument aucun danger du côté des Cent-Noirs ?

Que le prolétariat s'instruise donc en observant les tergiversations et les trahisons de la petite bourgeoisie ! Nous dresserons toujours fermement et hardiment *notre* drapeau avant tous les autres. Nous inviterons toujours les

petits bourgeois à quitter l'aile protectrice des libéraux pour passer au prolétariat. Et cette tactique — la seule vraiment révolutionnaire et prolétarienne dans une révolution bourgeoise — nous donnera la victoire dès le réveil de la lutte politique des masses.

Une première victoire [52] à Saratov et à Nijni-Novgorod, un premier assaut à Moscou et à Pétersbourg. Nous en avons assez, messieurs les cadets ! Le moment va venir où les agrariens libéraux et les avocats bourgeois ne parviendront plus à duper la population pauvre des villes. Que les Stolypine et les Milioukov prennent à partie le « chiffon rouge ». La social-démocratie reste ferme à son poste, avec son étendard rouge, devant tous les travailleurs et les exploités.

« Prolétari » n° 13, 11 février 1907

Conforme au texte du journal

RAPPORT À LA CONFÉRENCE DE L'ORGANISATION PÉTERSBOURGEOISE SUR LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ET LA TACTIQUE À LA DOUMA [53]

COMPTE RENDU DE PRESSE

L'orateur a montré que la question de la tactique à suivre à la Douma est actuellement sans aucun doute le problème politique essentiel et que, par conséquent, il sera au centre de toute la campagne de préparation au congrès. Deux questions que le Comité central a inscrites dans son projet d'ordre du jour du congrès (nous le connaissons par les journaux) passent au premier plan : les objectifs politiques immédiats et la Douma d'État.

En ce qui concerne la première question, elle a été formulée très vaguement. Il est possible que les mencheviks songent à soutenir un gouvernement cadet sans vouloir le déclarer franchement. En tout cas, on discerne fort bien leur désir d'écarter, comme ils l'ont fait au Congrès d'Unification, les questions de *principe* essentielles concernant la tactique social-démocrate dans la révolution russe. Pourtant, en éludant ces questions — l'expérience l'a déjà démontré —, on arrive seulement à supprimer toute tactique ferme du Parti social-démocrate. Il suffit de se rappeler que la tactique du Comité central consistant à appuyer un gouvernement issu de la Douma, c'est-à-dire un gouvernement cadet (juin 1906), n'a été soutenue ni par le Parti en général, ni par la fraction social-démocrate à la Douma en particulier. Après la dissolution de la Douma, les fameuses

« protestations de masse partielles » que proposait le Comité central ont eu le même sort. Aux dernières élections, l'attitude du Parti à l'égard des cadets a été si indéterminée que Tchérévanine, avant la conférence de Russie du P.O.S.D.R. (novembre 1906), et Plékhanov (sans compter Vassiliev) ensuite se sont séparés des autres mencheviks, parmi les plus influents et les plus responsables.

Devant une telle situation les social-démocrates révolutionnaires sont incontestablement tenus d'utiliser le caractère largement représentatif du Ve Congrès du Parti, auquel prendront part pour la première fois les Polonais, les Lettons et les bundistes, pour soulever les questions essentielles, les questions de principe, sur la tactique de la social-démocratie dans la révolution bourgeoise russe. On ne peut parler des « objectifs politiques immédiats », pour le bien de la cause, tant qu'on n'a pas élucidé les questions essentielles des tâches du prolétariat dans notre révolution en général, tant qu'on n'a pas examiné s'il existe des conditions objectives pour le développement ultérieur de la révolution, qu'on ne voit pas comment se groupent les classes et les partis et notamment quel est le caractère de classe du Parti cadet. Tant qu'on n'aura pas éclairé ces questions, tâche qui sera facilitée par la riche expérience acquise à la Ire Douma et des élections pour la IIe, il est impossible de trouver une solution de principe, suffisamment motivée, quand il s'agit d'un gouvernement de cadets, de la tactique à suivre en cas de dissolution de la IIe Douma, etc., etc.

L'orateur s'est donc arrêté brièvement sur chacune des questions qu'il avait indiquées. La situation économique des larges masses de la population montre indubitablement que les problèmes essentiels de la révolution n'ont pas été résolus ; il existe par conséquent un terrain objectif sur lequel pourraient se produire des mouvements spontanés de masse. En politique, cela se manifeste par une aggravation des antagonismes entre l'autocratie, qui se rapproche de l'organisation des propriétaires fonciers ultra-réactionnaires, et la masse non seulement du prolétariat, mais des paysans indigents (la curie paysanne a donné à la gauche *le plus fort* pourcentage de grands-électeurs, après la curie ouvrière bien sûr !) et des citadins pauvres (l'hégémonie des cadets

sur la démocratie petite-bourgeoise des villes a été, sans aucun doute, sérieusement atteinte aux élections pour la IIe Douma). Il en résulte que la crise qui se développe et qui approche n'est pas une crise constitutionnelle, mais une crise révolutionnaire, que la lutte à la Douma engendre de nouveau, par suite de circonstances objectives, des formes de combat extra-parlementaires, et cela d'autant plus rapidement que l'activité de la social-démocratie et de la démocratie bourgeoise aura plus de succès au sein même de la Douma. La tâche du prolétariat en tant que leader de la révolution démocratique est de développer la conscience révolutionnaire, l'esprit de décision et d'organisation des masses ; elle est d'arracher la petite bourgeoisie à l'emprise des libéraux. Quant à soutenir un gouvernement libéral prétendument responsable devant la Douma et qui, en réalité, dépendrait de la bande de Cent-Noirs au service du tsar, il ne saurait en être question. La possibilité d'utiliser un tel gouvernement (dans le cas où il deviendrait une réalité et non pas une promesse insidieuse, destinée à duper les cadets, comme ce fut le cas en janvier 1907 lorsque Stolypine promettait de légaliser le Parti cadet pour le détourner de tout bloc avec la gauche), cette possibilité dépend entièrement de la force des classes *révolutionnaires*, de leur conscience et de leur cohésion.

En ce qui concerne le caractère de classe des différents partis, il faut reconnaître comme un phénomène général que, cette dernière année, les classes supérieures ont de plus en plus incliné vers la droite et les basses classes vers la gauche. Le milieu, le centre faiblit, érodé par le torrent de la révolution. Les Cent-Noirs se sont renforcés et organisés, ils se sont rapprochés de la plus puissante des forces économiques et sociales de la vieille Russie : les propriétaires fonciers semi-féodaux. Les octobristes restent le parti de la haute bourgeoisie contre-révolutionnaire. Les cadets ont fortement évolué vers la droite. Il devient de plus en plus clair que leur appui social, c'est le propriétaire foncier libéral (d'importance moyenne), la moyenne bourgeoisie et les hautes sphères de l'intelligentsia bourgeoise. Ils mènent à leur suite les gens pauvres des villes par la force de la tradition, en les trompant à grand renfort de phrases sonores sur la « liberté du peuple ». Les élections à la IIe Douma

ont tout de suite montré, que la première attaque de la gauche, dans les conditions les plus défavorables, détachait les « basses couches » démocratiques de la ville du parti des cadets, et cela dans une proportion considérable.

Les cadets se sont rapprochés de la droite, des octobristes. La petite bourgeoisie démocratique, celle des villes et surtout celle des campagnes, s'est entre toutes consolidée et incline vers la gauche. L'orateur a rappelé qu'au printemps 1906, on n'avait encore aucune expérience politique généralisée en ce qui concerne l'organisation légale de cette petite bourgeoisie en parti. Maintenant il existe sous ce rapport une expérience considérable : les troudoviks à la Ire Douma et un nombre aussi important qu'inattendue d'hommes de gauche et de troudoviks élus à la IIe Douma.

La théorie bolchevique selon laquelle la révolution russe ne peut être réalisée par le libéralisme, mais seulement par le prolétariat, si celui-ci est en état de se faire suivre par la masse paysanne, est remarquablement confirmée par l'expérience des années 1906-1907.

La tactique de la social-démocratie révolutionnaire à l'égard de la Douma procède entièrement des prémisses ci-dessus exposées. Les social-démocrates doivent considérer la Douma comme un des instruments de la révolution, en déployant résolument, ouvertement, franchement devant les masses le drapeau de leur politique révolutionnaire et prolétarienne conséquente, en faisant de l'agitation, de la propagande et du travail d'organisation en vue de développer la révolution, en expliquant aux masses qu'une nouvelle grande lutte en dehors de la Douma est inévitable. Les assertions des cadets sur le « sabordement » de la Douma sont une infâme provocation de libéraux menant en secret des pourparlers avec Stolypine. Ne pas s'en prendre à la Douma tant qu'elle est menacée d'une dissolution, reviendrait à ne pas gêner Stolypine et consorts. Les social-démocrates doivent expliquer aux masses le caractère provocateur de ce mot d'ordre cadet qui est aussi un mot d'ordre de policiers, et ils doivent montrer que, dès la première Douma, la conduite du Parti social-démocrate (des mencheviks comme des bolcheviks) excluait toutes les « voies » révolutionnaires artificielles, les « proclamations », etc. Les cadets le savent et, tout à fait dans l'esprit du *Novoïé Vrémia*

nous attribuent une tactique de « sabordement » alors que pour nous toute tactique est fonction du développement d'une révolution populaire de masse.

Les social-démocrates à la Douma doivent agir comme nous l'avons fait aux élections de Pétersbourg : ils doivent déployer leur drapeau révolutionnaire ; ils doivent forcer la petite bourgeoisie hésitante à choisir entre nous et les cadets ; dans les moments d'action décisive, ils ne renonceront pas à certains accords partiels, chaque fois que l'occasion s'en présentera, avec les démocrates petits-bourgeois qui voudront nous suivre et marcher simultanément contre les Cent-Noirs et contre les cadets. En expliquant la signification et les conditions de l'action du « bloc de gauche » à la Douma, l'orateur a particulièrement insisté sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'un accord permanent liant d'une manière quelconque les social-démocrates, qu'il ne s'agissait pas d'un contrat à long terme, conclu à l'avance. Si les social-démocrates à Pétersbourg s'étaient liés par un accord permanent, ou même préliminaire, aux populistes qui, jusques et y compris les s.-r. « révolutionnaires », sont allés du même pas que les mencheviks vendre la démocratie aux cadets, il n'y aurait pas eu de bloc de gauche aux élections de Pétersbourg ! C'est seulement par une politique indépendante et ferme, et non par des manœuvres diplomatiques, non par de petits marchandages que la social-démocratie peut s'assurer, lorsque le moment en sera venu, le concours des éléments de la démocratie bourgeoise qui sont effectivement capables de lutter.

CONCLUSIONS

L'orateur, dans ses conclusions, s'est prononcé contre cela [84].

D'une part, même dans les moments de lutte les plus graves, les social-démocrates doivent absolument rester un parti distinct et indépendant, doté d'une organisation particulière même à l'intérieur des soviets ouvriers et paysans communs à plusieurs partis. D'autre part, les social-démocrates ne doivent pas commettre l'erreur des mencheviks qui opposent l'idée de « bloc politique » à l'idée « d'accord

pour le combat », car tous les accords, de quelque nature, qu'ils soient, sont admissibles exclusivement dans les limites d'une certaine ligne *politique*. On comprend que les social-démocrates, en se prononçant à la Douma sur telle ou telle question contre les cadets, *ne pourront pas* renoncer à des accords avec la gauche si celle-ci les soutient sur cette question, et si un tel accord est indispensable pour obtenir une victoire parlementaire sur les cadets (par exemple quand il s'agira de modifier une loi, de réclamer la suppression de tel ou tel paragraphe infâme dans une adresse, dans une déclaration, dans une résolution, etc). Mais se lier les mains par un accord tant soit peu durable, tant soit peu gênant pour la social-démocratie, avec qui que ce soit, ce serait de la folie, ce serait un crime.

« Prolétari » n° 14, 4 mars 1907

Conforme au texte du journal

PROJETS DE RÉSOLUTIONS POUR LE CINQUIÈME CONGRÈS DU P.O.S.D.R. [55]

Rédigé du 15 au 18 février (28 février-3 mars) 1907.
Publié le 4 mars 1907 dans le n° 14 du « Prolétari »

Conforme au texte du journal

1. SUR LE MOMENT ACTUEL DE LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE

Considérant :

1) que la crise économique traversée par la Russie ne présente aucun symptôme de sa fin prochaine, mais continue à engendrer, de par sa persistance, un chômage terrible dans les villes et la famine dans les campagnes ;

2) que, par suite, la lutte de classe s'aggrave entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les propriétaires fonciers et les paysans, comme aussi entre la bourgeoisie rurale, subornée par le gouvernement, et les pauvres des campagnes ;

3) que l'histoire politique de la Russie pour l'année qui vient de s'écouler, depuis la Ire Douma jusqu'aux dernières élections, montre que toutes les classes deviennent rapidement plus conscientes, témoins le très grand renforcement des partis extrêmes, le recul des illusions constitutionnelles, l'affaiblissement du « centre », c'est-à-dire des cadets, parti de la bourgeoisie libérale, lequel cherche à mettre fin à la révolution en faisant des concessions acceptables pour les propriétaires fonciers cent-noirs et pour l'autocratie ;

4) que la politique du parti cadet, conçue à cet effet, entrave au maximum l'affranchissement des forces productrices de la société bourgeoise, s'oppose totalement à ce que les besoins essentiels du prolétariat et des masses paysannes soient satisfaits, et rend nécessaire la répression constante et violente de ces masses,

l'assemblée reconnaît :

1) que la crise politique qui se développe sous nos yeux n'est pas une crise constitutionnelle, mais bien révolutionnaire, qui mène à une lutte directe des masses du prolétariat et des paysans contre l'autocratie ;

2) que, par conséquent, la prochaine campagne à la Douma doit être considérée et utilisée uniquement comme un des épisodes de la lutte révolutionnaire du peuple pour la conquête du pouvoir ;

3) que la social-démocratie, en tant que parti de la classe d'avant-garde, ne peut, en aucun cas, soutenir actuellement la politique des cadets d'une façon générale, ni un gouvernement cadet en particulier. La social-démocratie doit concentrer tous ses efforts pour dénoncer aux masses cette politique de traîtres ; elle doit leur expliquer les tâches révolutionnaires qui s'imposent, leur démontrer que c'est seulement grâce à l'action hautement consciente et fortement organisée des masses, que les concessions éventuelles de l'autocratie, au lieu de duper et corrompre, pourront assurer un développement ultérieur de la révolution.

2. SUR L'ATTITUDE ENVERS LES PARTIS BOURGEOIS

Considérant :

1) qu'actuellement la tâche qui s'impose tout particulièrement à la social-démocratie est de bien définir le contenu de classe des différents partis non prolétariens, d'apprécier exactement les rapports réciproques des classes dans le moment actuel et de déterminer en conséquence l'attitude à prendre à l'égard des autres partis ;

2) que la social-démocratie a toujours reconnu la nécessité de soutenir tout mouvement oppositionnel et révolutionnaire dirigé contre le régime social et politique existant en Russie ;

3) que la social-démocratie a le devoir de tout faire pour que le prolétariat remplisse son rôle de guide dans la révolution démocratique bourgeoise,

l'assemblée reconnaît :

1) que les partis cent-noirs (Union du Peuple russe, monarchistes, Conseil de la noblesse unifiée [56], etc.) agissant de plus en plus résolument et nettement en tant qu'or-

ganisation de classe des propriétaires fonciers semi-féodaux, arrachant de plus en plus impudemment au peuple les conquêtes de la révolution et provoquant ainsi une aggravation inévitable de la lutte révolutionnaire, la social-démocratie doit dénoncer les rapports étroits existant entre ces partis et le tsarisme, leur collusion avec les intérêts des gros propriétaires servagistes et expliquer la nécessité d'une lutte implacable pour la complète suppression de ces survivances de la barbarie ;

2) que des partis comme l'Union du 17 octobre, parti des gros commerçants et industriels [57] et, dans une certaine mesure, le parti de la rénovation pacifique[58], ainsi que d'autres, représentant les organisations de classe d'une partie de propriétaires fonciers et, surtout, de la haute bourgeoisie commerçante et industrielle, organisations qui ne se sont pas encore définitivement entendu avec la bureaucratie autocratique au sujet du partage du pouvoir sur la base d'une Constitution plus ou moins censitaire essentiellement antidémocratique, mais qui se sont déjà rangées entièrement du côté de la contre-révolution et qui soutiennent ouvertement le gouvernement *, la social-démocratie [utilisant, pour développer la révolution, les conflits qui se produisent entre ces partis et l'autocratie des Cents-Noirs] doit [en même temps] mener contre ces partis la lutte la plus implacable ;

3) que les partis de la bourgeoisie libéralo-monarchiste et le principal d'entre eux, celui des cadets, s'étant déjà nettement détournés de la révolution et se donnant pour tâche d'y mettre fin en traitant avec la contre-révolution ; que la base économique de ces partis étant une partie des propriétaires fonciers moyens, de la bourgeoisie moyenne, particulièrement les intellectuels bourgeois, tandis que certains éléments de la petite bourgeoisie démocratique des villes et des campagnes suivent encore ces partis uniquement par tradition et parce qu'ils sont dupés par des libéraux ; que l'idéal de ces partis n'allant pas au-delà d'une

* Variante proposée par la minorité : « ... organisations qui se sont déjà rangées entièrement du côté de la contre-révolution, qui soutiennent ouvertement le gouvernement et qui se donnent pour tâche d'obtenir une Constitution censitaire essentiellement antidémocratique ».

société bourgeoise bien ordonnée, défendue par la monarchie, par la police, par un parlement bi-caméral, par une armée permanente et autres moyens, contre les attaques du prolétariat, la social-démocratie doit utiliser dans l'intérêt de l'éducation politique du peuple l'activité de ces partis, opposant à leur phraséologie hypocritement démocratique le démocratisme conséquent du prolétariat, dénonçant les illusions constitutionnelles qu'ils répandent et luttant implacablement contre leur hégémonie sur la petite bourgeoisie démocratique ;

4) que les partis populistes ou du Travail (socialistes-populistes[59], groupe du Travail, socialistes-révolutionnaires), expriment plus ou moins les intérêts et le point de vue des larges masses de la paysannerie et de la petite bourgeoisie des villes, hésitant entre la soumission à l'hégémonie des libéraux et une lutte résolue contre la grande propriété foncière et l'Etat servagiste ; ces partis revêtent leurs objectifs, qui sont en somme ceux d'une démocratie bourgeoise, d'une idéologie socialiste plus ou moins confuse. La social-démocratie doit dénoncer infailliblement leur caractère pseudo-socialiste et lutter contre leurs efforts pour estomper l'antagonisme de classe entre le prolétaire et le petit patron ; d'autre part, elle doit tout faire pour les arracher à l'influence et à la direction des libéraux, en obligeant ces partis à choisir entre la politique des cadets et celle du prolétariat révolutionnaire, et en les forçant ainsi à se ranger du côté de la social-démocratie, contre les Cent-Noirs et contre les cadets ;

5) que l'action commune qui peut s'organiser sur cette base doit exclure toute possibilité de déviation quelconque du programme et de la tactique de la social-démocratie et ne doit servir qu'à une offensive générale et simultanée contre la réaction et contre la bourgeoisie libérale traîtresse.

Remarque. Les passages entre crochets ont été supprimés par la minorité qui a proposé la variante reproduite ci-dessus.

3. LA TACTIQUE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DANS LA DOUMA D'ETAT

1) La tactique du boycottage de la Douma d'Etat, qui a permis aux masses populaires d'apprécier comme il convenait l'impuissance et la dépendance de cette institution, s'est trouvée pleinement justifiée par la comédie de l'activité législative de la Ire Douma d'Etat et sa dissolution ;

2) mais la conduite contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et la tactique conciliatrice appliquée par le libéralisme russe ont empêché une réussite directe du boycottage et ont forcé le prolétariat à accepter la lutte, en face de la contre-révolution des propriétaires fonciers et des bourgeois, et cela sur le terrain de la Douma aussi ;

3) cette lutte en dehors de la Douma et dans la Douma même, doit être menée par la social-démocratie en vue de développer la conscience de classe du prolétariat, de consolider et d'étendre son organisation, de dénoncer de plus en plus devant tout le peuple les illusions constitutionnelles et d'assurer le développement de la révolution ;

4) les tâches politiques immédiates de la social-démocratie à la Douma consistent : 1) à expliquer au peuple que la Douma est un instrument absolument hors d'état de satisfaire les revendications du prolétariat et de la petite bourgeoisie révolutionnaire, en particulier de la classe paysanne ; 2) à expliquer au peuple qu'il est impossible de réaliser la liberté politique par la voie parlementaire tant que le pouvoir réel restera entre les mains du gouvernement tsariste, à expliquer la nécessité d'une insurrection armée, d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, et d'une assemblée constituante élue sur la base du suffrage universel, direct, égal et secret ;

5) pour remplir ses tâches socialistes essentielles, et en particulier ses tâches politiques immédiates, la social-démocratie, en tant que parti de classe du prolétariat, doit rester absolument indépendante, former dans la Douma un groupe du Parti social-démocrate et ne fusionner en aucun cas, ni par ses mots d'ordre, ni par sa tactique, avec aucun autre parti oppositionnel ou révolutionnaire ;

6) en ce qui concerne l'activité propre de la social-démocratie révolutionnaire à la Douma, il est indispensable

d'expliquer les questions suivantes que pose actuellement la vie politique :

1) il faut mettre au premier plan le rôle de critique, de propagandiste, d'agitateur et d'organisateur du groupe social-démocrate à la Douma, ce groupe étant considéré comme une des organisations du Parti. C'est dans cette intention, et non pas dans le dessein de « légiférer » au sens propre du terme, que des projets de loi seront déposés par le groupe, en particulier sur les questions d'amélioration des conditions de vie du prolétariat, de possibilité pour lui de mener librement la lutte de classe, de renversement de l'oppression servagiste dans les campagnes, d'assistance aux paysans qui souffrent de la famine, de lutte contre le chômage, de suppression du régime de bagne imposé aux matelots et aux soldats dans les casernes, etc. ;

2) étant donné que le gouvernement tsariste n'abandonnera certainement pas ses positions avant une victoire décisive du peuple révolutionnaire et que, par conséquent, un conflit entre la Douma et le gouvernement est inévitable, quelle que soit la tactique que suivra la première, sauf le cas où elle trahirait les intérêts du peuple, les sacrifiant aux Cent-Noirs, le groupe social-démocrate à la Douma et le Parti s.-d., tenant compte exclusivement du développement — en raison de circonstances objectives, — de la crise révolutionnaire en dehors de la Douma, ne doivent pas provoquer de conflits prématurés, ni empêcher ou différer artificiellement un conflit en infirmant leurs mots d'ordre, ce qui ne pourrait que discréditer aux yeux de la masse la social-démocratie et la détacher de la lutte révolutionnaire du prolétariat ;

3) tout en démontrant que tous les partis non prolétariens sont de nature bourgeoise et en opposant à tous les projets de loi qu'ils déposeront ses textes à elle, la social-démocratie doit également lutter constamment contre l'hégémonie des cadets dans le mouvement émancipateur, en forçant la démocratie petite-bourgeoise à choisir entre l'hypocrite démocratisme des cadets et le démocratisme conséquent du prolétariat.

4. DE L'AGGRAVATION DE LA MISÈRE DES MASSES ET DE LA LUTTE ÉCONOMIQUE

Considérant :

1) qu'un grand nombre de faits témoignent de l'extrême aggravation de la misère du prolétariat et de sa lutte économique (lock-out en Pologne [60]; mouvement contre la vie chère parmi les ouvriers de Pétersbourg et d'Ivanovo-Voznessensk ; vaste mouvement de grève dans la région industrielle de Moscou ; appels alarmants des organismes syndicaux, invitant les ouvriers à se préparer à une lutte violente, etc.) ;

2) que, d'après tous les symptômes, ces diverses manifestations de la lutte économique tendent à se concentrer, de sorte qu'on est fondé à prévoir un mouvement économique généralisé qui entraînera des couches du prolétariat bien plus larges qu'auparavant ;

3) que toute l'histoire de la révolution russe montre que tous les puissants rebondissements du mouvement révolutionnaire se sont produits uniquement sur la base de pareils mouvements économiques de masse,

l'assemblée reconnaît :

1) qu'il est indispensable à toutes les organisations du Parti d'étudier très sérieusement ce phénomène, de recueillir une documentation plus complète et de poser la question à l'ordre du jour du Ve Congrès du Parti ;

2) qu'il est indispensable d'affecter le plus possible des forces du Parti à la propagande économique parmi les masses ;

3) qu'il est indispensable de considérer ce mouvement économique comme la source première et la base la plus importante de toute la crise révolutionnaire qui se développe en Russie.

5. LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES SANS-PARTI ET LE COURANT ANARCHO-SYNDICALISTE DANS LE PROLÉTARIAT

Considérant :

1) que dans le P.O.S.D.R., à la suite de la propagande menée par le camarade Axelrod pour un congrès ouvrier sans-parti [61], un courant s'est dessiné (Larine, Chtchéglo, El,

Ivanovski, Mirov, *Osvobojdénié Trouda* [62], édition d'Odessa) tendant à détruire le Parti ouvrier social-démocrate et à le remplacer par une organisation politique du prolétariat n'ayant pas un caractère de parti ;

2) qu'en même temps, en dehors du Parti et directement contre lui, on mène parmi le prolétariat, une propagande à caractère anarcho-syndicaliste, qui lance le même mot d'ordre d'un congrès ouvrier sans-parti et d'organisations sans-parti (*Soïouznoïé Diélo* et son groupe à Moscou, la presse anarchiste à Odessa, etc.) ;

3) qu'en dépit de la résolution prise par la conférence de Russie du P.O.S.D.R. [63] en novembre, on signale dans notre parti un certain nombre d'actes dissidents tendant à créer des organisations sans-parti ;

4) que d'autre part, le P.O.S.D.R. n'a jamais renoncé à utiliser, en des moments d'essor révolutionnaire plus ou moins marqué, certaines organisations de sans-parti, telles que les Soviets de députés ouvriers, pour le renforcement de l'influence de la social-démocratie dans la classe ouvrière et pour la consolidation du mouvement ouvrier social-démocrate (voir les résolutions de septembre des Comités de Pétersbourg et de Moscou, concernant un congrès ouvrier, dans les numéros 3 et 4 du *Prolétari* [64]) ;

5) qu'en raison de l'essor qui se dessine, apparaît la possibilité d'organiser ou d'utiliser, pour les progrès de la social-démocratie, des institutions représentatives sans-parti de la classe ouvrière, telles que : Soviets de députés ouvriers, Soviets de délégués ouvriers, etc., les organisations du Parti social-démocrate n'oubliant pas par ailleurs que si leur travail dans les masses prolétariennes est bien mené, s'il s'étend et se consolide, de telles institutions peuvent être inutiles,

l'assemblée reconnaît :

1) qu'il est indispensable de mener la lutte la plus résolue et la plus ferme sur les principes contre le mouvement anarcho-syndicaliste dans le prolétariat, ainsi que contre les idées d'Axelrod et de Larine dans la social-démocratie ;

2) qu'il est indispensable de mener la lutte la plus résolue contre toutes les tentatives désorganisatrices et démagogiques à l'intérieur du P.O.S.D.R., pour affaiblir

l'organisation du Parti ou pour l'utiliser dans le but de lui substituer des organisations politiques sans-parti du prolétariat ;

3) que la participation des organisations du Parti social-démocrate est admissible, en cas de nécessité, aux conseils réunissant les délégués ouvriers de plusieurs partis, aux soviets des députés ouvriers, aux congrès de leurs représentants, ainsi que pour aider à la création de telles institutions, sous condition de maintenir rigoureusement les principes du Parti, afin de développer et de consolider le Parti social-démocrate ;

4) que, pour étendre et consolider l'influence de la social-démocratie sur les larges masses du prolétariat, il est indispensable, d'une part, de renforcer le travail d'organisation des syndicats, ainsi que la propagande et l'agitation de la social-démocratie dans ces milieux, et, d'autre part, d'amener des couches de plus en plus larges de la classe ouvrière à participer à des organisations de parti de tout genre.

LA TACTIQUE DU P.O.S.D.R. DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

INTERVIEW ACCORDÉE À « L'HUMANITÉ [66] »
LE 17 FÉVRIER (2 MARS) 1907

Le dernier congrès de la social-démocratie russe, tenu à Stockholm en avril 1906, avait établi que les social-démocrates ne devaient point conclure d'ententes électorales avec les partis bourgeois. Le principe fut immédiatement appliqué aux élections de Sibérie et du Caucase pour la première Douma. Etait-il valable pour la seconde ? Les majoritaires * dirent oui, les minoritaires diront non. Pour en décider, les majoritaires demandèrent un congrès extraordinaire. Il y eut seulement au commencement de novembre une conférence où étaient représentées toutes les organisations du Parti. Les minoritaires avec le Bund soutenaient la cause des ententes avec les cadets pour les élections prochaines. Les majoritaires, avec les Lettons [66] et les Polonais [67] condamnèrent ces ententes. Le premier avis eut pour lui 18 voix, le second, 14. La conférence décida que les organisations locales se prononceraient séparément sur la question. « Ainsi soit-il à Pétersbourg comme ailleurs », dirent avec intention les majoritaires aux minoritaires.

Il faut savoir deux choses : d'une part, que les minoritaires, en dépit des mots, ont la majorité dans le Comité central du Parti, autrement dit sont les maîtres de sa

* Nous conservons ici les termes de « majoritaires » et « minoritaires » employés ici par *l'Humanité*, pour bolcheviks et mencheviks. (*N.R.*)

politique *générale* ; d'autre part, que les majoritaires ont la majorité dans les comités régionaux de Pétersbourg et de Moscou. Avoir les deux capitales contre soi, c'est une situation difficile et humiliante pour le Comité central. De là, pour lui une tentation de faire, coûte que coûte à Pétersbourg et à Moscou, de la politique minoritaire. Pour les élections à Pétersbourg, il allait risquer de briser l'autonomie locale en provoquant une scission, dès qu'il en trouverait le prétexte [68].

La Fédération de Pétersbourg n'avait point encore tenu la conférence régionale prévue par la conférence nationale de novembre. Depuis longtemps déjà les journaux libéraux discutaient la question de la tactique électorale. Ils avaient peur que les socialistes n'agissent indépendamment d'eux et n'organisassent les masses, sans eux, contre eux, autour du drapeau révolutionnaire. Ils maudissaient les majoritaires qui, tour à tour, étaient qualifiés de « sectaires, dogmatiques, blanquistes, anarchistes, etc. », mais ils voulaient faire campagne avec les autres partis révolutionnaires, établir avec eux une liste commune d'électeurs. Ils ont les plus grands journaux de Pétersbourg : il leur était facile de se faire entendre. Les majoritaires, eux, n'avaient à leur disposition que leur organe illégal, le *Prolétari*, publié à l'étranger et paraîssant seulement deux fois par mois.

D'une manière secrète et clandestine, le Comité central minoritaire s'arrangea pour informer les cadets que la tactique des social-démocrates dépendait de lui seul et non du comité régional majoritaire. La mèche fut éventée à une conférence d'information, qui réunit, dans les premiers jours de janvier, les représentants des cadets, des socialistes-populistes, du groupe du Travail, des socialistes-révolutionnaires et des social-démocrates [69]. Tout le monde fut pour une liste commune. Tout le monde sauf le délégué du comité régional, qui, consulté, déclara après la réunion que son comité ne prendrait de décision que quelques jours plus tard. Alors le délégué du comité central intervint : «Le mieux serait que les ententes fussent conclues non par la Fédération, mais séparément par chaque section d'arrondissement (il y en a douze à Pétersbourg). — Mais c'est la première fois que j'entends pareille affirmation ! objecte le délégué du comité régional. Serait-ce le plan du Comité cen-

tral ? — Non, mais c'est une idée à moi, réplique l'autre délégué.

A bon entendeur, demi-mot. Les cadets avaient compris. La *Retch* (organe officiel du parti), le *Tovarichtch* (organe des cadets de gauche, genre de socialistes-millerandistes [70]), la *Strana* (organe du Parti des réformes démocratiques [71]), déclarèrent que les minoritaires étaient le parti intelligent, le parti modèle, le parti raisonnable de la social-démocratie. Les majoritaires représentaient la barbarie. Ils empêchaient le socialisme de devenir civilisé, parlementaire ! Mais, en présence du chef cadet Milioukov, on leur annonçait qu'on allait se séparer d'eux.

La conférence de la Fédération de Pétersbourg, pour décider de la tactique électorale, eut lieu le 6 janvier. Elle était composée de 39 majoritaires et 31 minoritaires. Ceux-ci contestèrent d'abord la distribution des mandats ; ils n'osaient cependant prétendre en détenir la majorité, mais ce leur fut un prétexte à quitter la conférence. Deuxième prétexte : ils demandèrent, sur une proposition du Comité central en date du 4 janvier, que pour décider de la tactique électorale, la Fédération se scindât en deux ; il y aurait une conférence Pétersbourg-ville et une conférence Pétersbourg-province. Pour qui connaît l'organisation social-démocrate de Pétersbourg, basée parfois sur le domicile, mais parfois aussi sur la nationalité (sections lettone, esthonienne) ou sur la profession (section militaire, section des ouvriers de chemins de fer), c'était non seulement une violation de l'autonomie des fédérations, mais même un défi au bon sens dans certaines de ses conséquences. La conférence se prononça donc contre cette proposition, que, du reste, on présentait comme impérative et qui ne l'était nullement en son principe.

Les trente et un se retirèrent, et le Comité central déclara que la minorité était libre de ne pas obéir à la décision de la majorité. Après la provocation, c'était donc la proclamation de la scission par le Comité central.

Les trente et un organisèrent leur comité à part et se mêlèrent aux pourparlers que les cadets menaient avec le bloc de gauche des troudoviks, socialistes-populistes et des socialistes-révolutionnaires, mais l'entrée en scène d'un nouvel acteur vint troubler ces négociations. Le 4 jan-

vier, le *Novoïé Vrémia* publiait un article de l'octobriste Stolypine, frère du ministre. « Si les cadets avaient le courage de rompre définitivement avec les groupes révolutionnaires et de se placer nettement sur le terrain constitutionnel, leur parti serait légalisé », écrivait-il. Quelques jours plus tard (le 15 janvier), Milioukov était chez le ministre Stolypine, et le lendemain de sa visite, tous les journaux cadets publiaient que le parti avait rompu les pourparlers avec les gauches. Mais à ce jeu les cadets ne gagnèrent que de s'être gratuitement et gravement compromis. Ils ne purent accepter les conditions de Stolypine.

Quant aux minoritaires, ils se compromettaient dans le même temps, non moins gravement et non moins gratuitement. D'abord, malgré la démarche de Milioukov auprès de Stolypine, ils continuaient leurs pourparlers avec les cadets, puisque la dernière conférence avec les cadets et les groupes de gauche — conférence de rupture où l'on ne put s'entendre sur la distribution des places de députés — n'eut lieu que le 18 janvier. Ensuite, pendant le même intervalle, la *Retch* ayant écrit que les cadets céderaient aux minoritaires, à l'exclusion des majoritaires, la place qu'ils avaient promise à la curie ouvrière, les minoritaires ne protestèrent nullement contre cette singulière façon de trafiquer des voix des ouvriers. Loin de là ! Le Comité central continua les négociations avec les cadets et acceptait leurs conditions. C'est ce fait qui a scandalisé les ouvriers ! C'est aussi ce fait qui m'a fait écrire ma brochure « *L'hypocrisie des trente et un mencheviks* * », pour laquelle ils veulent me citer devant le tribunal du parti.

Après la conférence de rupture du 6 janvier, les majoritaires dirent : « Si les gauches, y compris les minoritaires, font alliance avec les cadets, nous ferons campagne tout seuls. Si leurs pourparlers échouent, nous leur proposerons à notre tour les conditions d'une entente, et les accepter, sera pour eux accepter l'hégémonie du prolétariat. »

Les pourparlers des gauches avec les cadets échouèrent (conférence du 18 janvier) ; c'était pour nous un premier

* Voir le présent tome, pp. 27-38. (*N.R.*)

triomphe. Nous posâmes les conditions pour un bloc de gauche qui ne transigerait pas avec le parti cadet : elles furent acceptées par tous, sauf par les minoritaires (25 janvier). C'était un second triomphe. Sur les six places de Pétersbourg, nous proposions deux places pour la curie ouvrière, deux pour les social-démocrates, deux pour les autres partis. Il était évident que la curie des ouvriers élirait deux social-démocrates. On était à quinze jours des élections, mais ce à quoi les cadets ne s'étaient pas attendus, se produisit : il y avait maintenant à côté de la liste noire, de la liste octobriste et de la liste cadette, une liste d'un bloc de gauche sans eux et sans les minoritaires.

Dans leurs conférences antérieures avec les partis de gauche, les cadets avaient proposé deux sièges à ceux-ci, qui en exigeaient trois. Quand ils virent notre bloc se former contre eux, ils prirent peur et ne portèrent sur leur liste que trois candidats de leur parti. Des trois autres places, ils en offrirent une au professeur Kowalewski (des Réformes démocratiques), l'autre au prêtre Pétrov (démocrate chrétien, démagogue très applaudi), la troisième aux ouvriers. Ils ne faisaient, du reste, la concession de cette dernière que pour empêcher une tempête d'indignation dans le peuple.

Les cadets l'ont emporté aux élections, mais il faut souligner que le bloc de gauche a eu pour lui 25% des voix à Pétersbourg et qu'il a été victorieux dans le quartier de Vyborg. Dans plusieurs arrondissements, les cadets n'ont triomphé qu'à une faible majorité. Pour cinq arrondissements il eût suffi de gagner 1 600 voix pour assurer le succès du bloc de gauche ; au quartier de Kolomna, il n'en fallait que 99. Ce sont donc les minoritaires qui ont empêché la victoire des partis de gauche à Pétersbourg ; mais il n'en reste pas moins que dans l'ensemble, la gauche révolutionnaire est beaucoup plus forte dans la nouvelle Douma que dans l'ancienne.

Nous venons de faire une expérience très instructive. D'abord, nous voyons qu'à Pétersbourg, les ouvriers restent obstinément majoritaires, bien décidés à défendre l'autonomie de leur fédération contre les entreprises du Comité central. Puis, nous savons maintenant ce qu'il faut penser du péril noir et de l'argument qu'on en tirait pour jus-

tifier une entente avec les cadets dès le premier tour. Ce n'est là qu'une invention pour duper les partis socialistes et libérer les cadets du péril venant de leur gauche. Car « le péril réel pour les cadets est à gauche », comme la *Retch* s'est un jour laissé aller à l'avouer. « Qui vote pour la gauche fait passer la droite », nous ont répété les journaux cadets pendant des semaines. Ils avaient entre leurs mains le moyen de suggestionner bien des indécis avec ce mot d'ordre. Ils sont arrivés par leur campagne audacieuse, à ce que le bloc de gauche ait moins de voix à Moscou (13%) qu'à Pétersbourg, parce qu'à Moscou nous ne disposions d'aucun journal. Mais ce qu'ils n'ont pu empêcher, c'est la révélation de cette vérité éclatante que le péril noir était un mensonge et un prétexte. Il y avait quatre listes à Moscou comme à Pétersbourg ; mais pas plus à Moscou qu'à Pétersbourg, l'alliance des noirs et des octobristes n'eût donné la victoire à la droite. Nous avons là-dessus des chiffres auxquels nous saurons désormais nous reporter le cas échéant.

Libre donc aux minoritaires d'incliner vers les cadets et de les servir. Nous ne les suivrons pas. Le peuple ne les suivra pas. La conduite des cadets est telle que les masses viennent de plus en plus vers la gauche. Si Milioukov s'imagine qu'en parlant de notre « politique d'aventuriers » et en qualifiant notre drapeau de « torchon rouge » il nous enlèvera des partisans, nous ne pouvons que l'engager à continuer de déraisonner d'une manière qui nous est si profitable. Les minoritaires cadétisant feront bien de méditer sur le fait que, dans les usines de Pétersbourg, où les ouvriers étaient antérieurement majoritaires, ce sont encore des majoritaires qui ont été élus, mais que, dans celles où les ouvriers étaient précédemment minoritaires, et où ce sont les minoritaires qui ont fait le plus de propagande... *ce sont les socialistes-révolutionnaires qui sont passés* ! Les socialistes-révolutionnaires eux-mêmes ont dû être étonnés du nombre de voix qu'ils ont reçues. Qu'ils en rendent grâce à l'opportunisme des minoritaires ! Quant à nous, de pareils résultats ne peuvent que nous confirmer dans l'idée que c'est pour nous plus que jamais un devoir et une chance de succès de ne pas travailler avec la bourgeoisie libérale qui veut mettre fin à la révolution, mais avec les

paysans démocrates contre les lâchetés et les traîtrises de la bourgeoisie, qui de jour en jour, devient plus contre-révolutionnaire. La meilleure politique, c'est encore et toujours une politique ouvertement révolutionnaire, une campagne acharnée, radicalement autonome, sous le drapeau prolétarien, groupant peu à peu autour de nous, avec les prolétaires ouvriers, l'énorme masse de la démocratie paysanne.

Publié le 4 avril 1907 dans le journal « l'Humanité » n° 1802

Texte recopié sur « l'Humanité »

OUVERTURE DE LA DEUXIÈME DOUMA D'ÉTAT [72]

Saint-Pétersbourg, le 20 février 1907

C'est aujourd'hui que se réunit la deuxième Douma. Les conditions dans lesquelles elle a été convoquée, les circonstances extérieures et intérieures qui ont présidé à son élection ainsi que ses conditions de travail sont différentes de celles de la première Douma. S'attendre à une simple répétition des événements serait une erreur manifeste. D'autre part, parmi tous les changements politiques de cette année particulièrement fertile en revers de fortune, on note un trait fondamental qui prouve que dans l'ensemble notre mouvement a atteint à un niveau supérieur. Il ne l'a certes pas fait d'un seul jet, mais néanmoins il est allé inébranlablement de l'avant.

Pour être brefs, disons que ce trait fondamental se définit par un glissement à droite du sommet, par un glissement à gauche de la base et par une exacerbation des positions extrêmes, non seulement dans le domaine politique, mais aussi et surtout dans les domaines économique et social. Ce qui caractérise surtout les derniers événements qui ont précédé l'ouverture de la deuxième Douma, c'est que sous une apparente immobilité politique à la surface, un travail en profondeur imperceptible et silencieux de développement de la conscience des masses s'est opéré, non seulement dans la classe ouvrière, mais aussi parmi les couches les plus vastes de la paysannerie.

La Constitution des cours martiales a peu évolué par rapport à l'an dernier, mais le déplacement politique des

classes a été immense. Considérons les Cent-Noirs par exemple. Au début, ce n'était guère qu'une bande de brigands de la police, suivie par une petite fraction du peuple parfaitement inculte, abrutie et quelquefois abreuvée d'alcool. Maintenant, ils ont à leur tête un Conseil de la noblesse unifiée ; les servagistes se sont groupés et ont pris conscience de leur rôle dans la révolution. Les partis des Cent-Noirs deviennent l'organisation de classe de gens qui veulent défendre à tout prix les biens les plus menacés par la révolution actuelle : les plus grandes propriétés terriennes, ces vestiges de l'époque du servage, les privilèges des castes supérieures, la possibilité de mener la barque de l'Etat par l'intermédiaire de leurs relations dans la camarilla, etc...

Considérons maintenant les cadets. De tous les partis ouvertement et manifestement bourgeois, ils étaient sans aucun doute considérés comme le plus « progressiste ». Mais quel glissement à droite ! Déjà ils n'hésitent plus comme l'an dernier entre la réaction et la lutte populaire. Ils haïssent nettement cette lutte. Ils proclament carrément avec cynisme leur intention d'arrêter la révolution, de se mettre à l'aise, de s'entendre avec la réaction et de bâtir «nid douillet » pour le propriétaire foncier de style capitaliste et le fabricant : ce nid, c'est la constitution monarchique, étroite, dévouée à leurs intérêts de classe et impitoyable à l'égard de toutes les masses populaires.

On ne peut aujourd'hui répéter l'erreur dans laquelle sont tombés ceux qui disaient que les cadets se situaient à gauche par rapport au centre et que la ligne de partage entre les partis de la liberté et ceux de la réaction passait à leur droite. Les cadets forment le centre et ce centre oriente toujours plus franchement ses marchés à droite. Le regroupement politique des classes s'est traduit par le fait que les propriétaires d'exploitations de type capitaliste et une large couche de la bourgeoisie sont devenus le soutien des cadets, tandis que les couches démocratiques, petites-bourgeoises, s'écartent nettement des cadets et ne les suivent que par la force de l'habitude, quelquefois parce qu'elles sont simplement trompées.

A la campagne, la lutte principale de la révolution contemporaine se traduit de façon plus brutale et concrète : contre le servage, contre la grande propriété foncière. Le

caractère antidémocratique des cadets est plus apparent pour le paysan que pour le petit bourgeois de la ville. Le paysan s'est détourné encore plus franchement des cadets, et il semble bien que ce soient les grands-électeurs ruraux qui les aient surtout évincés des assemblées électorales provinciales.

L'antagonisme du paysan et du grand propriétaire foncier, cet antagonisme entre la liberté du peuple et le servage, le plus profond et le plus caractéristique de la révolution bourgeoise, n'apparaît pas au premier plan dans les villes. Ici, en effet, le prolétaire a pris conscience d'une contradiction d'intérêts bien plus profonde encore, qui a donné naissance au mouvement socialiste. Pour l'ensemble de la Russie, la curie ouvrière a donné presque tous les social-démocrates, quelques rares socialistes-révolutionnaires, et presque pas de membres des autres partis. Il est indéniable également que même parmi les démocrates petits-bourgeois des villes, la base a viré à gauche et s'est éloignée des cadets. Selon les données du statisticien cadet Smirnov, publiées dans la *Retch*, dans 22 villes totalisant 153 000 votants ayant le choix entre quatre listes électorales, les monarchistes ont recueilli 17 000 suffrages, les octobristes 34 000, *le bloc de gauche* 41 000 et les cadets 74 000. Dès la première bataille électorale, une telle quantité de voix a été enlevée aux cadets malgré la force immense de leur presse quotidienne, malgré leur organisation légale, malgré leurs mensonges sur le péril noir, et bien que la gauche soit reléguée dans la clandestinité, que le tournant des commis, des petits employés, des petits fonctionnaires et des locataires pauvres devint évident. Les cadets ne résisteront pas à une seconde bataille de ce genre. La démocratie des villes les a quittés pour les troudoviks et les social-démocrates.

Contre le Conseil de la noblesse unifiée ultra-réactionnaire, contre la bourgeoisie libérale qui a définitivement flanché et s'est détournée de la révolution, tout le prolétariat s'est mobilisé, les grandes masses de petits bourgeois démocrates et surtout de paysans sont en train de se mobiliser.

Le regroupement politique des classes a été si profond, si étendu et si puissant qu'aucune pression des cours martiales, aucune instruction sénatoriale, aucun subterfuge de la réaction, aucun torrent de mensonges cadets déversé

par la presse quotidienne dont ils ont le monopole, rien ne pouvait empêcher que ce regroupement trouve son expression dans la Douma. La deuxième Douma révèle une accentuation de la lutte des différentes classes, profonde, massive, renforcée sur le plan d'organisation et consciente.

A l'heure actuelle, il importe de bien comprendre ce fait essentiel, de savoir lier davantage les différentes parties de la Douma à ce puissant appui de la base. Il ne faut pas porter nos regards vers les sommets, vers le gouvernement, mais vers la base, vers le peuple. Les détails techniques concernant la Douma ne méritent pas notre attention. Les démocrates ne doivent pas se laisser absorber par les mesquines considérations des cadets sur la manière dont il convient de se tapir, de se taire pour éviter la dissolution de la Douma et ne pas fâcher Stolypine et Cie. Toute leur attention, toutes leurs forces morales doivent être employées à consolider la courroie de transmission entre la grande roue qui s'est mis à tourner vigoureusement à la base, et le petit rouage du sommet.

En tant que parti de la classe d'avant-garde, la social-démocratie doit, à présent plus que jamais, prendre l'initiative pour se redresser de toute sa stature et se mettre résolument et hardiment à parler en son nom. Elle doit apparaître comme l'avant-garde de toute la démocratie, parce qu'elle défend les objectifs socialistes et les objectifs de classe du seul prolétariat. Nous devons nous démarquer de toutes les couches et catégories intermédiaires de la petite bourgeoisie, non pour nous enfermer dans une prétendue tour d'ivoire (ce qui équivaudrait en fait à seconder les libéraux et à leur emboiter le pas), mais pour nous affranchir de toute hésitation et de toute instabilité, et savoir *entraîner* la paysannerie démocratique.

Arracher à l'hégémonie des libéraux le reste des démocrates, les entraîner, derrière nous, leur apprendre à chercher un appui dans le peuple et à s'unir à la base, déployer bien large *notre* étendard devant toute la classe ouvrière et toute la masse des paysans ruinés et affamés, voilà l'objectif primordial avec lequel la social-démocratie entre à la deuxième Douma.

« Novy Loutch » n° 1, 30 février 1907

Conforme au texte du journal

LA DEUXIÈME DOUMA ET LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT [73]

Camarades ouvriers,

Le jour de la convocation de la deuxième Douma d'Etat est arrivé. Le prolétariat conscient n'a jamais cru qu'il serait possible d'obtenir la liberté pour le peuple, et les terres pour les paysans, en envoyant des solliciteurs au tsar qui est le chef de la bande de nervis Cent-Noirs. Ces prolétaires conscients avaient boycotté la Douma pour mettre en garde les masses paysannes ignorantes qui lui faisaient confiance. Et l'expérience de la première Douma, le mépris avec lequel le gouvernement a accueilli ses propositions, sa dissolution, tout cela a prouvé que le prolétariat conscient avait raison, qu'on ne saurait obtenir la liberté par des voies pacifiques, sur le terrain des lois promulguées par le tsar et protégées par les Cent-Noirs.

La social-démocratie a conseillé au peuple d'envoyer à la deuxième Douma non pas des solliciteurs, mais des combattants. La croyance du peuple dans les voies pacifiques a été sapée. Cela ressort du fait que les libéraux, les cadets, qui prônaient la voie pacifique, ont été fortement éprouvés aux élections. Ce parti des agrariens libéraux et des avocats bourgeois qui s'efforce de concilier l'autocratie des Cent-Noirs et la liberté du peuple, entre affaibli à la deuxième Douma. Les Cent-Noirs qui ont fait élire quelques dizaines de députés se sont renforcés, mais la gauche, c'est-à-dire ceux qui sont, de façon plus ou moins décidée et conséquente, partisans non pas de la voie pacifique, mais de la lutte révolutionnaire, s'est renforcée encore plus.

La deuxième Douma se situe plus à gauche que la première. Elle comprend davantage de social-démocrates et de démocrates révolutionnaires (les socialistes-révolutionnaires et une partie des troudoviks). La première Douma était celle de l'espoir dans la voie pacifique. La deuxième Douma est celle de la lutte acharnée entre, d'un côté, le gouvernement tsariste des Cent-Noirs, et de l'autre, les représentants des masses prolétariennes qui luttent consciemment pour la liberté pour pouvoir se battre pour le socialisme et ceux des masses paysannes qui se soulèvent spontanément contre les seigneurs.

Les élections à la nouvelle Douma ont montré qu'en dépit de toutes les persécutions et de toutes les interdictions, la conscience révolutionnaire se développe et s'affermit dans les grandes masses populaires. La nouvelle vague révolutionnaire s'approche, nouveau combat révolutionnaire du peuple pour la liberté.

Cette lutte ne sera pas livrée à l'intérieur de la Douma. C'est le soulèvement du prolétariat, des paysans et des éléments conscients de l'armée qui décidera de son issue. Ce combat approche à mesure que se précipitent les événements, à mesure que la gauche à la Douma s'affronte avec le gouvernement et les cadets.

Ouvriers, soyez prêts à de graves événements. Ne gaspillez pas vos forces en vain. Ce n'est pas nous qui devons hâter le dénouement : que le tsar et ses serviteurs cent-noirs attaquent les premiers. Ils auront à frapper sur le peuple, à dissoudre la Douma, à abroger les lois électorales et à commencer une série d'actes de violence pour se débarrasser de la nouvelle Douma.

Que messieurs les nervis commencent ! Le prolétariat doit préparer avec fermeté, persévérance et calme, des masses populaires toujours plus nombreuses au grand combat acharné pour la conquête de la liberté. Camarades ouvriers, nous avons connu les premières grandes empoignades de la révolution le 9 janvier 1905 [74], la grève d'Octobre [75] et l'insurrection de décembre [76]. Nous amasserons à nouveau d'autres forces pour une nouvelle action plus redoutable et plus résolue encore, lorsque le bûcher allumé par la gauche à la Douma embrasera toute la Russie. Il faut ras-

Россійская Соціалдемократическая Рабочая Партія.

Пролетаріи всѣхъ странъ, соединяйтесь!

РАБОЧІЙ

Газета Охтенск. и Самсон. подрайоновъ Выборгскаго района.

№ 2. | пятница, 23 Февраля 1907г. | Цѣна 1 к.

Товарищи-рабочіе!

День созыва второй Госуд. Думы насталъ. Сознательный пролетаріатъ никогда не вѣрилъ въ то, чтобы можно было добиться воли народу, земли крестьянству путемъ посылки ходатаевъ къ царю, управляющему шайкой черносотенныхъ насильниковъ. Сознательный пролетаріатъ бойкотировалъ Думу, чтобы предупредить темныя крестьянскія массы, которыя вѣрили въ Думу. И опытъ съ первой Думой, издѣвка правительства надъ ея предложеніями, ея разгонъ показали, что сознательный пролетаріатъ былъ правъ,— показали, что мирнымъ путемъ, на почвѣ законовъ, царемъ изданныхъ и черносотенцами оберегаемыхъ, нельзя добиться свободы.

Во вторую Думу соціалдемократія совѣтовала народу посылать не ходатаевъ, а борцовъ. Вѣра въ мирный путь подорвана у народа. Это видно изъ того, что партія либераловъ, проповѣдующая мирный путь, кадеты, потерпѣла крушеніе на выборахъ. Эта партія либеральныхъ помѣщиковъ и буржуазныхъ адвокатовъ, пытающаяся примирить черносотенное самодержавіе съ народной свободой, входитъ во вторую Думу ослабленной. Усилились черносотенцы, которые провели нѣсколько десятковъ депутатовъ. Но еще гораздо болѣе усилились лѣвые, т. е. тѣ, кто болѣе или менѣе рѣшительно и послѣдовательно стоятъ не за мирный путь, а за революціонную борьбу.

Вторая Дума—лѣвѣе первой Думы. Во второй Думѣ гораздо больше соціалдемократовъ и больше революціонныхъ демократовъ (с.-р. и часть трудовиковъ). Первая Дума была Думой надеждъ на мирный путь. Вторая Дума —Дума острой борьбы между черносотеннымъ царскимъ правительствомъ и представителями массы, массы пролетаріевъ, сознательно добивающихся свободы ради борьбы за соціализмъ, — массы крестьянства, стихійно подымающагося противъ крѣпостниковъ помѣщиковъ.

Выборы новой Думы показали, что не смотря на всѣ преслѣдованія и запреты растетъ и крѣпнетъ революціонное сознаніе въ широкихъ народныхъ массахъ. Близится новая революціонная волна, новый революціонный бой народа за свободу.

Этотъ бой будетъ данъ не въ Думѣ. Этотъ бой рѣшитъ возстаніе пролетаріата, крестьянства и сознательной части войска. Этотъ бой надвигается на насъ всѣмъ ходомъ событій, всѣмъ ходомъ столкновеній лѣвой части Думы съ правительствомъ и кадетами.

Будьте же готовы, рабочіе, къ серьезнымъ событіямъ. Не тратьте своихъ силъ понапрасну. Намъ не надо ускорять развязки: пусть царь и его черносотенные слуги нападаютъ первые. Имъ придется нападать на народъ, разгонять Думу, отмѣнить избирательный законъ, начинать рядъ насилій, чтобы развязаться съ новой Думой.

Пусть насильники начинаютъ. Пролетаріатъ долженъ стойко, твердо, выдержанно готовить болѣе и болѣе широкія массы народа къ великому, отчаянному бою за свободу. Товарищи-рабочіе! Мы пережили первыя великія схватки революціи. 9-ое января 1905г., октябрьскую стачку, декабрьское возстаніе. Мы будемъ вновь собирать новыя силы для новаго еще болѣе грознаго, рѣшительнаго выступленія когда разгорится костеръ лѣвой Думы во всероссійскій пожаръ. Нужно всѣ силы собрать и сосредоточить для грядущаго рѣшительнаго сраженія.

Помните, товарищи, что вторая Дума неизбѣжно ведетъ къ борьбѣ, къ возстанію. Не растрачивайте своихъ силъ на пустяки.

Да здравствуетъ всенародное возстаніе за свободу!

Да здравствуетъ революція!

Да здравствуетъ международная революціонная соціалдемократія!

Н. Ленинъ.

ПИСЬМА РАБОЧИХЪ.

Заводъ Крейтона.

(Окончаніе.)

Къ сожалѣнію, фильтровка въ кузнечной мастерской хозяину удалась. Литература тутъ игнорируется, особенно платная, и пропагандѣ мѣшаетъ кузнецъ по кличкѣ «старый хрычъ». Организованныхъ въ этой мастерской только одинъ человѣкъ. Мастеръ, однофамилецъ извѣстнаго провокатора Ушакова, вполнѣ оправдываетъ свою фамилію собственнымъ поведеніемъ.

Передъ выборами во городской куріи черносотенныя и кадетскія прокламаціи и бюллетени въ большомъ количествѣ получаются нѣкоторыми квартиронанимателями, которые, принося ихъ на заводъ, казнятъ подъ молотомъ и затѣмъ вывѣшиваютъ на показъ съ подписью: «Кадетская бюллетень послѣ достойной казни».

Première page du journal *Rabotchi* n° 2. — 1907
Réduction

sembler et grouper toutes les forces pour la bataille décisive à venir.

Souvenez-vous, camarades, que la deuxième Douma conduit inéluctablement au combat, à l'insurrection. Ne gaspillez pas vos forces pour des vétilles.

Vive l'insurrection du peuple entier pour la liberté !

Vive la révolution !

Vive la social-démocratie révolutionnaire internationale !

Rédigé le 20 février (5 mars) 1907.
Publié le 23 février 1907 dans le journal « Rabotchi » n° 2.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

UN PREMIER GRAND PAS

Saint-Pétersbourg, le 21 février 1907

Hier, nous exprimions l'espoir que les mencheviks, qui avaient fort bien parlé dans la *Rousskaïa Jizn* [77] de l'attitude indépendante de la social-démocratie, mèneraient une politique juste.

Or, avant-hier soir, s'est tenue une réunion des cadets qui a jeté à terre toutes ces espérances...

Voici comment se sont déroulés les faits.

Le 19 février après-midi a eu lieu une réunion du groupe social-démocrate de la Douma. Quelqu'un y a proposé d'assister à la réunion privée organisée par les cadets. Une partie des députés s'y est opposée avec acharnement, disant qu'il était honteux pour des députés de la classe ouvrière de se joindre aux bourgeois libéraux qui faisaient des marchandages avec Stolypine. Ils disaient que les social-démocrates ne devaient pas mener la politique des cadets, mais celle du prolétariat, qu'ils ne devaient pas entraîner les paysans vers les seigneurs libéraux, ni favoriser la constitution d'un bloc de « gauche » *cadet*. Mais les mencheviks ont fait adopter leur résolution.

Le 19 février dans la soirée s'est tenue chez Dolgoroukov une réunion d'environ 300 députés de l'« opposition » : cadets, *narodovtsy* (bourgeois polonais ultra-nationalistes), la totalité des représentants de la gauche, troudoviks, socialistes-révolutionnaires et... social-démocrates. Toutefois, une partie des députés social-démocrates ne sont pas venus.

Voyons maintenant ce qui s'est passé à la réunion.

Ceux de la gauche, les démocrates, les petits bourgeois (populistes, troudoviks et socialistes-révolutionnaires), les social-démocrates d'obédience cadette *ont tous souscrit aux propositions des cadets.* D'après le *Tovarichtch*, les mencheviks ont émis une réserve de forme comme quoi leur décision n'était pas définitive parce qu'il leur fallait consulter leur groupe. D'après la *Retch* (organe central cadet) *personne* n'a formulé de réserve.

C'est ainsi que les social-démocrates, en esclaves dévoués des libéraux, ont adopté tout leur plan, cédant aux cadets la majorité à la présidence (deux sièges sur trois) et ont accepté que le troisième soit occupé par les troudoviks, *qui se trouvent de cette façon liés aux cadets.* Ils ont consenti de même à ne pas expliquer au peuple la signification politique de l'élection de la présidence ni pourquoi les citoyens conscients *doivent obligatoirement* résoudre cette question sous l'angle d'une attitude de parti et non des transactions privées effectuées dans les coulisses.

Peut-on justifier une telle conduite par la crainte qu'une présidence ultra-réactionnaire ne soit élue à la Douma ? Non. Dès hier, dans un article du camarade P. Orlovski, nous avons démontré que les Cent-Noirs *ne pouvaient* gagner, *quelle que soit la répartition* des voix entre les cadets et la gauche.

Ce n'est pas le danger que présenterait la victoire des Cent-Noirs, *mais bien* le désir de servir les libéraux qui détermine la politique des mencheviks.

Quelle est alors la politique que les social-démocrates sont tenus de mener ?

Soit s'abstenir comme les socialistes qui se tiennent à l'écart des traîtres à la liberté et des exploiteurs du peuple que sont les libéraux, soit entraîner la petite bourgeoisie démocratique qui est susceptible de lutter contre les Cent-Noirs comme contre les libéraux.

La première politique s'impose aux socialistes lorsque disparaissent les différences essentielles qui existaient entre *tous* les partis bourgeois du point de vue de la lutte pour la démocratie. C'est ce qui se produit en Europe. Il n'y a pas de révolution. Tous les partis bourgeois ont perdu la faculté de se battre pour la démocratie, et ils ne luttent plus que pour les intérêts mesquins, égoïstes, de grands

ou *de petits patrons*. Dans de telles conditions, les intérêts de la démocratie *ne* sont plus défendus *que* par les social-démocrates qui, ce faisant, développent sans défaillance leurs conceptions socialistes devant les masses.

La deuxième politique s'impose lorsque les conditions d'une révolution bourgeoise et démocratique se manifestent encore, lorsqu'en dehors de la classe ouvrière, certaines couches de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie sont capables de lutter pour la démocratie qui est nécessaire au prolétariat.

Aujourd'hui, c'est cette dernière politique qui s'impose en Russie. Sans négliger un seul instant la continuation de sa propagande socialiste, de l'organisation des prolétaires, la social-démocratie est tenue de *battre* les Cent-Noirs et *les libéraux en faisant* éventuellement *cause commune* avec la petite bourgeoisie démocratique.

En effet, les libéraux (cadets, narodovtsy (?), Parti des réformes démocratiques et autres...) ont résolument tourné le dos à la révolution et se sont engagés dans des marchandages avec l'autocratie au détriment de cette même liberté du peuple qu'ils ont la perfidie de mentionner à tout propos. Bien plus, il est clair maintenant que l'an passé, les cadets *ont aidé le gouvernement* à obtenir *deux milliards* de la France pour les cours martiales et les exécutions, car, Clemenceau avait carrément déclaré aux cadets qu'ils n'accorderait pas d'emprunt si leur parti se prononçait officiellement contre. Les cadets refusèrent de s'opposer à cet emprunt de peur de perdre leur position de *futur parti gouvernemental* ! Ainsi, ce n'était pas seulement les mitrailleuses de Trépov, mais aussi les millions franco-cadets qui fusillaient la Russie.

Il est inadmissible que les social-démocrates révolutionnaires soutiennent l'hégémonie des cadets. Il ne suffit pas qu'ils se soient opposés à la participation à la réunion organisée par les cadets, le 19 février ; ils devaient exiger de la façon la plus catégorique et inconditionnelle que leur groupe rompe avec toute politique de soumission aux cadets et qu'il applique franchement et ouvertement, à la Douma, la politique indépendante du prolétariat.

Dans la question de la présidence, les social-démocrates auraient dû dire : nous ne voulons pas une présidence so-

cial-démocrate, nous soutenons *toute* la liste de la gauche ou des troudoviks *contre les cadets*, autrement dit, nous votons pour leurs trois candidats à la présidence contre les candidats des cadets, et, si malgré nos avertissements, les troudoviks marchent derrière les cadets, nous nous abstenons. Il fallait en tout cas poser la candidature d'un représentant de la gauche, même s'il n'avait aucune chance d'être élu. Le nombre de voix qu'il recueillerait lors du premier scrutin mettrait en évidence les forces sur lesquelles les social-démocrates peuvent compter en cas de lutte avec les cadets. Et si à cette occasion on voyait qu'il a reçu davantage de suffrages que le cadet, même s'il n'a pas eu la majorité absolue nécessaire pour être élu, ce scrutin montrerait clairement au peuple que la Douma n'est pas aux mains des cadets, que les cadets *n'*y règnent *pas en maîtres*.

L'élection de la présidence n'est pas une bagatelle. C'est le pas qui ouvre la marche. Le sort en est jeté !

Ou c'est la soumission à la politique des cadets, et alors les social-démocrates deviennent un appendice des libéraux.

Ou c'est la politique de la social-démocratie révolutionnaire, et alors nous entrons en lice, non pas en saluant les cadets, mais en brandissant bien haut *notre* étendard. Alors, nous n'allons pas chez les cadets, mais nous appelons à lutter contre les Cent-Noirs et les libéraux, la démocratie petite-bourgeoise et surtout la démocratie paysanne.

« Novy Loutch » n° 2,
21 février 1907

Conforme au texte du journal

LA TACTIQUE DE LA PETITE BOURGEOISIE

Le *Tovarichtch* du 21 février a publié des extraits des résolutions adoptées par le récent congrès extraordinaire [78] du parti socialiste-révolutionnaire. Ces résolutions sont consacrées à la tactique qu'il convient de suivre à la Douma.

Il y a beaucoup à dire sur ces résolutions, et nous devons le faire. Nous ne sommes pas en mesure de nous appesantir ici sur leur défaut principal, qui est propre à toutes les résolutions des socialistes-révolutionnaires en général, à savoir, l'absence d'une analyse des différents partis en partant d'un point de vue de classe. Une tactique digne de ce nom ne peut être arrêtée sans une telle analyse. La comparaison des résolutions socialistes-révolutionnaires avec la plate-forme de la social-démocratie révolutionnaire (dont les résolutions ont été mises au point du 15 au 18 février * à la conférence des délégués de plusieurs organisations bolcheviques et doivent être publiées sous peu * *) nous donnera plus d'une fois prétexte à revenir sur cette idée.

De même, nous ne nous arrêterons pas sur la manière quelque peu exagérée dont les s.-r. insistent sur la vérité première que les révolutionnaires ne s'efforcent aucunement, ni « de susciter des conflits de façade (?) de peu d'impor-

---

* La *Sovrémennaïa Retch* [79] d'aujourd'hui (22 février) à la page 3 indique correctement la composition de cette conférence et reproduit une *petite partie* de l'une des *six* résolutions adoptées. Nous signalons aux lecteurs que ces quelques lignes comportent des fautes.

** Voir le présent tome, pp. 131-141. (*N.R.*)

tance », ni « de hâter la dissolution de la Douma », etc... Tout cela n'est qu'un détail.

Le fond de la tactique des socialistes-révolutionnaires en ce qui concerne les problèmes vitaux du moment est la résolution suivante :

« 4. Le Congrès considère que le net démarquage des partis au sein de la Douma, parallèle à l'action isolée de chaque groupe et à la lutte violente opposant les fractions, risque de paralyser complètement l'activité de la majorité oppositionnelle, et par là, de discréditer aux yeux des classes laborieuses l'idée même de représentation populaire. C'est pourquoi le Congrès juge indispensable que les députés du Parti consacrent tous leurs efforts à organiser l'action la plus concertée et la plus constante possible de toutes les fractions socialistes et de l'extrême gauche ; en ce qui concerne la lutte pour les libertés et les droits politiques du peuple contre la droite de la Douma et le gouvernement, il faut s'efforcer d'obtenir que la partie révolutionnaire socialiste de la Douma et l'opposition interviennent sur divers points de la façon la plus concertée possible ; toutes ces interventions concertées, qu'elles soient de longue durée ou partielles, doivent se fonder sur les principes qui ne contredisent en rien ceux du programme et de la tactique de notre parti. »

Voilà un admirable exposé des principes fondamentaux de la tactique de la petite bourgeoisie ! Quelle admirable révélation de sa totale inconstance !

« Des actions concertées de longue durée (!) ou partielle », qui soient « les plus constantes et concertées possible (!) »... Comme ces mots sont creux, du moment qu'aucun effort n'est fait pour expliquer quelle est précisément cette *communauté d'intérêts* et de quelles *classes*, au juste, qui suscite toutes ces actions « concertées » ! Nous autres, social-démocrates révolutionnaires, nous acceptons les actions communes du parti du prolétariat et des partis de la petite bourgeoisie démocratique contre les Cent-Noirs et les cadets, le parti libéral traître. Les s.-r. manifestent une telle incompréhension de ce principe de classe de la révolution russe que, d'une part, ils parlent d'un accord entre les groupes socialistes et ceux d'extrême gauche *sans discernement*, ce qui revient à estomper les contradictions entre le prolétaire et le petit producteur, et, d'autre part, d'un accord entre les éléments socialistes révolutionnaires et l'*opposition* à la Douma contre les Cent-Noirs.

Non, messieurs, nous ne voulons même pas parler avec vous d'une entente permanente ou d'actions concertées, en

général. Entendez-vous d'abord avec nous sur une politique de lutte contre les Cent-Noirs et les cadets, et faites-le de *façon effective* : voilà notre ultimatum. Voilà notre ligne politique dans la révolution démocratique. Comme aux élections de Pétersbourg, *dans n'importe quelle question* de la révolution actuelle, nous déclarerons que le prolétariat va lutter sans hésitation contre les Cent-Noirs et contre les cadets. Aussi longtemps que les petits bourgeois hésiteront, aussi longtemps qu'ils suivront les cadets, nous leur livrerons une lutte sans merci. Vous avez lâché vos chers cadets ? Vous acceptez de marcher contre eux ? Si oui, si ce n'est pas seulement écrit sur le papier, mais prouvé dans la réalité, à ce moment-là, mais pas avant, les social-démocrates seront à vos côtés dans une action *démocratique*.

Mais ce qu'il y a de mieux, c'est peut-être la première partie de la résolution citée. Figurez-vous un peu que « le net démarquage des partis au sein de la Douma » et « la lutte violente opposant les fractions * » pourraient « discréditer aux yeux des classes laborieuses l'idée même de représentation populaire » ! Ce sont déjà des « Plékhanov » socialistes-révolutionnaires au sens « vassiliévien » du terme ** !

Non, messieurs, le principe de la lutte des classes est le fondement de toutes les doctrines et de toute la politique des social-démocrates. Les prolétaires, les paysans et les petits bourgeois ne sont pas des gamins, pour que des discussions acharnées et une brutale lutte des classes ternissent à leurs yeux l'idée de représentation. Nous ne devons pas leur faire des manières, mais au contraire, leur *apprendre du haut de la tribune de la Douma* à distinguer clairement les partis, et à comprendre leurs fondements *de classe*, ce que les bourgeois dissimulent adroitement.

Tout le *crime* de la politique des mencheviks à la Douma

---

* Le journal *Retch* du 22 février a consacré un éditorial spécial aux résolutions des socialistes-révolutionnaires ; après avoir cité *justement ce* passage sur le danger que représenterait « le net démarquage des partis », l'organe des bourgeois libéraux écrit : « Ainsi le *point de départ de la nouvelle tactique* est défini de façon *absolument correcte.* » C'est bien ça ! la tactique des socialistes-révolutionnaires est correcte du point de vue des intérêts de la bourgeoisie libérale en général et de ses transactions avec la réaction en particulier.

** Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, p. 447. (*N.R.*)

réside dans le fait qu'ils ne veulent ou ne savent pas dire au peuple, du haut de cette tribune, toute la vérité sur le caractère de classe des différents partis, sur les marchandages secrets des Milioutine avec les Stolypine [80], sur la différence radicale qui existe entre les objectifs démocratiques des paysans et des libéraux, les objectifs socialistes des paysans et des prolétaires.

Toutefois, tout ne dépend pas de la politique menchevique qui a débuté en faisant tacitement le jeu des cadets.

Cette complète incompréhension des fondements de classe de l'« opposition » libérale qui brade en secret la liberté et la démocratie aux Stolypine et Cie, est la base de la tactique opportuniste qu'ont adoptée les petits bourgeois (troudoviks, socialistes-populistes, socialistes-révolutionnaires) et l'aile petite-bourgeoise du parti ouvrier, les mencheviks.

La lutte contre les Cent-Noirs n'est qu'un prétexte spécieux pour donner le change. *En fait*, cette tactique petite-bourgeoise est appliquée alors qu'une victoire des Cent-Noirs est *tout à fait impossible*, comme, par exemple, lors des élections à Pétersbourg et lors de l'élection du président de la Douma. Aussi bien les troudoviks (les socialistes-révolutionnaires ne forment un groupe indépendant qu'en apparence, en fait, ils sont étroitement liés aux troudoviks, et ne représentent rien d'autre que l'aile gauche de ces derniers, comme l'ont démontré les élections de Pétersbourg, et comme le démontre l'actuel démarquage des partis à la deuxième Douma) donc aussi bien les troudoviks que les mencheviks favorisent l'hégémonie des cadets. C'est là le fond de la tactique petite-bourgeoise. Non seulement en Russie, mais partout en Europe, les libéraux ont pendant très longtemps marché à la tête de la petite bourgeoisie démocratique trop dispersée, trop peu évoluée et trop indécise pour agir de son propre chef, et aussi, trop soucieuse de ses propres affaires pour suivre le prolétariat. Le point vulnérable de la politique des petits bourgeois est leur impuissance et leur inaptitude à s'affranchir de l'hégémonie politique et idéologique des bourgeois libéraux. Les petits bourgeois sont les valets des cadets, non en vertu des circonstances, mais en vertu des particularités économiques fondamentales de toute société capitaliste. C'est pourquoi la tâche essentielle de la social-démocratie, tâche à laquelle les mencheviks

n'entendent absolument rien, est de travailler opiniâtrement à détruire l'hégémonie des libéraux sur les démocrates, à affranchir les masses petites-bourgeoises de l'ascendant des cadets et de les amener à accepter l'influence de la social-démocratie.

Les troudoviks nous proposent « les actions concertées et constantes ». Merci mille fois ! Se lier avec des gens qui sont attirés vers les cadets comme l'ivrogne vers la boisson, des gens qui, des mois durant, ont supplié les cadets de faire alliance avec eux, lors des élections de Pétersbourg, qui se sont rendus comme des moutons à leur réunion du 19 février et ont voté pour le cadet qui vend la démocratie *, alors, non, vraiment, merci !

Rédigé le 22 février (7 mars) 1907.
Publié le 23 février 1907 dans le n° 4 du journal « Novy Loutch »

Conforme au texte du journal

* Voir le présent tome, pp. 158-161. *(N.R.)*

LA SCISSION FUTURE VUE PAR LES RESPONSABLES DE LA SCISSION PRÉSENTE

La *Rousskaïa Jizn* a élevé une protestation comique à propos de l'attitude du *Novy Loutch* envers le groupe social-démocrate de la Douma (sous le titre « Même ici ! » dans le n° 45).

Elle est comique parce que la *Rousskaïa Jizn* a choisi un chemin détourné plutôt que d'essayer de répondre sur le fond à notre critique de la conduite du groupe.

Nous disions que notre groupe ne devait en aucun cas voter pour le candidat cadet à la présidence.

Nous disions que notre groupe ne devait en aucun cas assister à des réunions privées des cadets ou des narodovtsy.

Nous disions en dernier lieu que sa conduite risquait d'amener une scission, car son principe s'opposait à l'esprit et à la lettre des résolutions prises par le congrès du parti de Stockholm.

Nous adressions enfin un appel à la section bolchevique de notre groupe pour lui demander de mener un combat des plus implacables contre l'opportunisme de la majorité du groupe et de défendre sans défaillance, en son sein, la position de la social-démocratie révolutionnaire.

Nous avons beaucoup écrit à ce sujet ; nous avons consacré à la conduite du groupe dans l'affaire de la présidence de nombreux articles qui l'éclairaient sous tous ses angles.

La *Rousskaïa Jizn* n'a fait aucune objection de fond ; pas une seule tentative sérieuse de défendre la ligne tactique des mencheviks qui dirigent en fait le groupe à la Douma.

Nous étions en droit d'espérer, nous avons espéré, que la *Rousskaïa Jizn* tenterait de prouver que sa ligne tactique est pleinement en conformité avec les résolutions du congrès de Stockholm du P.O.S.D.R., et que c'est effectivement celle qui doit permettre à notre groupe de se mettre à la tête de toute l'aile gauche de la Douma.

Mais rien de tel ne s'est produit. A la place, une avalanche de lamentations et de protestations comiques selon lesquelles le *Novy Loutch* traque le groupe social-démocrate de la Douma et pousse ses membres bolcheviques à une scission immédiate.

Au lieu d'une réponse portant sur le fond de la question, nous recevons un défi hypocrite : « Que le *Novy Loutch* s'exprime plus clairement, qu'il mette les points sur les i, et qu'il se souvienne du conseil de l'Evangile : « Hâte-toi de finir ce que tu fais. »

Camarades ! En vérité, vous êtes admirables de désinvolture. Vos protestations selon lesquelles les bolcheviks poussent à la scission sont des perles de droiture et de sincérité.

L'unique organisation du parti où existe à présent une scission, et cela sous une forme particulièrement grave, c'est celle de Pétersbourg. Et qui donc l'a divisée ? Les mencheviks, qui, alléguant le danger cent-noir qui ne s'est point manifesté à Pétersbourg, ont provoqué cette scission, en dépit des ouvriers organisés, pour complaire aux cadets. Et cependant, jusqu'ici, les mencheviks s'obstinent à ne pas vouloir rétablir l'intégrité de l'organisation de Pétersbourg et à élargir et approfondir cette scission.

Les bolcheviks se sont opposés de toutes leurs forces à l'idée d'alliances électorales avec les cadets. Mais la conférence du parti, qui s'est tenue en novembre, a reconnu que de telles alliances étaient admissibles. A cette conférence, les bolcheviks se sont engagés à respecter les décisions des organisations locales, et partout où celles-ci ont trouvé utile d'établir une alliance électorale avec les cadets, ils ont rempli leur devoir de membres du parti « pieusement et indéfectiblement ». Les mencheviks ont aussi pris cet engagement mais, quand ils ont eu la conviction que les ouvriers organisés de Pétersbourg refusaient de les suivre dans le sillage des cadets, ils ont scindé l'organisation.

Et maintenant, cette scission leur fait pousser les hauts cris ! Mais la réponse au défi que la *Rousskaïa Jizn* nous a lancé ne peut, en aucun cas, nous mettre dans l'embarras. Les points sont déjà posés sur les i sans cela ; tous ceux qui ont des yeux peuvent les voir.

L'unité du parti nous est chère au plus haut point. Mais la pureté des principes de la social-démocratie révolutionnaire nous est plus chère encore. Nous avons obéi et nous continuons d'obéir à la volonté exprimée par la majorité au congrès de Stockholm. Nous considérons qu'il est indispensable d'exécuter toutes ses décisions. Mais, nous exigeons qu'il en aille de même pour les organes directeurs centraux du parti. Et toutes les fluctuations opportunistes des mencheviks, toutes les tentatives pour s'écarter, par complaisance pour les cadets, de la ligne de conduite tracée par le congrès, se sont heurtées et se heurteront à une critique impitoyable et à une résistance inébranlable de notre part. C'est notre droit. C'est notre devoir. Nous ne renoncerons jamais à ce droit, pas plus que nous ne faillirons à notre devoir. Et s'il s'opère une scission, elle signifiera simplement que les mencheviks ont foulé aux pieds les décisions qu'ils ont eux-mêmes fait adopter au congrès de Stockholm. Il ne peut y avoir et il n'y aura pas d'autre scission. Quant à celle-ci, elle ne fera que témoigner de la transformation définitive des mencheviks en vasseaux des cadets.

« L'étendard rouge du prolétariat a frémi dans les mains du groupe social-démocrate de la Douma », écrivions-nous avant-hier. Les cadets exigent qu'on le baisse devant eux. Mais le jour où par la volonté des mencheviks on verra s'accomplir cette incroyable infâmie, ce sera aussi une scission car, ce jour-là, les mencheviks cesseront d'appartenir au Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

« Novy Loutch » n° 5, le 24 février 1907

Conforme au texte du journal

À PROPOS DE LA TACTIQUE OPPORTUNISTE

Plékhanov a rompu son silence, qui, après la célèbre proposition d'un slogan commun aux social-démocrates et aux constitutionnels-démocrates, « la Douma investie de pleins pouvoirs », était la seule tactique sensée de sa part. Dans la *Rousskaïa Jizn*, Plékhanov a une nouvelle fois essayé de pousser notre parti vers les cadets et d'imposer un slogan de soutien à un « gouvernement responsable », que notre parti a déjà rejeté lors de la première Douma.

Analysons le raisonnement de Plékhanov.

Tout d'abord, il faut noter qu'en luttant avec zèle contre les bolcheviks, Plékhanov *déforme délibérément* leur point de vue. Notamment, il nous attribue carrément la volonté de « foncer droit devant nous », l'aspiration à engager le combat « sur le champ ».

Afin de prouver aux lecteurs à quel point Plékhanov a tort, citons un passage de l'édition bolchevique officielle du *11 février*... « La lutte... est inéluctable, mais c'est précisément parce qu'elle est inéluctable que nous n'avons pas à la forcer, à la pousser, à l'aiguillonner. Ce sera l'affaire des Krouchévane et des Stolypine. Notre souci à nous est de *montrer* avec toute la clarté possible, franchement et sans rien cacher, la vérité au prolétariat et à la paysannerie, de leur ouvrir les yeux sur la signification de l'ouragan qui approche, et de les aider à affronter l'ennemi de manière organisée et avec sang-froid... «Tirez les premiers, messieurs les bourgeois ! », disait en 1894 Engels s'adressant aux capitalistes allemands. « Tirez les premiers, messieurs les

Krouchévane ! »... dirons-nous... Donc, pas d'*appels* anticipés*.

N'est-il pas vrai que l'honorable Plékhanov remplit avec aisance sa tâche de « critique » ? *Pas de mots d'ordre anticipés*, déclarent les organisations bolcheviques une dizaine de jours avant l'ouverture de la deuxième Douma. Les bolcheviks veulent livrer bataille « *sur le champ* », s'obstine à répéter Plékhanov dans un article publié le 23 février, ils veulent « foncer droit devant eux ».

Certes, c'est le moyen le plus simple, le moins onéreux et le plus facile de *démolir* les bolcheviks que de leur prêter *une idée absurde* pour ensuite faire du tapage et les insulter (« un empressement déraisonnable », « sottise », « pire qu'une trahison », etc., etc.). Mais Plékhanov a tort d'oublier qu'on ne peut tout rejeter sur les bolcheviks comme sur des morts, et qu'à l'aide d'une *simple référence* à un document officiel, ceux-ci montreront à tout un chacun à quel point sont mensongères les paroles de Plékhanov. Et Plékhanov aura honte. Et il commencera alors à comprendre qu'il ne pourra pas répéter impunément sur le compte des bolcheviks des choses que jusqu'ici, *seul* le journal *Novoïé Vrémia* lançait sur le compte des révolutionnaires.

Passons maintenant à l'essentiel de la question soulevée par Plékhanov au sujet du soutien par le parti ouvrier du slogan: « un gouvernement responsable ». Plékhanov le défend de la manière suivante :

« De deux choses l'une, ou bien les forces de la révolution, qui s'accroissent rapidement, ont *d'ores et déja* dépassé celles du gouvernement, et, dans ce cas, la revendication d'un gouvernement responsable peut et doit servir de signal à un combat décisif contre la réaction.

Ou alors, les forces de la révolution ne surpassent *pas encore* celles que lui oppose l'Etat, et alors, un combat décisif *n'est pas* encore opportun ; mais en ce cas également, la revendication en question doit être soutenue en tant qu'excellent moyen d'éducation propre à développer la conscience politique du peuple et, par là, à le préparer à un combat victorieux dans l'avenir.

Donc, dans l'un comme dans l'autre cas, les députés social-démocrates *ne peuvent pas ne pas adopter cette revendication* dans l'intérêt du peuple et dans celui de la révolution. »

---

* Voir le présent tome, pp. 114-115. (*N.R.*)

Ce raisonnement est très instructif. Considérons d'abord la première partie. Admettons avec Plékhanov que les forces de la révolution surpassent celles du gouvernement. S'il en était bien ainsi, la revendication d'un gouvernement responsable serait en premier lieu inutile, en second lieu nuisible et en troisième lieu, elle ne serait pas soutenue par les libéraux.

(1) Elle serait inutile, car pareil « signal pour un combat décisif » est en tout cas un signal indirect et non un signal direct. Ce « signal » ne suggère pas l'idée précise d'un combat réellement *décisif* contre la réaction, mais au contraire, l'idée d'une concession telle que la réaction peut la faire elle-même et de son plein gré. Nous ne nions pas qu'en général on peut admettre dans certaines circonstances que soit donné le signal non pas à un combat décisif, mais à une petite empoignade préliminaire, et même à une manifestation de rue simulant un combat. Mais c'est là une autre question. Or, en face des prémisses *posées* par Plékhanov (les forces *de la révolution* ont déjà surpassé... etc...) l'inutilité d'un signal indirect est évidente.

(2) « Les forces de la révolution ont déjà surpassé celles de la réaction »... Qu'est-ce que cela signifie ? Est-ce que cela implique la *prise de conscience* des forces révolutionnaires ? Apparemment, Plékhanov est d'avis que oui. Un peuple n'ayant pas conscience des problèmes de la révolution ne peut être assez fort pour remporter une victoire sur la réaction dans un combat décisif. Et puis : la revendication que nous analysons exprime-t-elle *correctement* les objectifs de la révolution dans son combat contre la réaction ? Non, car en premier lieu, un gouvernement responsable ne signifie nullement la transmission du pouvoir au peuple, même pas aux libéraux, mais représente dans son essence un marché ou une tentative de marché de la réaction avec les libéraux ; en second lieu, même une *véritable* transmission du *pouvoir* aux libéraux *n'est pas susceptible* de répondre aux revendications fondamentales de la révolution en raison des conditions objectives. Cette pensée est franchement exprimée dans le passage de l'article du « Premier Recueil [81] » cité par Plékhanov, et il n'a même pas essayé d'analyser à fond cette pensée.

On se demande alors quelle influence peut avoir sur un

combat *décisif* (c'est la condition de Plékhanov) contre la réaction un slogan qui *n'*exprime *pas correctement* les revendications de la révolution (dont les *forces* ont *déjà* surpassé — c'est la condition de Plékhanov —, celles du gouvernement). Une influence *nuisible*, c'est évident. Ce slogan *obscurcit* la conscience des masses qui marchent à un combat décisif. Proposer ce slogan équivaut à appeler à un combat *décisif*, tout en désignant un *objectif qui ne décide de rien*, à ordonner : tirez sur la vache, mais visez la corneille.

Il n'est *jamais* possible de déterminer avec une précision totale *avant* le combat lequel des deux adversaires « a déjà surpassé » en force l'autre. Seuls les pédants peuvent y prétendre. La notion de « *supériorité* sur l'ennemi » englobe une *claire conscience* des objectifs de la part des combattants. Plékhanov *nuit directement* à la révolution lorsqu'en prévision d'un combat « décisif » il *obscurcit* cette conscience. C'est en vérité « pire qu'une trahison », honorable critique ! « Les forces » sont suffisantes pour remporter une victoire sur la réaction, et c'est pour conclure *un marché* avec elle que « le chef » appelle ses troupes au combat... Plékhanov s'est comparé plaisamment à ce général romain qui fit exécuter son fils pour avoir engagé trop tôt le combat. Excellente plaisanterie ! Eh bien ! si j'avais été le « fils » au moment du combat *décisif*, alors que « les forces de la révolution *avaient déjà surpassé* celles du gouvernement », sans hésiter une seconde, *j'aurais abattu* (ou, ainsi que les Romains, j'aurais transpercé de mon glaive) le « *cher papa* » qui défendait un slogan de marché avec la réaction, puis j'aurais tranquillement laissé les futurs Mommsen déterminer si mon acte était l'assassinat ou l'exécution d'un traître, ou un crime de lèse-majesté envers un supérieur.

(3) Lorsqu'à l'époque de la première Douma, nous nous élevions contre le slogan : « un gouvernement responsable », nous nous limitions aux deux arguments ci-dessus. Il nous faut maintenant en ajouter un troisième : si la revendication d'un gouvernement responsable *pouvait* devenir, *directement ou indirectement*, le signal d'un combat décisif de la « révolution » contre la réaction, alors *les libéraux eux-mêmes* la supprimeraient.

Pourquoi nous faut-il maintenant ajouter cet argument ? Parce que les libéraux (au nombre desquels les cadets) ont fortement glissé vers la droite après la première Douma et se sont *résolument* opposés à la révolution. Parce que Golovine, soutenu par les mauvais social-démocrates pour son libéralisme, a fait son premier discours non comme un libéral, un cadet, mais comme un *octobriste*.

Si Plékhanov s'est détaché des problèmes russes au point d'ignorer cela, alors, bien sûr, son article mérite l'indulgence. Mais, indépendamment de ses diverses erreurs, ce sont ses arguments qui demeurent fondamentalement faux.

Passons à la deuxième éventualité. Les forces de la révolution *n'*ont *pas encore* surpassé celles de la réaction et un combat décisif n'est *pas encore* opportun. La signification du slogan réside alors dans son influence sur le développement de la conscience politique du peuple, dit Plékhanov. C'est vrai. Mais dans ce cas — et ici Plékhanov a mille fois tort — un tel slogan *corrompt* la conscience du peuple, au lieu de l'éclairer ; il *l'obscurcit*, mais ne la réveille pas ; il *démoralise*, mais n'éduque pas. C'est tellement évident que nous pouvons ne pas nous attarder sur le développement de cette pensée ; tout au moins jusqu'à un prochain entretien avec le très honorable Plékhanov.

La situation est bien sans issue. Que les forces de la révolution aient atteint la supériorité, oui ou non, il est impossible de considérer que le slogan de Plékhanov « ait atteint » le niveau de la conscience du prolétariat social-démocrate ? Ce slogan sacrifie les *intérêts fondamentaux* de la démocratie et de notre révolution tout entière : éclairer les masses sur les objectifs d'un combat réel *du peuple* pour un pouvoir *réel* — il les sacrifie aux slogans, aux objectifs et aux intérêts temporaires, fortuits et confus *des libéraux*.

Or, c'est dans ce sacrifice des objectifs fondamentaux du prolétariat aux objectifs boîteux et embrouillés du libéralisme que réside l'essence de la tactique *opportuniste*.

Quelques mots encore pour conclure. Dans son article, Plékhanov essaie de nous pincer pour notre boycottage. Nous en parlerons en détail avec lui quand il souhaitera cesser les piques pour combattre sur le fond. Mais, pour l'instant, notons ceci. Le fils du général romain avait cependant, dit-il, remporté la victoire malgré sa hâte à combattre,

tandis que pour l'instant, il n'y a que des défaites à mettre au compte des bolcheviks.

Vous avez mauvaise mémoire, camarade Plékhanov. Souvenez-vous donc de la Douma de *Boulyguine* [82]. Souvenez-vous que Parvus et la nouvelle « *Iskra* » [83] *que vous souteniez* étaient *contre* le boycottage alors que les bolcheviks étaient pour.

Le développement de la révolution a apporté une *victoire intégrale* aux bolcheviks, dont les mencheviks ne se distinguaient pendant les journées d'octobre-novembre que par les emballements de Trotski.

Il en est et il en sera toujours ainsi, très honorable camarade Plékhanov. Lorsque la révolution succombe, les pédants viennent se lamenter après coup sur l'avant-scène, dans le rôle des « généraux romains ». Et lorsque la révolution prend son essor, *il en va* comme le veulent *les sociaux-démocrates révolutionnaires*, même si on les a comparés maintes fois à des « jeunes gens impatients ».

Rédigé le 23 février (8 mars) 1907.
Publié le 24 février 1907 dans le journal « Novy Loutch » n° 6.
Signé: N. Lénine

Conforme au texte du journal

LES BOLCHEVIKS ET LA PETITE BOURGEOISIE

Tel est le titre d'un article des *Novyé Sily* [84], article qui donne matière à quelques éclaircissements.

Le journal n'est pas satisfait de la division « désormais usée » que nous faisons de la bourgeoisie en petite bourgeoisie, bourgeoisie révolutionnaire et bourgeoisie libérale. L'organe des troudoviks, reprenant l'argument des mencheviks, dit qu'une grande partie de la petite bourgeoisie a sans aucun doute voté pour les cadets.

Oui, une grande partie de la petite bourgeoisie a voté pour les cadets. C'est vrai. Mais on ne peut juger du caractère de classe d'un parti par le seul fait qu'à un *moment donné* tels ou tels éléments, entre autres, ont voté pour lui. Beaucoup de petits bourgeois votent certainement pour les social-démocrates allemands, et de nombreux ouvriers pour le « centre ». Mais les *Novyé Sily* comprennent sûrement qu'on ne peut conclure de là que la division « désormais usée » des classes de travailleurs en petite bourgeoisie et prolétariat est fausse.

Toute l'histoire du parti cadet en général, et celle des dernières élections en particulier, ont montré que ce sont les propriétaires d'exploitations foncières capitalistes, les bourgeois moyens et les intellectuels bourgeois qui constituent la *classe* sur laquelle repose ce parti. La masse du peuple, c'est-à-dire les larges couches de la population urbaine et ensuite de la paysannerie, est étrangère à ce parti qui combat toute initiative propre des masses parce qu'elle l'effraye, qui défend les indemnités de rachat, qui lutte contre les comités agraires locaux, sur la base des « quatre im-

pératifs [85] », etc... C'est l'unique raison de l'abandon étonnament rapide des cadets par la petite bourgeoisie aux dernières élections. Comme on le sait, la paysannerie a provoqué l'échec complet des cadets et a contribué plus que tout autre à leur défaite dans les réunions électorales de province. La petite bourgeoisie des villes, comme nous l'avons déjà remarqué dans le n° 1 du *Novy Loutch* * a donné d'emblée 41 000 voix au bloc de gauche contre 74 000 aux cadets, malgré l'absence de quotidiens de gauche, etc.

Les cadets sont un parti de bourgeois libéraux. La situation économique de cette classe l'oblige à *craindre* la victoire des paysans et la solidarité des ouvriers. De là leur tendance inévitable et aucunement accidentelle à se tourner vers la droite, du côté d'un arrangement avec la réaction, ceci d'autant plus vite que les masses populaires se tournent elles aussi plus vite vers la gauche. Ce n'est pas un hasard mais une nécessité économique qui a causé l'extraordinaire virage à gauche et l'engagement révolutionnaire du prolétariat, de la paysannerie et de la petite bourgeoisie pauvre après la dissolution de la Douma, tandis que les cadets pivotaient vers la droite de façon tout aussi extraordinaire. Le regretter, essayer de changer ou de stopper ce processus, seuls les philistins de politique peuvent le faire.

Notre problème, le problème des social-démocrates est autre : il s'agit d'accélérer le processus de libération des masses de l'hégémonie des cadets. Les liens anciens et l'influence des libéraux, leur mainmise économique sur la petite bourgeoisie, leur rôle en tant qu'intellectuels bourgeois, fonctionnaires libéraux, etc., alimentent cette hégémonie traditionnelle. Plus les masses prendront clairement conscience de *leurs* intérêts, plus vite elles comprendront l'hostilité des libéraux à un mouvement de masse, et plus vite elles se démarqueront politiquement des libéraux, en fondant leurs propres partis, organisations, unions, etc., démocratiques ou révolutionnaires. La paysannerie, en particulier, qui forme les huit ou neuf dixièmes de toute la petite bourgeoisie, se bat avant tout pour la terre. Le propriétaire foncier libéral (il y en a encore en Russie : la curie des propriétaires fonciers a donné aux dernières élections 24,4%

* Voir le présent tome, p. 151. (*N.R.*)

de députés cadets et plus à gauche) se trouve être dans cette lutte *contre* le paysan, et le fonctionnaire libéral, l'intellectuel bourgeois sont très proches du propriétaire foncier libéral. Voilà pourquoi la paysannerie se libère de l'influence des cadets beaucoup plus vite et de façon plus résolue que la petite bourgeoisie des villes. La victoire de la paysannerie en lutte pour la terre est la véritable base économique de la victoire de la révolution bourgeoise en Russie. Les libéraux (y compris les cadets) sont *contre* la victoire de la paysannerie ; ils défendent le rachat, c'est-à-dire la transformation du paysan soit en partie en *gross Bauer* *, soit en partie en *Knecht* ** attaché à un propriétaire de type *prussien*. Voilà pourquoi la révolution démocratique bourgeoise est *impossible* en Russie tant que la paysannerie ne s'est pas affranchie de l'hégémonie politique des libéraux. La victoire de la paysannerie *anéantit* la propriété foncière et donne le champ libre au développement des forces productives sur une base proprement capitaliste. La victoire des libéraux *conserve* la propriété foncière, l'épurant à peine de ses caractères féodaux et conduisant au développement le *moins* rapide et le *moins* libre, au type prussien de développement du capitalisme, pour ainsi dire, et non au type américain.

Les *Novyé Sily* ne comprennent pas le caractère de classe qui est à la base de la révolution russe lorsqu'elles disent que la petite bourgeoisie est plus proche des libéraux pour les exigences économiques et sociales et plus proche du prolétariat pour les exigences politiques, et que ce « centre de gravité de la révolution » se déplace vers la « politique ». Tout le raisonnement des *Novyé Sily* n'est que complète confusion. La petite bourgeoisie, y compris le paysan, est naturellement plus proche du libéral que du prolétaire, plus proche en tant que *propriétaire*, en tant que petit producteur. C'est pourquoi la fusion de la petite bourgeoisie et des prolétaires dans un parti unique (c'est ce que veulent les socialistes-révolutionnaires) eût été impensable politiquement et tout à fait réactionnaire du point de vue du socialisme. Mais dans la révolution russe démocratique et bour-

* gross Bauer : gros paysan. (*N.R.*)
** Knecht : serviteur. (*N.R.*)

geoise actuelle la lutte ne tient pas du tout à l'antagonisme des patrons et des ouvriers (comme ce serait le cas dans la révolution socialiste), mais à l'antagonisme du paysan et du propriétaire foncier. C'est vers cette lutte *économique* et pas du tout « politique » que tend le « centre de gravité de la révolution ».

Mais si notre révolution est bourgeoise par son contenu économique (ce qui est certain), on ne peut en tirer de conclusion sur le rôle dirigeant de la bourgeoisie dans notre révolution, de la bourgeoisie en tant que force motrice. Une telle conclusion, habituelle chez Plékhanov et les mencheviks, est une caricature avilissante du marxisme. Le propriétaire libéral avec le fabricant, le marchand, l'avocat, etc., ou le prolétariat avec la masse des paysans peuvent l'un ou l'autre diriger la révolution bourgeoise. Son caractère demeure bourgeois dans les deux cas, mais le cadre, les conditions qui permettront au prolétariat, au socialisme, d'en tirer avantage (*c'est-à-dire* avant tout d'obtenir un développement plus rapide des forces productives) *sont tout à fait différents* dans l'un et l'autre cas.

Les bolcheviks en déduisent la tactique *fondamentale* du prolétariat socialiste dans la révolution bourgeoise : entraîner avec lui la petite bourgeoisie démocratique, en particulier la paysannerie, l'arracher aux libéraux, paralyser la bourgeoisie libérale instable, développer la lutte des *masses* pour *l'anéantissement* complet de tous les vestiges du servage, y compris la propriété seigneuriale.

La question de la présidence à la Douma fut un cas particulier de la tactique générale des social-démocrates dans la révolution bourgeoise. Les social-démocrates devaient *détourner* les troudoviks des cadets, soit en votant pour un troudovik, soit en s'abstenant de façon démonstrative en donnant l'explication de leur abstention. Les *Novyé Sily* ont reconnu à présent que ce fut une *faute* de la gauche d'avoir conféré avec les cadets. C'est un aveu précieux. Mais les *Novyé Sily* se trompent en pensant que « ce n'était pas une erreur de principe, mais une erreur de calcul pratique ». Une telle opinion repose, comme nous l'avons montré, sur une incompréhension des fondements, des principes de la tactique du prolétariat socialiste dans la révolution bourgeoise.

Seul ce point de vue permet de donner une réponse juste à ces questions particulières qui causent des maux de tête aux *Novyé Sily*.

Peut-on « garantir que la petite bourgeoisie reconnue pour une alliée par le *Novy Loutch* ne se détournera pas à son tour de la gauche pour se ranger dans le camp des cadets » ? C'est justement parce qu'on ne peut le garantir que nous sommes *contre* tout accord permanent avec les troudoviks. Notre ligne de conduite est : « marcher séparément, *battre ensemble* » les Cent-Noirs et les cadets. C'est ainsi que nous avons agi aux élections de Saint-Pétersbourg et c'est ainsi que nous agirons toujours.

On peut écarter des cadets une partie de la petite bourgeoisie, répliquent les *Novyé Sily*. C'est possible, comme nous l'avons fait aux élections de Pétersbourg [86] avec une partie du *Tovarichtch* cadétisant. Pour y parvenir, il faut suivre résolument le chemin révolutionnaire, sans s'occuper de ce que dira la Maria Alexéevna [87] du parti cadet.

L'œuvre législative « doit inévitablement être mise entre les mains des cadets ». Pas du tout. Les cadets, à la tête des libéraux du « centre » de la Douma, ont la supériorité sur les Cent-Noirs sans notre soutien. C'est pourquoi nous devons présenter nos propres projets de loi, qui ne seront pas ceux des libéraux, ni ceux de la petite bourgeoisie mais des projets de loi social-démocrates écrits dans une langue révolutionnaire et pas dans celle de la bureaucratie, et *mettre ces projets aux voix*. Que les Cent-Noirs et les cadets les fassent échouer. Alors nous passerons à une critique sans merci du projet cadet et présenterons tous nos amendements. Les amendements terminés, nous nous abstenons lors du vote du projet cadet en entier, permettant aux cadets de battre les Cent-Noirs, sans prendre à notre compte la responsabilité devant le peuple de l'indigence et de la bassesse de la pseudo-démocratie des cadets.

« Novy Louitch » n° 6, 25 février 1907.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

LA PROCHAINE DISSOLUTION DE LA DOUMA ET LES QUESTIONS DE TACTIQUE

Pétersbourg, le 27 février 1907

Les journaux sont pleins de nouvelles, de bruits, de conjectures au sujet d'une prochaine dissolution de la Douma.

Cette dissolution est-elle probable ? En regardant les choses objectivement on est obligé de conclure que c'est plus que probable. Le gouvernement avait été contraint de convoquer la Douma. Il lui fallait essayer une fois encore, tout en poussant la répression à son comble, de convoquer les représentants du peuple pour s'entendre avec la bourgeoisie. Ce fut un échec, c'est clair. Les cours martiales et tous les autres délices de la constitution de Stolypine ont beaucoup aidé la propagande révolutionnaire parmi les masses qui n'avaient pas été touchées jusque-là et ont donné une Douma de gauche, sortie du plus profond des masses paysannes. Les cadets, ce parti du centre dans la révolution russe, sont affaiblis par rapport à ce qu'ils étaient dans la première Douma. Les cadets sont incontestablement plus à droite, mais le gouvernement, en présence d'une telle Douma et à un tel moment, ne se trouve pas en état de conclure des marchés avec eux. Les cadets auraient pu fusionner avec les octobristes, et c'est vers cela qu'ils vont inéxorablement, il suffit de nommer messieurs Strouvé et Golovine pour s'en rendre compte. Mais ce qui fait la particularité de cette situation, c'est qu'il n'y a pas de majorité cadets-octobristes à la Douma. Tout le « centre » est écrasé sans espoir par la lutte exacerbée des deux parties extrémistes : les monarchistes

à droite et l'aile gauche de la Douma. Cette aile atteint les deux cinquièmes. Son rôle à la Douma est énorme. Son influence dans les masses populaires, très grande. Son lien grandissant avec les masses ne peut être brisé par quelques demi-mesures. La dissolution de la Douma est une nécessité pour le gouvernement: s'il ne recourt pas à la violence, il n'arrivera pas à se sortir de cette situation. La « légalité » de cette situation ne fait qu'aggraver la crise, puisque sa véritable force, celle qui anime les masses populaires, est nécessairement supérieure à son expression « légale » (c'est-à-dire tamisée à travers des dizaines et des centaines de cribles policiers).

La dissolution de la Douma est plus que probable, elle est inévitable justement parce que nous vivons, au fond, une crise révolutionnaire et non une crise constitutionnelle; c'est pour cela que se cacher la tête sous l'aile, essayer de se dérober aux conséquences inévitables de cette situation politique, essayer par des mots et des phrases d'assombrir ce qui est clair, d'affaiblir ce qui est fort, d'obscurcir ce qui est évident, eût été une politique extrêmement nuisible, comique et pitoyable.

C'est une politique de ce genre que suivent les cadets. Monsieur Izgoïev écrit aujourd'hui dans la *Retch* : « Il n'est *presque* pas en notre pouvoir de conserver la Douma. » C'est presque exact. « Dans 3 ou 4 mois, lorsque la Douma aurait acquis de l'autorité dans le pays par son travail de législation, la situation eût pu devenir autre. » C'est non seulement exact mais évident. Le gouvernement aussi voit ce qui est évident.

Mais monsieur Izgoïev a peur de la vérité toute nue et commence à s'agiter : « Mais aura-t-elle à sa disposition ces 3 ou 4 mois ? C'est un cercle vicieux, sans issue aucune. L'issue ne se trouve pas dans la rue « organisée » ou « inorganisée », mais on l'aurait trouvée au cas où il y aurait eu au pouvoir des gens pénétrés d'un patriotisme sincère »...

Mais naturellement ! Ceux-là même qui se sont ensorcelés eux-mêmes par de vains propos, ceux qui se sont fourrées eux-mêmes dans une impasse de phrases doucereuses, ceux-là pleurent, se plaignent et languissent à présent... C'est là en vérité l'image du philistin désemparé, larmoyant et impotent !

Que le lecteur ne croie pas qu'il s'agit là de boutades fortuites d'un écrivain cadet fortuit. Non. C'est le résumé d'une politique *tracée* officiellement par le parti cadet, par le parti prépondérant, celui qui a fait passer son président. Le même journal nous annonce : « Après des débats prolongés, le groupe parlementaire de la liberté du peuple réuni en séance de nuit, le 25 février, a décidé, au sujet de l'attitude à tenir envers la déclaration gouvernementale, de garder le silence en n'exprimant ni confiance ni refus de confiance et de passer à l'examen des affaires courantes. Si les partis de droite introduisent dans un but de provocation une formule exprimant la confiance au gouvernement, il est décidé de voter contre. Au cas où l'extrême gauche (les social-démocrates) ferait une proposition de refus de confiance, le Parti de la liberté du peuple a décidé d'introduire sa formule de passage aux affaires courantes. D'ailleurs, il y a un espoir d'atteindre un accord préalable de toute l'opposition en ce qui concerne cette question, ce vers quoi tendent les socialistes-révolutionnaires, les socialistes-populistes et les troudoviks. » Ajoutons que notre groupe social-démocrate de la Douma a décidé d'« agir tout à fait indépendamment », selon les termes de la *Rousskaïa Jizn*, décision que nous saluons chaleureusement.

Mais la politique des cadets est à vrai dire quelque chose d'admirable. Dire : « Je refuse la confiance », c'est imprudent. Il faut préserver la Douma. Dire : « je n'exprime pas la confiance », c'est possible. Mais n'est-ce pas se comporter politiquement comme « l'homme sous cloche de verre » [88] ? N'est-ce pas l'attitude des philistins qui enfonçant leur bonnet de nuit sur leurs yeux devant la tempête qui approche inexorablement, répètent : nous sommes prudents... nous préservons... Vous préservez votre bonnet de philistin et rien de plus, honorables chevaliers de la « liberté populaire » !

Et n'y a-t-il rien de plus drôle que de traiter de « provocation » la confiance que la droite exprimerait au gouvernement ? Le droit le plus légitime de chaque membre de la Douma, la réponse la plus naturelle d'un représentant du peuple à la question du gouvernement : voilà mon programme, la Douma désire-t-elle travailler avec moi dans cet esprit ? Seul le complet désarroi des cadets peut expliquer

qu'ils aient écrit cette absurdité. Non, messieurs, on ne se défend pas des contre-révolutionnaires avec un bonnet de nuit. Le droit de dissolution de la Douma est un droit archi-« légal » selon cette constitution préconisée si stupidement par de pitoyables libéraux qui persuadaient traîtreusement le peuple de la prendre au sérieux. Le gouvernement est libre de demander à la Douma si elle désire exécuter son programme, et on n'y peut rien. Et la réponse : « je n'exprime pas la confiance » n'en sera pas moins un prétexte « constitutionnel » excellent et tout à fait suffisant pour la dissolution de la Douma. Même sans l'aide des Kovalevski on peut trouver des dizaines de « précédents constitutionnels » de dissolution du parlement pour refus de confiance au gouvernement dans des affaires beaucoup moins graves que... que... que les cours martiales et les expéditions punitives.

Quelle conclusion tirer de là ? C'est qu'il est stupide de jouer à la constitution quand il n'y en a pas. Il est stupide de fermer les yeux et de se taire devant le fait que les jours de la « quasi-constitution » actuelle sont comptés, que l'abolition de la loi électorale et le retour à l'autocratie intégrale sont *inévitables*.

Que faire ? *Aussprechen was ist* * : dire ce qui est. Le gouvernement est absolument obligé de congédier la Douma. Il vaut mieux pour lui qu'elle s'en aille en silence, en jouant docilement la comédie constitutionnelle, sans ouvrir les yeux au peuple sur l'*inéluctabilité* d'un coup d'Etat. Et les cadets avec leur lâcheté, leur formule « historique » admirable et inégalable : « garder le *silence* », « je n'exprime pas la confiance » au lieu de « je refuse la confiance », ne font qu'aider le gouvernement à accomplir *en silence* son coup d'Etat.

Les véritables partisans de la liberté, les véritables représentants du peuple doivent agir autrement. Ils doivent comprendre que la survie de la Douma ne dépend pas de la politesse, de la vigilance, de la prudence, de la diplomatie, de la délicatesse, de la discrétion et autres vertus de Moltchaline [89]. *Du haut de la tribune de la Douma*, ils doivent dire publiquement, simplement et franchement au peuple *toute la vérité* : pourquoi la dissolution de la Douma, le coup d'Etat

* En allemand dans le texte. (*N.R.*)

gouvernemental et le retour à l'autocratie pure sont inévitables. Le gouvernement *est obligé* de se taire sur ce sujet. Le peuple doit savoir. Les représentants du peuple, tant qu'ils le sont encore, doivent monter à la tribune de la Douma pour le dire.

La situation est parfaitement claire. Il n'y a pas d'autre choix : ou bien garder une attitude peu glorieuse à la Moltchaline, tendre docilement la tête, ou déclarer calmement mais fermement au peuple que c'est là le premier acte du coup d'Etat du gouvernement des Cent-Noirs.

Seule la lutte du peuple peut y faire obstacle. Et le peuple doit connaître toute la vérité.

Nous espérons que les social-démocrates de la Douma la lui diront.

« Prolétari » n° 14, 4 mars 1907

Conforme au texte du journal

CADETS ET TROUDOVIKS [90]

Le camarade D. Koltsov reprend dans le n° 49 de la *Rouskaïa Jizn* le raisonnement habituel des mencheviks en faveur d'une politique de soutien aux cadets. Mais il le fait d'une façon si rectiligne et si naïve qu'il ne nous reste plus qu'à le remercier d'avoir poussé cette théorie erronée jusqu'à l'absurde.

« Avec qui les social-démocrates ont-ils le plus de points de contact, demande-t-il dans l'article « Les cadets et la démocratie bourgeoise », avec les démocrates des villes ou avec ceux des campagnes ? De qui la social-démocratie peut-elle surtout attendre du soutien dans sa lutte contre les préjugés culturels, religieux, nationalistes, etc...? Qui soutiendra le plus les mesures favorisant le libre développement des forces productives ? Il suffit de poser ces questions capitales pour la politique des social-démocrates, et la réponse devient claire d'elle-même. Tout ce que dit le *Manifeste communiste* sur le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie, reste aussi juste au XXe siècle que cela l'était au XIXe , aussi juste en Russie que cela l'était en Angleterre, etc... La démocratie paysanne, en ce qui la concerne, malgré ses allures révolutionnaires, défendra dans de nombreux cas les formes d'organisation économique et sociale vieilles et périmées ... Lorsque les bolcheviks parlent des cadets, ils oublient que la démocratie des villes les suit ; par contre, toute la paysannerie est représentée, selon eux, dans le groupe parlementaire des socialistes-révolutionnaires et des troudoviks. Cela veut dire que les arbres les empêchent de voir la forêt, de voir les intérêts

sociaux des larges masses populaires derrière la représentation parlementaire. »

Nous saluons de tout notre cœur les mencheviks pour cette explication des fondements *de principe* de nos divergences sur la tactique. Il était temps.

Ainsi, les cadets représentent la *bourgeoisie progressiste des villes*, et les troudoviks, la *bourgeoisie paysanne arriérée*. Voilà à quoi se résume votre « marxisme ».

Mais s'il en est ainsi, pourquoi ne le dites-vous pas ouvertement et franchement devant tout le parti ? Pourquoi ne déclarez-vous pas avec netteté dans votre projet de résolution pour le congrès du Parti qu'au nom du *Manifeste communiste* le P.O.S.D.R. *doit* soutenir les cadets contre les *troudoviks*.

Nous serions très satisfaits d'une telle déclaration de votre part. Nous vous l'avons demandé depuis longtemps, avant même le Congrès d'Unification, lorsque dans notre projet de résolution sur l'attitude à adopter envers les partis bourgeois, nous *avons défini* le contenu de classe des partis cadet et socialiste-révolutionnaire, en vous invitant à donner *votre définition*.

Comment avez-vous répondu à notre invitation ?

Vous l'avez éludée. Votre projet de résolution au Congrès d'Unification ne tente même pas d'exprimer l'idée que les cadets représentent la démocratie progressiste des villes, et les troudoviks (Union paysanne [91], socialistes-révolutionnaires, etc.), la paysannerie arriérée. Dans *votre* résolution du Congrès d'Unification, il n'y a, en ce qui concerne l'attitude envers les partis bourgeois, qu'une répétition curieuse par son désarroi, de la résolution d'Amsterdam [92].

Nous *réitérons* maintenant notre invitation. Nous revenons à la définition marxiste de la base de classe des divers partis bourgeois de Russie. Nous avons publié un projet de résolution à ce sujet.

Et nous sommes convaincus que vous *refuserez à nouveau l'invitation*. Nous sommes convaincus que vous ne vous déciderez pas à écrire dans le projet de résolution officiel des mencheviks que les cadets représentent la bourgeoisie progressiste des villes, qu'ils contribuent *plus que les troudoviks* au libre développement des forces productives, etc., etc...

Voilà comment les choses se présentent.

Le problème économique le plus important de la révolution bourgeoise de Russie actuelle est celui de la lutte de la paysannerie pour la terre. Cette lutte est nécessairement provoquée par la situation désespérée de la paysannerie, par les nombreuses survivances du servage dans la campagne russe, etc. Cette lutte pousse la masse paysanne vers une démocratisation radicale des rapports politiques (puisque sans la démocratisation de l'Etat les paysans ne peuvent vaincre les semi-féodaux) et vers l'anéantissement de la propriété foncière seigneuriale.

Voilà pourquoi les social-démocrates inscrivent dans leur programme la *confiscation* des terres seigneuriales. Il n'y a que les ultra-opportunistes parmi les social-démocrates, qui, n'adhérant pas à ce programme, veulent remplacer « confiscation » par « aliénation », *mais qui ont peur d'avouer ouvertement un tel projet.*

Les cadets sont le parti des bourgeois libéraux, des propriétaires fonciers libéraux, des intellectuels bourgeois. Si D. Koltsov a des doutes quant à la réalité d'un état d'esprit de propriétaires fonciers parmi les cadets, nous attirerons son attention sur deux faits : 1° sur la composition du groupe cadet à la première Douma. Demandez à Borodine [93], camarade Koltsov, et vous verrez combien il y avait de propriétaires fonciers ; 2° sur le projet agraire des cadets qui est au fond le plan d'un *propriétaire foncier capitaliste.* Le rachat de la terre, la transformation du paysan en *Knecht*, la constitution de commissions agraires locales où propriétaires fonciers et paysans seraient également représentés sous la présidence des représentants du gouvernement, tout cela montre très clairement que la politique des cadets en ce qui concerne le problème agraire est celle du *maintien* de la propriété foncière en l'épurant de quelques traits féodaux et en ruinant le paysan par le rachat et l'asservissement aux fonctionnaires. La signification économique de la politique agraire des cadets se réduit donc à un *ralentissement* du développement des forces productives.

Par contre, la confiscation des terres seigneuriales et la victoire complète de la démocratie paysanne signifie *la plus grande* rapidité, possible sous le capitalisme, de développement des forces productives.

Dans nos projets de résolutions au Ve Congrès *cette* appréciation de la signification *économique* de la politique des cadets est *franchement* exprimée. Nous vous le demandons encore une fois, exprimez aussi franchement votre théorie « marxiste », camarade D. Koltsov !

La comparaison des projets agraires des cadets et des troudoviks et de leur attitude envers le problème de la démocratie politique (loi sur les réunions à la première Douma, attitude envers les divers types de comités agraires locaux, le programme du parti cadet et du groupe du Travail à la première Douma, etc...), tout cela montre que les cadets forment un parti de libéraux, qui voudrait et qui est obligé de vouloir *mettre fin* à la révolution en conciliant la liberté et l'ancien pouvoir (au détriment de la liberté), le propriétaire foncier et le paysan (au détriment du paysan). Or, les partis du Travail (socialistes-populistes, troudoviks, socialistes-révolutionnaires), c'est-à-dire appartenant à la petite bourgeoisie démocratique des villes et surtout des campagnes (c'est-à-dire paysanne), *sont obligés* de porter leurs efforts vers un développement ultérieur de la révolution.

La victoire de la révolution n'est possible en Russie que si le prolétariat entraîne à sa suite la paysannerie démocratique contre l'ordre ancien et contre les libéraux.

Cette analyse, qui mise à la *base* de toute la tactique bolchevique, est confirmée de façon remarquable par toute l'expérience de la première Douma et de la période qui l'a suivie. Ce n'est qu'en ramenant nos discussions sur ces données de *base*, que nous les faisons passer de l'état de querelles à celui de solutions des problèmes fondamentaux de la révolution bourgeoise en Russie.

Par conséquent, nous saluons la franchise et la droiture du camarade Koltsov en répétant notre invitation : que les mencheviks essaient de formuler clairement et sans ambiguïté *ces* idées sur les cadets et les troudoviks.

« Rabotchaïa Molva » n° 1, 1er mars 1907. Signé : N. L-ne

Conforme au texte du journal

À PROPOS DE LA DÉCLARATION DE STOLYPINE

PROJET D'APPEL [1]

Les députés de la Douma d'Etat, membres du Parti ouvrier social-démocrate russe, déclarent au peuple ce qui suit et proposent à la Douma de faire de même.

Le gouvernement, par la voix de son premier ministre M. Stolypine, a fait part aux représentants du peuple de son intention de continuer la politique qu'il a menée depuis la dissolution de la première Douma. Le gouvernement ne veut pas tenir compte de la volonté des représentants du peuple. Il exige que les représentants du peuple acceptent sa politique, l'aident à développer, à perfectionner, à appliquer plus rigoureusement et plus pleinement cette politique gouvernementale.

En quoi consiste la politique du gouvernement ?

Elle consiste à défendre les intérêts d'une poignée de gros propriétaires, de dignitaires et de hauts fonctionnaires, à défendre leur droit d'exploiter et d'opprimer le peuple. Ni terre ni liberté, voilà ce que le gouvernement déclare au peuple par la voix de Stolypine.

Les paysans n'ont rien à attendre du gouvernement si ce n'est la défense des propriétaires fonciers et une lutte cruelle et impitoyable contre l'aspiration paysanne à la lumière, à la liberté, à une situation meilleure, à la remise des terres entre leurs mains, au rejet d'un joug pesant, d'une vie de bagne, d'une mort lente par la faim. Les paysans doivent s'attendre à ce que le gouvernement poursuive ces

mêmes violences qui ont enlevé à la paysannerie des milliers et des dizaines de milliers des meilleurs de ses fils aujourd'hui emprisonnés, déportés ou assassinés pour leur lutte courageuse contre l'arbitraire du fonctionnaire et l'oppression du propriétaire foncier. Acheter par des aumônes insignifiantes l'infime minorité des exploiteurs et des koulaks, les aider à piller à fond la campagne ruinée en récompense de l'aide qu'ils apportent au gouvernement autocrate, voilà la politique que Stolypine et son ministère ont l'intention de mener.

Les ouvriers n'ont rien à attendre de ce gouvernement si ce n'est la violence et l'oppression. Comme par le passé, les ouvriers auront les mains liées dans leur lutte pour améliorer leur situation. Comme par le passé les unions ouvrières seront interdites, les journaux ouvriers poursuivis. Comme par le passé, les gros fabricants auront l'aide et l'assistance du gouvernement dans tout ce qu'ils feront pour opprimer les ouvriers. Les ouvriers ne doivent pas attendre du gouvernement un secours à la dure misère engendrée par le chômage, mais l'accroissement et l'aggravation de cette misère. L'aide du gouvernement à la classe ouvrière ce sont des lois issues d'assemblées de fabricants et de fonctionnaires policiers. Les ouvriers de Russie ont, depuis longtemps déjà, apprécié cette politique du gouvernement, son « souci » de la classe ouvrière.

Les soldats et les marins qui ont versé leur sang dans la guerre du Japon, guerre que le gouvernement a engagée pour satisfaire les intérêts rapaces d'une poignée de courtisans, qui ont aussi versé leur sang chez nous en luttant pour améliorer leurs conditions de vie, se libérer du bagne de la caserne et pour que le soldat puisse, lui aussi, se sentir un homme et non du bétail, les soldats et les marins ne doivent rien attendre du gouvernement sinon les violences et l'oppression habituelles, sinon cette même attitude insensible, ce même morceau de pain rassis pour les récompenser d'avoir réprimé et maté leurs frères, les ouvriers et les paysans qui veulent obtenir la liberté et la terre.

La déclaration du gouvernement a montré que celui-ci ne désire pas la paix mais veut faire la guerre au peuple. Il y a une chose que cette déclaration ne dit pas et que les députés fidèles aux intérêts du peuple qui les a envoyés à

la Douma, doivent dire : ce que le gouvernement ne dit pas, c'est que sa déclaration correspond forcément à sa volonté de dissoudre la deuxième Douma, sans même lui donner la possibilité d'exprimer la volonté du peuple, d'exprimer les besoins des paysans, des ouvriers, des soldats, les besoins de tous les travailleurs d'exprimer tout ce dont la population a chargé les députés en les envoyant à la Douma.

Le Parti ouvrier social-démocrate a toujours dit au peuple que la Douma était incapable de lui donner la liberté et la terre. Les députés de la Douma qui défendent les intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie, sont prêts à mettre toutes leurs forces au service de ces intérêts, à aider le peuple en déclarant la vérité à la Douma, en montrant bien aux millions d'hommes dispersés aux quatre coins de la Russie, la politique antinationale néfaste menée par le gouvernement, les pièges qu'il tend au peuple, les lois et les mesures qu'il lui refuse.

Mais les députés de la Douma et la Douma tout entière, encore que capables d'aider le peuple, ne sont rien sans lui. Si la Russie a obtenu, pour un délai très court d'ailleurs, de petites libertés et une représentation populaire, c'est grâce à la lutte du peuple, à la lutte pleine d'abnégation de la classe ouvrière, de la paysannerie, des soldats et des marins pour la liberté.

Le gouvernement a une fois encore déclaré la guerre au peuple. Il a choisi la voie qui conduit à la dissolution de la deuxième Douma, à l'abrogation du droit de vote actuel, au retour à l'ancien ordre de choses de la vieille autocratie russe.

Les députés de la classe ouvrière en avertissent le peuple tout entier.

Rédigé entre les 20 et 28 février (5 et 13 mars) 1907.
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au texte du manuscrit

LES ÉLECTIONS À LA DOUMA ET LA TACTIQUE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE

Le résultat des élections à la Douma caractérise les différentes classes et leur force.

Le système électoral en Russie est *indirect* et *inégal*. Les paysans choisissent d'abord un délégué pour 10 foyers ; ces derniers désignent leurs délégués ; ces délégués, les grands-électeurs paysans, et enfin, ces grands-électeurs, avec ceux des autres classes sociales, les députés à la Douma. Un mode d'élections similaire est adopté pour les curies de propriétaires terriens, de citadins et d'ouvriers. Le nombre des grands-électeurs pour chaque curie est établi par la loi dans l'intérêt et à l'avantage des classes supérieures, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. De plus, non seulement les partis révolutionnaires mais aussi les partis d'opposition sont soumis aux répressions policières les plus barbares, les plus illégales ; ajoutons enfin l'absence totale de liberté de presse et de réunion, les arrestations et les exils arbitraires, les tribunaux militaires qui sévissent sur plus de la moitié de la Russie et l'état d'urgence qui en résulte.

Comment, dans de telles conditions, se fait-il que la nouvelle Douma soit beaucoup plus oppositionnelle et révolutionnaire que la première ?

Pour répondre à cette question, il nous faut, avant tout, examiner la répartition des grands-électeurs par partis, en liaison avec la composition politique de la deu-

xième Douma, en nous basant sur les renseignements de l'organe cadet la *Retch*, renseignements qui englobent à peu près les $^{9}/_{10}$ des électeurs de la Russie d'Europe (à l'exclusion de la Pologne, du Caucase, de la Sibérie, etc...). A défaut d'informations plus détaillées sur la coloration politique des grands-électeurs nous prenons les cinq groupes politiques les plus importants. La *droite* forme le premier groupe. Y entrent ceux que l'on appelle les « Cent-Noirs » (monarchistes, Union du peuple russe, etc.). Ils veulent revenir à l'autocratie pure, appellent à la terreur militaire sans frein contre les révolutionnaires, à l'assassinat dans le dos, comme celui du député Herzenstein, organisent des pogromes, etc. ; y entrent aussi les « *octobristes* » (on appelle ainsi en Russie le parti des gros industriels) qui tout de suite après le manifeste du tsar du 17 octobre 1905[95] se sont rangés du côté de la contre-révolution et qui maintenant soutiennent le gouvernement de toutes leurs forces. Ce parti fait souvent bloc avec les monarchistes aux élections.

Les *sans-parti* forment le deuxième groupe. Nous verrons par la suite que nombre de grands-électeurs et de députés, en particulier de la paysannerie, se sont abrités sous ce nom afin d'éviter les répressions policières que leurs convictions révolutionnaires leur auraient values.

Les *libéraux* forment le troisième groupe. A la tête des partis libéraux se trouve le parti constitutionnel-démocrate (qu'on appelle le parti « cadet ») ou bien le parti de la « liberté du peuple ». C'est un parti du centre dans la révolution russe. Il tient le milieu entre les propriétaires fonciers et les paysans. La bourgeoisie essaye de concilier les deux classes. C'est sur l'appréciation des cadets, parti de la bourgeoisie libérale, que porte le désaccord principal entre les deux tendances de la social-démocratie russe.

A la Douma, se tiennent aux côtés des libéraux russes, non par conviction politique mais pour des considérations opportunistes, les « Cent-Noirs » polonais, le Parti des « démocrates populaires », qui, chez eux en Pologne, luttent contre le prolétariat révolutionnaire par tous les moyens, la délation, les lock-out et les assassinats compris.

Les *progressistes* forment le quatrième groupe. Ce n'est pas là le nom d'un parti, mais une appellation convention-

nelle, sans signification précise servant, surtout, à éviter les poursuites policières, comme le terme « sans-parti ».

La *gauche* enfin forme le cinquième groupe. En relèvent les partis social-démocrate et socialiste-révolutionnaire, socialiste-populiste (qui correspond à peu près au parti radical-socialiste français [96]) et ce qu'on appelle les « *troudoviks* », organisation encore tout à fait informe de la démocratie paysanne.*. Les troudoviks, socialistes-révolutionnaires et socialistes-populistes sont, de par leur caractère de classe, des démocrates petits-bourgeois et paysans. Parfois les grands-électeurs des différents groupes révolutionnaires ont essayé de se camoufler pendant la campagne électorale sous le nom général de « gauches », espérant ainsi mieux éviter les poursuites policières.

Les chiffres de la *Retch* vont montrer tout de suite la justesse de nos conclusions quant à la composition sociale des partis. [Voir les tableaux, pp. 196 et 197.]

Donc, d'après les *tableaux*, *les grandes villes* forment un groupe à part. En effet, Pétersbourg désigne six députés, Moscou quatre, Varsovie et Tachkent chacune deux, et les autres villes chacune un, ce qui fait en tout 17 villes et 27 députés. Le reste des membres de la Douma est choisi aux assemblées de grands-électeurs des diverses provinces pour l'ensemble des quatre curies ; mais en outre, dans chaque province, les grands-électeurs paysans choisissent un député dans la curie paysanne. De cette façon il y a trois groupes de députés : ceux qui sont choisis par les assemblées de grands-électeurs dans les provinces, ceux de la curie paysanne et ceux des grandes villes.

Une douzaine de grands-électeurs du groupe progressiste ou de la gauche ont pu, rien que pour le calcul, être répartis entre d'autres partis ; malgré tout, ces chiffres sont, pour l'instant, les données les plus complètes et les plus sûres permettant de comprendre la structure de classe des divers partis russes.

La *curie ouvrière* a élu, même en province, mais natu-

* Dans la presse allemande ce parti est souvent appelé « groupe ouvrier » ce qui indiquerait une parenté avec la classe ouvrière. En fait, en Russie, il n'y a même pas entre eux de parenté étymologique. C'est pourquoi il vaut mieux laisser le mot « troudovik » sans le traduire pour désigner la démocratie petite-bourgeoise, surtout paysanne.

I. Nombre de grands-électeurs

Partis	51 provinces de Russie d'Europe										Grandes villes	
	propriétaires fonciers		citadins		paysans		ouvriers		total			
	grands-élect.	%	grands-élect.	%	grands-élect.	%	grands-élect.	%	grands-élect.	%	grands-élect.	%
Droite	1 224	70,9	182	13,9	764	33,8	—	—	2 170	40,0	346	20,7
Sans-parti	81	4,7	27	2,1	248	11,0	2	1,4	358	6,6	—	—
Libéraux	154	8,9	504	38,7	103	4,6	—	—	761	14,0	940	56,4
Progressistes	185	10,7	280	21,5	561	24,9	3	2,1	1 029	18,9	55	3,3
Gauche	82	4,8	311	23,8	582	25,7	140	96,5	1 115	20,5	327	19,6
Total . . .	1 726	100,0	1 304	100,0	2 258	100,0	145	100,0	5 433	100,0	1 668	100,0

II. Nombre de députés à la Douma

Partis	51 provinces de Russie d'Europe						Pologne		Caucase		Sibérie et provinces de l'Est		Empire de Russie en entier	
	Province		Curie paysanne		Grandes villes									
	députés	%	députés	%	députés	%	députés	%	députés	%	députés	%	députés	%
Droite	85	25,7	4	7,5	5	18,5	1	2,7	2	7,1	—	—	97	19,8
Sans-parti	18	5,4	3	5,7	—	—	—	—	—	—	1	7,1	22	4,5
Libéraux	82	24,8	10	18,9	17	63,0	32	86,5	9	32,2	6	42,9	156	31,8
Progressistes	20	6,0	10	18,9	—	—	3	8,1	2	7,1	—	—	35	7,1
Gauche	126	38,1	26	49,0	5	18,5	1	2,7	15	53,6	7	50,0	180	36,8
Total . . .	331	100,0	53	100,0	27	100,0	37	100,0	28	100,0	14	100,0	490	100,0

rellement surtout dans les grandes villes, presque exclusivement des gens de gauche, soit 96,5%. Sur les 140 grands-électeurs de gauche de la curie ouvrière, 84 sont social-démocrates, 52 sont de gauche sans désignation précise (pour la plupart des social-démocrates aussi) et 4 sont socialistes-révolutionnaires. En sorte que la social-démocratie russe, malgré les assertions mensongères des libéraux qui veulent la faire passer pour le parti de l'intelligentsia révolutionnaire, est un véritable parti *ouvrier*. Dans la ville et la province de Pétersbourg, sur les 24 grands-électeurs de la curie ouvrière, on a élu 20 social-démocrates et 4 socialistes-révolutionnaires ; dans la ville et la province de Moscou il n'y a que des social-démocrates, au nombre de 35, etc...

Dans la *curie paysanne* une disproportion étonnante apparaît d'emblée : 33,8% des grands-électeurs paysans sont de droite, alors qu'il n'y en a que 7,5 % parmi *les députés de la Douma*, ces derniers ayant été élus par ces mêmes grands-électeurs de la curie paysanne. Il est clair que les grands-électeurs paysans ne *se disaient* de droite que pour échapper aux répressions gouvernementales. La presse russe a constaté ce fait dans plus de cent cas, et les statistiques électorales le confirment définitivement.

Il ne faut pas juger de la curie paysanne sur le nom de ses grands-électeurs ; ce qui est important c'est uniquement le parti dans lequel se rangent leurs *députés*. Nous voyons que la curie paysanne *forme, après la curie ouvrière, le groupe le plus à gauche*. Les paysans n'ont élu que 7,5% des députés de droite et *67,95% des députés qui se placent plus à gauche que les libéraux* ! L'état d'esprit du paysan en Russie est en grande partie *révolutionnaire*, telle est la leçon des élections à la deuxième Douma. C'est un fait de grande importance, parce qu'il montre que la révolution en Russie est loin d'avoir atteint son terme. Tant que le paysan voit que ses revendications ne sont pas satisfaites, tant qu'il s'agite, la révolution *doit* continuer. Mais l'état d'esprit révolutionnaire du paysan n'a naturellement rien de commun avec la social-démocratie ; le paysan est un révolutionnaire bourgeois-démocrate et pas du tout un socialiste. Il ne lutte pas pour faire passer tous les moyens de production aux mains de la société, mais pour la confisca-

tion des terres des propriétaires fonciers en faveur de la paysannerie.

La conscience révolutionnaire démocratique bourgeoise de la paysannerie trouve son expression politique typique dans les partis du Travail, des socialistes-révolutionnaires et des socialistes-populistes. Sur les 53 députés de la curie paysanne, 24 se classent parmi ces démocrates paysans (10 de gauche, 10 troudoviks, 4 socialistes-révolutionnaires) ; ensuite la majorité des 10 progressistes et des 3 sans-parti élus par les paysans appartiennent sans doute aux troudoviks. Nous disons sans doute, parce qu'après la première Douma les troudoviks ont été persécutés sans pitié, et que les paysans sont assez prudents pour ne pas prendre cette étiquette, alors qu'*en fait* ils *votent* à la Douma avec les *troudoviks*. Ainsi, le projet de loi le plus important des troudoviks à la première Douma était celui de loi agraire, connu sous le nom de « projet des 104 ». (Il prévoit en substance la nationalisation immédiate des terres des propriétaires fonciers et dans l'avenir, celle des parcelles des paysans, ainsi que la jouissance égalitaire du sol.) Ce projet est un remarquable produit de la pensée politique de la masse paysanne touchant un de ses problèmes les plus importants. Ce projet n'avait été signé que par 70 « troudoviks » et 25 paysans qui se disaient sans-parti ou qui ne donnaient en général aucune réponse quant à leur appartenance politique.

Donc, le groupe du Travail en Russie relève sans aucun doute de la démocratie paysanne. Ce sont des partis révolutionnaires, mais dans le sens démocratique bourgeois du terme et non dans son sens socialiste.

Dans la *curie des citadins*, il faut introduire une distinction entre les grandes et les petites villes. Dans les petites villes, les contradictions politiques entre les diverses classes s'expriment moins fortement, il n'y a pas de grandes masses prolétariennes (qui forment un collège distinct, la curie ouvrière), la droite est plus faible. Dans les grandes villes, il n'y a absolument pas de grands-électeurs sans-parti, ici le nombre des « progressistes » indéfinis est tout à fait minime ; par contre, la droite y est plus forte, et la gauche plus faible. La cause en est simple : le prolétariat des grandes villes forme la curie ouvrière à

part, qui n'est pas incluse dans notre tableau des grands-électeurs *. La petite bourgeoisie est beaucoup moins nombreuse ici que dans les petites villes. C'est la grande industrie qui domine et elle est représentée en partie par la droite, en partie par les libéraux.

Les données sur la composition du corps des grands-électeurs montrent bien que les partis libéraux, et surtout les cadets, sont alimentés par la bourgeoisie des villes et surtout par la grosse bourgeoisie industrielle. Le virage à droite de cette bourgeoisie, effrayée par l'indépendance et la force du prolétariat, devient particulièrement clair quand on compare les grandes villes aux petites. Dans ces dernières, la curie des citadins, c'est-à-dire la curie bourgeoise, est beaucoup plus imprégnée d'éléments de gauche.

Les désaccords fondamentaux opposant les social-démocrates russes sont étroitement liés à cette question. L'aile dite « menchevique » considère les cadets et les libéraux comme la bourgeoisie progressiste des villes en opposition à la petite bourgeoisie rétrograde des campagnes, les troudoviks. Il en résulte que la bourgeoisie est reconnue comme la force motrice de la révolution et qu'on proclame la politique de soutien aux cadets. L'autre aile, dite des « bolcheviks », considère que les libéraux sont les représentants de la grosse industrie qui, par peur du prolétariat, s'efforcent d'en finir le plus vite possible avec la révolution et font des compromis avec la réaction. Elle soutient que les troudoviks représentent la démocratie petite-bourgeoise révolutionnaire et qu'ils tendent à prendre une position radicale sur le point le plus important du problème de la terre : la confiscation des grandes exploitations. La tactique des bolcheviks en découle. Ils refusent de soutenir la bourgeoisie libérale traître, c'est-à-dire les cadets, et

---

* Les chiffres des grands-électeurs du collège ouvrier ont été rayés de ce tableau faute de données précises.

Nous n'avons de renseignements exacts que sur 37 grands-électeurs ouvriers. *Ceux-ci appartiennent sans exception à la gauche.* Le nombre total des grands-électeurs ouvriers de la Russie d'Europe s'élève à 208 selon la loi. Nous avons des données plus précises relatives à 145 d'entre eux, qui, avec les 37 grands-électeurs du collège ouvrier des grandes villes mentionnées plus haut, représentent 187, c'est-à-dire $^{9}/_{10}$ du nombre total des grands-électeurs ouvriers.

essaient de soustraire la petite bourgeoisie démocratique à l'influence des libéraux ; ils veulent arracher le paysan et le petit bourgeois de la ville aux libéraux et les amener à suivre le prolétariat qui se trouve à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire. La révolution russe, par son contenu social et économique, est une révolution bourgeoise. Cependant, sa force motrice n'est pas la bourgeoisie libérale mais le prolétariat et la paysannerie démocratique. La victoire de la révolution n'est possible qu'avec la dictature révolutionnaire et démocratique du prolétariat et de la paysannerie.

Si nous voulons nous rendre compte de la solidité de l'alliance des libéraux et de la petite bourgeoisie, les statistiques concernant le *nombre des voix* qui sont allées aux coalitions de partis dans les grandes villes sont particulièrement intéressantes. D'après les données de Smirnov, dans 22 grandes villes 17 000 voix vont aux monarchistes, 34 500 aux octobristes, 74 000 aux cadets et 41 000 au bloc de gauche *.

Pendant les élections à la deuxième Douma, il y eut une lutte acharnée entre les deux ailes, menchevique et bolchevique, de la social-démocratie, pour savoir s'il fallait s'unir avec les cadets ou avec les troudoviks contre les cadets. A Moscou, les partisans des bolcheviks étaient les plus forts. Il s'y forma un groupe de gauche et les mencheviks en firent partie. A Pétersbourg, les bolcheviks étaient aussi les plus forts et là également un bloc de gauche se constitua pendant les élections. Mais les mencheviks n'y adhérèrent pas et quittèrent l'organisation. Ce fut la scission, qui dure encore actuellement. Les mencheviks tiraient argument du danger du côté des Cent-Noirs : ils redoutaient que la division des voix de la gauche et des libéraux ne donne la victoire aux Noirs. Les bolcheviks ont déclaré que ce danger n'était qu'une invention des libéraux dont le seul but était d'attirer la petite bourgeoisie et le prolétariat démo-

* Par « bloc de gauche » nous entendons le bloc électoral des social-démocrates avec les partis de la petite bourgeoisie démocratique (en premier lieu avec les « troudoviks », en prenant ce terme dans le sens le plus large et en considérant les socialistes-révolutionnaires comme l'aile gauche de ce groupe). Ce bloc était dirigé à la fois contre la droite et contre les libéraux.

cratiques dans le giron du libéralisme bourgeois. Les chiffres prouvent que la somme des voix de la gauche et des cadets dépasse de plus de deux fois les voix des octobristes et des monarchistes réunis *. La division des voix de l'opposition ne pouvait donc pas aider la victoire de la droite.

Ces chiffres, qui englobent plus de 200 000 électeurs des villes, ainsi que les données relatives à la composition générale de la deuxième Douma, prouvent que le sens politique réel des blocs social-démocrates et cadet ne consistait pas du tout à écarter le danger « cent-noir », opinion qui, même si elle était sincère, serait fausse, mais à anéantir l'indépendance politique de la classe ouvrière et à la subordonner à l'hégémonie des libéraux.

L'essentiel du désaccord entre les deux ailes de la social-démocratie russe réside dans la question de savoir s'il faut reconnaître l'hégémonie des libéraux ou s'il faut tendre à l'hégémonie de la classe ouvrière dans la révolution bourgeoise.

Le fait que la gauche, lors du premier accord, dans 22 villes, entre les social-démocrates et les troudoviks contre les cadets, a conquis, malgré les difficultés de propagande inouïes, 41 000 voix, c'est-à-dire qu'elle a dépassé les octobristes et qu'elle a récolté plus de la moitié des voix libérales, prouve, pour les bolcheviks, que la petite bourgeoisie démocratique des villes suit les cadets plutôt par habitude et à cause de la duplicité des libéraux, que par haine de la révolution.

Passons maintenant à la dernière curie, celle des propriétaires terriens. Ici nous voyons s'exprimer nettement la prédominance de la droite : 70,9% des grands-électeurs en relèvent. L'aversion du gros propriétaire foncier pour la révolution et son passage du côté de la contre-révolution, à cause de la lutte du paysan pour la terre, sont absolument inévitables.

* D'après les calculs du même M. Smirnov, dans 16 villes totalisant 72 000 électeurs et où s'opposaient 2 ou 3 et non 4 listes, l'opposition a eu 58,7% des suffrages et la droite 21%. Là aussi le premier chiffre dépasse de plus du double le second. Là aussi le péril cent-noir était un épouvantail trompeur dressé par les libéraux qui dissertaient sur le danger de droite, mais qui en réalité craignaient le « *danger de gauche* » (l'expression appartient à l'organe cadet la *Retch*).

Si maintenant nous comparons la composition des groupes électoraux aux assemblées électorales de provinces et la composition de la Douma vue sous l'angle de la coloration politique des députés élus à ces assemblées, nous remarquons que le terme de progressiste n'est en grande partie qu'un nom sous lequel se cachent les élus de la gauche. Il y a 20,5% de grands-électeurs de gauche et 18,9% de progressistes, 38% des députés appartiennent à la gauche ! La droite n'a que 25,7% des députés alors qu'elle comptait 40% des grands-électeurs ; mais si nous en excluons les grands-électeurs paysans (nous avons déjà montré que seuls les agents du gouvernement russe qui falsifient les données des élections, peuvent les ranger parmi la droite), alors nous obtenons : 2 170 — 764 = 1 406 grands-électeurs de droite, soit 25,8%. Les deux résultats concordent pleinement. On voit que les grands-électeurs libéraux se cachent tantôt sous l'étiquette de « sans-parti », tantôt sous celle de « progressiste », tandis que les paysans prennent même celle de « droite ».

La comparaison avec les territoires non russes de Russie, la Pologne et le Caucase, donne une nouvelle fois la preuve que la véritable force motrice de la révolution bourgeoise en Russie n'est pas la bourgeoisie. Il n'y a pas en Pologne de mouvement révolutionnaire paysan, aucune opposition bourgeoise dans les villes, presque pas de libéraux. Contre le prolétariat révolutionnaire se dresse le bloc réactionnaire de la grosse et de la petite bourgeoisie. C'est pourquoi les démocrates populaires ont gagné. Au Caucase, le mouvement révolutionnaire paysan est très fort, les libéraux y sont presque aussi forts qu'en Russie, mais c'est la gauche qui est le parti le plus fort : le pourcentage des gauches à la Douma (53,6%) est à peu près le même que celui des députés de la curie paysanne (49%). Seuls les ouvriers et la paysannerie démocratique et révolutionnaire peuvent accomplir la révolution bourgeoise. En Pologne, pays avancé sous le rapport du développement capitaliste, il n'existe pas de problème agraire au sens russe du terme, il n'existe pas du tout de lutte révolutionnaire de la paysannerie pour la confiscation des terres des propriétaires. C'est pourquoi la révolution en Pologne n'a aucun point d'appui solide en dehors du prolétariat. Les contradictions de classes se rappro-

chent du type de celles d'Europe occidentale. Nous trouvons la situation inverse au Caucase.

Remarquons encore ici que les 180 membres de la gauche, selon la *Retch*, se partagent entre les divers partis de la façon suivante : 68 gauches, 9 socialistes-populistes (aile droite des troudoviks), 28 socialistes-révolutionnaires et 46 social-démocrates... En fait, les derniers s'élèvent maintenant à 65 déjà. Les libéraux s'appliquent à minimiser le nombre des social-démocrates.

D'après leur composition sociale on peut réduire ces groupes à deux : 134 députés pour la petite bourgeoisie démocratique des villes et surtout des campagnes, et 46 députés pour le prolétariat.

Nous voyons que la structure de classe des différents partis apparaît dans l'ensemble avec une clarté extraordinaire en Russie. Les gros propriétaires fonciers sont Cent-Noirs, monarchistes, octobristes. La grosse industrie est représentée par les octobristes et les libéraux. Les propriétaires fonciers en Russie se divisent en ceux qui gèrent leurs exploitations avec des moyens encore semi-féodaux, le travail étant fait à l'aide du bétail et de l'outillage du paysan (le paysan est ici asservi), et en ceux qui ont déjà introduit les formes capitalistes contemporaines d'exploitation. Il y a de nombreux libéraux parmi les derniers. La petite bourgeoisie des villes est représentée par les libéraux et les troudoviks et la petite bourgeoisie paysanne par les troudoviks et notamment par leur aile gauche, les socialistes-révolutionnaires. Le prolétariat l'est par les social-démocrates. Etant donné le retard évident du développement du capitalisme en Russie, cette manifestation très nette des partis en fonction de la structure de classe de la société, ne peut s'expliquer que par l'état d'esprit impétueusement révolutionnaire d'une époque où les partis se forment beaucoup plus vite, et où la conscience de classe grandit et se forme infiniment plus vite qu'aux époques de stagnation ou, comme on dit, de progrès pacifique.

Publié le 27 mars 1907 dans le n° 26 de la revue « Die Neue Zeit » I. Band, 1906-07. Signé : A. Lintsch

Conforme au texte du journal

LA PLATE-FORME DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE

I

Le congrès du Parti sera convoqué, comme on sait, dans quelques semaines. Il faut s'appliquer très énergiquement à le préparer, à discuter les questions essentielles de tactique que le Parti aura alors à résoudre.

Le Comité central de notre Parti a déjà publié dans les journaux l'ordre du jour du congrès. Les principaux points à envisager sont les suivants : 1. « Les tâches politiques immédiates » et 2. « La Douma d'Etat ». La nécessité du deuxième point est évidente et ne peut soulever de discussion. Le premier point, à notre avis, est également indispensable, mais il faut qu'il soit formulé d'une façon un peu différente, ou plutôt que son contenu soit légèrement modifié.

Pour commencer immédiatement l'examen, dans tout le Parti, des tâches du congrès et des questions de tactique qui seront soumises à sa décision, la conférence des représentants des organisations de notre parti dans les deux capitales et de la rédaction du *Prolétari* a élaboré, à la veille de la convocation de la deuxième Douma, les projets de résolutions que nous donnons ci-dessous *. Nous avons l'intention d'exposer ici *comment* la conférence a compris ses tâches, *pourquoi* elle a placé au premier rang des projets de

* Voir le présent tome, pp. 131-141. (*N.R.*)

résolutions sur certaines questions déterminées et *quelles sont les idées essentielles* qu'elle a fixées dans ses résolutions.

Première question : « Les tâches politiques immédiates ».

A notre avis, on ne doit pas poser *ainsi* la question devant un congrès du P.O.S.D.R. à l'époque que nous traversons. C'est une époque révolutionnaire. Tous les social-démocrates, sans distinction de fractions, sont d'accord là-dessus. Pour se convaincre de la justesse de cette affirmation, il suffit de jeter un coup d'œil sur les *principes* exposés dans la résolution qui fut adoptée par les mencheviks et les bundistes à la conférence de Russie du P.O.S.D.R. en novembre 1906.

Or, à une époque révolutionnaire, *on ne doit pas* se borner à définir les tâches politiques *immédiates*, et ceci pour deux raisons. En premier lieu, pareilles époques mettent au premier plan les tâches *essentielles* du mouvement social-démocrate, tâches qui exigent un examen détaillé, la situation étant tout autre qu'aux époques d'édification « pacifique » et mesquinement constitutionnelle. En second lieu, *on ne peut pas*, à une pareille époque, définir les tâches politiques *immédiates* car la révolution a ceci de particulier que des renversements brusques, des virages rapides, des situations inattendues, des explosions violentes y sont toujours possibles et même inévitables. Il suffit, pour comprendre cela, de retenir que la dissolution de cette Douma de gauche est possible et probable, que la loi électorale peut être modifiée dans le sens voulu par les Cent-Noirs.

Il était aisé aux Autrichiens, par exemple, de s'assigner pour tâche « immédiate » la lutte pour le suffrage universel, lorsque tout indiquait qu'une période d'évolution constitutionnelle plus ou moins pacifique, conséquente et continue, allait durer encore. Mais, chez nous, les mencheviks eux-mêmes ne parlent-ils pas, dans la résolution que nous citons ci-dessus, de l'impossibilité d'une voie *pacifique*, de la nécessité d'envoyer à la Douma non des solliciteurs, mais des combattants ? Ne reconnaissent-ils pas la nécessité de la lutte pour une assemblée constituante ? Imaginez un pays d'Europe dans lequel le régime constitutionnel se serait établi et consolidé pour un certain temps et où l'on puisse lancer le mot d'ordre : « une assemblée

constituante », où l'on puisse opposer l'idée du « solliciteur » à celle du « combattant » à la Douma et vous comprendrez que, dans ces conditions, on *ne peut pas* définir les tâches « immédiates » comme on les définit maintenant en Occident. Plus le travail de la social-démocratie et de la démocratie bourgeoise révolutionnaire sera fructueux à la Douma, plus une explosion de la lutte, en dehors de la Douma, devient probable, ce qui nous placera devant des tâches immédiates tout à fait particulières.

Vraiment, ce que nous devons discuter au congrès du Parti, ce ne sont pas les tâches immédiates, ce sont les tâches *essentielles* du prolétariat au moment actuel de la révolution bourgeoise. Autrement nous nous trouverons dans la situation d'hommes incapables d'agir et toujours déconcertés au moindre tournant des événements (comme cela s'est produit plus d'une fois en 1906). De toute façon, nous ne pouvons pas définir les tâches « immédiates », pas plus que personne ne peut dire si la deuxième Douma et la loi électorale du 11 décembre 1905 [97] dureront une semaine, un mois ou un semestre. Or, le Parti n'a pas encore procédé à l'analyse collective des tâches essentielles du prolétariat social-démocrate dans la révolution russe, sans laquelle aucune politique suivie, ferme sur des principes, n'est possible ; on aura beau chercher à définir les tâches « immédiates ».

Le Congrès d'Unification n'a pas adopté la résolution qui donnait une appréciation du moment et des tâches du prolétariat dans la révolution ; il ne l'a pas adoptée, bien que ces projets *aient été* présentés par les deux courants du Parti social-démocrate, bien que la question de l'appréciation du moment actuel *ait* été mise à l'ordre du jour et *discutée* au congrès. Donc, *tous* reconnaissaient que ces questions étaient importantes, mais la majorité du congrès de Stockholm estima que, *pour l'instant*, elles n'étaient pas suffisamment élucidées. Il est indispensable de revenir à l'analyse de ces questions. Nous devons examiner d'abord, d'après les tendances essentielles de l'évolution sociale, économique et politique, la nature du moment révolutionnaire que nous traversons ; en deuxième lieu, voir la répartition politique des classes (et des partis) dans la Russie actuelle ; en troisième lieu, établir les tâches essentielles du Parti

ouvrier social-démocrate en *ce* moment précis, devant *cette* répartition politique des forces sociales.

Bien entendu, nous ne nous dissimulons pas que certains mencheviks (voire le Comité central), sous couvert de la question des tâches politiques immédiates, posaient tout simplement le problème du soutien à la revendication d'un gouvernement issu de la Douma, c'est-à-dire d'un gouvernement cadet.

Plékhanov, avec la précipitation qui lui est particulière — et que l'on doit hautement louer, certes — quand il s'agit de pousser les mencheviks à droite, a déjà défendu cette revendication dans la *Rousskaïa Jizn* du 23 février.

Nous pensons que c'est une question importante, mais *subordonnée* à une autre, que des marxistes ne peuvent poser séparément, sans avoir apprécié le moment présent de notre révolution, ainsi que la nature sociale du Parti cadet et tout son rôle politique actuel. Ramener cette question à la politique pure, au « principe » général de la responsabilité gouvernementale devant la Chambre dans un régime constitutionnel serait abandonner complètement le point de vue de la lutte de classe et adopter celui du libéral.

Voilà pourquoi notre conférence a rattaché la question d'un gouvernement cadet à l'appréciation du moment actuel de la révolution.

Dans la résolution correspondante, nous posons d'abord dans l'exposé des motifs une question que tous les marxistes considèrent comme fondamentale : celle de la crise économique et de la situation économique des masses. La conférence a adopté cette formule : la crise « ne présente aucun symptôme de sa fin prochaine ». Cette formule semble beaucoup trop circonspecte. Mais pour le Parti social-démocrate, ce qui importe, certes, c'est d'établir des faits incontestables, de tracer les grandes lignes, en laissant à la littérature du Parti le soin d'étudier scientifiquement le problème.

En ce qui concerne la crise, nous constatons (2e paragraphe des motifs) une aggravation de la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie (le fait est indubitable et ses manifestations sont connues de tous) et ensuite une aggravation de la lutte sociale à la campagne. Il n'y a pas là, certes, d'événements aussi marquants que les lock-

out, mais les mesures du gouvernement, comme les lois agraires de novembre [98] (« corruption de la bourgeoisie rurale »), prouvent que la lutte s'aggrave, que les propriétaires fonciers sont forcés de tout tenter pour diviser les paysans, afin d'affaiblir l'offensive générale de cette classe.

A quoi aboutiront de tels efforts, nous l'ignorons. Toutes les révolutions bourgeoises « non parachevées » (selon l'expression de Marx) se sont « achevées » par l'adhésion des paysans aisés au parti de l'ordre établi [99]. La social-démocratie doit, en tout cas, tout faire pour développer la conscience des larges masses paysannes, pour leur expliquer la lutte de classe qui se déroule à la campagne.

Ensuite, le paragraphe 3 constate le fait essentiel de l'histoire politique de la Russie depuis un an : les classes supérieures vont à droite, les classes inférieures, à gauche. Nous pensons qu'aux époques révolutionnaires surtout, la social-démocratie se doit, dans ses congrès, *d'établir le bilan* par périodes d'évolution sociale, en *utilisant* des méthodes marxistes, en *enseignant* aux autres classes à tenir compte du passé et à juger des événements politiques du point de vue des *principes*, et non en fonction d'un intérêt momentané ou d'un succès éphémère, comme le fait la bourgeoisie qui méprise toute théorie et craint toute analyse de classe de la période historique actuelle.

Quand les extrémités se renforcent, le centre s'affaiblit. Le centre, ce ne sont pas les octobristes, comme le croyaient à tort certains social-démocrates (dont Martov) ; ce sont les cadets. Quelle est la tâche historique *objective* de ce parti ? Les marxistes doivent répondre à cette question, s'ils veulent rester fidèles à leur doctrine. La résolution répond : c'est de « *mettre fin* à la révolution en faisant des concessions *acceptables* (car les cadets veulent une entente à l'amiable) pour les propriétaires fonciers cent-noirs et pour l'autocratie ». Dans l'ouvrage bien connu de K. Kautsky, *la Révolution sociale*, l'auteur expliquait fort bien qu'une réforme diffère d'une révolution par le fait que la classe des oppresseurs reste au pouvoir et réprime le soulèvement des opprimés au moyen de concessions *acceptables* pour les oppresseurs et sans que leur pouvoir soit détruit.

La tâche objective de la bourgeoisie libérale dans une révolution démocratique bourgeoise est justement la sui-

vante : conserver au prix de concessions « raisonnables » la monarchie et la classe des propriétaires fonciers.

Est-elle réalisable ? Cela dépend des circonstances. Un marxiste ne saurait affirmer qu'elle ne l'est dans aucune conditions. Mais *une telle* issue de la révolution bourgeoise déterminerait : 1° une moindre liberté de développement des forces productives de la société bourgeoise (le progrès économique de la Russie sera incomparablement plus rapide si la révolution détruit la grande propriété foncière que si celle-ci subit seulement quelques réformes d'après le plan des cadets) ; 2° la non-satisfaction des besoins essentiels de la masse populaire ; 3° la nécessité de les réprimer *par la violence*. Un développement « pacifique » constitutionnel tel que le veulent les cadets est *irréalisable* sans une répression violente des masses. C'est ce que nous devons graver dans nos mémoires et faire pénétrer dans la conscience des masses. La « paix sociale » telle que la conçoivent les cadets, c'est la paix pour les propriétaires fonciers et les fabricants, c'est la « *paix* » résultant de l'insurrection ouvrière et paysanne *réprimée*.

La répression par les cours martiales de Stolypine et, d'autre part, les « réformes » telles que les veulent les cadets, ce sont deux armes d'un même oppresseur.

II

Huit jours se sont écoulés depuis notre premier article sur ce thème, et voilà qu'un certain nombre d'événements politiques importants sont venus confirmer ce que nous avions dit alors et ont mis en lumière le « *fait* accompli (ou en voie d'accomplissement ?) » en ce qui concerne les questions brûlantes que nous avions abordées.

L'évolution des cadets vers la droite s'est déjà manifestée à la Douma. C'est maintenant un fait que Roditchev a soutenu Stolypine, en prêchant la modération, la circonspection, la légalité, l'apaisement, la nécessité de ne pas exciter le peuple, et que Stolypine a accordé son appui, son fameux appui « par tous les moyens » à Roditchev [100].

Ce fait a brillamment confirmé notre analyse de la situation politique actuelle, analyse faite *avant* l'ouvertu-

re de la deuxième Douma, dans les projets de résolutions rédigés du 15 février au 18 février. Nous avons refusé la proposition du Comité central d'examiner « les tâches politiques immédiates » ; nous avons indiqué qu'une pareille proposition ne valait absolument rien à une époque révolutionnaire ; à la politique du moment nous avons opposé le problème de la recherche des bases d'une politique socialiste dans la révolution bourgeoise.

Et une semaine de développement révolutionnaire a entièrement justifié nos prévisions.

Nous avons analysé, la dernière fois, les motifs de notre projet de résolution. Le point central de cet exposé est celui où nous constatons que le parti du « centre », c'est-à-dire le parti bourgeois-libéral des cadets, étant affaibli, aspire à mettre fin à la révolution au moyen de concessions acceptables pour les propriétaires fonciers cent-noirs et pour l'autocratie.

Hier encore, peut-on dire, Plékhanov et ses partisans de l'aile droite du P.O.S.D.R. déclaraient que cette idée du bolchevisme que nous avons obstinément soutenue pendant toute l'année 1906 (et même avant, dès 1905, dès la publication de la brochure *Deux tactiques*) était une hypothèse à demi fantastique, fruit d'une conception émeutière du rôle de la bourgeoisie, ou, tout au moins, une mise en garde inopportune, etc.

Aujourd'hui, *tout le monde* voit bien que nous avions raison. L'« aspiration » des cadets *commence* à se réaliser, et même un journal comme le *Tovarichtch* — un de ceux qui peut-être ont le plus détesté le bolchevisme parce qu'il dénonçait implacablement les cadets — déclare maintenant, au sujet des bruits sur les pourparlers entre les cadets et le gouvernement réactionnaire, bruits que la *Retch* essaie de démentir *, qu'« il n'y a pas de fumée sans feu ».

* Ces lignes étaient déjà écrites lorsque nous avons lu dans l'éditorial de la *Retch* du 13 mars : « Quand les renseignements précis sur les fameux pourparlers des cadets avec le gouvernement en juin de l'année dernière seront publiés, le pays saura que, si l'on peut reprocher quelque chose aux cadets pour ces pourparlers « à l'insu du peuple », c'est uniquement leur intransigeance dont parle la *Rossia* [101]. Oui, précisément « quand les renseignements seront publiés » ! En attendant, les cadets, bien qu'on les en défie, ne publient pas de « ren-

Il nous reste seulement à nous féliciter de voir, dans le *Tovarichtch*, le retour d'une « semaine de bolchevisme ». Il nous reste seulement à noter que *l'histoire a confirmé la justesse de tous nos avertissements et mots d'ordre*, qu'elle a montré toute l'étourderie (dans le meilleur des cas) de ceux des « démocrates » et même, à notre grand regret, de certains social-démocrates qui faisaient fi de notre critique des cadets.

Qui donc a dit, à l'époque de la première Douma, que les cadets, dans la coulisse, se livraient à des marchandages avec le gouvernement ? Les bolcheviks. N'a-t-on pas appris, par la suite, qu'un personnage comme Trépov se prononçait pour un gouvernement cadet ?

Qui donc a dénoncé avec le plus d'énergie la visite faite par Milioukov à Stolypine (15 janvier) au plus fort de la (prétendue) lutte électorale du prétendu Parti de la liberté du peuple contre le gouvernement ? Les bolcheviks.

Qui donc a rappelé aux réunions électorales à Pétersbourg et dans les premiers jours de la deuxième Douma (voir *Novy Loutch*) que l'emprunt de deux milliards de francs conclu en 1906 avait été accordé aux Doubassov et consorts avec l'aide indirecte des cadets, lesquels repoussèrent l'invitation formelle que leur faisait Clemenceau à protester ouvertement, au nom de leur parti, contre cet emprunt ? Les bolcheviks.

Qui donc, *à la veille* de l'ouverture de la deuxième Douma, a montré qu'une politique démocratique conséquente (c'est-à-dire prolétarienne) consistait avant tout à dénoncer « la politique *traître* des cadets » ? Les bolcheviks.

Il n'a fallu qu'un léger souffle pour emporter comme des feuilles mortes tous les propos sur la nécessité de soutenir la revendication d'un gouvernement issu de la Douma ou d'un gouvernement responsable, ou encore la revendication d'un pouvoir exécutif subordonné au pouvoir législatif, etc. Plékhanov avait rêvé de faire de ce mot d'ordre le signal de la bataille décisive ou un moyen d'éclairer les masses ; c'était là le rêve d'un philistin débonnaire. Actuellement,

---

seignements précis » ni sur les pourparlers de juin 1906, ni sur ceux de janvier 1907 (car, le 15 janvier, Milioukov a rendu visite à Stolypine), ni sur ceux de mars 1907. Et le fait qu'il y a eu des pourparlers *à l'insu du peuple* reste un *fait*.

sans doute, personne n'oserait plus soutenir de tels mots d'ordre. La vie a montré, ou, plus exactement, a commencé à montrer, qu'en fait il ne s'agit pas du tout ici d'une application plus complète et plus suivie du « principe constitutionnel », mais bien d'une *tractation des cadets avec la réaction*. La vie a donné raison à ceux qui voyaient et dénonçaient — derrière les apparences libérales d'un principe général prétendu progressiste — les étroits intérêts de classe du libéral effrayé, dont les belles paroles cachent des choses sordides.

Les conclusions de notre première résolution sont ainsi confirmées beaucoup plus vite que nous ne pouvions le prévoir, et beaucoup mieux ; non par la logique, mais par l'histoire ; non par des paroles, mais par des faits ; non par les décisions des social-démocrates, mais par les événements de la révolution.

Première conclusion : « La crise politique qui se développe sous nos yeux n'est pas une crise constitutionnelle, mais bien révolutionnaire, qui mène à une lutte directe des masses du prolétariat et des paysans contre l'autocratie. »

Deuxième conclusion qui découle immédiatement de la première : « La prochaine campagne à la Douma doit être considérée et utilisée uniquement comme un des épisodes de la lutte révolutionnaire du peuple pour la conquête du pouvoir. »

Quelle est la différence fondamentale entre une crise constitutionnelle et une crise révolutionnaire ? La première peut être résolue sur la base des lois fondamentales et du régime existant, tandis que la deuxième exige l'abolition de ces lois et du régime du servage. Jusqu'à ce jour, cette pensée exprimée dans nos conclusions était partagée par toute la social-démocratie russe, sans distinction de fractions.

C'est seulement ces derniers temps que, parmi les menchéviks, s'est renforcé un certain courant qui tend vers une conception tout à fait opposée, qui veut rejeter toute idée de lutte révolutionnaire pour rester dans les limites de la « constitution » actuelle et agir en conformité avec elle. Voici en effet les paragraphes les plus remarquables du projet de résolution sur l'attitude à l'égard de la Douma d'Etat, qu'ont rédigé « les camarades Dan, Koltsov, Martynov,

Martov, Négorev et autres, avec la participation d'un groupe de militants » et qui a été imprimé dans le n° 47 de la *Rousskaïa Jizn* * (ainsi qu'en tract) :

... « 2° la lutte immédiate pour la conquête du pouvoir, tâche qui est le problème essentiel de la révolution russe, se ramène principalement (?), étant donné le rapport actuel des forces sociales (?), à la question (?) de la lutte (?) pour une représentation populaire ;

... « 3° les élections à la deuxième Douma, qui ont eu pour résultat de faire désigner un nombre considérable de partisans conséquents (?) de la révolution, ont montré que les masses populaires prennent de plus en plus conscience de la nécessité de cette (?) lutte pour le pouvoir »...

Malgré le style confus de ces paragraphes, la tendance est nette : au lieu d'une lutte révolutionnaire du prolétariat et des paysans pour la conquête du pouvoir, on prétend *ramener* les tâches du Parti ouvrier à une lutte *libérale* pour la représentation populaire *existante* ou bien sur le terrain de cette représentation. Il ne reste plus qu'à attendre pour voir si, effectivement, tous les mencheviks admettent, actuellement, ou admettront, au Ve Congrès, qu'on pose ainsi la question.

En tout cas, les cadets penchent à droite et Stolypine les approuve « par tous les moyens » ; cela forcera bientôt l'aile droite de notre parti à se poser nettement l'alternative : ou bien elle continuera à soutenir les cadets et elle s'engagera ainsi définitivement dans le sentier de l'opportunisme ; ou bien elle rompra complètement avec les cadets et adoptera la politique de l'indépendance socialiste du prolétariat et de la lutte pour l'affranchissement de la petite bourgeoisie démocratique de l'influence et de l'hégémonie des cadets.

La troisième conclusion de notre résolution dit : « La social-démocratie, en tant que parti de la classe d'avant-garde, ne peut, en aucun cas, soutenir actuellement la politique des cadets d'une façon générale, ni un gouvernement cadet en particulier. La social-démocratie doit concentrer tous ses efforts pour dénoncer aux masses cette politique de traîtres ; elle doit leur expliquer les tâches révolution-

* Le 24 février 1907.

naires qui s'imposent, leur démontrer que c'est seulement grâce à l'action hautement consciente et fortement organisée des masses que les concessions éventuelles de l'autocratie, au lieu de duper et corrompre, pourront assurer un développement ultérieur de la révolution. »

Nous ne nions pas en général que des concessions partielles soient possibles et nous ne jurons pas de ne point nous en servir. Le texte de la résolution ne laisse aucun doute là-dessus. Il est également possible qu'un gouvernement cadet entre, par tel ou tel aspect, dans la catégorie des « concessions de l'autocratie ». Mais le parti de la classe ouvrière, sans renoncer à accepter des « acomptes » (expression d'Engels [102]), ne doit en aucun cas oublier l'autre côté de l'affaire, celui qui est particulièrement important et que, trop souvent, les libéraux et les opportunistes perdent de vue, à savoir que fréquemment les « concessions » *servent à duper et à corrompre.*

Le social-démocrate, s'il ne veut pas se transformer en réformiste bourgeois, ne doit pas l'oublier. Les mencheviks sont impardonnables quand ils l'oublient en déclarant dans la résolution ci-dessus indiquée : « ... la social-démocratie soutiendra *tous les efforts* que fera la Douma pour se soumettre le pouvoir exécutif »... Les efforts de la Douma d'Etat, ce sont ceux de sa majorité. La majorité de la Douma, comme l'expérience l'a déjà prouvé, peut se composer de forces de droite et de cadets *contre* la gauche. Les « efforts » d'une pareille majorité peuvent arriver à lui *soumettre* le « pouvoir exécutif » de *telle sorte* que la situation du peuple n'en sera qu'aggravée ou qu'il sera manifestement dupé.

Espérons que les mencheviks sont tout simplement emportés par leur zèle : ils ne soutiendront pas *tous* les efforts de la majorité de la Douma actuelle dans cette direction. Mais ce qui est, certes, significatif, c'est que des leaders distingués du menchevisme *aient pu* adopter une pareille formule.

Le glissement des cadets vers la droite force pratiquement *tous* les social-démocrates, sans distinction de fractions, à refuser de soutenir les cadets, à dénoncer la traîtrise de ces derniers, à adopter une politique digne d'un parti indépendant et indéfectiblement révolutionnaire de la classe ouvrière.

« Prolétari » n° 14 et 15, 4 et 25 mars 1907

Conforme au texte du journal

COMMENT IL NE FAUT PAS ÉCRIRE LES RÉSOLUTIONS [108]

Écrit le 19 mars (1er avril) 1907 ; « En guise de postface » entre les 19 et 25 mars (1er et 7 avril) 1907.
Publié en 1907 dans le recueil : « Questions de tactique » II. Éditions « Novaïa Douma », Saint-Pétersbourg.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du recueil

On ne peut que remercier les camarades mencheviks d'avoir publié dans le n° 47 (24 février) de la *Rousskaïa Jizn* le premier projet de résolution (élaboré par les camarades Dan, Koltsov, Martynov, Martov, Négorev, etc., et avec la participation de militants). (Il en existe aussi un tract.) Il est indispensable de publier d'avance les projets de résolution et de les analyser en détail pour se préparer sérieusement au congrès du Parti.

La résolution est consacrée à notre attitude envers la Douma d'Etat.

1er point :

« à l'heure actuelle, alors que la dictature la plus effrénée règne depuis sept mois sans rencontrer d'opposition organisée de la part des masses populaires terrorisées, l'activité de la Douma d'Etat, éveillant l'attention de ces masses à la vie politique du pays, peut et doit favoriser leur mobilisation et le développement de leur activité politique ».

Qu'a-t-on voulu dire par là ? que la Douma, c'est mieux que l'absence de Douma ? Ou bien est-ce une manière de dire qu'il faut « préserver la Douma » ? Il faut croire que c'est bien là la pensée des auteurs. Mais elle n'est pas exprimée. Elle est seulement sous-entendue. On ne peut écrire une résolution avec des sous-entendus.

2e point :

« la lutte immédiate pour la conquête du pouvoir, tâche qui est le problème essentiel de la révolution russe, se ramène principalement, étant donné le rapport actuel des forces sociales, à la question de la lutte pour une représentation populaire ».

Ce n'est pas sans raison que ce point a mérité les éloges de la *Retch* dans son éditorial du 27 février : « pour la social-démocratie russe c'est un très grand pas en avant »...

« un succès de la conscience politique ». En effet, c'est là un point franchement monstrueux.

Comment le problème de la lutte pour le pouvoir peut-il se ramener à la *question* « de la lutte *pour* une représentation » ? ! Que veut dire « la lutte *pour* une représentation populaire » ? ? Quel est ce « rapport actuel des forces sociales » ? ? Au point précédent on disait seulement que « la dictature la plus effrénée règne depuis sept mois sans rencontrer d'opposition organisée de la part des masses populaires terrorisées ». Est-ce que l'absence de résistance organisée des masses dans le courant de ces sept mois, alors qu'un évident et énorme glissement à gauche est apparu dans les masses à la fin de cette même période lors des élections, signifie quelque chose quant au « rapport des forces sociales » ? ?

C'est vraiment un manque de clarté presque incroyable de la pensée politique.

Le rapport des forces sociales a changé de façon évidente pendant le dernier semestre, dans ce sens que le centre, c'est-à-dire les libéraux, s'est affaibli, alors que les extrêmes, c'est-à-dire les Cent-Noirs et la gauche, se sont renforcés. Les élections à la IIe Douma l'ont montré de façon irréfutable. Ceci signifie que le rapport des forces sociales, par suite de l'exaspération des contradictions politiques (*ainsi qu'économiques* : *lock-out*, *grève de la faim*, *etc.*), est devenu *plus révolutionnaire*. Par quel miracle nos mencheviks ont-ils pu aboutir à la conclusion inverse, se voyant obligés de minimiser les tâches révolutionnaires (« la lutte pour la conquête du pouvoir ») en les réduisant à des problèmes de libéraux (« la lutte pour une représentation populaire ») ?

« Une dictature effrénée » et une Douma de gauche — il est clair que ces deux données imposent une conclusion *contraire* : la tâche libérale de lutte pour une représentation populaire ou pour sa sauvegarde est une utopie de petit bourgeois, puisque, en raison des circonstances objectives, elle est *irréalisable* sans « la lutte directe pour le pouvoir. »

La pensée politique des mencheviks avance comme l'écrevisse.

On doit conclure de ce deuxième point que les mencheviks ont abandonné la position révolutionnaire des social-

démocrates pour celle des libéraux. L'obscurité finale du 2e point (« la lutte pour une représentation populaire ») exprime *en fait* l'idée de la bourgeoisie libérale, qui parle des « masses populaires terrorisées » pour dissimuler sa propre terreur de la révolution, et sous ce prétexte se hâte de renoncer à la lutte révolutionnaire (« la lutte immédiate pour la conquête du pouvoir ») au profit d'une lutte prétendue légale (« la lutte pour une représentation populaire »). Stolypine apprendra certainement bientôt aux mencheviks ce qu'est « la lutte pour une représentation populaire » « étant donné le rapport actuel des forces sociales » :

3e point :

« les élections à la deuxième Douma, qui ont eu pour résultat de faire désigner un nombre considérable de partisans conséquents de la révolution, ont montré que les masses populaires prennent de plus en plus conscience de la nécessité de cette lutte pour le pouvoir ».

Qu'est-ce ? Comment ? Au 2e point on conclut, du rapport actuel des forces sociales, que la lutte pour le pouvoir doit céder la place à la lutte pour la représentation, et maintenant, en raison du bilan des élections, on conclut que la conscience qu'ont les masses de la nécessité de « *cette* » lutte pour le pouvoir, mûrit !

C'est bien embrouillé, camarades. Il eût fallu rendre cela à peu près ainsi ; 2e point : « Les élections à la IIe Douma ont montré que dans les masses populaires mûrit la conscience de la nécessité d'une lutte directe pour le pouvoir. » 3e point : « C'est pourquoi la tendance qu'a la bourgeoisie libérale à limiter son activité politique à la lutte sur le terrain de la représentation populaire actuelle atteste, du point de vue des idées, l'esprit irrémédiablement borné de nos libéraux, et du point de vue pratique, leur désir (irréalisable en ce moment) d'arrêter la révolution par un arrangement avec la réaction. » Si en plus de cela nos marxistes essayaient de définir au 1er point les causes économiques du renforcement des extrêmes politiques dans le peuple, on aurait alors quelque chose de cohérent.

Ensuite, qui sont ces « partisans conséquents de la révolution » ? ? On a évidemment en vue ici la petite bourgeoisie démocratique, en particulier les paysans, c'est-à-dire les

troudoviks (dans le sens large, socialistes-populistes et socialistes-révolutionnaires compris), puisque c'est en cela que la IIe Douma diffère de la première. Mais, d'abord, c'est de nouveau un sous-entendu, et on n'écrit pas une résolution avec des sous-entendus. Ensuite, *c'est faux* camarades ! Parce que vous appelez les troudoviks « les partisans conséquents de la révolution », nous sommes dans l'obligation de vous accuser d'*hérésie prosocialiste-révolutionnaire. Seul* le prolétariat peut être un partisan conséquent (dans le sens strict du terme) de la révolution bourgeoise, parce que *les hésitations sont inévitables* chez les petits producteurs, les petits propriétaires, entre les aspirations qui sont celles de patrons et les aspirations révolutionnaires. Les hésitations des socialistes-révolutionnaires aux élections de Pétersbourg, entre le désir de se vendre aux cadets et celui de les combattre, en sont un exemple.

C'est pourquoi vous conviendrez probablement avec nous, camarades, qu'il faut s'exprimer avec plus de prudence, dans l'esprit de la résolution bolchevique par exemple (cf. le *Novy Loutch* du 27 février) * :

...« Les partis du Travail... expriment *plus ou moins* les intérêts et le point de vue des larges masses de la paysannerie et de la petite bourgeoisie des villes, *hésitant* entre la soumission à l'hégémonie des libéraux » (les élections de Pétersbourg, l'élection d'un cadet comme président de la Douma) « et une lutte résolue contre la grande propriété foncière et l'Etat servagiste »...

A ce propos, on doit remarquer que dans cette résolution le camarade Koltsov (avec d'autres mencheviks) range les troudoviks parmi les partisans conséquents de la révolution, alors que dans le n° 49 de la *Rousskaïa Jizn*, le même Koltsov les range dans la démocratie paysanne, qui, *à la différence de celle de la ville* (c'est-à-dire des cadets), « défendra dans de nombreux cas les formes d'organisation économique et sociale vieillies et périmées ». Vraiment, ça ne tourne pas rond, camarades !

4e point :

« la présence, dans la Douma, de ces partisans conséquents de la révolution, élevant et renforçant la confiance des masses populaires pour cette institution, lui donne la possibilité de devenir le centre effectif de la lutte nationale pour la liberté et le pouvoir ».

* Voir le présent tome, pp. 135-136. (*N.R.*)

La conclusion est « séduisante », il n'y a rien à dire. Mais c'est la logique qui cloche encore une fois. C'est par ce point que les mencheviks terminent toute l'argumentation de la résolution. Ils ne diront plus un seul mot *sur cette question*. Et la conclusion s'avère boiteuse.

Si les « partisans conséquents de la révolution » ne forment pas la majorité à la Douma, mais seulement « un nombre important » (comme le dit le 3e point, et il dit juste), alors il est clair qu'il y a encore et des adversaires de la révolution, et des partisans *inconséquents* de la révolution. C'est-à-dire qu'il y a la « *possibilité* » pour la Douma de « devenir » toute entière « le centre effectif » d'une politique démocratique *inconséquente*, et pas celui « de la lutte nationale pour la liberté et le pouvoir ».

Alors, de deux choses l'une : 1) ou bien la confiance des masses populaires pour cette institution ne s'élèverait ni ne se renforcerait, mais diminuerait et s'affaiblirait. 2) Ou bien la conscience politique des masses populaires serait corrompue du fait qu'elles prendraient la politique des partisans inconséquents de la révolution pour une politique démocratique conséquente.

De là, il est parfaitement clair que des raisonnements tenus *par les mencheviks* découle *inévitablement* la conclusion suivante, conclusion qu'ils ont omise on ne sait pourquoi : le parti du prolétariat, en tant que partisan conséquent de la révolution, doit sans relâche chercher à obtenir que ses partisans pas tout à fait conséquents (par ex. les troudoviks) suivent la classe ouvrière, *contre* les partisans inconséquents de la révolution, et surtout contre les partisans *notoires* de *l'arrêt* de la révolution (par ex. les cadets).

L'absence de cette conclusion conduit à une contradiction entre le début et la fin du texte menchevique. On en arrive à ceci : *étant donné* le nombre important de « partisans conséquents de la révolution » à la Douma, il faut voter... pour un partisan notoire de l'arrêt de la révolution !

Ça ne va pas du tout, camarades !

La dernière partie de la résolution analysée conclut ainsi (prenons point par point) :

« La social-démocratie, dénonçant que les illusions selon lesquelles la Douma d'Etat serait effectivement un organe législatif, explique aux masses populaires, d'un côté, le véritable caractère de la Douma,

qui est en fait un organe législatif, consultatif, et d'un autre côté, la possibilité et la nécessité d'utiliser cette institution, aussi imparfaite soit-elle, dans la lutte ultérieure pour un pouvoir populaire ; elle prend part au travail législatif de la Douma, se réglant sur les principes suivants »...

C'est un reflet *affaibli* de l'idée exprimée *avec plus de force* dans la résolution du IVe Congrès (d'Unification) où il est question de « transformer » la Douma en un « instrument de la révolution », d'amener les masses à la conscience de la « complète incapacité de la Douma », etc.

...« I a) La social-démocratie critique, du point de vue des intérêts du prolétariat des villes et des campagnes et de la démocratie conséquente, les propositions et les projets de loi de tous les partis non prolétariens et leur oppose ses revendications et ses propositions, en liant dans ce travail les problèmes politiques immédiats, les besoins économiques et sociaux des masses populaires et les impératifs du mouvement ouvrier sous toutes ses formes.

Remarque. Lorsque les circonstances l'exigent, la social-démocratie soutient, comme un moindre mal, ceux des projets de loi des autres partis, qui mis en application, peuvent devenir dans les mains des masses populaires instrument de la lutte révolutionnaire pour atteindre une véritable liberté démocratique. »

Cette remarque exprime l'idée de la nécessité pour la social-démocratie de participer au travail de *réforme de la bourgeoisie* sur le terrain de la Douma. N'est-ce pas trop tôt, camarades ? N'avez-vous pas dit vous-mêmes que l'idée d'une Douma qui serait un véritable organe législatif, était une illusion. Vous voulez soutenir *ceux* des projets de loi bourgeois, qui *mis en application*, peuvent être utiles à la lutte ultérieure.

Réfléchissez à cette condition : « mis en application ». Le but de votre soutien est de permettre la mise en application du « moindre mal ». Mais ce n'est pas la seule Douma qui met en application. C'est la Douma plus le Conseil d'Etat [104], plus le pouvoir suprême ! Cela veut dire que vous n'avez *aucune* garantie de favoriser la mise en application du « moindre mal » par votre soutien. Et en soutenant le « moindre mal », en votant pour lui, vous prenez indubitablement *pour vous*, pour le parti des prolétaires, une partie des responsabilités dans le travail de réforme timoré de la bourgeoisie, dans le travail législatif de la

Douma qui n'est au fond qu'une *comédie*, comme vous l'avez vous-mêmes reconnu !

Et pourquoi donc pratiquer ce « soutien » dangereux ? Puisqu'il risque d'affaiblir *directement* la conscience *révolutionnaire* des masses, à laquelle vous vous référez vous-mêmes, alors que son utilité *pratique* est « illusoire » !

Vous n'écrivez pas des résolutions sur le travail de réformes *en général* (alors il eût fallu dire seulement que les social-démocrates n'y renonçaient pas à priori), mais sur *la IIe Douma*. Vous avez déjà dit qu'à *cette* Douma il y avait un nombre important de « partisans conséquents de la révolution ». Cela veut dire que vous avez en vue la composition politique de la Douma, *déjà bien déterminée*. C'est un fait. Vous savez qu'à la Douma il n'y a pas que des « partisans *conséquents* * de la révolution ». Il y a aussi des « partisans inconséquents des réformes », non seulement ceux de gauche et les troudoviks, mais aussi les cadets, ces derniers étant *eux-mêmes* plus forts que la droite (les cadets et ceux qui se joignent à eux, les narodovtsy y compris, sont près de 150 contre 100 de droite). Devant une telle situation, vous *n'avez pas besoin* de soutenir le « moindre mal » pour qu'il soit appliqué, il vous suffit de vous *abstenir* dans la lutte entre la réaction et les « partisans inconséquents des réformes ». Le résultat pratique (en ce qui concerne la mise en application des projets de loi) en sera le même, mais sur le plan idéologique et politique vous gagnerez sans doute quant à l'intégrité, la pureté, la fermeté de votre position en tant que parti du prolétariat révolutionnaire, quant à la foi que vous avez en elle.

Les social-démocrates révolutionnaires peuvent-ils négliger une telle circonstance ?

Les mencheviks regardent au sommet au lieu de regarder à la base. Ils pensent plus à la réalisation du « moindre mal » par des transactions entre les « partisans inconséquents des réformes » et la réaction (puisque c'est effectivement là le sens de la mise en application des projets de loi) qu'au développement de la conscience et de la capacité de lutte des « partisans conséquents de la révolution », lesquels

* Je prie le lecteur d'avoir toujours en vue la nécessité des rectifications apportées plus haut par moi à ce mot.

sont en « nombre important » à la Douma, selon leurs propres paroles. Les mencheviks s'intéressent, *en y entraînant le peuple*, à l'accord des cadets avec l'autocratie (mise en application du « moindre mal », des réformes) et ne regardent pas si les « partisans » plus ou moins « conséquents de la révolution » se tournent *vers les masses*. Ce n'est pas là une politique prolétarienne mais libérale. Cela revient à proclamer que les droits législatifs de la Douma sont illusoires et dans les faits, à renforcer dans le peuple la foi en ses réformes législatives et à affaiblir la foi dans la lutte révolutionnaire.

Soyez plus conséquents et plus honnêtes, camarades mencheviks ! Si vous êtes persuadés que la révolution est achevée, si cette conviction (peut-être acquise par des voies scientifiques ?) abolit la foi dans la révolution, alors inutile d'invoquer la révolution, alors il vous faut orienter *vos* tâches immédiates vers la lutte pour les réformes.

Mais si vous croyez à ce que vous dites, si vous considérez le « nombre » de députés « partisans conséquents de la révolution » comme effectivement « important », alors c'est l'éclaircissement de la conscience révolutionnaire de ces partisans qu'il faut mettre *au premier plan*, le renforcement de leur organisation et de leur résolution révolutionnaires, au moyen de la pression du prolétariat, et non le soutien aux réformes (soutien inutile pratiquement, nuisible idéologiquement).

C'est ce qui apparaît comme le comble de l'illogisme et de la confusion : *au nom* du développement de la *révolution*, le parti ouvrier *ne dit pas un mot* pour définir ses tâches par rapport aux « partisans » plus ou moins « conséquents de la révolution », consacrant en revanche une remarque particulière à la tâche qui consiste à soutenir « le moindre mal », les partisans inconséquents des *réformes* !

Il eût fallu modifier la Remarque à peu près ainsi : « Compte tenu qu'il y a à la Douma un nombre important de partisans plus ou moins conséquents de la révolution, les social-démocrates de la Douma doivent, lors de l'examen des projets de loi que les partisans inconséquents des réformes veulent mettre en application, porter la plus grande attention sur la critique du caractère timoré de ces projets de loi et sur le peu de valeur qu'ils offrent, sur l'accord

entre les libéraux et la réaction qu'ils incarnent, et expliquer aux partisans plus ou moins conséquents de la révolution, la nécessité d'une lutte révolutionnaire décisive et implacable. Au moment du vote sur ceux des projets de loi qui représentent un moindre mal, les social-démocrates s'abstiennent, laissant les libéraux « vaincre » tout seuls la réaction sur le papier et répondre devant le peuple de la mise en application de réformes « libérales », sous le régime autocratique. »

...« b) Les social-démocrates interviennent dans les débats portant tant sur le budget de l'Etat que sur les divers projets de loi, afin de mettre en lumière non seulement les côtés négatifs du régime existant, mais aussi toutes les contradictions de classe de la société bourgeoise »...

Excellente intention ! Pour mettre en lumière les contradictions de classe de la société bourgeoise, il faut ramener les partis aux classes qu'ils représentent. Il faut lutter contre l'esprit de l'« opposition » « sans-parti », « unique » à la Douma, et *mettre en lumière* impitoyablement l'étroitesse de ces mêmes cadets, par exemple, qui, *plus que tout*, prétendent *dissimuler* les « contradictions de classe » se disant le parti de la « liberté du peuple ».

Souhaitons que les mencheviks ne parlent pas seulement de mettre en lumière les contradictions de classe de la société bourgeoise (et « *non seulement* » l'ignominie de l'autocratie), *mais qu'ils le fassent également*...

...« c) En ce qui concerne le budget, les social-démocrates agissent selon le principe : « pas un sou au gouvernement irresponsable »...

Principe admirable, qui eût été parfait si au lieu de « irresponsable » il y avait eu un *autre* mot, désignant non pas la responsabilité du gouvernement devant la Douma (c'est de la fiction avec la « constitution » actuelle), mais sa « responsabilité » devant le pouvoir suprême (ce n'est pas de la fiction, mais la *réalité*, puisque ce n'est pas le peuple qui détient le pouvoir effectif, et les mencheviks eux-mêmes parlent de la maturation de la « lutte pour le pouvoir »).

Il eût fallu dire : « pas un sou au gouvernement, tant que tout le pouvoir ne sera pas entre les mains du peuple ».

« II. Les social-démocrates utilisent le droit d'interpellation afin que le peuple découvre le véritable caractère du gouvernement existant et la complète divergence entre tous ses actes et les intérêts du peuple ; afin d'expliquer la situation de la classe ouvrière à la ville et à la campagne, et les conditions de sa lutte pour améliorer sa condition politique et économique ; afin d'éclairer le rôle que jouent envers la classe ouvrière, tant le gouvernement et ses agents que les classes possédantes et les partis qui les représentent... »

Très bon point. Dommage seulement que jusqu'à ce jour (19 mars) nos social-démocrates de la Douma se soient si peu servi de ce droit d'interpellation.

...« III. En entretenant sur ce plan les relations les plus étroites avec les masses ouvrières, et en s'efforçant, dans son activité législative, d'être l'expression de leur mouvement organisé, la social-démocratie contribue à leur organisation comme à celle des masses populaires en général, pour soutenir la Douma dans sa lutte contre l'ancien régime et pour créer des conditions qui donneraient à la Douma la possibilité de sortir des limites des lois fondamentales qui la paralysent »...

En premier lieu, il n'est pas correct de parler de l'activité « législative » des social-démocrates. Il eût fallu dire : « l'activité à la Douma ».

En second lieu, le mot d'ordre « soutenir la Douma dans sa lutte contre l'ancien régime » s'accorde mal avec l'exposé des motifs de la résolution et, au fond, se révèle erronée.

Dans l'exposé des motifs on parle de la lutte révolutionnaire *pour le pouvoir* et de la présence à la Douma d'un « nombre important de partisans conséquents de la révolution ».

Pourquoi donc ici, la « lutte pour le pouvoir », notion révolutionnaire tout à fait claire, est-elle remplacée par le terme imprécis de « lutte contre l'ancien régime », qui inclut directement la lutte *réformiste* ? Ne faudrait-il pas alors modifier les motifs en disant, par exemple, qu'à la place de la lutte « illusoire » pour le pouvoir « on aura pour tâche la lutte pour les réformes » ?

Pourquoi est-il question ici du soutien de la « Douma» et non du soutien par les *masses* des « partisans conséquents de la révolution » ? Les mencheviks appellent donc les masses à soutenir les partisans *inconséquents* des réformes ! ! Ça ne va pas, camarades.

Enfin, ce qui est dit sur le soutien de la « Douma » dans sa lutte contre l'ancien régime, suscite, au fond, des idées *franchement fausses*. Soutenir la « Douma » signifie soutenir la *majorité* da la Douma. La majorité, ce sont les *cadets* plus les troudoviks. Cela signifie que vous avez, *de façon implicite* *, c'est-à-dire sans le dire ouvertement, *caractérisé* les cadets comme des « adversaires de l'ancien régime ».

C'est faux et incomplet. Ces choses-là on ne les dit pas à demi mot. Il faut les dire franchement et clairement. Les cadets *ne* « luttent *pas* contre l'ancien régime », mais s'efforcent de *réformer*, de rénover *ce même ancien régime*, en recherchant dès à présent, tout à fait ouvertement un *accord* avec l'ancien régime.

Le taire dans la résolution, laisser cela dans l'ombre, équivaut à dévier du point de vue prolétarien vers celui des libéraux.

...« IV. Participant par cette activité au développement d'un mouvement populaire visant à la conquête d'une assemblée constituante, la social-démocratie soutiendra, comme une étape dans cette lutte populaire, tous les efforts de la Douma d'Etat pour se subordonner le pouvoir exécutif, déblayant de cette façon le terrain pour le passage de tout le pouvoir de l'Etat entre les mains du peuple »...

C'est le point le plus important de la résolution. Il contient le fameux mot d'ordre du gouvernement issu de la « Douma » ou gouvernement « responsable ». Il faut examiner ce point d'abord en ce qui concerne sa formulation et ensuite son fond.

Ce point est formulé de façon extrêmement étrange. Les mencheviks ne sont pas sans savoir que cette question est des plus importantes. Ensuite, ils ne peuvent ignorer que ce mot d'ordre *a déjà été présenté* une fois par le Comité central de notre Parti au temps de la première Douma, et qu'alors *le Parti ne l'avait pas retenu*. C'est vrai à un tel point que même le groupe social-démocrate de la *première* Douma, qui était composé, comme on le sait, *uniquement* de mencheviks, et qui avait pour leader un menchevik aussi dévoué que le camarade Jordania, même ce groupe n'avait pas retenu le mot d'ordre du « gouvernement res-

* En français dans le texte. (*N.R.*)

ponsable », *pas une seule fois* dans aucun discours à la Douma il n'avait été exposé !

On aurait pu croire que c'était suffisant pour faire preuve d'une attention particulière. Mais au lieu de cela, nous avons devant nous le point le plus négligemment rédigé de la résolution, qui est elle-même insuffisamment étudiée.

Pourquoi, à la place du mot d'ordre *clair* du « gouvernement responsable » (Plékhanov dans la *Rousskaïa Jizn*) ou bien du « gouvernement issu de la majorité de la Douma » (résolution du Comité central à l'époque de la première Douma), a-t-on choisi une formulation nouvelle beaucoup plus vague ? Est-ce seulement un retour à ce même « gouvernement responsable » ou est-ce quelque chose d'autre ? Etudions bien ces questions.

De quelle façon la Douma pourrait-elle se subordonner le pouvoir exécutif ? Ou bien légalement, sur le terrain de la constitution monarchiste telle qu'elle est (ou un peu modifiée), ou bien illégalement, « en sortant des limites des lois fondamentales qui la paralysent », en renversant l'ancien pouvoir, en se transformant en convention révolutionnaire, en gouvernement provisoire, etc. La première possibilité définit justement ce qu'il est admis d'appeler gouvernement « issu de la Douma » ou « responsable ». La deuxième possibilité est la participation active de la « Douma » (c'est-à-dire de la majorité de la Douma) à la lutte révolutionnaire directe pour le pouvoir. Il ne peut y avoir d'autres voies pour subordonner le pouvoir exécutif à la Douma. Quant à cette question particulière : comment les voies les plus diverses pourraient-elles s'entrelacer ? — il ne convient pas de la poser ici ; nous n'avons pas à résoudre le problème académique de savoir quelles sont en général les situations possibles, mais un problème politique pratique de savoir justement ce que la social-démocratie doit ou ne doit pas soutenir.

La conclusion est claire. On dirait que la nouvelle formulation a été inventée à dessein pour *dissimuler* le fond d'une question litigieuse, pour *dissimuler* la véritable volonté du congrès, dont la résolution doit être l'expression. Le mot d'ordre de « gouvernement responsable » a provoqué et provoque des discussions violentes parmi les social-

démocrates. Et le soutien des initiatives révolutionnaires de la Douma, loin de provoquer des discussions violentes parmi les social-démocrates, n'en suscite aucune, on peut dire. Que dire après cela des gens qui ont proposé une résolution *dissimulant* les désaccords en réunissant ce qui est litigieux et ce qui est incontestable sous une même formule imprécise ? Que dire alors des gens qui ont proposé de reproduire une décision du congrès dans des termes tels qu'ils ne résolvent rien, les uns pouvant les comprendre comme les initiatives révolutionnaires de la Douma, « sortant des limites », etc., tandis que les autres entendront par là les tractations de Milioukov avec Stolypine pour faire entrer les cadets au gouvernement ?

Le moins qu'on puisse dire de ceux qui agissent ainsi, c'est qu'ils reculent en jetant un voile sur le programme de soutien à un gouvernement cadet, autrefois clairement et ouvertement exprimé.

C'est pourquoi nous laisserons de côté cette formulation embrouillée et embrouillant irrémédiablement la question. Nous ne parlerons que de l'*essence* du problème, à savoir le soutien de la revendication d'un gouvernement « responsable » (c'est-à-dire cadet).

Comment, dans la résolution, motive-t-on la nécessité de soutenir la revendication d'un gouvernement issu de la Douma ou responsable ? En disant que c'est une « étape dans la lutte du peuple pour une assemblée constituante », que c'est un « terrain pour le passage de tout le pouvoir entre les mains du peuple ». C'est là *toute* l'argumentation. Nous y répondrons par un bref résumé de nos arguments contre le soutien par la social-démocratie de la revendication d'un gouvernement issu de la Douma.

1) Il est parfaitement inadmissible pour un marxiste de se limiter à l'opposition juridique et abstraite entre un gouvernement « responsable » et un gouvernement « irresponsable », un gouvernement « issu de la Douma » et un gouvernement autocratique, etc., comme le fait Plékhanov dans la *Rousskaïa Jizn* et comme l'ont fait les mencheviks tout au long de leur analyse. C'est un raisonnement libéral et idéaliste, et non matérialiste prolétarien.

Il faut dégager la signification de classe de la mesure examinée. Celui qui y parviendra, verra que son contenu,

c'est une transaction ou une tentative de transaction entre l'autocratie et la bourgeoisie libérale pour mettre terme à la révolution. Telle est la signification économique objective du gouvernement issu de la Douma. C'est pourquoi les bolcheviks avaient pleinement le droit de dire : le gouvernement issu de la Douma ou responsable, c'est en fait un gouvernement cadet. Les mencheviks se sont fâchés et ont crié à la substitution, au truquage, etc. Mais ils se sont fâchés parce qu'ils ne voulaient pas *comprendre* les arguments des bolcheviks *ramenant* la fiction juridique (le gouvernement issu de la Douma ne sera-t-il plus « responsable » devant le monarque que devant la Douma, devant les propriétaires libéraux que devant le peuple ?) à une base de classe. Et le camarade Martov a beau se fâcher, il a beau crier que d'ores et déjà même la Douma n'est pas cadette, il n'affaiblit pas d'un pouce cette conclusion indiscutable : il s'agit *bien au fond* d'un gouvernement cadet, puisque c'est ce parti libéral bourgeois qui est le *pivot* dans cette affaire. La composition hétérogène possible du gouvernement issu de la Douma (les cadets, plus les octobristes, plus les « sans-parti », plus même quelque petit « troudovik » ou un membre prétendu de la gauche, etc.) ne changerait absolument rien à la chose. Se détourner du fond du problème comme le font les mencheviks et Plékhanov, c'est se détourner du marxisme.

Le soutien de la revendication d'un gouvernement « responsable » ou issu de la Douma, est au fond le soutien de la politique cadette en général et du gouvernement cadet en particulier (comme il est dit dans le premier projet de résolution des bolcheviks pour le Ve Congrès). Celui qui a peur de le reconnaître, avoue du même coup la faiblesse de sa position, la faiblesse des arguments en faveur du soutien des cadets par la social-démocratie en général.

Notre position a toujours été, et est encore, que la social-démocratie ne peut pas soutenir les compromis entre l'autocratie et la bourgeoisie libérale, compromis dont le but est de mettre un terme à la révolution.

2) Les mencheviks considèrent toujours le gouvernement issu de la Douma comme une étape vers quelque chose de mieux, qui faciliterait la lutte pour la révolution, et la résolution examinée exprime clairement cette idée. Mais là,

les mencheviks font une erreur, en tombant dans une appréciation trop exclusive. Les marxistes ne peuvent se porter garant de la victoire complète de la révolution bourgeoise en Russie : cela reviendrait à sombrer dans l'idéalisme et l'utopie de la bourgeoisie démocratique. Notre travail c'est de faire tout notre possible pour que la victoire de la révolution soit complète, mais nous n'avons pas le droit d'oublier qu'il y a déjà eu et qu'il peut y avoir encore des révolutions bourgeoises inachevées et bâtardes.

Les mencheviks formulent leur résolution de telle façon que le gouvernement issu de la Douma apparaît comme une étape *nécessaire* de la lutte pour une assemblée constituante, etc., etc. *C'est franchement faux.* Les marxistes *n'ont pas le droit* de considérer le gouvernement issu de la Douma *uniquement* sous cet aspect, en ignorant la possibilité objective de deux types de développement économique en Russie. La révolution bourgeoise démocratique est inévitable en Russie. Mais elle peut se faire en conservant la grosse propriété foncière et en la transformant progressivement en exploitation junkero-capitaliste (la réforme agraire de Stolypine et des libéraux), elle peut aussi se faire en détruisant la propriété foncière et en donnant les terres à la paysannerie (la révolution paysanne, soutenue par le programme agraire de la social-démocratie).

Les marxistes doivent considérer le gouvernement cadet sous son double aspect : en tant qu'étape possible dans la *lutte* pour une assemblée constituante, et en tant qu'étape possible dans la *liquidation de la révolution bourgeoise.* D'après les dispositions des cadets et de Stolypine, le gouvernement issu de la Douma *doit* jouer le second rôle ; d'après la situation objective, il *peut* jouer le second et le *premier rôle* *.

Oubliant la possibilité (et le danger) pour la révolution bourgeoise d'être limitée et interrompue par les libéraux,

---

* Nous mettons *les choses au mieux* pour Plékhanov et les mencheviks, en supposant que les cadets présentent la revendication d'un gouvernement issu de la Douma. Ce qui est plus probable, c'est que *cela ne se passera pas ainsi.* Alors Plékhanov (et les mencheviks) sera tout aussi ridicule avec son « soutien » d'un mot d'ordre que les libéraux n'auront pas lancé, qu'il l'avait été avec la « Douma investie de pleins pouvoirs ».

les mencheviks abandonnent le point de vue de la lutte des classes du prolétariat pour celui des libéraux enjolivant à la fois la monarchie, le droit de rachat, les deux chambres, l'arrêt de la révolution, etc., etc.

3) En passant de l'aspect économique et social à l'aspect institutionnel de ce problème, il faut dire que les mencheviks considèrent le gouvernement issu de la Douma comme un pas vers le parlementarisme, comme une réforme améliorant le régime constitutionnel et facilitant l'usage, qu'en fera le prolétariat pour la lutte des classes. Mais ce n'est encore une fois qu'une optique unilatérale, celle d'« événements heureux ». Dans l'acte de nomination des ministres issus de la majorité de la Douma (c'est justement une telle nomination que les cadets essayaient d'obtenir à la première Douma), un trait, pourtant essentiel, de la réforme fait défaut, il n'y a pas de reconnaissance *législative* d'un changement *général* déterminé dans la Constitution. C'est un acte jusqu'à un certain point isolé, voire individuel. Il s'appuie sur des manœuvres *de couloir*, des pourparlers, des préalables. Ce n'est pas sans raison que la *Retch* reconnaît *maintenant* (en mars 1907 !) qu'en juin 1906 les cadets ont eu des pourparlers avec le gouvernement, qu'on *ne* peut *encore* (!) divulguer. Même le *Tovarichtch*, le sous-fifre des cadets, a reconnu que ce jeu de cache-cache était inadmissible. Et il n'est pas étonnant que Pobiédonostsev (d'après les journaux) ait pu proposer la mesure suivante : nommer des ministres libéraux, cadets, puis dissoudre la Douma et changer le gouvernement ! Ce ne serait pas une abrogation de la réforme, une modification de la loi, ce serait un acte constitutionnel tout à fait légal du monarque. En soutenant les efforts des cadets pour obtenir un gouvernement issu de la Douma, les mencheviks, malgré leur volonté et leur conscience, soutenaient *en fait* les manœuvres de couloir et les compromis faits dans le dos du peuple.

De plus, les mencheviks ne s'assuraient, ne pouvaient s'assurer d'aucune « obligation » de la part des cadets. Ils leur *faisaient cadeau* de leur soutien, ils leur faisaient crédit, introduisant le trouble et la corruption dans la conscience de la classe ouvrière.

4) Faisons encore une concession aux mencheviks. Ad-

mettons que, dans le meilleur des cas, l'acte de nomination des ministres issus de la Douma s'avère être non pas seulement un acte individuel, non pas seulement une supercherie pour le peuple et un arrangement de façade, mais aussi le premier pas d'une réforme constitutionnelle effective, *améliorant vraiment* les conditions de lutte du prolétariat.

Même dans ce cas, on ne peut en aucune façon justifier que la social-démocratie lance le mot d'ordre du soutien à la revendication d'un gouvernement issu de la Douma.

C'est une étape vers quelque chose de mieux, un terrain pour la lutte future, dites-vous ? Admettons. Est-ce que ce ne serait pas *assurément* une étape vers quelque chose de mieux que le suffrage universel *mais indirect* ? Pourquoi donc ne pas déclarer que la social-démocratie soutient la revendication du suffrage universel *mais indirect*, parce que c'est une « étape » dans la lutte pour « la formule à quatre impératifs », un « terrain facilitant le passage » à cette formule. Alors seraient avec nous, non seulement les cadets, mais aussi les pédéraks [105] et une partie des octobristes ! Etape « nationale générale » vers la lutte populaire pour une assemblée constituante, voilà ce que signifie le soutien par la social-démocratie du suffrage universel, *mais indirect et non secret* !

Il n'y a absolument aucune différence de principe entre le soutien de la revendication du suffrage universel, mais indirect et non secret, et le soutien de la revendication d'un gouvernement issu de la Douma.

Justifier le mot d'ordre d'un « gouvernement responsable » parce que c'est une étape vers quelque chose de mieux, etc., cela signifie qu'on ne comprend pas les bases du problème de l'attitude de la social-démocratie envers le réformisme bourgeois.

Toute réforme, pour autant qu'elle en soit une (et non une mesure rétrograde, conservatrice), marque un pas véritable, une « étape » vers quelque chose de mieux. Mais *toute* réforme dans la société capitaliste a un caractère *double*. La réforme est une concession faite par les classes dirigeantes *pour* retenir, affaiblir ou étouffer la lutte révolutionnaire, pour diviser la force et l'énergie, pour obscurcir la conscience des classes révolutionnaires, etc.

C'est pourquoi la social-démocratie révolutionnaire, sans renoncer aucunement à utiliser les réformes dans le but de développer la lutte de classe révolutionnaire (« nous prenons aussi les acomptes », *wir nehmen auch Abschlagszahlung* », a dit Friedrich Engels [106], en aucun cas ne « fait siens » * les mots d'ordre bourgeois, bâtards et réformistes.

Agir comme cela, c'est faire exactement comme Bernstein (*il faudra* que Plékhanov réhabilite Bernstein, pour défendre sa politique actuelle ! Ce n'est pas sans raison que l'organe de Bernstein, *Sozialistische Monatshefte* **, chante les louanges de Plékhanov !), c'est-à-dire transformer la social-démocratie en « *parti des réformes démocrate-socialiste* » (expression de Bernstein bien connue dans ses fameuses « Prémisses du Socialisme »).

La social-démocratie considère les réformes et les utilise comme un *sous-produit* de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat.

Et là nous arrivons à notre dernier argument contre le mot d'ordre examiné :

5) Comment la social-démocratie peut-elle, *en fait*, rapprocher la réalisation de toute réforme en général, des réformes constitutionnelles en Russie en particulier et surtout d'un gouvernement issu de la Douma dont les résultats seraient utiles au prolétariat ? En « faisant siens » les mots d'ordres des réformistes bourgeois, ou bien en refusant catégoriquement de « faire siens » de semblables mots d'ordre, en continuant à conduire fermement la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat au nom de mots d'ordre entiers, qui n'ont pas été tronqués ? La réponse à cette question n'est pas difficile.

« En faisant nôtres » les mots d'ordre toujours boiteux, toujours tronqués, toujours à double sens du réformisme bourgeois, nous ne renforçons pas, mais en fait nous affaiblissons les chances, la possibilité et la proximité de la réalisation d'une réforme. En effet, la véritable force qui engendre les réformes est celle du prolétariat révolutionnai-

---

* Plékhanov dans la *Rousskaïa Jizn* : ... « *les députés social-démocrates ne peuvent pas ne pas faire leur la revendication* (« le gouvernement responsable »), dans l'intérêt du peuple, dans l'intérêt de la révolution ».

** *Mensuel socialiste.* (*N.R.*)

re, de sa conscience, de sa cohésion, de sa fermeté inébranlable dans la lutte.

Ces qualités du mouvement de *masse*, nous les affaiblissons et les paralysons, en lançant dans les masses des mots d'ordre réformistes bourgeois. En cédant quelque chose de nos revendications révolutionnaires et de nos mots d'ordre (en mettant, par exemple, « le gouvernement issu de la Douma » à la place de « le pouvoir du peuple » et de l'assemblée constituante, comme une « étape », etc.), sous prétexte de *renforcer* les chances de voir se *réaliser* cette mesure ainsi affaiblie, puisque, dit-on, elle sera défendue par le prolétariat et par telle ou telle partie de la bourgeoisie, en faisant cela nous sombrons en plein sophisme bourgeois.

C'est un sophisme bourgeois, dit la social-démocratie internationale. Nous affaiblissons au contraire, par cela même, les chances de réalisation de la réforme puisque, en recherchant la sympathie de la bourgeoisie, qui n'accepte des concessions qu'à contre-cœur, nous affaiblissons la conscience révolutionnaire des masses, nous la corrompons, nous l'obscurcissons. Nous emboîtons le pas à la bourgeoisie dans *ses* arrangements avec la monarchie, nuisant ainsi au développement de la lutte révolutionnaire des masses. Il résulte toujours de ce genre de tactique que les réformes font défaut, ou bien se révèlent être une pure supercherie. Le seul soutien *solide* aux réformes, la seule garantie sérieuse de leur réalité, de leur utilisation pour le bien du peuple, c'est la lutte révolutionnaire propre du prolétariat qui *ne dément pas* ses mots d'ordre.

Les mencheviks ont commencé dès juin 1906 à lancer dans les masses le mot d'ordre du soutien de la revendication d'un gouvernement issu de la Douma. Ils affaiblissent et obscurcissent ainsi la conscience révolutionnaire des masses, diminuent l'envergure de la propagande, amoindrissent les chances de réalisation de cette réforme et la possibilité de l'utiliser.

Il faut renforcer la propagande révolutionnaire dans les masses, lancer largement, déployer clairement nos mots d'ordre entiers, non tronqués. *Ainsi*, si l'on met les choses au mieux, nous rapprocherons la victoire complète de la révolution, et au pire, nous arracherons quelques conces-

sions boîteuses (dans le genre du gouvernement issu de la Douma, du suffrage universel mais indirect, etc.) et gagnerons la possibilité de les transformer en instruments de la révolution. Les réformes sont les *sous-produits* de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat. Faire « sienne » à ce point la tâche d'obtenir un sous-produit, cela signifie tomber dans le réformisme libéral bourgeois.

* * *

Dernier point de la résolution :

« V. En considérant l'activité à la Douma comme l'une des formes de la lutte des classes, le groupe social-démocrate de la Douma, en gardant toute son indépendance, conclut des accords, dans chaque cas particulier, avec les groupes et les partis dont les buts concordent, à ce moment-là, avec ceux du prolétariat, en vue d'actions agressives ; avec les partis qui sont intéressés à la lutte contre l'ancien régime, pour le triomphe de la liberté politique, il conclut des accords en vue d'actions défensives pour sauvegarder la représentation populaire et ses prérogatives. »

Autant la première partie est bonne (jusqu'à « conclut »), autant la seconde est mauvaise et franchement absurde.

Qu'est-ce que cette distinction ridicule entre actions « agressives » et actions « défensives » ? Nos mencheviks se souviendraient-ils du langage tenu par les *Rousskié Viédomosti* dans les années 90 du siècle dernier, où les libéraux montraient que le libéralisme en Russie est « défensif » et la réaction « offensive » ? Pensez seulement : à la place des vieilles distinctions, concernant l'action politique, entre révolutionnaire et réformiste, révolutionnaire et contre-révolutionnaire, parlementaire et extra-parlementaire, ces marxistes nous offrent une nouvelle classification : les actions « défensives » « sauvegardent » ce qui existe, les actions « agressives » vont au-delà ! Craignez Dieu, camarades mencheviks ! Jusqu'à quel point a-t-il fallu perdre le sens de la lutte de classe révolutionnaire pour ne pas remarquer l'arrière-goût de *platitude* dans cette distinction entre « défensif » et « agressif ».

Et comme, dans cette formule impuissante, se reflète comiquement, comme dans un miroir concave, la vérité amère (pour les mencheviks) qu'ils n'ont pas envie de

reconnaître ! Les mencheviks ont l'habitude de parler des partis en général, ils ont peur de les nommer et de les délimiter nettement. Ils ont l'habitude de couvrir d'un voile les cadets et la gauche à l'aide d'une dénomination commune : « les partis de l'opposition démocratique ». Maintenant ils sentent qu'un changement est en train d'intervenir. Ils sentent que les *libéraux* ne sont au fond capables maintenant que de *sauvegarder* (au moyen de génuflexions, comme les *Rousskié Viédomosti* ont « sauvegardé » les zemstvos dans les années 80 !) la Douma et notre, excusez l'expression, constitution actuelle. Les mencheviks sentent que les libéraux bourgeois ne peuvent ni ne veulent *aller au-delà* (être « agressif » — quel terme odieux !). Et cette confuse conscience de la vérité, les mencheviks l'ont exprimée dans une formule comique et extrêmement embrouillée, d'où il sort littéralement que les social-démocrates seraient capables, *un jour ou l'autre*, de conclure des accords pour des actions « dont les buts » *ne* concordent *pas* avec ceux du prolétariat !

Cet accord final de la résolution menchevique, cette peur ridicule de dire franchement et clairement *la vérité* — c'est-à-dire que les bourgeois libéraux, les cadets, ont cessé complètement de servir la révolution — exprime admirablement l'esprit de la résolution que nous avons examinée.

EN GUISE DE POSTFACE

Les lignes qui précèdent étaient déjà écrites lorsque j'ai reçu la résolution de la conférence de février (1907) de l'« Union du Territoire estonien » du P.O.S.D.R. [107].

Les camarades mencheviks M. et A. sont intervenus à cette conférence (certainement comme délégués du Comité central). Lors de la discussion sur la Douma ils ont dû *présenter la résolution* que je viens d'analyser. Et il est très instructif de voir *quels sont les changements* apportés par les camarades social-démocrates d'Estonie à cette résolution. Voici en entier la résolution adoptée par la conférence :

SUR L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA DOUMA D'ÉTAT

« La Douma d'Etat n'a aucun pouvoir ni aucune force pour satisfaire les besoins du peuple, puisque tout le pouvoir se trouve comme par le passé entre les mains des ennemis du peuple, l'autocratie

tsariste, la bureaucratie unie et poignée de propriétaires fonciers. C'est pourquoi la social-démocratie doit détruire impitoyablement les espoirs illusoires sur la force législative de la Douma d'Etat actuelle et expliquer au peuple que seule une assemblée constituante souveraine, élue librement par l'ensemble du peuple après que celui-ci aura lui-même aboli l'autocratie tsariste, sera en mesure de satisfaire les revendications du peuple.

Dans le but de faire progresser la conscience de classe du prolétariat, l'éducation politique des masses populaires, de développer et d'organiser les forces révolutionnaires, la social-démocratie doit utiliser aussi cette Douma d'Etat sans forces, impuissante. Voilà pourquoi la social-démocratie participe à l'activité de la Douma d'Etat sur les bases suivantes :

I. La social-démocratie, en partant des intérêts du prolétariat des villes et des campagnes et des principes de la démocratie conséquente, critique tous les projets de loi et propositions du gouvernement et des partis bourgeois, ainsi que le budget de l'Etat, et leur oppose ses propres revendications et projets de loi, toujours en fonction des revendications et des besoins des larges masses populaires, dénonçant par cette activité la carence du régime existant et les contradictions de la société bourgeoise.

II. La social-démocratie utilise le droit d'interpellation pour dévoiler l'essence et la nature du gouvernement actuel et pour montrer au peuple que toute son activité est directement dirigée contre les intérêts du peuple, pour expliquer la servitude de la classe ouvrière et éclairer le rôle que jouent envers la classe ouvrière le gouvernement, les classes dirigeantes et les partis qui les représentent. Entre autres, la social-démocratie doit lutter contre le parti conciliateur et traître des cadets, en dévoilant leur indécision et l'hypocrisie de leur démocratisme, pour libérer de leur hégémonie et de leur influence la petite bourgeoisie révolutionnaire, en l'obligeant à suivre le prolétariat.

III. En tant que parti de la classe prolétarienne, la social-démocratie doit intervenir à la Douma d'Etat de façon indépendante. Elle ne doit conclure avec les autres partis révolutionnaires et oppositionnels à la Douma d'Etat aucun accord ou contrat permanent réduisant sa liberté d'action. Dans des cas particuliers, quand les buts et les actions des autres partis coïncident avec ceux de la social-démocratie, celle-ci peut et doit entrer en pourparlers avec les autres partis relativement à ces actions.

IV. Etant donné qu'il ne peut y avoir aucun accord de la part du peuple avec le gouvernement servagiste actuel, et que seule une assemblée constituante souveraine serait en mesure de satisfaire les revendications et les besoins du peuple, la conférence ne considère pas comme une tâche pour le prolétariat de lutter pour un gouvernement responsable devant l'actuelle Douma impuissante. Le prolétariat doit se battre non pour un gouvernement responsable, mais pour une assemblée constituante.

V. En luttant de cette façon, le groupe social-démocrate à la Douma d'Etat doit établir des liens très étroits avec les larges masses populaires et prolétariennes en dehors de la Douma et, contribuant à l'or-

ganisation de ces masses, créer une armée révolutionnaire pour renverser l'autocratie. »

Tout commentaire serait superflu. Dans mon article, j'ai essayé de montrer sur l'exemple de la résolution examinée comment il ne fallait pas rédiger un texte de ce genre. Les social-démocrates révolutionnaires d'Estonie montrent par la leur comment on doit corriger les mauvaises résolutions.

REMARQUE À PROPOS DE LA RÉSOLUTION DES SOCIAL-DÉMOCRATES D'ESTONIE [108]

Notre correspondant nous a également envoyé les *statuts de l'Union du Territoire estonien* du *P.O.S.D.R.* adoptés par la conférence. Nous ne les publions pas par manque de place.

Nous attirons l'attention des lecteurs sur la résolution relative à la Douma. On voit clairement que c'est la résolution des mencheviks publiée dans le n° 47 de la *Rousskaïa Jizn* qui en a été la base : l'influence des mencheviks M. et A. s'y est fait sentir *et y a été limitée.* Les social-démocrates d'Estonie ont rédigé eux-mêmes les *passages combatifs* dans un esprit *purement bolchevique* (en particulier en ce qui concerne les cadets et le « gouvernement » responsable). Bel exemple de correction des résolutions mencheviques !

« Prolétari » n° 15, 25 mars 1907

Conforme au texte du journal

LES BASES D'UNE TRANSACTION

Pétersbourg, le 21 mars 1907

La situation a changé sensiblement depuis l'éditorial du n° 14 du *Prolétari* * d'il y a trois semaines. Le gouvernement et les cadets, l'autocratie des Cent-Noirs et la bourgeoisie libéralo-monarchiste se sont rapprochés et se préparent d'un commun effort à étouffer la révolution et à jeter au peuple en guise de terre et de liberté, une misérable aumône, le condamnant à la famine et à l'esclavage. Examinons de plus près cette nouvelle situation.

L'autocratie des Cent-Noirs a deux questions qui lui pèsent lourd : le budget et la question agraire. Si la Douma ne ratifie pas le budget, pas de crédits. Si on ne peut dissimuler, au moins pour un temps, la plaie ouverte de la question agraire, il n'y a pas d'espoir de calme même pour une courte durée. Dissoudre la Douma sans le budget et la loi agraire qu'elle doit approuver, le gouvernement ne l'ose pas. Il *a peur* de la dissolution de la Douma, et en même temps il la réclame, mettant en action tout l'appareil ultra de l'Union du peuple russe pour effrayer les timides et engager les hésitants à être accommodants. Il veut arracher des concessions à la Douma et la contraindre au silence en brandissant la menace de dissolution. On verra ensuite ce qu'on fera de la « haute » assemblée, déshonorée, traînée dans la boue, salie. De là la demande de ratification du budget, l'assurance que le ministre des finances ne songerait même pas à poser à la Douma d'Etat la question

* Voir le présent tome, pp. 181-185. (*N.R.*)

de l'emprunt. De là les discours corrects de M. Vassiltchikov selon lesquels le gouvernement « protégera l'inviolabilité des limites qui séparent les « intérêts des personnes, des groupes et des classes distincts », mais « reconnaît » en même temps « son obligation d'exercer cette protection pour autant que les limites en question coïncident avec les intérêts de l'Etat en général. *Là où ces limites ne coïncident pas avec ces intérêts, elles doivent être déplacées* ». Dans ces paroles, et en particulier dans le passage que nous avons souligné, il y a sans aucun doute une allusion destinée aux cadets, admettant la possibilité d'envisager l'« aliénation » obligatoire forcée dont ils ont eu l'idée.

Que répondent donc les cadets à toutes ces avances presque insaisissables ? Oh ! ils s'appliquent à les rendre saisissables, à transformer les allusions secrètes et les réticences en paroles nettes et convenues jusqu'au bout. Aussi font-ils à leur tour au gouvernement des avances beaucoup plus marquées, ils mettent leur âme à nu, encore qu'avec la prudence qui leur est propre, et pour l'instant ils tendent la main à moitié et timidement, pour toucher l'index condescendant que leur tend M. Stolypine. Dans le numéro du 18 mars, le principal organe cadet, la *Retch*, avise tout le monde que le parti de la liberté du peuple termine l'élaboration d'un nouveau projet de loi agraire, qui fait de ce parti « le parti le mieux armé pour un examen *concret* de la question agraire », et que « manière nouvelle de poser la question réserve beaucoup plus d'attention à ce qu'on appelle le rapport réel des forces ». Le lendemain, à la séance de la Douma, le député Koutler prononçait effectivement un discours « concret » et soulevait un peu (pas complètement et de loin) le voile dont on couvrait pudiquement le « réalisme » et le « caractère concret » du nouveau fruit de l'œuvre législative du parti cadet. Pour autant qu'on ait pu comprendre, le réalisme concret se réduit en l'occurrence, premièrement, à l'intention de donner aux paysans, dans de nombreux endroits, au lieu « des normes de consommation », beaucoup moins de terre, « autant qu'il y en aura », suivant la formule un peu trop vague de M. Koutler. Apparemment des millions de déciatines des terres seigneuriales pourront très bien rester inaliénés, même avec « aliénation » forcée.

Cela signifie « déplacer » quelque peu les « limites », comme le dit M. Vassiltchikov. Le deuxième trait caractérisant le « réalisme » du nouveau projet de loi, M. Koutler l'exprime de la manière suivante : « donner définitivement aux paysans la possession des terres qui leur sont assignables », de façon que « ces terres, quelles que soient les circonstances, ne puissent leur être retirées » ; ces terres seront « transmises aux paysans en jouissance permanente et non temporaire », de plus il faudra « seulement limiter le droit d'aliénation et d'hypothèque ». Tout ceci ressemble à nouveau de très près à « l'intention » du gouvernement, annoncée par la bouche de M. Vassiltchikov, « d'étendre à l'immense territoire des exploitations foncières paysannes les biens venant du principe de la propriété privée dont elles étaient dépourvues jusqu'à ce jour ». Et enfin, le troisième trait « concret » du nouveau projet de la loi agraire cadet, mérite une attention particulière : autrefois on proposait le rachat de la terre au compte du Trésor public, mais maintenant, « une certaine partie des dépenses engagées par la réforme agraire doit être compensée de moitié environ par les paysans eux-mêmes ». Mais en quoi cela diffère-t-il du versement par les paysans de la moitié des paiements du rachat, décrété par le gouvernement pour l'année 1906 ? L'accord sur le principe, entre le projet agraire cadet et les prescriptions du gouvernement, apparaît de cette façon suffisamment clair. On peut d'autant moins le mettre en doute que l'aliénation forcée des terres, telle qu'elle est conçue par les cadets, est fictive : qui donc s'en chargera dans les comités agraires cadets, lorsque ceux-ci seront composés pour moitié de paysans, pour moitié de propriétaires, et que ce seront les fonctionnaires qui « concilieront » leurs intérêts ? La transaction est en bonne voie. Ce n'est pas pour rien que le journaliste parlementaire de la *Retch* remarque dans le numéro du 20 mars, à propos du discours de M. Vassiltchikov : « Il transpose la question ainsi posée sur un terrain concret. » N'est-ce pas là, dans la bouche des cadets d'aujourd'hui, le plus grand éloge qui soit !

En ce qui concerne le budget, la position accommodante des cadets par rapport à l'autocratie cent-noire se dessine avec suffisamment de clarté dans l'éditorial du même numéro du 20 mars de la *Retch*. Le bruit selon lequel « le

parti de la liberté du peuple proposerait de rejeter le budget dans son ensemble », y est qualifié de « mensonge flagrant » ; on y certifie que les « représentants du peuple ratifieront vraisemblablement, avec des amendements, le budget de 1907 » ; et enfin — écoutez bien, messieurs ! — on y affirme que « si la Douma a la preuve que M. le ministre des finances a l'intention d'élargir les droits de celle-ci (dans les limites des « lois fondamentales » naturellement, cf. plus haut dans ce même article), il pourra naître en son sein une plus grande confiance dans le gouvernement », et que « si la Douma pouvait raisonnablement faire confiance à M. le ministre des finances, elle pourrait accepter une formule *autorisant à emprunter, autant qu'il le faudra* » (souligné par nous). Cette perle conclut dignement toute une longue chaîne de concessions honteuses, la mise en vente de la liberté du peuple pour, en fin de compte, la céder au prix de gros.

Pour celui qui a la patience de suivre les détails du marchandage infâme entre les réactionnaires et les bourgeois libéraux, autant que ces détails apparaissent à l'heure actuelle, il ne fait aucun doute que les forces contre-révolutionnaires s'organisent en vue de porter un coup décisif et mortel au grand mouvement d'émancipation, de briser ses combattants forts et courageux et de tromper et d'écarter les naïfs, les timides, les indécis. La droite, le Kolo polonais [109] et les cadets s'unissent pour porter ce coup. Le gouvernement intimide les cadets et les troudoviks en agitant l'épouvantail des Cent-Noirs ; ceux-ci, incités par le gouvernement lui-même, hurlent à la dissolution de la Douma et à l'anéantissement de la « vile constitution ». Les cadets, eux, effraient les troudoviks par le même moyen et en invoquant les intentions imaginaires de Stolypine de dissoudre rapidement la Douma. Toutes ces menaces et ces intimidations sont nécessaires à l'autocratie cent-noire et à la bourgeoisie libérale, pour mieux s'entendre dans le dos du peuple, pour le piller et faire le partage à l'amiable. Troudoviks de toutes tendances, ne soyez pas dupes ! Sauvegardez les intérêts du peuple ! Empêchez la transaction sordide des cadets avec le gouvernement ! Camarades social-démocrates ! nous sommes convaincus que vous comprendrez la situation, que vous vous mettrez à la tête de

tous les éléments révolutionnaires de la Douma, que vous ouvrirez les yeux aux troudoviks sur la trahison honteuse de la bourgeoisie libéralo-monarchiste. Nous sommes convaincus que vous dénoncerez cette trahison bien haut et sévèrement du haut de la tribune de la Douma et devant le peuple tout entier.

« Prolétari » n° 15,
26 mars 1907

Conforme au texte du journal

LA PLATE-FORME TACTIQUE DES MENCHEVIKS

« *La plate-forme tactique pour le prochain congrès*, élaborée par Martov, Dan, Starover, Martynov, etc., avec la participation d'un groupe menchevique de militants » a été publiée séparément.

Quel est le rapport entre ce programme et la résolution sur la Douma, élaborée par les mêmes leaders mencheviques, et publiée dans le numéro 47 de la *Rousskaïa Jizn*, on l'ignore. Dans la publication dont nous parlons, on ne nous dit pas du tout si on envisage un examen plus détaillé des points de vue sur la tactique exposés ici sous forme de projets de résolution, et sur quelles questions exactement, etc. On ne peut que regretter un tel manque de clarté, car la « plate-forme tactique » souffre en elle-même d'une imprécision extrême de ses formulations. Afin de le montrer, nous citerons en entier les trois dernières thèses exposant « les tâches immédiates de la social-démocratie dans la période à venir ». Commençons par la troisième :

« ...3) Développement des initiatives des masses ouvrières en politique et en organisation pour la défense de leurs intérêts en tant que classe de salariés. Concours des groupes du Parti au développement de l'organisation des larges couches du prolétariat sur le terrain de la satisfaction de leurs besoins immédiats professionnels, politiques et culturels, sur le terrain de la lutte pour sauvegarder et élargir les concessions arrachées à l'ancien régime. »

Peut-on imaginer quelque chose de plus confus, de plus brumeux, de plus inconsistant ? Est-ce une « plate-forme

tactique » pour le congrès de 1907 ou bien un extrait d'un article populaire sur les tâches de la classe ouvrière en général ?

Sont inscrites à l'ordre du jour du congrès, comme on le sait, les questions des syndicats, du congrès ouvrier et des conseils des délégués, — tous problèmes concrets de l'actualité, qui correspondent au degré actuel de développement du mouvement ouvrier. Et on nous abreuve de considérations générales sur les « initiatives », comme si l'on voulait *cacher* intentionnellement *ses idées* sur les problèmes soulevés par la vie et posés par le Parti. Ce n'est pas une plate-forme, camarades, c'est une *dérobade*. Sur des problèmes, comme le congrès ouvrier, il y a déjà toute une littérature du Parti, depuis des articles de notre organe officiel le *Social-Démocrate* [110] et jusqu'à plusieurs brochures. On écrit une plate-forme pour donner une réponse sur le fond d'un problème et non pour s'en débarrasser.

« ...2) Lutte idéologique résolue contre toutes les tentatives de limiter les initiatives propres du prolétariat en tant que classe, contre la pénétration d'illusions petites-bourgeoises réactionnaires dans sa conscience, et contre toutes les tendances visant à transformer la lutte de classe organisée en terreur anarchique et en aventurisme conspirateur. »

C'est dit violemment. Il faut croire que les auteurs ont voulu « déverser leur bile ». C'est leur droit, naturellement, et nous ne sommes pas amateurs de plaintes contre une polémique ardente. Polémiquez aussi âprement qu'il vous plaît, seulement dites clairement ce que vous voulez. Et votre second point ne dit exactement rien de précis. Il « vise », autant qu'on puisse le deviner, les bolcheviks, mais *il ne les atteint pas*, par suite d'une formulation confuse. Tous les bolcheviks, naturellement, sont d'accord pour signer des deux mains la condamnation de la terreur *anarchiste*, de l'« aventurisme conspirateur », « des illusions petites-bourgeoises et réactionnaires » et les « tentatives de limiter les initiatives propres ».

Nous donnerons un bon conseil aux camarades mencheviks. Si vous voulez, camarades, polémiquer plus âprement avec les bolcheviks et mieux les « coincer », écrivez s'il vous plaît des résolutions telles qu'elles nous soient *inac-*

ceptables. Il faut *ouvrir* toutes les parenthèses, et non pas jeter à nouveau un voile sur des problèmes soulevés depuis longtemps ! Prenez exemple sur nous : notre projet de résolution sur les organisations politiques sans-parti dit *franchement* que nous sommes opposés à *telles* idées d'Axelrod, *à tel* courant qui s'exprime dans certaines publications précises de membres du Parti. On peut nous reprocher tout ce qu'on veut dans ce projet de résolution, sauf de manquer de clarté ou d'éviter le *fond* de la discussion.

« ...1) Eveil de l'initiative politique des masses prolétariennes en organisant leur intervention systématique dans la vie politique dans toutes ses manifestations.

Par ailleurs, tout en appelant le prolétariat à soutenir toutes les classes progressistes dans leur lutte commune contre la réaction, la social-démocratie rejette toute union durable avec une partie quelconque des classes non prolétariennes. Là où il y a des divergences entre les différentes fractions de ces classes, elle soutient, dans chaque cas précis, les actions qui répondent aux intérêts du progrès social. La social-démocratie exerce sa critique révolutionnaire aussi bien contre les tendances contre-révolutionnaires de la bourgeoisie libérale que contre les préjugés utopiques et réactionnaires du socialisme agraire petit-bourgeois. »

Nous avons mis ce point en dernier intentionnellement, car lui seul est relativement substantiel en ce sens qu'on y *aborde* ce qui est à la base des divergences sur la tactique entre les mencheviks et les bolcheviks. Néanmoins, on ne fait encore qu'« aborder », de nouveau il y a beaucoup trop de bla-bla et trop peu de choses concrètes. Les deux premières propositions sont des truismes, dont il était naturel de discuter dans la presse en 1894-1895, mais qu'il est franchement maladroit de soulever en 1907. Et ces truismes sont formulés de façon très négligée : par exemple, la social-démocratie rejette toute « union » avec les autres classes en général, et non pas les seules unions « durables ».

Seule la troisième proposition concerne les fondements de la tactique. Ici, le voile se soulève quelque peu, juste assez pour qu'on voie s'esquisser les phénomènes concrets de notre époque.

S'opposent ici à la social-démocratie : 1) les *tendances* contre-révolutionnaires de la bourgeoisie libérale ; 2) les *préjugés* utopiques et réactionnaires du socialisme agraire

petit-bourgeois. La directive proposée au Parti consiste à critiquer *également* l'un et l'autre.

Examinons les deux parties de cette opposition et la signification d'une telle directive.

Ce qu'entendent les camarades par les « tendances contre-révolutionnaires de la bourgeoisie *libérale* », n'est pas très clair. On pouvait parler de bourgeoisie libérale sans préciser en 1897 mais pas en 1907. Vous retardez étrangement, camarades mencheviks ! Nous avons maintenant des *partis* politiques en Russie ; on les a vus à la Ire Douma, et un peu à la IIe ! Quelle est donc cette « plate-forme tactique » qui *n'a toujours pas remarqué* l'existence de ces partis bien déterminés en Russie ?

Il est difficile d'admettre que sous le vocable de bourgeoisie libérale on sous-entende les octobristes. Visiblement les camarades ont en vue les partis du type *cadet* (Parti des réformes démocratiques, peut-être aussi celui de la rénovation pacifique, comme phénomène du même genre). Le mot « tendance » nous en convainc aussi puisque ce que nous observons chez les octobristes ce n'est pas une tendance contre-révolutionnaire, mais une politique qui est déjà devenue entièrement contre-révolutionnaire.

Il s'agit donc des « *tendances* » *contre-révolutionnaires* des cadets, c'est-à-dire du fait que ces derniers *commencent* déjà à *pratiquer* une politique contre-révolutionnaire dans son esprit.

Ce fait est exact, sans doute. Le reconnaître en termes ouverts et précis rapprocherait sans doute les deux courants de la social-démocratie russe, à l'heure actuelle en mauvais rapports. La nécessité d'une « critique révolutionnaire » de telles tendances est aussi indiscutable.

Allons plus loin. Aux *tendances* réactionnaires des libéraux sont opposés les « *préjugés* » réactionnaires « du socialisme agraire petit-bourgeois ».

Nous sommes perplexes. Comment peut-on comparer et opposer les *classes* (la bourgeoisie libérale) et les *doctrines* (le socialisme) ? La *politique pratique* (les tendances) et les *points de vue* (les préjugés) ?? C'est le comble de l'illogisme. Pour être logique dans une *plate-forme tactique* il faut opposer : 1) une classe à une autre, par exemple la bourgeoisie libérale à la paysannerie démocratique (ou

réactionnaire ?) ; 2) une politique à une autre, par exemple, la politique contre-révolutionnaire à la politique révolutionnaire ; 3) les doctrines, points de vue et préjugés à d'autres doctrines, points de vue et préjugés. C'est à tel point évident et élémentaire qu'involontairement on a des doutes : cet illogisme des mencheviks est-il l'effet du hasard ? Le manque de clarté logique ne reflète-t-il pas le manque de clarté de la pensée politique ?

Que le « socialisme » des socialistes-révolutionnaires, des troudoviks, des socialistes-populistes soit plein de préjugés utopiques et réactionnaires, cela est incontestable. Cela, bien sûr, doit être dit quand on porte une appréciation sur ces partis, comme l'ont fait les bolcheviks dans leurs projets de résolution pour les IVe et Ve Congrès. En répétant cette idée incontestable dans un contexte si plein d'illogisme, il faut croire que les mencheviks se sont accrochés à la première considération venue pour justifier leur *politique* de soutien aux cadets. En effet, dans le texte de la plate-forme considérée, ils n'ont même pas pu éluder les arguments en faveur d'une telle politique et les tentatives de la justifier. Maintenant les mencheviks *abordent* l'attitude de la bourgeoisie libérale envers la paysannerie dans la révolution bourgeoise russe. C'est un grand progrès, naturellement. Après l'expérience de la première et (en partie) de la deuxième Douma on ne peut plus se contenter de la simple référence à la fameuse fiction du « danger cent-noir » pour défendre les accords électoraux avec les cadets, le vote pour un président cadet, le soutien des mots-d'ordre cadets. *Il faut* poser le problème général déjà soulevé par les bolcheviks dans la brochure *Deux tactiques* (juillet 1905) * de l'attitude de la bourgeoisie libérale et de la paysannerie envers la révolution russe. Que disent donc maintenant les mencheviks, en substance, sur cette question ?

« En Russie, la bourgeoisie démocratique des villes ne contrôle pas toute l'économie nationale, et c'est pourquoi elle n'est pas capable d'initiative révolutionnaire indépendante, comme cela était dans les révolutions bourgeoises des siècles passés ; en même temps, la paysannerie, englobant l'énorme majorité des producteurs, ne

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 9-139. (*N.R.*)

fait encore que sortir des conditions économiques et sociales de production prébourgeoise, c'est pourquoi elle est encore moins apte au rôle de dirigeant indépendant dans la révolution . »

C'est l'*unique* tentative faite pour motiver par une *analyse économique* la politique menchevique par rapport aux libéraux et à la paysannerie ! « La paysannerie est *encore moins* apte que la bourgeoisie démocratique des villes »... ce sont bien les mots : « encore moins », qui doivent servir de *justification* à la politique de soutien aux cadets.

Pourquoi donc « encore moins » ? Parce que la paysannerie « commence seulement à sortir des conditions économiques et sociales de production prébourgeoise ». L'argument est insuffisant, manifestement. Si la paysannerie « commence seulement à sortir » c'est que « *les vestiges du féodalisme, dont le joug pèse lourdement et directement sur les paysans* » l'en empêchent. Ainsi s'exprime la toute première phrase du programme agraire de notre Parti. Ce qui découle nécessairement, inéluctablement de cette circonstance c'est que le mouvement révolutionnaire contre l'ordre existant doit être *plus profond*, plus large et plus combatif chez les paysans que dans la bourgeoisie libérale. Il ne peut être question d'une aptitude des bourgeois libéraux ou de la paysannerie à tenir le rôle *dirigeant* dans la révolution *. Et quant à leur aptitude respective à faire preuve d'« initiative révolutionnaire indépendante » ou, plus exactement, à prendre une part indépendante au *déve-*

* Dans l'ensemble nous nous réjouissons de ce que la plate-forme menchevique ait *soulevé* la question du rôle du prolétariat en tant que *dirigeant* de la révolution. Il serait extrêmement souhaitable de débattre ce point au congrès et d'adopter une résolution. Par contre, les mencheviks ont très faiblement motivé l'inaptitude de la paysannerie à jouer le rôle dirigeant. Le problème n'est pas que la paysannerie « commence seulement à sortir » du féodalisme mais que les conditions fondamentales de la *petite production* (dans l'agriculture et l'industrie) conduisent les petits producteurs à *hésiter* entre, d'une part, l'« ordre » et la « propriété », et, de l'autre, la lutte contre l'ancien régime. Même chose en ce qui concerne la bourgeoisie libérale : les mencheviks n'ont pas donné la raison principale pour laquelle on ne peut pas se fier à elle, la peur du prolétariat, la nécessité de s'appuyer sur l'ancien pouvoir pour se défendre des « attaques du prolétariat », selon les termes de la résolution bolchevique.

loppement ultérieur de la révolution, les mencheviks en ont donné une appréciation *rien moins que fausse.*

Le point de vue des mencheviks sur le rôle politique de la paysannerie se trouve en contradiction justement avec celles des positions fondamentales de notre programme agraire, que partage le Parti *tout entier*, bolcheviks et mencheviks.

D'abord, comme nous l'avons déjà indiqué, « les vestiges du féodalisme pèsent lourdement et directement sur les paysans ». Par conséquent, dans la révolution bourgeoise et démocratique actuelle de Russie, la paysannerie *ne peut ne pas être* plus révolutionnaire que la bourgeoisie libérale, puisque la vigueur, la solidité, la vitalité et l'acuité du mouvement révolutionnaire dépendent de la force de l'oppression d'un régime dépassé.

En second lieu, nous réclamons dans notre programme agraire la « confiscation des terres privées ». Nous ne réclamons rien qui ressemble, même de très loin, à une mesure *économique* aussi radicale de la part des bourgeois libéraux. Pourquoi ? Parce que les circonstances objectives qui pourraient inciter la bourgeoisie libérale à lutter pour la *confiscation* d'une grande partie de cette propriété, « légale » du point de vue du vieux régime, n'existent pas. Tandis que nous *reconnaissons* tous la présence de ces circonstances objectives dans la paysannerie, car les marxistes ne réclament pas la confiscation par amour des mesures ultra-révolutionnaires, mais parce qu'ils ont conscience de la situation désespérée des masses paysannes. Ce point de notre programme agraire correspond à l'extrême profondeur de l'esprit révolutionnaire démocratique bourgeois de la paysannerie.

Troisièmement, notre programme agraire parle de « soutien des actions révolutionnaires de la paysannerie jusqu'à la confiscation des terres des propriétaires fonciers ». On reconnaît ici la nécessité de prendre position devant la lutte révolutionnaire directe de la paysannerie, devant les « actions » de masse, englobant de grands territoires et une population importante du pays. Rien de semblable à ces *actions révolutionnaires* dans la bourgeoisie *des villes*, qu'il s'agisse de la bourgeoisie libérale, c'est-à-dire de la moyenne et grosse bourgeoisie (cette dernière en partie), ou de

la petite bourgeoisie démocratique. Le Parti ouvrier social-démocrate n'a jamais promis et ne pouvait promettre aucun « soutien » aux plans de « confiscation » quels qu'ils soient, émanant de la bourgeoisie des villes. On voit à quel point les raisonnements habituels des mencheviks sur la bourgeoisie « progressiste des villes » et la bourgeoisie « retardataire des campagnes », auxquels le programme examiné *fait allusion*, sont faux. Ils reposent sur l'incompréhension des idées essentielles de notre programme à propos de la lutte contre les résidus du servage, lutte qui constitue le contenu économique de la révolution bourgeoise en Russie.

Quatrièmement, l'histoire politique de la Russie pour l'année écoulée, en particulier la Ire Douma et les élections à la IIe Douma, ont montré que la paysannerie, malgré son sous-développement, sa dispersion, etc., a su d'*emblée* poser la première pierre de partis *politiques* (groupe du Travail, etc.) incontestablement *plus démocratiques* que les partis libéraux bourgeois (dont les cadets). Il suffit de comparer le projet agraire des cadets et celui des « 104 » [111], ou bien l'attitude des cadets et celle des troudoviks envers la liberté de réunion et la composition des comités agraires locaux, ou encore la presse des cadets, avec son verbiage constitutionnel destiné à apaiser le peuple et à enrayer le mouvement révolutionnaire, et la presse des troudoviks (*Izvestia Krestianskikh Dépoutatov* [112], etc.), qui *gagne aux idées révolutionnaires* démocratiques des *couches nouvelles* de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes.

En un mot, de quelque côté qu'on aborde la question, il convient de reconnaître que l'appréciation des mencheviks sur les libéraux et les troudoviks *est radicalement erronée*.

La source de cette erreur est l'incompréhension de la révolution bourgeoise qui est en train de s'accomplir dans l'agriculture russe. Cette révolution peut se faire sous deux formes : soit en gardant la propriété foncière épurée quelque peu de ses caractères servagistes et en asservissant les ouvriers agricoles, soit en détruisant la grosse propriété foncière par la confiscation et la remise des terres aux paysans (sous forme de nationalisation, partage, « municipalisation », etc, etc.) *.

* J'attire en particulier l'attention du lecteur sur le fait que je n'aborde pas intentionnellement les questions litigieuses du program-

La transformation de l'agriculture russe dans un sens bourgeois est absolument inévitable. Et cette transformation demeure bourgeoise (malgré l'enseignement des populistes) également dans le second cas. Mais la transformation peut revêtir la première ou la seconde forme, selon que la révolution démocratique triomphera ou restera inachevée, selon que la masse paysanne ou bien le propriétaire foncier libéral et le fabricant, décideront de sa marche et de son issue.

Et Stolypine et les libéraux (le parti cadet) sont acquis à la transformation bourgeoise ayant pour but de conserver la propriété foncière. Stolypine recourt aux moyens les plus grossiers et les plus asiatiques qui sont susceptibles d'attiser la lutte à la campagne et de renforcer la révolution. C'est ce que craignent les libéraux, et se gardant de tout risquer, ils préconisent des concessions, mais des concessions telles qu'elles *conservent* malgré tout la propriété foncière : il suffit de rappeler le rachat et surtout la constitution de comités agraires locaux formés de représentants des propriétaires et des paysans *à part égale* et sous la présidence d'*agents du gouvernement* ! Une telle composition des comités agraires locaux sauvegarde la *suprématie* des propriétaires fonciers. Le rachat équivaut au renforcement de la bourgeoisie paysanne et à l'asservissement du prolétariat paysan. C'est cette solidarité *économique* fondamentale de la réforme agraire de Stolypine et des cadets qui échappe aux mencheviks.

Stolypine et les cadets divergent sur l'*envergure* des concessions, sur le moyen (grossier ou subtil) de réaliser la réforme. Mais Stolypine comme les cadets sont pour une *réforme*, c'est-à-dire pour le maintien de la *suprématie* des propriétaires fonciers en faisant des *concessions aux paysans.*

Le prolétariat et la paysannerie veulent la *révolution*, l'*anéantissement*, non seulement de la suprématie des propriétaires fonciers, mais de *toute* la propriété foncière.

---

me agraire social-démocrate (partage, nationalisation, municipalisation), ne retenant que ce qui non seulement a été formellement accepté par le Congrès, mais aussi ce qui ne provoque sur le fond ni discussions ni lutte de fractions dans la social-démocratie.

Nous pouvons mettre un terme à la révolution, si les propriétaires fonciers accordent des concessions insignifiantes, dit Stolypine.

Nous ne pouvons mettre fin à la révolution que par les concessions plus importantes qu'accorderaient les propriétaires fonciers, disent les libéraux (au nombre desquels les cadets).

Nous voulons mener la révolution à son terme en détruisant la grosse propriété foncière, disent les paysans et les ouvriers.

Nier cette corrélation entre les programmes agraires c'est nier notre propre programme parlant de « confiscation des terres privées », de « soutien des actions révolutionnaires de la paysannerie jusqu'à la confiscation des terres des propriétaires fonciers ».

Reconnaître cette corrélation signifie reconnaître la ligne tactique de la social-démocratie : le prolétariat doit entraîner à sa suite la paysannerie démocratique contre l'autocratie et les libéraux.

Ce n'est donc pas un hasard si les mencheviks hésitent dans toute leur tactique : ils hésiteront inévitablement tant qu'ils reconnaîtront notre programme agraire actuel. Quelques-uns d'entre eux sont enclins à y remplacer le terme « confiscation » par celui d'« aliénation » ; sentant la *nécessité* d'accorder leur politique cadette avec la formulation du programme agraire cadet, ils font ainsi *de façon tout à fait conséquente* un pas de plus vers l'opportunisme.

Mais ce n'est pas encore fait. Les chefs influents du menchevisme ne se décident même pas le proposer à l'avance, franchement et ouvertement. Et leurs flottements politiques sont de ce fait inévitables.

On en arrive à mener une politique de soutien aux cadets et en même temps à ne pas se résoudre à le proclamer ouvertement ! Le soutien de la revendication d'un « gouvernement issu de la Douma », les alliances avec les cadets à cause du prétendu danger cent-noir, le vote pour un président cadet à la Douma, tout ceci n'est que les divers aspects d'une même politique de soutien aux cadets, de subordination du prolétariat à l'hégémonie des libéraux.

Mais les mencheviks ne se décident pas à défendre ouvertement cette politique. Et leur position fausse les pous-

se malgré eux et sans qu'ils en aient conscience, à inventer de faux arguments dans le genre du « péril cent-noir » aux élections ou comme quoi un « gouvernement issu de la Douma » ne serait pas une pseudo-réforme bâtarde camouflant une tentative de transaction de la camarilla ultra-réactionnaire avec les cadets, ou, enfin, comme quoi nous « risquions » de « couler » le cadet Golovine (qui a obtenu 356 voix contre 102) en lui ôtant nos 60 ou 70 voix, etc., etc.

Cette position fausse oblige à *enjoliver* les cadets. On évite de caractériser *franchement* le contenu et *la base* de classe de ce parti. On veut que le congrès s'abstienne de donner une appréciation des partis bourgeois russes. On parle de « bourgeoisie démocratique des villes » au lieu de « bourgeoisie libérale ».

Cette appréciation *absolument fausse des cadets* * est défendue par un argument très plausible à première vue : les statistiques des élections montrent que c'est dans les grandes villes que les cadets ont le plus de grands-électeurs. Cet argument n'est pas valable : en premier lieu, aux élections à la seconde Douma, dans les 22 grandes villes où, *selon les données de la « Retch »*, le bloc de gauche était présent, les cadets ont réuni 74 000 voix et la gauche, 41 000. Ce qui veut dire que d'emblée, malgré la faiblesse frappante de la gauche en ce qui concerne la propagande légale (absence totale de quotidiens, de sièges légaux pour les organisations, etc.), les troudoviks et les social-démocrates ont enlevé plus du tiers des voix cadettes ! Cela signifie que les cadets représentent la *couche supérieure* de la bourgeoisie des villes, c'est-à-dire précisément la bourgeoisie libérale et non la « *démocratie* » des villes en général. En second lieu, la bourgeoisie libérale a pendant longtemps et dans tous les pays entraîné à sa suite de nombreux élé-

* *On ne dit pas* franchement dans le programme examiné que le parti cadet est le parti de la bourgeoisie démocratique des villes mais c'est bien là l'idée du texte tout entier et de toutes les conclusions. Telles sont bien les « explications » de la presse menchevique. Les réticences du programme ne font que souligner une fois de plus combien il est nécessaire de poser devant le congrès la question du contenu de classe des divers partis bourgeois et de notre attitude à leur égard. Sans cela il ne peut y avoir de tactique conséquente.

ments des couches inférieures de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, sans pour autant devenir un parti *démocratique*, un parti *de masse*. La lutte des socialistes contre les libéraux pour une hégémonie *démocratique* sur la masse de la petite bourgeoisie pauvre des villes est une lutte longue et difficile. Qualifier d'emblée les cadets de « démocratie des villes » signifie *renoncer* à cette lutte, renoncer à la cause des *prolétaires*, la livrer aux libéraux. En troisième lieu, nier que les *propriétaires fonciers* libéraux constituent toujours une des *bases de classe* du parti cadet, c'est faire mentir des faits politiques et économiques notoires : la composition du groupe cadet à la Douma, et en particulier le lien étroit qui existe entre les intellectuels, les bourgeois, les avocats, etc., et les propriétaires fonciers, la dépendance des premiers par rapport aux seconds. La politique agraire cadette *est* la politique du propriétaire foncier libéral. Moins il y a de libéraux parmi les propriétaires fonciers, et plus rapidement la politique agraire cadette se transforme en vœu pieux de « paix sociale » préconisée par l'intellectuel bourgeois impuissant. Les cadets ne deviennent pas « démocrates » du fait qu'ils continuent à rêver d'une réconciliation et d'un accord à l'amiable entre le propriétaire foncier-octobriste et le paysan-troudovik *.

* * *

L'erreur fondamentale dans la détermination des rapports réciproques de la bourgeoisie libérale et de la paysannerie revient comme un leitmotiv dans tout le « programme tactique » des mencheviks. Voici encore une autre de leurs formulations de cette idée erronée :

* Comme on le sait, les cadets de droite proposaient avec M. Strouvé de choisir parmi les vice-présidents de la IIe Douma l'octobriste Kapoustine et le troudovik Bérézine. Je suis prêt à qualifier ce plan de manifestation « géniale » de ... « l'esprit » cadet. En effet, *objectivement* la *mission historique* des cadets consiste à réconcilier le propriétaire foncier-octobriste et le paysan-troudovik. Les cadets de gauche, par peur de la gauche, n'ont pas voulu le montrer ouvertement. Ceci n'en est pas moins un fait péremptoire. L'ordre objectif des choses fait que la tâche historique des cadets est d'arrêter la révolution par la réconciliation des propriétaires fonciers-octobristes avec le paysan-troudovik. Et inversement, la révolution russe ne peut rester inachevée, incomplète, que dans le cas où il deviendrait possible de « satisfaire » les intérêts économiques fondamentaux à la fois des propriétaires fonciers-octobristes et des paysans-troudoviks.

« Abandonné à lui-même et insuffisamment soutenu (!!) par la démocratie des villes, le prolétariat a tendance (après la période d'octobre-décembre) à minimiser le rôle progressiste qui incombe à cette dernière dans la révolution en cours et, par conséquent, à adopter une position étroite et hostile à son égard... Le prolétariat, en raison de sa conception erronée du rôle historique de la bourgeoisie des villes, commence à porter tous ses espoirs révolutionnaires d'un seul côté, vers le mouvement qui met la paysannerie sur la scène historique. »

Il convient de faire en sorte que ces passages remarquables entrent dans l'histoire pour caractériser le reniement d'une partie de la social-démocratie russe, en 1907.

En effet, ce n'est ni plus ni moins qu'un repentir public des social-démocrates devant les libéraux ! Vous rendez-vous compte : à l'époque de la IIe Douma, alors que le fossé s'accentue entre les extrêmes politiques, entre les ultra-réactionnaires et l'aile gauche de la Douma, alors que couve une crise révolutionnaire que personne n'ose nier, alors qu'il est évident que le « centre » libéral (cadet) affaibli se tourne vers la droite, alors que la paysannerie démocratique a fait reculer les libéraux aux élections, il se trouve des social-démocrates pour *se repentir publiquement* devant les *libéraux* d'avoir observé une attitude « étroite et hostile à leur égard » et *atténué* le caractère progressiste du rôle qu'ils jouent ! Qu'est-ce que cela enfin ? Est-ce une plate-forme tactique mûrement pesée et réfléchie avant le congrès par les plus éminents des chefs du Parti ouvrier social-démocrate, ou bien les lamentations d'intellectuels petits-bourgeois qui languissent dans un milieu prolétarien qui ne leur convient pas ?

« Le prolétariat a adopté une position d'étroite hostilité envers la démocratie des villes »... Où cela s'est-il manifesté ? Passons en revue les événements politiques de l'année écoulée. Lors du boycottage ? Mais d'abord, c'était avant le Congrès d'Unification, et les auteurs du programme examinent les événements qui ont eu lieu après. Et ensuite, que vient faire ici la « démocratie des villes » ? Non, il ne s'agit certes pas du boycottage. Cela doit être une allusion au soutien de la revendication d'un gouvernement issu de la Douma et aux alliances avec les cadets. Là en effet, il y eut hostilité du *prolétariat* envers les *cadets*, mais pas du tout envers la démocratie des villes.

Et qui alors, dans le parti, a exprimé cette hostilité du *prolétariat* ? Les bolcheviks...

Les auteurs du programme ont énoncé par inadvertance une grande vérité, à savoir que, quand ils s'opposaient au soutien de la revendication d'un gouvernement « issu de la Douma » et aux alliances avec les cadets, les bolcheviks étaient les interprètes de la politique du *prolétariat*. C'est exact. Et il n'y a que la fraction petite-bourgeoise du parti ouvrier pour rêver d'un affaiblissement de l'hostilité aux libéraux.

... Le prolétariat « insuffisamment soutenu par la démocratie des villes »...

D'abord, l'erreur qui consiste à confondre les libéraux (les cadets) avec la démocratie des villes apparaît ici avec une clarté particulière. D'après la *Retch*, le « bloc de gauche » s'est manifesté dans 22 villes, y compris dans les organisations mencheviques. Dans ces villes, le prolétariat fut, sans aucun doute, en grande partie soutenu par la *démocratie des villes* contre les cadets (41 000 voix pour la gauche, 74 000 pour les cadets). D'où cette conclusion nullement en faveur des mencheviks : le prolétariat peut et doit attirer à lui la démocratie petite-bourgeoise des villes (et des campagnes) contre la bourgeoisie libérale.

Ensuite, quand les mencheviks parlent de l'*insuffisance du soutien* du prolétariat par les libéraux, comprennent-ils le prix de ce soutien ? Ils ont beau en effet essayer de donner à leur plate-forme un caractère extrêmement peu concret et très aérien, il est écrit en 1907, et pas du tout en dehors du temps et de l'espace.

En 1902, 1904, et même jusqu'en octobre 1905, M. Strouvé et les libéraux ont plus d'une fois déclaré soutenir le prolétariat et ont soutenu en fait son offensive contre l'autocratie.

Et après octobre 1905 ? Les mencheviks ne peuvent pas ignorer que *dès décembre et après*, les libéraux ont tourné le dos au prolétariat et complètement cessé de soutenir sa lutte révolutionnaire.

On se demande qui a adopté une position étroite et hostile, et envers qui ?

Le prolétariat envers les libéraux ?

Ou bien les libéraux envers le prolétariat et la révolution ?

Ou bien les mencheviks envers la tactique de la lutte de classe du prolétariat ?

* * *

En parlant d'« hostilité étroite », les mencheviks présentent, on ne peut plus clairement, deux points de vue sur la révolution russe après octobre 1905. Celui des libéraux, des partisans russes des Treitschke [113] allemands qui ont qualifié 1848 d'« année folle », consiste à considérer que le prolétariat a une position étroite et hostile envers le libéralisme, la légalité constitutionnelle, la constitution monarchique, le rachat, etc.

Le point de vue du *prolétariat*, semblable à celui de tous les socialistes européens sur les révolutions bourgeoises d'Europe, consiste à considérer que la bourgeoisie libérale a une position étroite et hostile envers la révolution, la liberté, la démocratie, etc.

Les mencheviks s'efforcent de détourner le parti ouvrier du second point de vue au profit du premier.

Le parti ouvrier s'opposera à toute tentative de ce genre en s'efforçant de rejeter les mencheviks vers les libéraux.

* * *

Nous n'avons absolument pas l'intention de dire que les mencheviks voudraient en général transformer le parti ouvrier en appendice du libéralisme. La différence entre les opportunistes à l'intérieur du parti ouvrier et les libéraux hors de ses rangs, réside en ce que les premiers continuent à servir sincèrement leur parti mais ont une position tactique erronée, instable et qui *conduit* à la soumission politique du prolétariat au libéralisme.

Cette position erronée est « malencontreux » en ceci qu'en attaquant les bolcheviks, elle attaque le prolétariat et son attitude envers la révolution. Il en est ainsi chaque fois que les attaques menchéviques portent sur les principes, c'est-à-dire sur les causes des divergences entre les deux tactiques. Les autres attaques ne portent pas sur les princi-

pes ; elles méritent d'être relevées uniquement pour que le lecteur se pose cette question : avons-nous devant nous une plate-forme ou un article polémique libéral ?

Nous lisons par exemple dans la « plate-forme » que les « masses prolétariennes » (sic !) « tendent à croire au miracle politique d'un brusque (!!) soulèvement qui surgirait indépendamment (!!) du développement interne du mouvement du prolétariat lui-même et remplacerait d'un coup (!!) l'autocratie par la suprématie politique des classes travailleuses ».

Jusqu'à maintenant il n'y avait que les journaux libéraux pour prêter aux « masses prolétariennes » de *telles* choses et sous une *telle* forme. Nous ne comprenons pas ce qui, en général, a poussé les mencheviks à parler de soulèvement ici. Mais de tels propos dans une plate-forme tactique où il n'y a pas un mot sur le soulèvement si ce n'est dans la phrase citée, ne peuvent qu'amener la question suivante : ne conviendrait-il pas de parler, à partir d'aujourd'hui, de « plate-forme libérale » au lieu de « plate-forme menchevique » ?

Rédigé pendant la deuxième quinzaine de mars 1907.
Paru en avril 1907 dans le recueil « Voprossy Taktiki », Saint-Pétersbourg, Ed. « Novaïa Douma ».
Signé : N. Lénine

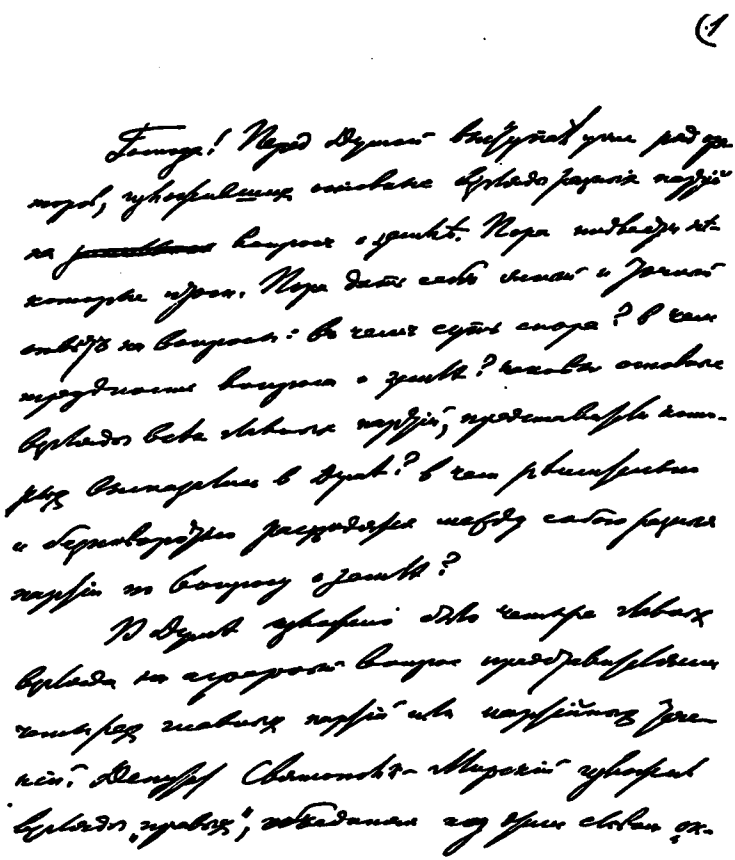
Conforme au texte du recueil

PROJET DE DISCOURS SUR LA QUESTION AGRAIRE À LA DEUXIÈME DOUMA D'ETAT [114]

Messieurs ! Plusieurs orateurs ont déjà pris la parole devant la Douma pour exposer les vues essentielles des divers partis sur le problème de la terre. Il est temps d'en tirer quelques conclusions et de répondre de façon claire et précise aux questions suivantes : quel est le fond de la discussion ? qu'est-ce qui fait la difficulté du problème de la terre ? quelles sont les vues principales des principaux partis dont les représentants sont intervenus à la Douma ? en quoi les partis divergent-ils résolument et irrévocablement sur le problème de la terre ?

Quatre points de vue ont été exposés à la Douma par les représentants des quatre principaux partis ou tendances. Le député Sviatopolk-Mirski a présenté celui de la droite, octobristes, monarchistes, etc. Le député Kutler a exposé celui des cadets, ou «Parti de la liberté du peuple» ; le député Karavaïev, celui des troudoviks ; les députés Zimine, Kolokolnikov, Baskine et Tikhvinski, d'accord avec lui quant au fond, l'ont complété. Enfin mon camarade Tsérétéli a présenté les conceptions du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Le représentant du gouvernement, le ministre Vassiltchikov, a exposé les vues du gouvernement qui se ramènent, comme je vais le montrer, à concilier les vues de la droite et celles des cadets.

Examinons donc les points de vue fondamentaux de ces quatre tendances politiques sur le problème agraire.



Première page du manuscrit de Lénine *Projet de discours sur la question agraire à la deuxième Douma d'Etat.* — 1907
Réduction

Je commencerai par la droite, conformément à l'ordre des interventions des députés à la Douma.

Le point de vue fondamental du député Sviatopolk-Mirski est celui de tous les partis dits « monarchistes », de tous les octobristes et de la grande masse des propriétaires fonciers russes. Le député Sviatopolk-Mirski l'a excellemment exprimé par ces mots : « Ainsi, messieurs, *abandonnez l'idée d'agrandir la superficie des exploitations paysannes*, sauf dans les cas exceptionnels de lots réellement exigus. » (Je cite d'après le compte rendu du journal *Tovarichtch* considéré comme le plus complet, les comptes rendus sténographiques n'étant pas encore parus.)

C'est bien dit : franchement, clairement et simplement. *Abandonnez l'idée* d'un agrandissement des parcelles des paysans, tel est bien le point de vue de *tous* les partis de droite, de l'union du peuple russe aux octobristes. Et nous savons très bien que c'est le point de vue de la grande masse des propriétaires fonciers russes et de ceux des autres nationalités qui peuplent la Russie.

Pourquoi les propriétaires fonciers conseillent-ils aux paysans d'*abandonner l'idée* d'un agrandissement de leurs exploitations ? Le député Sviatopolk-Mirski l'explique : parce que les domaines des propriétaires fonciers sont mieux aménagés, plus « civilisés » que les exploitations paysannes. Les paysans, à ce qu'il dit, sont « incultes et d'une ignorance crasse ». Ils ne sauraient se passer, voyez-vous, de la tutelle des propriétaires. « Tel pope, telle paroisse », dit avec esprit le député Sviatopolk-Mirski. Il croit fermement, on le voit, que le propriétaire foncier sera toujours le *pope*, que les paysans seront toujours des *brebis dociles*, qu'ils se laisseront toujours *tondre*.

Toujours, M. Sviatopolk-Mirski ? Toujours, messieurs les propriétaires fonciers ? N'êtes-vous pas dans l'erreur ? N'est-ce pas parce que les paysans étaient trop « ignorants » qu'ils sont restés jusqu'à ce jour « des brebis dociles » ? Mais nous voyons tous maintenant que les paysans deviennent *conscients*. Leurs députés à la Douma ne se tournent pas vers la droite mais vers les troudoviks et les social-démocrates. Des discours comme celui de Sviatopolk-Mirski aident ces mêmes paysans ignorants à discerner où est la vérité, à décider s'ils doivent réellement aider les partis

qui leur conseillent d'*abandonner l'idée* d'un agrandissement de leurs exploitations.

Voilà pourquoi je salue de tout cœur le discours du député Sviatopolk-Mirski et tous ceux des futurs orateurs des bancs de la droite sur cette question. Continuez dans cet esprit, messieurs ! Vous nous aidez admirablement à dessiller les yeux, même ceux des paysans les plus ignorants !

On dit : les domaines des propriétaires fonciers sont plus civilisés que ceux des paysans... Les paysans ne peuvent se passer de la tutelle des propriétaires fonciers !

Et moi je vous dis : toute l'histoire de la propriété seigneuriale, toutes les données actuelles relatives à sa gestion en Russie montrent que cette « *tutelle* » a toujours signifié et signifie encore le recours sans limite à la violence contre les paysans, un outrage perpétuel à leur personne, une exploitation (en russe cela veut dire : pillage) cinique et éhontée du travail paysan comme on n'en a jamais vu. On ne trouve pas d'oppression et de misère comparables à celles des paysans russes, non seulement en Europe occidentale, mais même en Turquie.

Mon camarade Tsérétéli a déjà dit comment on avait distribué les domaines avec leur population aux favoris et aux courtisans. Je veux arrêter votre attention sur la question d'*exploitation* abordée par le député Sviatopolk-Mirski qui a parlé de la fameuse « civilisation » des propriétaires fonciers.

Sait-il, ce député, ce que les paysans appellent *les corvées* ? ce que la science économique appelle *système de fermage avec payement en travail* ?

Ce dernier système est l'héritage et la survivance directs de l'exploitation féodale, *du servage*. En quoi consistait, en fait, l'exploitation féodale ? En ceci que les paysans recevaient du propriétaire un *lot de terrain* pour nourrir leurs familles, contre quoi ils devaient travailler trois jours (et parfois même davantage) sur la terre du propriétaire. Au lieu de payer le travailleur en argent comme cela se fait maintenant partout dans les villes, on le payait *en terre*. Ce lopin suffisait à peine au paysan pour subsister. En revanche, lui (et toute sa famille) devait travailler la terre du propriétaire avec ses propres chevaux, ses propres

outils. Telle est la réalité de l'exploitation féodale : un misérable lopin de terre en guise de salaire ; le paysan contraint de travailler avec son propre matériel la terre du propriétaire sous la férule de ce dernier. Avec ce système, le paysan est obligé de devenir *serf*, parce que sans la *contrainte*, aucun homme, installé sur une parcelle de terre, ne travaillerait pour le propriétaire. Et ce qu'était le servage pour les paysans, ils ne le savent que trop, ils s'en souviennent trop bien.

Le servage est *censé* aboli. Mais en fait, les propriétaires ont conservé jusqu'à aujourd'hui même un tel pouvoir (grâce aux terres qu'ils ont usurpées) qu'aujourd'hui encore, ils maintiennent le paysan dans une dépendance féodale *en lui faisant payer le fermage par des corvées.* Le paiement en travail, c'est le servage contemporain. Lorsque mon camarade Tsérétéli a parlé dans son discours, à propos de la déclaration du gouvernement, du caractère féodal de la grosse propriété foncière et de toute l'organisation des pouvoirs en Russie, un journal à plat ventre devant le gouvernement — le *Novoïé Vrémia* — a crié au mensonge. Non, le député du Parti ouvrier social-démocrate a dit la vérité. Il faut être particulièrement ignorant ou un plumitif à gages pour nier que le paiement en travail est une survivance directe du servage, que l'économie du propriétaire foncier se maintient grâce au système des corvées.

Qu'est-ce, au fond, que le paiement en travail ? La terre du propriétaire n'est pas cultivée avec son matériel et par des ouvriers loués, mais avec le matériel du paysan, *asservi* par le propriétaire voisin. Et le paysan est obligé de faire la corvée parce que le propriétaire s'est gardé les meilleures terres et lui a donné un misérable lopin sur lequel il s'échine. Les propriétaires ont accaparé tant de terre que les paysans non seulement ne peuvent tenir une exploitation, mais n'ont même pas de « place pour lâcher une poule ».

En 1861, les comités provinciaux de propriétaires fonciers et les propriétaires, les arbitres de paix [115] (appelés ainsi, sans doute, parce qu'ils laissaient en paix les propriétaires) ont *affranchi* les paysans de telle sorte que le *cinquième* de leur terre fut attribué aux propriétaires !

Ils les ont *affranchis* de telle sorte qu'ils ont obligé le paysan à payer *trois fois plus cher* la parcelle qui lui restait après ce pillage ! Car ce n'est un secret pour personne que lors du « *rachat* » de 1861 on a fait payer aux paysans *beaucoup plus* que la terre ne valait. Ce n'est un secret pour personne que l'on faisait *racheter* au paysan non seulement sa terre mais aussi *sa liberté*. Ce n'est un secret pour personne que le « bienfait » du rachat *par l'Etat* a fait que le Trésor a extorqué aux paysans *plus* d'argent pour la terre (sous forme des paiements de rachat) *qu'il n'en avait donné aux propriétaires* ! Ce fut l'union fraternelle du propriétaire et du fonctionnaire « libéral » pour piller le paysan. Si M. Sviatopolk-Mirski a tout oublié, ce n'est *sûrement* pas le cas des paysans. Si M. Sviatopolk-Mirski l'ignore, qu'il lise ce qu'écrivait, *il y a trente ans*, le professeur Ianson dans son « Essai de recherches statistiques sur les lots paysans et les paiements » et ce qui a été répété mille fois depuis dans toutes les statistiques économiques.

En 1861, on a « libéré » le paysan *de telle façon* qu'il est aussitôt tombé *sous la férule* du propriétaire. Le paysan est tellement à l'étroit, puisque le propriétaire a pris les terres, qu'il doit ou mourir de faim, ou s'asservir.

Et le « libre » paysan russe du 20e siècle est toujours obligé de s'asservir au propriétaire voisin, *tout comme* au 11e siècle, les « vilains » (c'est ainsi que la *Rousskaïa Pravda* [116] appelle les paysans) s'asservissaient et « étaient mis au nom » du propriétaire.

Les termes changeaient, des lois étaient promulguées et disparaissaient, les siècles passaient, mais l'esprit des choses restait le même. Le paiement en travail est ni plus ni moins que la dépendance du paysan serf qui est obligé de cultiver avec son matériel les terres du gros propriétaire voisin. Le fermage payé par des corvées, c'est toujours du *servage* rénové, maquillé, déguisé.

Afin d'expliquer ma pensée, je citerai l'un de ces exemples qui abondent dans la littérature sur les exploitations paysannes et seigneuriales. Il existe une volumineuse publication du département de l'Agriculture, concernant le début des années 90 et établie sur des informations *données par des gros propriétaires*, sur le système de l'exploitation seigneuriale en Russie (« Informations statistiques sur l'é-

conomie rurale fournies par des propriétaires ». Ed. du département de l'Agriculture, fascicule V, St-Pétersbourg 1892). Les informations ont été dépouillées par S. Korolenko, à ne pas confondre avec V. Korolenko ; ce S. Korolenko n'est pas l'écrivain progressiste, mais un fonctionnaire réactionnaire. On peut lire dans son livre à la page 118 :

« Dans la partie sud du district d'Eletz (province d'Orel) dans les grosses exploitations, à côté du travail exécuté par les travailleurs annuels, une partie importante de la terre est cultivée par des paysans en échange de la terre qu'on leur a donnée en fermage. Les *anciens serfs* (écoutez, M. Sviatopolk-Mirski !) *continuent* à louer chez *leurs anciens propriétaires* dont ils cultivent les terres en compensation. Ces villages *continuent* (remarquez bien ceci !) à porter le nom de « *servitudes* » au profit de tel propriétaire. »

Ceci a été écrit dans les années 90 du siècle dernier, *trente ans* après le fameux « affranchissement » des paysans. *Trente ans* après 1861 la même « *servitude* », le même travail des terres des *anciens* propriétaires avec le matériel du paysan existent toujours !

On me répliquera peut-être que c'est un cas unique ? Mais tous ceux qui connaissent les exploitations seigneuriales dans la zone des terres noires de Russie, tous ceux qui connaissent, même très peu, la littérature économique russe, devront reconnaître que ce n'est pas une exception, mais la *règle générale*. Dans les provinces proprement *russes*, là précisément où prédominent de *vrais seigneurs russes* (ce n'est pas par hasard qu'elles sont si chères à tous ces *vrais Russes* des bancs de la droite !), prédomine, encore aujourd'hui, *le système des corvées*.

Je vais me référer, à titre d'exemple, à un ouvrage scientifique bien connu : *Influence des récoltes et du prix du pain*, écrit par plusieurs savants. Ce livre est sorti en *1897*. La prédominance du *système des corvées* chez les propriétaires fonciers y est prouvée en ce qui concerne les provinces de : Oufa, Simbirsk, Samara, Tambov, Penza, Orel, Koursk, Riazan, Toula, Kazan, Nijni-Novgorod, Pskov, Novgorod, Kostroma, Tver, Vladimir et Tchernigov, c'est-à-dire dans 17 provinces *russes*.

Prédominance de ce système... qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que la terre du propriétaire foncier est toujours cultivée avec le matériel et les bras du paysan ruiné, misérable et asservi. Voilà cette « civilisation » dont parlait le député Sviatopolk-Mirski et dont parlent tous les défenseurs des propriétaires fonciers. Certes, les propriétaires fonciers possèdent du plus beau bétail, et leur cheptel est mieux dans son étable que le paysan dans son isba. Certes, ils ont de plus belles récoltes : leurs comités ne se sont-ils pas occupés, dès 1861, de délester les paysans des meilleures terres pour les mettre aux noms des propriétaires fonciers ? Mais on ne peut parler de la « civilisation » des exploitations seigneuriales russes que par ironie. Dans leur ensemble, ces domaines ne sont *nullement* conduits par le propriétaire, ce sont les paysans qui les travaillent avec leur cheval exténué, avec leur vieux et mauvais matériel. Dans aucun pays d'Europe — excepté en Russie — on ne voit plus ce système féodal basé sur l'asservissement du paysan dans les moyennes et grandes propriétés.

La « civilisation » du propriétaire foncier, c'est la conservation du servage. C'est l'usure pratiquée à l'égard du paysan réduit à la misère, qu'on plume comme un pigeon et qu'on asservit pour une déciatine de terre, pour le pâturage, pour l'abreuvoir, pour le bois, pour une quinzaine de kilos de farine qu'on lui prête à un taux exorbitant l'hiver, quand il est affamé, pour quelques sous qu'il doit quémander pour sa famille...

Et dire que ces messieurs des bancs de la droite parlent de l'exploitation des paysans par les Juifs, du taux des Juifs ! Mais même des milliers de marchands juifs ne dépouilleraient pas tant le paysan russe que ne le font les très russes et très orthodoxes propriétaires fonciers ! Aucun taux du pire des usuriers ne peut se comparer à celui que prend le propriétaire foncier russe qui, l'hiver, loue le paysan pour les travaux d'été ou bien l'oblige à rembourser en argent, en travail, en œufs, en poules et en Dieu sait quoi encore, une déciatine de terre !

On dirait une plaisanterie, mais hélas cela ressemble par trop à la vérité. Voici un exemple *réel* de ce que paye un paysan pour *une* déciatine de terre (tiré du livre connu de Karychev sur le fermage) : pour une déciatine de terre

le paysan doit cultiver 1 déciatine 1/2, apporter 10 œufs et une poule, et sa femme donner une journée de travail (cf. p. 348 du livre de Karychev [117]).

Qu'est ceci ? De la « civilisation » ou bien l'exploitation féodale la plus éhontée ?

Ceux qui veulent amener la Russie et l'Europe à penser que nos paysans luttent contre la civilisation, calomnient et mentent abominablement. C'est faux ! Les paysans russes luttent pour la liberté contre l'exploitation *féodale*. C'est *justement* dans les provinces, *véritablement russes*, là où le système féodal, la corvée, les mauvais traitements à l'égard du paysan réduit à la misère et endetté sont *véritablement russes*, là où ils sont enracinés et se maintiennent le plus solidement que le mouvement paysan s'est développé le plus largement et le plus hardiment, que la lutte des paysans contre les propriétaires fonciers a été la plus acharnée !

Ce n'est pas en vertu de la loi que les corvées sont maintenues — d'après la loi le paysan est « libre » de mourir de faim ! — c'est en vertu de la *dépendance économique* des paysans. Aucune loi, interdiction, « surveillance » ou « tutelle » ne peuvent absolument rien contre les corvées et la servitude. Pour faire disparaître cet ulcère du corps du peuple russe, il n'y a qu'un moyen : *abolir la grosse propriété foncière* puisqu'elle est jusqu'à maintenant et dans la majeure partie des cas une propriété *féodale*, source et soutien de l'exploitation *féodale*.

Les discours de toute sorte sur « l'aide » aux paysans, sur « l'amélioration » de leur situation, sur « l'assistance » qu'on leur offre pour acquérir de la terre, et autres propos semblables qui font le délice des propriétaires fonciers et des fonctionnaires, ne sont tous que dérobades et subterfuges gratuits, puisque la *question fondamentale* est éludée : maintenir ou non la propriété foncière seigneuriale.

C'est la clé du problème. Et je dois en particulier mettre en garde les paysans et leurs députés : il ne faut pas permettre qu'on passe à côté de l'*essentiel*. Il ne faut ajouter foi à aucune promesse ou bonne parole tant qu'on n'a pas éclairci le *principal* : la terre restera-t-elle aux mains des propriétaires fonciers ou passera-t-elle aux paysans. *Si elle reste aux propriétaires, les corvées et la servitude*, la mi-

sère et les disettes perpétuelles pour des millions de paysans, *subsisteront*. Les souffrances d'une mort lente par la faim, voilà ce que signifie pour les paysans le maintien de la propriété foncière.

Pour bien montrer le fond du problème agraire il faut rappeler les principaux chiffres sur la répartition de la propriété terrienne en Russie. Les plus récentes statistiques que nous ayions sur cette dernière sont relatives à *1905*. Le Comité central des statistiques les a rassemblées au cours d'une enquête spéciale dont les résultats complets ne sont pas encore publiés. Mais on en connaît les principaux par les journaux. On compte, en tout, en Russie d'Europe, presque 400 millions de déciatines de terre. Sur 395 millions 1/2 — sur lesquels on a des données préliminaires —, 155 millions de déciatines appartiennent au Trésor, aux apanages [118], aux églises et aux administrations, 102 millions de déciatines à des personnes privées, et 138 millions 1/2 de déciatines constituent des lots paysans.

A première vue, on pourrait penser que c'est le Trésor qui possède le plus de terre et que par conséquent le problème ne réside pas du tout dans la propriété seigneuriale.

Mais c'est une erreur qu'on fait souvent et qu'il faut écarter une fois pour toutes. Le Trésor possède, cela est vrai, 138 millions de déciatines de terre, mais *presque toute cette terre* se trouve dans des provinces du nord : Arkhangelsk, Vologda, Olonetz, et de plus, dans les régions *impropres à l'agriculture*. Les terres du Trésor que le gouvernement aurait pu attribuer aux paysans, d'après les calculs précis des statisticiens (cf. le livre de G. Prokopovitch *Le problème agraire dans les chiffres*), n'auraient pas totalisé plus de 7 millions de déciatines.

Donc, on ne peut pas parler sérieusement des terres du Trésor. Il ne faut pas non plus parler des transferts de paysans en Sibérie. Cela a été suffisamment expliqué à la Douma par l'orateur des troudoviks. Que messieurs les propriétaires fonciers, s'ils croient effectivement à l'utilité des transferts en Sibérie, y émigrent eux-mêmes ! Là-dessus, les paysans seraient d'accord, peut-être... Quant à la proposition de guérir leur misère par la Sibérie, ils l'accueilleront, bien sûr, par des railleries.

Quant aux provinces russes, et en particulier celles

du centre (zone des terres noires), où la misère paysanne est la plus accusée, c'est *bien les terres seigneuriales* et rien d'autre qui sont en cause. Le député Sviatopolk-Mirski a parlé à tort des « cas exceptionnels de lots exigus ».

Les lots exigus, en Russie centrale, ce n'est pas l'exception, c'est la règle. Et si les paysans sont à l'étroit, c'est parce que messieurs les propriétaires ont trop largement pris leurs aises. « Exiguïté des lots paysans », cela signifie mainmise par les propriétaires sur la plus grande partie des terres.

« La pénurie de terre du paysan », cela signifie l'abondance des terres du propiétaire foncier.

Voilà, messieurs, des chiffres simples et clairs. Il y a 138 millions 1/2 de déciatines de lots paysans. Il y a 102 millions de déciatines de terre privée. Dans quelle proportion cette dernière appartient-elle à de *gros* propriétaires ?

79 millions 1/2 de déciatines de terre appartiennent à des propriétaires possédant *plus de 50 déciatines chacun.*

Et à combien de personnes appartient cette énorme quantité de terre ? *A moins de 135 000* (exactement 133 898) propriétaires.

Méditez bien sur ces chiffres : 135 000 hommes parmi les plus de cent millions d'habitants de la Russie d'*Europe* possèdent *presque 80 millions* de déciatines de terre !

Et à côté de cela, 12 millions 1/4 de foyers possèdent 138 millions 1/2 de déciatines.

Il y a *594 déciatines* de terre pour un gros propriétaire foncier.

Il y a *11 déciatines 1/3* pour un foyer paysan.

Voilà ce que M. Sviatopolk-Mirski et ses disciples appellent « *les cas exceptionnels de lots réellement exigus* » ! Comment l'« exiguïté » des exploitations paysannes pourrait ne pas être *générale* quand une poignée de 135 000 riches possèdent chacun 600 déciatines et que des millions de paysans ne disposent que de 11 déciatines par exploitation ? Comment n'y aurait-il pas pénurie de terre pour les paysans avec une *propriété* seigneuriale *d'aussi vaste dimension* ?

M. Sviatopolk-Mirski nous a conseillé « *d'abandonner l'idée* » d'un agrandissement des exploitations paysannes. Non, la classe ouvrière n'abandonne pas cette idée. Les paysans non plus. Des millions et des dizaines de millions

d'hommes *ne peuvent* abandonner cette idée, ne peuvent *cesser la lutte* pour la voir réalisée.

Les chiffres que j'ai cités montrent le pourquoi de cette lutte. Les propriétaires, qui possèdent *en moyenne* chacun 600 déciatines de terre par exploitation, luttent pour leurs richesses, leurs revenus, qui s'élèvent probablement à plus de 500 millions de roubles par an. Et les très gros propriétaires sont aussi très souvent, en même temps, de très hauts fonctionnaires. Notre Etat, comme l'a dit à juste titre mon camarade Tsérétéli, défend les intérêts d'une *poignée de propriétaires* et non ceux du peuple. Rien d'étonnant à ce que les propriétaires et le gouvernement luttent avec acharnement contre les revendications paysannes. Il n'y a pas un seul exemple dans l'histoire de l'humanité où les classes dirigeantes et les oppresseurs aient renoncé de leur plein gré à leur droit de régner et d'opprimer, à leurs revenus immenses tirés des paysans asservis et des ouvriers.

Les paysans, eux, luttent pour se libérer de la servitude, des corvées, de l'exploitation féodale. Les paysans luttent pour avoir la possibilité de mener une vie quelque peu humaine. Et la classe ouvrière soutient *entièrement* les paysans contre les propriétaires — et c'est aussi leur intérêt, car eux aussi supportent le joug du propriétaire foncier — dans l'intérêt de l'évolution sociale que freine l'oppression exercée par le pouvoir des propriétaires.

Pour vous montrer, messieurs, ce que les paysans peuvent et *doivent* obtenir par leur lutte, je vous citerai quelques chiffres.

Le ministre de l'agriculture, M. Vassiltchikov, a dit : « Le temps est venu, pour éclairer le problème, de recourir à l'éloquence non tant des mots que des chiffres, des faits et des réalités. » Je suis tout à fait, mais tout à fait d'accord avec Monsieur le ministre. Oui, oui, c'est bien comme cela, messieurs : un peu plus de chiffres sur les *dimensions des domaines seigneuriaux* et sur celles des parcelles paysannes. Je vous ai déjà dit, en chiffres, *de combien* était « l'excédent » de la propriété foncière. Je vous dirai maintenant à combien se chiffrent les besoins en terre *des paysans.* En moyenne, comme je viens de le dire, chaque foyer paysan dispose d'un lot de terrain de 11 déciatines 1/3. Mais ce chiffre *moyen cache* le pénurie de terre, puisque la majorité

des lots sont *inférieurs à la moyenne*, et seule une infime minorité lui est supérieure.

Sur 12 millions 1/4 de foyers paysans, 2 millions 860 000 foyers (j'arrondis) ont *moins de 5 déciatines chacun*. 3 millions 320 000 ont de *5 à 8 déciatines*. 4 millions 810 000 ont de *8 à 20 déciatines*. 1 million 100 000 ont de 20 à 50 déciatines et seulement 1/4 de million *plus de 50 déciatines* (ces derniers n'ont probablement, en moyenne, pas plus de 75 déciatines par foyer).

Admettons que 79 millions 1/2 de déciatines des terres des propriétés foncières aillent à l'agrandissement de l'exploitation paysanne. Admettons que les paysans — conformément aux dires du prêtre Tikhvinski, partisan de l'Union paysanne — ne désirent pas *déshériter* les propriétaires et laissent à chacun d'eux *50 déciatines* de terre. C'est, en vérité, beaucoup trop pour les messieurs « civilisés » que sont nos propriétaires fonciers, mais en attendant nous nous en resterons à ce chiffre, pour l'exemple. Déduction faite des 50 déciatines à chacun des 135 000 propriétaires, il resterait pour les *paysans* 72 millions de déciatines de terre. Il n'est pas normal de soustraire les forêts de ce chiffre (comme le font quelques auteurs, M. Prokopovitch par exemple, dont j'utilise les chiffres plusieurs fois) puisqu'elles donnent des revenus, et il est impossible de laisser ces revenus dans les mains d'une poignée de propriétaires.

Ajoutez à ces 72 millions les terres cultivables du Trésor (jusqu'à 7,3 millions de déciatines), puis *t o u s* les *apanages* (7,9 millions de déciatines), les terres des églises et des monastères (2,7 millions de déciatines) et vous atteindrez *90 millions de déciatines* *. C'est suffisant pour *agrandir* les exploitations de *tous* les foyers paysans parmi les plus pauvres, pour les amener *au moins à 16 déciatines chacune*.

Comprenez-vous, messieurs, ce que cela signifie ?

Cela serait un très grand pas en avant, cela délivrerait des millions de paysans de la famine, élèverait le niveau de vie de dizaines de millions d'ouvriers et de paysans, leur donnerait la possibilité de mener une vie quelque peu

---

* Le détail des chiffres (en cas de besoin) figure à la fin du 3e cahier [118].

humaine, comme celle des citoyens civilisés d'un Etat civilisé et non comme celle de la tribu en voie d'extinction que constitue la paysannerie russe actuelle. Cela ne délivrerait pas, certes, tous les travailleurs de toutes les misères et servitudes (pour cela il faut transformer la société capitaliste en société socialiste), mais faciliterait dans une très large mesure leur lutte pour une telle libération. *Plus de 6* millions de foyers paysans, plus de la moitié du nombre total de paysans, ont, comme je l'ai déjà dit, *moins de 8 déciatines par foyer*. Ce chiffre serait *plus que doublé, presque triplé*.

Cela signifie que la moitié des paysans, éternellement misérables, affamés, abaissant le prix du travail des ouvriers dans les villes, dans les fabriques et usines, la moitié des paysans *pourrait se sentir des hommes* !

Comment M. Sviatopolk-Mirski ou ses pareils peuvent-ils sérieusement conseiller à des milliers d'ouvriers et de paysans d'*abandonner l'idée* de cette solution possible, réalisable et accessible, pour sortir d'une situation insupportable et désespérée ?

Mais c'est encore peu que plus de la moitié des foyers paysans pauvres puissent *presque tripler* leurs lots aux dépens de nos trop *gros propriétaires*. A part ces *six* millions de foyers pauvres, il y a encore *presque cinq* (4,8 exactement) *millions* de foyers paysans disposant de *8 à 20 déciatines*. Sur ces cinq millions de familles, au moins trois millions, sans aucun doute, vivent pauvrement sur leur misérable parcelle. Ces *trois millions de foyers* pourraient également amener leurs exploitations à *16 déciatines*, c'est-à-dire les agrandir *de moitié*, sinon *de deux fois*.

Au total, il ressort que sur les 12 millions 1/4 de foyers paysans, *9 millions de foyers* pourraient, *dans une très large mesure*, améliorer leur condition (*et celle des ouvriers*, dont ils *cesseraient de faire baisser les salaires !*) aux dépens de la terre de *messieurs* les trop *gros propriétaires* trop habitués à *l'exploitation féodale* !

Voilà ce que disent les chiffres comparant des dimensions de la *grosse propriété foncière* et de la propriété *insuffisante des paysans*. Je crains fort que *ces chiffres et ces faits* ne plaisent pas à monsieur Vassiltchikov, ministre de l'Agriculture et grand amateur de chiffres et de faits. Il

est vrai qu'il nous a dit, dans son discours, après avoir souhaité recourir aux chiffres :

... « Par ailleurs, il est à craindre que *les nombreux espoirs liés* à la mise en œuvre de telles réformes (c'est-à-dire de larges réformes agraires), *en face des chiffres*, n'aient pas de chance d'être pleinement réalisés »...

Craintes vaines, M. le ministre de l'Agriculture ! C'est précisément *en les comparant aux chiffres* que les espoirs des paysans de se libérer des corvées et de l'exploitation féodale *doivent avoir leurs chances* de se réaliser *pleinement* ! ! Et si désagréable que soient ces *chiffres* à monsieur Vassiltchikov, ministre de l'Agriculture, ou à M. Sviatopolk-Mirski et aux autres propriétaires fonciers, *il est impossible de les réfuter* !

* * *

Je passerai maintenant aux objections qu'on peut opposer aux revendications paysannes. Et, aussi étrange que cela paraisse au premier abord, parmi ces objections il me faut examiner *principalement* les arguments du représentant du parti de la « liberté du peuple », M. Kutler.

Si cela est nécessaire, ce n'est point parce que *j'aurais le désir* de polémiquer avec M. Kutler. Pas le moins du monde. Je serais très heureux si les partisans de la lutte paysanne pour la terre n'avaient à *polémiquer* qu'avec la droite. Mais M. Kutler, tout au long de son discours, *a fait des objections* de fond contre les revendications paysannes présentées par les social-démocrates et les troudoviks, directement (par exemple, en contestant la proposition faite par mon camarade Tsérétéli au nom du Parti ouvrier social-démocrate tout entier) et *indirectement*, en prouvant aux troudoviks la nécessité de limiter, de réduire leurs revendications.

Le député Sviatopolk-Mirski, lui, ne pensait au fond convaincre personne, les paysans moins que tout autre. Il ne voulait pas convaincre mais *faire connaître sa volonté*, ou plutôt celle des propriétaires fonciers. *Aucune* augmentation des lots paysans, voilà à quoi se résume, à parler simple et franc, le discours du député Sviatopolk-Mirski.

Le député Kutler, au contraire, n'a cessé de vouloir *convaincre*, et convaincre surtout les paysans, de renoncer

à ce qu'il a déclaré irréalisable et excessif dans le projet des troudoviks et à ce qu'il a qualifié dans le notre, celui du Parti social-démocrate, non seulement d'irréalisable mais « d'une très grande injustice » (c'est ce qu'il a dit au sujet de la proposition du représentant social-démocrate).

Je vais examiner maintenant les objections du député Kutler et les principales vues sur le problème agraire et les projets de réforme agraire que défend le Parti de la « liberté du peuple ».

Nous commencerons par ce que le député Kutler, répliquant à mon camarade de parti, a appelé « une très grande injustice ». « Il me semble, a dit le représentant du parti cadet, que l'abolition de la propriété foncière privée serait une très grande injustice tant qu'existeront les autres formes de propriétés, les biens meubles et immeubles ! » Et plus loin : ... « Si personne ne propose d'abolir la propriété en général, il est indispensable de reconnaître avec force l'existence de la propriété foncière. »

Ainsi raisonnait le député Kutler, qui, pour « réfuter » le social-démocrate Tsérétéli, arguait du fait que « l'autre propriété (autre que la terre) a été acquise d'une façon peut-être encore moins honorable ». Et plus je pense à ce raisonnement du député Kutler, plus je le trouve ... étrange, pour ne pas être méchant. « Il est injuste d'abolir la propriété foncière, si on ne détruit pas les autres formes de propriété »...

Mais, permettez, messieurs, souvenez-vous donc de vos propres paroles, vos propres projets ! Vous partez vous-mêmes du fait que certaines formes de propriété foncière sont « injustes », injustes au point de réclamer une loi spéciale sur les moyens et les voies de leur abolition.

Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Serait-ce vraiment une « très grande injustice » que d'abolir une *forme* d'injustice sans détruire ses autres formes ? ? C'est ce qui ressort des paroles de M. Kutler. C'est la première fois que je vois un libéral, et qui plus est, un libéral modéré, raisonnable et bureaucratiquement stylé, proclamer le principe : « *tout ou rien* » ! Car le raisonnement de M. Kutler est tout entier construit sur le principe : « tout ou rien ». Et en ma qualité de social-démocrate révolutionnaire je dois m'élever catégoriquement contre ce mode de raisonnement...

Imaginez, messieurs, que je doive enlever de la cour deux tas d'ordures. Je n'ai qu'une charrette. Et dans une charrette on ne peut pas mettre plus d'un tas. Que faire ? Renoncer complètement à nettoyer ma cour en considérant que ce serait une très grande injustice d'enlever un seul tas d'ordures si on ne peut enlever les deux d'un coup ?

Je me permets de penser que celui qui veut *réellement* nettoyer *à fond* la cour, celui qui aspire sincèrement à la propreté et non à la saleté, à la lumière et non aux ténèbres, celui-là raisonnera différemment. Si effectivement il est impossible d'enlever les deux tas à la fois, eh bien, nous enlèverons d'abord le premier, que l'on peut charger sur la charrette d'un seul coup, puis nous viderons la charrette et retournerons à la maison pour nous attaquer au second tas. Voilà tout, M. Kutler, voilà tout !

D'abord le peuple russe doit enlever avec sa charrette toutes ces ordures qui se nomment propriété foncière seigneuriale, puis retourner dans la cour déjà plus propre et s'attaquer au deuxième tas, aux ordures de l'exploitation capitaliste.

Topons-là, M. Kutler, si vous êtes réellement ennemi de toute ordure ! Nous écrirons, si vous le permettez, en reprenant vos propres paroles, dans une résolution de la Douma d'Etat : « Reconnaissant, avec le député Kutler, que la propriété capitaliste n'est pas plus louable que la propriété foncière féodale, la Douma d'Etat décrète délivrer la Russie de cette dernière d'abord, afin de s'attaquer ensuite à la première. »

Si M. Kutler ne soutient pas ma proposition, je persistais dans conviction que le parti de la « liberté du peuple », en nous renvoyant de la propriété féodale à la propriété capitaliste, joue simplement, comme on dit, les Ponce Pilate, ou, pour parler plus simplement, cherche un biais pour éviter le problème nettement posé. Nous n'avons jamais entendu dire que le parti de la « liberté du peuple » veuille lutter pour le socialisme (et pourtant *la lutte contre la propriété capitaliste est précisément la lutte pour le socialisme*). Mais nous avons beaucoup entendu dire que ce parti lutte pour la liberté, pour les droits du peuple. Et voilà que maintenant, alors que la question à l'ordre du jour n'est pas la réalisation immédiate du socialisme, mais justement

la réalisation immédiate de *l'affranchissement*, et de l'affranchissement du *servage*, M. Kutler nous renvoie soudain au problème du socialisme ! M. Kutler déclare que l'abolition de la propriété foncière qui s'appuie sur les corvées et la servitude, serait une « très grande injustice » pour cette raison, *uniquement* pour cette raison, qu'il s'est souvenu de l'injustice de la propriété capitaliste... Vous direz ce que vous voudrez, c'est un peu étrange.

Jusqu'à maintenant, je pensais que M. Kutler n'était pas socialiste. Maintenant je suis persuadé qu'il n'est même pas un démocrate, un partisan de la liberté du peuple, la vraie, pas celle qui est entre guillemets. Car personne encore n'a voulu appeler démocrates et considérer comme tels ceux qui, au moment de la lutte pour la liberté, déclarent que l'abolition de ce qui détruit, opprime et étouffe la liberté est une « très grande injustice »...

Une autre objection de M. Kutler concernait non plus le social-démocrate, mais le troudovik. « Il me semble, disait M. Kutler, qu'on peut imaginer les circonstances politiques dans lesquelles le projet de nationalisation de la terre (il s'agit du projet du groupe du Travail et M. Kutler l'expose de façon inexacte, mais il n'est pas question de cela pour le moment) pourrait avoir force de loi, mais je ne peux imaginer, dans un proche avenir, des circonstances politiques dans lesquelles cette loi serait réellement appliquée. »

Encore une fois, c'est un raisonnement très étrange, et étrange non pas du tout du point de vue du socialisme (il n'en est rien), ni même du point de vue du « droit à la terre » ou d'un autre « principe du travail », non, étrange du point de vue de cette même « liberté du peuple » dont le parti de M. Kutler se réclame tant.

M. Kutler a, tout au long de son discours, voulu convaincre les troudoviks que leur projet était « irréalisable », qu'ils poursuivaient en vain le but de « modifier radicalement les rapports existant dans l'agriculture », etc. etc. Nous voyons maintenant que M. Kutler ne voit la « *vanité* » de ce projet dans rien d'autre que dans les *circonstances politiques* du présent ou d'un proche avenir ! !

Excusez-moi, messieurs, mais c'est du brouillamini, une confusion impardonnable des notions ! Mais si nous

sommes là, si nous nous disons les représentants du peuple, si nous sommes considérés comme membres d'une institution législative, c'est parce que nous étudions et proposons *d'améliorer* les circonstances qui sont mauvaises. Et soudain, alors que nous étudions le problème d'un tel changement d'une des circonstances les plus mauvaises, on nous objecte : « c'est irréalisable... ni maintenant... ni dans un proche avenir... les circonstances politiques ».

De deux choses l'une, M. Kutler : ou bien la Douma est elle-même une *circonstance politique*, et alors il est indécent pour un démocrate de s'accommoder, en s'y adaptant à l'avance, des limitations qui peuvent encore provenir d'*autres* « conditions politiques ». Ou bien la Douma n'est pas une « circonstance politique », mais un simple bureau pour enregistrer ce qui convient et ce qui ne convient pas aux autorités, et alors il n'y a pas lieu de se poser en représentants du peuple.

Ou bien nous sommes les représentants du peuple, et alors nous devons dire ce que pense et veut le peuple et non ce qui convient aux autorités ou encore à certaines « circonstances politiques ». Ou bien nous sommes des fonctionnaires, — alors, peut-être, serais-je prêt à comprendre que nous déclarions d'avance « irréalisable » ce qu'on nous a laissé entendre ne pas convenir « en hauts lieux ».

... « Circonstances *politiques* » ! Qu'est-ce que cela veut dire ? Les cours martiales, la police renforcée, l'arbitraire, l'absence de droits, le Conseil d'Etat et autres chères *institutions* de l'Empire russe. M. Kutler veut faire en sorte que son projet agraire *soit réalisable en présence des cours martiales, de la police renforcée et du Conseil d'Etat* ? Je ne serais pas étonné si M. Kutler en était récompensé... non pas par la sympathie du peuple, non, mais... par l'Ordre de la Servilité !

M. Kutler *peut très bien imaginer* les circonstances politiques dans lesquelles le projet de nationalisation de la terre pourrait avoir force de loi... Il ne manquerait plus qu'un homme qui se dit démocrate *ne puisse imaginer* les circonstances politiques démocratiques... Mais la tâche du démocrate qui se considère comme un représentant du peuple ne consiste pas seulement à « imaginer *p o u r s o i* » toutes ces choses bonnes ou mauvaises, mais à soumettre au *peuple*

des projets, des déclarations et des exposés véritablement populaires.

Que M. Kutler ne s'avise pas de prétendre que je propose à la Douma de déroger à la loi ou de l'enfreindre... Il n'en est rien ! Il n'y a pas de loi interdisant de parler de démocratie à la Douma et de présenter des projets de loi agraire réellement démocratiques. Mon collègue Tsérétéli n'a enfreint aucune loi en présentant la déclaration du groupe social-démocrate qui parlait et d'« aliénation de la terre sans rachat » et d'un *Etat démocratique*.

Le raisonnement de M. Kutler se résume en tout et pour tout à ceci : étant donné que nous n'avons pas un Etat démocratique, nous ne devons pas soumettre des projets agraires démocratiques ! De quelque façon que vous tourniez les développements de M. Kutler, vous n'y trouverez pas l'ombre d'une *autre* pensée, d'un *autre* contenu. Puisque notre Etat sert les intérêts des propriétaires fonciers, nous ne devons pas (*nous, les représentants du peuple* !) écrire même dans nos projets agraires ce qui ne convient pas aux propriétaires... Non, non, M. Kutler, ce n'est pas de la démocratie, ce n'est pas la liberté du peuple, c'est quelque chose de très, très éloigné de la liberté, proche de la servilité.

* * *

Examinons maintenant ce que M. Kutler a dit en substance sur le programme agraire de son parti.

M. Kutler, parlant de la terre, a avant tout objecté aux troudoviks à propos des « normes de consommation » en se demandant si la terre suffirait. M. Kutler a pris la « norme de 1861 » qui, selon lui, est encore plus basse que la norme de consommation et nous a fait savoir que « *d'après ses calculs approximatifs* » (la Douma n'a pas entendu un seul mot de ces calculs et n'en sait absolument rien !), 30 millions de déciatines manquent pour atteindre cette norme.

Je vous rappellerai, messieurs, que le député Kutler a parlé *après* le représentant du groupe du Travail, Karavaïev, et que c'est à lui qu'il a répondu. Et le député Karavaïev a dit *carrément et nettement* à la Douma et l'a confirmé au public dans une lettre spéciale au journal *Tovarichtch* (du 21 mars), que pour agrandir l'exploitation paysanne

jusqu'à la norme de consommation, *70 millions de déciatines* étaient nécessaires. Il a dit également que le total des terres du Trésor, des apanages, du clergé et des domaines privés, correspondait à ce chiffre.

Le député Karavaïev n'a pas indiqué la source de ses calculs et il n'a pas informé la Douma sur le moyen par lequel il avait obtenu ce chiffre. Le calcul que j'ai fait, basé sur la publication du Comité central des statistiques que j'ai indiquée, publication officielle et la plus récente, a donné un chiffre *supérieur à 70 millions de déciatines.* Des seules terres des propriétés privées, *72* millions de déciatines peuvent être libérées pour les paysans, quant à celles des apanages, du Trésor, du clergé, etc., elles donnent plus de 10 et presque 20 millions de déciatines.

En tout état de cause, les faits sont les faits ; en réponse au député Karavaïev le député Kutler a essayé de démontrer qu'il n'y avait *pas assez* de terre pour aider les paysans, mais *il ne l'a pas pu*, ses chiffres étant *arbitraires* et, comme je l'ai prouvé, *faux.*

Je dois vous mettre en garde, messieurs, contre l'abus des notions de « norme de travail » et de « norme de consommation ». Notre Parti ouvrier social-démocrate agit beaucoup plus correctement en évitant de parler de toutes ces « normes ». Elles introduisent quelque chose de bureaucratique dans le caractère vivant et dynamique du problème politique. Elles déroutent les gens et *camouflent* la véritable nature du problème. Transposer la polémique sur ces « normes » ou, plus généralement, en discuter *maintenant*, signifie en vérité partager la peau de l'ours avant de l'avoir tué, et surtout le faire verbalement en compagnie de gens qui, sûrement, ne *partageront* pas *effectivement* cette peau lorsque nous tuerons l'ours.

Ne vous inquiétez pas, messieurs ! Les paysans partageront eux-mêmes la terre lorsqu'elle sera entre leurs mains ! Ils apprendront facilement à le faire, à condition seulement qu'on la leur donne. Et ils ne demanderont à personne de conseils pour savoir comment le faire. Ils ne permettront à *personne* de se mêler de la façon dont ils partageront la terre.

Creux discours que ceux sur la façon de partager la terre. Nous ne sommes pas ici un bureau d'arpentage ni une

commission d'organisation agraire, mais un *organisme politique*. Nous devons aider le peuple à résoudre *un problème économique et politique*, aider la paysannerie dans sa lutte contre les propriétaires fonciers en tant que classe vivant de l'exploitation féodale. Les discussions sur les « normes » ne font que *camoufler* ce problème réel, *brûlant*.

Pourquoi ? Parce qu'à la place du *véritable* problème, à savoir s'il faut prendre ou non 72 millions de déciatines de terre aux propriétaires pour les paysans, on examine une question de « normes » qui n'est que secondaire et en fin de compte absolument sans importance. Il est plus facile ainsi de mettre le problème de côté, d'éviter de répondre sur le fond. Les polémiques sur la norme de travail, la norme de consommation, et je ne sais quelle norme encore, embrouillent le problème dans ce qu'il a de *véritablement essentiel* : faut-il ou non prendre 72 millions de déciatines de terre aux propriétaires fonciers pour les donner aux paysans ?

On essaie de montrer qu'il y aura assez ou pas assez de terre pour l'une ou l'autre norme.

A quoi bon ces démonstrations, messieurs ? A quoi bon ces discours creux, cette eau trouble où il est facile à certains de pêcher ? Ne va-t-il pas de soi qu'à l'impossible nul n'est tenu ; que les paysans ne veulent pas une terre imaginaire mais *celle*, bien connue d'eux, de leur *voisin propriétaire* ? Et ce n'est pas de « normes » qu'il faut parler, mais de la terre des *propriétaires*, ni de la suffisance de toutes ces normes mais de la *q u a n t i t é* de cette terre. Tout le reste n'est que faux-fuyants, dérobades et mêmes tentatives de jeter de la poudre aux yeux des paysans.

C'est ainsi que le député Kutler a contourné le véritable fond du problème. Le troudovik Karavaïev a quand même parlé de *70 millions de déciatines*. Qu'a répondu *à c e l a* le député Kutler ? Il n'a pas répondu *sur ce point*. Il a embrouillé le problème avec les « normes », c'est-à-dire qu'il s'est gardé de dire *si lui et son parti étaient d'accord ou non pour donner t o u t e s les terres des propriétés foncières aux paysans*.

Le député Kutler a mis à profit l'erreur du député Karavaïev qui n'a pas posé la question avec suffisamment de netteté, d'énergie, pour *contourner le fond du problème*. Or, c'est là que gît le lièvre, messieurs. Celui qui n'est

pas d'accord pour donner aux paysans effectivement *toutes* les terres des propriétaires fonciers (je rappelle que j'ai convenu de laisser 50 déciatines de terre à chaque propriétaire afin de ne rendre personne malheureux !), celui-là *ne défend pas les paysans, ne veut pas les aider réellement.* Car si vous permettez que le problème de *toute* la terre des propriétaires fonciers soit brouillé ou écarté, alors *il faut tout remettre en question.* On se demande alors : *qui* déterminera *quelle part* des terres des propriétaires fonciers faut-il donner aux paysans ?

Qui déterminera ? 9 millions de déciatines sur 79, c'est une « part » et 70 millions de déciatines, c'en est une aussi. Qui déterminera, *si ce n'est nous, si la Douma d'Etat ne le dit pas clairement et énergiquement* ?

Ce n'est pas pour rien que le député Kutler a tu ce problème. Il a fait étalage du mot d'« aliénation forcée ».

Messieurs, ne vous laissez pas impressionner par les mots ! Ne vous laissez pas séduire par les belles phrases ! Allez au fond du problème !

Quand on me dit : « aliénation forcée », je me demande : *qui forcera qui* ? Si ce sont les millions de paysans qui forcent la poignée de propriétaires à se soumettre aux intérêts du peuple, alors c'est très bien. Si c'est la poignée de propriétaires fonciers qui force les millions de paysans à subordonner leur vie à ses intérêts, alors c'est très mauvais.

Et c'est précisément ce *petit* problème que le député Kutler a su éluder complètement ! Avec son raisonnement sur ce qui est « irréalisable » et « les circonstances politiques », il a même, *au fond*, appelé le peuple à *se résigner* à la soumission à une poignée de propriétaires fonciers.

Le député Kutler a parlé immédiatement après mon camarade Tsérétéli. Et ce dernier a fait, dans la déclaration de notre groupe social-démocrate, *deux* propositions précises, qui, justement, règlent de façon claire ce problème fondamental. Première proposition : remise des terres à un Etat *démocratique*. Démocratique, cela signifie qu'il exprime les intérêts des masses populaires et non ceux d'une poignée de privilégiés. Nous devons dire bien clairement au peuple que *sans* un Etat démocratique, sans liberté politique, sans une représentation populaire souveraine,

a u c u n e réforme agraire en faveur des paysans n'est possible.

Deuxième proposition : nécessité d'examiner *préalablement* le problème agraire dans des *comités locaux* tout aussi démocratiques.

Qu'a répondu à ceci le député Kutler ? *Rien.* C'est une mauvaise réponse, M. Kutler ; vous vous êtes tu *j u s t e - m e n t* sur la question de savoir si ce serait les paysans qui forceraient les propriétaires à céder devant les intérêts du peuple, ou si ce serait les propriétaires qui forceraient les paysans à se mettre au cou la corde d'un nouveau rachat ruineux.

Se taire sur une telle question n'est pas permis.

Outre les social-démocrates, messieurs, on a entendu parler des comités locaux à la Douma et les socialistes-populistes (le député Baskine) et les socialistes-révolutionnaires (le député Kolokolnikov). On en discute déjà depuis longtemps dans la presse, la première Douma en a parlé aussi. Nous ne devons pas l'oublier, messieurs. Nous devons bien expliquer et à nous-mêmes et au peuple pourquoi on a tant parlé de ce problème et quelle est sa véritable signification.

La première Douma d'Etat a examiné le problème des comités agraires locaux à sa quinzième séance, le 26 mai 1906. Ce sont les membres du groupe du Travail qui ont soulevé la question après avoir déposé une déclaration écrite signée par 35 députés (dont 2 social-démocrates, I. Savéliev et I. Chouvalov). La lecture en a été donnée à la 14e séance de la Douma, le 24 mai 1906 (cf. p. 589 du « Compte rendu sténographique » des séances de la première Douma d'Etat) ; puis cette déclaration a été imprimée et discutée. Je citerai les passages *essentiels* de cette déclaration :

... « Il est indispensable de créer sans délai des comités élus sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret dans les localités, pour le travail préparatoire nécessaire, à savoir : élaboration, conformément aux conditions locales, des normes de consommation et de travail pour l'exploitation du sol, détermination de la quantité de terres arables et dans celles-ci, la part de terre en fermage, la part de terre cultivée avec son matériel propre et celle cultivée avec le matériel d'autrui, etc. Etant donné la nécessité

d'adapter le plus possible la loi agraire aux diverses conditions locales, il serait utile que ces comités participent activement à l'examen général *des principes mêmes de la réforme agraire*, exposés dans divers projets présentés à la Douma »... Les troudoviks proposaient pour cela d'élire *d'urgence* une commission et d'élaborer immédiatement un projet de loi correspondant.

Comment les divers partis ont-ils accueilli cette proposition ? Les troudoviks et les social-démocrates l'ont unanimement soutenue dans leurs organes de presse. Le parti de la « liberté du peuple » dans son organe central la *Retch, le 25 mai 1906* (c'est-à-dire le lendemain de la première lecture du projet des troudoviks à la Douma), *se prononça catégoriquement contre le projet des troudoviks.* La *Retch* formula *ouvertement* la crainte que de tels comités agraires puissent *« faire aller le règlement du problème agraire à gauche* ».

La *Retch* écrivait :

« Nous nous efforcerons, autant que nous le pourrons, de conserver aux comités locaux pour les problèmes agraires leur caractère de service *administratif*. Nous supposons, pour cette raison, que constituer ces comités au moyen du suffrage universel signifierait les préparer non pas à régler sur place ces problèmes à l'amiable, mais à toute autre chose. Le rôle directeur dans l'orientation générale de la réforme doit être laissé entre les mains de l'Etat : c'est pourquoi les représentants du pouvoir d'Etat doivent avoir leur place dans les commissions locales, si ce n'est dans le but de décider, que ce soit au moins dans celui de contrôler la décision de l'instance locale. Ensuite, toujours dans les limites des principes généraux de la réforme, *dans les commissions locales doivent être représentés, autant que possible de façon égale, les intérêts qui s'opposent* et qui peuvent être conciliés sans porter atteinte à l'importance de la réforme entreprise pour l'Etat, et sans la transformer en une contrainte unilatérale pouvant mener l'affaire à un échec complet. »

C'est tout à fait clair et net.

---

* Cf. le journal *Vpériod*[120] n° 1, du 26 mai 1906, l'éditorial « Les cadets trahissent les paysans », sous la signature de G. Al-ski.

Le parti de la « liberté du peuple » apprécie la mesure proposée *sur le fond* et se prononce contre. Il ne veut pas de comités locaux qui seraient élus au suffrage universel, direct, égal et secret, mais des comités où seraient représentés à *é g a l i t é* la poignée de propriétaires fonciers et les milliers et les dizaines de milliers de paysans. *Des représentants du pouvoir d'Etat* devraient y participer pour « *contrôler* ».

Que les députés des paysans y réfléchissent sérieusement. Qu'ils comprennent de quoi il s'agit, qu'ils l'expliquent aux paysans.

Imaginez seulement, messieurs, ce dont il s'agit. Dans les comités locaux, les représentants des propriétaires fonciers et ceux des paysans *sont à égalité*, quant au *représentant du gouvernement*, il est là *pour contrôler*, pour « concilier ». Cela signifie qu'il y a un tiers des voix pour les propriétaires, un tiers pour les paysans et un tiers pour le représentant du gouvernement. Mais les plus hauts fonctionnaires, ceux qui dirigent les affaires de l'Etat, ce sont *les propriétaires fonciers parmi les plus riches* ! Il en résulte que les propriétaires vont « contrôler » les paysans et les propriétaires ! Les *propriétaires* vont « *concilier* » paysans et propriétaires !

Oui, oui, ce sera, sans doute, une « aliénation forcée », une aliénation *forcée* par les *propriétaires fonciers* de l'argent et du travail paysans, exactement comme en 1861 les comités provinciaux de propriétaires ont pris aux paysans le cinquième de leurs terres et leur ont fait payer le reste double prix !

Une *telle* réforme agraire ne signifie rien d'autre que *la vente, trois fois plus cher*, aux paysans par les propriétaires fonciers des mauvaises terres dont ils n'ont pas besoin, afin d'asservir *encore plus* les paysans. Une *t e l l e* « aliénation forcée » *e s t b i e n p i r e* qu'un *accord à l'amiable* entre paysans et propriétaires, parce qu'alors les paysans auraient la moitié des voix et les propriétaires l'autre moitié. Avec l'aliénation forcée proposée par les cadets, les paysans n'ont qu'un *tiers* des voix et les propriétaires fonciers *deux tiers* : un tiers parce qu'ils sont propriétaires, l'autre tiers parce qu'ils sont aussi fonctionnaires ! !

Un grand écrivain russe, l'un des premiers socialistes

de Russie, victime des bourreaux du gouvernement, Nicolas Gavrilovitch Tchernychevski, écrivait à propos de l'« affranchissement » des paysans et du « *r a c h a t* » de triste mémoire de 1861 : mieux eût valu une transaction à l'amiable entre paysans et propriétaires fonciers qu'un tel « affranchissement avec rachat » par l'intermédiaire des comités provinciaux de propriétaires fonciers *. Avec des transactions à l'amiable sur l'achat de la terre, *on n'aurait pas pu* faire payer aux paysans autant qu'au moyen de la « conciliation » *g o u v e r n e m e n t a l e.*

Le grand socialiste russe avait raison. Aujourd'hui, 46 ans après le fameux « affranchissement avec rachat », nous connaissons les résultats de *l'opération de rachat.* Le prix de vente de la terre, revenant aux paysans, était de *648* millions de roubles, et on leur fit payer *867* millions de roubles, soit *2 1 9* millions de roubles de plus. Pendant un demi-siècle les paysans ont souffert de la faim sur leur lopin de terre, ont succombé sous le poids des paiements, sous le poids de la « conciliation », jusqu'à ce qu'ils en arrivent à l'insupportable situation actuelle.

Les libéraux russes veulent encore une fois une semblable « *conciliation* » entre paysans et propriétaires. Prenez garde, paysans ! Le Parti ouvrier social-démocrate vous prévient : des dizaines d'années de nouvelles souffrances, de famine, d'asservissement, d'humiliations et d'offenses, voilà ce que vous apporterez au peuple si vous acceptez semblable « conciliation ».

Les comités locaux et le rachat, c'est là qu'est tout le fond du problème agraire. Et il faut faire très attention à ce qu'il *ne puisse y avoir* d'obscurités, de malentendus, de détours et de dérobades.

Lorsque le 26 mai 1906 on examina cette question à la première Douma d'Etat, les cadets *Kokochkine* et *Kotliarevski* qui parlaient contre les troudoviks ne s'en tiraient qu'avec des détours et des dérobades. Ils insistaient sur le fait que la Douma ne peut *décréter* d'un coup la création de tels comités, bien que personne n'ait proposé de décret de ce genre ! Ils disaient que cette question était liée à

* Il serait bien de trouver la citation exacte : il semble que ce soit dans *Lettres sans adresse* et encore ailleurs [121].

la réforme du droit électoral et de l'administration locale, en d'autres termes, ils faisaient tout bonnement traîner en longueur le problème urgent et simple de la formation de *commissions* locales appelées à aider la Douma à régler la question agraire. Ils parlaient de « déformation dans la marche du travail législatif », du danger de créer « 80 à 90 Douma locales », de « l'inutilité complète de la création d'organismes comme les comités locaux, quant au fond du problème », etc., etc.

Tout ceci n'est que dérobade, messieurs, que tentative d'éluder une question que la Douma doit *régler* de façon claire et précise : faut-il un gouvernement démocratique ou le gouvernement actuel pour résoudre le problème agraire ? est-ce que ce sont les paysans, c'est-à-dire la masse de la population, ou bien les propriétaires qui doivent dominer dans les comités agraires locaux ? la poignée de propriétaires fonciers doit-elle se soumettre aux millions d'hommes du peuple, ou bien les millions de travailleurs doivent-ils se soumettre à la poignée de propriétaires ?

Et qu'on ne me parle pas de l'incapacité, de l'impuissance et de l'absence de droits de la Douma. Je le sais très, très bien. Je serais volontiers d'accord pour le répéter et le souligner dans n'importe quelle résolution, proposition ou déclaration à la Douma. Mais il n'est pas, présentement, question des droits de la Douma puisque personne d'entre nous n'a pensé à faire la plus petite proposition qui aurait violé la loi sur les droits de la Douma. Il s'agit que la Douma soit l'expression claire, nette et surtout correcte des intérêts réels du peuple, qu'elle dise la vérité sur le règlement du problème agraire, qu'elle ouvre les yeux aux masses paysannes sur les écueils qui se dressent devant le règlement du problème agraire.

Certes, la volonté de la Douma n'est pas encore la loi, je le sais parfaitement. Mais si quelqu'un se préoccupe de limiter la liberté de la Douma, de la bâillonner, au moins *que ce ne soit pas la Douma elle-même* ! Certes, les décisions de la Douma rencontreront encore toutes sortes de résistances, mais cela ne justifiera jamais ceux qui, à l'avance, feraient des courbettes, des contorsions, se prosterneraient et s'humilieraient, en s'inclinant devant la volonté des

autres, en accommodant la décision des représentants du peuple au désir de n'importe qui.

Certes, ce n'est pas la Douma qui *résoudra* le problème agraire en définitive, ce n'est pas à la Douma que se jouera l'acte décisif de la lutte des paysans pour la terre. Mais *aider* le peuple en expliquant le problème, en l'exposant *clairement*, en disant l'*entière* vérité, en écartant complètement toute équivoque et tout sous-entendu, nous le *pouvons* et *nous le devons* si nous voulons être réellement des *représentants du peuple*, et non des fonctionnaires libéraux, si nous voulons réellement servir les intérêts du peuple et ceux de la liberté.

Et, pour aider effectivement le peuple, il faut, dans la résolution de la Douma, expliquer avec la plus grande clarté, les *trois* problèmes *fondamentaux* de la terre, que j'ai examinés dans mon discours et que le député Kutler a contournés et embrouillés.

Le premier problème est celui des 79 millions de déciatines de terre seigneuriale et de la nécessité d'en céder au moins 70 millions aux paysans.

Le second problème est celui du *rachat*. La réforme agraire n'apportera quelque aide sérieuse aux paysans que s'ils reçoivent la terre *sans rachat*. Le rachat serait une nouvelle *corde* au cou du paysan, un lourd *tribut* au-dessus des forces de la Russie dont il handicaperait tout le développement ultérieur.

Le troisième problème est celui d'un Etat démocratique, indispensable à l'accomplissement de la réforme agraire, et surtout des *comités agraires locaux élus au suffrage universel direct, égal et secret*. Sans cela, la réforme agraire forcera les masses paysannes à s'asservir aux propriétaires fonciers, et non la poignée de propriétaires à satisfaire les revendications urgentes du peuple tout entier.

J'ai dit au début de mon discours que M. Vassiltchikov, ministre de l'Agriculture, s'était affecté à *réconcilier* la « droite » et les « cadets ». Maintenant que j'ai expliqué le problème des 70 millions de déciatines de terre seigneuriale, du rachat et, *surtout*, de la composition des comités agraires locaux, il me suffit de citer *un* passage du discours de M. le ministre :

... « Sur ce terrain, dit M. le ministre, ayant en vue

l'« inviolabilité des limites » de la propriété foncière et leur « déplacement » dans « l'intérêt de l'État » uniquement, — restant sur ce terrain et en *admettant dans certains cas le déplacement* forcé *des limites*, nous considérons que nous n'ébranlons pas... les principes fondamentaux de la propriété »...

Avez-vous *bien* réfléchi, messieurs, à ces paroles de M. le ministre ? Cela en vaut la peine... Il le faut... M. Kutler a tout à fait convaincu M. le ministre que dans le mot « *forcé* » il n'y avait aucun *inconvénient* pour les propriétaires fonciers... Pourquoi ? ? *Mais parce que ce sont messieurs les propriétaires fonciers eux-mêmes qui forceront* ! !

* * *

J'espère, messieurs, que j'ai réussi à vous expliquer la position des social-démocrates par rapport aux partis de droite et au centre libéral (les cadets) sur le problème agraire. Je dois m'arrêter maintenant sur une différence importante qui existe entre le point de vue social-démocrate et celui des troudoviks dans le sens large du terme, c'est-à-dire celui de tous les partis qui adoptent le point de vue du « principe du travail » : les socialistes-populistes, les troudoviks dans le sens restreint, et les socialistes-révolutionnaires.

D'après tout ce que j'ai déjà dit, on voit que le parti ouvrier social-démocrate soutient complètement les masses paysannes dans leur lutte contre les propriétaires fonciers, pour la terre, pour se libérer de l'exploitation féodale. Les paysans n'ont pas et ne peuvent avoir dans cette lutte un allié plus fidèle que le prolétariat qui a sacrifié plus que personne à l'avènement d'une ère de liberté et de lumières en Russie. Les paysans n'ont pas et ne peuvent avoir d'autre moyen de réaliser leurs justes revendications, qu'en s'unissant au prolétariat conscient qui lutte sous le drapeau rouge de la social-démocratie internationale. Partout, dans tous les pays d'Europe, les partis libéraux ont trompé les paysans et ont trahi leurs intérêts aux propriétaires fonciers ; chez nous, en Russie, il en va de même, comme je l'ai montré en examinant les programmes des libéraux, des cadets.

Dans les passages précédents de mon discours, j'ai déjà

abordé, à plusieurs reprises, les divergences de vue des troudoviks et des social-démocrates sur le problème agraire. Il faut examiner maintenant l'un des points de vue fondamentaux du groupe du Travail.

Pour ceci, je me permettrai de m'arrêter sur le discours du prêtre Tikhvinski. Messieurs ! Les social-démocrates ne partagent pas les conceptions de la religion chrétienne. Nous pensons que la *véritable* signification et le contenu social, culturel et politique du christianisme sont plus *fidèlement* exprimés par les vues et les aspirations d'ecclésiastiques tels que l'évêque Euloge, que par le prêtre Tikhvinski. Voilà pourquoi, en vertu de notre conception matérialiste scientifique du monde, étrangère à tous préjugés, et en vertu des tâches communes qui nous incombent dans la lutte pour la liberté et le bonheur de tous les travailleurs, nous, social-démocrates, désapprouvons la doctrine de l'Eglise chrétienne. Mais en déclarant cela, j'estime de mon devoir de dire aussitôt clairement et nettement que la social-démocratie lutte pour une complète liberté de conscience et nous témoignons un grand respect à toute conviction sincère dans le domaine de la foi, tant que cette conviction ne se réalise pas au moyen de la violence et de la duperie. Je me considère comme d'autant plus obligé de le souligner, que j'ai l'intention de parler de mes divergences avec le *prêtre* Tikhvinski, député paysan, digne de respect pour son dévouement sincère aux intérêts de la paysannerie, du peuple, qu'il défend de façon intrépide et résolue.

Le député Tikhvinski soutient le projet agraire du groupe du Travail, basé sur le principe de *l'égalité* des exploitations. Défendant ce projet, le député Tikhvinski disait :

« Voilà comment la paysannerie, le peuple travailleur considèrent la terre : la terre appartient à Dieu, et le paysan qui la travaille y a droit autant que chacun de nous a droit à l'eau et à l'air. Il serait étrange de voir quelqu'un se mettre à vendre ou à acheter ou à faire commerce d'eau et d'air ; cela résonne aussi étrangement pour nous quand quelqu'un vend ou achète de la terre. L'Union paysanne et le groupe du Travail souhaitent mettre en application le principe : toute la terre au peuple qui travaille. Quant au rachat de la terre, de quelle façon il se fera, par le rachat ou par une simple aliénation sans rachat, cette question n'intéresse pas la paysannerie travailleuse »...

C'est ce qu'a dit le député Tikhvinski au nom de l'Union paysanne et du groupe du Travail.

L'erreur, la grande erreur des troudoviks est de *ne pas* intéresser au problème du rachat et *aux moyens de réaliser* la réforme agraire, alors que de ce problème dépend *effectivement* la libération des paysans du joug des propriétaires fonciers. Ils s'intéressent au problème de la vente et de l'achat de la terre et au droit égal de tous à la terre, alors que ce problème *n'a aucune importance sérieuse* dans la lutte pour une libération effective de la paysannerie du joug seigneurial.

Le député Tikhvinski défend le point de vue selon lequel on ne peut acheter ou vendre la terre et selon lequel tous les travailleurs ont un droit égal à la terre.

Je comprends que ce point de vue est le résultat des intentions les plus nobles, d'une ardente protestation contre le monopole, les privilèges des riches parasites et l'exploitation de l'homme par l'homme, le résultat du désir de libérer tous les travailleurs de toute oppression, de toute exploitation.

Le Parti ouvrier social-démocrate lutte pour cet idéal qui est celui du socialisme. Mais on ne peut l'atteindre par la voie de la jouissance égalitaire du sol au niveau des petits exploitants dont rêvent le député Tikhvinski et ses confrères.

Le député Tikhvinski est prêt, honnêtement, sincèrement et fermement à lutter, et je l'espère, à lutter jusqu'au bout, contre le pouvoir des propriétaires fonciers. Mais il a oublié un autre pouvoir qui écrase et opprime encore plus le peuple travailleur contemporain, *le pouvoir du capital*, *le pouvoir de l'argent*.

Le député Tikhvinski dit qu'il paraît étrange au paysan qu'on vende la terre, l'eau, ou l'air. Je comprends que des gens qui passent toute leur vie ou presque à la campagne puissent avoir un tel point de vue. Mais jetez un regard sur la société capitaliste contemporaine dans son ensemble, sur les grandes villes, les chemins de fer, les mines, les fabriques et les usines. Vous verrez comment l'air, l'eau et la terre ont été accaparés par les riches. Vous verrez comment des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers sont condamnés à manquer d'air pur, à tra-

vailler sous terre, à loger dans des sous-sols, à utiliser de l'eau polluée par les fabriques. Vous verrez comment le prix du terrain augmente de façon exorbitante dans les villes et comment les ouvriers sont exploités non seulement par les fabricants et les patrons d'usine, mais aussi par les propriétaires d'immeubles qui, comme on le sait, gagnent beaucoup plus sur les logements, les chambres, les réduits et les taudis occupés par des ouvriers, que sur les riches appartements. Que dire de l'achat et de la vente de l'eau, de l'air et de la terre, quand toute la société actuelle ne se maintient que par l'achat et la vente de *la force de travail*, c'est-à-dire par *l'esclavage* salarié de millions d'hommes.

Réfléchissez, peut-il être question d'égalité des exploitations, de l'interdiction de l'achat et de la vente de la terre tant qu'existe le pouvoir de l'argent, le pouvoir du capital ? Le peuple russe peut-il se libérer de l'exploitation et de l'oppression en reconnaissant à chaque citoyen le même droit à une parcelle de terre équivalente si, en même temps, une poignée d'hommes conservent leurs dizaines de milliers ou des millions de roubles alors que les masses restent misérables ? Non, messieurs, tant que se maintiendra le pouvoir du capital, aucune *égalité* ne sera possible entre les agriculteurs, toute interdiction de vendre ou d'acheter de la terre sera impossible, ridicule et absurde. Tout, non seulement la terre, mais aussi le travail humain, la personne humaine, la conscience, l'amour et la science, tout est *inévitablement à vendre* tant que subsiste *le pouvoir du capital.*

Je ne veux nullement, en disant cela, affaiblir la lutte paysanne pour la terre, diminuer sa signification, son importance, son urgence. Il n'en est rien. J'ai déjà dit et je répète que cette lutte est juste et nécessaire, que les paysans *doivent*, dans leur intérêt, dans celui du prolétariat et de l'évolution sociale, secouer le joug servagiste.

Les ouvriers conscients veulent renforcer et non affaiblir la lutte paysanne pour la terre. Les socialistes font leur possible pour que cette lutte ne s'arrête pas, *pour la mener encore plus loin*, et dans ce but ils veulent se délivrer de toute foi naïve en la possibilité de rendre égaux les petits exploitants, ou d'interdire l'achat et la vente de

la terre en présence de l'échange, de l'argent et du pouvoir du capital.

Les ouvriers, les social-démocrates soutiennent à fond les paysans contre les propriétaires. Mais ce n'est pas la petite exploitation même égalisée qui peut sauver l'humanité de la misère des masses, de l'exploitation et de l'asservissement de l'homme par l'homme. Pour cela, il faut détruire toute la société capitaliste et la remplacer par une grande économie socialiste. Des millions d'ouvriers social-démocrates conscients mènent actuellement cette lutte dans tous les pays du monde. Et c'est seulement en s'alliant à eux que la paysannerie pourra, après s'être débarrassée de son premier ennemi, le propriétaire foncier servagiste, mener une lutte victorieuse contre le second et plus terrible ennemi, le pouvoir du capital !

Rédigé entre le 21 et le 26 mars (3-8 avril) 1907.
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine IV

Conforme au texte du manuscrit

BOUCHE DE MIEL, CŒUR DE FIEL

Les débats agraires à la Douma sont très instructifs. Il est indispensable d'examiner en détail les interventions des dirigeants des divers partis pour en dégager le sens.

L'essentiel dans le problème agraire est assurément la position adoptée envers la grosse propriété foncière. La paysannerie lutte contre celle-ci, pour obtenir de la terre. Quelle est l'attitude des divers partis vis-à-vis de cette lutte ?

Les social-démocrates ont ouvertement et résolument mis en avant la revendication de l'*aliénation sans rachat*. Le représentant social-démocrate Tsérétéli a prouvé avec force dans son discours combien mensongère était la défense des « droits » de la propriété foncière, il a démontré que son origine était le vol, il a mis en lumière l'infinie hypocrisie des discours sur l'imprescriptibilité de la propriété privée, il a réfuté le premier ministre qui, lorsqu'il invoquait les « raisons d'Etat », n'entendait *pas les intérêts du peuple mais les intérêts de la poignée de propriétaires fonciers avec laquelle le pouvoir politique est intimement lié.*

Ajoutez à cela la proposition du camarade Tsérétéli faite à la fin du discours, de confier l'examen du problème aux comités agraires locaux (élus évidemment au suffrage universel, direct, égal et secret), et vous aurez un tableau complet et précis de la position du prolétariat dans le problème agraire. Les droits des propriétaires fonciers sont rejetés. Les moyens de transformation sont nettement précisés : les comités locaux signifient la prédominance des

intérêts des paysans sur ceux des propriétaires. L'aliénation sans rachat signifie la défense des intérêts des paysans, la lutte impitoyable contre l'avidité de la classe des propriétaires fonciers.

Passons aux troudoviks. Karavaïev n'a pas posé de façon claire et précise le principe de « l'aliénation sans rachat ». Le représentant des paysans a présenté les revendications du peuple à l'égard des propriétaires fonciers moins énergiquement que le représentant des ouvriers. La revendication de transmettre la question à des comités locaux n'a pas été franchement posée et aucune protestation ne s'est élevée contre les manœuvres des libéraux (cadets) tendant à enterrer cette question brûlante dans une commission, bien loin du peuple, bien loin de toute publicité, bien loin de la critique libre. Mais malgré tous ces points faibles de ce discours comparé à celui du social-démocrate, nous devons tout de même reconnaître que le député-troudovik a défendu la cause des paysans contre les propriétaires fonciers. Le député-troudovik a ouvert les yeux au peuple sur la situation désastreuse de la paysannerie. Il a contesté les conclusions d'Ermolov et d'autres défenseurs des propriétaires fonciers qui nient la nécessité d'agrandir l'exploitation paysanne. Il a fixé le minimum de terre nécessaire aux paysans à 70 millions de déciatines et a montré que les terres des propriétaires fonciers, des apanages, etc., nécessaires à la satisfaction des besoins des paysans, dépassent les 70 millions de déciatines. En général, le discours du député-troudovik a eu le mérite, malgré les défauts que nous avons soulignés, répétons-le, de se tourner vers le peuple, d'essayer de dessiller ses yeux.

Prenons le discours du cadet Kutler. C'est tout autre chose. On sent qu'on est tombé du camp des défenseurs conséquents (les social-démocrates), ou un peu hésitants (les troudoviks), des paysans *contre* les propriétaires fonciers dans *celui des propriétaires fonciers* qui comprennent qu'on ne peut éviter les « concessions », mais font tous leurs efforts pouf céder *le moins possible*.

Kutler n'a parlé de son « accord » avec les troudoviks, de sa « sympathie » pour eux, que pour dorer la pilule en démontrant la nécessité de réduire, amputer et tronquer *sans délai* leur projet. Le discours de Kutler contient tous

les arguments possibles *contre* les social-démocrates et les troudoviks.

Pour ne pas être gratuit, examinons le discours de Kutler point par point.

Introduction. Petite révérence aux troudoviks. Le député cadet est d'accord avec l'idée fondamentale, il sympathise avec ardeur... *mais... mais...* le projet du groupe du Travail « ne se borne pas au problème *simple* et clair de *remédier* au manque de terre des paysans. Il va plus loin, il essaie de *transformer radicalement* tous les rapports existant dans l'agriculture » (les citations sont toutes tirées du *Tovarichtch*).

Ainsi, « sympathie » avec les paysans *en paroles*, *limitation* des revendications *dans les faits*. En paroles, pour le paysan, dans les faits, pour le propriétaire foncier.

Ce faisant, Kutler assure la Douma que le député-troudovik ne se borne pas à fixer un but *simple et clair* ! Pensez seulement, lecteurs : le député-troudovik parle ouvertement *des 70 millions de déciatines de terre*. Il faut les faire passer des mains des propriétaires fonciers dans celles des paysans. Ce n'est pas « clair », ce n'est pas « simple » ! !

Pour être « clair », il faut parler de la norme de travail, de la norme de consommation, de la norme de lotissement de 1861. Et M. Kutler parle, parle, parle. Il épuise les auditeurs par un flot de paroles sur toutes ces questions inutiles pour arriver à la conclusion : « à mon avis... il manque 30 millions de déciatines » pour que les parcelles des paysans atteignent la norme de 1861, laquelle est d'ailleurs inférieure à la norme de consommation. Et c'est tout. C'est tout sur le problème de la quantité de terre nécessaire à la satisfaction des besoins.

Mais est-ce une réponse en ce qui concerne les *70 millions de déciatines de terre* ? Vous ne faites assurément que biaiser, honorable chevalier de la « liberté du peuple », vous nous jetez de la poudre aux yeux, tout simplement ! Les 70 millions de déciatines de terre sont-elles ou non à transmettre aux paysans ? Oui ou non ?

Et pour montrer encore mieux ce que sont ces fauxfuyants, nous étayerons ce qu'a dit le député-troudovik par les conclusions des *plus récentes* statistiques agraires.

D'après une enquête de 1905, on compte, en tout, 101,7 millions de déciatines de terre appartenant à des personnes privées, dont 15,8 millions à des sociétés et amicales, 13,2 à des propriétaires possédant moins de 20 déciatines ; 3,3 millions de déciatines à des propriétaires possédant de 20 à 50 déciatines ; *79,4 millions de déciatines* à des propriétaires possédant *plus de 50 déciatines*. Ces derniers sont 133 898. Cela veut dire qu'il revient *en moyenne* à chacun d'eux *594 déciatines*. Admettons que nous laissions à chacun de ces messieurs 50 déciatines. Cela fait 6,9 millions de déciatines. Retranchons 6,9 millions de 79,4 millions de déciatines et nous aurons *72,5 millions de déciatines de terre disponible provenant de la grosse propriété foncière, sans compter les terres des apanages, du Trésor, des églises, des monastères, etc.*

Nous voyons que même le député-troudovik n'a pas établi tout à fait correctement la quantité de terre que peuvent et doivent recevoir les paysans, bien que son chiffre global (70 millions) soit proche de la vérité.

Ainsi, messieurs les cadets, essayez de donner une réponse simple et claire : faut-il ou non faire passer ces *70 millions de déciatines de terre* des mains des propriétaires fonciers dans celles des paysans ?

Au lieu de répondre franchement, notre ex-ministre, aujourd'hui libéral hypocrite, se démène comme un diable dans un bénitier et s'exclame pathétiquement :

« Ce droit (le droit à la terre, d'après le projet du groupe du Travail) n'est-il pas le droit d'entrer dans un local où toutes les places sont déjà occupées ? »

N'est-ce pas merveilleux ? La question des *70 millions de déciatines de terre* est éludée. Le seigneur libéral donne une réponse aux paysans : *le local est occupé.*

Après avoir avalé la *désagréable* question des 70 millions de déciatines de terre (quels malappris, ces paysans qui nous importunent avec leurs 70 millions !), Kutler fait des objections aux troudoviks à propos de la « réalisation pratique » de la nationalisation de la terre.

Tout ceci ne sert qu'à jeter de la poudre aux yeux, puisque si les 70 millions de déciatines restent aux propriétaires fonciers, *il n'y aura rien à nationaliser* ! Mais c'est pour cela que M. Kutler parle, *pour cacher ses pensées.*

Quelles sont ses objections à la nationalisation de la terre ?

« Il me semble qu'on peut imaginer les circonstances politiques dans lesquelles le projet de nationalisation de la terre pourrait avoir force de loi, mais je ne peux imaginer, dans un proche avenir, des circonstances politiques dans lesquelles cette loi serait réellement appliquée. »

C'est probant et convaincant. Le fonctionnaire libéral qui, sa vie durant, « a joliment courbé l'échine », *ne peut se représenter* les conditions politiques dans lesquelles le pouvoir législatif appartiendrait aux représentants du peuple. C'est que, d'ordinaire, laisse entendre notre cher libéral, la poignée de propriétaires fonciers détient le pouvoir sur le peuple.

Oui, c'est ainsi. C'est ainsi que les choses se présentent en Russie. Mais n'est-il pas question de lutter pour la liberté du peuple ? On examine justement le problème de savoir *comment changer* les « circonstances politiques » et économiques du règne des propriétaires fonciers. Et vous objectez que pour l'instant le pouvoir est aux mains des propriétaires fonciers et qu'il nous faut courber l'échine encore plus bas :

« Il est gratuit et injuste de compliquer la tâche simple et incontestablement utile d'aider la population paysanne »...

Ils ne sont vraiment pas très sorciers ! Vraiment pas !

Et M. Kutler explique très longuement qu'au lieu d'une nationalisation « irréalisable » il faut seulement « développer la jouissance du sol au profit des paysans ».

Quand il était question *d'augmenter* la *propriété* paysanne (et non la *jouissance* du sol, très cher) de 70 millions de déciatines avec la terre des *propriétaires fonciers*, alors Kutler a abordé le problème de la « nationalisation ». Du problème de la « nationalisation » il est retourné à celui de l'« augmentation »... Peut-être, se dit-il, auront-ils oublié *les 70 millions de déciatines* !

M. Kutler défend ouvertement la propriété foncière privée. Il déclare que sa destruction serait une « très grande injustice ».

« Puisque personne ne propose de détruire la propriété en général, il est alors indispensable de reconnaître dans toute sa force l'existence de la propriété de la terre. »

Puisqu'on ne peut, *aujourd'hui même*, faire deux pas en avant, « il est alors indispensable » de renoncer aussi à n'en faire qu'un seul ! Telle est la logique du député libéral. Telle est la logique de l'avidité du propriétaire foncier.

La reconnaissance par M. Kutler de l'aliénation forcée des terres privées pourrait être considérée à première vue comme l'unique point de son discours favorable aux paysans et non aux propriétaires fonciers.

Mais celui qui ajouterait foi au *son* de ces paroles se tromperait profondément. L'aliénation forcée des terres des propriétaires fonciers est intéressante pour les paysans dans le seul cas où les *propriétaires seraient* effectivement *obligés* de céder beaucoup de terre *aux paysans* et de la céder à bon marché. Mais si les *propriétaires fonciers obligent les paysans* à payer cher un misérable lopin de terre ?

Les mots « aliénation forcée » ne veulent strictement rien dire puisque rien ne garantit *effectivement* que les propriétaires fonciers ne tromperont pas les paysans.

M. Kutler non seulement ne propose *aucune* de ces garanties, mais au contraire son discours tout entier, toute sa position de cadet *les excluent*. Les cadets veulent que rien ne se fasse en dehors de la Douma. Ils préconisent des comités locaux sous une *forme* franchement *antidémocratique* : représentants des paysans et des propriétaires fonciers à nombre égal, avec, comme président, un représentant du gouvernement ! Cela revient à dire que les propriétaires fonciers exerceront leur contrainte sur les paysans.

Ajoutez à cela que la terre sera évaluée par ces mêmes comités soumis aux *propriétaires fonciers*, que dès maintenant (cf. la fin du discours de Kutler) les cadets imposent aux paysans la *moitié* des paiements de la terre (les *paysans* paieront *aussi* l'autre moitié, seulement ce sera sous la forme d'impôts qui auront augmenté !), et vous serez convaincus que messieurs les cadets ont *bouche de miel mais cœur de fiel*.

Les social-démocrates et les troudoviks sont intervenus en faveur des paysans à la Douma. La droite et les cadets, en faveur des propriétaires fonciers. C'est un fait, et aucun subterfuge, aucun discours ne pourront le dissimuler.

« Naché Ekho » n° 1,
25 mars 1907

Conforme au texte du journal

LA DOUMA ET LA RATIFICATION DU BUDGET

La ratification du budget par la Douma est une question politique très sérieuse. Si l'on applique la loi à la lettre les droits de la Douma sont infimes et le gouvernement n'a absolument pas besoin, dans ses actes, de l'assentiment de la Douma. En fait, le gouvernement dépend dans une certaine mesure de la ratification du budget par la Douma : tout le monde le reconnaît, les libéraux bourgeois, les cadets en particulier qui inclinent à remplacer par des phrases pompeuses sur la dépendance, la définition des limites discrètes de cette dépendance discrète. Le gouvernement a besoin d'argent, un emprunt est indispensable. Or cet emprunt, il est absolument impossible de le contracter sans le consentement direct ou indirect de la Douma, ou alors ce sera avec de grandes difficultés et à des conditions très lourdes qui aggraveront fortement la situation.

Il est absolument évident que dans ces conditions, la discussion et le vote du budget à la Douma ont une double signification politique. D'abord la Douma doit parler au peuple de tous les procédés de ce pillage organisé, de cette mise à sac systématique et impudente du bien public par une poignée de propriétaires fonciers, de fonctionnaires et toute sorte de parasites que l'on nomme en Russie « intérêt économique de l'Etat ». L'expliquer à la tribune de la Douma, c'est aider le peuple dans sa lutte pour la « liberté du peuple » dont parlent tant les Balalaïkine [122] du libéralisme russe. Quel que soit l'avenir de la Douma, quels que soient les actes et les « vues » du gouvernement pour l'immédiat, seules la conscience et l'organisation des masses popu-

laires décideront *en fin de compte* de l'issue de la lutte pour la liberté. Celui qui ne comprend pas cela usurpe le nom de démocrate.

Ensuite, une critique impitoyable et *franche*, et un vote vraiment démocratique à propos du budget, sont importants pour l'Europe et le capital européen, et même pour les larges couches de la petite et moyenne bourgeoisie d'Europe, qui prêtent de l'argent au gouvernement russe des Stolypine. Les banquiers et autres grosses légumes du capital international prêtent de l'argent à messieurs Stolypine et Cie en raison des bénéfices qu'ils en tirent et pour lesquels n'importe quel usurier « prendrait des risques ». Sans l'assurance de pouvoir récupérer l'argent prêté avec les intérêts qu'il convient, aucun amour de l'« ordre » (et la Russie est l'image rêvée de l'ordre tombal pour la bourgeoisie européenne effrayée par le prolétariat) n'obligerait tous ces Rothschild, Mendelson, etc., à délier leur bourse. C'est de la Douma que dépend dans une très large mesure le renforcement ou l'affaiblissement de la foi des magnats européens du capital financier dans la solidité et la solvabilité de la firme « Stolypine et Cie ». D'ailleurs, les banquiers n'auraient pas pu eux non plus prêter des milliards, si la grande masse de la bourgeoisie européenne n'avait eu confiance dans le gouvernement russe. Et cette masse est trompée systématiquement par les journaux bourgeois du monde entier à la solde des banquiers et du gouvernement russe. La corruption des journaux européens à grand tirage en faveur de l'emprunt russe est un phénomène « normal ». On a même offert 200 000 francs à Jaurès pour qu'il renonce à faire campagne contre l'emprunt russe : tant notre gouvernement accorde de l'importance à l'« opinion publique », même à l'opinion de celle des couches de la petite bourgeoisie française, qui sont susceptibles de sympathies pour le socialisme.

La grande masse de la petite bourgeoisie européenne dispose d'une possibilité insignifiante de *contrôle* sur la situation réelle des finances russes, la réelle solvabilité du gouvernement russe ; plus exactement, elle ne dispose d'aucun moyen pour découvrir la vérité. La voix de la Douma, dont les débats et les *décisions* seront *immédiatement* connus de *tout* le public européen, a donc une très grande impor-

Вторникъ, 27-го марта.
№ 2.
Подписная цѣна:
[illegible]
Цѣна 3 копѣйки.

НАШЕ ЭХО

ежедневная политическая и литературная газета.
Контора и редакція временно помѣщается Невскій 102, кв. 37.

Открыта подписка
на ежедневную политическую и литературную газету
„НАШЕ ЭХО“.
Подписная цѣна:
[illegible]
ПЛАТА ЗА ОБЪЯВЛЕНІЯ:
[illegible]
Контора и редакція: временно помѣщается: Невскій 102, кв. 37.
Редакторъ-издатель [illegible]

Центральный книжный складъ и магазинъ
„Впередъ“
С.-Петербургъ, Караванная, д. № 9, кв. 6.
Адреса для телеграммъ: Петербургъ—„ВПЕРЕДЪ“.
[illegible]

Дума и утвержденіе бюджета.

[illegible]

ОТКЛИКИ.

[illegible]

Думскія впечатлѣнія.

[illegible]

Première page du journal *Naché Ekho* n°2. — 1907
Réduction

tance. Personne ne pourrait faire autant que la Douma pour priver les Stolipyne et Cie du soutien financier de l'Europe.

Le devoir de la Douma « oppositionnelle » en découle. *Seuls* les social-démocrates s'en sont acquittés. Selon l'aveu du *Tovarichtch* à demi cadet, ce sont les social-démocrates qui, dans le discours sur le budget du député Alexinski, ont posé le mieux la question de principe. Et, malgré l'avis de ce même *Tovarichtch*, les social-démocrates ont agi comme il le fallait, en faisant une déclaration claire, franche et précise selon laquelle la ratification d'un budget comme celui de la Russie était inadmissible *pour des social-démocrates*. Il aurait seulement fallu ajouter à cette déclaration l'exposition des points de vue socialistes sur le budget d'un Etat bourgeois de classe.

Seule l'extrême gauche des populistes, c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires, ont suivi les social-démocrates. La masse de la démocratie paysanne, les troudoviks et les socialistes-populistes hésitent, comme toujours, entre le parti libéral et le prolétariat : le petit propriétaire est attiré vers la bourgeoisie bien que le joug insupportable de la fiscalité féodale qui le « pressure », le pousse de force vers la classe ouvrière en lutte.

Les libéraux, tant que les troudoviks les suivent, continuent à gouverner la Douma. Quand les socialistes montrent que les cadets jouent un rôle double dans la question du budget, ils répondent... par de mauvaises plaisanteries ou par des phrases dignes des journalistes de *Novoïé Vrémia*, de Menchikov, dans le genre de l'exclamation de Strouvé sur le geste à effet des social-démocrates, etc.

Mais ni par des plaisanteries, ni par des tergiversations, ni par des phrases ils ne peuvent nier le fait que les *deux* tâches des *démocrates* que nous venons d'indiquer, ont été foulées aux pieds par le libéralisme bourgeois.

Si les libéraux trahissent la révolution, ce n'est pas, comme nous l'avons expliqué plus d'une fois, par des transactions ou trahisons individuelles, mais par une politique de classe de conciliation intéressée avec la réaction, par son soutien direct et indirect. C'est cette politique-là que mènent les cadets dans la question du budget. Au lieu de montrer la vérité au peuple, *ils l'endorment*, en mettant à

dessein en avant des ronds-de-cuir du genre de Kutler. Au lieu de montrer la vérité à l'Europe, ils renforcent la position du gouvernement, éparpillent leurs critiques, renonçant par là à confirmer la banqueroute de la firme Stolypine et Cie à la face de l'Europe.

Autrefois aussi les cadets menaient en secret cette politique philistine, lâche et lamentable. Au moment de la campagne électorale pour la seconde Douma à Pétersbourg, les social-démocrates avaient expliqué dans des réunions publiques que les cadets *avaient aidé* le gouvernement au printemps 1906 à emprunter deux milliards de francs pour les fusillades, les tribunaux militaires et les expéditions punitives. Clemenceau avait déclaré aux cadets qu'il soulèverait une campagne contre l'emprunt, s'ils le déclariaient inacceptable pour le peuple russe. Les cadets *refusèrent de le faire* et par là aidèrent la contre-révolution à se procurer de l'argent. Ils se taisent là-dessus. Mais mantenant, les secrets se découvrent à la Douma. Ils accomplissent la même infamie, ouvertement, à la Douma.

Il est temps d'en dévoiler tous les détails du haut de la tribune de la Douma et de dire au peuple toute la vérité.

« Naché Ekho » n° 2, 27 mars 1907

Conforme au texte du journal

COMPLIMENTS INTÉRESSÉS...

Les cadets font l'éloge des gens de *Novoïé Vrémia*. Ceux de *Novoïé Vrémia* font l'éloge des cadets. Le parti de la « liberté du peuple » est satisfait du discours de clôture de M. le ministre sur le budget. Le parti des toujours satisfaits de tous les ministres est satisfait de l'accord des cadets, en tant que meneurs du centre de la Douma, pour ratifier le budget d'un gouvernement qui veut la dissolution de la Douma.

« S'il était nécessaire de montrer, commence majestueusement l'éditorial de la *Retch* (28 mars), que les débats généraux à la Douma sur le budget n'avaient pas été stériles, le discours de clôture de M. le ministre des Finances en serait la preuve la plus brillante. »

En quoi consiste donc cette brillante preuve ?

En ce que M. le ministre « n'a gardé pas même l'ombre » de « ce ton orgueilleusement sentencieux, ironique et irritant » qu'il avait avant... La réponse de M. le ministre a été correcte dans la forme, son contenu « *a rendu hommage* à la vigueur de la critique de la Douma », M. le ministre a consolé la Douma disant qu'elle a plus de droits qu'il n'y paraît ; il a fait au parti de la liberté du peuple des compliments « que la grande majorité de la Douma a d'ailleurs mérités par le vote qui suivit » (ayant accepté de transmettre le budget à une commission).

Oui, oui, voici les brillantes preuves avancées par les cadets sur la « non-stérilité » du travail de la Douma. Les fruits de son travail ne résideraient pas dans le fait qu'il y ait ne serait-ce que l'ombre d'un espoir d'amélioration

de l'état réel des choses. Ils ne résideraient pas non plus dans le fait que les masses populaires aient appris certaines choses et compris quelques problèmes dissimulés sous les oripeaux constitutionnels. Pas du tout. Les fruits résident, voyez-vous, dans le fait que le ministre soit devenu plus correct, plus aimable, plus aimable avec ceux qui sont d'accord pour n'importe quel compromis au nom de « la représentation nationale ».

Les libéraux acceptent de prostituer la représentation nationale pour affermir les bases du règne de la réaction. Le gouvernement de Stolypine et Cie accepte à *cette* condition de ne pas dissoudre la Douma (*en attendant...*). Les deux parties sont au comble de la joie et de l'attendrissement.

Le *Novoïé Vrémia* d'aujourd'hui, sans laisser passer l'occasion d'injurier les cadets pour la composition « juive » de la commission des cultes, publie en même temps les longues considérations de son reporter parlementaire qui explique pourquoi il n'est pas avantageux de dissoudre la Douma. « Même du point de vue des éléments d'extrême-droite, la dissolution de la Douma n'est en ce moment ni souhaitable ni utile. » Il est impossible de changer la loi électorale sans un coup d'Etat, et s'il faut élire une nouvelle Douma avec la loi électorale actuelle, on peut « se priver du centre actuel de la deuxième Douma d'Etat ». Ce centre, selon le journaliste de *Novoïé Vrémia*, « va des octobristes aux troudoviks en passant par les partisans de la rénovation pacifique, les sans-parti, les Polonais et les cadets ». « Le centre actuel s'en tient sans aucun doute au strict point de vue de la monarchie constitutionnelle et a jusqu'ici orienté tous ses efforts vers un travail organique. *De toute façon nous nous priverons de ce centre* (en cas de dissolution de la Douma). *Nous nous priverons donc de la ratification du budget par la Douma*, car je suis absolument certain que le budget présenté par le ministère avec quelques amendements *insignifiants* (écoutez bien !) sera adopté par la deuxième Douma. »

Voilà ce qu'écrit le *Novoïé Vrémia*. Son raisonnement est extrêmement clair. Le point de vue de *l'extrême-droite* qui désire *garder la Douma pour l'instant* est admirablement exposé.

Dans les hautes sphères de l'aristocratie dirigeante, deux tendances s'affrontent : dissoudre la Douma ou la garder provisoirement. Le *Novoïé Vrémia* a depuis longtemps déjà développé, exposé, défendu et de temps en temps, ou plutôt à chaque occasion, il défend actuellement la première politique. Mais il y a aussi une autre politique de l'aristocratie dirigeante : nous avons le temps de dissoudre. Et avec un budget ratifié par la Douma, il est plus facile d'obtenir l'emprunt. Il est donc plus avantageux d'attendre. La menace de dissolution reste, et avec cette menace « nous » pesons fermement sur les cadets, les obligeant à aller à droite d'une manière évidente pour tout le monde.

Il est certain que la seconde politique est plus fine et meilleure du point de vue des intérêts des propriétaires fonciers réactionnaires. La première politique est grossière, de mauvais goût, hâtive. La deuxième est plus réfléchie, car la dissolution « est gardée en réserve », et pendant ce temps *les libéraux servent le gouvernement*. Un budget ratifié par la Douma, cela équivaudrait presque à différer une lettre de change au profit du banqueroutier. Il est plus avantageux *et* de recevoir une lettre de change différée *et* ensuite de dissoudre la Douma, que de la dissoudre tout de suite sans avoir essayé de prolonger le délai de la lettre de change.

Outre le budget ratifié, il peut y avoir d'autres lettres de change semblables. Par exemple, les cadets ont déjà *amélioré* leur projet agraire dans l'intérêt des propriétaires fonciers. Que ce projet passe à la Douma et aille ensuite à l'examen du Conseil d'Etat pour une *amélioration ultérieure*. Si « nous » dissolvons la Douma à *ce* moment-*là*, nous n'aurons pas une, mais *deux* lettres de change différées. « Nous » aurons la possibilité d'obtenir en Europe non pas un, mais deux milliards, peut-être. Un milliard pour la ratification du budget par la Douma, c'est-à-dire *en fonction* « de l'intérêt économique de l'Etat, *passé* au creuset d'un contrôle constitutionnel sévère ». Un autre milliard pour « la grande réforme agraire, *passant* par le creuset du travail créateur et véritablement constitutionnel de la représentation nationale ».

Le Conseil d'Etat corrigera *un peu* le projet agraire

cadet. Ce projet est déjà plein de phrases confuses qui ne décident de rien. *En fait*, tout dépend de la composition des comités agraires locaux. Les cadets sont *contre* leur élection au scrutin universel, direct, égal et secret. Les cadets sont pour une représentation *égale* des propriétaires fonciers et des paysans sous le contrôle du gouvernement. En adoptant *l'idée fondamentale* de l'admirable projet libéral, le gouvernement et les propriétaires fonciers ne risquent rien, car de *tels* comités, avec l'aide bienveillante du Conseil d'Etat, de Stolypine et Cie, feront immanquablement de « l'aliénation » des terres des propriétaires fonciers un asservissement forcé du paysan par un nouveau rachat ruineux du sable, des marais et des souches qu'on leur aura attribués.

Voilà la véritable signification de la politique gouvernementale et de la politique des cadets. Par leur trahison les libéraux aident les propriétaires fonciers à se tirer d'affaires habilement. Si les paysans (les « troudoviks ») continuent à suivre les libéraux, en dépit des mises en garde de la social-démocratie, le propriétaire foncier, aidé par son avocat libéral, les dupera inévitablement.

Ecrit le 28 mars (10 avril) 1907. Paru le 29 mars 1907 dans le journal « Naché Ekho » n° 4

Conforme au texte du journal

LES GUERRIERS INTELLECTUELS CONTRE LA DOMINATION DE L'INTELLIGENTSIA

Le n° 13 de la *Narodnaïa Douma* [123] a publié une interminable résolution sur les organisations ouvrières de masse et sur le congrès ouvrier, rédigée par un groupe d'écrivains et de militants mencheviques pour le prochain congrès. Les noms des écrivains, à la différence des autres résolutions mencheviques (sur la Douma d'Etat et sur la « plate-forme tactique »), ne sont pas cités. Nous ignorons si cette lacune est accidentelle ou bien si elle indique un nouveau regroupement des mencheviks à propos de ce problème. Rappelons qu'un menchevik, aussi ardent partisan du congrès ouvrier que El, a déclaré : « Seule une partie des mencheviks sympathise plus ou moins avec le congrès ouvrier » (p. 82 du recueil *Sur le congrès ouvrier de Russie. Pour le prochain congrès du P.O.S.D.R.*).

Passons au contenu de la résolution. Elle se divise en deux parties, A et B. L'exposé des motifs de la première partie renferme de très nombreux lieux communs sur l'utilité de l'organisation et de l'unification des masses ouvrières. « Pour et à cause de son importance », comme disait Bazarov [124], l'organisation se transforme même en *auto-organisation*. En vérité, ce mot n'exprime absolument rien, ne contient aucune idée précise, mais en revanche, est le favori des partisans du congrès ouvrier ! Peu importe que cette « auto-organisation » ne soit qu'une élucubration d'intellectuels qui cache la pauvreté d'idées valables en matière

d'organisation, il ne serait jamais venu à l'idée d'un ouvrier d'inventer l'« auto-organisation »...

L'exposé du motif critique la social-démocratie pour « le rôle dominant et déterminant qu'y jouent les intellectuels par rapport aux éléments prolétariens ». La critique est intéressante. Nous n'allons pas pour le moment nous arrêter à l'analyse de sa signification socio-historique effective, car cela nous éloignerait trop de notre sujet. Nous demanderons seulement : camarades « écrivains et militants mencheviques », pourquoi ne pas commencer par vous ? Pourquoi le médecin ne se soigne-t-il pas lui-même ? C'est qu'au travers de chaque phrase de votre résolution apparaît ce que vous appelez « le rôle dominant et déterminant des intellectuels » ! Pourquoi *vos* « intellectuels » *ne commençaient-ils pas* par s'écarter et laisser aux « éléments prolétariens » l'élaboration des résolutions ? ? Où sont les garanties que dans les « auto-organisations » que vous, « *écrivains* et militants mencheviques », projetez, ne se répétera pas le même phénomène ? ?

Larine, El et beaucoup d'autres partisans du congrès ouvrier « tancent » vertement la social-démocratie parce qu'elle *fait passer subrepticement* des résolutions. Et *au nom* de cette critique les *écrivains* « font passer » de nouvelles périodes assommantes et monotones sur l'« auto-organisation »... Quel tableau !

Notant en même temps « l'influence idéologique et *politique* » du Parti social-démocrate russe (c'est-à-dire le P.O.S.D.R. ? ou bien on a choisi ici à dessein un mot plus large afin d'inclure aussi Prokopovitch, Kouskova, Possé, etc. ?) sur les couches d'avant-garde du prolétariat, la résolution parle du désir d'« *unir les forces* » de la social-démocratie russe « avec les *éléments politiquement conscients du prolétariat* » (A, point 6).

Essayez, camarades, ne serait-ce qu'une fois, de *réfléchir* sur les mots qui vous servent à faire des phrases, un prolétariat « politiquement conscient » peut-il ne pas être *social-démocrate* ? Si c'est non, alors vos phrases ne sont que pléonasmes vides de sens, un son creux, orgueilleux et prétentieux. Il faut alors parler de l'élargissement du P.O.S.D.R. afin d'y inclure de véritables social-démocrates qui n'en font pas encore partie.

Si c'est oui, alors vous considérez le prolétariat socialiste-révolutionnaire comme également conscient. Lui refuser la « conscience *politique* » serait ridicule ! Il en résulte que sous le couvert de phrases ronflantes sur l'« auto-organisation » et l'« indépendance » du parti *de classe*, vous prônez *en fait* la *désorganisation* du prolétariat par l'intégration d'idéologues *non prolétariens*, *en confondant* la véritable indépendance (social-démocrates) avec la dépendance, avec la sujétion à l'idéologie et à la politique bourgeoises (socialistes-révolutionnaires).

Il est allé dans une chambre, il s'est retrouvé dans une autre [125]...

Tout à fait comme les anciens « économistes » intellectuels des années 1895-1901, qui imposaient aux ouvriers leur étroitesse, leur incertitude, leur lâcheté, leurs flottements, sous le couvert d'une « auto-organisation », d'un mouvement « purement ouvrier [126] », etc. !

Conclusion de la partie A : « Le congrès considère que la tâche immédiate la plus importante de la social-démocratie russe est de travailler la main dans la main avec les éléments d'avant-garde des masses ouvrières (c'est-à-dire la main dans la main avec les *ouvriers socialistes-révolutionnaires aussi*, et non *contre* eux ?) à l'union de ces derniers dans des organisations indépendantes, quelque modeste que soit le caractère politique qu'elles aient eu ou dû avoir selon les circonstances de lieu et de temps. »

Qu'y a-t-il ici de précis, de concret, qui sorte du cadre des *lamentations* intellectuelles ? De quoi s'agit-il ? On l'ignore.

Prenons les associations de consommation. Ce sont, à n'en pas douter, des *unions* ouvrières. Leur caractère *politique* est assez modeste. Sont-ce des organisations « *indépendantes* » ? ? Cela dépend des points de vue. Pour les social-démocrates, seules sont effectivement indépendantes les associations ouvrières pénétrées de l'esprit *social-démocrate*, et non seulement pénétrées de l'« esprit », mais liées tactiquement et politiquement avec la social-démocratie, soit en faisant partie du Parti social-démocrate, soit *en étant à ses côtés*.

Pour les syndicalistes, pour les « Sans-titre [127] », pour les partisans de Possé [128], pour les socialistes-révolution-

naires, pour les « progressistes sans-parti (*bourgeois*) », seules sont *indépendantes*, au contraire, les associations ouvrières qui *ne font pas partie* du Parti social-démocrate et qui *ne sont pas à ses côtés*, qui ne sont pas liées par leur politique effective et leur tactique avec la social-démocratie et seulement avec elle.

Cette différence de points de vue n'a pas été inventée par nous. Tout le monde reconnaît que ces deux points de vue existent, qu'ils *s'excluent* l'un l'autre et entrent toujours et partout en lutte à chaque « union » d'ouvriers. Ce sont des points de vue inconciliables, car pour les social-démocrates, le non-engagement (en tactique et en politique en général) n'est qu'une forme camouflée et donc particulièrement dangereuse de *soumission* des ouvriers à l'idéologie *bourgeoise*, à la politique bourgeoise.

Résultat : la résolution n'a au fond rien apporté dans sa conclusion. Au mieux, c'est une phrase vide. Au pis, c'est une phrase dangereuse, déroutant le prolétariat, obscurcissant les vérités *premières de la social-démocratie*, ouvrant au large la porte aux bourgeois déclassés, qui dans tous les pays d'Europe ont pendant longtemps fait beaucoup de tort au mouvement ouvrier *social-démocrate*.

Comment faut-il corriger la résolution ?

Il faut rejeter les belles phrases. Il faut dire simplement : les social-démocrates doivent contribuer à l'organisation des diverses associations ouvrières, comme par exemple les associations de consommation, en veillant fermement à ce que chaque association ouvrière serve de foyer à la propagande, à l'agitation et à l'organisation *social-démocrates*.

Ce serait, effectivement, une résolution « politiquement modeste » mais *concrète* et *social-démocrate*. Quant à vous, messieurs les intellectues combattant contre le « rôle dominant et déterminant des intellectuels », ce que vous avez fait n'a rien de prolétarien, c'est une phrase d'intellectuel.

La deuxième partie de la résolution (B) sera traitée la prochaine fois.

« Naché Ekho » n° 5,
30 mars 1907

Conforme au texte du journal

UN DÉSARROI COURROUCÉ

(À PROPOS DU CONGRÈS OUVRIER)

La deuxième partie (B) de la résolution examinée * est consacrée à la question du congrès ouvrier.

Les mencheviks ont tant écrit sur cette question, tant parlé, qu'il ne serait pas mauvais de faire une résolution qui dresserait réellement le bilan, qui écarterait malentendus et divergences dans l'interprétation des idées, une résolution qui donnerait au parti des directives claires et concrètes. Il suffit de dire que le dernier aperçu des publications russes sur le congrès ouvrier (la brochure citée plus haut *A propos du congrès ouvrier russe*) mentionne jusqu'à 15 titres de brochures et de revues traitant de cette question à la manière des mencheviks.

Examinons un peu les fruits de toute cette « discussion ».

Premier point de l'exposé des motifs :

« Les organisations ouvrières de masse, qui sont nées et se sont formées en raison des seuls besoins et exigences professionnels, locaux (?) et en général (?) des besoins et exigences de groupe (??), sans l'influence des partis et organisations social-démocrates, tendent naturellement à restreindre l'horizon idéologique et politique des masses ouvrières à la sphère étroite des intérêts professionnels et, plus généralement, privés, et des besoins journaliers des différentes couches et des différents groupes du prolétariat. »

---

* Cf. l'examen de la première partie dans le n° 5 de *Nachâ Ekho* [129]. (Voir le présent tome, pp. 315-318. — *N.R.*)

Que sont ces organisations *de masse* qui peuvent se former en raison des besoins *de groupe* ? Dieu seul le sait. Par groupe on entend toujours quelque chose de petit, diamétralement opposé à la masse. Les auteurs de la résolution enfilent les mots les uns après les autres, sans penser à leur contenu concret et précis.

Ensuite, que signifie : les organisations de masse formées en raison de besoins *locaux* ? Quel type d'organisation a-t-on en vue, cela reste encore une fois obscur. S'il s'agit d'organisations comme les associations de consommation, les coopératives, etc., leur trait distinctif ne réside pas dans leur caractère *local*. L'amour des mencheviks pour les généralités, l'absence d'exposé *concret* de la question, ce trait propre aux intellectuels, est radicalement étranger au prolétariat et dangereux pour lui.

En prenant les mots à la lettre, « les organisations *de masse* qui se sont formées en raison de besoins et d'exigences *locaux* » comprennent les *Soviets des députés ouvriers*. C'est un type d'organisation ouvrière de masse, très connu en Russie à l'époque révolutionnaire. On peut dire sûrement, qu'il est rare qu'un article sur le congrès ouvrier ou sur les organisations ouvrières de masse en général, passe sous silence ce type d'organisation. La résolution, comme pour ridiculiser les exigences d'une exposition précise et concrète des idées et des mots d'ordre, ne dit *pas un mot* des Soviets des députés ouvriers, *ni* des conseils des délégués ouvriers, etc.

Donc, on nous sert là une *critique équivoque* à propos d'organisations de masse *locales*, sans effleurer la question de leur signification *positive*, des conditions de leur activité, etc.

De plus, vous auriez beau apporter des rectifications partielles à ce premier point monstrueusement maladroit de l'exposé des motifs, il n'y subsisterait pas moins une erreur générale fondamentale. « Sans l'influence des partis prolétariens social-démocrates » non seulement les organisations professionnelles, locales, de groupe, mais aussi les organisations de masse *politiques* non locales « tendent à restreindre l'horizon des ouvriers ».

Le premier point de l'argumentation doit, dans l'esprit des auteurs, expliquer le passage au « congrès ouvrier rus-

se » : selon eux, les organisations locales, professionnelles, etc., restreignent l'horizon, mais *voilà* le congrès ouvrier russe, etc... Mais la logique trahit définitivement les honorables « écrivains et militants », car l'influence ou l'absence d'influence social-démocrate est possible dans les *deux* cas ! Au lieu d'une opposition, c'est la confusion...

Deuxième point des motifs :

« L'idée de la convocation d'un congrès ouvrier de Russie, appelé à prendre l'initiative de l'unification politique des ouvriers russes, a été accueillie avec sympathie dans les milieux ouvriers ; elle apportera un souffle unitaire dans l'organisation des masses ouvrières et mettra au premier plan les intérêts généraux de la classe ouvrière et ses tâches dans la révolution russe contemporaine. »

Premièrement, est-il vrai que la fameuse « idée » ait rencontré la sympathie des milieux ouvriers ? Le 5e point de l'exposé des motifs de la même résolution dit : « Aucun acte pratique sérieux en ce qui concerne sa préparation (du congrès ouvrier) *n'a encore montré* que les ouvriers eux-mêmes souhaitaient sa convocation. »

La vérité est dite ici par mégarde. Il y a déjà un tas d'écrits d'*intellectuels* sur le congrès ouvrier et aucun acte pratique sérieux de la part des *ouvriers eux-mêmes*. La tentative de rejeter sur les ouvriers l'invention des intellectuels a raté.

Voyons plus loin. Qu'est-ce que le congrès ouvrier ? Son but est de « prendre l'initiative de l'unification politique des ouvriers russes ».

Ainsi, ni le P.O.S.D.R., ni la manifestation de Rostov en 1902 [130], ni les grèves de l'été 1903 [131] et le 9 janvier 1905, ni la grève d'octobre 1905 n'ont encore pris cette initiative ! Jusque-là il y avait une histoire, mais maintenant il n'y en a plus ! « L'initiative » n'est prise que parce que Axelrod et Cie ont inventé le congrès ouvrier... C'est admirable.

Que signifie unification « *politique* » des ouvriers ? Si les auteurs n'ont pas imaginé une nouvelle terminologie spécialement pour ladite résolution, cela désigne l'union autour *d'un programme et d'une tactique politiques précis.* Lesquels exactement ? ? Nos intellectuels ne savent-ils pas qu'il y a eu et qu'il y a dans le monde entier *des unions*

politiques d'ouvriers sous le drapeau de la *politique bourgeoise* ? Ou bien cela ne concerne pas la Sainte Russie ? Toute union politique des ouvriers de la Sainte Russie est-elle par là même une union social-démocrate ?

Les malheureux auteurs de la résolution se sont égarés si piteusement parce qu'ils *n'ont pas osé* exprimer franchement l'idée qui en fait est à la base du congrès ouvrier, et qui a été énoncée depuis longtemps déjà par ses partisans plus sincères ou plus jeunes et plus ardents. Cette idée est que le congrès ouvrier doit être *sans-parti*. De fait, vaudrait-il la peine de parler sérieusement d'un *congrès* ouvrier *de parti* ? ?

Mais nos mencheviks ont eu peur de dire franchement et ouvertement la *vérité* : « union politique ouvrière sans-parti »...

Conclusion de ce point : l'idée de la convocation du congrès « apportera un souffle unitaire dans l'organisation des masses ouvrières, mettra au premier plan les intérêts généraux de la classe ouvrière et ses tâches »... D'abord l'organisation, et ensuite les *tâches*, c'est-à-dire le programme et la tactique ! N'est-ce pas en sens inverse qu'il faut raisonner, camarades « écrivains et militants » ? Pensez un peu : peut-on *unifier* en matière d'organisation, si les conceptions des intérêts et des tâches de classe restent *désunies* ? Lorsque vous y aurez réfléchi, vous serez convaincus que cela ne se peut.

Or, divers partis comprennent *différemment* les intérêts généraux de la classe ouvrière et ses tâches dans la révolution contemporaine. Même dans le P.O.S.D.R. unifié, les mencheviks, les partisans de Trotski et les bolcheviks comprennent différemment ces tâches. Songez un peu, camarades : ces divergences peuvent-elles *ne pas se refléter* dans le congrès ouvrier ? *Ne pas émerger ?* Ne pas se compliquer de divergences avec les anarchistes, les socialistes-révolutionnaires, les troudoviks, etc., etc. « L'idée de la convocation d'un congrès ouvrier » ou sa convocation peuvent-elles *écarter* ces divergences ??

Si bien que la promesse des auteurs de la résolution que « l'idée de la convocation du congrès apportera un souffle *unitaire*, etc.,» est, soit le rêve innocent d'un très jeune intellectuel influencé par le dernier livre lu, soit de

la démagogie, c'est-à-dire une promesse irréalisable destinée à entraîner les masses.

Non, camarades. Ce qui unit, c'est la lutte réelle, c'est l'évolution des partis, leur lutte de longue haleine au parlement et en dehors, c'est la grève générale, etc. Mais la convocation expérimentale d'un congrès sans-parti n'apportera pas l'union réelle, n'établira pas l'unité de conception des « intérêts et des tâches ».

Bien sûr, on peut dire que la lutte des divers partis au congrès ouvrier donnera un champ plus large à l'action des social-démocrates et les mènera à la victoire. Si c'est ainsi que vous voyez le congrès ouvrier, alors il faut le dire franchement, sans promettre monts et merveilles du « souffle unitaire ». Si vous ne le dites pas franchement, vous risquez que les ouvriers, égarés et aveuglés par les promesses, viennent au congrès pour une *union politique*, voient en fait d'énormes et *inconciliables* divergences politiques, voient *l'impossibilité* d'une union immédiate des socialistes-révolutionnaires, des social-démocrates, etc..., et *s'en aillent déçus*, en maudissant les intellectuels qui les auront trompés, la « politique » et le socialisme en général. Le fruit de cette déception ne manquera pas d'être le slogan « à bas la politique ! à bas le socialisme ! ils divisent au lieu d'unir les ouvriers ! » Il en résultera un renforcement des formes primitives d'un trade-unionisme pur ou d'un syndicalisme naïf.

Bien sûr, la social-démocratie gagnera *en fin de compte*, elle sortira de toutes les épreuves, elle unira tous les ouvriers. Mais est-ce une raison pour mener une politique d'aventures ?

Troisième point :

« Apportant aux tentatives isolées d'organisation des masses du prolétariat socialement actives (que ne dirait-on pas « pour et à cause de l'importance » !) un but d'union aussi concret que la convocation d'un congrès ouvrier général (il n'est plus déjà panrusse mais général. Est-ce à dire de tout le parti ou sans-parti ? N'ayez donc pas peur, camarades !), la propagande et l'agitation en faveur de sa convocation donneront à leur tour une grande impulsion à l'aspiration de ces couches à l'auto-organisation (c'est-à-dire *sans l'influence social-démocrate*, car alors ce ne serait

pas une auto-organisation ?) et augmenteront leur activité dans cette direction. »

Cela s'appelle jouer les Ponce Pilate. 2e point : le congrès ouvrier apportera un souffle unitaire. 3e point : l'union autour d'un but concret donnera de l'impulsion à l'auto-organisation. Pourquoi l'auto-organisation ? Pour le congrès ouvrier. Pourquoi le congrès ouvrier ? Pour l'auto-organisation. Pourquoi des résolutions d'écrivains contre la domination des intellectuels ? Pour la propre satisfaction des intellectuels.

4e point :

« Etant donné la popularité grandissante de l'idée d'un congrès ouvrier dans les milieux ouvriers, une attitude passive et sourtout hostile de la part des partis (?? faute d'impression ? du parti social-démocrate ?) envers les tentatives faites pour la mettre en application, ouvrirait un large champ aux aventuriers sans principe poussant les ouvriers sur une voie erronée, et les jetterait dans les bras de divers démagogues. »

C'est un point extrêmement courroucé où un grand désarroi perce. Contre qui se battent-ils, ils ne le savent pas très bien eux-mêmes, et c'est pourquoi ils tirent sur les leurs.

Je prends la dernière livraison (Ve) des *Otgoloski* [132]. E. Tcharski écrit contre I. Larine : I. Larine « découvre tout à coup une panacée en matière d'organisation »... « un remède inattendu »... « la confusion »... « I. Larine ne remarque pas qu'il propose de consacrer par un acte « conscient » des tendances spontanées de la révolution franchement hostiles à la cause de la cohésion de classe des masses ouvrières. Et tout cela se fait au nom du congrès ouvrier. » « En tous cas, nous avons devant nous un terrain extrêmement propice à toute sorte de « démagogie agraire »... « Les conclusions de la pensée troublée du camarade Larine. »

Cela suffit, semble-t-il ? Larine accusé par les *mencheviks* de démagogie et d'aventurisme, car le remède, la panacée et autres compliments visent justement l'aventurisme.

Donc ils misaient une chose et en ont atteint une autre ! En vérité, ils n'ont pas reconnu les leurs. Considérez encore que si Larine, pour les auteurs de la résolution, donne

dans l'aventurisme et la démagogie, El et Cie *vont plus loin que Larine*. El écrit franchement (« Congrès ouvrier de Russie », Moscou 1907) qu'il y a *deux tendances* dans la question du congrès ouvrier, qu'*eux*, les mencheviks de Moscou, ne sont d'accord ni avec « ceux de Pétersbourg » (p. 10) ni avec Larine. « Ceux de Pétersbourg » ne voudraient qu'un congrès de l'avant-garde ouvrière, et ce serait une simple « variante d'un congrès de parti » (pp. 10-11). Larine « est considéré à Pétersbourg comme un hérétique et un tolérant » (p. 10). Larine veut un « parti ouvrier panrusse ». Les Moscovites veulent une *union ouvrière panrusse* ».

On se demande ce qu'on va faire de El, Ahmet T., Arkhangelski, Solomine et Cie, si on a « arrangé » ainsi Larine dans les *Otgoloski* ? Donc et Larine et les Moscovites tombent sous le coup du terrible 4e point !

Mais si vous vous fâchez, chers camarades, et si vous critiquez dans votre résolution la « *voie erronée* », vous devez dire au moins où est la *véritable voie*. Autrement votre désarroi courroucé tourne au ridicule. En effet, rejetant l'« union ouvrière panrusse » et le « parti ouvrier panrusse », *vous ne dites pas un mot* du but pratique pour lequel *vous* voulez un congrès ouvrier !

Démagogues et aventuriers sont capables de s'accrocher au congrès ouvrier pour des buts erronés. *C'est pourquoi*, nous, social-démocrates, devrions faire preuve de sympathie à l'égard du congrès ouvrier, sans indiquer *aucun but* à ce congrès... Je vous le dis, la résolution menchevique est une véritable collection d'inepties.

5e point :

« D'un autre côté, les tâches du congrès ouvrier, les voies et les moyens de sa préparation ont encore été très peu tirés au clair dans les milieux social-démocrates (on les a quand même suffisamment tirés au clair pour que Larine et les Moscovites *indiquent clairement* les tâches du congrès, les voies et les moyens ! A quoi bon se cacher la tête sous l'aile, camarades de Pétersbourg. Les canards pondus par Axelrod ne passeront pas pour autant sur la terre ferme !) ; aucun acte pratique sérieux en ce qui concerne sa préparation n'a encore montré que les ouvriers eux-mêmes souhaitaient sa convocation ; le congrès n'appa-

raîtra comme l'expression réelle, et non imaginaire de la volonté collective des couches conscientes du prolétariat et ne servira la cause de son union en tant que classe, que si sa convocation est préparée par leur initiative propre et organisée, avec le concours systématique et renforcé du parti. »

C'est ce qui s'appelle bien commencer pour mal finir. Que Larine et de jeunes Moscovites fassent montre d'« initiative personnelle », et déjà ceux de Pétersbourg leur crient : attendez ! vous n'êtes pas encore l'expression de la volonté collective ! vous avez encore très peu tiré au clair la question ! la convocation du congrès (*sans-parti*) n'est pas encore préparée par le concours renforcé *du parti* !

Pauvres camarades El, Ahmet T. et Cie ! Ils ont manifesté tant de joie et un si bel entrain juvénile, ils ont édité deux recueils d'articles sur le congrès ouvrier, examiné la question sous tous les angles, expliqué sa signification politique et en matière d'organisation, et l'attitude envers la Douma, le parti et « élément petit-bourgeois », puis, soudain, grâce à Axelrod, quelle volte-face !

Nous craignons que si jusqu'ici seul Larine « se révoltait » (rappelez-vous : « hérétique et tolérant ») contre le *menchevisme formaliste* *, cette révolte ne devienne maintenant une *insurrection*... Axelrod a promis l'initiative et un véritable congrès ouvrier contre la domination des intellectuels, et maintenant les écrivains de Pétersbourg décident et *expliquent* que cette initiative nécessiterait... la permission de ce même parti « intellectuel » qu'on invective !

* * *

Rien d'étonnant à ce que les conclusions d'une telle argumentation soient tout à fait curieuses :

« En conclusion de toutes ces considérations, le congrès du P.O.S.D.R. propose aux camarades, ouvriers et intellectuels (vraiment ? quelle bienveillance de la part de combattants contre la « domination » d'intellectuels !), de procéder (mais pas à la manière de Larine ou de Ahmet !) à l'étude approfondie des questions relatives au programme

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, p. 374. (*N.R.*)

et aux tâches du congrès ouvrier, au travail de propagande, d'agitation et d'organisation pour sa préparation, et aux voies et moyens de sa convocation.

« Le congrès du parti considère en même temps qu'il est du devoir des institutions du parti de soutenir toutes tentatives de propagande, d'agitation et d'organisation en vue de la préparation du congrès ouvrier ; il considère l'agitation hostile aux tentatives de ce genre comme inadmissible par principe, étant donné qu'elle s'efforce de conserver et de perpétuer le régime suranné de parti dans la social-démocratie russe, devenu incompatible avec le niveau de développement actuel, avec les intérêts qui groupent à l'intérieur et autour de lui les éléments prolétariens, et avec les intérêts de la révolution. »

Eh bien, comment ne pas appeler cela du grand désarroi courroucé ? Comment ne pas rire d'une telle résolution ?

Le congrès du parti interdit de défendre *le régime suranné de parti*, régime que le congrès lui-même approuve !

Le congrès du parti *ne propose aucune* réforme du régime suranné, *reporte* même le fameux « congrès ouvrier » (dans le but d'« une unification politique » inconcevable) et en même temps *oblige à soutenir ... « les tentatives »* !

Véritable grognement d'intellectuel impotent : je suis mécontent du régime suranné actuel de parti, je ne veux pas le conserver ni le perpétuer ! — Parfait. Vous ne voulez pas conserver, proposez des transformations précises, nous les examinerons volontiers. Soyez gentils, dites, quel genre de congrès ouvrier souhaiteriez-vous ? — Ce n'est pas encore tiré au clair... Le désir ne s'est pas encore manifesté... la convocation n'est pas préparée. Il faut *s'occuper d'étudier*. Parfait. Ecrire des résolutions pour dire qu'il faut « *s'occuper d'étudier* », cela n'en vaut vraiment pas la peine, chers camarades, car cette étude dure depuis longtemps déjà. Mais un parti ouvrier n'est pas un club pour des « études » d'intellectuel, mais une organisation prolétarienne de lutte. L'étude est une bonne chose, mais il faut vivre et agir. Quelle *organisation du parti* permet de vivre et d'agir ? L'ancienne ? — Gardez-vous de défendre la vieille organisation surannée, de la conserver et la perpétuer ! — Parfait, etc...

Et cela recommence. L'intellectuel fait le difficile et se fâche de sa propre irrésolution, de son propre désarroi. Tel est le dernier mot du « menchevisme formaliste ».

* * *

En tournant autour du pot les écrivains mencheviques ont réussi à éluder cette question pourtant brûlante et qui se pose dans la vie comme dans la littérature : un Parti ouvrier social-démocrate indépendant ou son *remplacement* par (variante : sa subordination à) une organisation politique sans-parti du prolétariat ?

Notre résolution bolchevique résout *franchement* et avec précision cette question en la posant ouvertement. Il est inutile de s'y dérober, que ce soit par désarroi ou par un bienveillant esprit de conciliation. S'y dérober est inutile, car le *remplacement* est proposé et le travail *pour un tel changement* est en marche. Les couveuses intellectuelles du menchevisme ont pondu des canards. Les canards se sont mis à nager. Les couveuses *doivent* choisir : sur l'eau ou sur la terre ? Leur réponse (qui peut se traduire de façon assez précise par la formule : ni sur l'eau, ni sur terre, mais *dans la boue*) n'en est pas une, mais un ajournement, un atermoiement.

Axelrod ne pouvait pas retenir Larine. Larine ne pouvait pas retenir El, Ahmet T. et Cie. Ces derniers ne peuvent retenir les anarcho-syndicalistes.

Sur l'eau ou sur terre, messieurs ?

Nous voulons aller sur la terre ferme. Nous vous prédisons que plus vous serez décidés à patauger dans la boue, plus vite vous reviendrez sur la terre.

« Pour l'élargissement et le renforcement de l'influence social-démocrate sur les larges masses du prolétariat » nous ne proposons pas de remplacer la social-démocratie par un « parti ouvrier » de type sans-parti, une « union ouvrière panrusse », au-dessus du parti, un congrès ouvrier aux buts inconnus, mais quelque chose de simple, de modeste, d'étranger à la manie des projets : il est indispensable « d'une part, de renforcer le travail d'organisation des unions professionnelles, la propagande et l'agitation social-démocrate en leur sein, et d'autre part, d'amener des masses toujours plus larges de la classe ouvrière à parti-

ciper aux activités des organisations du parti de toute sorte » (dernier point de la résolution bolchevique).

Cela paraît aux intellectuels blasés trop « suranné », *trop ennuyeux*. Laissons-les tirer des plans sur la comète ; nous suivrons les ouvriers et nous irons au « congrès ouvrier » (s'il a lieu) pour y montrer *en fait* la justesse de nos prédictions et... nous reviendrons avec les ouvriers déçus (déçus plus exactement par quelques chefs intellectuels) au travail « suranné » dans les unions professionnelles et les organisations du parti de toute sorte.

* * *

Comment expliquer la tendance « congrès ouvrier » dans notre parti ? Nous ne pouvons ici que noter succinctement trois causes fondamentales à nos yeux : 1) la fatigue des intellectuels petits-bourgeois face à la révolution ; 2) l'originalité de l'opportunisme social-démocrate russe, qui s'est développé historiquement dans le sens d'une subordination du mouvement « purement ouvrier » à l'influence de la bourgeoisie ; 3) les traditions mal assimilées de la révolution d'octobre 1905 en Russie.

Ad. 1) *Chez une partie* des partisans du congrès ouvrier, on voit clairement la fatigue face à la révolution et le désir de légaliser coûte que coûte le Parti, de ne plus mentionner la république, la dictature du prolétariat, etc. Un congrès ouvrier légal serait un moyen commode d'y parvenir. De là (en partie aussi pour la seconde raison) la sympathie des socialistes-populistes, des « sans-titre », tendance bernsteinienne (du *Tovarichtch*, etc.), et des cadets pour ce congrès.

Ad. 2) Prenez la première forme historique de l'opportunisme social-démocrate russe. Le début du mouvement ouvrier de masse (deuxième moitié des années 90 du siècle passé) a donné naissance à cet opportunisme sous forme d'« *économisme* » *et de strouvisme*. Le lien entre l'un et l'autre a été expliqué *alors* à plusieurs reprises par Plékhanov, Axelrod et tous les vieux *iskristes*. Le *Credo* célèbre de Prokopovitch et Kouskova (1899-1900) exprimait ce lien avec vigueur : que les intellectuels et les libéraux mènent la lutte politique, et les ouvriers la lutte économique. Le parti ouvrier politique est une invention de l'intellectuel révolutionnaire.

Ce *Credo* classique exprime avec clarté la signification historique et sociale de l'attirance intellectuelle pour un mouvement « purement ouvrier ». C'est la subordination de la classe ouvrière (au nom des tâches « purement ouvrières ») à la politique et à l'idéologie *bourgeoises*. L'« attirance » des intellectuels exprimait les tendances capitalistes à soumettre aux libéraux les ouvriers inconscients.

Maintenant, à un plus haut degré de développement, nous assistons *au même phénomène*. Les blocs avec les cadets, la politique de soutien aux cadets en général et le congrès ouvrier sans-parti, ce sont les deux faces d'une même médaille, liées comme le sont le libéralisme et le mouvement purement ouvrier dans le *Credo*. *En fait*, le congrès ouvrier sans-parti exprime la même tendance capitaliste à *affaiblir* l'indépendance de classe du prolétariat et à le *soumettre* à la bourgeoisie. Cette tendance se manifeste avec éclat dans les plans de remplacement de la social-démocratie par une organisation ouvrière *sans-parti* ou de sa *subordination* à cette dernière.

D'où la sympathie des socialistes-populistes, des « sans-titre », des socialistes-révolutionnaires, etc., pour l'idée d'un « congrès ouvrier ».

Ad. 3) La révolution bourgeoise russe a créé des organisations de masse du prolétariat originales qui ne ressemblent pas aux organisations européennes habituelles (unions professionnelles et partis social-démocrates). Ce sont les Soviets des députés ouvriers.

Erigeant de manière schématique ces organisations en système (comme l'a fait Trotski), manifestant une sympathie abstraite pour l'élan révolutionnaire du prolétariat, se laissant entraîner par la phraséologie « à la mode » du « syndicalisme révolutionnaire » (c'est le cas de quelques partisans moscovites du congrès ouvrier), il est facile d'arriver à l'idée du congrès ouvrier non par voie opportuniste, mais révolutionnaire.

Mais c'est une attitude dépourvue d'esprit critique envers une sublime et glorieuse tradition révolutionnaire.

En fait, les Soviets des députés ouvriers et autres institutions semblables étaient des organismes de l'insurrection. Leur force et leur succès dépendaient entièrement de la force et du succès de l'insurrection. Leur apparition ne

fut pas une comédie mais un exploit du prolétariat seulement au moment où l'insurrection prenait de l'ampleur. En présence d'une nouvelle montée de la lutte, alors qu'elle entre dans *cette phase*, de telles institutions sont bien sûr inévitables et souhaitables. Mais il ne faut pas que leur développement historique se borne à être le prolongement schématique des Soviets de députés ouvriers locaux en un congrès ouvrier panrusse ; il doit consister à transformer les organismes embryonnaires du pouvoir révolutionnaire (ce qu'étaient justement les Soviets des députés ouvriers) en organismes centraux du pouvoir révolutionnaire vainqueur, en gouvernement révolutionnaire provisoire. Les Soviets des députés ouvriers et leur union sont indispensables à la victoire de l'insurrection. L'insurrection victorieuse créera immanquablement d'*autres* organismes.

* * *

La social-démocratie russe ne doit certes pas jurer de ne jamais participer au congrès ouvrier, car la révolution suit une voie sinueuse et peut présenter les situations les plus diverses et les plus originales. Mais une chose est d'étudier attentivement les diverses circonstances d'une révolution tantôt ascendante, tantôt descendante, d'essayer de les utiliser, et c'en est tout à fait une autre que de s'adonner à la manie des projets confus ou antisocial-démocrates.

Ecrit en avril 1907.
Imprimé en 1907 dans le recueil « Questions de tactique » II.
Ed. « Novaïa Douma », St-Pétersbourg.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du recueil

LA QUESTION AGRAIRE ET LES FORCES DE LA RÉVOLUTION

Le *Troudovoï Narod* [133], organe des troudoviks et des membres de l'« Union paysanne », définit le rapport des forces à la Douma sur la question de la terre, « question vitale » pour la paysannerie.

« Troudoviks (100), socialistes-populistes (14) et socialistes-révolutionnaires (34), en tout 148 députés peuvent, au nom des intérêts du peuple laborieux, se montrer solidaires à propos de la question agraire. En supposant les social-démocrates (64) d'accord avec ces députés sur bien des points relatifs à la question agraire, *on totalisera 212 députés.*

Ils auront contre eux tous : les cadets (91), le Kolo polonais (46), les sans-parti (52), les octobristes et les modérés (32), *au total 221 députés.*

La majorité est contre. Nous n'avons compté ni les musulmans (30) ni les Cosaques (17) ; dans le meilleur des cas une moitié d'entre eux se joindra peut-être à la gauche et l'autre à la droite ; de toute façon les députés favorables au projet de la loi agraire des troudoviks restent en minorité. »

Dans ce dénombrement ne figurent pas les monarchistes (22), mais leur inclusion ne fait que renforcer la conclusion des troudoviks.

Ce bilan est intéressant à deux points de vue : d'abord il met en lumière la question capitale du rapport des forces sociales dans la révolution russe d'aujourd'hui ; il permet, en second lieu, d'élucider le rôle de la Douma et de la lutte qui s'y livre pour le mouvement de libération.

Les social-démocrates sont tous persuadés que notre révolution est une révolution *bourgeoise* par le contenu économique et social du bouleversement qu'elle opère. Cela

veut dire que celui-ci tient aux rapports de production capitalistes, et qu'il aura pour conséquence inévitable le développement continu de ces rapports précisément. Autrement dit, la subordination de toute l'économie sociale à la loi du marché, au pouvoir de l'argent, *reste en vigueur* même avec la *liberté* la plus complète et la victoire la plus complète des paysans dans leur lutte pour la *terre*. Lutter pour la terre, pour la liberté, c'est lutter pour les conditions d'existence de la société bourgeoise, car la domination du *capital* subsiste même dans la république la plus démocratique, quelles que soient les conditions de la remise « de toute la terre au peuple ».

Cette opinion peut paraître étrange à qui ne connaît pas la docrine de Marx. Mais il est aisé de se rendre compte de sa justesse : il n'est que de se rappeler les résultats de la Grande révolution française, l'histoire des « terres libres » américaines, etc.

En qualifiant de bourgeoise la révolution actuelle, les social-démocrates n'ont nullement l'intention d'amoindrir ses tâches et d'en diminuer l'importance. Au contraire, tant que les ennemis historiques encore plus anciens du prolétariat n'auront pas été abattus, la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste ne peut prendre une extension suffisante ni remporter la victoire.

Aussi la tâche principale du prolétariat en ce moment consiste-t-elle à conquérir la liberté la plus complète et à abolir le plus complètement possible la propriété foncière des servagistes. Grâce seulement à un tel effort de démolition démocratique totale de la vieille société semi-féodale, le prolétariat peut parfaitement gagner en force comme classe indépendante, dégager pleinement ses tâches propres, c'est-à-dire les tâches socialistes, de l'ensemble des tâches démocratiques communes « à tout le peuple opprimé» et s'assurer les meilleures conditions d'une lutte vraiment libre, la plus large et la plus intense pour la conquête du socialisme. Lorsqu'il s'agit d'un mouvement de libération démocratique bourgeois qui n'a pas été mené à son terme, le prolétariat se voit obligé de consacrer bien plus d'efforts non pas aux objectifs de sa classe, c'est-à-dire socialistes, mais aux tâches démocratiques générales, c'est-à-dire démocratiques bourgeoises.

Mais le prolétariat socialiste peut-il accomplir la révolution bourgeoise en toute indépendance et en qualité de force dirigeante ? L'idée de révolution bourgeoise n'implique-t-elle pas que seule la bourgeoisie peut la faire aboutir ?

Mais les mencheviks ont souvent tendance à adopter ce point de vue. Mais c'est là une caricature du marxisme. Bourgeois par son contenu économique et social, le mouvement de libération ne l'est point par ses forces motrices. Ce n'est pas la bourgeoisie qui peut en être la force motrice mais le prolétariat et la paysannerie. Pourquoi est-ce possible ? Parce que le prolétariat et la paysannerie, plus encore que la bourgeoisie, souffrent des survivances du servage et éprouvent un besoin plus pressant de conquérir la liberté et de secouer le joug des seigneurs terriens. Par contre, la victoire totale de la révolution serait une menace pour la bourgeoisie : le prolétariat utiliserait la pleine liberté contre la bourgeoisie et le ferait d'autant plus aisément que cette liberté serait plus complète et la destruction du pouvoir des gros propriétaires fonciers plus totale.

D'où la tendance de la bourgeoisie à arrêter la révolution bourgeoise à mi-chemin, avec une demi-liberté, en se contentant d'une transaction avec l'ancien pouvoir et les propriétaires fonciers. Tendance qui lui est dictée par ses intérêts de classe. A l'époque de la révolution bourgeoise allemande de 1848, elle s'était déjà manifestée avec tant de relief que le communiste Marx dirigea la pointe de la politique prolétarienne contre la bourgeoisie libérale « conciliatrice » [134] (expression de Marx).

Chez nous, en Russie, la bourgeoisie est encore plus lâche ; le prolétariat, lui, est beaucoup plus conscient et mieux organisé que le prolétariat allemand de 1848. Chez nous, la victoire totale du mouvement démocratique bourgeoise n'est possible qu'à l'encontre de la bourgeoisie libérale « conciliatrice », et seulement si la masse de la paysannerie démocratique suit le prolétariat dans la lutte pour la liberté complète et pour la remise de toute la terre aux paysans.

La deuxième Douma confirme cette appréciation plus nettement encore. Même les paysans comprennent aujourd'hui qu'il faut situer les bourgeois libéraux, les cadets à

droite, et les paysans et les ouvriers à gauche. Il est vrai que les troudoviks, les socialistes-populistes et les socialistes-révolutionnaires hésitent continuellement entre la bourgeoisie et le prolétariat et que, politiquement, ils traînent *en fait* très souvent *à la remorque* des libéraux. (Leur vote pour Golovine, leur « tactique du silence », leur accord pour confier à une commission l'examen du budget, etc., etc.[135]). Ces hésitations ne sont pas accidentelles. Elles sont dues à la nature de classe de la petite bourgeoisie.

Pourquoi faut-il situer les cadets à droite dans une question aussi grave que celle de la terre ? C'est que leur politique agraire est, quant au fond, une politique favorable aux *propriétaires fonciers*. L'« aliénation forcée » proposée par les cadets signifie en fait *l'obligation pour les paysans de payer aux propriétaires fonciers* une indemnité *ruineuse* puisque ce sont ces *derniers* qui, dans la pratique, *fixeront* le montant des rachats et celui des impôts : à l'échelle locale ils domineront avec les fonctionnaires dans les comités agraires (dont l'élection au suffrage universel n'a pas été appuyée par les cadets à la première Douma), tandis qu'en matière de législation centrale ils joueront le rôle principal par l'intermédiaire du Conseil d'Etat, etc. Le « libéralisme » cadet est celui de l'avocat de la bourgeoisie qui *réconcilie* le paysan avec les propriétaires fonciers *et à l'avantage de ces derniers* *.

Passons à la seconde question. Les cadets et la droite représentent la majorité à la Douma. « *Comment se tirer de là ?* » interroge le *Troudovoï Narod*. La réponse est bien simple : pour « se tirer de là », il faut s'élever au-dessus des discussions purement parlementaires.

---

* A propos de la phrase de la *Retch* affirmant que l'on ne peut parler des cadets comme de propriétaires fonciers que dans des meetings, nous ajouterons ceci : d'après un livre bien connu, intitulé *Les membres de la IIe Douma d'Etat* (St-Pétersbourg 1907), nous avons dénombré 79 cadets certains, *dont 20 propriétaires fonciers*. Nommons *Toutchkov*, *Bogouslavski*, *Biglov*, Bakounine, *Roditchev*, *Bogdanov*, Salazkine, *Tatarinov*, *Stakhovitch*, *Ikonnikov*, *Savéliev*, *Doloroukov*, *Tchelnokov*, *Golovine*, les deux *Pérélechine*, *Volotski*, Tchernosvitov. Sont soulignés les maréchaux de la noblesse [136], les chefs de zemstvos [137] et les présidents des Conseils de zemstvos [138].

Cela serait nécessaire même dans le cas où la gauche formerait la majorité à la Douma, car la Douma ne jouit d'aucun pouvoir, et le Conseil d'Etat « *améliorera* » toujours au profit des propriétaires fonciers *n'importe lequel* de ses projets. Cela est nécessaire aussi à l'heure actuelle, non pas dans un sens subjectif de parti, mais dans un sens historique objectif : *sinon* la question de la terre ne peut être décidée qu'*au profit* des propriétaires fonciers.

« Naché Ekho » n° 7,
1er avril 1907

Conforme au texte du journal

DOUMA ANÉMIQUE OU PETITE BOURGEOISIE ANÉMIQUE ?

Le nombre des organes de presse quotidiens se situant à gauche des cadets s'accroît peu à peu. La voix de la gauche de la Douma se trouvant entre les cadets et les social-démocrates se fait plus forte.

La presse quotidienne des « socialistes-populistes » est une nouveauté. Leur journal *Obchtchestvennoïé Diélo* (dimanche, 1er avril) a pris d'emblée un ton extrêmement significatif de plainte, de regret, de repentir.

De quoi se plaignent-ils ? De ce que la Douma est « anémique ».

Que regrettent-ils ? Le règne trop long du mot d'ordre « préservez la Douma ».

De quoi se repentent-ils ? De leur concours à la tactique des cadets.

En vérité, ce repentir est loin d'être complet, véritable et sincère, et de mériter, selon la maxime bien connue, un demi-pardon. Le repentir des « socialistes-populistes » est tellement peu sincère que dans ce premier numéro contrit, ils nous répondent par une sortie haineuse comme quoi nous, les social-démocrates bolcheviques « résolvons les divergences en traitant l'adversaire d'ignorant et de pitoyable », etc., que nous attribuons « *au mépris des faits* », à l'adversaire, « l'adhésion à l'opportunisme ».

Nous n'aurions certes pas occupé le lecteur avec cette question de la sincérité du repentir des socialistes-populistes, si elle n'était pas directement et très étroitement liée à des problèmes d'une importance capitale, tels que

l'appréciation de la seconde Douma, et, plus encore, l'appréciation de toute la révolution russe.

Les populistes constituent à la Douma trois fractions unies sur une série de questions fondamentales, menant une politique plus ou moins commune et solidaire, reflétant d'une façon ou d'une autre les intérêts et l'optique d'une immense partie du peuple russe.

Cette catégorie de députés comprend surtout des paysans et l'on peut à peine mettre en doute le fait que la grande masse de la paysannerie a exprimé avec le maximum de précision ses besoins (et ses préjugés) par l'intermédiaire de cette catégorie de députés de la Douma, et pas par une autre. Par conséquent, la question de la politique des populistes à la Douma est liée à la question de la politique de la masse paysanne, sans la participation de laquelle il ne peut être question de victoire du mouvement de libération.

Les socialistes-populistes mentent de façon évidente et criante en disant que les social-démocrates résolvent les divergences par l'injure ou bien en accusant à tort les troudoviks (c'est-à-dire les populistes) d'opportunisme. C'est faux, messieurs, car, *dès le début* de l'activité de la deuxième Douma, tout à fait indépendamment des populistes et de la lutte avec eux, les social-démocrates *portaient déjà* sur le fameux mot d'ordre « préservez la Douma » ce jugement dont vous vous rapprochez maintenant bon gré mal gré :

« Préservez la Douma! », écrivait le *21 février* notre collègue N.R. [139]. C'est le cri qui jaillit sans discontinuer de la bouche des électeurs bourgeois et qui est répété par la presse bourgeoise non seulement cadette mais aussi de « gauche », du type *Tovarichtch*... Le secret pour la préserver a été depuis longtemps découvert par la presse octobriste ultra-réactionnaire et par le gouvernement. Il est facile de préserver la Douma, si elle est « laborieuse » et « législativement docile », c'est-à-dire si elle se prosterne servilement devant le gouvernement, sans se décider à aller plus loin que des requêtes timides et des sollicitations humiliées. Il est facile de préserver la Douma si elle trahit la cause de la libération nationale et en fait offrande à la clique ultra-réactionnaire. On peut conserver la Douma dans le seul cas où le pouvoir reste dans les anciennes mains. Cela doit être clair pour tous, il ne faut pas l'oublier. Mais peut-on vraiment conserver la Douma au prix de la trahison ! A cette question, la social-démocratie répond bien haut et clairement : jamais ! Le prolétariat

et la paysannerie n'ont pas besoin d'une Douma traître. Ce n'est pas pour rien que les paysans moscovites eux-mêmes ont déclaré à leur député : « Peu importe que l'on vous dissolve, ne trahissez pas la volonté du peuple. » Si la Douma a pour souci essentiel de ne pas irriter le gouvernement, elle se privera de la confiance du peuple, elle ne remplira pas sa tâche qui consiste à aider dans la mesure du possible à l'organisation des masses populaires pour la victoire sur la réaction et le triomphe du mouvement de libération... On ne craint que les forts. Et on ne respecte que les forts. Les cris hystériques de « préservez la Douma » ne sont pas dignes d'un peuple libre et de ses élus. »

Cela a été écrit le *deuxième jour* après l'ouverture de la deuxième Douma. Et c'est clair, il me semble !

Les populistes, représentant, dans leurs écrits comme en politique générale et à la Douma, les intérêts des diverses couches de la petite bourgeoisie, des petits propriétaires (à la ville, mais surtout à la campagne, c'est-à-dire des paysans) commencent à comprendre maintenant que les social-démocrates disaient la vérité. Les événements *ont donné raison* à notre politique.

Mais, pour « ne pas arriver trop tard », pour ne pas se transformer en politicien à l'esprit d'escalier, il ne suffit pas de tirer les leçons des événements. Il faut *comprendre* la marche de ceux-ci, comprendre les rapports *fondamentaux* entre les classes, *déterminant* la politique des divers partis et de toute la Douma.

« Préservez la Douma » est un mot d'ordre cadet exprimant la politique cadette. En quoi consiste-t-elle ? En l'accord avec la réaction contre les revendications du peuple. Par quoi s'exprime cet accord ? Par la soumission aux institutions et aux limites d'action établies par la réaction. Par la transformation des revendications de liberté et des exigences du peuple en pauvres « réformes » misérables et mensongères, *trouvant place* dans ces limites. Pourquoi les social-démocrates qualifient-ils de trahison cette politique des libéraux ? Parce que la défaite de toutes les révolutions bourgeoises manquées n'a toujours été possible que grâce à l'accord des libéraux avec la réaction, c'est-à-dire à leur passage *de fait* de la liberté populaire à la réaction. Le réformisme libéral dans la révolution est la trahison de la liberté populaire. Et il ne naît pas accidentellement, mais des intérêts de classe de la bourgeoisie et

d'une partie des propriétaires fonciers, *qui ont peur* du peuple et surtout de la classe ouvrière.

« Préservez la Douma », ce mot d'ordre a de l'importance parce qu'il traduit clairement la ligne *générale* de cette politique de trahison. Elle se manifeste de différentes manières : tactique du *silence* en réponse à la déclaration gouvernementale, limitation des tâches des commissions du ravitaillement et du chômage, censure des discours à la Douma, transformation de la Douma en commissions, abandon du budget à une commission, etc...

Les populistes, représentants de la petite bourgeoisie, *ont soutenu et soutiennent* cette politique des cadets. Les populistes ont voté pour Golovine au lieu de s'abstenir. Les populistes ont participé à la lamentable « tactique du silence », les socialistes-populistes et les *socialistes-révolutionnaires aussi*. C'est seulement après une nouvelle pression des social-démocrates que les populistes *ont commencé à se détacher* des cadets. Mais encore à présent, toute la politique des troudoviks comme des socialistes-populistes et des socialistes-révolutionnaires est hésitante, car *ils ne comprennent pas les objectifs* de la lutte contre les cadets et de leur dénonciation à la tribune de la Douma.

Ces hésitations résultent de l'*anémie du petit bourgeois*.

L'« anémie » du petit bourgeois en partie fatigué de la révolution, en partie hésitant et indécis de par sa nature (sociale), est la cause principale de l'« anémie de la Douma ». Et nous dirons aux populistes : il ne faut pas s'en prendre au miroir...

Ne soyez pas anémiques dans votre politique, rompez avec les cadets, suivez de façon décidée le prolétariat, laissez les libéraux *préserver* la Douma, quant à vous, *défendez* ouvertement, courageusement et fermement les intérêts et les traditions du mouvement de libération. C'est alors que vous repentir vous vaudra effectivement un « demi-pardon » !

Ecrit le 2 (15) avril 1907.
Imprimé le 3 avril 1907 dans le journal « Naché Ekho » n° 8

Conforme au texte du journal

LE TRIOMPHE DE LA MÉDIOCRITÉ OU LES S.-R. CADÉTISANT

Nous avons noté hier que les populistes s'étaient ressaisis après un mois d'existence de la Douma et avaient commencé... je ne dirai pas à comprendre, mais à sentir quelque peu toute l'infamie du fameux mot d'ordre cadet « préservez la Douma ». Nous avons montré dans notre article, à ce sujet, que le mot d'ordre cadet n'était pas un effet du hasard, mais l'expression d'une politique déterminée par les profonds intérêts de classe de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers *.

Aujourd'hui, l'organe central des cadets, la *Retch* (du 3 avril) consacre son éditorial à cette question. « Les vives protestations des journaux de gauche de ces jours derniers, contre la tactique « préservez la Douma », écrit l'éditorialiste cadet, sont un symptôme assez alarmant. »

Oui, c'est bien cela. Nous sommes heureux que le repentir des populistes en ce qui concerne les efforts pour « préserver la Douma » ait été également relevé par les cadets. C'est dire que notre observation d'hier n'était pas une erreur. C'est dire qu'il y a effectivement un *courant* dans la petite bourgeoisie qui se détourne des propriétaires fonciers libéraux pour aller vers la classe ouvrière. A la bonne heure !

La *Retch* cadette vante la tactique en vue de « préserver la Douma » en des termes dignes d'être immortalisés comme des perles de médiocrité. Ecoutez seulement :

* Voir le présent tome, pp. 337-340. (*N.R.*)

« Si la Douma vit, c'est aussi le fruit voulu *de vos* efforts (de l'opposition). C'est le premier résultat tangible de l'intervention de votre volonté dans la marche des événements. Cette *absence* de faits est en elle-même un fait de la plus grande importance, l'accomplissement d'un plan imaginé et réalisé par vous. »

Dommage que Chtchédrine n'ait pas vécu jusqu'à la « grande » révolution russe. Il aurait sûrement ajouté un autre chapitre à *la Famille Golovlev*, il aurait représenté Judas apaisant le paysan fouetté, roué de coups, affamé, asservi : « Tu attends une amélioration ? Tu es déçu par le manque de changements dans un ordre établi sur la faim, les fusillades, la verge et le fouet ? Tu te plains de « l'absence de faits » ? Ingrat ! Mais cette absence de faits est précisément un fait de la plus grande importance. N'est-ce pas le résultat voulu de l'intervention de ta volonté, si les Lidval règnent comme avant, si les paysans tendent paisiblement le dos aux verges, sans s'adonner aux rêves malfaisants de la « poésie de la lutte ».

Il est difficile de haïr les Cent-Noirs : le sentiment est déjà mort, comme il meurt, dit-on à la guerre, après une longue série de batailles, après une longue expérience du tir sur l'homme et de la vie au milieu des explosions de grenades et du sifflement des balles. La guerre est la guerre, et contre les réactionnaires, c'est la guerre ouverte, générale et *habituelle*.

Mais le Judas cadet est capable d'inspirer un sentiment de haine et de mépris des plus ardents. Car ce propriétaire foncier « libéral » et avocat bourgeois est écouté, il est écouté même par les paysans. Il mystifie le peuple, il abêtit réellement les esprits !...

On ne peut combattre les Krouchévane avec des mots, par la plume. Contre eux, il faut lutter autrement. Lutter avec des mots, avec la plume contre la contre-révolution, c'est avant tout et plus que tout, démasquer les répugnants hypocrites, qui, au nom de la « liberté du peuple », au nom de la « démocratie », célèbrent la stagnation politique, le silence du peuple, l'abêtissement du citoyen transformé en philistin, « l'absence de faits ». Il faut lutter contre les propriétaires fonciers libéraux et les avocats bourgeois, qui sont tout à fait satisfaits de ce que le peuple se taise

et de ce qu'ils peuvent impunément et sans peur se donner des airs d'« hommes d'Etat » répandant un baume apaisant sur ceux qui s'indignent « sans délicatesse » du règne de la contre-révolution.

Peut-on écouter tranquillement et laisser sans réponse cinglante ces discours :

« Le jour où les débats du palais de Tauride sembleront un besoin au même titre que le déjeuner à midi et le théâtre le soir, quand le programme de la journée intéressera non pas tout le monde ensemble, mais les uns ou les autres plus spécialement (!!), quand les débats sur la politique générale seront une exception et que les exercices d'éloquence sans objet deviendront effectivement impossibles, par suite du manque d'auditeurs, on pourra saluer ce jour-là comme celui du triomphe définitif du gouvernement représentatif en Russie. »

Te voilà bien, Judas ! Le jour où au lieu de « débattre » les paysans fouettés jusqu'à en perdre connaissance se tairont, quand l'ancien pouvoir des propriétaires fonciers (*étayé* par des réformes « libérales ») sera aussi bien garanti aux propriétaires fonciers que le déjeuner à midi et le théâtre le soir sont garantis aux Judas libéraux, ce jour-là sera celui du triomphe définitif de la « liberté du peuple ». Le jour où la contre-révolution triomphera définitivement sera celui du triomphe définitif de la constitution...

C'était ainsi lors de toutes les trahisons de la bourgeoisie européenne. *Ce sera ainsi* ... en sera-t-il ainsi, messieurs, en Russie ?

Les Judas essaient de se blanchir en montrant que parmi les partis de gauche il y a aussi des partisans de la « conservation ». Par bonheur, cette fois-ci, parmi les égarés par les Judas, on voit non pas un social-démocrate mais un socialiste-révolutionnaire. Les cadets citent les passages d'un discours socialiste-révolutionnaire appelant à la « coopération » avec les cadets, contestant l'opportunité et la nécessité de la lutte contre eux.

Nous ne connaissons pas ce discours, nous ne savons pas si la *Retch* le cite fidèlement.

Mais ce que nous connaissons, c'est la *résolution* du dernier congrès des socialistes-révolutionnaires, et non un discours isolé, et cette résolution *reflète réellement* l'abêtissement du petit bourgeois abasourdi par le libéral Judas.

Cette résolution est parue dans l'organe officiel du parti socialiste-révolutionnaire [140] (n° 6 du 8 mars 1907) et il s'avère que les extraits publiés en février par les journaux étaient corrects. On y dit effectivement noir sur blanc : « le congrès (du parti socialiste-révolutionnaire) trouve que le net démarquage des partis au sein de la Douma, parallèle à l'action isolée de chaque groupe et à la lutte violente opposant les fractions, risque de paralyser complètement l'activité de la majorité oppositionnelle, et par là, de discréditer aux yeux des classes laborieuses l'idée même de représentation populaire ». La *Retch* avait alors (le 22 février) loué cette médiocrité. Nous avons alors (le 23 février) fait la lumière sur cette résolution du congrès, montré qu'elle était d'origine petite-bourgeoise et qu'elle relevait de la trahison libérale *.

Il nous est indifférent qu'un baiser de Judas tue ou non politiquement un quelconque chef socialiste-révolutionnaire. Mais la *résolution cadette* du congrès socialiste-révolutionnaire doit être présentée des milliers de fois sous son vrai jour devant les ouvriers, comme un avertissement pour les social-démocrates hésitants, pour déchirer tout lien entre le prolétariat et les s.-r. prétendument révolutionnaires.

Ecrit le 3 (16) avril 1907.
Paru le 4 avril 1907 dans le n° 9 du journal « Naché Ekho »

Conforme au texte du journal

LE GROUPE SOCIAL-DÉMOCRATE ET LE 3 AVRIL À LA DOUMA

Il convient de revenir sur l'incident qui s'est produit à la Douma d'Etat à propos de l'interpellation sur les meurtres et les tortures à la prison de Riga et sur les 74 personnes traduites devant la cour martiale. Il convient de le faire, disons-nous, parce que la *Narodnaïa Douma* a cherché, on ne sait trop pourquoi, à obscurcir le véritable sens de l'événement et par là même à accroître l'impression extrêmement désagréable que produit la conduite du groupe social-démocrate à la Douma dans cette affaire.

Il est vrai que la *Narodnaïa Douma* elle-même qualifie ce premier jour d'interpellations à la Douma de « départ malheureux » ; il est vrai que la *Nar. Douma* montre à ce propos que « les groupes de la Douma se sont encore peu adaptés au parlementarisme », mais là n'est pas l'essentiel. Nous pensons que le groupe social-démocrate n'a pas fait preuve ici d'un manque d'expérience *parlementaire*, mais d'un manque d'expérience *politique*. Le malheur n'est pas que le groupe social-démocrate se perde parfois dans l'une ou l'autre des « formalités à traquenards » (termes de la *Nar. Douma*), mais que parfois elle abandonne sa position tout à fait inutilement, qu'elle ne mène pas jusqu'au bout une lutte bien commencée, qu'elle *ne s'assure pas* la victoire lorsqu'elle en a toute possibilité.

Il en fut ainsi avec la réponse à la déclaration gouvernementale, quand le groupe social-démocrate céda tout à fait inutilement une bonne moitié de sa victoire... à

M. Stolypine, il en fut ainsi le 3 avril à propos de l'interpellation sur les horreurs de Riga.

Les cadets sont contre les interpellations d'urgence. C'est tout à fait naturel : une interpellation d'urgence, et qui plus est sur une affaire comme celle de la guerre menée par le gouvernement contre le peuple au moyen de la cour martiale, contient toujours des éléments « d'intervention démonstrative », des éléments de pression sur les ministres. Une interpellation d'urgence sur cette affaire est certainement un de ces « actes » de la Douma qui ne cadre ni avec le « déjeuner à midi » ni avec « le théâtre le soir » habituels, avec lesquels la servile *Retch* aspire à mettre la Douma sur le même plan. Mais le poison cadet de la corruption est-il réellement capable d'agir aussi sur la gauche de la Douma et jusque sur le groupe social-démocrate lui-même ? ! Nous ne l'admettons pas, mais cependant...

— Il ne faut pas d'interpellation *d'urgence*, déclare servilement M. Roditchev à la tribune, une interpellation d'urgence dans le cas présent peut blesser l'amour-propre des ministres.

De tels propos ne nous étonnent aucunement dans la bouche du Mirabeau cadet qui tient avec tant de zèle son rôle de représentant d'un « *tas de blagueurs* » * à la Douma.

Et le député Djaparidzé (social-démocrate) a très bien répondu à Roditchev : « Notre devoir, rappela-t-il aux cadets serviles, est de dire notre mot quand la main du bourreau se lève sur la victime. »

Alors Kouzmine-Karavaïev monte à la tribune pour lire un télégramme qu'il a reçu de Riga du satrape Meller-Zakomelski, avec le nom duquel les mères, aujourd'hui encore, font peur à leurs enfants en Sibérie. Un télégramme d'une impudence inexprimable, plein d'une insolence des plus grossières : « ... Il n'y a pas eu lieu, à Riga, de traduire devant un tribunal 74 ni 70 ni 4 personnes ; en attendant il n'y a personne à sauver. »

Le député Alexinski opposa à ce télégramme un télégramme reçu des grands-électeurs progressistes de Riga et disant qu'on s'y prépare à traduire des gens devant la cour martiale.

---

* En français dans le texte. (*N.R.*)

Et après le député Alexinski, le groupe du Travail et celui des socialistes-révolutionnaires s'unirent pour réclamer, avec une insistance tout à fait judicieuse, une interpellation d'urgence.

Alors les *cadets commencèrent à céder*. Pergamente n'argumentait même pas, il *priait* la gauche de ne pas insister sur l'urgence, proposant, *au nom de la commission sur les interpellations*, de faire passer ladite interpellation devant la commission dans les vingt-quatre heures. Seulement, s'il vous plaît, renoncez à l'urgence !

Le mystique et mielleux Boulgakov intervient, et toujours au nom du renoncement à l'urgence, prie de ne pas introduire dans cette question de passions partisanes. M. Boulgakov aurait dû d'abord expliquer à ses collègues de parti que la servilité est moins permise dans ces questions que dans n'importe quelle autre, et qu'elle conduit toujours *naturellement* les passions partisanes à leur *paroxysme*, ce que personne ne souhaite.

Après Boulgakov, c'est Kizevetter qui fait un nouveau pas vers la gauche, une nouvelle petite concession. Kizevetter propose de transmettre l'interpellation à la commission, à condition qu'elle règle cette question « *en priorité* ».

Délarov, des socialistes-populistes, se prononce pour l'urgence.

En d'autres mots, toute la gauche, avec une unité rare à la Douma, est intervenue contre les cadets. Il parut de plus en plus clair que la question se politisait, que la lutte entreprise contre la servilité cadette pouvait et devait être menée jusqu'au bout. Lisez les « Remarques » de A. Stolypine dans le *Novoïé Vrémia* du 4 avril. Comme il se dépense en louanges à l'adresse du parti cadet ! Comme il harcèle ses alliés « de droite » pour leur suggérer, enfin, qu'il ne faut pas intervenir si durement dans de telles occasions, qu'il ne faut pas effaroucher les cadets pour qu'ils ne se détournent pas de la ligne conciliatrice qu'ils suivent en ce moment ». A en croire M. Stolypine c'est « la sincérité et le sérieux » qui imprègnent aujourd'hui les « discours des cadets » !

Et voilà que lorsque la victoire est entre les mains du groupe social-démocrate, Tsérétéli se lève et déclare que

ce dernier retire sa proposition d'interpellation d'urgence. Pourquoi ? Pour quels motifs ? Il n'y avait absolument pas lieu de supposer que l'interpellation transmise à la commission aurait plus d'effets que l'interpellation d'urgence. Personne n'osera le soutenir, évidemment.

La déclaration de Tsérétéli n'avait aucune raison d'être. C'était se donner soi-même le fouet, dans le plein sens du terme. On ne peut mettre le 3 avril à l'actif du groupe social-démocrate. Et ce n'est pas le manque d'expérience *parlementaire*, nous le rappelons, qui est en cause. Ce qui est en cause, c'est la mollesse politique, l'indécision du groupe social-démocrate, qui sont déjà apparues à plusieurs reprises et qui l'empêchent d'occuper à la Douma la place de chef effectif de la gauche. Il ne faut pas fermer les yeux là-dessus, il faut s'efforcer de s'en délivrer !

Ecrit le 4 (17) avril 1907.
Paru le 5 avril 1907 dans le n° 10 du journal « Naché Ekho »

Conforme au texte du journal

FORCE ET FAIBLESSE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

I

L'article qui a paru sous ce titre dans la *Narodnaïa Douma* d'hier est l'exemple d'un exposé calme, clair, simple des divergences de principe qui ont lieu parmi les social-démocrates. Autant il est agréable et utile de mener la discussion sur ce terrain, autant il est désagréable et impossible de répondre à l'hystérie de *Privet* [141] ou des *Otgoloski*.

Venons donc au fait. Des divergences portent sur l'appréciation des cadets et des populistes. En ce qui concerne les cadets, les divergences se ramènent, selon l'opinion tout à fait exacte de la *Narodnaïa Douma*, à la question de savoir *qui ils représentent*. « La petite et la moyenne bourgeoisie, et surtout celle des villes », répond la *Narodnaïa Douma*. Ces partis ont pour base économique, dit la résolution bolchevique, « une partie des propriétaires fonciers moyens, de la bourgeoisie moyenne, particulièrement les intellectuels bourgeois, tandis que certains éléments de la petite bourgeoisie démocratique des villes et des campagnes suivent encore ces partis uniquement par tradition et parce qu'ils sont dupés par les libéraux * ».

Il est clair que les mencheviks apprécient les cadets de façon plus optimiste que nous. Ils estompent ou nient le lien qui les unit aux propriétaires fonciers, nous, nous le soulignons. Ils soulignent le lien qui les unit à la petite

---

* Voir le présent tome, p. 135. (*N.R.*)

bourgeoisie démocratique des villes, nous, nous considérons ce lien comme extrêmement faible.

En ce qui concerne les propriétaires fonciers, la *Narodnaïa Douma* qualifie de naïf notre jugement du n° 7 de *Naché Ekho*, où nous dénombrions 20 propriétaires fonciers dans le groupe cadet de la Douma *actuelle*, et non de la *précédente* (c'est une erreur de la *Narodnaïa Douma*) *. Il y a des millionnaires et des civils ayant rang de général jusqu'au sein des social-démocrates, ironise la *Narodnaïa Douma*.

Ironie facile ! Tout le monde comprend que des Zinger, Arons, Nalivkine représentent des cas de passage individuel de la bourgeoisie au prolétariat. Quoi, messieurs, vous allez soutenir sérieusement que les 20 propriétaires fonciers (sur les 79 membres certains du groupe cadet, c'est-à-dire *le quart*) suivent individuellement les 60 intellectuels bourgeois, et non l'inverse ? ? Vous allez soutenir que le propriétaire foncier mène une politique d'intellectuels libéraux, et non que les intellectuels libéraux appliquent la politique des propriétaires fonciers ? ? Votre plaisanterie sur le compte de Zinger et du camarade Nalivkine n'est qu'une aimable boutade destinée à camoufler une position indéfendable, pas plus.

Bien sûr, la composition du groupe cadet à la Douma n'est pas une preuve fondamentale, mais seulement un symptôme. La preuve fondamentale, elle est en premier lieu dans l'histoire du libéralisme seigneurial en Russie (ce que la *Narodnaïa Douma* a également reconnu) ; en second lieu, et c'est l'essentiel, elle est dans l'analyse de la politique cadette *contemporaine*. « La politique agraire cadette est *au fond* (notez ceci) une politique de propriétaire foncier » (*Naché Ekho* n° 7). « Le « libéralisme » cadet est celui de l'avocat de la bourgeoisie qui réconcilie le paysan avec les propriétaires fonciers et à l'avantage de ces derniers » (idem.) **.

La *Narodnaïa Douma* n'a rien à répondre à cet argument.

Allons plus loin. Comment *fait-on ressortir* le lien de classe qui unit le parti cadet à la petite bourgeoisie dé-

* Voir le présent tome, pp. 335-336. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp. 334-336. (*N.R.*)

mocratique des villes ? Par des statistiques électorales. Les villes donnent surtout des cadets. C'est exact. Mais ce n'est pas probant. En premier lieu, notre loi électorale ne favorise pas les couches *démocratiques* de la bourgeoisie des villes. Tout le monde sait que les assemblées populaires expriment *plus exactement* les vues et l'état d'esprit de la petite bourgeoisie *démocratique* des villes. En second lieu, dans la curie des villes, les cadets sont plus forts et la gauche plus faible dans les grandes villes que dans les petites. Les statistiques relatives aux grands-électeurs le montrent. Il s'ensuit que les cadets relèvent non pas de la petite bourgeoisie démocratique, mais de la bourgeoisie moyenne libérale. Plus la ville est grande, et plus l'antagonisme est profond entre le prolétariat et la bourgeoisie, et plus les cadets sont fortement opposés à la gauche dans la curie (bourgeoise) des villes. En troisième lieu, dans les 22 villes où il y a eu un bloc de gauche, la droite a obtenu 17 000 voix, les octobristes 34, les cadets 74 et la gauche 41. Les cadets n'ont pu perdre tant de voix *d'un seul coup* que parce qu'ils *ne sont pas* démocrates. Les avocats du libéralisme se sont attachés partout dans le monde à duper la petite bourgeoisie démocratique, mais les socialistes ne manquent jamais de les démasquer.

« Est-il vrai que notre petite et moyenne bourgeoisie a déjà intérêt à ce que la révolution soit écrasée, afin de briser la force du prolétariat qui la menace ? », demande la *Narodnaïa Douma* qui répond : « c'est absolument faux ».

Ce sont *nos* points de vue qu'on a traduit ici de façon *absolument fausse*. Ce n'est déjà plus, chers camarades, une polémique sur les principes... Vous-mêmes savez très bien que nous distinguons la contre-révolution cadette de la contre-révolution octobriste ; que nous n'accusons nullement la *petite bourgeoisie* d'être contre-révolutionnaire ; que nous considérons que les propriétaires fonciers cadets ont peur non seulement des ouvriers mais aussi des paysans. Ce n'est pas une objection, mais une falsification.

Par contre, l'argument suivant de la *Narodnaïa Douma* est une objection. Les cadets deviennent plus modérés, plus réactionnaires non avec la montée de la révolution, mais avec la baisse de celle-ci, c'est-à-dire non par suite de leur caractère contre-révolutionnaire, mais par suite de leur

faiblesse. La tactique des cadets, écrit la *Narodnaïa Douma* en italique, « *ce n'est pas la tactique d'une force contre-révolutionnaire, c'est la tactique de l'impuissance révolutionnaire* ».

Il en ressort que les cadets sont aussi des révolutionnaires, mais des révolutionnaires impuissants. La conclusion est monstrueuse. Pour en arriver à cette criante absurdité, il faut avoir commencé le raisonnement par une erreur fondamentale. Cette erreur réside dans la négation de la nature de propriétaire foncier des cadets (en Russie, le *propriétaire foncier* est contre-révolutionnaire soit à la manière des Cent-Noirs ou des octobristes, soit à la manière des cadets) et dans la négation du fait qu'au sein des cadets c'est *l'intelligentsia* bourgeoise qui prédomine. Ces deux erreurs corrigées, on a une conclusion correcte : *la tactique cadette est la tactique du propriétaire foncier contre-révolutionnaire et de l'intellectuel bourgeois impuissant.* Les propriétaires fonciers sont une force contre-révolutionnaire. Les gros bourgeois aussi. L'intellectuel bourgeois et le fonctionnaire libéral en sont les serviteurs poltrons camouflant leur asservissement à la contre-révolution par un «démocratisme » hypocrite.

Il est faux que les cadets n'ont glissé à droite qu'avec la baisse et non avec la montée de la révolution. Rappelez-vous le *Natchalo* [142], camarades de la *Narodnaïa Douma.* Rappelez-vous les articles dans le genre de « Witte est un agent de la Bourse, Strouvé est un agent de Witte ». C'étaient de bons articles ! C'était le bon temps... il n'y avait alors pas de divergences entre les mencheviks et nous dans l'appréciation des cadets... Pour éclairer de façon exacte l'attitude des cadets par rapport à la montée ou aux montées révolutionnaires, il faudrait dire : à peine *la révolution descend dans la rue, le cadet se précipite dans l'antichambre du ministre.*

C'est ainsi que Strouvé se rendit chez Witte en novembre 1905, un cadet chez un des Cent-Noirs en juin 1906, Milioukov chez Stolypine le 15 janvier 1907. C'était hier, et ce sera demain...

* * *

Pour conclure, la *Narodnaïa Douma* juge les cadets d'un point de vue économique :

« En raison du faible développement des villes en Russie et de l'influence dominante de la grande industrie dans les villes, notre petite et moyenne bourgeoisie a trop peu d'influence sur la vie économique générale du pays pour se sentir une force politique indépendante telle que l'ont été en leur temps la bourgeoisie anglaise ou française... » C'est très bien et tout à fait exact. Seulement ce n'est pas *aux cadets* que cela se rapporte. Puis, il n'y a plus trace ici de cette opposition prétendument marxiste entre « grande bourgeoisie progressiste des villes » et « petite bourgeoisie rétrograde des campagnes », par laquelle on a essayé mainte fois de justifier la tactique menchevique... « Elle ne peut faire du prolétariat son instrument, parce que celui-ci lutte déjà sous son propre drapeau, celui de la social-démocratie... » C'est vrai!... « C'est là la source de tous ses errements, de toutes ses indécisions dans la lutte contre le régime féodal et autocratique... » C'est vrai aussi, non pour les cadets, mais à propos des partis et des groupes du Travail qui s'appuient non seulement sur la petite bourgeoisie des campagnes, mais aussi sur celle des villes !

...« Cette faiblesse relative de la démocratie bourgeoise des villes explique aussi le fait qu'à peine nos démocrates bourgeois commencent-ils à virer vers la gauche, le sol des villes se dérobe aussitôt sous leurs pieds et ils commencent à s'enliser dans le marais populiste-paysan. »

C'est vrai ! C'est mille fois vrai ! Nous n'osions pas même rêver d'une telle confirmation de la tactique bolchevique par la *Narodnaïa Douma*. « A peine nos démocrates bourgeois commencent-ils à virer vers la gauche, qu'ils deviennent des populistes. » C'est exactement ainsi : les démocrates bourgeois *de gauche*, ce sont les populistes. Quant aux cadets, ils feignent seulement d'être des démocrates, mais en fait ils ne le sont pas du tout. C'est pourquoi, dans la mesure où le prolétariat doit faire la révolution bourgeoise avec la démocratie bourgeoise, il est condamné à entrer dans un « bloc » politique au sens large du terme, comprenant non seulement des accords électoraux et parlementaires, mais aussi des actions communes — sans aucun accord — *avec la gauche*, c'est-à-dire la petite bourgeoisie populiste, contre les réactionnaires et les cadets !

Quod erat demonstrandum, ce qu'il fallait démontrer.

La prochaine fois nous parlerons en particulier des populistes avec la *Narodnaïa Douma*.

II *

Si on admet que « les populistes sont les voisins de gauche des cadets », qu'ils « hésitent constamment entre les cadets et les social-démocrates », on doit inévitablement admettre la politique bolchevique : obliger les populistes à venir du côté des social-démocrates contre les réactionnaires et les cadets.

Les mencheviks s'efforcent d'amoindrir ou d'écarter ce qui découle inéluctablement de ce qu'ils admettent, disant que la paysannerie, étant « *plus révolutionnaire et plus démocratique* » que les libéraux, est en même temps « imprégnée des utopies sociales réactionnaires » et s'efforce « dans le domaine économique, de faire tourner à l'envers la roue de l'histoire ».

Ce raisonnement, tout à fait habituel dans notre littérature social-démocrate, renferme une grande erreur d'un point de vue à la fois logique, historique et économique. On compare des mètres et des kilos, le caractère réactionnaire des idées paysannes sur la révolution socialiste et le caractère réactionnaire de la politique libérale dans la révolution bourgeoise.

Si, en ce qui concerne les problèmes du socialisme, les paysans s'en tiennent sans aucun doute à des utopies réactionnaires, les bourgeois libéraux, eux, en ce qui concerne *ces* problèmes, s'en tiennent à une justice sommaire et réactionnaire dans le genre de celles de juin 1848 ou de mai 1871 [143].

Si, dans la révolution *en question*, c'est-à-dire la révolution bourgeoise, la paysannerie et ses idéologues, les populistes, mènent une politique plus réactionnaire que les libéraux, un marxiste ne dira jamais que les populistes

---

* Etant donné que le gouvernement a interdit la *Narodnaïa Douma*, nous écarterons, autant que possible, la polémique directe avec elle, et nous nous arrêterons sur l'appréciation de principe des populistes par le marxisme.

sont plus à gauche, plus révolutionnaires, plus démocrates que les libéraux.

Il est clair que quelque chose ne va pas ici.

Comparez la politique agraire des libéraux et des populistes. Présente-elle aujourd'hui les aspects réactionnaires du point de vue économique ? L'effort pour limiter la mobilisation des terres est réactionnaire dans les deux partis. Mais le caractère bureaucratique de la politique agraire cadette (les comités agraires *bureaucratiques* de propriétaires fonciers) rend celle-ci beaucoup plus dangereuse *pratiquement* et dans l'immédiat. Ce qui précède signifie que la comparaison n'est pas du tout favorable aux libéraux.

« Jouissance égalitaire » du sol... L'idée de l'égalité des petits producteurs est réactionnaire, parce qu'elle est une tentative de chercher en arrière et non vers l'avant la solution des problèmes de la révolution socialiste. Le prolétariat ne porte pas en lui le socialisme égalitaire des petits propriétaires, mais le socialisme de la grosse production collectivisée. Mais cette même idée de l'égalité est l'expression la plus complète, conséquente et résolue des objectifs démocratiques bourgeois. Aux marxistes qui l'ont oublié, on peut conseiller de se reporter au premier tome du *Capital* de Marx et à l'*Anti-Dühring* d'Engels. L'idée de l'égalité exprime le plus pleinement la lutte contre toutes les séquelles du servage, la lutte pour le développement le plus large de la production marchande sous sa forme la plus pure.

Nous oublions souvent cela quand nous parlons du caractère réactionnaire des projets agraires « d'égalisation » des populistes.

Ce n'est pas sur le seul plan idéologique que l'égalité exprime la réalisation la plus complète des conditions du capitalisme libre et de la production marchande. Matériellement aussi, dans le domaine des relations économiques de l'agriculture issue du servage, l'égalité des petits producteurs est la condition du développement le plus large, le plus complet, le plus libre et le plus rapide de l'agriculture capitaliste.

Ce développement s'opère en Russie depuis longtemps déjà. La révolution l'a accéléré. Toute la question est de

savoir s'il sera du type prussien (maintien de la propriété foncière seigneuriale et asservissement de l'ouvrier agricole, contraint de racheter, « selon une estimation équitable », son lopin de misère) ou du type américain (disparition de la propriété seigneuriale, remise de toute la terre aux paysans).

C'est là la question fondamentale de toute notre révolution démocratique bourgeoise, la question dont dépend son échec ou son succès.

Les social-démocrates veulent la remise de toute la terre aux paysans sans rachat, c'est-à-dire qu'ils luttent résolument pour le deuxième type de développement du capitalisme, avantageux pour le peuple. Dans la lutte des paysans contre les propriétaires fonciers féodaux, l'idée de l'égalité est ce qui donne l'impulsion idéologique la plus forte dans la lutte pour la terre, l'instauration de l'égalité entre petits producteurs est ce qui écarte le plus complètement tous les restes du servage. C'est pourquoi l'égalité est la plus révolutionnaire des idées pour le mouvement paysan, non seulement pour stimuler la lutte politique, mais aussi pour débarrasser l'économie rurale des séquelles du féodalisme.

Dans la mesure où les populistes rêvent que l'égalité peut se faire sur la base de la production marchande, que cette égalité peut être un élément d'évolution vers le socialisme, leurs points de vue sont erronés, leur socialisme réactionnaire. Ceci, tout marxiste doit le savoir et s'en souvenir. Mais un marxiste faillirait à sa mission qui consiste à examiner d'un point de vue historique les tâches particulières de la révolution démocratique bourgeoise, s'il oubliait que cette idée même de l'égalité et tous les plans possibles d'égalisation sont l'expression la plus complète des tâches de la révolution bourgeoise et *non* de la révolution socialiste, de la lutte contre la propriété foncière et le régime bureaucratique et non contre le capitalisme.

Soit l'évolution de type prussien : le propriétaire foncier féodal devient junker. Le pouvoir des propriétaires fonciers dans l'Etat est renforcé pour une dizaine d'années. Monarchie. « Despotisme militaire habillé de formes parlementaires [144] » au lieu de la démocratie. Inégalité

maximum dans la population, paysanne et autre. Soit l'évolution de type américain : disparition du propriétaire foncier. Le paysan devient fermier libre. Souveraineté du peuple. Régime démocratique bourgeois. Egalité maximum parmi la population paysanne comme point de départ et condition d'un capitalisme libre.

Telle est en fait l'alternative historique déguisée par l'hypocrisie des cadets (qui mènent le pays dans la première voie) et l'utopisme socio-réactionnaire des populistes (qui le conduisent dans la seconde voie).

Il est clair que le prolétariat doit mettre toutes ses forces au service de la seconde voie. Ce n'est que dans ce cas que les classes laborieuses élimineront rapidement les dernières illusions bourgeoises, car le socialisme égalitaire est la dernière illusion bourgeoise du petit propriétaire. Ce n'est que dans ce cas que les masses populaires, instruites par l'expérience, et non dans les livres, ressentiront le plus vite l'impuissance de tous les projets d'égalisation, l'impuissance contre le pouvoir du capital. Ce n'est que dans ce cas que le prolétariat secouera les traditions populistes, c'est-à-dire petites-bourgeoises, qu'il se débarrassera des objectifs démocratiques bourgeois, qui actuellement lui incombent inévitablement, et se donnera *tout entier* aux tâches propres à sa classe, c'est-à-dire aux tâches socialistes.

Seule l'incompréhension du rapport entre les tâches de la démocratie bourgeoise et les tâches socialistes peut conduire certains social-démocrates à redouter une politique qui mènerait la révolution bourgeoise à son terme.

Seule l'incompréhension des objectifs et de la réalité de la révolution bourgeoise engendre des raisonnements dans le genre de ceux qui suivent : « Elle (notre révolution) n'est pas, en fin de compte, engendrée par les intérêts des paysans, *mais* (??) par les intérêts de la société bourgeoise en développement » ou bien « C'est une révolution bourgeoise et c'est pourquoi (!!??) elle ne peut se mettre sous le drapeau et la direction de la paysannerie » (la *Narodnaïa Douma* n° 21, du 4 avril). Il en ressort que l'agriculture en Russie repose sur une base autre que bourgeoise ! Les intérêts de la masse paysanne, ce sont précisément ceux du développement le plus complet, le plus rapide et le

plus large de la société bourgeoise, du développement « américain » et non « prussien ». C'est justement pourquoi la révolution bourgeoise *peut se mettre* sous la « direction de la paysannerie » (plutôt : sous la direction du prolétariat, si les paysans, hésitant entre les cadets et les social-démocrates, *suivent* dans leur ensemble les social-démocrates). La révolution bourgeoise sous la direction de la bourgeoisie ne peut être qu'une révolution avortée (c'est-à-dire pas une révolution mais une réforme, à strictement parler). Elle ne peut être une révolution effective que sous la direction du prolétariat et de la paysannerie.

« Naché Ekho » nos 10 et 12, 5 et 7 avril 1907

Conforme au texte du journal

PRÉFACE À LA TRADUCTION RUSSE DU LIVRE « LETTRES DE J. BECKER, J. DIETZGEN, F. ENGELS, K. MARX, ETC., À F.-A. SORGE ET À D'AUTRES »

Ecrit le 6 (19) avril 1907.
Imprimé en 1907 dans le livre « Lettres de J. Becker, J. Dietzgen, F. Engels, K. Marx, etc. à F.-A. Sorge et à d'autres ». Edition P. Daougué, Saint-Pétersbourg.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du livre

Le recueil de lettres de Marx, Engels, Dietzgen, Becker et autres chefs du mouvement ouvrier international du dernier siècle, que nous présentons au public russe, forme le complément nécessaire à notre littérature marxiste d'avant-garde.

Nous n'allons pas nous arrêter ici sur l'importance que ces lettres ont pour l'histoire du socialisme et pour l'analyse complète de l'activité de Marx et d'Engels. Ceci se passe de commentaires. Remarquons seulement que pour l'intelligence des lettres que nous publions, il est nécessaire de connaître les travaux essentiels sur l'histoire de l'Internationale (voir Jaeckh : *l'Internationale*, traduction russe éditée par « Znanié »), et puis du mouvement ouvrier allemand et américain (voir Fr. Mehring : *Histoire de la social-démocratie allemande*, et Maurice Hillquit : *Histoire du socialisme en Amérique*), etc.

Nous n'avons pas l'intention non plus d'essayer de fournir un aperçu général du contenu de cette correspondance ni de juger les diverses périodes historiques auxquelles elle se rattache. Mehring s'en est parfaitement acquitté dans son article : *Der Sorgesche Briefwechsel* (*Neue Zeit*, 25 Jahrg., Nr. 1 und 2) *, qui sera joint, probablement, par l'éditeur à la présente traduction ou bien paraîtra en édition russe séparée.

Ce qui offre un intérêt particulier pour les socialistes russes dans la période révolutionnaire que nous vivons, ce sont les enseignements que le prolétariat en lutte doit dégager de la connaissance des côtés intimes de l'activité

* Correspondance avec Sorge (*Neue Zeit*, 1925, nos 1 et 2). (*N.R.*)

de Marx et d'Engels, au cours d'une période de trente ans environ (1867-1895). Rien d'étonnant, en conséquence, si dans notre littérature social-démocrate également, les premières tentatives de faire connaître les lettres de Marx et d'Engels à Sorge ont été entreprises en relation avec les questions urgentes de la tactique social-démocrate dans la révolution russe (la *Sovrémennaïa Jizn* de Plékhanov, les *Otkliki* [145] (mencheviques). C'est sur l'analyse des passages de la correspondance, particulièrement importants du point de vue des tâches actuelles du Parti ouvrier en Russie, que nous nous proposons de retenir l'attention du lecteur.

Dans leurs lettres, Marx et Engels ont le plus souvent parlé des questions d'actualité du mouvement ouvrier anglo-américain et allemand. Cela se conçoit : ils étaient des Allemands qui vivaient en ce temps en Angleterre et entretenaient une correspondance avec un camarade américain. Pour ce qui est du mouvement français, et notamment de la Commune de Paris, Marx en a parlé beaucoup plus souvent et avec bien plus de précision dans les lettres qu'il écrivait au social-démocrate allemand Kugelmann *.

La comparaison des points de vue émis par Marx et Engels sur les questions du mouvement ouvrier anglo-américain et allemand est singulièrement édifiante. Si l'on considère que l'Allemagne, d'une part, l'Angleterre et l'Amérique, de l'autre, représentent divers stades du développement capitaliste, diverses formes de la domination de la bourgeoisie en tant que classe dans toute la vie politique des pays en question, la comparaison que nous venons d'indiquer prend une importance particulière. Du point de vue scientifique, nous voyons ici un modèle de la dialectique matérialiste, de l'aptitude à mettre au premier plan et à faire ressortir divers points, divers aspects de la question, appliqués aux particularités concrètes de telles ou telles conditions politiques et économiques. Du point de vue de la politique pratique et de la tactique du Parti ouvrier, nous voyons ici un exemple de la manière dont les

* Cf. Les *Lettres de Marx au Dr. L. Kugelmann.* Traduction russe sous la direction et avec préface de N. Lénine, St-Pétersbourg, 1907. (Voir le présent tome, pp. 101-109. — *N.R.*)

créateurs du *Manifeste du Parti communiste* définissaient les tâches du prolétariat en lutte, en fonction des différentes étapes du mouvement ouvrier national des divers pays.

Ce que Marx et Engels critiquent avec le plus de véhémence, dans le socialisme anglo-américain, c'est son isolement du mouvement ouvrier. Tout au long de leurs multiples appréciations émises sur la « Fédération social-démocrate » (*Social-Democratic Federation*) en Angleterre [146] et sur les socialistes américains, apparaît, comme un trait rouge, l'accusation d'avoir transformé le marxisme en dogme, en « orthodoxie rigide » (*starre*), d'y voir un « credo et non *un guide pour l'action* » [147], de ne pas savoir s'adapter au mouvement ouvrier théoriquement désarmé, mais vivant, massif, puissant, qui marche à leur côté. « Où en serions-nous maintenant, s'écrie Engels dans sa lettre du 27 janvier 1887, si de 1864 à 1873, nous avions persisté à ne vouloir agir de concert qu'avec ceux qui adoptaient ouvertement notre programme ? » Et dans une lettre précédente (28 décembre 1886), parlant de l'influence que les idées de Henry George exercent en Amérique sur la classe ouvrière, il écrit :

« Un ou deux millions de voix ouvrières en novembre pour un parti ouvrier véritable (« *bona fide* ») ont aujourd'hui infiniment plus de valeur qu'une centaine de milliers de voix en faveur d'un programme parfait au point de vue théorique. »

Ce sont des passages fort intéressants. Il s'est trouvé, chez nous, des social-démocrates qui se sont empressés de les utiliser pour défendre l'idée d'un « congrès ouvrier », ou quelque chose du genre du « large parti ouvrier » préconisé par Larine. Mais pourquoi pas pour la défense du « bloc de gauche » ? demanderons-nous à tous ces « utilisateurs » hâtifs d'Engels. Les lettres auxquelles nos citations sont empruntées remontent au temps où les ouvriers d'Amérique votaient aux élections pour Henry George. Mme Wischnewetzky, une Américaine mariée à un Russe, et qui avait traduit les œuvres d'Engels, lui avait demandé, comme il ressort de la réponse de ce dernier, de critiquer à fond Henry George. Engels écrit (le 28 décembre 1886) que le *temps n'est pas encore venu* pour cela, car il vaut mieux que le

Parti ouvrier commence à se former, même sur un programme pas tout à fait pur. Par la suite, les ouvriers comprendront eux-mêmes ce dont il s'agit, « tireront les leçons de leurs propres fautes ».

« Mais tout ce qui pourrait retarder ou empêcher cette consolidation nationale du Parti ouvrier — sur quelque programme que ce soit — je le considérerais comme une grave erreur. »

Certes, Engels comprenait parfaitement, et il les a maintes fois signalés, toute l'absurdité et le caractère *réactionnaire* des idées de H. George d'un point de vue *socialiste*. Dans la correspondance avec Sorge on trouve une lettre des plus intéressantes de Karl Marx, en date du 20 juin 1881, dans laquelle il donne son jugement sur H. George comme idéologue de la *bourgeoisie radicale*. « En matière de théorie, H. George est *totalement arriéré* », écrivait Marx. Et c'est en compagnie de ce véritable *socialiste-réactionnaire* que Fr. Engels ne craignait pas d'aller aux élections, pourvu qu'il y eût des gens capables de prédire aux masses « les conséquences de leurs propres erreurs » (Engels, lettre du 29 novembre 1886).

En ce qui concerne les « Chevaliers du travail » (*Knights of Labour*), organisation des ouvriers américains de ce temps, Engels écrivait dans cette même lettre : « Le côté le plus faible des Chevaliers du travail (textuellement le plus pourri, *faulste*) a été leur *neutralité politique* »... « L'un des premiers grands pas qui importe dans tout pays entrant nouvellement dans le mouvement est toujours la constitution des ouvriers en parti politique indépendant, peu importe comment, pourvu qu'il soit un parti ouvrier [148] distinct. »

Il est évident que de ces paroles on ne saurait rien tirer qui justifie l'abandon de la social-démocratie pour un congrès ouvrier sans-parti, etc. Quant à la nécessité d'accepter parfois une campagne électorale commune avec les « social-réactionnaires » radicaux, elle doit être admise par quiconque ne veut pas se voir appliqué l'accusation d'Engels de vouloir ravaler le marxisme jusqu'au niveau d'un « dogme », d'une « orthodoxie », d'un « sectarisme », etc.

Mais il est intéressant, certes, de s'arrêter moins sur ces parallèles américano-russes (nous devions en toucher un mot

pour répondre à nos adversaires), que sur les traits *essentiels* du mouvement ouvrier anglo-américain. Ces traits sont : absence de tâches *démocratiques* tant soi peu importantes, à l'échelle nationale, devant le prolétariat ; subordination totale du prolétariat à la politique bourgeoise ; isolement sectaire des groupuscules, des poignées de socialistes par rapport au prolétariat ; pas le moindre succès électoral des socialistes auprès des masses ouvrières, etc. Quiconque oublie ces conditions fondamentales et se hasarde à tirer de vastes conclusions des « parallèles américano-russes » fait preuve d'un esprit extrêmement superficiel.

Si Engels insiste à ce point sur les organisations économiques des ouvriers dans de pareilles conditions, c'est qu'il est question du régime démocratique le plus solidement établi, qui assigne au prolétariat des tâches purement socialistes.

Si Engels insiste sur l'importance d'un parti ouvrier indépendant, même avec un mauvais programme, c'est qu'il est question de pays où il n'y avait pas jusque-là le moindre soupçon d'indépendance politique des ouvriers, où les ouvriers se traînaient et se traînent, surtout en matière de politique, derrière la bourgeoisie.

Chercher à appliquer les conclusions tirées de semblables raisonnements aux pays ou bien aux moments historiques où le prolétariat a créé son parti plus tôt que les bourgeois libéraux, où le prolétariat n'a aucune tradition de vote en faveur des politiciens bourgeois, où l'ordre du jour comporte dans l'immédiat des tâches non socialistes mais démocratiques bourgeoises, chercher à faire cela, c'est se moquer de la méthode historique de Marx.

Notre pensée deviendra encore plus claire au lecteur, si nous comparons l'appréciation d'Engels sur le mouvement anglo-américain à celle qu'il donne du mouvement allemand.

Dans la correspondance que nous publions, ces appréciations sont également nombreuses et fort intéressantes. Elles ont pour leitmotiv quelque chose d'absolument différent : la mise en garde contre l'« aile droite » du parti ouvrier, la guerre implacable (parfois — comme chez Marx en 1877-1879 — *furieuse*) contre *l'opportunisme* au sein de la social-démocratie.

Nous tenons à confirmer d'abord ces assertions par des passages empruntés aux lettres, puis nous nous arrêterons à l'analyse de cet état de faits.

Avant tout, il faut signaler ici le jugement de Karl Marx sur Höchberg et consorts. Fr. Mehring, dans son article *Der Sorgesche Briefwechsel*, cherche à atténuer les attaques de Marx, comme aussi les attaques postérieures d'Engels contre les opportunistes, et il s'y attache un peu trop, selon nous. En particulier, en ce qui touche Höchberg et consorts, Mehring s'en tient à son opinion selon laquelle le jugement de Marx sur Lassalle et les lassalliens [149] est erroné. Mais ce qui nous intéresse ici, nous le répétons, ce n'est pas l'analyse historique des attaques justes ou exagérées de Marx contre tels socialistes précisément, mais l'appréciation de *principe* qu'il porte sur des *courants* bien déterminés du socialisme en général.

Réprouvant les compromis des social-démocrates allemands avec les lassalliens et avec Dühring (lettre du 19 octobre 1877), Marx condamne également le compromis « avec toute une bande d'étudiants immaturés et de docteurs suprêmement sages (« docteur », en allemand, titre universitaire correspondant à notre « candidat » ou bien « ayant terminé ses études universitaires avec mention 1re catégorie »), qui veulent donner au socialisme une orientation « idéaliste supérieure », c'est-à-dire substituer à sa base matérialiste (demandant, pour qu'on puisse en user, une étude objective sérieuse) une mythologie moderne, avec ses déesses de la justice, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Le docteur Höchberg, éditeur de la revue *Zukunft* [150], est un représentant de cette tendance, et il s'est « acheté l'entrée » au Parti, admettons, avec les « plus nobles » intentions, mais je me moque des « intentions ». Rarement vit le jour quelque chose de plus pitoyable avec de plus « modestes prétentions » que le programme de sa *Zukunft* (lettre n° 70).

Dans une autre lettre écrite environ deux ans après (le 19 septembre 1879), Marx dément les commérages tendant à faire croire qu'Engels et lui sont derrière *J. Most* ; il expose en détail à Sorge son attitude à l'égard des opportunistes dans le Parti social-démocrate allemand. La revue *Zukunft* était dirigée par Höchberg, Schramm et Ed. Bern-

stein. Marx et Engels avaient *refusé* de collaborer à une telle publication ; et lorsqu'il fut question de fonder, avec le concours et l'aide pécuniaire de ce même Höchberg, un nouvel organe du Parti, Marx et Engels exigèrent d'abord, pour exercer le contrôle sur cette « mixture de docteurs, d'étudiants et de socialistes de la chaire » qu'on engageât Hirsch, rédacteur responsable désigné par eux ; puis, ils envoyèrent une circulaire directement à Bebel, Liebknecht et aux autres chefs du Parti social-démocrate, les avertissant qu'ils combattraient ouvertement un « tel avilissement (*Verluderung* est un terme *encore plus fort* en allemand) de la théorie et du Parti », si l'orientation de Höchberg, Schramm, Bernstein ne changeait pas.

Ce fut, dans le Parti social-démocrate allemand, l'époque que Mehring évoquait dans son *Histoire* comme une « année de troubles » (*Ein Jahr der Verwirrung*). Après la « loi d'exception », le Parti ne trouva pas du premier coup la bonne voie, il donna d'abord dans l'anarchisme de Most et dans l'opportunisme de Höchberg et consorts. « Ces gens, écrit Marx à propos de ce dernier, qui au point de vue théorique sont des zéros, inutilisables au point de vue pratique, veulent briser les dents au socialisme (qu'ils accommodent selon les formules universitaires), et, notamment, au Parti social-démocrate, éclairer les ouvriers ou, comme ils disent, leur inoculer des « éléments d'instruction », n'ayant eux-mêmes qu'un confus demi-savoir, et avant tout rendre respectable le Parti aux yeux de la petite bourgeoisie. Ce sont de pauvres moulins à paroles contre-révolutionnaires. »

L'attaque « furieuse » de Marx a eu pour résultat que les opportunistes ont reculé et... se sont effacés. Dans sa lettre du 19 novembre 1879, Marx fait savoir que l'on a écarté Höchberg de la commission de rédaction, et que tous les leaders influents du Parti — Bebel, Liebknecht, Bracke, etc. — ont *répudié* ses idées. L'organe du Parti social-démocrate, *Der Sozialdemokrat* [151], commença à paraître sous la rédaction de Vollmar, qui appartenait alors à l'aile révolutionnaire du Parti. Un an plus tard (le 5 novembre 1880), Marx raconte qu'ils ont, Engels et lui, toujours combattu la « misérable » tenue de ce *Der Sozialdemokrat*, et qu'ils l'ont combattue souvent avec *virulence* (*wobei's oft*

scharf hergeht). Liebknecht était allé trouver Marx en 1880 et lui avait promis qu'une « amélioration » se produirait à *tous égards*.

La paix fut rétablie et la guerre ne se manifesta pas en surface. Höchberg se retira, et Bernstein devint un social-démocrate révolutionnaire... tout au moins jusqu'à la mort d'Engels, en 1895.

Engels écrit à Sorge le 20 juin 1882, lui retraçant cette lutte comme une chose passée : « Somme toute, les affaires vont très bien en Allemagne. Messieurs les littérateurs du Parti ont bien essayé d'accomplir un coup d'Etat réactionnaire... mais il a lamentablement échoué... Les infamies auxquelles sont partout exposés les ouvriers social-démocrates les ont rendus encore beaucoup plus révolutionnaires qu'ils ne l'étaient il y a trois ans... Ces gens (les littérateurs du Parti) voudraient à tout prix, à force de douceur et de mansuétude, de servilité rampante et de docilité soumise, obtenir l'abolition de la loi contre les socialistes, qui les avait privés d'impardonnable façon de leur gagne-pain littéraire. Dès la loi abolie... la scission va vraisemblablement se manifester, et les Viereck et Höchberg formeront une aile droite à part, avec laquelle on pourra alors négocier dans tel ou tel cas jusqu'à ce qu'ils finissent par tomber sur le c... définitivement. Nous avons déjà formulé cette opinion dès la promulgation de la loi contre les socialistes, lorsque Höchberg et Schramm publièrent dans l'*Annuaire* [152] une appréciation, tout à fait infâme, sur les circonstances de l'activité du Parti et qu'ils demandaient un comportement du Parti de meilleur ton (*jebildetes* au lieu de gebildetes. Engels évoque l'accent berlinois des littérateurs allemands), bienséant, digne des salons... »

La prédiction de la bernsteiniade [153], faite en 1882, s'est remarquablement vérifiée en 1898 et dans les années postérieures.

Et depuis, notamment après la mort de Marx, on peut dire sans exagération qu'Engels a sans cesse « forcé la note », pour redresser la ligne faussée par les opportunistes allemands.

Fin 1884. Condamnation des « préjugés petits-bourgeois » des députés social-démocrates allemands au Reichstag, qui

votèrent des crédits à la Compagnie de navigation (« *Dampfersubvention* », voir *Histoire* de Mehring). Engels informe Sorge qu'il est obligé d'entretenir à ce sujet une correspondance nourrie (lettre du 31 décembre 1884 [154]).

Année 1885. En émettant son jugement sur l'affaire de la « *Dampfersubvention* », Engels écrit (3 juin) que l'on en vint « presque à la scission ». Les « convoitises philistines » des députés social-démocrates ont été « *colossales* ». « Une fraction socialiste petite-bourgeoise est inévitable dans un pays tel que l'Allemagne », dit Engels.

Année 1887. Engels répond à Sorge qui lui écrivait que le Parti se couvrait de honte en élisant comme députés des gens comme Viereck (social-démocrate dans le genre de Höchberg). On n'y peut rien, dit Engels pour se justifier, où voulez-vous que le Parti ouvrier prenne de bons députés pour le Reichstag ? « Ces messieurs de l'aile droite savent bien qu'on ne les tolère qu'à cause de la loi contre les socialistes, et qu'au premier jour où le Parti retrouvera sa liberté de mouvement, ils en seront chassés. » Au reste, il est préférable, en général, « que le Parti soit meilleur que ses héros parlementaires, plutôt que l'inverse » (3 mars 1887). Liebknecht est un conciliateur, se plaint Engels : toutes les divergences, il les couvre de phrases. Mais quand on en viendra à la scission, il sera avec nous au moment décisif.

Année 1889. Deux congrès social-démocrates internationaux à Paris [155]. Les opportunistes (les possibilistes [156] français en tête) se sont séparés des social-démocrates révolutionnaires. Engels (alors âgé de 68 ans) se jette au combat comme un jeune homme. Une série de lettres (depuis le 12 janvier jusqu'au 20 juillet 1889) est consacrée à la lutte contre les opportunistes. Engels ne s'en prend pas seulement à ces derniers, mais aussi aux Allemands, à Liebknecht, à Bebel et aux autres, pour leur esprit de conciliation.

Les possibilistes se sont vendus au gouvernement, écrit Engels le 12 janvier 1889. Quand aux membres de la « Fédération social-démocrate » anglaise (S.D.F.), il les convainc d'intelligence avec les possibilistes. « L'énorme correspondance et les courses au sujet de ce maudit congrès m'empêchent de rien faire d'autre » (11 mai 1889). Pendant que

les possibilistes font diligence, les nôtres ne font que dormir, s'emporte Engels. Aujourd'hui, même Auer et Schippel exigent que nous nous rendions au congrès des possibilistes. Ceci a « enfin » ouvert les yeux à Liebknecht. Engels écrit avec Bernstein des pamphlets (signés de Bernstein. Engels les appelle : « Nos pamphlets ») contre les opportunistes.

« La Fédération social-démocrate mise à part, les possibilistes n'ont pas une seule organisation socialiste dans toute l'Europe (8 juin 1889). C'est pourquoi ils en reviennent aux trade-unions non socialistes » (que nos admirateurs d'un large parti ouvrier, d'un congrès ouvrier, etc., en prennent note !). « D'Amérique, ils recevront un seul délégué des « Chevaliers du travail ». L'adversaire est le même que dans la lutte contre les bakouninistes. « ... avec cette seule différence que le drapeau des anarchistes est échangé contre celui des possibilistes : on vend les principes à la bourgeoisie contre des concessions dans le détail, et notamment contre des sinécures pour les dirigeants (Conseil municipal, Bourse du travail, etc). » Brousse (chef des possibilistes) et Hyndman (chef de la Fédération social-démocrate qui a fusionné avec les possibilistes) attaquent le « marxisme autoritaire » et veulent former le « noyau d'une nouvelle Internationale ».

« Tu n'as aucune idée de la naïveté des Allemands ! Cela m'a coûté infiniment de peine pour faire comprendre même à Bebel de quoi il s'agissait au fond (8 juin 1889). Et lorsque les deux congrès ont lieu, lorsque les social-démocrates révolutionnaires dépassent en nombre les possibilistes (*unifiés avec les trade-unionistes*, la S.D.F., une partie des Autrichiens, etc.), Engels exulte (17 juillet 1889). Il est heureux que les plans de conciliation et les propositions de Liebknecht et d'autres aient échoué (20 juillet 1889). « Mais il est bon que notre coterie de conciliateurs sentimentaux ait reçu pour toutes ses protestations d'amitié, ce rude coup de pied au derrière. » « Cela la guérira sans doute pour quelque temps. »

... Mehring a raison (*Der Sorgesche Briefwechsel*) de dire que Marx et Engels n'entendaient pas grand-chose au « bon ton » : « ... s'ils ne pesaient pas longtemps tous les coups qu'ils envoyaient, ils ne pleurnichaient pas non plus au sujet de chaque coup qu'ils recevaient... » Si vous croyez,

écrivait un jour Engels, que vos piqûres d'épingles peuvent traverser mon vieux cuir épais et bien tanné, vous vous trompez [157] ». Et cette insensibilité qu'ils avaient acquise, écrit Mehring à propos de Marx et d'Engels, ils la supposaient aussi chez les autres.

Année 1893. Règlement de comptes avec les « fabiens » [158], qui s'impose de lui-même... pour juger les bernsteiniens (Bernstein n'a pas « appris » pour rien son opportunisme en Angleterre, en s'inspirant des « fabiens »). « Les fabiens représentent ici, à Londres, une bande d'arrivistes, qui ont assez de bon sens pour comprendre que la révolution sociale est inévitable, mais qui ne sauraient confier ce travail gigantesque au seul prolétariat grossier, et pour cette raison, condescendant à se mettre à sa tête. La peur de la révolution est leur principe essentiel. Ils sont des « gens cultivés » par excellence. Leur socialisme est du socialisme municipal ; la commune, et non la nation, doit, pour un temps du moins, devenir propriétaire des moyens de production. Ils présentent ce socialisme qui leur est propre, comme une conséquence extrême, mais inéluctable du libéralisme bourgeois ; de là leur tactique : ne pas combattre résolument les libéraux en tant qu'adversaires, mais les pousser à tirer des conséquences socialistes, donc tricher avec eux, « imprégner le libéralisme de socialisme » ; ne pas opposer aux libéraux de candidats socialistes, mais les leur faire avaler par la pression, et, éventuellement, par le mensonge... Mais que, en cette affaire, ou bien ils seront trompés eux-mêmes, ou ils tromperont le socialisme, cela, naturellement, ils ne le comprennent pas.

Ils ont publié aussi avec beaucoup d'application, entre autres camelotes de toute sorte, quelques bons écrits de propagande, et réalisé vraiment ce que les Anglais ont fait de mieux dans ce domaine. Mais dès qu'ils reviennent à leur tactique spécifique : estomper la lutte de classe, cela sent mauvais. De là aussi, à cause de la lutte de classe, leur haine fanatique contre Marx et nous tous.

Les fabiens ont naturellement beaucoup de partisans bourgeois et, par voie de conséquence, ils disposent de « beaucoup d'argent... [159] ».

UNE APPRÉCIATION CLASSIQUE DE L'OPPORTUNISME D'INTELLECTUELS DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Année 1894. La question paysanne. « Sur le continent, écrit Engels le 10 novembre 1894, augmente avec les succès, le désir de plus grands succès encore, et la chasse aux paysans, au sens littéral de ce mot, devient de mode. D'abord les Français déclarent par la bouche de Lafargue à Nantes, non seulement... que nous ne sommes pas disposés par une intervention directe de notre part, à précipiter la ruine du petit paysan, ce dont le capitalisme se charge pour nous, mais aussi qu'il faut défendre directement le petit paysan contre le fisc, les usuriers et les gros propriétaires fonciers. Mais cela nous ne pouvons aucunement l'accepter, d'abord parce que c'est stupide, et deuxièmement, parce que c'est impossible. Puis voilà Vollmar qui vient à Francfort et veut corrompre *le paysan en général* ; or, le paysan auquel il a affaire en Haute-Bavière n'est pas le petit paysan rhénan écrasé de dettes, mais le paysan moyen et le gros paysan indépendant qui exploite valets et servantes et vend bétail et céréales. Et impossible de faire cela sans renoncer à tous les principes [160]. »

Année 1894, 4 décembre : « ... Les Bavarois qui sont devenus très, très opportunistes et sont presque déjà un simple parti populaire (je parle de la plupart des chefs et des nouveaux adhérents au Parti) avaient voté au Landtag bavarois pour l'ensemble du budget ; Vollmar, notamment, avait organisé l'agitation parmi les paysans pour capter les gros cultivateurs de la Haute-Bavière — gens possédant de 25 à 80 acres de terre (de 10 à 30 ha), c'est-à-dire ne pouvant aucunement se passer de salariés — et non leurs domestiques. »

Ainsi nous voyons que, pendant plus de dix ans, Marx et Engels luttèrent systématiquement, sans défaillance, contre l'opportunisme dans le Parti social-démocrate allemand et qu'ils poursuivirent le philistinisme d'intellectuels et l'esprit petit-bourgeois dans le socialisme. C'est là un fait extrêmement important. Le grand public sait que la social-démocratie allemande est considérée comme le modèle de la politique et de la tactique marxistes du prolétariat ; mais ce qu'il ne sait pas, c'est la lutte permanente que

les fondateurs du marxisme eurent à mener contre l'« aile droite » (expression d'Engels) de ce Parti. Que peu après la mort d'Engels cette guerre, de secrète, soit devenue déclarée, ce n'est pas là un effet du hasard. C'est le résultat inéluctable des dizaines d'années d'évolution historique de la social-démocratie allemande.

Et maintenant nous voyons apparaître avec un extrême relief les deux lignes des conseils, indications, amendements, avertissements et recommandations d'Engels (et de Marx). Aux socialistes anglo-américains ils recommandaient surtout se rallier au mouvement ouvrier, d'éliminer du sein de leurs organisations l'esprit sectaire, étroit et routinier. Aux social-démocrates allemands ils enseignaient avec le plus d'insistance à ne pas sombrer dans le philistinisme, le « crétinisme parlementaire » (expression de Marx dans la lettre du 19 septembre 1879), l'opportunisme d'intellectuels petits-bourgeois.

N'est-il pas caractéristique que nos crécelles social-démocrates aient monté en épingle les conseils de la première catégorie, et qu'elles aient serré les lèvres, pour passer sous silence les conseils de la seconde catégorie ? *Pareille* appréciation à sens unique des lettres de Marx et d'Engels n'est-elle pas le meilleur indice d'une certaine partialité de nos social-démocrates russes ?

Aujourd'hui que le mouvement ouvrier international manifeste les symptômes d'une effervescence profonde et de flottements ; que les excès de l'opportunisme, du « crétinisme parlementaire » et du réformisme philistin ont suscité les excès contraires, ceux du syndicalisme révolutionnaire, aujourd'hui la ligne générale des « amendements » apportés par Marx et Engels au socialisme anglo-américain et allemand prend une importance exceptionnelle.

Dans les pays où *il n'y a pas* de Parti ouvrier social-démocrate, où *il n'y a pas* de députés social-démocrates dans les parlements, où *il n'y a* aucune politique social-démocrate systématique, cohérente ni aux élections, ni dans la presse, etc., dans ces pays Marx et Engels enseignaient aux socialistes à briser, *coûte que coûte*, le sectarisme étroit et à *se rallier* au mouvement ouvrier, pour *secouer politiquement* le prolétariat. Car en Angleterre comme en Amérique, le prolétariat n'a montré, au cours du dernier

tiers du XIXe siècle, *presque aucune* activité politique indépendante. L'arène politique dans ces pays, en l'absence presque absolue de tâches historiques démocratiques bourgeoises, était *entièrement* occupée par la bourgeoisie triomphante et présomptueuse, qui n'a pas sa pareille au monde dans l'art de duper, de corrompre et de suborner les ouvriers.

Croire que ces conseils de Marx et d'Engels à l'intention du mouvement ouvrier anglo-américain peuvent être simplement et directement appliqués aux conditions russes, revient à utiliser le marxisme non point pour s'en assimiler la *méthode*, non point pour *étudier* les particularités historiques concrètes du mouvement ouvrier dans divers pays, mais pour permettre des règlements de compte entre intellectuels de diverses fractions.

Au contraire, dans le pays où la révolution démocratique bourgeoise est restée inachevée, où a régné et règne encore le « despotisme militaire... habillé de formes parlementaires » (expression de Marx dans sa *Critique du programme de Gotha* [161]), où le prolétariat est depuis longtemps déjà entraîné dans la politique et réalise la politique social-démocrate, dans un tel pays Marx et Engels craignaient le plus la dégradation parlementaire, l'avilissement philistin des tâches et de l'envergure du mouvement ouvrier.

Nous avons le devoir de souligner *ce* côté du marxisme et de le mettre au premier plan, à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise en Russie, d'autant plus que la grande, « brillante » et riche presse bourgeoise libérale de chez nous claironne par mille voix au prolétariat le loyalisme « exemplaire », la légalité parlementaire, la modestie et la modération du mouvement ouvrier allemand voisin.

Ce mensonge intéressé des traîtres bourgeois à la révolution russe n'est pas dû au hasard non plus qu'à la dépravation personnelle d'anciens ou de futurs ministres du camp cadet. Il est dû aux profonds intérêts économiques des propriétaires fonciers libéraux et des bourgeois libéraux de Russie. Dans la lutte contre ce mensonge, contre cet « abrutissement des masses » (*Massenverdummung*, expression d'Engels dans la lettre du 29 novembre 1886), les lettres de Marx et d'Engels doivent être une arme précieuse pour tous les socialistes russes.

Le mensonge intéressé des bourgeois libéraux montre au peuple la « modestie » exemplaire des social-démocrates allemands. Les chefs de ces social-démocrates, les fondateurs de la théorie du marxisme, nous disent :

« C'est le langage et l'action révolutionnaires des Français qui ont fait paraître les hypocrisies de Viereck et Cie (social-démocrates opportunistes du groupe social-démocrate au Reichstag) sous un jour vraiment terne (il s'agit de la formation d'un parti ouvrier à la Chambre des députés français et de la grève de Decazeville, qui a dissocié les radicaux français du prolétariat français [162]), de sorte que, au cours des derniers débats, seuls Liebknecht et Bebel ont pris la parole, et tous deux très bien. Avec ces débats, nous pouvons de nouveau nous montrer en bonne société, ce qu'on ne pouvait nullement faire avec tous les autres. Il est bon, en général, qu'on dispute la direction aux Allemands, surtout depuis qu'ils ont élu un si grand nombre d'éléments philistins (chose d'ailleurs inévitable). *En Allemagne tout devient philistin en temps de calme*, aussi l'aiguillon de la concurrence française est-il *absolument nécessaire* »... (lettre du 29 avril 1886).

Tels sont les enseignements que doit surtout s'assimiler le Parti social-démocrate ouvrier russe qui se trouve dominé par l'influence idéologique de la social-démocratie allemande.

Ces leçons nous sont enseignées non par tel ou tel passage de la correspondance des plus grands hommes du XIXe siècle, mais par tout l'esprit et par tout le contenu de la critique fraternelle, franche, étrangère à toute diplomatie et aux calculs mesquins, qu'ils ont faite de l'expérience internationale du prolétariat.

A quel point toutes les lettres de Marx et d'Engels sont réellement pénétrées de cet esprit, les passages suivants, extrêmement caractéristiques encore que portant plus ou moins sur les détails, peuvent en faire foi [163].

En 1889 commençait en Angleterre un mouvement jeune, frais, plein d'un nouvel esprit révolutionnaire, parmi les simples ouvriers non spécialisés, non qualifiés (gaziers, dockers, etc). Engels en est ravi. Il souligne avec enthousiasme le rôle de la fille de Marx, *Tussy*, qui a fait de l'agitation parmi eux. « Ce qu'il y a de plus répugnant ici,

écrit-il de Londres le 7 décembre 1889, c'est la « respectabilité » bourgeoise qui pénètre la chair et le sang des ouvriers. La division de la société en d'innombrables subdivisions sociales reconnues incontestablement de tous, dont chacune a sa propre fierté, mais aussi son respect inné pour les « meilleurs » et les « supérieurs », est si ancienne et a des assises si fermes que les bourgeois n'ont pas grand mal à tromper les masses ! Je ne suis pas du tout sûr, par exemple, que John Burns ne soit pas plus fier, dans son for intérieur, de sa popularité auprès du cardinal Manning, le lord-maire, et en général, auprès de la bourgeoisie que de celle dont il jouit dans sa propre classe. Et Champion, lieutenant en retraite, a trafiqué il y a bien des années avec des bourgeois, surtout des conservateurs, tandis qu'au congrès anglican-clérical il a prêché le socialisme, etc. Et même Tom Mann que je juge le meilleur d'entre eux aime à raconter qu'il déjeunera chez le lord-maire. Mais c'est quand on les compare aux Français qu'on voit tout ce qu'une révolution a de bon. »

Ceci se passe de commentaires.

Autre exemple. En 1891, il y avait danger de guerre européenne. Engels correspondait à ce sujet avec Bebel ; tous deux étaient d'accord que si la Russie attaquait l'Allemagne, les socialistes allemands devraient se battre désespérément contre les Russes et contre n'importe quels alliés de ces derniers. « Si l'Allemagne est étouffée, nous le serons avec elle. Mais dans le cas le plus favorable, la lutte deviendra si violente que l'Allemagne ne pourra se maintenir que par des mesures révolutionnaires et que, par conséquent, nous serons, chose très possible, obligés de prendre le gouvernail et de jouer l'année 1793 » (lettre du 24 octobre 1891).

Pour la gouverne des opportunistes qui criaient par le monde que les perspectives « jacobines » qui s'étaient présentées au Parti ouvrier russe en 1905 n'avaient rien de social-démocrate ! Engels indiquait expressément à Bebel qu'il était possible que les social-démocrates auraient à participer au gouvernement provisoire.

Il est tout naturel qu'en professant un tel point de vue sur les tâches des partis ouvriers social-démocrates, Marx et Engels aient été pleins d'une foi radieuse en la

révolution russe et en sa puissante portée mondiale. Durant une vingtaine d'années nous voyons apparaître dans cette correspondance cette attente passionnée de la révolution en Russie.

Voici la lettre de Marx du 27 septembre 1877. La crise en Orient [164] provoque l'enthousiasme de Marx. « La Russie... est depuis longtemps déjà à la veille d'une révolution, tous les éléments sont prêts pour cela. Les braves Turcs ont hâté de beaucoup d'années l'explosion grâce aux coups qu'ils ont... dispensé... Le coup d'État commencera *secundum artem* (« selon toutes les règles de l'art ») par des *coquetteries constitutionnelles, et il y aura un beau tapage* *. Si la mère nature nous favorise, nous assisterons à ce triomphe. » (Marx avait alors 59 ans.)

Or, la mère nature n'a pas permis à Marx — et ne pouvait permettre du reste — de vivre jusqu'à « ce triomphe »! Quant aux « coquetteries constitutionnelles » il les avait *prévues*, et ses paroles semblent avoir été prononcées hier, à propos de la Ire et de la IIe Douma russe. Or, l'avertissement donné au peuple au sujet des « coquetteries constitutionnelles » formait précisément l'« âme vivante » de la tactique de boycottage tant haïe par les libéraux et les opportunistes...

Voici la lettre de Marx du 5 novembre 1880. Il exulte à l'occasion du succès du *Capital* en Russie [165], il se rallie aux côtés de la *Narodnaïa Volia* contre le groupe, récemment formé, des partisans du *partage noir* [166]. Les éléments anarchistes de leurs conceptions ont été exactement saisis par Marx ; ne connaissant pas et n'ayant pas eu la possibilité de connaître alors la conversion future des *populistes*, partisans du *partage noir* en social-démocrates, Marx attaque les partisans du *partage noir* avec toute la force de son sarcasme cinglant :

« Ces messieurs sont contre toute action politique révolutionnaire. La Russie entrera par un saut périlleux dans le millénaire anarchiste-communiste-athée ! Cependant qu'ils préparent ce bond au moyen d'un doctrinarisme ennuyeux dont les prétendus principes courent les rues depuis feu Bakounine **. »

* ... et il y aura un beau tapage. (En français dans le texte. — *N.R.*)

** ... courent les rues depuis feu Bakounine. (En français dans le texte. — *N.R.*)

On peut voir ici comment Marx aurait jugé pour la Russie de 1905 et des années qui suivent la portée de l'« action révolutionnaire politique » *de la social-démocratie* *.

Voici une lettre d'Engels datée du 6 avril 1887 : « par contre, la crise semble imminente en Russie. Les derniers attentats ont provoqué une grande confusion... » La lettre du 9 avril 1887 dit la même chose... « L'armée est pleine d'officiers mécontents qui conspirent. » (Engels était alors sous l'impression de la lutte révolutionnaire des *narodovoltsy*, il fondait ses espoirs sur les officiers et ne voyait pas encore l'élan révolutionnaire que les soldats et matelots russes devaient manifester avec éclat dix-huit ans plus tard...). « Je ne pense pas que l'état actuel des choses se maintienne un an encore ; une fois que cela déclenchera en Russie (losgeht), alors hourra ! »

Lettre du 23 avril 1887 : « Les persécutions (contre les socialistes) se succèdent en Allemagne. Il semble que Bismarck veuille que tout soit prêt afin qu'à l'explosion de la révolution en Russie, qui n'est plus qu'une question de quelques mois, l'Allemagne puisse suivre immédiatement son exemple (*losgeschlagen werden*). »

Les mois se sont révélés excessivement longs. Il est hors de doute qu'il se trouvera des philistins qui, le front rembruni, les sourcils froncés, condamneront catégoriquement le « révolutionnarisme » d'Engels, ou qui riront avec condescendance des vieilles utopies du vieux révolutionnaire émigré.

Oui, Marx et Engels se sont beaucoup et souvent trompés dans leurs pronostics sur la proximité de la révolution, dans leur espoir de la victoire de cette dernière (par exemple, en 1848, en Allemagne), dans leur foi en la proximité de la « République » allemande (« mourir pour la République », écrivait à propos de cette époque Engels, en songeant à son état d'esprit de participant à la campagne militaire pour la Constitution de l'Empire, en 1848-1849 [168]). Ils se sont trom-

* Au fait, si la mémoire ne me trahit pas, Plékhanov ou V. Zassoulitch m'ont signalé, en 1900-1903, l'existence d'une lettre d'Engels à Plékhanov sur *Nos divergences* et le caractère de la révolution qui allait éclater en Russie. Il serait intéressant de savoir exactement si cette lettre a existé, si elle s'est conservée et s'il ne serait pas temps de la publier [167].

pés en 1871, lorsqu'ils étaient occupés à « soulever le Midi de la France, ce pour quoi ils (Becker écrit : « nous » en parlant de lui-même et de ses proches amis : lettre n° 14 du 21 juillet 1871) ont fait, sacrifié et risqué tout ce qui était humainement possible... » Dans cette même lettre : « Si en mars et en avril nous avions disposé d'un peu plus de ressources, nous aurions provoqué une levée de boucliers dans toute la France méridionale et sauvé la Commune de Paris (p. 29) ». Mais de *semblables* erreurs des géants de la pensée révolutionnaire, qui travaillaient à élever et ont élevé le prolétariat du monde entier au-dessus du niveau des petites tâches quotidiennes d'un sou, sont mille fois plus nobles, plus magnifiques, *historiquement plus précieuses et plus proches de la vérité*, que la plate sagesse du libéralisme officiel qui chante, crie, clame et proclame la vanité des vanités révolutionnaires, la vanité de la lutte révolutionnaire, les charmes des fadaises « constitutionnelles » contre-révolutionnaires...

La classe ouvrière russe conquerra la liberté et donnera l'impulsion à l'Europe par ses actes révolutionnaires pleins d'erreurs, et laissons les plats personnages tirer vanité de l'infaillibilité de leur inaction révolutionnaire.

Le 6 avril 1907.

LA DOUMA ET LES LIBÉRAUX RUSSES

Saint-Pétersbourg, le 10 avril.

Ce que l'on appelle la « société » russe se trouve dans un état d'accablement, de terreur, de désarroi. L'article de M. F. Malover [169], qui a fort bien choisi son pseudonyme *, dans le *Tovarichtch* de dimanche (8 avril), constitue un fait instructif et caractéristique parce qu'il reflète fidèlement cet état.

L'article de M. Malover s'intitule « La Douma et la société ». Par société on entend ici, selon le vieil usage russe du mot, un groupe de fonctionnaires libéraux, d'intellectuels bourgeois, de rentiers en proie à l'ennui et d'autres individus hautains, contents d'eux-mêmes et désœuvrés, qui se prennent pour le sel de la terre, se nomment fièrement « intelligentsia », créent « l'opinion publique », etc., etc.

« La campagne contre la Douma, qu'on a remarquée ces jours derniers dans les pages de la presse de gauche, apparaît risquée à l'extrême » à M. Malover. C'est là l'idée fondamentale de l'article. L'argumentation de M. Malover consiste à invoquer l'état d'esprit de la société. Selon lui, la société est fatiguée, elle « tourne le dos » à la politique, elle ne proteste pas contre les abus, elle va lire dans les bibliothèques et achète dans les librairies de la littérature « facile ». « Ce milieu est veule »... « pour que la Douma se ranime, il faudrait que le pays lui-même en fasse autant. »

* *Malover* signifie sceptique. (*N.R.*)

« La Douma pourrait naturellement périr à tout moment d'une mort héroïque, mais à en juger par les bruits qui circulent, cela ne ferait que favoriser ses successeurs involontaires. Et que gagnerait le peuple à ceci en dehors d'une nouvelle loi électorale ? »

Nous donnons ces citations car elles sont *typiques* de la grande masse des libéraux russes et de tous les intellectuels des arrière-cours du libéralisme.

Remarquez bien que dans la dernière phrase, de « société » on saute à « peuple » ! M. Malover, rusant avec lui-même (comme le font toujours tous les intellectuels sceptiques), fausse toute son argumentation en présentant les choses comme si cette fameuse « société » déterminait effectivement « le soutien du dehors » ou bien l'attitude des *masses*. Mais la falsification a beau être subtile, elle n'en échoue pas moins : on a dû passer de la « société » au « peuple ». Et toute la poussière amassée dans les bureaux des hommes de la « société », étouffants, renfermés, soigneusement cloisonnés, monte en colonne aussitôt que s'entrouvre une porte sur la « rue ». La sophistique du poisson séché, qui se prend pour « intellectuelle » et « cultivée », se dévoile elle-même.

Thèse : la campagne de *la gauche* contre la Douma est risquée.

Preuve : la *société* est fatiguée et tourne le dos à la politique, elle préfère la littérature facile.

Conclusion : le *peuple* ne gagnerait rien à la mort héroïque de la Douma.

Mot d'ordre politique : « Maintenant, il semble qu'il n'y ait plus aucun doute pour personne que dans un proche avenir la lutte politique ne pourra plus avoir d'autre but que de renforcer et d'élargir les droits de la Douma, unique (!) instrument de lutte contre le gouvernement que le peuple (!) ait entre les mains. »

N'est-ce pas là en vérité la logique incomparable des contre-révolutionnaires hypocrites, revêtus du noble manteau du scepticisme et de l'indifférence blasée ?

Thèse : nous, la « société », sommes dans la boue. Vous, la gauche, vous essayez de nettoyer ? — N'y touchez pas, la boue ne nous gêne pas.

Preuve : nous sommes fatigués des tentatives (faites

par d'autres) pour nettoyer la boue. Nous sommes dans l'indécision par rapport à ce nettoyage.

Conclusion : il est risqué de toucher à la boue.

Les raisonnements des messieurs Malover ont de l'importance, puisqu'ils reflètent fidèlement, nous le répétons, un état d'esprit dont l'origine apparaît être en fin de compte la lutte des classes dans la révolution russe. La lassitude de la bourgeoisie et son penchant pour la littérature « facile » n'est pas un fait accidentel, mais inévitable. Le groupement de la population en partis, cette très importante leçon et conquête politique de la révolution au temps des élections à la deuxième Douma, a montré de façon concrète ce revirement à droite de larges couches de propriétaires terriens et de la bourgeoisie à l'échelle nationale. La « société » et « l'intelligentsia » sont simplement les pitoyables et misérables larbins peureusement soumis à cette dizaine de milliers d'hommes de l'« élite ».

La majeure partie des intellectuels bourgeois vit avec ceux qui tendent à s'éloigner de la politique, et se nourrit auprès d'eux. Seuls quelques rares intellectuels vont dans les cercles de propagandistes du parti ouvrier, qui connaissent par expérience la « *faim de loup* » des masses populaires pour l'ouvrage politique, le journal et la connaissance du socialisme. Mais si ces intellectuels ne vont pas à une mort héroïque, une vie de bagne les attend, celle du « militant de base » héroïque, mal payé et sous-alimenté, éternellement surmené, à bout de nerfs. La récompense de *cette* intelligentsia, c'est de s'être libérée des tas de fumier de la « société », d'avoir oublié de penser à l'indifférence de *son* auditoire pour les questions sociales et politiques. Mais l'« intellectuel » qui n'a pas su se trouver un auditoire qui ne soit pas indifférent à ces questions, ressemble autant à un « démocrate » et à un intellectuel au sens noble du mot, que la femme qui se vend pour de l'argent dans un mariage légal ressemble à une épouse affectueuse. L'un et l'autre cas ne sont que des variantes d'une prostitution officiellement convenable et pleinement légale.

Les partis de gauche ne le sont effectivement et ne méritent cette appellation que dans la mesure où ils expriment les intérêts et reflètent la psychologie *non pas* de la « société », *non pas* d'une chiffe intellectuelle pleurni-

cheuse, mais du petit peuple, du prolétariat et d'une certaine partie des classes petites-bourgeoises des villes et des campagnes. Les partis de gauche sont ceux dont l'auditoire n'est *jamais* indifférent aux questions sociales et politiques, comme un affamé ne sera jamais indifférent devant un morceau de pain. « La campagne contre la Douma » menée par ces partis de gauche est le reflet d'un certain courant existant dans le petit peuple, c'est l'écho d'un certain... et bien disons-le, d'une certaine effervescence des masses à l'encontre des narcisses pleins de suffisance, amoureux des tas de fumier qui les entourent.

L'un de ces narcisses, M. F. Malover, écrit : « La psychologie des masses populaires pour la période que nous vivons est une grandeur absolument inconnue, et personne ne peut garantir que ces masses réagiront à la dissolution de la deuxième Douma autrement qu'à celle de la première. »

En quoi cela diffère-t-il de la psychologie d'une « honnête femme » de la société bourgeoise qui dirait : personne ne peut garantir que je ne me marierai pas par amour avec celui qui me paiera le plus cher?

Mais vos propres sentiments, Madame, ne peuvent-ils servir de caution à personne ? Et vous, messieurs les Malover, ne vous sentez-vous pas une petite fraction des « masses populaires », ne vous sentez-vous pas un participant (et non seulement spectateur), ne vous reconnaissez-vous pas l'un des auteurs de l'état d'esprit général, l'un des moteurs qui conduisent en avant ?

La bourgeoisie « ne se portera pas garante » de ce que le prolétariat va des défaites vers la victoire. Le prolétariat *se porte garant* de ce que la bourgeoisie se distingue par une bassesse égale envers les défaites et envers les victoires du peuple dans sa lutte pour la liberté.

Que les social-démocrates enclins aux hésitations et au doute, instruits par les exemples des messieurs Malover, apprennent à comprendre jusqu'à quel degré sont *réactionnaires* maintenant les propos sur la position « étroite et hostile » des social-démocrates par rapport aux libéraux, mais aussi sur une révolution « nationale » (avec les Malover à leur tête ! ?).

« Nacha Ekho » n° 14, 10 avril 1907

Conforme au texte du journal

FR. MEHRING À PROPOS DE LA DEUXIÈME DOUMA

Dans l'un des derniers numéros de la revue social-démocrate allemand *Die Neue Zeit* * l'article de fond est signé par l'éditorialiste habituel de cette revue, Franz Mehring. L'auteur remarque que lors des débats sur le budget les orateurs social-démocrates, Zinger et David ont profité de l'occasion pour montrer comment la social-démocratie, prétendument vaincue aux dernières élections, défend fermement ses positions prolétariennes [170]. Au contraire, les libéraux allemands, qui se sont alliés au gouvernement contre le « centre » clérical et contre la social-démocratie aux élections, se sont trouvés dans la piteuse position d'alliés humiliés de la réaction. « La bourgeoisie libérale, dit Mehring, joue le rôle d'esclave docile (le terme allemand « Dirne » signifie exactement « prostituée ») des junkers prussiens pour une misérable aumône. »

Nous citons exactement ces mots incisifs pour montrer concrètement la différence qu'il y a dans le ton et le contenu entre l'appréciation des libéraux par la social-démocratie allemande et ce qu'on rencontre souvent dans les journaux des cadets russes. Comme on le sait, ces journaux, à propos des résultats des élections en Allemagne, ont entonné une toute autre chanson, ils ont parlé des fautes de la social-démocratie qui, prétendent-ils, a méconnu la démocra-

* N° 23 (25. Jahrg., Bd. 1.,) *Temps Nouveaux*, 25e année, t. 1 — *N.R.*) du 6 mars 1907.

tie bourgeoise, a adopté une « position étroite et hostile » à son égard, etc.

Ceci dit en passant. Ce qui nous intéresse ici ce n'est pas l'appréciation de Mehring du libéralisme allemand, mais son jugement sur la Douma russe et le *libéralisme russe*, dont il examine les mots d'ordre (« préserver la Douma », faire un « travail positif ») de façon remarquablement claire et juste.

Citons la traduction complète de toute la deuxième partie de l'article de Mehring.

LE LIBÉRALISME ALLEMAND ET LA DOUMA RUSSE

... Pour comprendre l'infinie futilité de ces débats *, il est utile de revenir 60 ans en arrière et de jeter un coup d'œil sur le Landtag uni de Berlin, lorsque la bourgeoisie, pour la première fois, allait s'engager dans la lutte parlementaire. Même en ce temps-là l'héroïsme n'était pas son fort. Voilà comment Marx la caractérise : « ... Se méfiant d'elle-même, se méfiant du peuple, grommelant contre les couches supérieures et redoutant les couches inférieures, égoïste à l'égard des uns et des autres et consciente de son égoïsme, révolutionnaire pour les conservateurs et conservatrice pour les révolutionnaires ; mise en défiance par ses propres mots d'ordre, avec des phrases en guise d'idées, craignant l'ouragan mondial et l'exploitant à son profit ; dénuée de toute énergie, ne représentant qu'un pur plagiat, elle est banale, parce que dépourvue de toute originalité, elle est originale en sa banalité, elle marchande avec elle-même, sans initiative, sans vocation de portée universelle ; on dirait un vieillard sur qui pèse la malédiction, condamné qu'il est à pervertir les premiers élans de jeunesse d'un peuple débordant de vie pour les plier à ses intérêts séniles, sans yeux, sans oreilles, sans dents, un véritable débris [171]. »

Et pourtant, malgré cela, la bourgeoisie d'alors a su ne pas laisser l'argent lui échapper des mains et rogner

* Il s'agit des débats au Reichstag à propos du budget.

les revenus du roi et des junkers, tant que son droit ne fut pas garanti ; elle a préféré supporter la disgrâce du roi plutôt que de lui permettre de se dépêtrer de la banqueroute au prix de son droit de primogéniture.

Comparés aux libres penseurs d'aujourd'hui, les libéraux du Landtag uni étaient alors, en tous cas, plus clairvoyants. Ils se moquaient éperdument des bavardages à propos du « travail positif » et préféraient freiner une affaire aussi importante pour la prospérité du pays qu'était, en ce temps-là, la construction du chemin de fer de l'est, plutôt que de renoncer à leur droit constitutionnel.

Le rappel de cette époque s'impose d'autant plus que la fin des débats sur le budget au Reichstag coïncida avec l'ouverture de la deuxième Douma russe. L'histoire parlementaire de la révolution russe a sans doute jusqu'à ce jour ressemblé plus à l'histoire parlementaire de la révolution prussienne de 1848 qu'à celle de la révolution française de 1789 ; l'histoire de la première Douma russe rappelle de manière frappante, sous certains aspects, l'histoire de la fameuse « assemblée de conciliateurs » qui a tenu séance autrefois au théâtre de Berlin, elle la rappelle jusque dans les détails, jusqu'à l'appel resté sans résultat, tombé à l'eau, au non-paiement des impôts, émanant de la majorité démocrate-constitutionnelle après la dissolution. En Prusse aussi, le deuxième Landtag, convoqué par le gouvernement, avait, comme la Douma russe actuelle, un caractère oppositionnel plus marqué, mais un mois après il était de nouveau dissout par la force armée. Les voix sont nombreuses qui prédisent à la nouvelle Douma russe le même sort. Et les très sages libéraux donnent un conseil magnifique : préservez la Douma et essayez de conquérir la confiance du peuple par un « travail positif ». Dans le sens où le comprennent les libéraux, c'est la chose la plus stupide qu'on puisse conseiller à la nouvelle Douma.

L'histoire n'aime pas les répétitions. La nouvelle Douma est un produit de la révolution, tout à fait différent de ce que fut autrefois le deuxième parlement prussien. Elle a été élue au milieu de pressions si sordides et si viles aux élections que tout ce qu'a fait « l'Union du Mensonge de l'Empire » allemand n'est que vétille à côté. La démocratie constitutionnelle ne règne pas non plus parmi la

gauche de la Douma actuelle, cette gauche est aguerrie par un fort groupe socialiste. Il n'est pas non plus si simple de dissoudre la Douma. Le tsarisme ne se serait pas mis en peine d'exercer toutes ces pressions aux élections, procédure aussi pénible que répugnante, s'il dépendait uniquement de son désir que la Douma soit ou non dissoute. Face à ses créditeurs, il a besoin d'une représentation nationale qui le sauve de la banqueroute, tandis qu'il ne lui reste déjà plus la moindre possibilité, même s'il était moins en difficulté, d'inventer un système électoral plus pitoyable et d'exercer des pressions plus grossières aux élections.

Dans cet ordre d'idée, la réaction prussienne de 1849 avait un gros atout : ayant aboli le suffrage universel et introduit un système d'élections à trois degrés, elle a obtenu une prétendue représentation nationale qui ne lui opposait aucune résistance sérieuse, mais présentait quand même une certaine garantie pour les Etats créditeurs.

Les élections à la nouvelle Douma ont montré justement que la révolution russe a une envergure plus grande qu'autrefois la révolution allemande. Il ne fait aucun doute également que la révolution n'a pas élu la nouvelle Douma pour rien, qu'elle se propose de l'utiliser. Mais la révolution se serait trahie elle-même si elle avait écouté les sages conseils des libéraux allemands et s'était efforcée d'acquérir la confiance du peuple par un « travail positif » tel qu'ils l'entendent ; en agissant ainsi, elle prendrait la même voie pitoyable et honteuse que celle suivie depuis soixante ans par le libéralisme allemand. Ce que ce héros étonnant entend par « travail positif » n'aurait conduit la nouvelle Douma qu'à aider le tsarisme à se libérer de l'étau financier contre la pitoyable aumône sous forme de « réformes » telles que seul le gouvernement d'un certain Stolypine sait les pondre.

Eclairons la notion de « travail positif » par un exemple historique. Lorsque l'Assemblée Nationale a réalisé l'émancipation des paysans français, une nuit de l'été 1789, l'aventurier vénal et génial qu'était Mirabeau, le plus grand héros de la démocratie constitutionnelle, eut à ce propos un mot fameux, il baptisa cet événement d'« orgie écœu-

rante ». Mais, selon nous, c'était du « travail positif ». Par contre, le processus d'émancipation des paysans prussiens qui avança au pas de tortue pendant 60 ans, de 1807 à 1865, et qui, brutal et impitoyable, brisa d'innombrables vies paysannes, fut, du point de vue de nos libéraux, du « travail positif » à propos duquel ils font sonner toutes les cloches. Pour nous ce fut une « orgie écœurante ».

Ainsi, si la nouvelle Douma veut remplir son rôle historique, elle doit sans aucun doute s'attacher à un « travail positif ». Sur ce sujet règne une identité de vue réjouissante. La question est seulement de savoir de quel genre doit être ce « travail positif ». De notre côté, nous espérons et souhaitons que la Douma soit l'instrument de la révolution russe qui l'a engendrée.

* * *

Cet article de Mehring incite involontairement à réfléchir sur les tendances actuelles de la social-démocratie russe.

On ne peut ne pas remarquer, avant tout, que l'auteur, en comparant la révolution russe de 1905 et des années qui suivirent avec la révolution allemande des années 1848-1849, compare la première Douma à la fameuse « assemblée de conciliateurs ». Cette dernière expression appartient à Marx. C'est ainsi qu'il nomme les libéraux allemands de cette époque dans sa *Nouvelle Gazette Rhénane* [172]. Et son expression est passée dans l'histoire, comme l'appréciation prolétarienne de la révolution bourgeoise.

Marx traitait de « conciliateurs » les libéraux allemands de l'époque révolutionnaire, parce qu'alors la bourgeoisie libérale avait pris pour base de sa tactique politique la « théorie de conciliation » entre la Couronne et le peuple, entre l'ancien pouvoir et les forces de la révolution. Cette tactique exprimait les intérêts de classe de la bourgeoisie allemande dans la révolution bourgeoise allemande : la bourgeoisie craignait que la révolution ne fût menée à son terme, elle craignait l'action indépendante du prolétariat, la victoire complète de la paysannerie sur ses exploiteurs moyenâgeux dont l'économie comportait alors bien des traits de caractère féodal. Les intérêts de classe de la bour-

geoisie la poussaient à transiger avec la réaction (« conciliation ») contre la révolution, et les intellectuels libéraux avaient mis sur pied la « théorie de conciliation » pour camoufler leur abandon de la révolution.

L'admirable citation rappelée par Mehring montre clairement comment Marx fustigeait cette bourgeoisie conciliatrice à l'époque de la révolution. Celui qui connaît l'édition de Mehring des œuvres de Marx et Engels des années 40, et en particulier des articles de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, sait, bien sûr, qu'on pourrait faire toute une série de citations *de ce genre*.

Que ceux qui, comme Plékhanov, essayent d'invoquer Marx pour justifier la tactique de l'aile droite de la social-démocratie dans la révolution bourgeoise russe, réfléchissent là-dessus ! Les arguments de ces gens-là reposent sur un choix malheureux de citations : ils prennent les thèses générales sur le soutien de la grosse bourgeoisie contre la petite bourgeoisie réactionnaire et les appliquent sans esprit critique aux cadets russes, à la révolution russe.

Mehring donne une bonne leçon à ces gens-là. Celui qui veut prendre conseil chez Marx sur les tâches du prolétariat dans la révolution bourgeoise, doit prendre les jugements relatifs *précisément* à l'époque de la révolution bourgeoise allemande. Et ce n'est pas sans raison que nos mencheviks évitent si peureusement ces jugements ! Nous y voyons l'expression la plus complète et la plus claire de la lutte sans merci contre la bourgeoisie *conciliatrice* que mènent les bolcheviks dans la révolution bourgeoise russe.

A l'époque de la révolution bourgeoise allemande, Marx considérait que la tâche fondamentale du prolétariat consistait à mener la révolution à son terme, à conquérir le rôle dirigeant, à dévoiler la trahison de la bourgeoisie « conciliatrice », à arracher les masses populaires et en particulier la paysannerie * à l'influence de cette bourgeoisie. C'est un fait historique que seuls ceux qui se réclament abusivement du nom de Marx peuvent taire ou éviter.

---

* La bourgeoisie allemande trahit *ses alliés naturels*, les *paysans*, disait Marx en 1848, en appréciant le rôle de la paysannerie dans la révolution bourgeoise [178].

C'est en fonction étroite avec ce qui précède qu'il faut comprendre le « travail positif » et « l'orgie écœurante » de Mehring.

Ce parallèle habille si bien les libéraux russes, les cadets, en passe de faire voter par la deuxième Douma le budget de l'autocratie policière et militaire qu'ajouter quelque chose aux mots de Mehring ne ferait que les affaiblir.

Nous allons comparer la façon dont le problème est exposé par Mehring et par l'aile droite de la social-démocratie allemande. Les lecteurs savent, bien sûr, que Mehring, comme tout le comité de rédaction de *Neue Zeit*, s'en tient au point de vue de la social-démocratie révolutionnaire. Les bernsteiniens occupent une position opposée, opportuniste. Leur principal organe est la revue *Sozialistische Monatshefte* *. Dans le dernier numéro de cette revue (avril 1907) nous trouvons un article d'un certain M. Roman Streltsov : « Le deuxième parlement russe ». L'article est plein d'expressions haineuses contre les bolcheviks que l'auteur, sans doute pour être plus caustique, traite de « léniniens ». On voit avec quelle bonne foi ce strélets de Streltsov informe le public allemand, quand on sait que, citant les endroits les plus incisifs des brochures de Lénine au moment des élections à Pétersbourg, l'auteur *passe sous silence* la *scission* perfide, organisée par les mencheviks et qui a déclenché la lutte sur ce terrain.

Mais ceci est dit en passant. Ce qui nous importe, c'est l'exposé du problème par le bernsteinien. Il fait l'éloge des mencheviks, *et de Plékhanov en particulier*, considérés comme étant *l'aile réaliste* de la social-démocratie russe. L'organe central de la social-démocratie allemande, *Vorwärts* [174], pour une phrase disant que le peuple n'avait pas envoyé de solliciteurs (Fürsprecher) à la deuxième Douma mais des lutteurs (Vorkämpfer), s'attire une réprimande du « réaliste » : « *Vorwärts*, comme les léniniens, voit manifestement en rose la situation actuelle en Russie » (p. 295 du numéro cité) **. La conclusion de l'auteur est

* Mensuel Socialiste. (*N.R.*)

** A ce propos, il n'est peut-être pas superflu d'ajouter que nous sommes en tout cas profondément et de tout notre cœur reconnaissants à M. Streltsov de ses efforts pour discréditer les bolcheviks devant la social-démocratie allemande. M. Streltsov le fait si... habilement

claire et nette : « Donc, écrit-il en terminant son article, donc, préserver la Douma (Erhaltung der Duma) tel est bien le but de toute l'opposition, prise dans son ensemble. » Et plus loin : les socialistes ne doivent pas « gaspiller leur force dans la lutte absolument inutile contre les cadets » (p. 296, même n°).

Nous proposons au lecteur de conclure après la comparaison des idées de Mehring sur « l'orgie écœurante » avec les idées de MM. les Streltsov sur le mot d'ordre « préserver la Douma ».

Une telle comparaison peut très bien remplacer tout commentaire sur les politiques bolchevique et menchevique à la Douma actuelle, sur les projets de résolution bolchevique et menchevique à propos de l'attitude à l'égard de la Douma d'Etat.

Ecrit en avril 1907.
Paru en avril 1907 dans le recueil « Voprossy Taktiki » II. St-Pétersbourg, Ed. « Novaïa Douma ».
Signé : K. T.

Conforme au texte du recueil

que nous ne pourrions souhaiter meilleur allié pour la propagande du bolchevisme parmi les social-démocrates allemands. Alors, allez-y, M. Streltsov, ne vous gênez pas !

LARINE ET KHROUSTALEV [175]

Dans le premier numéro du journal menchevique *Narodnaïa Gazéta* (10 avril), le camarade Khroustalev a écrit un excellent article, combatif et extrêmement intéressant (du point de vue de la fraction bolchevique) sur le congrès ouvrier. Nous trouvons cet article excellent parce que le menchevik Khroustalev *nous* aide par son écrit autant que le menchevik Larine, si ce n'est plus. Etant reconnaissants à tous deux également, nous examinerons leurs idées quant au fond, en les confrontant.

Rappelez-vous ce que Larine prônait dans sa brochure *Un large parti ouvrier et le congrès ouvrier*. Le large parti ouvrier, selon les idées de Larine, devait comprendre environ 900 000 personnes sur les 9 millions qu'en compte le prolétariat russe. Il faut lui ôter son « enseigne », ce qui revient à dire que ce parti ne doit pas être social-démocrate. Les social-démocrates et les socialistes-révolutionnaires doivent fusionner. Le nouveau parti doit être, à proprement parler, « un parti sans-parti » (l'expression est de Larine lui-même). Social-démocrates comme socialistes-révolutionnaires doivent jouer le rôle de « sociétés de propagande à l'intérieur d'un large parti ».

Le plan de Larine est tout à fait clair pour chacun, et ses idées sur le congrès ouvrier se distinguent par l'absence de toute réticence, de toute obscurité, si fréquentes chez Axelrod. Pour cette clarté de pensée, nous, bolcheviks, nous avons félicité l'honnête camarade Larine, en l'opposant aux obscurités du « menchevisme formaliste » (l'expression est de Larine). En même temps nous déclarons

que le plan de Larine est une aventure opportuniste, car le « parti sans-parti » et la fusion avec les socialistes-révolutionnaires ne peuvent rien donner d'autre qu'un obscurcissement de la conscience de l'ouvrier et créer des difficultés d'organisation aux social-démocrates.

Que le lecteur considère maintenant avec attention le plan du camarade Khroustalev. Il écrit franchement : « Le parti ne doit pas prendre en main la convocation du congrès ». « L'initiative de sa convocation doit appartenir aux syndicats et à des comités spéciaux pour la convocation du congrès. »

Comment doivent être composés ces comités ?

Le camarade Khroustalev ne donne pas de réponse directe. Mais les lignes qui suivent contiennent une réponse suffisamment claire bien que détournée :

« Quelle est la composition présumée du congrès ? Un cens est-il instauré ? demande-t-il. Et il répond : si nous visons un élargissement de l'organisation, nous nous prononçons par là même contre toute limitation. Tous les représentants élus des ouvriers ont leur place au congrès. Les syndicats, les associations de consommation, les caisses ouvrières, les sociétés mutuelles ouvrières, les comités d'usine, les comités créés spécialement pour l'organisation du congrès, les députés élus des usines et des fabriques où il n'y a pas de comité d'usine, tout le monde doit avoir ses représentants au congrès ouvrier russe. Telle doit être sa composition. »

C'est tout à fait clair. « Contre toute limitation » : que viennent tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont été élus par les ouvriers. L'auteur ne dit pas comment s'y prendre pour *séparer* les « ouvriers » d'avec les employés (de commerce, des postes, télégraphes, chemin de fer, etc.) et les paysans entrant dans nos organisations social-démocrates et dans les « associations de consommation ». Il est vrai que de son point de vue c'est certainement là un détail technique : « contre toute limitation » ! pourquoi donc limiter les éléments petits-bourgeois ?

Mais allons plus loin. Le camarade Khroustalev a défini clairement la composition du congrès. Il s'est prononcé tout aussi clairement sur ses tâches. « En tous cas, écrit-il, les comités du congrès ouvrier et les organisations social-démocrates locales coexisteront. »

...« Les comités d'usine sont les organisations de base, les cellules. Participant à tous les événements de la vie de l'usine, à commencer par le règlement des conflits entre le travail et le capital, la conduite de grèves économiques, la recherche d'emplois, etc., jusqu'à l'organisation de caisses, de clubs, de cours, de bibliothèques, les comités d'usine, éligibles et tenus à rendre compte de leurs activités, engloberont de larges couches du prolétariat.

Les comités d'usine d'une ville ou d'un centre industriel constitueront un comité du congrès ouvrier. Il lui reviendra de diriger, approfondir et élargir le mouvement professionnel et coopératif, d'organiser l'aide aux chômeurs, d'influer sur l'administration des villes pour l'organisation de travaux publics, de faire de l'agitation contre le renchérissement des produits alimentaires, d'entretenir des relations avec la commission de la Douma pour l'aide aux chômeurs, de *faire discuter à la base tous les projets de loi touchant aux intérêts de la classe ouvrière* (souligné par l'auteur) ; de mener la campagne électorale au moment de la réforme de l'administration autonome locale, etc.

Le congrès ouvrier ne sera que l'organisme de direction et d'orientation de tout le mouvement. Tel en est le schéma approximatif. Bien sûr, la vie apportera ses correctifs. »

C'est tout à fait clair. Des comités d'usine sans-parti du congrès ouvrier. Un congrès ouvrier sans-parti. « A travers et au moyen de ces comités, dit le camarade Khroustalev, le parti aura un levier puissant pour agir sur toute la classe ouvrière. »

On se demande en quoi cela diffère des propos de Larine ?? C'est *exactement le même plan*, mais exposé avec des mots un tantinet différents. En fait, c'est réduire également la social-démocratie au rôle de « société de propagande à l'intérieur d'un large parti», car le « plan » du camarade Khroustalev *n'a, en fait, laissé* à la social-démocratie *aucune autre tâche*. Il a cédé complètement, comme Larine, l'activité politique de la classe ouvrière à un « parti ouvrier sans-parti », car « *la discussion de tous les projets de loi* », « *la campagne électorale, etc.* », c'est là *toute* l'activité politique de la classe ouvrière.

Tous deux, en fait, Larine plus franchement que Khroustalev, proposent et travaillent à réaliser « l'abolition du parti ouvrier social-démocrate et son remplacement par une organisation politique sans-parti du prolétariat ». C'est précisément ce que dit le premier point de la résolution bolchevique sur les organisations ouvrières sans-parti, contre lequel le camarade Khroustalev s'est mis terriblement en colère, et nous a traité de « procureurs », etc.

Le camarade Khroustalev a pris feu parce qu'il lui fallait éluder la question que nous avons posée franchement dans notre résolution : qui doit diriger la lutte du prolétariat, le parti *social-démocrate* ou l'« organisation politique *sans-parti* du prolétariat » ? Qui doit être « l'organe de direction et d'orientation » chargé d'agir sur l'administration des villes, de se mettre en rapport avec la commission de la Douma (le camarade Khroustalev a gardé le silence sur *le groupe social-démocrate de la Douma* ! Est-ce un hasard ou un « lapsus providentiel » d'un homme qui sent confusément que les « comités du congrès ouvrier » sans-parti seront en liaison avec les social-démocrates, avec les socialistes-révolutionnaires et avec les troudoviks indifféremment ?), de faire discuter les projets de loi, de mener la campagne électorale, *etc.* ?

Il ne reste plus au camarade Khroustalev qu'à se fâcher quand la question lui est posée, car reconnaître que des « comités » sans-parti doivent diriger l'activité politique du prolétariat n'est pas commode. « Qui, parmi les social-démocrates, demande-t-il en se fâchant, a mené ou mène campagne pour la convocation d'un congrès antiparti ? Les adversaires n'indiqueront pas un seul nom. » Ne vous fâchez pas, camarade Khroustalev, nous avons *indiqué* une série de noms dans le premier point de notre résolution, et nous pourrions leur ajouter maintenant *le nom du camarade G. Khroustalev.* En effet, le camarade Khroustalev mène campagne, comme Larine, pour un *large parti* ouvriériste *. Nous disons « travailliste » et non ouvrier, car (1) ni Larine ni Khroustalev n'écartent de la composition de l'organisation politique sans-parti la démocratie travailleuse, c'est-à-dire petite-bourgeoise (par exemple, les délégués des « associations de consommation » à envoyer au congrès ouvrier, ou le mot d'ordre : « contre toute limitation »), et (2) leur organisation politique ouvrière sans-parti implique inévitablement la confusion des conceptions social-démocrate et ouvriériste.

Le camarade Khroustalev écrit : « Les organisations créées par Zoubatov et Gapone se sont vite libérées de leur

* Cette expression appartient au camarade G. Lindov qui a très bien montré combien elle est fondée et juste dans l'article « Le congrès ouvrier », du recueil *Questions de tactique.*

arrière-goût policier et ont appliqué une véritable politique de classe. » Elles se sont libérées *grâce* à la participation consciente du parti *social-démocrate* organisé, qui n'a jamais accepté de remettre la direction de la politique du prolétariat à des organisations sans-parti. Le camarade Khroustalev semble distinguer la « véritable politique de classe » de la politique *social-démocrate*. Nous voudrions le prier d'expliquer *franchement* sa pensée.

« Le congrès ouvrier aura lieu, ordonne le camarade Khroustalev, et les social-démocrates y prendront part. » Nous y prendrons part naturellement, s'il a lieu. Nous avons participé aux mouvements ouvriers de Zoubatov et Gapone afin de lutter pour la social-démocratie. Nous participerons également au congrès ouvriériste pour lutter contre les idées ouvriéristes et ouvriéro-*sans-parti*, pour la social-démocratie. C'est là un argument qui n'est ni en faveur de l'ancienne organisation gaponienne ni en faveur de la nouvelle organisation sans-parti.

Le camarade Khroustalev s'adresse aux « ouvriers bolcheviques » pour essayer de les brouiller avec les bolcheviks qui font campagne contre le Conseil des députés ouvriers. Nous ne répondrons rien à cela. Nous nous en remettrons à Trotski qui, lui, n'est d'aucune fraction. Que Khroustalev lise son livre intitulé *Pour la défense du parti*, qu'il se reporte à la *page 82* § 2. « L'impartialité hargneuse de M. Prokopovitch ». Quand le camarade Khroustalev l'aura lu, il aura honte de couvrir les manœuvres fractionnelles par l'idée d'un congrès ouvrier non fractionnel.

Quant aux ouvriers conscients, nous leur indiquerons en deux mots que le rôle dirigeant de comités *sans-parti* dans la *politique* du prolétariat (campagne électorale, etc., etc.) n'est que pure lubie d'intellectuels qui ne conduirait qu'à des querelles et des discordes *décuplées*, après lesquelles on reviendrait de toutes façons à la social-démocratie.

En conclusion, nous remercions encore une fois le camarade Khroustalev pour sa propagande nette et sans équivoque en faveur du congrès ouvrier. Larine et Khroustalev sont les meilleurs alliés des bolcheviks contre Axelrod.

« Troud » n° 1, 15 avril 1907

Conforme au texte du journal

RÉORGANISATION ET FIN DE LA SCISSION À PÉTERSBOURG

Les lecteurs savent déjà, par la presse quotidienne légale, qu'on a enfin terminé la réorganisation de la section de Pétersbourg du P.O.S.D.R. préconisée depuis longtemps déjà par la majorité des membres locaux du parti. Une conférence désignée à cet effet par tous les membres de l'organisation locale s'est réunie le 25 mars 1907 [176]. Elle a examiné le projet de réorganisation du Comité de Pétersbourg (paru dans le n° 15 du *Prolétari*) et le contre-projet des mencheviks (paru dans le n° 51 de la *Rousskaïa Jizn*) et a adopté, avec des modifications insignifiantes, le projet du Comité de Pétersbourg.

L'application conséquente du principe du centralisme démocratique en constitue le fond. A la tête de toute l'organisation se trouve une *conférence*, élue par tous les membres du Parti au cours d'élections directes (à deux degrés uniquement en cas d'obstacles insurmontables) selon une norme déterminée (la première conférence était composée de délégués élus à raison de 1 pour 50 membres du Parti). Cette conférence est une institution permanente. Elle se réunit au moins deux fois par mois et est l'organisme supérieur de l'organisation. Elle est réélue tous les six mois.

La conférence élit le Comité de Pétersbourg *parmi tous les membres du Parti*, et pas seulement parmi ceux qui travaillent dans l'un ou l'autre secteur de l'organisation locale.

Ce type d'organisation exclut toute inégalité de représentation des secteurs. Ce qui importe surtout c'est que

le système indirect, encombrant et peu démocratique, par lequel le comité de Pétersbourg était constitué des représentants des secteurs, est remplacé par une véritable union de tous les membres du parti, rassemblés directement par la conférence, l'instance dirigeante unique. La composition de cette conférence rend possible et inévitable la participation de la majorité de l'élite ouvrière à la direction de toutes les affaires de l'organisation locale.

La conférence a déjà mis en application ce nouveau type d'organisation. Elle s'est déclarée institution permanente, a élu un nouveau Comité de Pétersbourg de 19 camarades et a tenu deux séances (plutôt : elle s'est réunie deux fois) pour régler les affaires courantes.

Pour caractériser le projet menchevique de réorganisation repoussé par la conférence, nous ne relèverons qu'un fait, le plus important. A la tête de l'organisation ce projet met aussi une conférence (qu'il appelle conseil). Mais l'organisme exécutif de la conférence, le Comité de Pétersbourg, est complètement exclu de ce projet ! « Le Conseil de ville, dit le projet menchevique, se divise en plusieurs commissions chargées des affaires courantes (propagande, agitation, publications, problèmes professionnels, finances, etc.) ». Quant à la « représentation de l'organisation devant les autres partis et aux relations avec les institutions centrales de notre parti, elles sont confiées à un présidium » de 5 personnes élues par le conseil.

On peut imaginer quelle aurait été la capacité de travail d'une organisation dans laquelle des commissions disparates auraient mené les *affaires courantes* sans être coordonnées par un organisme exécutif de la conférence ! Le *centralisme* démocratique est transformé ici en fiction : c'est en fait un pas du côté du fameux plan de Larine, réduisant le Parti social-démocrate au rôle de *société de propagande* parmi la masse ouvrière unie le moins solidement possible dans une organisation unique. Il est inutile de dire que ce projet menchevique a été repoussé d'emblée. Il ne nous reste qu'à demander à ses auteurs de nous faire connaître l'expérience de travail de comités *menchéviques* ou d'organisations du P.O.S.D.R., sur de tels principes.

Plus loin. Il est très important de relever que la nouvelle conférence de l'organisation de Pétersbourg *a mis fin*

à la scission. Comme on le sait, les mencheviks ont provoqué une scission à Pétersbourg au moment des élections à la deuxième Douma en quittant (pour des raisons de caractère prétendument formel) la conférence du 6 janvier 1907, conférence qui régla la question de la campagne électorale du P.O.S.D.R. à Pétersbourg. Les élections pour une nouvelle conférence qui s'est tenue pour la première fois le 25 mars, furent organisées sous le contrôle *direct* d'une commission *spéciale*, nommée par le Comité central du P.O.S.D.R. *à cet effet* et comprenant un membre du Comité central du Parti social-démocrate de Lettonie. C'est pourquoi la conférence du 25 mars (qui est toujours en fonction, car elle s'est déclarée, comme nous venons de le dire, institution permanente) fut la *première* conférence social-démocrate de l'année à Pétersbourg, constituée *sans la moindre querelle* à propos de la régularité de la représentation, de la validité et du nombre des mandats, etc.

Pour Pétersbourg avec sa lutte exacerbée entre bolcheviks et mencheviks, c'est une chose encore *jamais vue* jusqu'ici. La conférence du boycottage (février 1906) [177] et la conférence sur la question du soutien de la revendication d'un gouvernement issu de la Douma (juin 1906) [178] ont donné la victoire aux bolcheviks, mais chaque fois elles ont commencé immanquablement par des querelles sur la régularité de la représentation.

Il est donc au plus haut point instructif de saisir l'occasion fournie par ces données pour la première fois *indiscutables* sur la force des deux fractions social-démocrates à Pétersbourg, pour s'expliquer les véritables raisons et la véritable signification de la scission qui a eu lieu avant les élections à Pétersbourg. Comme on le sait, pour justifier cette scission les mencheviks ont cité des raisons de caractère formel : 1) l'irrégularité de la représentation à la conférence du 6 janvier (on a accusé les bolcheviks d'avoir gonflé le nombre des voix, en particulier celles des employés de commerce, et invalidé les mandats menchevïques de manière illégale) ; 2) le refus de la conférence d'exécuter l'ordre du Comité central de se partager en conférence de ville et de province.

Le *Prolétari* a suffisamment expliqué dans les numéros précédents que la seconde « justification » se ramène en fait

à la *participation* du Comité central (c'est-à-dire, de sa partie menchevique) à la mise en place de la scission. Le comprendront aisément tous les membres de notre parti des autres villes, qui savent très bien que *nulle part* le Comité central n'a réclamé *et ne pouvait réclamer* la division des conférences communes en conférences de ville et de province. Quant à Pétersbourg le Comité central a formulé cette exigence en termes d'ultimatum *afin de scinder* l'organisation de Pétersbourg et d'aider ensuite les mencheviks dissidents à commencer (ou poursuivre) les pourparlers avec les cadets.

Mais la première « justification » de la scission reste tout à fait obscure et discutable aux yeux de tous les membres de notre parti, exception faite de ceux de Pétersbourg. Ils ne sont pas en mesure de juger de la régularité de la représentation à la conférence du 6 janvier et du rapport de force réel entre bolcheviks et mencheviks à Pétersbourg. Le montrer à l'aide de documents est une tâche absolument au-dessus des forces de la presse social-démocrate car seule une commission spéciale pourrait rassembler et étudier les documents. Mais grâce aux chiffres contrôlés et indiscutables de la représentation à la conférence du 25 mars, nous avons la possibilité de montrer à tout notre parti quelle part de vérité il y avait dans la justification menchevique de la scission qui a précédé les élections à Pétersbourg. Il suffit pour cela de *comparer les données par secteurs* concernant le nombre de social-démocrates ayant voté pour les bolcheviks et pour les mencheviks aux élections de la conférence du 6 janvier et de celle du 25 mars.

Les données concernant le vote aux élections de la conférence du 25 mars sont *indiscutables* : elles ont été contrôlées par une commission du Comité central et adoptées par les mencheviks comme par les bolcheviks.

Pour avoir des données *indiscutables* concernant les votants aux élections de la conférence du 6 janvier, *nous prendrons les chiffres menchéviques*. Après avoir quitté la conférence du 6 janvier, les 31 mencheviks firent une déclaration dans une feuille imprimée intitulée « Pourquoi avons-nous été forcés de quitter la conférence ? (déclaration de 31 membres de la conférence déposée au Comité central) ». Dans le n° 12 du *Prolétari*, nous avons analysé cette

feuille *. Nous prendrons maintenant les « chiffres sur la composition des électeurs à la conférence de l'organisation de Pétersbourg » (à la conférence du 6 janvier), qui sont parus aux pages 7 et 8 de cette feuille. On y donne pour chacun des 11 secteurs le *nombre de votants* pour les bolcheviks ** et pour les mencheviks ; de plus, toutes les voix sont réparties encore en indiscutables et en contestées par les bolcheviks ou les mencheviks.

Nous n'avons pas besoin de reproduire ici toutes ces subdivisions de détail. Nous parlerons à part dans les notes de *toutes* les modifications apportées par les mencheviks. Pour la comparaison nous prendrons le *total* « du nombre des votants » pour les bolcheviks et pour les mencheviks, c'est-à-dire que nous mettrons les voix indiscutables et contestées ensemble, pour que par la comparaison de ces données avec celles des voix aux élections de la conférence du 25 mars, tout membre du Parti puisse voir lui-même *quelles* irrégularités ont été commises et *par qui* aux élections de la conférence du 6 janvier.

Dans la feuille des 31 il n'y a pas de tableau de données sur le 12e secteur de l'organisation de Pétersbourg, celui des employés de commerce. Il est dit dans ce texte (p. 4) que le Comité de Pétersbourg a donné le droit aux 313 employés de commerce de l'organisation d'élire 5 représentants à raison de 1 pour 60 et non de 1 pour 50 (norme admise) étant donné le caractère non démocratique des élections. Se basant là-dessus, les mencheviks ne tenaient pas compte *du tout* des voix des employés de commerce. Étant donné que sur les 5 représentants 1 était menchevik et 4 bolcheviks, nous compterons 63 voix pour les mencheviks et 250 pour les bolcheviks.

Ensuite nous répartissons les 12 secteurs de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg en 6 indiscutables et 6 contestables. Dans les derniers se rangent ceux dont *plus de la moitié* des voix accordées aux bolcheviks ou aux mencheviks à la conférence du 6 janvier *ont donné lieu à*

* Voir le présent tome, pp. 23-26. (*N.R.*)

** Ces chiffres se divisent encore en voix des bolcheviks et des dissidents (« plate-forme du bloc révolutionnaire »). Les uns et les autres sont des bolcheviks, discutant entre eux sur la question : bloc de gauche ou liste uniquement social-démocrate.

contestation de la part des bolcheviks ou des mencheviks. Il s'agit des secteurs Vyborgski (sur 256 voix pour les mencheviks, 234 furent contestées par les bolcheviks comme acquises de façon pas tout à fait régulière), Gorodskoï (sur 459 pour les mencheviks 370 sont contestées par les bolcheviks), Moskovski (sur 248 voix pour les mencheviks 97 ont été contestées par les bolcheviks, 107 par les mencheviks; 185 voix pour les bolcheviks ont été *toutes* contestées * par les mencheviks), Ferroviaire (sur 21 voix pour les bolcheviks 5 sont contestées ; sur 154 voix pour les mencheviks 107 sont contestées) ; Estonski (les 100 voix pour les bolcheviks sont contestées par les mencheviks) et des employés de commerce (les 313 voix *ont été rejetées en bloc* par les mencheviks qui les ont déclarées (là seulement) nulles : les dirigeants de l'organisation auraient voté à la place des membres de l'organisation).

Parmi les secteurs incontestés figurent Vassili-Ostrovski, Narvski, Okroujnoï, Letton (pour ces quatre secteurs aucune voix ne fut contestée), puis Nevski (sur 150 voix pour les *bolcheviks* 15 sont contestées ; sur 40 pour les *mencheviks* 4 sont contestées) et de Pétersbourgski (sur 120 voix pour les *mencheviks* 22 sont contestées).

Les données par secteurs concernant le nombre de votants ont l'aspect suivant :

	Organisation de Saint-Pétersbourg du P.O.S.D.R. Secteurs	Conférence du 6 janvier Nombre de voix *pour*			Conférence du 25 mars Nombre de voix *pour*		
		bolch.	mench.	total	bolch.	mench.	total
Secteurs incontestés	Vas.-Ostrovski . . .	329	339	668	798	435	1 233
	Pétersbourgski . . .	161	120	281	528	254	782
	Narvski	24	6	30	202	231	433
	Nevski	150	40	190	585	173	758
	Okroujnoï	451	63	514	737	—	737
	Letton	117	47	164	100	—	100
	Total . . .	1 232	615	1 847	2 950	1 093	4 043

* Les voix sont considérées comme contestées quand l'autre partie estime qu'elles ne sont pas tout à fait régulières, pas vérifiées, gonflées, mais pas complètement fictives. Les bolcheviks ont décidé à la conférence du 6 janvier d'augmenter la norme de représentation pour *toutes* les voix contestées, en comptant *pour elles* 1 délégué pour 75 au lieu de 1 pour 50.

	Organisation de Saint-Pétersbourg du P.O.S.D.R. Secteurs	Conférence du 6 janvier Nombre de voix *pour*			Conférence du 25 mars Nombre de voix *pour*		
		bolch.	mench.	total	bolch.	mench.	total
Secteurs contestés	Vyborgski	97	256	353	155	267	422
	Gorodskoï	220	459	679	701	558	1 259
	Moskovski	185	248	433	331	83	414
	Ferroviaire	21	154	175	29	105	134
	Estonski	100	—	100	150	—	150
	Employés de commerce	250	63	313	300	50	350
	Total	873	1 180	2 053	1 666	1 063	2 729
	Total	2 105	1 795	3 900	4 616	2 156	6 772

De ces données on peut tirer les conclusions suivantes :

1) Les ouvriers social-démocrates de Pétersbourg ont montré un intérêt incomparablement plus vif pour la réforme de l'organisation de Pétersbourg (but de la conférence du 25 mars) que pour les élections dans le collège des villes à la Douma (but de la conférence du 6 janvier).

Le nombre des membres de l'organisation social-démocrate *ne pouvait* changer de façon très importante en deux mois et demi. Côté police, les conditions pour les réunions et le décompte des voix n'étaient pas meilleures en mars, mais plutôt pires (il n'y a pas eu de réunions à l'université ; les poursuites contre les ouvriers se sont accrues).

Le nombre des *votants*, membres de l'organisation social-démocrate, a augmenté de plus de moitié, ou plutôt de plus des deux tiers (do 3 900 à 6 772).

2) La supériorité des bolcheviks sur les mencheviks est *incomparablement plus forte* avec un nombre beaucoup plus important de votants qu'avec une faible participation au vote. Le 6 janvier les mencheviks avaient 1 795 voix sur 3 900, c'est-à-dire 46%, le 25 mars ils en ont eu 2 156 sur 6 772, c'est-à-dire 32%.

3) Dans les secteurs incontestés (les 6 premiers) le nombre de voix réunies par les *bolcheviks* comme par les *men-*

cheviks s'est accru (beaucoup plus pour les premiers). *Dans les secteurs contestés (les six derniers) le nombre de voix reçues par les bolcheviks s'est accru et celui des voix reçues par les mencheviks a diminué.*

Le nombre de voix pour les *bolcheviks* a augmenté de 873 à 1 666. Le nombre de voix pour les *mencheviks* a diminué de 1 180 à 1 063. La supériorité des mencheviks dans les secteurs contestés *s'est révélée inexistante.*

Ce fait résout la question de savoir sur qui repose la responsabilité de la scission.

Les élections de contrôle, vérifiées par la commission spéciale du Comité central, ont montré que le nombre de voix bolcheviques dans les secteurs contestés était *inférieur* au chiffre réel, tandis que le nombre de voix menchéviques, lui était *supérieur* !!

Les mencheviks ont dit et écrit que les bolcheviks avaient gonflé le nombre des voix dans les secteurs contestés. Les bolcheviks ont retourné l'accusation contre les mencheviks. Les élections de contrôle ont donné un accroissement du nombre des voix bolcheviques et une diminution de celles des mencheviks. Peut-on imaginer une preuve plus convaincante, et plus décisive du bon droit des bolcheviks ?

On ne peut invoquer, pour réfuter cette conclusion, ni que les données par secteurs pouvaient être dues au hasard, ni que nous avons additionné les voix contestées et incontestées pour le 6 janvier. La première objection tombe, car nous avons pris intentionnellement non des secteurs isolés, mais des *groupes* de secteurs, nous avons comparé six secteurs avec six autres justement pour écarter *toute* référence au hasard. Les données de secteurs isolés (Moskovski, par ex. !!) auraient été pour nous dix fois plus favorables.

La deuxième objection tombe, car nous nous sommes basés exprès sur les chiffres *des mencheviks*, auxquels ces derniers ont apporté des modifications infimes. « Ne devaient pas être validées effectivement », selon l'avis des 31, exprimé dans leur feuille imprimée (p. 7), seules les voix suivantes : 15 voix sur les 150 voix bolcheviques du secteur Nevski et toutes les voix bolcheviques du secteur Estonski, 107 voix menchéviques sur 248 du secteur Moskovski et 41 voix menchéviques sur 154 du secteur Ferro-

viaire, c'est-à-dire en tout et pour tout 115 voix bolcheviques et 143 mencheviques. Les mencheviks ont rejeté toutes les voix des employés de commerce (313). Il est facile de voir que ces modifications n'infirment en rien les conclusions générales que nous avons faites.

La conférence du 25 mars, dont les élections furent contrôlées par la commission spéciale du Comité central et reconnues par tous comme incontestables, *a montré* que dans la querelle pour la représentation à la conférence du 6 janvier la vérité était toute entière du côté des bolcheviks, dont la supériorité s'est révélée très importante ; quant à celle des mencheviks, elle fut définitivement démentie. On peut, bien sûr, essayer encore de présenter des objections à notre raisonnement en indiquant que la conférence du 25 mars eut lieu après la campagne électorale et a reflété de ce fait le passage des ouvriers social-démocrates du côté des bolcheviks dans cette question, passage postérieur au 6 janvier 1907. Mais une telle objection n'affaiblit certes pas, mais au contraire renforce (bien que dans un autre sens) la responsabilité des mencheviks dans la scission à cause des élections.

La responsabilité de la scission de Pétersbourg lors des élections à la deuxième Douma *repose entièrement sur les mencheviks*. Nous l'avons toujours affirmé et nous nous sommes engagés à le prouver devant le parti.

Nous l'avons maintenant définitivement prouvé.

Écrit en avril 1907.
Paru le 2 mai 1907
dans le journal « Prolétari » n° 16

Conforme au texte du journal

À PROPOS DE LA RÉVOLUTION NATIONALE

Dans un sens, seule une révolution de toute la nation peut être victorieuse. C'est que l'union d'une énorme majorité de la population est indispensable pour que la révolution l'emporte et impose ses exigences. Cette énorme majorité doit se composer soit uniquement d'une seule classe, soit de classes différentes ayant certains objectifs communs. Certes, en ce qui concerne la révolution russe contemporaine, il est vrai aussi qu'elle peut vaincre uniquement en tant que révolution nationale *en ce sens* que son triomphe requiert la participation consciente à la lutte d'une énorme majorité de la population.

Mais le sens généralement admis de l'expression courante révolution « nationale » se réduit à cela. A vrai dire, on ne peut tirer de cette notion aucune autre conclusion, si ce n'est le truisme déjà cité (seule une énorme majorité peut vaincre face à une minorité organisée, en possession du pouvoir). C'est pourquoi son application comme formule générale, comme critère tactique, comme modèle est foncièrement erronée et profondément antimarxiste. La notion de « révolution nationale » doit montrer au marxiste la nécessité d'une analyse précise des divers intérêts de classes *différentes* qui s'unissent pour certaines tâches communes bien définies encore que limitées. En aucun cas cette notion ne peut servir à *éclipser*, à ignorer l'étude de la lutte de classe au cours de telle ou telle révolution. Pareil emploi de la notion de « révolution nationale » est un abandon total du marxisme et un retour à la phrase vulgaire des démocrates ou socialistes petits-bourgeois.

Nos social-démocrates de l'aile droite oublient souvent cette vérité. Ils oublient encore plus souvent que la *corrélation des classes change avec le progrès de la révolution*. Tout progrès réel de la révolution implique une mise en mouvement de masses plus larges, donc, une conscience plus grande des intérêts de classes, donc, un démarquage plus net entre les groupements politiques et les partis et une définition plus exacte de la physionomie de classe des partis différents, donc, le remplacement toujours plus marqué des exigences politiques et économiques générales abstraites, floues et vagues en raison de leur caractère abstrait par les exigences concrètes *différentes* et précises de classes différentes.

La révolution bourgeoise russe, par exemple, comme toute révolution bourgeoise, commence inévitablement sous le mot d'ordre général de « liberté politique », d'« intérêts du peuple », dont le sens concret ne s'éclaire aux yeux des masses et des classes que tout au long de la lutte, au fur et à mesure que l'on commence à réaliser cette « liberté », à donner un contenu *défini*, fût-ce à cette baudruche verbale qu'est la « démocratie ». A la veille et au début de la révolution bourgeoise, tout le monde agit au nom de la démocratie : le prolétariat, la paysannerie avec les éléments petits-bourgeois des villes, et les bourgeois libéraux avec les agrariens libéraux. Les différences d'interprétation de cette « démocratie » par des classes différentes n'apparaissent qu'au long de la lutte de classe, qu'à l'issue d'un développement historique plus ou moins prolongé de la révolution. Ce n'est pas tout: un abîme profond apparaît entre les intérêts de classes différentes, appelant des mesures économiques et politiques *différentes* au nom d'une seule et même « démocratie ».

Ce n'est qu'au cours de la lutte, au cours du développement de la révolution qu'il se révèle qu'une classe ou une couche « démocratique » ne veut pas ou ne peut pas aller aussi loin qu'une autre ; qu'au moment de la réalisation de tâches « communes » (prétendument communes) éclatent des conflits violents au sujet des *moyens* de les réaliser, par exemple, à propos du degré, de l'ampleur et de la plénitude de la liberté, du pouvoir du peuple, du mode d'attribution de la terre à la paysannerie, etc.

Nous devions rappeler ces vérités oubliées afin d'expliquer au lecteur la dispute qui a eu lieu il y a peu de temps entre deux journaux. Voici ce qu'écrivait l'un d'eux, la *Narodnaïa Gazéta*, contre l'autre *Naché Ekho* :

« Le groupement de la population en partis, écrit *Naché Ekho*, cette leçon politique la plus importante et l'acquisition politique la plus importante au moment des élections à la IIe Douma, a montré à l'évidence, sur les faits d'importance nationale, le virage à droite de larges couches de propriétaires fonciers et de la bourgeoisie ». C'est parfaitement vrai, mais l'état d'esprit et les mandats avec lesquels les députés de gauche : socialistes-révolutionnaires, troudoviks et socialistes-populistes, sont venus de la province, ont aussi « montré à l'évidence à l'échelle nationale » que « le peuple » à l'heure actuelle est sensiblement pénétré des « illusions constitutionnelles » cadettes, que le « peuple » place des espoirs démesurés dans l'action indépendante de la Douma, qu'il se soucie démesurément de « préserver » la Douma. C'est précisément cet éléphant-là que les auteurs du journal *Naché Ekho* n'ont pas remarqué. Ils ont remarqué *qui* le peuple avait envoyé à la Douma, ils n'ont pas remarqué *dans quel but*. Mais dans ce cas, *Naché Ekho* ne sera-t-il pas d'accord pour reconnaître qu'en invitant le prolétariat à ignorer les problèmes « nationaux », il l'invite à s'isoler non seulement de la société « bourgeoise », mais encore du « peuple » petit-bourgeois ? »

C'est une tirade extrêmement instructive et remarquable, révélant trois grosses fautes de l'opportunisme : premièrement, il oppose l'état d'esprit des députés aux résultats des élections ; cela revient à substituer à l'état d'esprit du peuple celui des députés, à abandonner quelque chose de plus profond, plus large, plus essentiel, pour en appeler à quelque chose de plus petit, plus étroit, de secondaire *. Deuxièmement, le problème de la ligne politique et de la tactique fermes et conséquentes du prolétariat est remplacé par le problème de l'enregistrement de tel ou tel « état d'esprit ». Troisièmement, et *ceci est essentiel*, au nom du vulgaire fétiche démocratique de la « révolution nationale » on menace le prolétariat « *d'isolement* » par rapport au « peuple petit-bourgeois ».

Nous nous arrêterons aux deux premières fautes le moins longtemps possible. Les élections ont remué les masses et

* En ce qui concerne les « mandats », nous récusons absolument cet argument. Qui se mettra à compter les mandats révolutionnaires et opportunistes ? Qui ignore combien de journaux ont été fermés pour impression de mandats révolutionnaires ?

montré non seulement leur état d'esprit d'un moment, mais aussi *leurs intérêts profonds*. Les marxistes n'ont absolument pas à faire passer l'état d'esprit du moment avant les intérêts de classe (cristallisés aux élections par les divers partis). L'état d'esprit des députés peut être abattu, et les intérêts économiques des masses peuvent appeler une lutte de masse. C'est pourquoi il est peut-être indispensable de tenir compte « de l'état d'esprit » pour définir *le moment* de telle ou telle action, d'une démarche, d'un appel, etc., mais aucunement pour définir la *tactique* du prolétariat. Juger autrement revient à remplacer la tactique conséquente du prolétariat par une soumission sans principe à « l'état d'esprit ». Or, c'est précisément de la *ligne* qu'il a été tout le temps question, et nullement du « moment ». Que le prolétariat se soit redressé à un moment donné ou non (comme le pense la *Narodnaïa Gazéta*) n'est important que pour fixer le « *moment* » *de l'action*, mais pas pour définir *la ligne d'action* tactique de la classe ouvrière.

La troisième faute, la plus profonde et la plus importante, réside dans la crainte « d'isoler » les social-démocrates ou (ce qui revient au même) le prolétariat du peuple petit-bourgeois. C'est une crainte tout à fait indécente.

Dans la mesure où les socialistes-révolutionnaires, les troudoviks et les socialistes-populistes emboîtent effectivement le pas aux cadets — et ceci est arrivé et arrive très souvent, à commencer par le vote pour Golovine, et à terminer par la fameuse tactique du silence de mort, etc., — la social-démocratie est *obligée* de s'isoler du peuple petit-bourgeois. Car de deux choses l'une : ou bien les hésitations de ce dernier témoignent d'une manière générale de la nature instable des petits bourgeois, montrent la lenteur et les difficultés du développement de la révolution, mais ne signifient pas qu'elle est finie, que ses forces sont épuisées (c'est ce que nous pensons). Alors, en s'isolant de toutes les hésitations et flottements du peuple petit-bourgeois, le prolétariat social-démocrate *éduque* ce peuple en vue de la lutte, l'y prépare, développe sa conscience, son esprit de décision, sa fermeté, etc. Ou bien les hésitations du peuple petit-bourgeois signifient que la révolution bourgeoise touche à son point final (nous pensons qu'un tel point de vue est *faux* et personne parmi les social-démo-

crates ne l'a défendu ouvertement, bien que les social-démocrates les plus à droite penchent sans doute vers lui). Alors le prolétariat social-démocrate *est aussi obligé* de s'isoler des flottements (ou de la trahison) des petits-bourgeois pour former la conscience de classe des masses ouvrières et les préparer à une participation plus méthodique, plus ferme, plus décidée à la révolution suivante.

Dans les deux cas, dans tous les cas, le prolétariat social-démocrate est absolument obligé de s'isoler du peuple petit-bourgeois *imprégné des illusions répandues par les cadets*. Il doit mener en tout état de cause une politique de classe effectivement révolutionnaire, ferme et conséquente, sans se laisser troubler par aucun racontar réactionnaire ou petit-bourgeois, ni au sujet des tâches nationales générales, ni au sujet de la révolution nationale.

Il peut arriver qu'avec tel rapport de forces ou tel concours de circonstances malheureuses, la majorité écrasante des couches bourgeoises et petites-bourgeoises soient contaminées pour un temps par la servilité, la soumission, la lâcheté. Ce serait une lâcheté « nationale » et le prolétariat social-démocrate s'en *isole* au nom des intérêts du mouvement ouvrier dans son ensemble.

« Prolétari » n° 16, 2 mai 1907

Conforme au texte du journal

À PROPOS DES PROCÈS-VERBAUX DE LA CONFÉRENCE DE NOVEMBRE DES ORGANISATIONS MILITAIRES ET DE COMBAT DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE [179]

Dans le n° 20 de la *Narodnaïa Douma*, on lit (3 avril de cette année) : « Le Comité central du P.O.S.D.R. a adressé la lettre suivante aux organisations du Parti : « Ces jours derniers est parue une brochure intitulée : *Procès-verbaux de la première conférence des organisations militaires et de combat* *. Afin d'écarter tout malentendu possible, le Comité central juge indispensable de donner à ce propos les explications suivantes : 1) Cette conférence a été convoquée par des représentants de quelques organisations militaires et de combat, non seulement sans le consentement mais même en dépit de la protestation énergique du Comité central, ce dernier considérant comme inadmissible toute forme d'union des organisations de combat. 2) Le groupe technique près le Comité central n'a pas reçu de celui-ci l'autorisation de participer à la « conférence », et le membre de ce groupe qui s'est permis, à l'insu du Comité central, de prendre part à la conférence, s'est vu infligé un blâme sévère de la part du Comité central. Nous jugeons nécessaire d'ajouter que les organisations mili-

* Le titre réel, *abrégé* par le Comité central, dit : « ... des organisations du *Parti ouvrier social-démocrate de Russie*, (de la conférence) qui s'est tenue en novembre 1906 ». (Saint-Pétersbourg 1907, Prix 60 kopecks. P.IV+168).

taires des régions de la Baltique ont participé à la conférence en dépit de la décision prise par le Comité central social-démocrate de Lettonie. »

Les lecteurs en déduisent que notre Comité central se fâche beaucoup, se hâtant de noircir devant le Parti une certaine conférence et cachant le fond de l'affaire par une énumération d'irrégularités formelles.

Nous conseillons à tous les membres du Parti de prendre connaissance des très intéressants « Procès-verbaux des organisations militaires et de combat du P.O.S.D.R. », afin qu'ils se rendent compte par eux-mêmes combien sont comiques la colère et l'indignation du Comité central. Nous jugeons pour notre part indispensable de nous arrêter, fût-ce rapidement, sur l'appréciation de ce livre (et du « conflit » qui en est résulté).

Pour commencer deux mots sur le côté formel de l'affaire dans la déclaration courroucée du Comité central. La conférence a été convoquée en dépit de sa protestation, car il trouvait « inadmissible toute forme d'union des organisations de combat ». C'est se fâcher beaucoup, mais où est la logique ? S'il ne considère pas les *conférences* en général comme des « formes d'union », alors le coup manque son but. Si la consultation (la « conférence ») des membres des organisations de combat est *également* inadmissible, comme « forme d'union », alors nous nous demandons avec perplexité : comment peut-on interdire aux représentants des organisations *du Parti* de *se consulter*, tant qu'elles ont cette qualité, tant qu'elles ne sont dissoutes ni par le congrès du Parti ni par le Comité central ?? Le Comité central, on le voit, a peur d'exprimer franchement sa pensée (le désir de dissoudre les organisations de combat), et c'est pourquoi il se fâche d'une manière si amusante. En effet, n'était-il pas naturel d'attendre des objections *sur le fond*, contre *certains actes ou décisions* de la conférence au lieu de ce cri : « je n'admets pas les consultations » ? Une pensée vient involontairement à l'esprit : ne veut-on pas, par ce cri, empêcher que la question soit posée sur le fond ?

Passons à l'historique de la convocation de la conférence des organisations militaires et de combat du P.O.S.D.R. L'année dernière, à l'automne, un conflit se fit jour à ce propos entre l'organisation militaire de Péters-

bourg et le Comité central. La première avait convoqué une conférence des organisations militaires *et de combat*, se référant au « droit *accordé* par les statuts du parti aux organisations locales de se réunir en conférence * ». Le Comité central était contre l'initiative de l'organisation militaire de Pétersbourg et contre l'admission des organisations de combat. Si bien que *deux* conférences eurent lieu : 1) la conférence *d'octobre* des seules organisations militaires et avec la participation de représentants du Comité central ; 2) la conférence de *novembre* des organisations militaires et de *combat* sans participation du représentant du C.C. (bien que le Comité central *ait désigné* un de ses membres pour participer à *cette* conférence). Les représentants de *8* organisations militaires ont participé à la conférence *d'octobre*. *11* militaires et *8* de combat à celle de novembre. Aux *deux* conférences il y avait des représentants du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. et d'autres travailleurs du parti, avec voix consultative.

Les résolutions de la conférence *d'octobre* sont publiées par le Comité central dans la brochure indiquée ci-dessus (*Bref extrait*). Les résolutions de celle de *novembre* sont publiées dans le n° 9 du *Prolétari* et elles sont maintenant éditées dans une brochure spéciale *Les procès-verbaux*. La protestation du Comité central, par quoi débute notre article, se rapporte à la conférence *de novembre*.

On ne peut, certes, manquer de condamner le fait qu'il y ait eu deux conférences. C'est sans aucun doute un phénomène indésirable dans un parti uni. L'aspect formel mis à part, nous posons la question de la *nature* du conflit qui a donné naissance à *deux* conférences : était-il utile ou néfaste que les organisations de combat participent à la conférence ? Nous lisons dans la résolution de la conférence d'octobre... « la convocation d'une conférence spécialement consacrée aux organisations militaires pour examiner le problème de la préparation de l'armée à participer à la lutte armée du peuple, d'une conférence où la participation des représentants des organisations de combat ne peut apporter

* Cf. *Bref extrait des procès-verbaux de la Ire conférence des organisations du P.O.S.D.R. travaillant dans l'Armée*, brochure de 13 pages imprimée sur les presses du Comité central.

aucune aide au succès de ses travaux, est d'une nécessité urgente pour le parti » (p. 4 de la brochure du Comité central). C'est tout. Ce sont là tous les arguments.

Et ils sont faux, cela saute aux yeux. Admettons le pire contre les membres des organisations de combat. Mais qu'ils aient participé aux tentatives d'insurrections de passé, c'est un fait. Et rien qu'à cause de cela il est utile et indispensable de les consulter. Il est utile de *déceler* devant le parti leurs tendances *nuisibles en dévoilant* tel ou tel aspect de leur activité à la conférence à laquelle ils participent. Le Comité central et *chaque* membre de la conférence pouvait et devait le faire. Les décisions de la conférence ne pouvaient *en aucune façon* lier qui que ce soit, la conférence n'étant absolument pas obligatoire ni pour le Comité central ni pour les comités locaux. La crainte d'une réunion commune est proprement ridicule dans ces conditions.

Et si le Comité central condamne maintenant ouvertement la conférence à laquelle participaient les membres des organisations de combat, *sans condamner* du même coup tout aussi ouvertement une seule résolution de cette conférence, cela signifie que cette conférence *a démenti* les hypothèses du Comité central !

Afin de passer tout de suite aux décisions de cette conférence, prenons, par exemple, sa résolution sur les *tâches des organisations de combat.* Nous lisons : « La conférence des organisations militaires et de combat considère que les tâches les plus importantes des organisations de combat consistent 1) à répandre une conception juste du soulèvement armé et à expliquer les circonstances concrètes dans lesquelles une insurrection armée peut éclater, évoluer et se terminer avec succès, car même parmi les militants du parti, on se fait une idée très confuse et très inexacte de l'insurrection armée ; 2) à préparer tous les moyens techniques indispensables à la réussite de l'insurrection armée ; 3) à organiser les cadres d'ouvriers conscients, groupés autour du P.O.S.D.R., pour une intervention active ; 4) à contribuer à l'organisation des éléments démocratiques révolutionnaires de la population en consolidant le rôle dirigeant de la social-démocratie — en prévision de combats. »

Donc, la tâche principale des organisations de combat est avant tout de *répandre une conception juste de l'insurrection armée*. Cette idée est reprise et accentuée dans la résolution sur le rôle des organisations militaires et de combat dans l'insurrection armée : « le rôle des organisations de combat consiste à propager dans les masses populaires une conception juste de l'insurrection armée »...

Quoi, ce sont les délibérations *à ce sujet* que notre Comité central menchevique trouve « inadmissibles » ?? Ou alors il s'est empressé de se cacher derrière ce paravent du formalisme bureaucratique : « toute action et même consultation sont inadmissibles, en bloc », *dans le but* d'esquiver la désagréable obligation d'intervenir devant le Parti pour exposer *exactement quelles tâches* des organisations de combat il considère comme justes et lesquelles ne le sont pas ?

Le fait est que chez les mencheviks domine une attitude vraiment pharisienne envers les organisations de combat : ils ne demandent pas mieux que de profiter de l'un ou de l'autre « résultat » de l'activité des organisations de combat *sans*-parti, mais par contre ils répandent sur les organisations de combat *du Parti* des calomnies grâce auxquelles *est complètement éludée* la question des moyens de diffusion dans les masses d'une conception juste de l'insurrection armée, etc.

Au nombre de ces calomnies se trouve par exemple l'affirmation courante que les membres des organisations de combat exagèrent le côté *technique* de l'insurrection (suivant en cela les bolcheviks).

Parfait, messieurs ! Vous nous accusez d'exagérer l'aspect « technique » ? Ne vous plairait-il pas de lire, pour éclairer la vérité à ce sujet, deux résolutions : la menchevique (d'octobre) et la bolchevique (de novembre) de la conférence militaire social-démocrate ?

Sur le travail parmi les officiers. Résolution de la conférence menchevique (d'octobre) :

« La conférence considère que la propagande révolutionnaire parmi les officiers est la tâche essentielle, aussi bien parce que le travail de l'organisation militaire révolutionnaire social-démocrate parmi les officiers peut, dans de nombreux cas, faciliter notre action dans l'armée en temps de paix, que parce que, au moment d'une insurrection armée, les officiers révolutionnaires peuvent assumer la

direction technique de l'insurrection. C'est pourquoi la conférence recommande à l'organisation militaire révolutionnaire d'accorder une attention sérieuse au travail parmi les officiers, en s'efforçant dans la mesure du possible d'en faire des partisans conscients du parti social-démocrate » (p. 13 de la brochure du Comité central).

Résolution de la conférence bolchevique (de novembre) :

« Prenant en considération 1) que la composition sociale et les intérêts de classe du corps des officiers en tant que caste des militaires de carrière, les poussent à conserver une armée permanente et l'asservissement du peuple ; 2) que de ce fait les officiers jouent dans leur ensemble un rôle réactionnaire dans la révolution démocratique bourgeoise en cours ; 3) que les groupes existants d'officiers d'oppositions ne jouent pas de rôle actif ; 4) qu'il est possible en même temps qu'adhèrent à notre Parti, à titre individuel, des officiers qui, par leurs connaissances et leur formation militaire spéciales, peuvent rendre un service réel au moment d'une insurrection de l'armée et de son passage du côté du peuple, ainsi que dans la préparation technique en vue d'une insurrection armée, — la conférence des organisations militaires et de combat estime : 1) que les organisations militaires ne peuvent mettre sur pied une organisation social-démocrate indépendante parmi les officiers ; 2) qu'il est indispensable d'utiliser les groupes existants d'officiers d'opposition à des fins d'information et attirer individuellement leurs membres dans les organisations militaires et de combat de notre Parti en qualité d'instructeurs et de dirigeants praticiens » (p. 132 des « Procès-verbaux »).

Chez les mencheviks *il n'y a pas un mot ni* sur *la composition sociale* du corps des officiers, ni sur leur rôle dans *toute* la révolution bourgeoise. Chez les bolcheviks on trouve *au centre* le jugement porté sur l'un et sur l'autre. Et d'un. Chez les mencheviks, c'est *la technique toute nue*, car *toutes* les preuves de l'« *importance* » du travail parmi les officiers se résument à dire que cette activité « peut faciliter » notre travail dans l'armée (offrir des appartements ? fournir une couverture légale ?) et ensuite peut donner des dirigeants techniciens. Les bolcheviks, eux, réservent une place *subalterne* à la technique, comme aux services des « officiers à titre individuel », mais insistent sur le fait que le parti ouvrier ne peut mettre sur pied une « *organisation social-démocrate indépendante* » parmi les officiers. Et de deux. Chez les mencheviks, le travail mesquin de la pensée qui a peur de montrer le lien de classe des officiers avec la bourgeoisie, est complété par la timidité de la conclusion : « *dans la mesure du possible* en faire des

partisans conscients du parti social-démocrate ». Chez les bolcheviks, l'appréciation franche et prolétarienne de cette catégorie réactionnaire *dans son ensemble* débouche sur une conclusion décisive : il faut utiliser les officiers de l'opposition « à des fins d'information » et les attirer « individuellement » dans *nos* organisations militaires et de combat *du parti*. Et de trois.

On se demande après cela comment ne pas traiter de calomnies les propos mencheviques sur l'exagération de « la technique » par les bolcheviks en général, par les membres des organisations de combat bolcheviques en particulier ? Ces calomnies ont en fait servi, comme nous le voyons, à camoufler, d'une part, l'étroitesse technique du point de vue menchevique sur le corps d'officiers, et, de l'autre, à cacher la peur *opportuniste* spécifiquement intellectuelle de reconnaître la composition de classe bourgeoise du corps des officiers et d'introduire dans le travail à l'intérieur de l'armée l'idée d'un désaccord de classe entre la masse des hommes de troupe, fils paysans et ouvriers, et la poignée de fils à papa de la noblesse ou de bourgeois accédant jusqu'à la noblesse par le service militaire.

Il n'y a pas que les membres mencheviques de la petite conférence d'octobre qui aient fait montre de ce point de vue « technique » et mesquinement opportuniste. Nous voyons la même conception chez notre Comité central menchevique : il vaut la peine de rappeler sa fameuse *4e* lettre aux organisations (à l'époque de la dissolution de la Douma), où le mot d'ordre « pour la Douma », organe du pouvoir, convoquant une assemblée constituante, se justifie par le souci de s'adapter aux intérêts et au niveau de conscience de la « moyenne bourgeoisie et des *officiers* » [180]. Dans cette même lettre le Comité central en arrive à dire que la *victoire* des Soviets des députés ouvriers dans la lutte pour le pouvoir n'aurait conduit qu'à la dictature militaire de l'armée, passée du côté du peuple ! Sans les officiers « libéraux », voyez-vous, les soldats n'auraient pas pu, même avec le Soviet des députés ouvriers, assurer autre chose qu'une dictature militaire !

Nous voyons aussi cette conception petite-bourgeoise des officiers chez Plékhanov, guide spirituel des mencheviks. Dans le courant de l'année 1906 nous le voyons tenter d'ac-

cuser les bolcheviks d'exagérer les tâches techniques de l'insurrection. De quel aspect de l'insurrection parlait l'honorable camarade Plékhanov pendant ce temps ? Des racines de l'insurrection qui se trouvent dans les masses, du rôle qu'y jouent les éléments paysans et prolétariens ? Pas le moins du monde. Pendant tout ce temps le camarade Plékhanov a parlé *seulement* dans le n° 7 des *Cahiers* [181] (août 1906) *d'une* lettre d'un officier *libéral*, qu'il « corrigeait » très, très poliment à propos de ses conceptions bourgeoises sur le soldat, sur le « calme » de la période du gouvernement Witte, etc. « Je pense même, écrit le camarade Plékhanov, que seule (remarquez ce « seule » !) la participation des officiers aux organisations militaires mettra un terme aux *rébellions* (de soldats et de matelots) représentant une dépense désordonnée et improductive des forces nécessaires à la révolution. » Voyez comme c'est énergique : *seule* la participation des officiers mettra un terme aux rébellions !! Sans les officiers, la dépense « *désordonnée* » des forces paysannes obtuses n'aura pas de fin. Mais quand les membres des organisations de combat bolcheviques se réunissent en conférence pour donner au parti social-démocrate un modeste conseil : assigner aux organisations de combat comme tâche *principale* d'enseigner aux *masses* les connaissances militaires, de leur faire comprendre la marche de l'insurrection, les conditions nécessaires pour sa conduite *ordonnée*, — alors les hypocrites du menchevisme formaliste se mettent à hurler : quelle conception étroitement technique de l'« ordonnance » ! Quelle réunion « inadmissible » des membres des organisations de combat contre la volonté du Comité central !

Mais suffit au sujet de ces hypocrites. Revenons aux procès-verbaux. A *un* endroit, ce ne sont pas de « modestes conseils » au parti social-démocrate que nous avons trouvés, mais une manie des projets, prétentieuse et ridicule. C'est dans le rapport du camarade Izarov [182] sur le rôle du parti dans une insurrection armée. Le camarade Izarov est en effet allé jusqu'à l'absurde en divisant, par exemple, toutes les organisations du parti en trois types principaux : militaires, de combat et prolétariennes !! Il en est même venu à parler de « plans » pour constituer des « conseils militaires de combat » comprenant un *nombre égal* de délégués

de ces trois types d'organisation (p. 95), etc. Il va de soi que nous, bolcheviks, nous nous désolidariserons *toujours, de la façon la plus résolue,* d'un *tel « combativisme »*. La prépondérance et la voix décisive appartiennent sans conteste à l'organisation prolétarienne, la subordination *la plus complète* de toutes les organisations militaires et de combat à cette organisation, *l'obligation* de fonder *entièrement* ces dernières sur les ouvriers membres *du parti* social-démocrate (ou bien, peut-être même de *remplacer l'organisation de combat par une milice du parti*), — tout ceci est hors de doute pour nous.

Et si, dans des buts fractionnels, on va nous servir des emballements ridicules du camarade Izarov, nous demanderons à ces « critiques » de ne pas oublier que *la conférence des organisations militaires et de combat bolcheviques n'a pas suivi les excès d'Izarov* ! Le meilleur démenti aux calomnies sur nos membres des organisations de combat, c'est qu'ils ont *eux-mêmes*, à leur conférence, simplement rejeté les projets fantaisistes d'Izarov. Afin que *leur* avis au sujet du rôle du Parti social-démocrate dans une insurrection armée *ne puisse* être pris comme un ordre prétentieux ou une injonction, etc., ils ont *eux-mêmes* transformé leur conférence en *consultation particulière* (cf. n° 9 du *Prolétari* et p. 116 dans les « Procès-verbaux »). Et c'est à cette consultation particulière qu'ils ont adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle il n'y a aucun projet *à la* * Izarov, et où l'on parle seulement de « garantir le lien le plus étroit et l'action commune des organisations prolétariennes, militaires et de combat ». Ce faisant, la résolution sur les tâches des organisations militaires *insiste* sur la « *subordination de tout le travail* » à la « direction politique des organisations prolétariennes » (n° 9 de *Prolétari* et p. 137 des « Procès-verbaux ») ! Même si seuls les membres des organisations de combat savent corriger Izarov, on peut se représenter quel est le fondement des craintes du Comité central devant l'assemblée générale des organisations militaires et de combat de tout le parti.

La place nous manque pour nous arrêter de façon aussi détaillée sur les autres aspects du travail de la conférence.

* En français dans le texte. (*N.R.*)

Remarquons que *presque la moitié* d'un livre volumineux est consacrée aux rapports sur le travail dans l'armée (pp. 10-49) et sur les tentatives passées d'insurrection armée (pp. 53-59, 64-79). Ce sont des matériaux extrêmement précieux, et tous les ouvriers social-démocrates conscients remercieront la conférence des organisations militaires et de combat pour avoir eu l'initiative de les rassembler et classer. Notons le rapport du camarade Varine [183] « Sur les tentatives passées d'insurrection armée » ; dans ce rapport, l'étude de l'insurrection armée est placée au premier plan, celle-ci étant considérée comme une *variété particulière du mouvement de masse*, une variété particulière de la lutte de classes du prolétariat. Le moment historique où la lutte de classes, déterminées devient exacerbée est souligné comme une condition de l'insurrection. On examine le rôle des diverses classes, le mouvement dans l'armée en fonction du rapport des forces sociales, le fait que les aspects politique et militaire de l'insurrection sont inséparables, la portée des « larges organisations démocratiques des masses populaires » en tant que conditions d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, etc. Il est évidemment un peu plus difficile *d'étudier* de telles questions que d'écrire des « plates-formes tactiques » avec des phrases cadettes sur « la foi des masses prolétariennes dans le miracle d'une insurrection spontanée » (cf. « Plate-forme tactique » de Martov et Cie).

Notons enfin la discussion sur le moment actuel, avec le remarquable discours du camarade Ilian [184] qui, *en novembre 1906*, à la conférence *des organisations militaires et de combat*, a su donner de la *seconde* Douma une appréciation brillamment confirmée par les événements. « Je me permets d'aborder le problème de la Douma, dit-il. Nous aurons à la Douma une composition tout à fait différente de ce qu'elle était dans l'ancienne Douma. La révolution et la réaction se mobiliseront. La paysannerie, surtout par suite de ses déceptions, enverra à la Douma des éléments plus révolutionnaires qu'à la Douma précédente. Il ne fait aucun doute qu'il en sera de même pour le prolétariat... Notre malheur est qu'une partie de la social-démocratie s'efforce de mettre à la Douma on ne sait quelle couche intermédiaire de libéraux » (p. 84 des « Procès-verbaux »).

La conférence des *organisations de combat* a su apprécier la *politique* de façon plus juste que ne l'ont fait Plékhanov et le Comité central menchevique en novembre 1906 !

Il est, bien sûr, impossible d'épuiser le contenu des « Procès-verbaux » dans un article de journal, et nous terminerons en conseillant vivement à ceux des social-démocrates qui sont capables de parler des problèmes d'une insurrection sans ricanement libéral, de les *étudier*.

Rédigé en avril 1907.
Publié le 2 mai 1907
dans le journal « Prolétari » n° 16

Conforme au texte du journal

RAPPORT AU Ve CONGRÈS DU P.O.S.D.R. AU SUJET DE LA SCISSION DE PÉTERSBOURG ET DE L'INSTITUTION À CETTE OCCASION D'UN TRIBUNAL DU PARTI [185]

Le Comité central de notre Parti a institué, comme on le sait par les journaux bourgeois (*Tovarichtch* et d'autres), un tribunal du parti pour examiner ma ligne de conduite, en particulier ma brochure *Les élections à Pétersbourg et l'hypocrisie des 31 mencheviks* *, parue à l'époque de la scission de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg au moment des élections à la deuxième Douma.

Le tribunal était composé de trois représentants de mon côté, de trois représentants du côté des 31 mencheviks et de trois membres de la présidence nommés par les Comités centraux des partis social-démocrates de Lettonie, de Pologne et du Bund. Je présentai à ce tribunal une contre-accusation contre les 31 mencheviks et le camarade *Dan* (membre de la rédaction de l'Organe central et dans cette qualité membre du Comité central). Cette contre-accusation de conduite inadmissible a été soutenue, d'une part par la réunion de 234 militants bolcheviques de Pétersbourg (leur résolution et leur rapport, donnant le résumé de toute l'affaire, ont paru dans le n° 13 du *Prolétari*), et d'autre part par la conférence social-démocrate de Pétersbourg (moins les mencheviks qui s'étaient retirés). La résolution de cette conférence est parue dans le n° 14 du *Prolétari* [186].

---

* Voir le présent tome, pp. 27-38. (*N.R.*)

Le tribunal, en tant qu'institution créée par le Comité central, ne se reconnaissant pas le droit de mettre de lui-même en accusation les 31 et le camarade Dan, s'adressa au Comité central pour qu'il détermine sa compétence en ce qui concerne la contre-accusation. Le Comité central examina à nouveau cette question à une séance spéciale et confirma que ledit tribunal n'était institué que pour examiner l'affaire Lénine et qu'il dépendait entièrement du Comité central de mettre en jugement d'autres personnes, celui-ci considérant évidemment comme de son devoir de traduire en jugement toute personne accusée par ledit tribunal d'avoir commis un acte inadmissible. La composition de ce nouveau tribunal dépend à nouveau entièrement du même Comité central.

De telle sorte qu'il en résulta un véritable imbroglio d'absurdités et de contradictions criantes. Le Comité central menchevique joue le rôle d'une institution qui traduit en jugement, détermine la composition et la compétence du tribunal. La contre-accusation est présentée contre le leader de la partie menchevique du Comité central. Les mêmes personnes nomment le tribunal, font fonction de procureurs et règlent la question de la contre-accusation dirigée *contre eux-mêmes* !

Il est clair que de telles dispositions ne sont pas en mesure de faire grandir le respect pour le parti. Seul le congrès du parti peut démêler cet imbroglio d'absurdités. Et c'est pourquoi je m'adresse au congrès et le prie d'investir directement le tribunal des pleins pouvoirs judiciaires ; de mettre le tribunal hors de toute dépendance du Comité central, manifestement intéressé dans cette affaire (en ce qui concerne sa partie menchevique) ; de donner au tribunal le droit d'examiner l'affaire sous tous ses aspects, sans aucune limitation, et de mettre en accusation tous les membres du parti et toutes ses institutions, sans exclure la partie menchevique du Comité central, etc.

Afin que l'affaire soit claire pour les membres du congrès du P.O.S.D.R. je joins : 1) le texte complet de ma plaidoirie (ou de mon réquisitoire contre la partie menchevique du Comité central) que j'ai lu devant le tribunal lors de sa première séance. (Le tribunal a tenu en tout deux séances, et trois témoins sur plusieurs dizaines furent

interrogés. Les séances du tribunal furent interrompues par le congrès.) 2) Je joins un bref relevé des faits relatifs à la scission de Pétersbourg.

I. PLAIDOIRIE (OU RÉQUISITOIRE CONTRE LA PARTIE MENCHEVIQUE DU COMITÉ CENTRAL) DE LÉNINE DEVANT LE TRIBUNAL DU PARTI

Camarades juges,

Le Comité central m'a accusé d'avoir fait une *déclaration* (dans la presse) *inadmissible pour un membre du parti.* Ce sont les termes mêmes de la décision du Comité central d'instituer un tribunal du parti. Je commencerai directement par le fond de la question : je vais lire en entier la « déclaration » que le Comité central « porte à l'examen du tribunal ».

...« Le Comité central constate que la brochure *Les élections à Pétersbourg et l'hypocrisie des 31 mencheviks*, signée par le camarade Lénine, contient, contre 31 membres de l'organisation de Pétersbourg, l'accusation directe d'être entrés en pourparlers avec le parti cadet « pour vendre aux cadets les voix des ouvriers », et prétend que « les mencheviks ont marchandé avec les cadets pour faire entrer avec leur concours un homme à eux dans la Douma, en dépit des ouvriers. »

Le Comité central constate que la parution dans la presse d'une telle accusation, en particulier à la veille des élections, doit semer le trouble dans les rangs du prolétariat, en mettant en doute l'honnêteté politique de membres du parti, et sera utilisée par les ennemis du prolétariat pour lutter contre la social-démocratie.

Considérant que de telles déclarations sont inadmissibles de la part d'un membre du parti, le Comité central porte la ligne de conduite du camarade Lénine à l'examen d'un tribunal du parti. »

Tel est le texte complet de l'accusation. Je remarquerai avant tout qu'il y a là une énorme *inexactitude* de fait, que je vais demander au tribunal de corriger sur la foi du *texte* de la brochure incriminée. Voilà de quoi il s'agit : dans cette brochure il est dit franchement et nettement que je n'accuse *pas seulement* les 31 mencheviks, *mais aussi le camarade Dan, c'est-à-dire un membre* du Comité central.

Le Comité central, en prenant sa décision, *ne pouvait ignorer*, ni que le camarade Dan était membre du Comité central (peut-être même a-t-il participé à l'examen de la question ou bien à la décision de me traduire devant le tribunal pour avoir accusé Dan ?), ni que je n'accuse pas seulement les 31 mais aussi Dan. Autrement dit, c'est donc *à bon escient* que le Comité central a écarté du groupe de personnes que j'avais accusées, *un de ses membres*. Il y a là déjà, outre une inexactitude de fait, quelque chose de pis, quelque chose d'inadmissible, et je m'arrêterai par la suite en détail sur l'appréciation de *cet* aspect de l'affaire pour essayer de l'éclairer avec tous les matériaux de l'instruction.

Je passe à l'essentiel de l'accusation.

Le Comité central cite deux passages de ma brochure, dont je dois analyser chacun avec le plus de détail possible. Je comprends, bien sûr, que c'est la brochure *tout entière* qui est en cause, et pas seulement ces deux citations. Mais je les prends, à la suite du Comité central, comme essentielles et très importantes.

La première citation est prise tout à fait au début de la brochure. Je me permets de lire toute la page, pour montrer dans quel contexte se trouve cette citation :

« Dans le *Tovarichtch* ont paru aujourd'hui (20 janvier), (je rappelle que c'était donc *cinq* jours avant la formation du bloc de gauche à Pétersbourg et *16 jours* avant les élections pour la deuxième Douma dans la ville de Pétersbourg) de larges extraits de l'appel des 31 mencheviks qui ont quitté l'organisation socialiste à la veille des élections à Pétersbourg. » *

Je souligne que la toute première phrase de la brochure met en relief le fait fondamental de la *scission* survenue à Pétersbourg à la veille des élections. Je souligne cette circonstance, car il m'arrivera plusieurs fois par la suite de montrer son importance.

Je continue la citation :

... « Pour commencer, rappelons en deux mots ce qu'ont fait les mencheviks dissidents, quand ils ont quitté la conférence »... Sur ce départ et sa signification j'ai publié

* Voir le présent tome, p. 27. (*N.R.*)

quelques jours avant la brochure examinée, la brochure *La social-démocratie et les élections à Saint-Pétersbourg* ainsi que la brochure : *Tu entendras le jugement d'un sot ... (Extraits des notes d'un publiciste social-démocrate)* *. La dernière brochure a été presque entièrement confisquée par la police. Seuls quelques exemplaires en ont réchappé, et je la cite pour que le tribunal puisse étudier dans son ensemble et non d'après des extraits le tableau des événements d'alors.

... « 1) Se détachant des ouvriers social-démocrates, ils ont fait bloc avec la petite bourgeoisie (socialistes-révolutionnaires, troudoviks et socialistes-populistes) pour marchander tous ensemble des sièges aux cadets. *Ils ont caché aux ouvriers* et au public qu'ils avaient passé un accord écrit sur leur adhésion au bloc petit-bourgeois.

Mais nous ne perdons pas l'espoir de voir cet accord publié et ce qui était secret apparaîtra au grand jour. »

J'attire l'attention du tribunal sur le fait que dans la brochure où j'accuse Dan et les 31 mencheviks l'élément du pacte écrit caché aux ouvriers est souligné dès le début. Allons plus loin :

« 2) Partie intégrante du bloc petit-bourgeois (que l'on appelle à tort dans les journaux « le bloc de gauche »), les mencheviks dissidents sont entrés en marchandage avec les cadets pour obtenir en faveur de ce bloc trois sièges sur six. Les cadets n'en accordaient que deux. L'entente n'a pu se faire. Une séance de la « conférence » petite-bourgeoise (l'expression n'est pas de nous, nous l'empruntons aux journaux) avec les cadets a eu lieu le *18 janvier*. La *Retch* et le *Tovarichtch* en ont parlé. La *Retch* déclare aujourd'hui que l'accord n'a pu se faire (mais, bien entendu, nous devons nous attendre à ce que les pourparlers se poursuivent toujours en coulisse).

Les mencheviks, pour l'instant, ne disent rien dans la presse de « *ce qu'ils ont fait* » pour vendre aux cadets les voix des ouvriers. »

Voilà quel contexte de la première citation. Mes propos contre les mencheviks ont été écrits le jour même où *j'ai* appris *pour la première fois* par les journaux que le bloc des populistes et des mencheviks avec les cadets *contre* la majorité de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg ne s'était pas réalisé ; d'ailleurs j'ai dès l'abord exprimé des

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 455-480 et 481-500. (*N.R.*)

réserves sur le fait que je ne pouvais considérer comme *définitive* la non-réalisation de cet accord et qu'on devait s'attendre *au pire* : à la continuation des pourparlers « *en coulisse* ». Pourquoi considérais-je alors (et maintenant encore j'estime juste mon opinion d'alors) qu'il fallait s'attendre au pire ? Parce que le fait de cacher au public le pacte écrit des mencheviks avec le bloc petit-bourgeois était un acte incorrect, indigne d'un socialiste et provoquant inévitablement les *pires soupçons*.

De quelle « vente » des voix des ouvriers aux cadets est-il question ici ? Quelques plaisantins m'ont dit avoir compris que je parlais de vente *pour de l'argent*. La plaisanterie, bien sûr, ne manque pas d'esprit. Mais tout homme instruit et qui a lu sérieusement la brochure en entier et pas des extraits, voit tout de suite d'après le contexte, d'après toutes les phrases qui précèdent et qui suivent, qu'il *ne* s'agit *pas* de vente *pour de l'argent, mais pour des places à la Douma*. Par « marché » et « vente et achat » on entend l'échange d'équivalents politiques et non économiques, des sièges pour des voix, et non de l'argent pour des voix.

On se demande s'il valait la peine de s'arrêter sur une circonstance aussi claire et aussi évidente ?

Je suis profondément convaincu que cela en valait la peine, car nous abordons de près avec ce point le problème posé par le Comité central, à savoir, les déclarations admissibles ou inadmissibles dans la presse.

S'il avait été dit dans le passage examiné de la brochure que les 31 ont vendu pour de l'argent les voix des ouvriers aux cadets, ce serait alors attribuer à l'adversaire une ligne de conduite honteuse et criminelle. Celui qui aurait lancé une telle affirmation devrait être traduit devant le tribunal, bien sûr, pas du tout pour avoir « jeté le trouble dans les rangs du prolétariat », mais pour avoir *calomnié*. C'est tout à fait clair.

Au contraire si dans le passage examiné de la brochure il était dit que les 31 étaient intervenus pour *ajouter* aux voix des cadets celles des ouvriers en contre-partie de sièges à la Douma pour les social-démocrates, ce serait alors un exemple de polémique loyale, correcte, admise entre les membres du parti.

En quoi la formulation que j'ai choisie diffère de *celle-ci* ? Elle en diffère par le ton, ce qui fait toute la musique. C'est comme si cette formulation visait à provoquer chez le lecteur de la haine, du dégoût, du mépris pour les gens qui accomplissent de tels actes. Cette formulation ne vise pas à convaincre mais à briser les rangs, pas à corriger la faute de l'adversaire, mais à détruire, à balayer son organisation. Elle a en effet un caractère tel qu'elle provoque les pires pensées, les pires soupçons sur l'adversaire et, en effet, à la différence de celle qui convainc et qui corrige, elle « jette le trouble dans les rangs du prolétariat ».

Ainsi, vous admettez qu'une telle formulation est *inadmissible*, me demandera-t-on ? Je répondrai affirmativement, certes, *avec un petit complément toutefois* : elle est inadmissible pour un membre d'un parti *uni*. Tout le fond de l'affaire est dans ce complément. Toutes ces inexactitudes, je dirai plus, toute cette mauvaise foi de l'accusation brandie contre moi par le Comité central consiste en ce que *le Comité central tait le fait* qu'au moment où fut écrite la brochure, dans l'organisation dont elle émanait (non pas formellement mais réellement) et dont elle servait les buts, *il n'y avait pas* de parti uni. Il est de mauvaise foi d'accuser « un membre du parti » d'avoir fait à ce sujet « une déclaration inadmissible dans la presse », alors qu'il y avait *scission* dans le parti.

Faire scission c'est rompre tous les liens en matière d'organisation, c'est faire passer la lutte d'idées et ses effets de l'intérieur de l'organisation à l'extérieur, c'est non plus corriger et convaincre les camarades, mais s'attacher à détruire leur organisation, à dresser les masses ouvrières (et populaires en général) contre l'organisation scissionniste.

Ce qui est inadmissible entre membres d'un parti uni est admissible et obligatoire entre les fractions d'un parti en scission. On ne peut écrire sur un camarade du parti de façon à semer dans les masses ouvrières la haine, le dégoût, le mépris, etc., envers ceux qui pensent autrement. *L'on peut et l'on doit* écrire de cette façon à propos d'une organisation scissionniste.

Pourquoi le doit-on ? Parce que la scission oblige à *arracher* les masses à l'influence des scissionnistes. On me

dit : vous avez jeté le trouble dans les rangs du prolétariat. Je réponds : j'ai à dessein jeté le trouble dans les rangs de la partie du prolétariat de Pétersbourg qui suivait les mencheviks ayant fait scission à la veille des élections, et *j'agirai toujours* de la sorte *quand il y aura scission.*

Par mes assauts incisifs et blessants contre les mencheviks à la veille des élections à Pétersbourg j'ai effectivement ébranlé les rangs du prolétariat qui *croyaient en eux et les suivaient.* C'était là mon but. C'était mon devoir en tant que membre de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg qui menait campagne pour un bloc de gauche. Car *après la scission*, pour faire aboutir cette campagne, *il fallait* briser les rangs des mencheviks qui poussaient le prolétariat à emboîter le pas aux cadets, *il fallait* jeter le trouble dans leurs rangs, il fallait provoquer dans les masses la haine, le dégoût, le mépris pour des gens qui *ont cessé* d'être membres d'un parti uni, qui sont devenus les ennemis politiques de notre organisation social-démocrate, lui faisant un croc-en-jambe dans sa campagne électorale. En ce qui concerne de *tels* ennemis politiques, j'ai mené alors, et dans le cas où la scission se renouvellerait ou se développerait, je *mènerai toujours* une lutte *exterminatrice.*

Si, après que les mencheviks ont organisé la scission à Saint-Pétersbourg, nous n'avions pas jeté le trouble dans les rangs du prolétariat *dirigé par les mencheviks*, nous n'aurions pas pu mener notre campagne électorale du bloc de gauche. Et je regrette seulement, me trouvant hors de Pétersbourg, de n'avoir pas *suffisamment* aidé à *arracher* les masses à l'influence des mencheviks scissionnistes, car s'il avait accompli cette tâche avec plus de zèle et de succès, le bloc de gauche aurait obtenu la victoire à Pétersbourg. Les chiffres des résultats des élections le prouvent.

L'erreur fondamentale de l'accusation du point de vue de la logique (et pas seulement de la logique, évidemment) consiste à esquiver sournoisement la question de la scission, à passer sous silence le fait de la scission, à s'efforcer de présenter les exigences, légales du point de vue de l'unité du parti, quand *il n'y a pas* d'unité, *pas* de parti uni, et cela, je le montrerai par la suite, par la faute de ce même

Comité central accusateur qui a organisé et camouflé la scission !

Si quelqu'un se mettait à mesurer à la même aune la lutte permise à l'intérieur du parti et la lutte placée sur le terrain de la scission, la lutte dirigée de l'extérieur contre le parti, ou (dans une scission locale) contre une organisation du parti déterminée, il faudrait considérer cet homme soit comme un naïf puéril, soit comme un hypocrite. Du point de vue de l'organisation, la scission marque la rupture de *tout* lien, c'est-à-dire que la lutte pour emporter l'adhésion des camarades à l'intérieur de l'organisation se transforme en une lutte destinée à *détruire* l'organisation ennemie, à anéantir son influence sur les masses du prolétariat. Du point de vue psychique il est tout à fait clair que la rupture de tout lien d'organisation entre les camarades marque *déjà* un *degré extrême* d'irritation et d'animosité, se transformant en haine.

Or, dans la scission de Pétersbourg il y avait encore deux circonstances particulières qui ont décuplé l'acuité et l'acharnement de la lutte.

La première circonstance est le rôle du Comité central du parti. « Selon les statuts », il doit unir, et toute scission locale, au lieu de conduire à une lutte sur le terrain de la scission, doit faire l'objet d'une plainte au Comité central, ou, pour parler plus largement, d'une demande au Comité central pour qu'il aide à restaurer l'unité. *En fait*, le Comité central de Pétersbourg était, à la veille des élections, l'initiateur et le protagoniste de la scission. C'est cette circonstance, développée en détail dans les considérants bien documentés de la décision de la conférence de présenter une contre-accusation, qui nous oblige à reconnaître que la scission de Pétersbourg était une scission *malhonnête*. J'en parlerai à part par la suite et j'insisterai sur l'examen par le tribunal des questions découlant de la nature juridique de cette accusation, présentée par l'accusé contre l'accusateur.

La deuxième circonstance a trait à la campagne électorale à Pétersbourg au moment de la scission. Quand il n'est pas question d'intervention politique de masse immédiate et ouverte, ou plus généralement d'action politique du parti, il peut arriver que la scission n'appelle pas *immé-*

diatement une guerre à outrance impitoyable. Mais s'il y a intervention des masses comme c'est le cas des élections, s'il faut à tout prix s'occuper immédiatement des élections et les mener d'une manière ou d'une autre, alors la scission marque sans aucun doute le début d'une guerre à outrance, une guerre pour déterminer *qui* mènera les élections : l'organisation social-démocrate locale ou le groupe qui s'en est séparé ? En présence d'une telle scission, on ne peut différer d'une minute l'accomplissement de la tâche qui consiste à arracher les masses à l'influence des scissionnistes, à démembrer leur organisation, à les anéantir politiquement. Et seule la force impitoyable de l'attaque bolchevique contre les mencheviks, *après* leur scission du 6 janvier, a permis une campagne électorale dans la capitale relativement cohérente, quelque peu digne du parti, qui ressemble du moins à une campagne électorale social-démocrate.

On dit : luttez, mais pas avec des armes empoisonnées. C'est, à n'en pas douter, une expression très jolie et impressionnante. Mais ou bien elle n'est qu'une jolie phrase creuse, ou bien elle exprime sous une forme vague, imprécise et obscure, la même idée d'une lutte semant haine, dégoût et mépris dans les masses pour l'adversaire, lutte inadmissible dans un parti uni, mais inévitable et nécessaire quand il y a scission, en raison de la nature même de cette dernière, idée que j'ai déjà développée au début de mon discours. De quelque manière que vous tourniez cette phrase ou cette métaphore, vous n'en tirerez pas une once de contenu réel, hormis cette différence entre un moyen de lutte correct et loyal par la persuasion à l'intérieur de l'organisation, et un moyen de lutte par la scission, c'est-à-dire, la destruction de l'organisation ennemie, en éveillant dans les masses haine, dégoût et mépris pour elle. L'arme empoisonnée, ce sont les scissions malhonnêtes, et pas la guerre à outrance provoquée par la scission accomplie.

Peut-on fixer des limites quand la lutte se déroule dans le cadre d'une scission ? Du point de vue du parti il n'y en a pas et il ne peut y en avoir, puisque la scission interrompt l'existence du parti. Ridicule est l'idée même de contrebattre les méthodes de lutte découlant de la scission

par l'application des règles du parti, par une décision du parti, etc. Les limites à la lutte sur le terrain de la scission sont en dehors du parti ; elles relèvent de la politique générale, voire du droit civil, du code pénal même, ni plus ni moins. Si vous faites scission avec moi, vous ne pouvez exiger de moi plus que d'un cadet, ou d'un socialiste-révolutionnaire, ou du premier homme venu, etc.

J'éclairerai encore ma pensée par un exemple concret. Dans le numéro suivant du *Prolétari* il y aura un article envoyé de Kovno sur les élections dans cette ville. Le correspondant est très mécontent de l'union du Bund avec les *dostijentsy* [187] contre les social-démocrates de Lituanie, et critique sévèrement le Bund. Quelle critique peut-on admettre entre membres d'un parti uni ? Il aurait fallu exprimer son mécontentement à peu près ainsi : les membres du Bund n'ont pas agi de façon juste en faisant bloc avec des bourgeois juifs contre les socialistes d'une autre nation ; on sent dans cette attitude l'influence du nationalisme petit-bourgeois, etc., etc. Tant que nous ne faisons qu'un parti uni avec le Bund, une brochure lancée contre eux dans les masses à la veille des élections et les traitant comme des traîtres au prolétariat serait absolument inadmissible. Mais *si* l'histoire de 1903 se répétait (l'histoire, en général, ne se répète pas, et je prends un exemple imaginaire) et si le Bund se séparait du parti ? Quelqu'un pourrait-il vraiment ensuite trouver inadmissible les brochures dont le but serait d'inspirer à la masse ouvrière du Bund haine, dégoût et mépris pour ses chefs bourgeois déguisés se vendant à la bourgeoisie juive et poussant leurs gens à travers elle à la Douma, etc ? On répliquerait, en lui riant au nez, à celui qui élèverait une plainte : n'organisez pas la scission, ne mettez pas en route « l'arme empoisonnée » de la scission, ou alors ne vous plaignez pas ensuite de ce que ceux qui ont levé l'épée empoisonnée périssent par elle !

Après ce qui a été dit plus haut, point n'est besoin de s'arrêter sur la seconde citation. Elle dit : « Les mencheviks ont marchandé avec les cadets pour faire entrer avec leur concours un homme à eux dans la Douma, malgré la volonté des ouvriers. Voilà tout le secret fort simple de ces allées et venues : de la social-démocratie au bloc petit-

bourgeois, et du bloc petit-bourgeois aux cadets *. » Essayez d'analyser cette citation d'un point de vue formel, extérieur, du point de vue d'un parti *uni*, et vous direz bien sûr : à la place de « marchander » il faut écrire quand il s'agit de membres du parti : « ont mené des pourparlers » ; à la place de « faire entrer un homme à eux », « faire élire un député social-démocrate » etc., etc. Mais pareille « analyse » de la citation, pareil « jugement » des modes d'expression peuvent-ils provoquer autre chose que des sourires ? N'est-il pas clair que le mode d'expression le plus offensant, le plus méprisant, présumant le pire plutôt que le meilleur, est la lutte sur le terrain de la scission *pour détruire* l'organisation *sabordant* la campagne politique du prolétariat social-démocrate local ? Les plaintes sur le caractère offensant, outrageant et soupçonneux de telles expressions, font penser à un *briseur de grève* qui se plaindrait qu'on le prend en grippe ! Examiner les plaintes ou les accusations dans cette optique équivaudrait à condamner comme inadmissible le mot « briseur de grève », sans analyser *sur le fond* si la personne en question se comporte effectivement en briseur de grève.

Il y a scission et scission. J'ai employé déjà à plusieurs reprises l'expression scission « malhonnête ». Je m'arrêterai maintenant sur cet aspect de la question. Le Comité central écrit dans son accusation que je mets en doute l'honnêteté politique des membres du parti. L'expression est trop faible et mal appliquée aux citations en question. Je « ne mets pas seulement en doute l'honnêteté politique » des 31 et de Dan. Avec tout le contenu de mes « brochures électorales », je les *accuse* de scission *malhonnête du point de vue politique* ou *du point de vue du parti*. Et je maintiens cette accusation. Il serait vain de tenter d'écarter le centre de gravité de cette accusation du problème général, essentiel et fondamental relatif aux organisateurs de la scission, pour le placer sur quelques problèmes mineurs, particuliers et auxiliaires.

Toute scission est le plus grand crime contre le parti, car elle détruit le parti, elle déchire les liens à l'intérieur du parti. Mais il y a scission et scission. L'expression « scis-

* Voir le présent tome, p. 33. (*N.R.*)

sion malhonnête » que j'ai employée à plusieurs reprises ne peut être appliquée à n'importe quelle scission. Je m'expliquerai par un exemple.

Admettons qu'il y ait depuis longtemps dans le parti deux tendances opposées, disons, pour ou contre le soutien de la politique cadette. Survient un grand événement politique qui accentue les tendances cadettes, qui rapproche la transaction des cadets avec la réaction. Les partisans du soutien des cadets rompent avec les adversaires du soutien. Une telle scission va inévitablement provoquer comme toute scission, une lutte acharnée, exacerbée, semant la haine, etc., mais on ne la considérera jamais comme une scission malhonnête, car il n'y aurait rien d'autre en arrière-plan de cette scission qu'une aggravation des divergences de principe.

Imaginez une autre scission. Admettez que deux tendances du parti se mettent d'accord pour permettre en divers endroits une tactique différente. Si cet accord commun est rompu en un des endroits, si on le rompt lâchement, en trahissant les camarades, alors tout le monde sera d'accord sans doute pour considérer une telle scission comme *malhonnête*.

C'est une scission malhonnête que les mencheviks ont organisée à Pétersbourg à la veille des élections. En premier lieu, à la conférence panrusse, les deux tendances du parti ont solennellement juré de se soumettre à la tactique locale des organisations locales pour les élections. Seuls les mencheviks de Pétersbourg ont, de toute la Russie, trahi cette promesse. C'est malhonnête. C'est une perfidie envers le parti.

En second lieu, au lieu d'unifier le parti, le Comité central a mené une politique fractionnelle au point d'aider la scission menchevique, tandis que le membre du C.C. Dan y prenait une part active. C'est malhonnête. C'est utiliser le pouvoir donné par le parti contre le parti. C'est porter en traître un coup de poignard empoisonné tout en se proclamant gardien de l'unité du parti.

Voilà les *deux* faits fondamentaux qui m'ont contraint à traiter les 31 et Dan d'individus politiquement malhonnêtes. *Toute* ma brochure porte la marque de ce jugement.

Et j'ai maintenu cette accusation devant le tribunal. Tous mes efforts ont tendu à ce que l'instruction révèle

aux juges tout le contexte de la scission de Pétersbourg, de façon qu'ils puissent répondre en toute certitude à la question : était-ce, oui ou non, une scission honnête ? qui, des organisateurs de la scission ou de ceux qui ont mené une guerre exterminatrice et sans merci contre eux, a dégainé « l'arme empoisonnée » ?

L'éclaircissement complet de cette question, *en profondeur et dans ses dessous*, son explication aux délégués des partis social-démocrates nationaux, qui entrent *effectivement* pour la première fois au P.O.S.D.R., peuvent avoir une grande importance pour l'instauration de rapports véritablement dignes du Parti, au lieu d'une scission mal camouflée.

Le sens du présent jugement n'est pas formel, étroitement juridique. Ce n'est pas une question de termes à employer dans un parti uni : marchander ou mener des pourparlers, faire entrer ou faire élire un député, vendre des voix contre des sièges ou joindre ses voix en contre-partie de sièges, etc. Une telle conception du problème ne peut être accueillie, bien sûr, qu'avec le sourire.

Il s'agit de savoir si vraiment nous attachons du prix à l'unité de notre parti, ou si nous nous accommodons des scissions, en y répondant par des échappatoires, en nous débarrassant de ce chancre par des subterfuges de pure forme. Du verdict de votre tribunal, camarades juges, dépend, et peut-être dans une large mesure, le sort de la scission de Pétersbourg : sera-t-elle la dernière, le dernier écho d'une époque révolue où la scission du parti était générale, ou... ou bien sera-t-elle le début d'une nouvelle scission, et, par conséquent, d'une lutte générale avec des armes empoisonnées ?

Il dépend de votre verdict que l'unité chancelante du Parti ouvrier social-démocrate russe soit affaiblie ou renforcée.

II. BREF APERÇU DE L'HISTOIRE RÉELLE DE LA SCISSION DE PÉTERSBOURG

La conférence de novembre (1906) du P.O.S.D.R. décide à l'unanimité que tous se soumettraient aux décisions des organisations *locales* social-démocrates, en ce qui concerne les élections.

Lénine déclare à cette même conférence : « Que le secteur Vyborgski (compte rendu de la fraction menchevique de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg) n'enfreigne pas les décisions du Comité de Pétersbourg ! », en guise d'avertissement sur la réciprocité des obligations.

Dans le n° 8 du *Prolétari* (novembre 1906) un article spécial appelle les bolcheviks à critiquer sévèrement les blocs avec les cadets, mais à *se soumettre* aux organisations locales.

Ce même mois de novembre 1906, le camarade Dan, membre du Comité central, participe, « *à titre absolument privé* » (selon sa déclaration au tribunal) à une réunion organisée par l'ingénieur Fédorovitch, à laquelle assistent Milioukov et Nabokov (leaders du Comité central et du Comité de Pétersbourg des cadets), un chef des socialistes-révolutionnaires et Péchékhonov (chef des socialistes-populistes). On y a parlé des élections, *mais pas à Pétersbourg* (selon les mots du camarade Dan). Le camarade Dan n'a pas jugé nécessaire d'informer le Comité central ni le Comité de Pétersbourg de cette réunion.

En décembre 1906, le camarade Dan assiste à une réunion d'information à propos des élections, où il y avait les représentants du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. et ensuite des cadets, des socialistes-populistes et des socialistes-révolutionnaires. Dan déclare qu'il représente le Comité central, mais expose « *son point de vue personnel* » sur l'opportunité *d'accords sectoriels* à Pétersbourg.

Le 4 janvier 1907, la réunion du Comité central prend la décision d'exiger en termes d'ultimatum de la conférence de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg qu'*elle se divise en conférences de ville et de province*. Les bolcheviks Maximov, Zimine et Stroev [188], membres du Comité central, protestent contre cet acte, équivalant, en fait, à la scission de l'organisation de Pétersbourg par le Comité central.

Le 6 janvier 1907 se tint la conférence de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg, pour régler la question des élections. Il y avait 39 bolcheviks et 31 mencheviks. Les mencheviks quittèrent la conférence pour deux raisons formelles : 1) ils considéraient que la répartition des mandats était irrégulière ; 2) à la suite du refus de la conférence de se scinder en deux, comme l'avait exigé le Comité central.

Pour apprécier ces motifs de la scission nous citerons trois faits : 1) à la conférence du 6 janvier, 42 mandats bolcheviques et 28 mencheviques ont été validés. Les mencheviks eux-mêmes, *dans une feuille publiée par eux*, déclaraient qu'il aurait fallu compter 35 bolcheviks et 32 mencheviks, *c'est-à-dire qu'ils reconnaissaient* la supériorité des bolcheviks. 2) A la suite de la scission, la conférence suivante de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg fut élue sous le contrôle d'une commission spéciale, nommée exprès par le Comité central. Les élections ont donné à la conférence du 25 mars, 92 bolcheviks et 41 mencheviks. Les nouveaux chiffres confirmaient en l'accentuant la supériorité des bolcheviks. 3) Le Comité central n'a dans aucune ville de Russie, ni à Vilna, ni à Odessa, ni à Bakou, exigé la division de la conférence. Cet ultimatum était illégal et visiblement provoqué par des considérations fractionnelles contre Pétersbourg seulement.

Après avoir quitté la conférence, les mencheviks élirent leur organe exécutif, se mirent à éditer leurs propres publications (avec la participation de membres mencheviques du Comité central, dont le camarade Dan) et menèrent la campagne électorale en toute indépendance. Ils conclurent des accords sans les bolcheviks avec les partis populistes (socialistes-populistes, socialistes-révolutionnaires et troudoviks) en vue d'un accord commun avec les cadets.

La presse bourgeoise de Pétersbourg (*Retch*, *Strana*, *Tovarichtch*, etc.) a chaleureusement félicité les mencheviks pour la scission, les appelant « parti socialiste modéré », les incitant à une lutte hardie contre les bolcheviks, jubilant de l'isolement de ces « blanquistes », etc. Les bolcheviks, qui avaient proposé le 6 janvier aux populistes de faire bloc *contre* les cadets, n'ont participé à aucun pourparler.

Le 14 janvier, la *Retch* promet dans son éditorial aux mencheviks *un siège* (*curie ouvrière*) en cas de succès du bloc contre les bolcheviks.

A la réunion du 17 janvier, les mencheviks décident qu'ils mettront à la disposition de la curie ouvrière tous les mandats qu'ils obtiendront. Le 19 janvier, le *Tovarichtch* rend la chose publique.

Le 15 janvier, Milioukov est reçu par Stolypine, après quoi les cadets se tournent visiblement vers la droite.

Le 18 janvier eut lieu la conférence des mencheviks, des populistes et des cadets. Les cadets donnent 2 sièges, on leur en réclame 3. Rupture avec les cadets.

Le 20 janvier, le *Tovarichtch* publie des extraits d'une feuille menchevique, dirigée contre les bolcheviks et compromettant leur campagne électorale. J'écris le jour même la brochure *Les élections à Pétersbourg et l'hypocrisie des 31* ; elle paraît deux ou trois jours après.

Le 25 janvier, le bloc de gauche est conclu à Pétersbourg. Le 28 a lieu la réunion des délégués des fabriques et usines élus (le 7 et le 14 janvier) par la curie ouvrière *de la ville* de Pétersbourg. Y assistent 200 à 250 personnes sur 271. La résolution *en faveur du bloc de gauche* est adoptée à la majorité des voix avec 10-12 contre. La résolution appelle expressément les mencheviks à « *ne pas soutenir les cadets, fût-ce de façon détournée* ».

Non seulement les mencheviks, qui avaient promis le 17 janvier de donner « leurs » mandats au collège ouvrier n'ont pas écouté la voix de la réunion de *tous* les délégués, mais l'ont aussi traitée de « sabbat s.-r. — bolchevique ».

Le 30 janvier a lieu la réunion des délégués *social-démocrates*. Le Comité de Pétersbourg désigne ses candidats aux grands-électeurs.

Le 29 janvier, le bloc de gauche incite les électeurs progressistes sans-parti de la circonscription Kolomenski à rompre leur pacte *écrit* avec les mencheviks, car ce pacte (comme dans la feuille *imprimée* des mencheviks) contient la clause suivante : « *les grands-électeurs menchéviques ne se considèrent pas comme liés par les conditions du bloc populiste-bolchevique concernant la répartition des sièges de députés* » (point II, paragraphe 3). Cette clause est visiblement une tentative de s'assurer la possibilité de voter au deuxième tour *avec les cadets contre le bloc de gauche*.

Le 7 février ont lieu les élections à Pétersbourg. Le danger réactionnaire est définitivement écarté. Les cadets ont eu 28 798 voix, le bloc de gauche, 16 703, les octobristes, 16 613, et les monarchistes, 5 270. Il s'en est fallu de *1 573* voix à arracher aux cadets dans cinq circonscriptions pour que le bloc de gauche l'emporte dans tout Péters-

bourg. Dans la circonscription *Kolomenski* le bloc de gauche a obtenu seulement 196 voix de moins que les cadets.

Voilà une brève énumération des faits. Ils font voir clairement que la campagne électorale à Pétersbourg a, *en fait*, échoué à cause des mencheviks. La scission a, en fait, été entamée *dès novembre* et ce *par Dan, membre du Comité central*. C'est, en fait, Dan avec les membres menchéviques *du Comité central qui ont opéré* à Pétersbourg une scission contre la majorité de l'organisation locale.

Paru en avril 1907 en brochure.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la brochure

Ve CONGRÈS DU P.O.S.D.R.[180],

30 AVRIL-19 MAI (13 MAI-1er JUIN) 1907

Publié pour la première fois en 1909 dans le livre : « Le Congrès de Londres du P.O.S.D.R. (1907). Texte complet des procès-verbaux ». Paris

Conforme au texte du manuscrit, collationné sur le livre

1

INTERVENTION SUR L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS, 2(15) MAI

Les débats autour de cette question font ressortir que divers courants social-démocrates sont divisés par d'importantes divergences tactiques. Qui aurait pu penser que, dans de telles conditions, l'on viendrait nous proposer le retrait de l'ordre du jour du congrès de toutes les questions de principes ? A quels sophismes n'a-t-on pas eu recours ici — sous prétexte de sens pratique et d'efficacité — pour défendre un tel retrait des questions essentielles.

Je tiens à vous rappeler que la question des tâches du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise se pose depuis longtemps à la social-démocratie russe. Déjà au début de 1905, avant la révolution, cette question avait été discutée aussi bien au IIIe Congrès du P.O.S.D.R. [190], c'est-à-dire par sa partie bolchevique, qu'à la conférence simultanée des mencheviks [191] à Genève. Alors les mencheviks eux-mêmes avaient mis les questions de principe à l'ordre du jour de leur congrès.

Alors ils avaient eux-mêmes discuté les bases de la tactique du prolétariat dans la révolution bourgeoise et avaient pris des décisions motivées à ce sujet. La proposition actuelle de retirer ces questions résulte d'un état d'esprit défaitiste et il faut lutter contre cet état d'esprit et non s'y soumettre !

On disserte sur l'expérience des partis social-démocrates de l'Europe occidentale et sur le caractère « pratique » de leurs congrès. Et moi, je vous dirai que dans leurs congrès

les Allemands ont discuté plus d'une fois de questions plus abstraites, plus théoriques que celles relatives à l'appréciation de la révolution en cours chez nous et des tâches qui en résultent pour le prolétariat. De l'expérience des autres partis nous ne devons pas prendre ce qui nous rabaisse à une période de grisaille et de routine. Nous devons prendre ce qui nous élève aux questions générales, aux problèmes de toute la lutte révolutionnaire du prolétariat en entier. Nous devons prendre exemple sur les modèles les meilleurs et non sur les pires.

On dit : « il ne convient pas de décider les questions sérieuses de tactique par une majorité d'une dizaine de voix ». N'est-ce pas un sophisme ! N'est-ce pas une dérobade impuissante qui aboutit à un abandon des principes ?

La solution du problème n'est jamais obtenue par un vote. Depuis quelques années déjà, nous discutons de l'appréciation marxiste de notre révolution. Nous vérifions depuis des années par l'expérience de notre révolution nos points de vue théoriques et nos décisions tactiques générales. Et l'on nous raconte maintenant qu'il n'est pas encore temps de dresser le bilan de ce travail du parti. Il ne convient pas, voyez-vous, de définir les bases de la tactique à suivre, il faut se tenir à la remorque des événements et décider selon les cas.

Rappelez-vous le congrès de Stockholm. Les mencheviks qui y furent vainqueurs ont retiré leur propre résolution sur l'appréciation du moment, ils ont retiré leur propre résolution sur l'attitude à observer à l'égard des partis bourgeois. Qu'en est-il résulté ? Il en est résulté que le Comité central n'avait aucune base de principe pour résoudre les questions qui se présentaient à lui. Il en est résulté que le Comité central s'est démené toute l'année sans avoir aucune politique. Un jour, il était pour l'assemblée constituante, le lendemain il se mettait à préconiser un gouvernement issu de la Douma, le surlendemain il était pour « la Douma, comme organe du pouvoir pour la convocation de l'assemblée constituante »; ensuite pour la Douma investie de pleins pouvoirs, ensuite pour les blocs avec les cadets... Est-ce cela que vous appelez une politique prolétarienne ferme ? (Applaudissements au centre et sur les bancs des bolcheviks.)

On dit : « Au nom de la paix du parti... au nom du travail pratique, évitons les questions générales ». C'est un sophisme. Il est impossible d'éviter de telles questions. Il n'en sortira pas la paix, mais une lutte plus aveugle, et, partant, plus hargneuse et moins féconde, à l'intérieur du parti.

On ne peut éviter de telles questions. Elles remontent toujours à la surface. Rappelez-vous le discours de Plékhanov à l'ouverture du congrès. Puisque notre révolution est bourgeoise, a-t-il raisonné, il faut se hâter surtout à trouver des alliés dans la bourgeoisie. J'affirme que le point de départ de ce raisonnement est erroné. J'affirme que sans l'avoir analysé, vous condamnez le parti à une foule d'erreurs pratiques inutiles.

Plékhanov a dit dans ce même discours que l'opportunisme dans la social-démocratie russe est faible. Peut-être bien, si l'on considère comme faibles les œuvres de Plékhanov lui-même ! (Applaudissements sur les bancs des bolcheviks.) Et moi, je pense que l'opportunisme se manifeste chez nous précisément en ce que l'on veut retirer de l'ordre du jour du premier congrès qui soit effectivement celui de tout le parti, les questions générales sur les bases de notre tactique dans la révolution bourgeoise. Nous ne devons pas retirer les questions théoriques, mais élever toute notre pratique au niveau d'une analyse théorique des objectifs du parti ouvrier. (Applaudissements des bolcheviks.)

2

DISCOURS SUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ DU COMITÉ CENTRAL, 4(17) MAI

J'aurais voulu parler exclusivement de l'aspect politique de la question. Mais le dernier discours du camarade Abramovitch me force à effleurer succinctement ses remarques. Quand le camarade Abramovitch a parlé du Comité central menchevique « assiégé », j'ai pensé : « Pauvres mencheviks ! Les voilà encore une fois en état de siège. On les « assiège » non seulement quand ils sont en minorité, mais encore quand ils sont en majorité ! »

N'y a-t-il pas des causes internes, enracinées dans le caractère même de la politique des mencheviks, qui les poussent à se plaindre éternellement d'être assiégés par le parti prolétarien ?

Quels sont les faits concernant l'état de siège du Comité central menchevique, rapportés par le camarade Abramovitch ? Ils sont au nombre de trois : la propagande pour le congrès extraordinaire, la conférence des organisations militaires et de combat, enfin « d'autres questions d'organisation », comme le déclara le camarade Abramovitch.

Examinons ces trois faits.

La propagande pour un congrès extraordinaire prit une grande extension quand il fut montré que la politique du Comité central allait absolument à l'encontre de la volonté de la majorité du parti. Je rappellerai que cela se passait après le mot d'ordre de soutien d'un gouvernement responsable, lancé par le Comité central. A cette époque, le Bund n'était pas encore dans notre parti, mais déjà les Polonais

et les Lettons y étaient entrés. Les uns et les autres répudiaient nettement la politique du Comité central. Cela signifie, le fait est absolument indiscutable, que le Comité central était alors en désaccord avec l'immense majorité du parti. Lequel assiégeait l'autre ? La majorité du parti a-t-elle en fait assiégé le Comité central du parti, en exigeant de lui un compte rendu au congrès ? Ou le Comité central, en allant contre le parti l'a-t-il assiégé lui-même ? Rappelez-vous jusqu'où est allé alors Plékhanov. Le *Social-Démocrate*, publication officielle du Comité central, a reproduit sa lettre contre le congrès. Dans cette lettre, Plékhanov répondait à l'appel à convoquer le congrès par des soupçons sur les motifs de la propagande et par des tirades sur les sous des ouvriers. Réfléchissez : Plékhanov n'avait-il pas tort, en se permettant de telles choses contre la majorité du parti exigeant le congrès ?

Et je dirai seulement qu'après la résolution de la conférence panrusse du P.O.S.D.R. en novembre, la propagande pour le congrès extraordinaire a cessé.

Deuxième fait : la conférence des organisations militaires et de combat. Il y a eu deux conférences. Cela est regrettable, assurément, mais voir là le « siège » du Comité central est étrange. Ne serait-il pas préférable d'expliquer les inconvénients des résolutions de la conférence tenue en marge du Comité central plutôt que de s'en tirer par des plaintes sur le siège ? Je rappellerai qu'aux *deux* conférences, il y a eu des représentants du comité de Pétersbourg et du comité de Moscou, c'est-à-dire qu'aucune fraction en tant que telle ne s'est laissée engager par aucune conférence. Et les résolutions de la conférence bolchevique des organisations militaires et de combat, imprimées en novembre 1906, n'ont reçu jusqu'ici aucune critique sérieuse.

Troisième fait : « d'autres questions d'organisation ». Qu'est-ce que c'est ? Quel en est le contenu concret ? N'est-ce pas la scission à Pétersbourg réalisée par les mencheviks avec l'aide du Comité central au moment des élections ? Mais parler du siège du Comité central à ce moment-là aurait été proprement ridicule.

Je passe à l'aspect politique de la question. Notre tâche essentielle consiste à examiner comment le Comité central du parti a dirigé la lutte de classe du prolétariat,

comment il a appliqué la tactique définie au Congrès d'Unification.

Le premier mot d'ordre, donné par le Comité central au parti, était de soutenir les exigences d'un gouvernement « issu de la Douma » ou « responsable ». Le camarade Martov a dit ici devant nous que ce mot d'ordre avait été lancé en vue d'élargir et d'approfondir le conflit de la Douma avec le gouvernement.

En est-il ainsi ? Que doit être la manière prolétarienne d'élargir et d'approfondir le conflit ? Il doit consister bien entendu à montrer le terrain où se déroule véritablement la lutte et les heurts à l'origine du conflit, le terrain de la lutte des classes d'une manière générale, et dans ce cas particulier, de la lutte du peuple contre le vieux pouvoir. Pour élargir et approfondir le conflit en question, il fallait comprendre soi-même et expliquer au peuple que l'opposition de la Douma reflète d'une manière incomplète et déformée le conflit entre le peuple et le vieux pouvoir, que la lutte à la Douma est un faible écho de la lutte révolutionnaire à l'extérieur de la Douma. Pour élargir et approfondir, il fallait élever la conscience politique et les revendications politiques, depuis les mots d'ordre avancés à la Douma jusqu'aux mots d'ordre de la lutte révolutionnaire générale. Le Comité central a fait le contraire. Il a affaibli et rétréci les mots d'ordre de la lutte révolutionnaire et les a réduits au mot d'ordre de gouvernement issu de la Douma. Il appelait le peuple non pas à lutter pour le pouvoir, bien que toute la situation objective s'y prêtât, mais à lutter pour les tractations des libéraux avec le pouvoir. Volontairement ou non, le Comité central a appelé le parti à adopter les mots d'ordre de la voie « pacifique » parlementaire à un moment où les conditions objectives se prêtaient en fait à la lutte révolutionnaire extra-parlementaire. En réalité, il n'y avait et il ne pouvait y avoir aucun mouvement social sérieux en faveur du « gouvernement responsable ». Même le groupe menchevique social-démocrate de la Douma (première Douma) n'acceptait pas ce mot d'ordre du Comité central. (M a r t o v : « C'est faux. ») Non, c'est vrai, camarade Martov, et une simple vérification dans la résolution du Comité central et dans les comptes rendus sténographiés de la première Douma montre que c'est vrai.

Le mot d'ordre du Comité central était en fait, indépendamment des désirs et des motifs du Comité central, une adaptation à la politique libérale. Cette adaptation ne pouvait donner aucun résultat car la politique libérale exprimait non pas le mouvement social effectif de cette époque, mais le désir de voir la révolution s'arrêter, bien que celle-ci se prolongeât. La marche des événements a prouvé que toute cette histoire avec le «gouvernement responsable» était un attentat avec de la poudre éventée.

Le deuxième mot d'ordre du Comité central concerne l'époque de la grève de juillet [192]. On ne doit pas reprocher au Comité central son insuccès. Ce n'est pas un reproche mais plutôt une louange pour un Comité central menchevique que d'avoir quand même, à l'époque, favorisé la révolution. Ce n'est pas la faute du Comité central si, siégeant à Pétersbourg, il ignorait l'état d'esprit du prolétariat dans toute la Russie. On ne doit pas non plus nous imputer à crime le fait que nous croyions alors à l'insurrection et l'attendions. Le soulèvement s'est produit en effet, et nos mots d'ordre précédents, notre politique avant le soulèvement, furent autant d'éléments de réussite ou d'échec de ce soulèvement.

Pour moi, la faute du Comité central tient à ce qu'il s'efforça de comprimer la lutte révolutionnaire, qui avait atteint le niveau d'un soulèvement, dans le cadre de mots d'ordre non révolutionnaires ou de mots d'ordre révolutionnaires tronqués. C'est ce que reflètent le mot d'ordre du Comité central : « Actions de masse partielles », et mieux encore le mot d'ordre : « Pour la Douma, en tant qu'organe du pouvoir pour la convocation d'une assemblée constituante ». Lancer des mots d'ordre aussi ternes signifiait adapter la lutte du prolétariat à celle de la bourgeoisie libérale. Une fois encore, les événements ont montré toute la vanité et toute l'impuissance des tentatives d'une telle adaptation. On entend souvent chez nous des plaintes et des larmoiements à propos de l'impuissance du parti ouvrier. Pour ma part je dirai que vous êtes impuissants, parce que vous émoussez vos mots d'ordre ! (Applaudissements sur les bancs des bolcheviks.)

Allons plus loin. Considérons la question des blocs avec les cadets aux élections de la deuxième Douma. Martov,

dans le rapport d'activité du Comité central dont il a donné lecture s'est débarrassé de cette question par un formalisme étonnamment débonnaire : le Comité central, dit-il, a décidé que les blocs étaient admissibles, et les blocs, sur la base précise de la directive du Comité central, ont été admis ! (R i r e s.) Ce n'aurait pas été un péché, pour un compte rendu politique du Comité central, de se référer non pas au respect formel des résolutions adoptées, mais à la vérification dans la vie de la justesse de ladite politique, quant au fond. Nous, bolcheviks, nous n'avons cessé de signaler que le fameux péril cent-noir n'était en réalité invoqué par les libéraux que pour combattre le danger de gauche, que, en nous laissant guider dans notre politique par la peur des Cent-Noirs, nous mordrions à l'hameçon des libéraux. Le bilan des élections a prouvé que nous avions raison. Dans toute une série de villes, les statistiques électorales ont démenti les racontars des libéraux et des mencheviks. (D e s v o i x : « Mais Kiev, la Pologne, Vilna ! ! ») Je n'ai pas le temps de m'occuper de localités prises à part, je parlerai des résultats politiques globaux. Le statisticien Smirnov a estimé que dans 22 villes le nombre des voix pour le bloc de gauche est de 41 000, pour les cadets de 74 000, pour les octobristes de 34 500, et pour les monarchistes de 17 000. Dans 16 autres villes, sur 72 000 voix, l'opposition en a reçu 58,7 % et la réaction 21 %. Les élections ont mis au jour le caractère fictif du danger cent-noir, et la politique des blocs avec les cadets « tolérés » prétendument à titre exceptionnel, s'est *révélée* être une soumission politique du prolétariat à la bourgeoisie libérale.

Je vous dirai donc : « Ne dédaignez pas les discussions théoriques, ne haussez pas les épaules avec mépris d'inventions de caractère fractionnel au sujet de divergences. Nos vieilles querelles, nos divergences théoriques et surtout tactiques se transforment constamment au cours de la révolution en divergences pratiques immédiates. Il est impossible de faire un pas dans la pratique politique, sans se heurter à ces mêmes problèmes fondamentaux de l'appréciation de la révolution bourgeoise, des rapports entre cadets et troudoviks, etc. La vie pratique n'efface pas les divergences mais les aiguise et les anime. Et ce n'est pas par hasard que des mencheviks aussi en vue que Plékhanov

ont poussé jusqu'à l'absurde la politique des blocs avec les cadets. Avec sa fameuse « Douma investie de pleins pouvoirs » Plékhanov prônait un mot d'ordre commun à donner au prolétariat et à la bourgeoisie libérale. Avec seulement plus de relief, plus fortement que d'autres, Plékhanov exprime l'essence profonde, la tendance fondamentale de toute la politique menchevique : remplacer la ligne indépendante de la classe ouvrière par un accommodement avec la bourgeoisie libérale. La banqueroute de notre Comité central a été avant tout et plus que tout la banqueroute de cette politique opportuniste. (Applaudissements d'une partie du centre et des bolcheviks.)

3

DISCOURS À PROPOS DU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ DU GROUPE S.-D. À LA DOUMA, 8 (21) MAI

Je voudrais de nouveau ramener les débats sur l'appréciation de principe de la politique de notre groupe à la Douma. Le camarade Tsérétéli a dit : « Il y a eu chez nous des erreurs, mais pas de flottements. » Je pense que blâmer pour ses fautes notre jeune groupe de la Douma aurait été absolument injuste. Mais l'essentiel est précisément que dans sa politique il y a eu sans aucun doute des *flottements*. Nous devons reconnaître franchement ces flottements et nous assigner la tâche de les éliminer, et cela non pas pour blâmer des individus, mais pour éduquer le parti prolétarien dans son ensemble.

Le camarade Tsérétéli invoqua l'histoire de l'Europe. L'année 1848, a-t-il dit, nous a enseigné non seulement que les conditions pour le socialisme n'étaient pas encore mûres, mais encore qu'il est impossible de lutter pour la liberté sans l'union avec la démocratie bourgeoise sous une forme ou sous une autre. Cette conclusion du camarade Tsérétéli est du plus pur révisionnisme. Au contraire, et la révolution de 1848 et l'expérience historique ultérieure ont enseigné à la social-démocratie internationale exactement l'inverse, à savoir que la démocratie bourgeoise s'oppose de plus en plus au prolétariat, que la lutte pour la liberté est menée de manière conséquente là seulement où le prolétariat la dirige. Ce ne sont pas les unions avec la démocratie bourgeoise que nous enseigne l'année 1848, mais la nécessité d'arracher celles des couches des masses populaires

qui sont situées au niveau de développement le plus bas, à l'influence d'une démocratie bourgeoise incapable de lutter même pour la démocratie. En se référant à l'expérience de 1848 dans une optique bernsteinienne, le camarade Tsérétéli a fait montre de ce même révisionnisme dont Plékhanov avait dit sans fondement qu'il était faible dans notre parti.

La déclaration du camarade Tsérétéli à propos de la commission d'approvisionnement est tout aussi caractéristique de l'instabilité de sa position de principe. Nous n'avons pas suffisamment insisté sur la *légalité* de notre proposition d'enquêter sur place, a dit Tsérétéli. Nous nous sommes laissés entraîner par des discussions d'ordre général, en négligeant l'occasion de convaincre les autres par des arguments au sujet de la légalité de notre plan. Une autre fois nous corrigerons cette erreur.

Cette démarche reflète avec une clarté remarquable toute l'instabilité de la position de notre groupe. Pensez donc, ils se plaignent d'un manque d'arguments en faveur de la légalité. Ne voient-ils donc pas qu'il ne s'agit absolument pas ici de motifs, ni de références à la légalité, ni de « *persuasion* » des cadets ou de quelqu'un d'autre ? N'est-il donc pas clair pour eux que le gouvernement, *sur le fond de l'affaire*, ne pouvait pas admettre et n'aurait pas admis les enquêtes sur place, voyant là (avec raison) un appel aux masses ?

Quelles qu'auraient pu être les références à la légalité, le fond de l'affaire n'aurait pas changé pour autant. Et au lieu de regarder vers le bas, de convaincre les masses populaires, de leur montrer la vérité, Tsérétéli regarde vers le haut, souhaitant persuader les libéraux, les attirer par la légalité... C'est du véritable parlementarisme bourgeois. Et la stérilité de cette politique minable, misérable, pitoyable saute aux yeux, car il est clair qu'aucune ruse parlementaire, ni des mencheviks ni des cadets, n'aurait pu détourner Stolypine de sa politique. L'éloignement des masses est un fait acquis, tandis que les avantages de la persuasion des Stolypine et des cadets par la légalité sont les rêves creux d'intellectuels vains.

Je vois des efforts tout aussi vains de l'opportunisme dans les pourparlers avec les narodovtsy. La défense de cet

acte par une référence à Bebel est très faible. Bebel, nous dit-on, a déclaré : s'il le faut pour la cause, nous nous entendrons au besoin avec le diable. Bebel a raison, camarades : *s'il le faut pour la cause*, on peut, bien sûr, s'entendre même avec le diable. Maintenant, pour quelle *cause* vos relations avec les narodovtsy se sont-elles révélées nécessaires ? Pour aucune. Leur utilité est nulle. Et il ressort que Bebel parlait bien, mais que vous le comprenez mal.

Les visites chez les narodovtsy, le vote pour Golovine, la tentative de rejeter la confiscation, tout cela constitue des éléments isolés d'une seule et même ligne erronée. C'est autant de manifestations non d'un manque d'expérience mais de *flottements politiques*. Et, de ce point de vue, l'invitation de M. Prokopovitch n'est pas non plus un mince détail. On nous a dit ici : Prokopovitch est absent, il est impossible de condamner son adhésion en son absence. Cela revient à jouer les Ponce Pilate. A la conférence de Pétersbourg on nous a dit : remettons jusqu'au congrès, il est impossible d'en discuter sans congrès. Maintenant au congrès on dit : cela est impossible sans Prokopovitch, remettons et transmettons à l'organisation de Pétersbourg. C'est un sophisme.

Prokopovitch est un écrivain, et ses œuvres sont connues de tous. Prokopovitch est le type de l'intellectuel bourgeois, qui s'introduit dans notre parti dans des buts opportunistes précis. Son adhésion au secteur ferroviaire est une farce évidente. C'est une couverture pour le travail *dans les milieux de la Douma*. Et la faute de notre Comité central est d'avoir utilisé une pareille couverture. La faute de notre groupe à la Douma est d'avoir facilité l'entrée au parti depuis la Douma à des littérateurs libéraux, collaborateurs de *Tovarichtch* qui non seulement ne militent pas dans le parti mais sont ses ennemis par principe.

Tchérévanine a défendu ici la politique de notre groupe à la Douma, en disant : admettons que les cadets retardent maintenant, qu'ils sont réactionnaires. Mais ce n'est pas définitif, il ne faut pas en faire une règle. Les cadets sont mauvais en période de déclin, mais ils peuvent être utiles dans une période d'essor, quand ils vont rapidement à gauche.

C'est un raisonnement menchevique habituel, mais exprimé d'une manière particulièrement directe et tranchante. Son caractère fallacieux n'en devient que plus visible. Prenez deux points extrêmes de la révolution, octobre 1905 : le sommet, et le printemps 1907 : son point le plus bas. Les cadets étaient-ils utiles à la démocratie en 1905 ? Non. Les mencheviks eux-mêmes l'ont avoué dans le *Natchalo*. Witte est un agent de la Bourse, Strouvé un agent de Witte, écrivaient alors les mencheviks, et c'était exact. Alors les mencheviks convenaient avec nous qu'il ne fallait pas soutenir les cadets, mais les démasquer, ternir leur prestige au sein de la démocratie.

Maintenant, au printemps 1907, vous commencez tous à convenir aussi avec nous que les cadets sont de piètres démocrates. Donc les cadets ne valent rien en période ascendante, pas plus qu'à l'époque du déclin. L'intervalle entre ces deux époques, chaque historien le nommera période des hésitations, où une partie de la social-démocratie elle-même oscillait du côté d'une politique petite-bourgeoise, où cette partie a vainement essayé de « soutenir » les cadets et de la sorte a seulement fait du tort au parti ouvrier, mais a finalement vu son erreur.

Quelques mots au sujet de Trotski. Il a parlé au nom du « centre » et a exprimé les points de vue du Bund. Il a fulminé contre nous parce que nous aurions présenté une résolution « inadmissible ». Il nous a menacé ouvertement d'une scission, d'un départ du groupe parlementaire, qui aurait été offensé par notre résolution. Je souligne ces mots. Je vous invite à relire avec attention notre résolution.

Voir une offense dans un aveu calme des erreurs, sans aucun blâme exprimé sous une forme tranchante, parler à ce propos de scission, n'est-ce pas monstrueux ?? N'est-ce pas la marque d'une maladie de notre parti, d'une crainte de reconnaître des erreurs ? D'une crainte de la critique à l'adresse de notre groupe à la Douma ?

La possibilité de poser ainsi la question montre à elle seule qu'il existe quelque chose d'étranger au parti dans notre parti. Ce quelque chose réside dans l'attitude de notre groupe à la Douma envers le parti. Le groupe à la Douma doit être davantage du parti, plus étroitement lié

au parti, plus soumis à tout le travail du prolétariat. Alors disparaîtront les lamentations au sujet d'une offense et les menaces de scission.

Quand Trotski a dit : « Votre résolution inadmissible empêche la réalisation de vos idées justes », je lui ai crié : « Donnez donc *votre* résolution ! » Trotski a répondu : « Non, retirez d'abord la vôtre. »

Le « centre » est en bonne position, n'est-ce pas ? A cause de notre (selon Trotski) erreur (« manque de tact ») il punit tout le parti, en le privant de son propre exposé — « plein de tact » — des mêmes principes ! Pourquoi n'avez-vous pas fait passer votre résolution ? nous demandera-t-on dans les organisations locales. Parce que le centre s'en est offensé, et, offensé, a refusé d'exposer ses propres principes ! ! (Applaudissements des bolcheviks et d'une partie du centre.) Ce n'est pas une position de principe, mais un manque de principe du centre.

Nous sommes arrivés au congrès avec deux lignes tactiques connues depuis longtemps du parti. Il est stupide et indigne du parti ouvrier de dissimuler les divergences et de les cacher. Comparons plus clairement les deux points de vue. Exprimons-les par rapport à toutes les questions de notre politique. Dressons le bilan net de l'expérience du parti. Ainsi seulement nous accomplirons notre devoir et nous mettrons fin aux flottements dans la politique du prolétariat. (Applaudissements des bolcheviks et d'une partie du centre.)

4

MISE AU POINT DU 10 (23) MAI

Citant une interview que j'ai accordée à l'*Humanité* * (sous la signature d'Etienne Avenard **), le camarade Martov a éclairé inexactement quelques points.

Dans l'interview il est dit que le Comité central (c'est-à-dire, bien entendu, sa partie menchevique) informait les cadets *secrètement et clandestinement*. Les débats qui ont lieu au congrès ont confirmé ma déclaration. Au congrès il est apparu qu'encore *en novembre* 1906, Dan prenait *en privé* « une tasse de thé » avec Milioukov, Nabokov, avec les chefs des socialistes-révolutionnaires et des socialistes-populistes. Dan n'a pas jugé nécessaire d'en faire part ni au Comité central ni au Comité de Pétersbourg.

Ce rendez-vous avec les cadets, sans en informer ni le Comité central ni le Comité de Pétersbourg, était précisément une information secrète et clandestine des cadets.

Il est dit plus loin dans l'interview que les mencheviks n'ont pas repoussé la proposition honteuse des cadets de rendre aux mencheviks les sièges ouvriers en échange d'une aide accordée par les mencheviks aux cadets. Le camarade Martov essaie de prouver que les mencheviks ont repoussé cela *en paroles*. J'affirme, faits à l'appui, que les *actes* des mencheviks contredisaient leur démenti verbal : 1) les mencheviks promettaient en paroles de rendre tous les sièges à

* En français dans le texte. (*N.R.*)
** Voir le présent tome, pp. 142-148. (*N.R.*)

la curie ouvrière. En réalité, quand tous les délégués ouvriers réunis ont invité les mencheviks (par une majorité de 220-230 voix contre 10-20 voix) à abandonner le « soutien détourné » aux cadets, les mencheviks *ont refusé de se soumettre* ; 2) après le 25 janvier, après la formation du bloc de gauche, les mencheviks *par imprimé* ont posé comme condition de leur aide, la liberté d'action des grands-électeurs mencheviques au 2e stade. Cette condition ne pouvait objectivement avoir d'autre sens que la volonté de soutenir les cadets contre les social-démocrates au 2e stade.

N. Lénine

5

DÉCLARATION DU 11 (24) MAI [193]

Le bureau avait raison (une voix : « Evidemment ! ») quand il expliquait que le retrait de la décision d'hier était inadmissible. Son retrait exige une décision spéciale du congrès sur la possibilité de mettre aux voix une telle proposition. Dans le cas présent, personne ne propose d'annuler la décision d'hier. Elle demeure en vigueur. Un ajournement est-il admissible ? Abramovitch a passé outre au point essentiel, à savoir que la question de l'ajournement a été soulevée par un fait nouveau (l'exposé des motifs des Lettons) apparu après le vote d'hier sur les directives. C'est un motif nouveau dont Abramovitch n'a pas tenu compte. La proposition de Werner est donc correcte au point de vue de la forme.

6

RAPPORT SUR L'ATTITUDE ENVERS LES PARTIS BOURGEOIS, 12 (25) MAI

La question de l'attitude envers les partis bourgeois est au centre des divergences de principe qui divisent de longue date en deux camps la social-démocratie russe. Avant même les gros succès de la révolution ou avant même la révolution, si l'on peut ainsi s'exprimer au sujet de la première moitié de 1905, il y avait déjà deux points de vue nettement définis sur cette question. Les discussions portaient sur l'appréciation de la révolution bourgeoise en Russie. Les deux orientations dans la social-démocratie se retrouvaient pour dire que cette révolution était bourgeoise. Mais elles se séparaient sur l'interprétation de cette notion et sur les conclusions pratiques et politiques à en tirer. L'aile menchevique de la social-démocratie interprétait ce concept comme si le moteur principal de la révolution bourgeoise était la bourgeoisie, le prolétariat étant juste apte à tenir le poste d'« opposition extrême ». Il ne peut pas accomplir la révolution par ses propres forces, ni en prendre la tête. Ces divergences ont pris un relief particulier dans les discussions au sujet d'un gouvernement provisoire (plus exactement de la participation de social-démocrates à un tel gouvernement), discussions qui eurent lieu en 1905. Les mencheviks repoussaient la possibilité d'une participation des social-démocrates au gouvernement révolutionnaire provisoire, avant tout parce qu'ils considéraient la bourgeoisie comme le moteur essentiel ou le guide de la révolution bourgeoise. Ce point de vue a apparu en toute clarté dans la résolution des men-

cheviks du Caucase (en 1905) [194], approuvée par la nouvelle *Iskra*. Cette résolution disait clairement que la participation des social-démocrates au gouvernement provisoire aurait pu effaroucher la bourgeoisie et, de ce fait, *réduire l'envergure de la révolution*. Ici, on reconnaît en toute clarté que le prolétariat ne peut et ne doit pas aller plus loin que la bourgeoisie dans la révolution bourgeoise.

Les bolcheviks soutenaient le point de vue inverse. Ils étaient sûrs que notre révolution est bourgeoise de par son contenu économique et social. Cela signifie que les objectifs de la révolution présente en Russie ne sortent pas des limites de la société bourgeoise. Même la victoire la plus complète de la révolution actuelle, c'est-à-dire la conquête de la république la plus démocratique et la confiscation des terres de tous les propriétaires par la paysannerie, n'entame point les bases de l'ordre social bourgeois. La propriété privée des moyens de production (ou la propriété privée de la terre, quel que soit le propriétaire juridique) et la production marchande demeurent. Les contradictions de la société capitaliste, et notamment la principale d'entre elles, la contradiction entre le travail salarié et le capital, loin de s'effacer, s'aiguisent et s'approfondissent toujours plus, en prenant plus d'ampleur et de netteté.

Tout ceci doit être absolument incontestable pour tout marxiste. Mais on ne peut absolument pas en conclure que la bourgeoisie est le moteur principal ou le guide de la révolution. Une telle conclusion serait un avilissement du marxisme, une incompréhension de la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie. Le fait est que notre révolution a lieu à un moment où le prolétariat a déjà commencé à prendre conscience de lui-même comme d'une classe particulière et à s'unir en une organisation de classe indépendante. Dans de telles conditions, le prolétariat utilise chaque conquête de la démocratie, utilise chaque progrès de la liberté pour renforcer sa propre organisation de classe *contre* la bourgeoisie. De là découle inévitablement la tendance de la bourgeoisie à émousser les aspérités de la révolution, à empêcher qu'elle soit menée à bonne fin, à refuser au prolétariat la possibilité de mener sa lutte de classe en toute liberté. L'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat contraint la bourgeoisie à tenter de conserver certains

instruments et institutions de l'ancien pouvoir, afin d'utiliser ces instruments *contre* le prolétariat.

C'est pourquoi dans le meilleur des cas, à l'époque du plus grand essor de la révolution, la bourgeoisie apparaît (et ce non pas par hasard, mais par nécessité, par la force de ses intérêts économiques) comme un élément hésitant entre la révolution et la réaction. Par conséquent, la bourgeoisie ne peut être le guide de notre révolution.

L'acuité de la question agraire constitue la plus grande particularité de cette révolution. Elle est beaucoup plus aiguë en Russie qu'elle ne l'a été, dans des conditions analogues, dans n'importe quel autre pays. La prétendue réforme paysanne de 1861 fut si inconséquente et si antidémocratique que les principales bases de la domination seigneuriale n'en furent pas ébranlées. C'est pourquoi la question agraire, c'est-à-dire la lutte des paysans pour la terre contre les propriétaires fonciers, se révéla un des pivots de la révolution présente. Cette lutte pour la terre pousse inévitablement les masses énormes de la paysannerie vers une rénovation démocratique, car seule la démocratie peut leur donner la terre, en leur donnant le pouvoir dans l'Etat. L'anéantissement complet de la propriété seigneuriale est la condition de la victoire de la paysannerie.

Un tel rapport de forces sociales impose forcément la conclusion que la bourgeoisie ne peut être ni le moteur principal ni le guide de la révolution. Seul le prolétariat est en mesure de la mener jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'à la victoire complète. Mais cette victoire ne peut être obtenue qu'à la seule condition que le prolétariat réussisse à entraîner derrière lui une grande partie de la paysannerie. La victoire de la révolution actuelle en Russie n'est possible que comme dictature révolutionnaire et démocratique du prolétariat et de la paysannerie.

Cette manière de voir le problème, exposée déjà au début de 1905 — je parle du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. au printemps 1905 — a été pleinement confirmée par les événements de toutes les étapes les plus importantes de la révolution russe. Nos conclusions théoriques ont été confirmées par les faits de la lutte révolutionnaire. A son apogée, en octobre 1905, le prolétariat marchait en tête, la bourgeoisie hésitait et tergiversait, et les paysans saccageaient les domai-

nes seigneuriaux. C'était surtout les représentants du prolétariat et ensuite les hommes d'avant-garde de la paysannerie insurgée qui participaient aux organes embryonnaires du pouvoir révolutionnaire (Soviets des députés ouvriers, Soviets des députés paysans et soldats). A l'époque de la première Douma les paysans donnèrent d'emblée un groupe démocratique, groupe du Travail, plus à gauche, c'est-à-dire plus révolutionnaire que les libéraux (les cadets). Au moment des élections à la deuxième Douma, les paysans ont littéralement battu les libéraux. Le prolétariat marchait en avant, la paysannerie le suivait plus ou moins résolument contre l'autocratie et contre les libéraux hésitants.

Je passe aux projets de résolution qui nous sont présentés. La différence des points de vue telle que je l'ai décrite est pleinement reflétée par le contraste entre la résolution bolchevique et menchevique. Le projet bolchevique est édifié sur la définition du contenu de *classe* des *types* fondamentaux de partis bourgeois. Semblable construction se trouve déjà contenue dans notre résolution pour le Congrès d'Unification de Stockholm. Nous y notions déjà trois types fondamentaux de partis bourgeois : les octobristes, les libéraux et les démocrates paysans (alors ces derniers ne s'étaient pas complètement dessinés et le mot « troudovik » n'existait pas encore dans le lexique politique russe). Notre résolution actuelle a conservé cette même construction. Elle n'est qu'une variante de la résolution de Stockholm. Le cours des événements a tellement corroboré ses idées fondamentales qu'il a suffi de modifications très minimes tenant compte de l'expérience de la première et de la seconde Douma.

La résolution menchevique pour le Congrès d'Unification ne donnait aucune analyse ni du type des partis ni de leur contenu de classe. La résolution dit sur un ton d'impuissance que « des partis démocratiques bourgeois en sont à peine à se former en Russie et de ce fait ils n'ont pas encore eu le temps de prendre le caractère de partis stables », et, qu' « à l'époque historique actuelle en Russie il n'existe pas de partis qui réunissent à la fois un démocratisme conséquent et l'esprit révolutionnaire ». N'est-ce pas là une déclaration d'impuissance ? N'est-ce pas un abandon de l'objectif marxiste ? Il n'y aura jamais de stabilité absolue pour les partis, comme il n'y aura jamais non plus de démocratisme parfai-

tement « conséquent » en dehors du prolétariat. Mais notre devoir est de révéler les racines de classe de tous les partis qui paraissent sur la scène de l'histoire. Et nous l'avions fait dans notre résolution. Les trois types de partis qui y étaient mentionnés se montrèrent assez « stables » au cours de l'année entière de la révolution, comme je l'ai déjà montré par l'exemple de la première et de la deuxième Douma.

Ce sont les points de vue des mencheviks qui se révélèrent instables. Leur résolution actuelle est un immense pas en arrière même par rapport à leur projet de l'année dernière. Examinons cette résolution publiée dans le n° 12 de la *Narodnaïa Douma* (du 24 mars 1907). Dans la partie consacrée à l'exposé des motifs on indique premièrement « une série d'objectifs communs » au prolétariat et à la démocratie bourgeoise ; deuxièmement, que le prolétariat doit « combiner sa propre action avec celle d'autres groupes et classes sociales » ; troisièmement, que dans un pays à prédominance paysanne et à démocratie urbaine faible, le prolétariat « de par son propre mouvement fait progresser »... « toute la démocratie bourgeoise du pays » ; quatrièmement, que « dans le groupement actuel des partis bourgeois le mouvement démocratique du pays n'a pas encore trouvé son expression définitive », ce qui reflète d'une part le « réalisme » et l'impréparation à la lutte de la bourgeoisie urbaine, et d'autre part, « les illusions » paysannes « d'un révolutionnarisme petit-bourgeois et des utopies agraires ». Tel est l'exposé des motifs. Examinons maintenant les conclusions : la première est que, menant une politique indépendante, le prolétariat doit combattre autant l'opportunisme et les illusions constitutionnelles des uns que les illusions révolutionnaires et les projets économiques réactionnaires des autres. La seconde conclusion est qu'il faut « combiner sa propre action avec l'action de ces partis ».

Une résolution semblable ne répond à aucune des questions que doit obligatoirement se poser tout marxiste, s'il souhaite définir l'attitude du parti ouvrier envers les partis bourgeois. Quelles sont ces questions générales ? Avant tout, il est indispensable de définir le caractère de classe des partis. Ensuite, il faut mettre en évidence la corrélation fondamentale des différentes classes dans la présente révolution en général, c'est-à-dire l'intérêt qu'elles ont à pro-

longer ou à développer la révolution. Puis, il faut passer des classes en général au rôle actuel des différents partis ou des différents groupes de partis. Enfin, il faut donner des indications pratiques en ce qui concerne la politique du parti ouvrier relativement à cette question.

Il n'y a rien de tout cela dans la résolution menchevique. C'est une sorte de fuite devant la question, une fuite au moyen de phrases générales sur « la combinaison » de la politique du prolétariat avec la politique de la bourgeoisie. Comment justement « combiner » et avec quels partis démocratiques bourgeois, pas un mot à ce sujet. C'est une résolution sur les partis mais sans eux. Cette résolution destinée à définir notre attitude envers les différents partis ne la définit en rien. Il est impossible de se guider sur une telle résolution, car elle laisse un champ très vaste pour « combiner » n'importe quoi et n'importe comment. Une telle résolution n'engage personne ; c'est la résolution la plus « libérale » au sens plein du mot. On peut la comprendre à tort et à travers. Mais on n'y trouve pas l'ombre du marxisme. Les positions fondamentales du marxisme y sont tellement oubliées que n'importe quel cadet de gauche la signerait. Prenez ses points essentiels : « les objectifs communs » au prolétariat et à la démocratie bourgeoise... Toute la presse libérale n'en est-elle pas remplie ?... La nécessité d'une « combinaison », c'est précisément ce que réclament les cadets... La lutte contre l'opportunisme à droite et le révolutionnarisme à gauche, voici en effet le mot préféré des cadets de gauche, qui prétendent vouloir siéger entre les troudoviks et les bourgeois libéraux. Ce n'est pas la position d'un parti ouvrier, qui a sa place particulière et indépendante en dehors de la démocratie bourgeoise, c'est une position de libéral souhaitant se tenir au « centre » de la démocratie bourgeoise !

Considérez le fond de la position des mencheviks : le prolétariat de son propre mouvement « fait progresser » « toute la démocratie bourgeoise du pays ». Ceci est-il vrai ? Absolument pas. Rappelez-vous les événements les plus importants de notre révolution. Prenez la Douma de Bouliguine. A l'appel du tsar de se placer sur la voie de la légalité, d'accepter ses conditions pour la convocation de la première représentation populaire, le prolétariat a répondu par

un refus catégorique. Le prolétariat a appelé le peuple à balayer cette institution, à l'empêcher de voir le jour. Le prolétariat a appelé toutes les classes révolutionnaires à lutter pour de meilleures conditions de convocation d'une représentation populaire. Ceci ne préjugeait en rien de l'utilisation d'une institution fût-elle mauvaise, au cas où elle serait mise en place malgré tous nos efforts. C'était une lutte pour *empêcher* que la convocation d'une représentation populaire se réalise dans les pires conditions. Quand on apprécie le boycottage, on commet trop souvent une faute contre la logique et l'histoire en confondant la lutte *sur le terrain* d'une institution donnée avec la lutte *contre* l'avènement de cette institution.

Comment a répondu la bourgeoisie libérale à l'appel du prolétariat ? Elle a répondu par des vociférations unanimes contre le boycottage. Elle appelait à se rendre à la Douma de Boulyguine. Les professeurs libéraux invitaient les étudiants à fréquenter les cours au lieu de faire grève. A l'appel du prolétariat à la lutte, la bourgeoisie a répondu par la lutte contre le prolétariat. L'antagonisme de ces classes même dans la révolution démocratique se faisait sentir alors déjà avec une netteté absolue. La bourgeoisie voulait diminuer l'envergure de la lutte du prolétariat, l'empêcher de sortir des limites de l'ordonnance sur la Douma de Boulyguine.

Le professeur Vinogradov, étoile de la science libérale, écrivait à ce moment précis : ç'aurait été un bonheur pour la Russie, si notre révolution avait suivi la voie de 1848-1849, ç'aurait été une catastrophe si elle avait suivi la voie de la révolution de 1789-1793. Ce « démocrate » appelait bonheur la voie d'une révolution inachevée, la voie d'un soulèvement vaincu ! Si notre révolution aurait sévi contre ses ennemis aussi implacablement que la révolution française en 1793, il aurait fallu, selon le « libéral », faire appel à un maréchal des logis prussien pour rétablir l'ordre. Les mencheviks parlent de « l'impréparation à la lutte » de notre bourgeoisie. Mais en réalité, la bourgeoisie alors déjà était *prête* à la lutte, précisément à la lutte *contre* le prolétariat, à la lutte contre les victoires « excessives » de la révolution.

Allons plus loin. Prenons octobre-décembre 1905. Il n'est pas même nécessaire de démontrer que la bourgeoisie s'est montrée « prête à lutter » contre le prolétariat à l'épo-

que du plus grand essor de la révolution. La presse menchevique du temps le reconnaissait pleinement. La bourgeoisie, les cadets y compris, s'efforçaient par tous les moyens de noircir la révolution, de la présenter comme une anarchie sauvage et aveugle. Non seulement la bourgeoisie ne soutenait pas les organes de soulèvement créés par le peuple — tous ces Soviets des députés ouvriers, Soviets des députés paysans et soldats, etc. —, mais elle les craignait et luttait contre eux. Rappelez-vous Strouvé qui traitait ces institutions de spectacle humiliant. La bourgeoisie voyait en elles une révolution qui était allée beaucoup trop loin. La bourgeoisie libérale voulait faire entrer l'énergie de la lutte révolutionnaire du peuple dans le lit étroit de la réaction policière et constitutionnelle.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre longuement sur la conduite des libéraux à la première et à la deuxième Douma. Les mencheviks ont eux-mêmes reconnu qu'à la première Douma les cadets *faisaient obstacle* à la politique révolutionnaire des social-démocrates et, en partie, des troudoviks, qu'ils freinaient leur activité. A la deuxième Douma les cadets s'unirent ouvertement aux Cent-Noirs et soutinrent ouvertement le gouvernement.

Dire maintenant que par son propre mouvement le prolétariat « fait progresser toute la démocratie bourgeoise du pays » signifie se moquer des faits. Faire le silence à l'heure actuelle sur le caractère contre-révolutionnaire de notre bourgeoisie c'est s'écarter absolument du point de vue marxiste, oublier totalement le point de vue de la lutte de classe.

Les mencheviks parlent dans leur résolution du « réalisme » des classes bourgeoises des villes. C'est une terminologie étrange qui les trahit malgré eux. Nous sommes habitués à ce que l'aile droite des social-démocrates mette un sens particulier au mot réalisme. Par exemple, la *Sovrémennaïa Jizn* de Plékhanov opposait le « réalisme » de l'aile droite des social-démocrates au « romantisme révolutionnaire » des social-démocrates de gauche. Que veut donc dire la résolution menchevique, en parlant de réalisme ? On a l'impression qu'elle vante la bourgeoisie pour sa modération et son goût de l'ordre !

Ces raisonnements des mencheviks au sujet du « réalisme » de la bourgeoisie, de son « impréparation » à la lutte, faisant

suite à l'annonce franche de leur plate-forme tactique sur « l'hostilité étroite » des social-démocrates envers les libéraux, ne témoignent que d'une seule et même chose. En fait, tout ceci signifie que la politique indépendante du parti ouvrier est sacrifiée à une politique de soumission à la bourgeoisie libérale. Ce trait typique du menchevisme, nous ne l'avons pas inventé, nous ne l'avons pas seulement tiré de leurs raisonnements théoriques : il imprègne tous leurs actes politiques importants de l'année écoulée. Prenez le « gouvernement responsable », les blocs avec les cadets, le vote pour Golovine, etc. En réalité, ce ne fut qu'une politique de soumission aux libéraux.

Et que disent les mencheviks au sujet de la démocratie paysanne ? La résolution met côte à côte et oppose, comme choses équivalentes ou en tout cas parfaitement similaires, le « réalisme » de la bourgeoisie et les « utopies agraires » de la paysannerie. Il faut lutter, disent les mencheviks, de la même façon contre l'opportunisme de la bourgeoisie et contre l'utopisme, contre « le révolutionnarisme petit-bourgeois » de la paysannerie. C'est un raisonnement typique du menchevisme. Il mérite que l'on s'y arrête, car il est faux à la base. Il en découle inévitablement une série de conclusions erronées dans la politique concrète. La critique des utopies paysannes voile une incompréhension des tâches du prolétariat lesquelles consistent à pousser en avant la paysannerie vers la victoire complète dans la révolution démocratique.

En fait, examinez avec attention la signification des utopies agraires de la paysannerie dans la révolution actuelle. Quelle est son utopie essentielle ? C'est sans doute, l'idée d'égalisation, la certitude que l'anéantissement de la propriété privée de la terre et le partage de la terre (ou de la jouissance du sol) dans l'égalité sont capables d'anéantir les sources du besoin, de la misère, du chômage et de l'exploitation.

Du point de vue du *socialisme*, c'est indiscutablement une utopie, une utopie petite-bourgeoise. Du point de vue du socialisme c'est un préjugé réactionnaire, car pour le socialisme prolétarien l'idéal n'est pas dans l'égalité de petits propriétaires, mais dans la grosse production socialisée. Mais n'oubliez pas que nous apprécions maintenant la signi-

fication des idéaux paysans non par rapport au mouvement socialiste, mais par rapport à la révolution démocratique bourgeoise actuelle. Est-il utopique, est-il réactionnaire que dans *cette* révolution toutes les terres soient enlevées aux propriétaires et redistribuées ou remises en parts égales aux paysans ?! Non ! Non seulement ce n'est pas réactionnaire mais c'est, au contraire, l'expression la plus résolue, la plus conséquente des efforts en vue d'anéantir complètement tout l'ordre ancien, tous les vestiges du servage. Ce qui est utopique, c'est de croire que l'« égalisation » peut se maintenir avec la production marchande et même servir de commencement à un semi-socialisme. Ce qui n'est pas utopique, mais révolutionnaire dans le sens scientifique le plus plein, le plus strict du mot, c'est le désir des paysans de prendre dès à présent les terres aux propriétaires fonciers et de les diviser en parts égales. Pareille expropriation, pareil partage auraient créé la base du développement le plus rapide, le plus large, le plus libre du capitalisme.

Objectivement, non du point de vue de nos désirs, mais du point de vue du développement économique réel de la Russie, la question fondamentale de notre révolution s'exprime en ces termes : assure-t-elle le développement du capitalisme grâce à la victoire absolue des paysans sur les propriétaires fonciers ou grâce à la victoire des propriétaires fonciers sur les paysans. Le bouleversement démocratique bourgeois dans l'économie de la Russie est inévitable. Aucune force au monde ne peut l'empêcher. Mais il peut revêtir une de ces deux formes : prussienne, si l'on peut s'exprimer ainsi, ou américaine. Voici ce que cela signifie : les propriétaires peuvent vaincre, imposer aux paysans le rachat ou faire d'autres concessions pitoyables, s'unir à la poignée des paysans riches, ruiner définitivement les masses et transformer leurs exploitations en exploitations capitalistes de type junker. Ce sera un bouleversement démocratique bourgeois, mais ce sera le moins avantageux pour les paysans, le moins avantageux quant à la rapidité de développement du capitalisme. En revanche, la victoire absolue du soulèvement paysan, la confiscation de toutes les terres seigneuriales, leur partage en parts égales impliquent le développement le plus rapide du capitalisme, la forme de rénovation démocratique la plus avantageuse pour les paysans.

Les paysans ne seront pas seuls à y trouver plus d'avantage. Il en ira de même pour le prolétariat. Le prolétariat conscient sait qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir d'autre voie vers le socialisme que celle qui passe par une rénovation démocratique bourgeoise.

Les tâches non socialistes — non purement prolétariennes mais démocratiques générales — pèseront d'autant plus sur le prolétariat que cette rénovation sera moins complète et moins décisive. Le prolétariat se dégagera d'autant plus vite en tant que classe, et il exprimera d'autant plus clairement ses tâches et buts purement socialistes que la victoire de la paysannerie sera plus complète.

Vous voyez donc que les idées d'égalisation des paysans, réactionnaires et utopiques du point de vue du socialisme, sont révolutionnaires du point de vue de la démocratie bourgeoise. C'est pourquoi comparer le caractère réactionnaire des libéraux dans la révolution actuelle avec l'utopisme réactionnaire des paysans par rapport à la révolution socialiste, revient à commettre une faute criante contre l'histoire et la logique. Mettre sur le même plan les efforts des libéraux pour réduire la révolution à un rachat, à une monarchie constitutionnelle, au programme agraire des cadets, etc., et les tentatives des paysans d'idéaliser utopiquement dans un esprit réactionnaire leurs aspirations au renversement immédiat des propriétaires fonciers, à prendre toute la terre, à la partager entièrement, mettre cela sur le même plan, signifie abandonner non seulement le point de vue du prolétariat, mais même celui du démocrate révolutionnaire conséquent. Rédiger une résolution sur la lutte contre l'opportunisme du libéral et l'esprit révolutionnaire du paysan dans la révolution actuelle revient à écrire une résolution étrangère à la social-démocratie. Ce n'est pas un social-démocrate qui écrit mais un intellectuel, siégeant entre le libéral et le paysan dans le camp de la démocratie bourgeoise.

Je ne peux pas m'arrêter aussi longuement qu'il aurait été nécessaire sur la célèbre plate-forme tactique des mencheviks avec leur mot d'ordre fameux de lutte contre « l'hostilité étroite du prolétariat à l'égard du libéralisme ». Le caractère non marxiste, non prolétarien, d'un tel mot d'ordre est plus qu'évident.

Je m'arrêterai, en conclusion, sur une pseudo-objection qui nous est souvent faite. « Vos » troudoviks, nous dit-on, marchent souvent avec les cadets contre nous. C'est vrai. Mais ce n'est pas une objection contre notre point de vue et notre résolution, car nous avons reconnu ce fait avec une parfaite netteté et une pleine détermination.

Les troudoviks ne sont sûrement pas des démocrates absolument conséquents. Sans aucun doute les troudoviks (les socialistes-révolutionnaires inclus) hésitent entre les libéraux et le prolétariat révolutionnaire. Nous l'avons dit et nous devons le redire. De telles hésitations ne doivent absolument rien au hasard. Elles sont inévitables en raison de la nature de la situation économique du petit producteur. D'une part, il est opprimé, il est soumis à l'exploitation. Il est poussé involontairement vers la lutte contre une telle situation, vers la lutte pour la démocratie, vers les idées d'anéantissement de l'exploitation. D'autre part, il est un *petit propriétaire*. Le paysan porte en lui l'instinct du propriétaire, qu'il n'est peut être pas aujourd'hui, mais qu'il peut devenir demain. Cet instinct de propriétaire, de possesseur, détourne le paysan du prolétariat, fait naître en lui des rêves et des aspirations à parvenir, à devenir lui-même un bourgeois, à se replier face à toute la société sur son lopin de terre, sur son propre tas de fumier [195], comme le disait cruellement Marx.

Les hésitations de la paysannerie et des partis démocratiques paysans sont inévitables. Et c'est pourquoi la social-démocratie ne doit pas se laisser troubler un instant par la crainte de se démarquer de ces hésitations. Chaque fois que les troudoviks se montrent lâches et emboîtent le pas aux libéraux, nous devons sans crainte et avec une entière fermeté entrer en campagne contre les troudoviks, dévoiler et fustiger les flottements et la veulerie petite-bourgeoise.

Notre révolution traverse une passe difficile. Il faut toute la force de volonté, toute la constance et la fermeté du parti prolétarien bien uni, pour savoir résister au découragement, à l'abattement, à l'indifférence, au refus de la lutte. La petite bourgeoisie sera toujours et inévitablement sujette à un tel état d'esprit, à se montrer sans caractère, à trahir la révolution, à pleurnicher et se repentir. Et chaque fois, le parti ouvrier devra se démarquer de la démocratie petite-

bourgeoise hésitante. Chaque fois, il faut savoir utiliser même la tribune de la Douma pour dénoncer ouvertement les démocrates instables. « Paysans ! devons-nous dire à la Douma en de telles circonstances, paysans, sachez que vos représentants vous trahissent, en se traînant derrière les propriétaires libéraux. Vos députés à la Douma livrent la cause de la paysannerie aux bavards libéraux et aux avocats. » Que les paysans sachent — et nous devons le leur prouver par les faits — que *seul* le parti ouvrier est le défenseur digne de confiance et totalement fidèle aux intérêts non seulement du socialisme mais encore de la démocratie, non seulement de tous les travailleurs et de tous les exploités mais encore de toute la masse paysanne luttant contre l'exploitation féodale.

Si nous appliquons fermement et sans défaillance cette politique, nous tirerons de notre révolution un énorme matériel pour le développement de classe du prolétariat, et cela en tout état de cause, quels que soient les coups du sort, quelles que soient les défaites de la révolution (en des circonstances particulièrement défavorables) qui puissent nous frapper. Une politique prolétarienne conséquente assurera à toute la classe ouvrière un apport d'idées, une lucidité et une fermeté dans la lutte tels que rien au monde ne pourra enlever cet acquis à la social-démocratie. Même si la révolution essuyait des défaites, le prolétariat apprendra avant tout à comprendre les bases économiques et de classe des partis libéraux et des partis démocrates, ensuite il apprendra à haïr les trahisons de la bourgeoisie et à mépriser la mollesse et les tergiversations de la petite bourgeoisie.

Grâce à une telle accumulation de connaissances, grâce à de telles habitudes de pensée, le prolétariat ira avec une plus grande unité et une plus grande audace vers une révolution nouvelle, socialiste. (Applaudissements des bolcheviks et du centre.)

7

DISCOURS DE CONCLUSION SUR LE RAPPORT AU SUJET DE L'ATTITUDE ENVERS LES PARTIS BOURGEOIS 14 (27) MAI

Je commencerai par la question de la position de la délégation polonaise qui a été soulevée ici. Les camarades polonais ont été accusés, particulièrement par les bundistes, d'être illogiques, en acceptant notre résolution qu'ils avaient eux-mêmes déclarée insatisfaisante en commission. De semblables reproches sont basés sur une ruse très simple qui consiste à esquiver le *fond* des questions figurant dans ce point de l'ordre du jour du congrès. Or, celui qui ne veut pas éviter le fond de la question verra sans peine que nous, bolcheviks, nous avons toujours été et nous sommes d'accord avec les Polonais sur les deux questions les plus fondamentales. Premièrement, nous sommes d'accord pour penser que les objectifs socialistes du prolétariat rendent absolument nécessaire son indépendance de classe par rapport à tous les autres partis, les partis bourgeois, quelque révolutionnaires qu'ils puissent être, quelque démocratique que puisse être la république qu'ils défendent. Deuxièmement, nous sommes d'accord pour reconnaître au parti ouvrier le droit et l'obligation d'entraîner les partis démocratiques petits-bourgeois, y compris les partis paysans, à lutter non seulement contre l'autocratie, mais encore contre la bourgeoisie libérale traître.

La résolution proposée au congrès par les camarades polonais au sujet du compte rendu du groupe social-démocrate à la Douma, exprime ces idées et ces positions avec la clarté

la plus entière. Elle parle clairement de l'indépendance de classe du prolétariat vis-à-vis de tous les partis, jusques et y compris les s.-r. Elle parle clairement de la possibilité et de la nécessité des interventions communes des social-démocrates et des groupes du Travail contre les libéraux. C'est précisément ce que l'on nomme chez nous en Russie le bloc de gauche ou la politique du bloc de gauche.

Partant, il est clair qu'une réelle solidarité d'action nous unit aux Polonais sur les points essentiels de la question de l'attitude envers les partis bourgeois. Nier cela et parler de contradiction dans le comportement des Polonais revient à esquiver l'examen direct d'une divergence de principe.

En raison de son caractère socialiste, le prolétariat prend ses distances à l'égard de tous les partis, aussi révolutionnaires et républicains soient-ils, et ensuite, il assume la direction de la lutte de toute la démocratie révolutionnaire dans la révolution actuelle. Peut-on nier que telles soient les idées directrices de base de la résolution polonaise et bolchevique ?

Quelques mots sur Trotski. Je n'ai pas le temps de m'arrêter ici sur nos divergences avec lui. Je remarquerai seulement que dans sa brochure *Pour la défense du parti* Trotski a exprimé sa solidarité avec Kautsky, qui a traité de la communauté économique des intérêts du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution actuelle en Russie. Trotski trouvait admissible et rationnelle la formation du bloc de gauche contre la bourgeoisie libérale. Ces faits me suffisent pour reconnaître que Trotski s'approche de notre point de vue. Indépendamment de la question de la « révolution permanente », la solidarité sur les points essentiels de la question de l'attitude envers les partis bourgeois est ici évidente.

Le camarade Liber m'a reproché assez énergiquement d'avoir rayé jusqu'aux troudoviks du nombre des alliés bourgeois démocrates du prolétariat. Liber s'est encore laissé emporter par la phrase, il a examiné superficiellement le fond du problème. Je ne parlais pas d'exclure les troudoviks d'actions communes, mais de la nécessité de se démarquer des *hésitations* des troudoviks. Il ne faut pas craindre de s'« isoler » d'eux, quand ils ont tendance à emboîter le pas aux cadets. Il faut les dénoncer impitoyablement quand ils ne s'en tiennent pas avec conséquence au point de vue du

démocrate révolutionnaire. De deux choses l'une, camarade Liber : ou bien le parti ouvrier mène une politique prolétarienne effectivement indépendante, et alors nous acceptons les actions communes avec une partie de la bourgeoisie, mais seulement quand *elle*, cette partie, accepte *notre* politique, et non l'inverse ; ou bien nos propos sur l'indépendance de la lutte de classe du prolétariat demeureront des propos vides de sens.

Avec Liber, Plékhanov a contourné le fond de la question, mais d'une autre manière. Plékhanov a fait de Rosa Luxembourg une Madone trônant sur un nuage. Il n'y a pas à dire, la polémique est élégante, galante, elle impressionne... Mais je demanderai tout de même à Plékhanov : la Madone, c'est bien beau, mais quel est votre avis sur le *fond* ? (Applaudissements du centre et des bolcheviks.) Il faut croire que cela va bien mal s'il vous a fallu exhumer la Madone pour esquiver l'analyse en profondeur de la question. La Madone, c'est bien beau, mais qu'allez-vous faire de votre « Douma investie de pleins pouvoirs » ? Cela ressemble-t-il au marxisme ou à une politique indépendante du prolétariat ?

« Accord quand l'occasion s'en présente », nous répètent sur tous les tons et Liber et Plékhanov. C'est une formule très commode. Mais elle est absolument sans principe. Elle est vide de sens. C'est que nous *aussi*, camarades, nous admettons dans des cas déterminés des accords avec les troudoviks *seulement* quand l'occasion s'en présente. Nous introduirons volontiers ces mots dans notre résolution.

La question n'est pas là. Il s'agit de savoir *quelles* actions communes sont admissibles d'un cas à l'autre, avec qui, dans quel but ! Toutes ces questions essentielles ont été estompées, embrouillées aussi bien par Plékhanov avec ses mots d'esprit galants que par Liber avec sa grandiloquence creuse. Et cette question n'est pas théorique mais tout ce qu'il y a de plus pratique. Nous savons par expérience ce que représentent les fameux accords « quand l'occasion s'en présente », les fameux accords « techniques » des mencheviks ! Ils représentent une politique de soumission de la classe ouvrière aux libéraux, rien de plus. « Quand l'occasion s'en présente » est la mauvaise couverture de cette politique opportuniste.

Plékhanov a lu des citations de Marx sur la nécessité de soutenir la bourgeoisie. Dommage qu'il n'ait pas cité la *Nouvelle Gazette Rhénane*, dommage qu'il ait oublié de quelle manière Marx « soutenait » les libéraux à l'époque où la révolution bourgeoise battait son plein en Allemagne. D'ailleurs, à quoi bon aller aussi loin chercher des preuves de ce qui est indiscutable. Même la vieille *Iskra* a parlé plus d'une fois de la nécessité du soutien que le Parti ouvrier social-démocrate devait apporter aux libéraux, voire aux maréchaux de la noblesse. Avant la révolution bourgeoise, lorsque la social-démocratie devait encore éveiller le peuple à la vie politique, c'était absolument normal. Maintenant que des classes différentes sont apparues sur la scène, que se sont manifestés le mouvement révolutionnaire paysan, d'une part, et les trahisons libérales de l'autre, maintenant il ne peut même être question de soutenir les libéraux. Nous sommes tous d'accord que les social-démocrates doivent exiger maintenant la confiscation des terres des propriétaires, or, que pensent les libéraux de cette revendication ?

Plékhanov disait : toutes les classes tant soit peu progressistes doivent devenir une arme aux mains du prolétariat. Je ne doute pas que tel soit le souhait de Plékhanov. Mais j'affirme qu'en réalité il ne ressort rien de semblable de la politique des mencheviks, mais plutôt le contraire. En réalité, en toutes circonstances pendant l'année écoulée, à l'époque de ce qu'on appelait le soutien des cadets par les mencheviks, ceux-ci furent précisément l'instrument des cadets. Il en fut ainsi lors du soutien de la revendication d'un gouvernement issu de la Douma et à l'époque des blocs électoraux avec les cadets. L'expérience a montré que dans ces circonstances c'est le prolétariat qui s'est trouvé être un instrument, en dépit des « désirs » de Plékhanov et des autres mencheviks. Sans parler de la « Douma investie de pleins pouvoirs » et du vote pour Golovine.

Il est indispensable de reconnaître nettement que la bourgeoisie libérale s'est engagée sur une voie contre-révolutionnaire et de la combattre. Alors seulement la politique du parti ouvrier deviendra une politique indépendante et qui sera révolutionnaire pas seulement en paroles. Alors seulement nous influencerons systématiquement et la petite bour-

geoisie et la paysannerie qui hésitent entre le libéralisme et la lutte révolutionnaire.

On nous a ici reproché d'attribuer à tort aux libéraux la volonté de tromper la petite bourgeoisie. Notre révolution et aussi l'expérience des autres pays ont montré que c'est en les trompant que le libéralisme maintient son influence sur de nombreuses couches de la population. Notre devoir est de lutter pour soustraire ces couches à l'influence des libéraux. C'est ce à quoi les social-démocrates allemands se sont employés pendant des dizaines d'années, et ils ont réussi (à Berlin, par exemple) à briser l'influence des libéraux sur les larges masses populaires. Nous pouvons et devons faire de même, c'est-à-dire priver les cadets de leurs partisans démocrates.

Je montrerai par un exemple à quoi a abouti la politique menchevique de soutien des cadets. Le journal menchevique *Rousskaïa Jizn* du 22 février 1907 (n° 45) contient un article non signé, c'est-à-dire de la rédaction, dans lequel il est dit au sujet de l'élection de Golovine et de son discours : « Le président de la Douma d'Etat s'est chargé de la haute responsabilité de faire un discours dans lequel seraient cristallisés les exigences et les besoins essentiels d'un peuple de 140 millions de personnes... A aucun moment, M. Golovine n'a pu s'élever au-dessus de sa qualité de membre du parti cadet, se faire l'interprète de la volonté de toute la Douma. » Vous voyez comme ceci est instructif: d'un simple soutien par leur vote, les mencheviks tirent la conclusion que la responsabilité du libéral consiste à parler au nom du « peuple ». C'est abandonner carrément la direction idéologique et politique au libéralisme. C'est un abandon complet du point de vue de classe. Et je dirai que si, en présence d'un bloc de gauche, un social-démocrate s'avisait de parler dans la presse de la tâche responsable d'un membre du groupe du Travail consistant à se faire l'interprète des besoins du monde du Travail, j'aurais entièrement souscrit à la condamnation résolue d'un tel social-démocrate. C'est un bloc idéologique des mencheviks avec les cadets et nous ne pouvons admettre avec personne, même pas avec les s.-r., de semblables blocs.

A ce propos, Martynov a dit que nous glissons vers un tel bloc quand nous parlons de toute la terre et de toute la liberté. Ceci est faux. Je vous rappellerai le *Social-Démocrate*

menchevique. Là, dans le projet de plate-forme électorale, établi par le Comité central, nous rencontrons les mêmes mots d'ordre sur la terre et la liberté ! Les paroles de Martynov ne sont rien de plus qu'une chicanerie.

En conclusion, j'aurais voulu dire quelques mots des camarades polonais. Une appréciation précise des partis petits-bourgeois pourrait paraître inutile à certains d'entre eux. La lutte de classe plus aiguë en Pologne rend peut-être superflu ce souci. Mais cela est indispensable pour les social-démocrates russes. L'indication précise du caractère de classe des partis du Travail est extrêmement importante pour diriger toute la propagande et toute l'agitation. L'analyse de classe des partis seule nous permet de poser à toute la classe ouvrière notre tâche tactique : indépendance du prolétariat en tant que classe acquise au socialisme et la lutte sous sa direction tant contre l'autocratie que contre la bourgeoisie félonne. (Applaudissements des bolcheviks et du centre.)

8

DISCOURS SUR L'ATTITUDE ENVERS LE PROJET POLONAIS DE RÉSOLUTION SUR LES PARTIS BOURGEOIS 15 (28) MAI

Vous avez pu voir d'après le discours précédent combien étaient justifiées les paroles du camarade Popov sur la stérilité des débats actuels. Vous avez pu vous convaincre de l'absence absolue de principes dans le discours de Liber. Je rappelle seulement que dans notre malencontreuse commission ont voté pour la proposition de prendre comme base le projet *polonais 4 mencheviks, 1 bundiste, 2 Polonais*, cela *contre* nous et les Lettons.

Ainsi, le projet polonais a été pris pour base par ceux qui pour des raisons de principe étaient *les plus éloignés* des Polonais. Ils ont fait cela pour introduire dans le projet des rectifications dans uu esprit menchevique, pour rendre la résolution inadmissible pour ses auteurs ! Liber lui-même a voté avec les mencheviks, en cette circonstance (L i b e r : « C'est faux ! ») comme aussi au moment du vote sur l'admissibilité des blocs avec les cadets. Après cela ses discours pathétiques sur les principes sont tout bonnement amusants.

Je comprends pleinement les Polonais, quand ils cherchaient à obtenir que l'on prenne pour base leur projet. Les détails de notre résolution leur semblaient inutiles. Ils voulaient se restreindre à deux principes fondamentaux nous unissant effectivement avec eux : 1) la nécessité pour le prolétariat de se démarquer en tant que classe par rapport à *tous* les partis bourgeois pour tout ce qui touche au socialisme ; 2) l'union des actions communes des social-démocrates

et des petits bourgeois démocrates contre le libéralisme traître. Ces deux idées marquent d'un trait rouge le projet bolchevique aussi. Mais la brièveté du projet polonais laissait un champ beaucoup trop vaste aux intrusions mencheviques. Par leurs rectifications ils ont contraint les auteurs du projet à voter contre leur propre texte dans l'ensemble. En même temps, ni les mencheviks ni les bundistes ne se sont résolus à défendre eux-mêmes le projet polonais « corrigé » par eux d'une telle manière. On est arrivé à la faillite complète des travaux de la commission.

Maintenant il ne reste, à nous tous en général, aux camarades polonais en particulier, qu'à prendre le projet bolchevique pour base. S'il faisait l'objet lui aussi de rectifications inacceptables, le congrès devrait alors avouer son incompétence. Mais sur la base de ce projet dans lequel on analyse avec précision tous les types fondamentaux de partis, on pourra peut-être obtenir une décision suffisamment claire, dans l'esprit de la social-démocratie révolutionnaire.

On a objecté que notre projet donnait une description trop détaillée des partis. Les partis, dit-on, peuvent se scinder, se regrouper, et toute la résolution se trouvera dépassée.

Cette objection est au plus haut point inconsistante. Nous ne décrivons pas des petits groupes ni même des partis isolés mais des groupes importants de partis. Ces groupes sont tellement importants qu'une modification rapide de leurs rapports est beaucoup moins probable qu'une substitution complète d'une période d'essor révolutionnaire à une période de recul, ou vice versa. Prenez ces groupes et examinez-les. La bourgeoisie réactionnaire et la bourgeoisie plus ou moins progressiste présentent des types constants dans *tous* les pays capitalistes. A ces deux types constants, deux seulement s'ajoutent chez nous : les octobristes (à mi-chemin entre les Cent-Noirs et les libéraux) et les groupes du Travail. *Ces* types peuvent-ils rapidement se modifier ? Ils ne le peuvent pas, si notre révolution n'accomplit pas un revirement radical qui, de toute façon et en tout cas, nous forcera à réviser radicalement non seulement nos résolutions de congrès mais même notre programme.

Réfléchissez à la revendication de notre *programme* relative à la confiscation de toute la terre seigneuriale. Dans

aucun pays les social-démocrates n'auraient jamais pu soutenir les convoitises confiscatrices de la petite bourgeoisie. Cela aurait été du charlatanisme dans un pays capitaliste *ordinaire*. Chez nous, à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise, cela est indispensable. Et l'on peut garantir que nous n'aurons pas à reconsidérer les questions fondamentales relatives à l'appréciation des partis du Travail avant que ne s'impose la nécessité de reconsidérer la revendication de notre programme relative à la confiscation.

J'indiquerai encore que pour éviter tous malentendus et toutes fausses interprétations du bloc de gauche, nous définissons avec précision le *contenu* de la lutte des partis du Travail. En réalité, ils luttent non contre l'exploitation en général (comme il leur semble) et pas du tout contre l'exploitation capitaliste (comme prétendent leurs idéologues) mais *seulement* contre l'État servagiste et contre la propriété terrienne seigneuriale. L'indication précise de ce contenu effectif de la lutte met immédiatement fin à toutes les idées fausses sur la possibilité d'actions communes du parti ouvrier et de la paysannerie dans la lutte pour le socialisme, dans la lutte contre le capitalisme.

En outre, dans notre résolution nous parlons clairement du « caractère pseudo-socialiste » des partis du Travail, nous appelons à une lutte résolue contre la dissimulation du désaccord de classe entre le petit propriétaire et le prolétaire. Nous appelons à démasquer l'idéologie socialiste nébuleuse des petits bourgeois. Il est indispensable de le souligner à propos des partis petits-bourgeois. Mais c'est *tout* ce qu'il faut dire. Les mencheviks ont profondément tort quand ils y ajoutent la lutte contre le révolutionnarisme et l'utopisme de la paysannerie dans la révolution actuelle. C'est précisément ce qui ressort de leur résolution. Or, cette idée se ramène *objectivement* à prendre position contre la *confiscation* des terres seigneuriales. Il en est ainsi parce que les tendances idéologiques et politiques les plus influentes et les plus répandues du libéralisme voient précisément dans la confiscation, une manifestation du révolutionnarisme, de l'utopisme, etc. Ce n'est pas un hasard mais une nécessité si, pendant l'année écoulée, les mencheviks ont abandonné ces principes pour re-

noncer en pratique à défendre le mot d'ordre de la confiscation.

Vous ne devez pas admettre cela, camarades ! Dan a remarqué dans un de ses discours, en faisant de l'esprit : nos critiques sont mauvais, s'ils critiquent plus que tout ce que nous n'avons pas fait. Nous voulions seulement renoncer à la confiscation, mais nous *ne* l'avons *pas* fait !

Et je répondrai à cela : si vous aviez refusé, nous n'aurons plus de parti unique. Nous ne devons pas en venir à de tels refus. En admettant même l'ombre d'une telle politique, nous ébranlerons toutes les bases révolutionnaires de la lutte de classe indépendante du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise. (Applaudissements des bolcheviks, des Polonais et des Lettons.)

9

OBJECTIONS AUX AMENDEMENTS DE TROTSKI À LA RÉSOLUTION DES BOLCHEVIKS ADOPTÉE PAR LE CONGRÈS SUR L'ATTITUDE ENVERS LES PARTIS BOURGEOIS 15-16 (28-29) MAI [196]

I

Les deux points sont ici importants. Il est impossible de les exclure. Le premier point mentionne les couches plus progressistes de la bourgeoisie sur le plan économique. C'est essentiel. Encore plus essentielle est la mention de l'intelligentsia bourgeoise. Parmi les adhérents des partis bourgeois on voit grandir le nombre d'intellectuels bourgeois qui s'efforcent de concilier les propriétaires servagistes avec la paysannerie laborieuse et prennent parti pour le maintien des vestiges et survivances du pouvoir absolu.

II

Que l'amendement de Trotski ne soit pas menchevique, qu'il exprime la « même » pensée que celle des bolcheviks, on doit bien le reconnaître. Mais il est douteux qu'elle soit exprimée mieux par Trotski. Quand nous disons « simultanément », nous exprimons le caractère *général* de la politique actuelle. Ce caractère général, sans aucun doute, est tel que les circonstances nous contraignent à aller tout à la fois contre Stolypine et contre les cadets. Il en va de même de la *politique* de trahison des cadets. L'additif de Trotski est superflu, car notre résolution ne retient pas de cas particuliers, mais définit la ligne *fondamentale* des social-démocrates dans la révolution bourgeoise russe.

10

OBJECTIONS AUX AMENDEMENTS DE MARTOV À LA RÉSOLUTION DES BOLCHEVIKS SUR L'ATTITUDE ENVERS LES PARTIS BOURGEOIS 16 (29) MAI

I

Tout le monde comprend que l'amendement de Martov est très important [197]. « Les accords techniques » sont une notion très élastique. Il est apparu que par « technique », on entend également la « Douma investie de pleins pouvoirs ». Martov se trompe s'il pense que les accords avec les troudoviks ne sont pas compris par nous comme des accords techniques. Notre résolution ne dit pas que les accords techniques avec la bourgeoisie libérale sont inadmissibles. Des autorisations ou des interdictions n'ont pas leur place dans une résolution ; celle-ci doit indiquer une ligne politique idéologiquement correcte. Si vous êtes insatisfaits de l'absence d'interdits et si vous introduisez votre remarque sur « l'autorisation », vous anéantissez ainsi tout l'esprit, tout le sens de notre résolution. Et si un tel amendement était accepté, nous n'aurions qu'une seule chose à faire : retirer notre résolution.

II

Quand Martov va jusqu'à affirmer que nous refusons d'introduire dans notre résolution toute mention de notre antagonisme avec les populistes révolutionnaires, c'est à lui-même qu'il porte un coup par ce mensonge criant, mani-

feste, révélateur du caractère artificiel de son amendement [198]. Non, nous n'avons point renoncé à la lutte contre le pseudo-socialisme des populistes, tandis que vous, camarades mencheviks, vous avez renoncé à soutenir la démocratie *révolutionnaire* et préféré *les libéraux* (les cadets). La majorité des populistes (socialistes-populistes et troudoviks) loin de s'être solidarisés avec le terrorisme des s.-r., ont péché, au contraire, par un penchant pour les libéraux. Le caractère révolutionnaire réel de *tous* les populistes réside dans leur aspiration à *mettre fin* à la propriété terrienne seigneuriale. *C'est cela* seulement qui est « aventure et utopie » aux yeux des libéraux. *En fait*, Martov aide les libéraux.

11

OBJECTIONS AUX AMENDEMENTS DE MARTYNOV À LA RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE ENVERS LES PARTIS BOURGEOIS 16 (29) MAI [199]

I

L'amendement de Martynov s'efforce à nouveau de faire passer le point de vue menchevique selon lequel les paysans sont plus réactionnaires (ou peuvent être plus réactionnaires) dans la révolution actuelle que les cadets, car les mencheviks ne disent mot du caractère réactionnaire des cadets. L'argumentation de Martynov sème la confusion : l'ambiguïté n'est pas dans ce que les paysans hésitent entre la révolution et la réaction, mais dans ce qu'ils hésitent entre les cadets et les social-démocrates. Les tendances anarchistes dont parle Martynov, les mencheviks vont nécessairement, inévitablement les invoquer pour faire passer leur idée favorite sur la nature réactionnaire de la confiscation des terres seigneuriales et la portée progressiste du rachat. « Les tendances anarchistes » des paysans, c'est une phrase empruntée aux propriétaires libéraux. Quant à la subordination du mouvement prolétarien à la paysannerie il est ridicule d'en parler après que nous avons déclaré et exprimé le contraire des dizaines de fois dans nos résolutions.

II

Il ne fait pas de doute que nous eûssions été la risée des social-démocrates si nous avions adopté l'amendement de Martynov. Au début de la résolution il est déjà question

d'une lutte résolue contre l'Etat servagiste. Maintenant, il faut tirer la conclusion politique de cette constatation socio-économique. Notre tâche consiste à arracher à l'influence des bourgeois incapables d'une lutte résolue (à l'influence des propriétaires fonciers libéraux, des cadets) la partie de la bourgeoisie que sa situation économique incite à la lutte (c'est-à-dire la paysannerie). Martynov propose de répéter à la fin ce qui a été dit au début, afin d'escamoter une conclusion politique claire.

12

RAPPORT DE LA COMMISSION POUR LA RÉSOLUTION SUR LA DOUMA D'ETAT 18 (31) MAI [200]

Notre commission n'est pas arrivée à se mettre d'accord. Le projet des bolcheviks a réuni 6 voix pour avec 6 voix contre. Le projet menchevique, 5 pour avec 5 contre. Il y eut une abstention. Je vais dire quelques mots pour défendre devant vous notre projet bolchevique, auquel se sont joints les social-démocrates polonais et lettons.

Nous avons pensé que tout ce qui a déjà été dit dans la résolution sur les partis bourgeois devait être enlevé de la résolution sur la Douma d'Etat, car la lutte à la Douma n'est qu'une partie, et non essentielle, de toute notre lutte contre les partis bourgeois et l'autocratie.

Dans la présente résolution nous parlons seulement de ce que doit être notre politique à la Douma. En ce qui concerne le jugement sur la manière dont nous sommes entrés à la Douma, nous avons omis cette partie de la résolution, le point sur le boycottage, pour les raisons suivantes. Il me semble, à moi, comme à tous les bolcheviks, qu'étant donné la position adoptée par toute la presse libérale, il eût été bon de nous prononcer sur la manière dont nous sommes entrés à la Douma. Face à toute la bourgeoisie libérale, le parti ouvrier est obligé de déclarer que c'est à cause des trahisons de la bourgeoisie que nous sommes obligés, pour un certain temps, de compter avec une institution aussi monstrueuse. Mais les camarades lettons étaient contre ce point et, pour ne pas empêcher l'achèvement rapide du travail (et il faut nous presser, afin de terminer

le congrès demain, comme il a été décidé), nous avons supprimé ce point. La volonté du congrès est claire de toute façon, et le manque de temps ne permet pas de mener des débats de principe.

Je m'arrêterai sur les idées essentielles de notre résolution. Au fond, tout ceci est une répétition de ce qui a été dit dans notre projet de résolution pour le congrès de Stockholm. Le 1er point met en évidence l'incapacité de la Douma, en tant que telle. Cette idée est indispensable, car des couches très larges de la paysannerie et en général de la petite bourgeoisie fondent jusqu'à présent les espoirs les plus naïfs en la Douma. Il est de notre devoir de démasquer ces illusions naïves, entretenues par les libéraux dans leurs buts de classe intéressés.

La 2e partie du 1er point traite d'inadéquate la voie parlementaire et proclame inévitable la lutte ouverte des masses. Ici sont éclaircis nos points de vue positifs sur l'issue à la situation actuelle. Nous devons obligatoirement le souligner et répéter clairement nos mots d'ordre révolutionnaires, car les flottements et les hésitations sur cette question ne sont pas rares même parmi les social-démocrates. Puisse tout le monde savoir que la social-démocratie reste sur son vieux chemin révolutionnaire.

Le deuxième point est consacré à l'éclaircissement du rapport entre le travail directement « législatif » à la Douma et la propagande, la critique, l'organisation. Le parti ouvrier ne considère pas du tout le travail à la Douma et hors de la Douma du même œil que la bourgeoisie libérale. Il faut souligner cette différence radicale des points de vue. D'un côté, il y a les politiciens bourgeois, enivrés par le jeu parlementaire dans le dos du peuple. D'un autre côté, il y a un des détachements du prolétariat organisé, envoyé dans le camp ennemi où il fait un bon travail *en liaison avec* la lutte du prolétariat *dans son ensemble*. Pour nous il y a un seul mouvement ouvrier, unique et indivisible, la lutte de classe du prolétariat. Nous devons subordonner entièrement à cette lutte toutes ses formes distinctes, particulières, dont la forme parlementaire. La lutte du prolétariat hors de la Douma nous semble décisive. Il aurait été insuffisant de dire que nous tenions compte des intérêts et des besoins économiques des masses, etc. De telles phrases (dans l'es-

prit de la vieille résolution menchevique) sont vagues et peuvent être signées par n'importe quel libéral. Tout libéral est prêt à parler des besoins économiques du peuple en général. Mais pas un libéral n'en viendra à soumettre l'activité de la Douma à la *lutte de classe*, tandis que nous, social-démocrates, nous devons mettre ce point de vue en plein relief. Ce n'est que par ce principe que nous nous distinguons dans les faits de n'importe quelle démocratie bourgeoise.

On déclare parfois (particulièrement les bundistes, en prétendus conciliateurs) qu'il faut noter aussi l'inverse : le lien de la lutte des social-démocrates hors de la Douma avec le travail du groupe social-démocrate à la Douma. J'affirme que ceci est faux et ne pourrait que semer les illusions parlementaires les plus néfastes. La partie doit se conformer au tout et non le contraire. La Douma peut être temporairement un des secteurs de la lutte de classe prise comme un tout, mais seulement lorsque ce tout n'est pas perdu de vue, lorsque les tâches révolutionnaires de la lutte de classe ne sont pas éclipsées.

Le point suivant de notre résolution est consacré à la politique libérale à la Douma. Le mot d'ordre de cette politique : « préserver la Douma » ne fait que cacher l'union des libéraux avec les Cent-Noirs. Il faut le dire ouvertement et l'expliquer au peuple. Le mot d'ordre libéral corrompt systématiquement la conscience politique et sociale des masses. Lutter sans pitié contre ce brouillard libéral, tel est notre devoir. Oter au libéralisme son masque, montrer que derrière la phrase sur la démocratie se cache un vote la main dans la main avec les Cent-Noirs, signifie arracher le reste des démocrates aux bourgeois traîtres à la liberté.

Qu'est-ce qui doit nous guider lorsque nous définissons notre politique à la Douma ? Notre résolution, rejetant toute pensée de provocation des conflits pour eux-mêmes, donne une définition positive de l'« opportunité » dans le sens social-démocrate du mot : il faut tenir compte de la crise révolutionnaire, se développant hors de la Douma en vertu de conditions objectives.

Le dernier point est consacré au fameux « gouvernement responsable ». La bourgeoisie libérale a sorti ce mot d'ordre non par hasard mais par nécessité, soucieuse de mettre à

profit les moments d'accalmie pour affaiblir la conscience révolutionnaire des masses. Les mencheviks ont soutenu ce mot d'ordre à la première et à la deuxième Douma, et à l'époque de la deuxième Douma Plékhanov a écrit sans détour dans un journal menchevique que les social-démocrates devaient « *faire leur* » cette exigence. Ainsi ce mot d'ordre a joué un rôle très précis dans l'histoire de notre révolution. Il est indispensable pour le parti ouvrier de définir son attitude envers ce mot d'ordre. On ne doit pas se laisser guider par le fait que les libéraux ne le mettent pas en avant maintenant : ils l'ont retiré temporairement, pour des raisons opportunistes, mais en réalité ils aspirent plus fort encore à passer un marché avec le tsarisme. Or, le mot d'ordre d'un « gouvernement issu de la Douma » exprime avec le plus de relief ces tendances immanentes du libéralisme à transiger.

Nous ne nions pas et ne pouvons pas nier ni qu'un gouvernement issu de la Douma peut être une étape de la révolution ni que les circonstances peuvent nous forcer à l'utiliser. Il ne s'agit pas de cela. La social-démocratie utilise les réformes comme un sous-produit de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat, mais nous n'avons pas à appeler le peuple à réaliser des réformes bâtardes, qui sont irréalisables sans lutte révolutionnaire. La social-démocratie doit démasquer toute l'inconséquence de tels mots d'ordre, même d'un point de vue strictement démocratique. La social-démocratie doit expliquer au prolétariat les conditions de sa *victoire*, sans lier sa politique par avance à l'éventualité d'une victoire incomplète, à l'éventualité d'une défaite partielle, autant de conditions de la problématique réalisation du « gouvernement issu de la Douma ».

Que les libéraux monnayent la démocratie et la sacrifient au nom de rêves pitoyables, vulgaires, et sans force d'une aumône pitoyable. La social-démocratie doit raviver dans le peuple la conscience des tâches démocratiques intégrales et amener le prolétariat à la conscience claire de ses buts révolutionnaires. Nous devons éclairer la conscience des masses ouvrières et développer leur volonté de lutte, et non obscurcir leur conscience par un émoussement des contradictions, par un émoussement des objectifs de la lutte. (Applaudissements.)

13

REMARQUES FAITES LORS DES DÉBATS À PROPOS DU SCRUTIN DE BALLOTTAGE DES ÉLUS AU COMITÉ CENTRAL 19 MAI (1er JUIN) [201]

I

Il faut procéder à un scrutin de ballottage. Liber a tort. Tous ses raisonnements sont un sophisme ridicule. Qui donc décide un tirage au sort ? Nous ! Nous sommes en dernière séance du congrès. Il ne peut être question de conclure des accords. Parce que c'est un congrès et non une réunion de fractions. Vous dites que nous sommes habilités à décider seulement des questions techniques et formelles, or nous venons d'adopter une résolution politique sur l'emprunt.

II

On a voulu vous faire peur avec des mots effrayants sur la prise du pouvoir. Mais nous sommes habilités à élire les candidats au Comité central à cette séance. (B r u i t s.) Calmez-vous, camarades, de toute façon vous ne couvrirez pas ma voix ! On nous accuse de vouloir jouer sur une seule voix. Je trouve que l'on peut et qu'on doit le faire. Nous décidons ici une question politique, une question de principe. Laisser la solution de la question au tirage au sort, soit à la providence aveugle, cela signifie introduire un jeu de hasard. Il est impossible de condamner le parti à une année de jeu de hasard. Je vous préviens que, si notre parti, devant l'égalité des voix, décide cette question par tirage au sort, la responsabilité en retombera sur vous. Voilà pourquoi cette réunion doit amener un scrutin de ballottage.

ATTITUDE ENVERS LES PARTIS BOURGEOIS

La question de l'attitude de la social-démocratie envers les partis bourgeois relève de ce qu'on appelle les questions « générales » ou « théoriques », c'est-à-dire les questions qui ne sont pas directement liées à quelque problème pratique posé à ce moment-là au parti. Une lutte acharnée a été menée au Congrès de Londres du P.O.S.D.R. contre la mise à l'ordre du jour de ces questions, par les mencheviks et les membres du Bund, hélas, soutenus sur ce point par le non fractionnel Trotski. L'aile opportuniste de notre parti, comme ce fut le cas dans d'autres partis social-démocrates, a défendu l'idée d'un ordre du jour « réaliste », « pratique ». Elle fuyait les « grands problèmes généraux ». Elle oubliait qu'une large politique de principe est en définitive la seule réellement pratique. Elle a oublié que celui qui s'attaque aux problèmes particuliers avant d'avoir résolu les problèmes généraux, « butera » inévitablement à chaque pas, sans même s'en rendre compte, sur ces problèmes généraux. Or, buter aveuglément sur eux dans chaque cas particulier, c'est condamner sa politique aux pires errements et à l'abandon des principes.

Les bolcheviks, qui avaient insisté pour inclure dans l'ordre du jour du congrès toute une série de problèmes généraux, n'ont réussi que pour une seule question, celle de l'attitude envers les partis bourgeois, avec l'aide des Polonais et des Lettons. Et ce problème s'est placé en tête non seulement de tous les problèmes de principe examinés au congrès, mais de tous les travaux en général. Il en fut ainsi et il devait en être ainsi justement parce que la véritable source de presque toutes les divergences et sans aucun doute,

de tous les désaccords ou divergences essentiels sur les problèmes de la politique pratique du prolétariat dans la révolution russe, réside dans les différences d'appréciation sur l'attitude à tenir envers les partis bourgeois. Dès le début de la révolution russe, deux conceptions fondamentales de son caractère et du rôle du prolétariat se dessinèrent au sein de la social-démocratie. Celui qui examinera les divergences de tactique dans le P.O.S.D.R. sans toucher à la différence entre ces conceptions fondamentales, se perdra irrémédiablement dans les futilités et les détails.

I

Les deux tendances se dessinèrent nettement dans la social-démocratie dès le début de l'année 1905 à propos de l'appréciation de notre révolution et du rôle du prolétariat. Elles reçurent leur expression exacte, pleine et formellement reconnue par les organisations que l'on sait au printemps 1905 à Londres, au IIIe Congrès bolchevique du P.O.S.D.R. et à la conférence des mencheviks de Genève qui eut lieu en même temps. Les bolcheviks et les mencheviks ont à l'époque discuté et adopté les résolutions que des gens oublieux de l'histoire de leur parti et même de leur fraction, ou désireux d'éviter que soient révélées les véritables sources des divergences de principe, sont trop enclins maintenant à ignorer. Selon la conception des bolcheviks, le prolétariat a pour tâche active de mener à son terme la révolution démocratique bourgeoise, d'en être le guide. Cela n'est possible qu'à condition que le prolétariat réussisse à entraîner à sa suite les masses de la petite bourgeoisie démocratique, en particulier de la paysannerie, dans la lutte contre l'autocratie et la bourgeoisie libérale traître. Conscients des intérêts de classe d'une bourgeoisie effrayée par le mouvement prolétarien, les bolcheviks ont prévu la trahison inévitable de cette bourgeoisie, avant même que le plus important parti libéral, le parti cadet, ne se soit manifesté publiquement *.

* La victoire complète de la révolution n'est possible que sous la forme d'une dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, disaient les bolcheviks.

Les mencheviks étaient enclins à penser que la bourgeoisie devait être le moteur de la révolution bourgeoise, qu'elle devait en déterminer l'envergure. Le prolétariat ne peut pas diriger la révolution bourgeoise, il ne doit jouer qu'un rôle d'opposition extrême, sans essayer de conquérir le pouvoir. Les mencheviks repoussaient résolument l'idée d'une dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie.

A cette époque, en mai 1905 (c'est-à-dire il y a exactement deux ans), les divergences étaient purement théoriques et abstraites, car aucun objectif pratique n'avait surgi directement devant notre parti. C'est pourquoi il est particulièrement intéressant, pour la gouverne de ceux qui aiment rayer de l'ordre du jour des congrès les problèmes abstraits et les remplacer par des problèmes « concrets » et pratiques, de suivre *de quelle façon justement* ces divergences se sont ensuite manifestées dans la pratique.

Les bolcheviks soutenaient qu'en fait les conceptions mencheviques avaient pour conséquence d'abaisser les mots d'ordre du prolétariat révolutionnaire au niveau des mots d'ordre et de la tactique de la bourgeoisie libérale ou monarchiste. Les mencheviks démontraient avec passion en 1905 qu'eux seuls s'en tenaient à une véritable politique prolétarienne, alors que les bolcheviks dissolvaient, selon eux, le mouvement ouvrier dans la démocratie bourgeoise. Que les mencheviks aient souhaité très sincèrement une politique indépendante du prolétariat, cela se voit d'après cette tirade extrêmement instructive d'une des résolutions de l'époque, adoptée par la conférence menchevique de mai 1905. « La social-démocratie, dit-on dans cette résolution, interviendra toujours contre les amis hypocrites du peuple, contre les partis politiques qui, brandissant le drapeau libéral et démocratique, refusent un soutien effectif à la lutte révolutionnaire du prolétariat. » Malgré toutes ces bonnes intentions, les théories erronées des mencheviks en matière de tactique ont conduit en fait à sacrifier l'indépendance du prolétariat à la bourgeoisie libéralo-monarchiste.

Rappelons sur quels problèmes de politique pratique les mencheviks et les bolcheviks furent divisés pendant ces deux années de révolution. La Douma de Boulyguine de

l'automne 1905 : les bolcheviks sont pour le boycottage, les mencheviks pour la participation. Même chose pour la Douma de Witte. Au sujet de la politique à la première Douma (été 1906), les mencheviks sont pour le mot d'ordre d'un gouvernement responsable, les bolcheviks contre : ces derniers sont pour un comité exécutif de la gauche, c'est-à-dire des social-démocrates et des troudoviks. Dissolution de la Douma (juillet 1906) : les mencheviks lancent le mot d'ordre : « pour une Douma comme organe du pouvoir, convoquant une assemblée constituante » ; les bolcheviks repoussent cette déformation libérale d'un mot d'ordre révolutionnaire. Les élections à la IIe Douma (fin 1906 et début 1907) : les mencheviks sont pour un « bloc technique » avec les cadets (quant à Plékhanov, il est pour un bloc politique ayant pour programme : « la Douma investie de pleins pouvoirs »). Les bolcheviks sont contre les blocs avec les cadets et pour une campagne indépendante tout en admettant le bloc de gauche. Comparez ces faits les plus importants de l'histoire de la tactique social-démocrate pour ces deux années avec les divergences fondamentales de principe exposées plus haut. Vous verrez aussitôt que l'analyse théorique générale des bolcheviks est *confirmée* par les deux années de révolution. La social-démocratie a dû aller contre la trahison du libéralisme, *a dû* « se battre ensemble » avec les troudoviks et les populistes : la plupart des votes à la deuxième Douma l'ont définitivement confirmé. Les bonnes intentions des menchèviks désireux de démasquer comme des amis hypocrites du peuple ceux qui refusent de soutenir la lutte révolutionnaire du prolétariat, ont pavé l'enfer de blocs *politiques* avec les libéraux, allant jusqu'à l'adoption de leurs mots d'ordre.

Les bolcheviks avaient prédit, en 1905, sur la base d'une analyse théorique, que le point névralgique de la tactique social-démocrate dans la révolution bourgeoise se situe dans la question de la trahison du libéralisme et des possibilités démocratiques de la paysannerie. C'est autour de cela qu'ont tourné toutes les divergences pratiques *qui suivirent* au sujet de la politique du parti ouvrier. La politique de soumission aux libéraux s'est développée historiquement à partir des bases erronées de la tactique menchevique.

Les bolcheviks et les mencheviks sont intervenus devant le congrès d'Unification de Stockholm en 1906 avec des résolutions très différentes sur les partis bourgeois. Les bolcheviks ont dans toute leur résolution développé l'idée fondamentale relative à la trahison du libéralisme et à la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, l'illustrant avec les faits et les événements qui ont eu lieu après la période d'octobre (scission des octobristes et des cadets ; formation de l'Union paysanne et des unions radicales d'intellectuels, etc., etc.). Analysant le contenu de classe des types fondamentaux des divers partis bourgeois, les bolcheviks ont inscrit, en quelque sorte, les données concrètes dans le cadre de leur ancien schéma abstrait. Les mencheviks ont refusé, dans leur résolution pour le congrès de Stockholm, de donner une analyse du contenu de classe des divers partis, en invoquant leur caractère insuffisamment « stable ». C'était en fait éviter de répondre sur le fond de la question. Cela s'est exprimé avec beaucoup de relief dans le fait que les mencheviks, bien que vainqueurs au congrès de Stockholm, ont retiré leur résolution sur l'attitude envers les partis bourgeois russes. Au printemps 1905, les mencheviks proposent, dans une résolution, de dévoiler comme des amis hypocrites du peuple tous les libéraux et les démocratos qui refusent de soutenir la lutte révolutionnaire du prolétariat. Au printemps 1906, ce ne sont pas les mencheviks mais les bolcheviks qui parlent dans une résolution de *l'hypocrisie* d'un certain parti libéral, le parti cadet, les mencheviks, quant à eux, préfèrent laisser la question en suspens. Au printemps 1907, au congrès de Londres, le menchevisme se démasque encore plus : la vieille revendication du soutien de la lutte révolutionnaire du prolétariat par les libéraux et les démocrates est complètement jetée par-dessus bord. La résolution menchevique (cf. le projet dans la *Narodnaïa Douma* 1907 n° 12, *document extrêmement important*) préconise ouvertement de « *combiner* », c'est-à-dire de concerter les actes du prolétariat et de la démocratie bourgeoise en général ! !

De degré en degré : de bonnes intentions socialistes et une théorie erronée en 1905. Ni théorie ni intentions en 1906. Aucune théorie et une politique ouvertement opportuniste en 1907. « Concerter » les politiques social-démocrate

et libérale bourgeoise, tel est le dernier mot du menchevisme. Il ne pouvait en être autrement après les blocs avec les cadets, le vote pour Golovine, les consultations en privé avec les cadets, les tentatives de rayer la confiscation des terres des propriétaires fonciers du nombre de nos revendications obligatoires, et autres perles de la politique menchevique.

Au congrès de Londres, l'échec de la politique menchevique par rapport au libéralisme fut des plus complets. Les mencheviks ne se sont pas décidés à présenter leur première résolution, parue dans la *Narodnaïa Douma* (n° 12). Ils l'ont retirée, sans même la soumettre à la commission où il y avait 15 représentants de toutes les cinq fractions du congrès (4 bolcheviks, 4 mencheviks, 2 Polonais, 2 Lettons, 3 bundistes). Il est certain que le mot d'ordre « combiner », concerter les politiques socialiste et libérale n'a pas seulement rebuté les membres du Bund, mais aussi de nombreux mencheviks. Les mencheviks se sont présentés devant la commission « après s'être épurés » : ils ont écrit une nouvelle résolution, dont ils ont complètement ôté la « combinaison ». A la place de « combiner » ils ont mis l'utilisation par le prolétariat des autres partis pour servir ses buts, la reconnaissance comme tâche politique du prolétariat l'instauration de la république, etc. Mais rien n'y fit. Il était trop clair pour tout le monde que ce joli uniforme était à dessein couvert de bariolages pour camoufler la même politique de « combinaison ». La conclusion pratique de cette résolution était la même : « passer des accords avec ces partis (les libéraux et les populistes) dans des cas particuliers bien précis ». Seuls quatre membres de la commission sur quinze ont été d'accord pour prendre une telle résolution pour base, c'est-à-dire les mencheviks seuls ! Pour la politique menchevique il ne pouvait y avoir de défaite plus complète que celle-ci. C'est la résolution des bolcheviks qui fut prise comme base au congrès et ensuite adoptée, après quelques amendements peu importants, par 158-163 voix contre cent et quelques (106 dans un cas) et 10-20 abstentions. Mais avant de passer à l'examen des idées fondamentales de cette résolution et de l'importance des amendements mencheviques, nous nous arrêterons sur un autre épisode non dépourvu d'intérêt, survenu lors de la discussion de la résolution en commission.

C'est trois projets de résolution et non deux qui furent présentés à la commission : un bolchevique, un menchevique et un Polonais. Les Polonais étaient d'accord avec les bolcheviks sur les idées essentielles, mais repoussaient notre type de résolution comportant une analyse séparée de chaque groupe de partis. Cela leur semblait de la littérature ; ils jugeaient que notre résolution était lourde. Ils ont construit leur projet sur une brève formulation de deux principes généraux de la politique du prolétariat par rapport aux partis bourgeois : 1) le prolétariat se démarque en tant que classe par rapport à *tous* les autres partis au nom de ses tâches socialistes, fussent-ils révolutionnaires ou même républicains décidés ; 2) l'union avec les partis du Travail contre l'autocratie et contre le libéralisme traître.

Il est indiscutable que ces deux idées essentielles de la résolution polonaise vont admirablement au cœur même de la question. Il est également indiscutable que donner une directive brève et déterminée pour le prolétariat de toutes les nationalités de Russie, sans raisonnements « sociologiques » sur les types des divers partis, est un plan séduisant. Mais l'expérience n'en a pas moins montré que sur la base de la résolution polonaise le congrès n'aurait pas réussi à résoudre la question pleinement, de façon claire et précise. Pour repousser le menchevisme, il fallait formuler de façon très détaillée les conceptions positives de la social-démocratie sur les divers partis pour que rien ne puisse prêter à équivoque.

Les mencheviks et les membres du Bund se sont accrochés d'emblée, en commission, à la résolution polonaise, pour utiliser ce terrain. La commission a pris pour base le projet polonais par sept voix (4 mencheviks, 2 Polonais, 1 bundiste) avec sept contre (4 bolcheviks, 2 Lettons, 1 bundiste, le quinzième membre de la commission s'étant abstenu ou absenté). Ensuite la commission s'est mise à ajouter au projet polonais des « amendements » tels qu'ils le dénaturaient jusqu'à le rendre méconnaissable. On accepta même l'amendement sur l'admissibilité d'accords « techniques » avec les libéraux. Naturellement, que les Polonais ont alors retiré leur projet défiguré par les mencheviks. Il s'avéra, qu'outre les Polonais, ni les bundistes ni les mencheviks n'étaient d'accord pour déposer un *tel* projet au congrès. La commis-

sion en a été pour son travail, et le congrès a été amené à voter pour l'adoption du projet bolchevique comme base.

La question se pose maintenant de savoir quelle est la signification de principe de l'adoption par le congrès de ce projet comme base ? En vertu de quels points essentiels de la tactique du prolétariat le congrès s'est-il uni sur ce projet et a-t-il repoussé le projet menchevique ?

En lisant avec attention les deux projets, on saisit facilement ces deux points essentiels. Premièrement, la résolution bolchevique réalise en fait la critique socialiste de partis non prolétariens. Deuxièmement, cette résolution définit avec précision la tactique du prolétariat dans la révolution actuelle, en formulant de façon tout à fait claire et concrète la notion de « guide » de la révolution, en montrant avec qui on peut et on doit « se battre ensemble », qui on doit battre et en quelles circonstances exactement.

L'erreur fondamentale de la résolution menchevique, c'est de ne faire ni l'un ni l'autre, et par ce vide, de laisser la porte large ouverte à l'opportunisme, c'est-à-dire, en fin de compte, à la substitution de la politique libérale à la politique social-démocrate. En effet : regardez la critique socialiste des partis non prolétariens chez les mencheviks. Cette critique se ramène à cette position : « les conditions sociales et économiques et le contexte historique dans lesquels s'accomplit cette révolution (c'est-à-dire la nôtre), freinent le développement du mouvement démocratique bourgeois, en donnant naissance, d'un côté, à l'indécision dans la lutte et à l'illusion que l'on peut abolir l'ancien régime pacifiquement par la voie constitutionnelle, et d'un autre côté, au révolutionnarisme petit-bourgeois et aux utopies agraires ».

Premièrement, nous avons devant nous une résolution sur les partis sans que les partis soient nommés. Deuxièmement, nous avons devant nous une résolution qui n'analyse pas le contenu de classe des différents pôles de la démocratie bourgeoise. Troisièmement, cette résolution n'essaie même pas de définir ce que devrait être l'attitude des diverses classes par rapport à « notre révolution ». En mettant ensemble tous ces défauts, il faut dire que la *doctrine marxiste de la lutte des classes a disparu* de cette résolution.

Ce ne seraient pas les intérêts fondamentaux des dif-

férentes classes de la société capitaliste qui engendrent les divers types de partis bourgeois, ce ne seraient plus les intérêts de classe qui donnent naissance aux illusions pacifistes ou aux « tendances conciliatrices » chez les uns, au « révolutionnarisme » chez les autres. Non. On ne sait quelles conditions sociales et économiques et le contexte historique *freineraient le développement du mouvement démocratique bourgeois en général.* Donc, l'esprit de conciliation du capital et le révolutionnarisme du paysan ne découleraient pas de la position de la bourgeoisie et de la paysannerie dans la société capitaliste en train de se libérer du servage, mais de certaines conditions et du contexte de toute « notre révolution » en général. Le paragraphe suivant dit même que « ces tendances négatives qui freinent le développement de la révolution » « se manifestent » avec une force particulière « en ce moment d'accalmie passagère ».

Ce n'est pas une théorie marxiste mais libérale, cherchant les racines des diverses tendances sociales *hors* des intérêts des différentes classes. Ce n'est pas une résolution socialiste mais une résolution des cadets de gauche ; on désapprouve les extrêmes des deux pôles, on désapprouve l'opportunisme des cadets, le révolutionnarisme des populistes et par cela même on se livre en fait à l'éloge de *quelque chose d'intermédiaire* entre l'un et l'autre. Une pensée vient involontairement à l'esprit ; n'avons-nous pas devant nous des *socialistes-populistes* cherchant le juste milieu entre les cadets et les s.-r. ?

Si les mencheviks ne s'étaient pas écartés de la théorie de Marx sur la lutte des classes, ils auraient compris que la différence des positions de classe de la bourgeoisie et de la paysannerie dans la lutte contre « l'ancien régime » explique les différents types de partis : les libéraux d'un côté, les populistes de l'autre. Que les partis, groupes et organisations politiques très divers, qui sont apparus en abondance de façon peu commune au cours de la révolution russe, aient toujours gravité invariablement autour de ces deux types (sauf les partis réactionnaires et le parti du prolétariat), cela ne fait aucun doute et ne demande pas de preuve. En nous contentant d'indiquer les « deux pôles » du mouvement démocratique bourgeois, nous ne donnons rien d'autre qu'un lieu commun. Il est

partout et toujours possible de relever deux « extrêmes », deux pôles. Dans tout mouvement social quelque peu large il y a constamment de tels « pôles » et un milieu plus ou moins « juste ». Caractériser *ainsi* la démocratie bourgeoise, c'est réduire le point de vue marxiste à une phrase vide de sens, au lieu d'appliquer ce point de vue à l'analyse des racines de *classe* des différents *types* de partis *en Russie.* Il n'y a pas de critique socialiste des partis bourgeois chez les mencheviks car appeler tous les partis d'opposition non prolétariens « partis démocratiques bourgeois » ne veut absolument pas dire qu'ils les critiquent d'un point de vue socialiste. Si vous n'avez pas montré les intérêts de quelles classes et quels intérêts précis dominants à tel moment déterminent la nature des différents partis et leur politique, vous n'avez pas, en fait, appliqué le marxisme, vous avez, *en fait*, abandonné la théorie de la lutte des classes. Le terme « démocratique bourgeois » n'est plus chez vous qu'une platonique expression de respect pour le marxisme, car l'emploi de ce terme par vous ne s'accompagne pas du souci de dégager le lien entre tel type de libéralisme ou de démocratisme et tels intérêts égoïstes de couches déterminées de la bourgeoisie. Il n'est pas étonnant que nos libéraux, à commencer par le Parti des réformes démocratiques et les cadets, pour finir par les « sans-titre » sans-parti du *Tovarichtch*, en voyant une *telle* application du marxisme par les mencheviks, reprennent, en jubilant, les « idées » sur le danger des extrêmes de l'opportunisme et du révolutionnarisme dans la démocratie, ... car ce n'est pas une idée mais un banal lieu commun. En effet, ce n'est pas le *terme* en lui-même de « démocratie bourgeoise » qui effraie les libéraux ! Ce qui les effraie c'est que soit dévoilé devant le peuple quels intérêts matériels et de quelles classes possédantes se trouvent derrières leurs phrases et leurs programmes libéraux. C'est là qu'est l'essentiel et non dans l'expression « démocratie bourgeoise ». Ce n'est pas en se retranchant derrière l'expression « démocratie bourgeoise » comme derrière un signe de croix qu'on applique la théorie de la lutte des classes, mais en montrant dans les faits en quoi tel parti est bourgeois.

Si la notion de « démocratie bourgeoise » n'invite qu'à condamner les extrêmes de l'opportunisme et du révolution-

narisme alors elle abaisse la théorie marxiste à une phrase libérale ordinaire. Un tel emploi de cette notion ne fait pas peur aux libéraux, car, nous le répétons, ce qui leur fait peur ce ne sont pas les *mots* mais les faits. Ils peuvent être d'accord pour admettre un terme désagréable pour eux et « sentant le marxisme ». Mais ni le libéral ni l'« intellectuel » probernsteinien du *Tovarichtch* n'admettront la thèse selon laquelle, étant cadets, ils expriment les intérêts des bourgeois qui vendent la révolution. C'est justement parce que les mencheviks, dans leur application du marxisme, réduisent celui-ci à une phrase creuse, vide de sens et n'obligeant à rien, que les « sans-titre », les Prokopovitch, les Kouskova, les cadets, etc., accueillent à bras ouverts le soutien menchevique. Le marxisme menchevique est un marxisme remanié à la mesure du libéralisme bourgeois.

Ainsi, le premier défaut essentiel de la position menchevique dans cette question est qu'elle ne fait pas en réalité la critique socialiste des partis non prolétariens. Elle abandonne, en fait, la théorie de Marx de la lutte des classes. Le congrès de Londres a mis un terme à cette déformation de la politique et de la théorie social-démocrates. Le deuxième défaut essentiel est que le menchevisme ne reconnaît pas en fait la politique indépendante du prolétariat dans cette révolution et ne lui indique aucune tactique déterminée. Fuir les extrêmes de l'opportunisme et du révolutionnarisme, telle est l'une des recommandations à tirer de leur résolution. Conclure de temps en temps des accords avec les libéraux et les démocrates, telle est la seconde recommandation. Combiner (concerter) notre politique avec celle des libéraux et des démocrates, telle est la troisième recommandation formulée dans la *Narodnaïa Douma* et dans la résolution des mencheviks d'alors. Retirez-en, comme il vous plaira, toute mention de la troisième recommandation ; ajoutez des souhaits et des revendications : « la politique du prolétariat doit être indépendante », ajoutez la revendication d'une république (comme l'ont fait les mencheviks au congrès de Londres), vous n'en écarterez pas pour autant la deuxième erreur fondamentale du menchevisme. L'indépendance de la politique du prolétariat n'est pas déterminée par le fait que le mot « idépendante » figure à la place qui lui convient, ou que la république soit

mentionnée ; elle n'est déterminée que par *l'indication précise d'une voie effectivement indépendante.* Mais le menchevisme ne la donne pas.

En fait, conformément à la corrélation objective des classes et des forces sociales, deux tendances s'affrontent devant nous : le libéralisme s'efforce d'interrompre la révolution, le prolétariat, de la mener à terme. Si dans ces conditions le prolétariat méconnaît cette tendance du libéralisme, s'il ne voit pas que sa tâche est de combattre directement ce dernier, s'il ne lutte pas pour libérer la paysannerie démocratique de l'influence du libéralisme, alors la politique du prolétariat *n'est pas effectivement indépendante.* C'est précisément cette politique de dépendance de fait que les mencheviks légitiment : c'est ainsi qu'il faut comprendre l'approbation des accords occasionnels sans que soit définie la *ligne* de ces accords, sans que soit déterminée la principale ligne de démarcation qui sépare les deux tactiques dans notre révolution. « Accord quand l'occasion s'en présente », voilà une formule qui recouvre et le bloc avec les cadets, et « la Douma investie de pleins pouvoirs », et le gouvernement responsable, c'est-à-dire, toute la politique de dépendance de fait du parti ouvrier par rapport au libéralisme. Dans le contexte historique présent, il ne peut être question de politique indépendante du parti ouvrier si ce parti ne se fixe pas comme tâche de lutter pour mener la révolution à son terme, non seulement contre l'autocratie, mais aussi contre le libéralisme, contre l'influence du libéralisme sur la paysannerie démocratique. Le contexte historique de la révolution bourgeoise en Europe au début du XXe siècle est tel que toute autre politique de la social-démocratie reviendrait en fait à se soumettre à la politique libérale.

L'adoption de la résolution bolchevique sur les partis non prolétariens par le congrès de Londres marque une condamnation résolue par le parti ouvrier de tout abandon de la lutte des classes, la reconnaissance effective de la critique socialiste des partis non prolétariens et des tâches révolutionnaires indépendantes du prolétariat dans cette révolution.

Le rejet des amendements mencheviques à la résolution souligne ce fait encore plus vivement.

II

Quand le projet de résolution bolchevique sur l'attitude envers les partis bourgeois fut pris comme base par le congrès, les amendements se mirent à pleuvoir de la part des mencheviks et des bundistes. Le nombre total d'amendements dans certaines protestations présentées au bureau du congrès est évalué à plus de 70. Je ne vais pas décrire ici les péripéties de la lutte pour en finir avec cette obstruction qui a laissé bien en arrière les fameux 22 amendements d'Akimov au deuxième congrès [202], je ne vais pas dénombrer la masse d'amendements absolument mesquins et vides. Je ne dénombrerai que *cinq* amendements qui ont une signification de principe effective extrêmement importante. Voilà ces amendements dans l'ordre de leur examen par le congrès.

Le troisième point de l'exposé des motifs de notre résolution stipule carrément que la tâche du prolétariat est de « remplir son rôle de guide dans la révolution démocratique bourgeoise ». Les mencheviks ont apporté l'amendement : remplacer le mot « guide » par le mot « avant-garde », ou par les mots : « moteur principal ». Tous ces amendements ont été rejetés. Répéter autant de fois qu'il le faut que le prolétariat doit garder une complète indépendance de classe, les bolcheviks n'avaient rien contre. Mais *affaiblir* l'indication sur son rôle de *guide* dans la révolution serait ouvrir la porte à l'opportunisme. Le prolétariat peut être le « moteur principal » même d'une révolution bourgeoise étriquée dans l'intérêt des propriétaires fonciers. On peut être le moteur principal de la victoire d'une autre classe, sans savoir sauvegarder les intérêts de sa classe. Une social-démocratie révolutionnaire qui ne se trahit pas n'a pas le droit de se limiter à cela. Elle doit aider le prolétariat à s'élever du rôle passif de moteur principal à celui, actif, de guide, de son état de défenseur subalterne d'une liberté tronquée, à celui de défenseur totalement indépendant d'une liberté complète, au profit de la classe ouvrière. C'est là que se trouve, peut-on dire, la principale différence entre les tactiques opportuniste et révolutionnaire de la social-démocratie dans la révolution bourgeoise, la première acceptant pour le prolétariat le rôle de moteur principal, la se-

conde s'orientant vers la réalisation de son rôle de guide, et nullement de « moteur » seulement.

L'expression « avant-garde » affaiblirait aussi la tâche du prolétariat consistant à diriger les autres classes démocratiques, ou pourrait au moins être interprétée comme un affaiblissement.

Deuxième amendement : rejeter du troisième point de la résolution elle-même (caractéristique des partis libéraux) la mention sur la petite bourgeoisie démocratique *dupée* par les libéraux. Il est nécessaire de rejeter ou de modifier cette thèse au nom du marxisme, disaient les mencheviks, car il est indigne d'un matérialiste d'expliquer par des « duperies » la composition sociale des partis. Le sophisme de ce raisonnement était trop évident pour que le congrès puisse se laisser prendre à l'hameçon. Nier au nom du marxisme le rôle de la duperie dans la politique bourgeoise équivaut à nier la violence au nom du « facteur économique ». Seuls les David, les Vollmar et autres piliers de l'opportunisme comprennent ainsi le marxisme. Nier ou bien essayer d'affaiblir en l'occurrence le rôle de la duperie dans l'actuelle politique des cadets à l'égard de la paysannerie et de la petite bourgeoisie en Russie, c'est embellir le libéralisme en déformant les faits en sa faveur. Car c'est un fait incontestable que les cadets dupent ouvertement leurs électeurs paysans et petits-bourgeois. Il ne convient pas de dire que tel parti dupe ses électeurs à un moment où les intérêts d'une classe donnent naissance à certaines illusions théoriques, c'est-à-dire à des idées trompeuses (par exemple, quand les intérêts de la paysannerie lui font croire à tort que l'expropriation des terres seigneuriales lui apportera tous les biens). Il faut dire ouvertement et bien haut que telles couches du peuple sont dupées par leurs représentants au parlement, lorsque ces représentants sacrifient les intérêts directs de ces couches à leurs exploiteurs (les paysans livrés aux propriétaires fonciers, etc.). La bourgeoisie allemande a trahi les paysans, écrivait Marx en 1848 [203]. Si dans la Russie de 1907 nous ne prenons pas le parti de le dire à propos de notre bourgeoisie et de nos cadets, si nous ne savons pas le montrer aux masses populaires, nous couvrirons de boue le grand nom des social-démocrates.

Troisième amendement : reconnaître en complément à ce même troisième point l'admissibilité « d'accords techniques » avec les cadets. Cet amendement a été rejeté par un vote nominal du congrès. Nous avons déclaré que son adoption nous obligerait à retirer notre résolution : c'est notre droit, si l'idée fondamentale de la résolution est déformée par les amendements. Nous ne disons rien sur l'interdiction expresse de tout accord avec les cadets, avons-nous déclaré. Il n'est pas question de permettre ou de défendre telles solutions particulières, mais d'une ligne politique générale. Celui qui voudra de bonne foi appliquer la résolution du congrès ne conclura pas d'accords électoraux avec les cadets ni ne lancera de mots d'ordre communs avec eux, bien que la possibilité de votes communs en certains cas à la Douma ne soit pas exclue. Quant aux exécutants de mauvaise foi de la résolution du congrès il eût été en général inutile d'essayer de les « attraper » par une formule ou une autre. Notre parti tout entier a trop bien appris en pratique ce que signifient les « accords techniques » avec les libéraux pour nos mencheviks.

Quatrième amendement : mentionner au 4e point la nécessité de lutter contre l'utopisme agraire et le révolutionnarisme des populistes. Les mencheviks l'ont présenté à plusieurs reprises avec des changements incessants de mots du texte de l'amendement ou de sa place dans la résolution. Le congrès a rejeté tous ces amendements. Les débats au sujet de ces amendements ont été sans aucun doute d'une importance de principe. Les mencheviks ont encore une fois essayé ici, sous la bannière du marxisme, d'introduire quelque chose qui lui est profondément hostile. Il ne fait aucun doute que le marxisme rejette les utopies agraires des populistes et le révolutionnarisme petit-bourgeois. Puisqu'il en est ainsi, raisonnaient les mencheviks, dites-le ici même, dans votre résolution. — Excusez-nous, chers camarades, avons-nous répondu, tout est dit ici exactement comme il convient que cela soit dit. Quant à votre amendement, indépendamment de votre volonté et de votre conscience, il prend le sens d'une prise de position contre la *confiscation* des terres des propriétaires fonciers. C'est que nous n'avons pas oublié que non seulement tous les libéraux, mais aussi de nombreux social-démocrates sans-parti à la Prokopo-

vitch, Kouskova ont traité la confiscation d'« utopie » et de « révolutionnarisme », mais que même quelques social-démocrates membres du parti (heureusement peu nombreux) ont proposé au groupe social-démocrate de la Douma et au Comité central du parti de ne pas insister de façon péremptoire sur la confiscation.

La résolution doit être écrite de telle façon qu'elle ne puisse pas ne pas être comprise. Elle doit tenir compte de toutes les tendances politiques effectives dans la politique réelle, et non des bonnes intentions de l'une ou l'autre partie de la social-démocratie (tout en admettant l'excellence des intentions). Notre résolution reconnaît en termes directs et clairs le « *pseudo*-socialisme » des populistes. Nous qualifions leur idéologie « socialiste » de « *confuse* ». Nous considérons comme un devoir absolu de la social-démocratie de lutter pour dévoiler leurs tentatives d'estomper l'opposition de classe entre le prolétariat et les petits propriétaires. Avec cela tout est dit, l'élément utopique du populisme est déjà effectivement condamné ainsi que le révolutionnarisme « en dehors des classes » de la petite bourgeoisie. Ce n'est pas tout. Notre résolution ne se limite pas à condamner, à nier, elle indique aussi le contenu positif des partis en question. « La lutte contre la grande propriété foncière et l'Etat servagiste », voilà comment nous définissons ce contenu. Celui qui l'oublierait à cause de la lutte contre le socialisme « brumeux » petit-bourgeois, ne serait pas un marxiste. Ce contenu réel a une signification infiniment plus importante dans la révolution actuelle que les rêveries brumeuses des populistes sur l'avenir. C'est à cause de cette lutte que les politiques des libéraux et du prolétariat divergent maintenant de façon radicale. La politique libérale considère comme une *utopie et un révolutionnarisme vain* l'abolition complète de la grande propriété foncière et de l'Etat servagiste : une telle abolition *est désavantageuse* et dangereuse pour la bourgeoisie. C'est précisément cet intérêt égoïste de classe de la bourgeoisie et rien d'autre, qui s'exprime dans la politique effective de nos jours, dans les assauts contre l'utopisme et le révolutionnarisme des populistes. Au contraire, la politique du prolétariat sépare l'utopisme, le révolutionnarisme et en général les *brumeuses* rêveries égalitaristes du socialisme

« en dehors des classes » d'avec la *réalité* d'une lutte résolue contre les propriétaires fonciers et le servage. Ce qui, pour les libéraux, est une utopie néfaste, nous le jugeons d'un intérêt des plus urgents pour le prolétariat à l'heure actuelle : la destruction complète de la grande propriété foncière et de l'Etat servagiste. Nous devons mener, sur ce plan, une lutte directe et ardue contre le libéralisme, lutte pour libérer la paysannerie démocratique de son influence.

Les amendements examinés exprimaient l'une des erreurs les plus répandues du menchevisme : mettre sur le même plan le caractère réactionnaire de la bourgeoisie dans cette révolution (c'est-à-dire dans la lutte contre les propriétaires fonciers et l'autocratie) et le caractère réactionnaire de la paysannerie (alors que ce caractère n'intéresse pas la lutte contre les propriétaires fonciers et l'autocratie, mais la lutte contre le capital, c'est-à-dire les tâches de la révolution socialiste à venir et non de la révolution bourgeoise en cours). Le congrès a rejeté cette erreur fondamentale des mencheviks. Mais la signification pratique de cette erreur est grande, car elle cachait une politique admettant des actions communes du prolétariat avec les libéraux au même titre qu'avec la paysannerie démocratique.

Le dernier amendement des mencheviks présentant un intérêt général concernait aussi le point 4, la fin de ce point exactement. Les mencheviks ont proposé d'en retirer la mention concernant la lutte contre les cadets (... « se ranger du côté de la social-démocratie contre la réaction des Cent-Noirs *et les cadets.* »). Pour donner à cet amendement, absolument inacceptable pour le congrès, un aspect plus attrayant, ils proposèrent de remplacer les mots qui leur étaient désagréables par une mention appelant à lutter pour mener la révolution démocratique à son terme. C'était une espèce de tentative de « dorer la pilule », pour imposer une *politique* inacceptable pour les bolcheviks (ne pas lutter directement contre les cadets) sous couvert d'un *mot d'ordre* particulièrement acceptable pour les bolcheviks. A vous le pavillon, à nous la cargaison, voilà ce que disaient au fond les mencheviks avec leur proposition, en vrais politiciens opportunistes.

La ruse de guerre innocente des mencheviks fut, bien sûr, éventée au milieu des rires des bancs bolcheviques

(dans l'église londonienne, nous étions effectivement assis sur des bancs si bien que ce n'est pas ici une image). Sur ces mêmes bancs retentirent un rire homérique qui mit longtemps à se calmer, et un tonnerre d'applaudissements ironiques, quand, après l'échec de l'amendement des mencheviks, un Polonais eut déposé un autre amendement : garder la mention de la *lutte* contre les cadets et y ajouter la lutte pour mener la révolution à son terme. Le congrès a adopté évidemment cet amendement. Ces applaudissements ironiques étaient particulièrement mérités par les mencheviks qui avaient voté pour (« noblesse oblige ! »), et cela après que Martov a lancé feu et flamme contre nous dans les *Otgoloski* (n° 5) pour cette idée prétendument bourgeoise républicaine de mener la révolution à son terme.

La ruse ratée des mencheviks nous a rendu un fier service, car grâce à cet amendement, le congrès reconnut l'idée extrêmement importante de notre autre résolution qui n'avait pas été présentée au congrès, à savoir la résolution sur les tâches de classe du prolétariat.

III

Il ne faut pas entériner notre attitude actuelle envers les cadets, disait un menchevik en vue au congrès (Martynov, si je ne me trompe pas), souhaitant en quelque sorte une retraite en bon ordre, au lieu de la fuite du menchevisme. En ce moment, les cadets ne servent à rien, soit. Mais gardons-nous d'entériner cet état de choses, car ils peuvent encore servir.

Il y a dans cette position, assez maladroitement formulée, une idée fondamentale du menchevisme, sur laquelle il vaut la peine de s'arrêter en concluant l'examen de la question de l'attitude envers les partis bourgeois. Cette formule est maladroite parce que la possibilité d'utiliser tout ce qui peut « servir » n'est pas du tout exclue avec une résolution déterminant les racines de classe de la politique contre-révolutionnaire actuelle. L'idée en question est que si maintenant les cadets n'ont pas justifié la confiance des mencheviks, il fut un temps où ils la justifiaient.

Cette idée est erronée. Jamais les cadets n'ont justifié la confiance des mencheviks en eux. Pour s'en persuader, il

suffit de prendre le plus grand événement de notre révolution, octobre-décembre 1905, et d'y comparer la période actuelle, période de déclin presque maximum. A l'époque du plus grand essor comme à celle du plus grand déclin, les cadets n'ont pas justifié la confiance des mencheviks, ils n'ont pas donné raison à leur tactique, mais l'ont déjouée par leur attitude. Pendant la période d'essor, les mencheviks eux-mêmes ont mené une lutte active contre les libéraux (rappelez-vous le *Natchalo*), et à l'heure actuelle, l'ensemble des votes à la IIe Douma parle plus que clairement en faveur de la politique du « bloc de gauche » et contre le soutien aux cadets.

L'historien futur de la social-démocratie en Russie devra appeler époque de flottements la période qui s'étend entre le plus grand essor et le plus grand déclin de notre révolution. La social-démocratie, en la personne des mencheviks, oscilla à cette époque vers le libéralisme. L'année des litiges (fin 1904-fin 1905) fut celle de la préparation historique des questions litigieuses et de leur appréciation générale. Dix-huit mois de révolution (fin 1905-mi-1907) virent la mise à l'épreuve dans la pratique de ces questions politiques litigieuses. Cette épreuve a montré par l'expérience le fiasco complet de la politique de soutien au libéralisme, elle a donné raison à l'unique politique révolutionnaire du prolétariat dans la révolution bourgeoise : lutter pour mener la révolution à son terme en s'unissant avec la paysannerie démocratique contre la trahison du libéralisme.

Il serait risqué de dire que le congrès de Londres a mis fin à cette période où la social-démocratie était encline à glisser vers le libéralisme. Ce fut en tout cas un début sérieux de liquidation des flottements.

P.-S. La presse bourgeoise profite pleinement du silence forcé de la social-démocratie et de la « semi-légalité » du congrès de Londres, pour calomnier les bolcheviks comme s'ils étaient morts. Bien sûr, sans presse quotidienne, nous ne pouvions rien contre le *Tovarichtch* sans-parti, où l'ancien social-démocrate A. Bram, puis M. Iouri Péreïaslavski et tutti quanti dansent un vrai cancan, puisqu'il n'y a pas de procès-verbaux et on peut mentir impunément. Il n'y

a rien d'autre dans les articles de ces A. Bram, Péreïaslavski et Cie que l'habituelle hargne des intellectuels bourgeois sans-parti, si bien qu'il suffit de les mentionner pour qu'ils soient accueillis avec le mépris qu'ils méritent. Autre chose est l'entretien avec M. Strouvé, rapporté par les *Birjévyé Viédomosti* et, semble-t-il, non démenti jusqu'à ce jour. Ce... curieux spécimen, outre le mépris, mérite une attention sérieuse. Son penchant pour les octobristes, sa haine pour la gauche, sont en vérité l'expression classique des tendances immanentes du libéralisme. M. Strouvé reconnaît le bruit ancien selon lequel il a aidé à faire passer un octobriste au bureau (de la Douma) et selon lequel il a mené en général des pourparlers et eu des consultations avec les octobristes. Il est pour l'union avec les octobristes ! Nous vous remercions, M. Strouvé, vous confirmez admirablement ce qu'écrivait dès l'automne dernier le *Prolétari* (n° 5 : « Essai de classification des partis politiques russes ») sur les octobristes et les cadets * ! M. Strouvé sent l'impuissance de l'*intelligentsia* bourgeoise et veut déplacer le centre de gravité du libéralisme plus près des *classes possédantes*. Comme les accords avec la couronne ne réussissent pas chez les libéraux de type cadet, à bas les cadets ! Que réussisse au moins un accord avec les « libéraux » de type octobriste. C'est conséquent. Et cela nous est utile, car cela apporte de la clarté et de la netteté dans la situation. Douma nouvelle, proagrarienne. Loi électorale nouvelle, séparant admirablement, avec toute la netteté souhaitable, les propriétaires fonciers sûrs et les gros bonnets de la bourgeoisie, d'avec les paysans, la petite bourgeoisie des villes et des ouvriers peu sûrs. Tendance nouvelle du libéralisme : guerre de M. Strouvé contre « la politique aventureuse de la gauche », contre son « *exploitation d'obscurs instincts sociaux* ! ! *des masses paysannes non évoluées* » (« instincts sociaux », c'est mal dit, mais ces mots ont d'autant plus de relief dans leur incorrection. Les écrits de M. Strouvé seront, on le voit, d'autant plus ignares et plus clairs que ce monsieur se rapprochera davantage de l'Union du peuple russe dont il n'est pas déjà très loin).

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 11. pp. 228-239. (*N.R.*)

Non, ce n'est pas un hasard. Le libéralisme bourgeois est un parti d'intellectuels impuissant. Il est impuissant en dehors de la lutte contre la paysannerie révolutionnaire (« les obscurs instincts sociaux »). Il est impuissant en dehors de l'union étroite avec le sac à écus, avec l'ensemble des propriétaires fonciers, avec les fabricants... *avec les octobristes*. La vérité est la vérité. Nous avons dit depuis longtemps aux cadets : « Faites plus vite ce que vous faites. » Ceux qui sont pour un accord avec la couronne, rejoignez les octobristes, les Stolypine, l'Union du peuple russe.

Ceux qui sont pour le peuple, suivez la social-démocratie, qui est la seule à avoir mené et à mener une lutte impitoyable contre l'influence du libéralisme sur les troudoviks.

Certains pensaient que c'était la politique menchevique qui serait capable de diviser les cadets. Illusion naïve ! *Seule* la politique du bloc de gauche menée par la social-démocratie révolutionnaire a divisé et divisera les cadets. *Seule* une telle politique accélérera la délimitation inévitable : les libéraux bourgeois rejoindront les octobristes, les bourgeois démocrates les troudoviks. La social-démocratie obligera ces derniers, dans l'avenir comme jusqu'à présent, à faire leur choix entre le démocratisme prolétarien conséquent et le libéralisme.

Allez hardiment de l'avant, politiciens à la Strouvé !

Paru en 1907 dans le recueil : « Le bilan du Congrès de Londres du P.O.S.D.R. » St-Pétersbourg. Signé : N. Lénine

Conforme au texte du recueil

NOTES

1. L'article « La campagne électorale de la social-démocratie à Pétersbourg » fut publié dans le n° 2 du journal *Prostyé Rétchi*. *Prostyé Rétchi*, hebdomadaire bolchevique légal, édité à Pétersbourg en 1907, avec la collaboration directe de Lénine. Trois numéros seulement furent publiés : n° 1, le 14 (27) janvier, n° 2, le 21 janvier (3 février), n° 3 le 30 janvier (12 février). Outre l'article ci-dessus mentionné, parurent les articles suivants de Lénine : « La campagne électorale du parti ouvrier de Pétersbourg » (n° 1), « Les élections à la curie ouvrière de Pétersbourg » et « La lutte des social-démocrates et des socialistes révolutionnaires aux élections à la curie ouvrière de Pétersbourg » (n° 3). Le journal fut interdit par le gouvernement tsariste. — P. 9.

2. *Cadets*, membres du parti constitutionnel-démocrate, parti leader de la bourgeoisie libérale monarchiste de Russie. Ce dernier fut créé en octobre 1905 ; il était composé de représentants de la bourgeoisie, de propriétaires fonciers, membres des zemstvos et d'intellectuels bourgeois. Les membres les plus connus en étaient : P. Milioukov, S. Mouromtsev, V. Maklakov, A. Chingarev, P. Strouvé, F. Roditchev, etc. Pour tromper les masses laborieuses, les cadets intitulèrent mensongèrement leur parti « parti de la liberté du peuple » ; en fait, ils ne poussaient pas leur revendication plus loin que le désir d'obtenir une monarchie constitutionnelle. Les cadets avaient surtout pour but la lutte contre le mouvement révolutionnaire et ils cherchaient à partager le pouvoir avec le tsar et les propriétaires féodaux. Durant la première guerre mondiale, ils soutinrent activement la politique de conquête du gouvernement tsariste. Pendant la révolution démocratique bourgeoise de Février, ils essayèrent de sauver la monarchie. Profitant de leur position dirigeante dans le Gouvernement provisoire bourgeois, ils menèrent une politique antipopulaire et contre-révolutionnaire pour satisfaire les impérialistes américains, anglais et français. Après la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, les cadets se montrèrent les ennemis acharnés du pouvoir soviétique et prirent part à toutes les actions armées contre-révolutionnaires et à toutes les campagnes de l'intervention. Les interventionnistes

et les gardes blancs une fois écrasés, les cadets émigrèrent mais ne cessèrent pas pour autant de se livrer à leurs activités contre-révolutionnaires antisoviétiques. — P. 10.

3. « *Tovarichtch* » [Le Camarade], quotidien bourgeois publié à St-Pétersbourg entre mars 1906 et janvier 1908. Officiellement, ce journal n'était l'organe d'aucun parti. En fait, il était celui des cadets de gauche. Des mencheviks écrivirent également dans le *Tovarichtch*. — P. 10.

4. Le « *Prolétari* » [Le Prolétaire], journal illégal bolchevique. Publié du 21 août (3 septembre) 1906 au 28 novembre (11 décembre) 1909 sous la direction de Lénine. Cinquante numéros en tout. Les collaborateurs les plus actifs étaient M. Vladimirski, V. Vorovski, I. Doubrovinski, A. Lounatcharski. Les vingt premiers numéros furent préparés pour l'impression et composés à Vyborg. (Le tirage à partir des matrices eut lieu à St-Pétersbourg ; mais, pour des raisons de clandestinité, les exemplaires portaient « Moscou » comme lieu d'édition). Par la suite, les conditions s'étant aggravées à l'extrême, la rédaction, conformément à la décision prise par les comités du P.O.S.D.R. de St-Pétersbourg et de Moscou, transféra le lieu d'édition du journal à l'étranger (les nos 21 à 40 sortirent à Genève, les nos 41 à 50 à Paris).

Le *Prolétari* était pratiquement l'Organe central des bolcheviks. Le travail essentiel de la rédaction était l'œuvre de Lénine. La majorité des numéros contenait plusieurs de ses articles.

Durant les années de la réaction stolypinienne (1907-1910), le *Prolétari* joua un rôle de premier plan dans le maintien et la consolidation des organisations bolcheviques, dans la lutte contre les liquidateurs, les otzovistes, les ultimatistes et les constructeurs de Dieu. Au plénum du Comité central du P.O.S.D.R. de janvier 1910, les mencheviks aidés par les conciliateurs, réussirent, sous couvert d'une lutte contre les tendances fractionnelles, à faire adopter une décision mettant fin à la publication du journal *Prolétari*. — P. 10.

5. *Groupe du Travail* (Troudoviks), groupe de démocrates petits-bourgeois aux Doumas d'Etat, composé de paysans et d'intellectuels d'inspiration populiste. Leur fraction fut constituée en avril 1906 avec les députés paysans de la Ire Douma d'Etat.

Le groupe revendiquait l'abolition de toutes les restrictions d'ordre social ou national, la démocratisation de l'administration autonome locale, le suffrage universel pour élire les députés à la Douma d'Etat. Leur programme agraire s'inspirait des principes populistes d'égalitarisme dans la jouissance des terres : constitution d'un fond appartenant au peuple tout entier avec les terres du Domaine, des apanages, de la Couronne, des monastères ainsi que les terres privées, si la superficie de la propriété excédait la norme de travail fixée. Les propriétaires dont les terres étaient aliénées étaient indemnisés.

A la Douma d'Etat, les troudoviks hésitaient entre les cadets et les social-démocrates, en raison de la nature de classe des petits paysans patrons. Mais comme les troudoviks représentaient les masses paysannes, les bolcheviks avaient adopté à la Douma une tactique d'accords avec eux dans certaines questions concernant la lutte commune contre l'autocratie tsariste et les cadets. En 1917, le groupe du Travail fusionna avec le parti des « socialistes populistes », il soutint activement le Gouvernement provisoire bourgeois. Après la Révolution socialiste d'Octobre, les troudoviks passèrent dans le camp de la contre-révolution bourgeoise. — P. 10.

6. *Nik. I-ski*, N. Iordanski. — P. 10.

7. *Il s'agit de la deuxième conférence du P.O.S.D.R.* (« *Première Conférence de Russie* ») qui eut lieu à Tammerfors du 3 au 7 (16 au 20) novembre 1906. Trente-deux délégués y assistaient avec voix délibérative : 11 mencheviks, 7 bundistes, 6 bolcheviks, 5 social-démocrates de Pologne et de Lituanie, 3 social-démocrates du Territoire de Lettonie. Les membres du Comité central et de la rédaction de l'Organe central avaient une voix consultative.

La conférence adopta l'ordre du jour suivant : 1) la campagne électorale ; 2) le congrès du parti ; 3) le Congrès ouvrier ; 4) la lutte contre les Cent-Noirs et les pogromes ; 5) les actes de partisans.

Le Comité central menchevique qui avait fait représenter une série d'organisations fictives, assura la majorité aux mencheviks. Cela leur permit d'imposer leurs résolutions sur de nombreuses questions. Les 14 délégués de Pétersbourg, de Moscou, de la région centrale industrielle, de la région de la Volga, des social-démocrates de Pologne et de Lettonie défendirent la ligne bolchevique. La conférence entendit quatre rapports sur la campagne d'élections à la seconde Douma d'Etat. V. Lénine et A. Warski (A. Warszawski) qui représentait la social-démocratie de Pologne et de Lituanie, prirent la parole pour défendre la tactique bolchevique et attaquer la coalition avec les cadets, défendue par les mencheviks.

La tactique menchevique d'alliance avec les cadets fut défendue par L. Martov et le bundiste R. Abramovitch.

Après discussion des rapports, la résolution menchevique : « Sur la tactique du P.O.S.D.R. dans la campagne électorale » fut adoptée par 18 voix contre 14 ; elle admettait l'alliance avec les cadets. Pour contre-balancer cette résolution opportuniste, Lénine présenta, au nom des 14 délégués, une « Opinion particulière », plate-forme bolchevique qui soulignait la nécessité de l'indépendance organisationnelle et idéologique pour le parti de la classe ouvrière. « L'Opinion particulière » admettait la possibilité d'accords provisoires avec les seuls troudoviks et socialistes-révolutionnaires qui représentaient les démocrates petits-bourgeois. Lénine prit la parole à la conférence pour

critiquer le projet menchevique de programme électoral présenté par le Comité central pour être ratifié par la Conférence et présenta de nombreux amendements. Sous la pression des bolcheviks, la conférence adopta une résolution sur la nécessité d'apporter des correctifs au projet de plate-forme électorale.

La Conférence adopta une résolution « Sur l'unité de la campagne électorale dans les localités » avec l'amendement de Lénine, qui limitait l'influence du Comité central menchevique dans l'application locale de la tactique d'alliance avec les cadets.

Lors de la conférence, Lénine insista sur la nécessité de convoquer un congrès extraordinaire du parti. La conférence décida convoquer un congrès ordinaire avant le 15 (28) mars 1907. Bien que les bolcheviks eussent insisté pour que la question de la propagande pour un « congrès ouvrier » fût jugée comme une violation de la discipline du parti, la conférence n'examina pas cette question et se borna à adopter une résolution de compromis « Sur les limites de la propagande pour le congrès ouvrier ».

La question de lutte contre les Cent-Noirs et les pogromes, ainsi que celle d'actes de partisans ne furent pas examinées, faute de temps. La conférence chargea le Comité central de publier dans un bref compte rendu tous les projets de résolution et les opinions particulières. Mais le Comité central menchevique ne publia dans le *Social-Démocrate* que les résolutions de la conférence, en excluant l'opinion particulière des bolcheviks.

Lénine fit l'analyse et la critique des travaux de la conférence dans ses articles « Sur les blocs avec les cadets » et « La lutte contre le « cadétisme » dans la social-démocratie et la discipline du parti. » (Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 315-328, 329-333.) — P. 10

8. *Le Bund* (Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie), fondé en 1897 ; il groupait principalement les artisans juifs semi-prolétaires des régions occidentales de la Russie. Au Ier Congrès du P.O.S.D.R. en 1898, le Bund adhéra au P.O.S.D.R. à titre d'« organisation autonome, indépendante dans les seules questions concernant spécialement le prolétariat juif » (*Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des séances plénières du Comité central*, édition russe, Ire partie, 1954, p. 14).

Le Bund a introduit le nationalisme et le séparatisme à l'intérieur du mouvement ouvrier de Russie. En avril 1901, le IVe Congrès du Bund décida de modifier le principe de l'organisation fixé par le Ier Congrès du P.O.S.D.R. Dans sa résolution, le congrès déclarait qu'il considérait le P.O.S.D.R. comme une union fédérative d'organisations nationales et que le Bund devait y entrer en tant que partie fédérative.

Au IIe Congrès du P.O.S.D.R. après que le congrès eut rejeté la revendication des bundistes qui voulaient faire reconnaître le Bund comme l'unique représentant du prolétariat juif, le

Bund quitta le parti. En 1906, par décision du IVe Congrès (d'« Unification »), le Bund adhéra de nouveau au P.O.S.D.R.

A l'intérieur du P.O.S.D.R., les bundistes soutenaient constamment l'aile opportuniste du parti (« économistes », mencheviks, liquidateurs), combattaient les bolcheviks et le bolchevisme. A la revendication du programme des bolcheviks du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, le Bund opposait celle de l'autonomie nationale et culturelle. Pendant la réaction stolypinienne, le Bund adopta des positions liquidatrices et participa activement à la création du bloc d'Août antiparti. Pendant la première guerre mondiale (1914-1918), les bundistes adoptèrent des positions social-chauvines. En 1917, le Bund soutint le gouvernement provisoire bourgeois et combattit aux côtés des ennemis de la Révolution socialiste d'Octobre. Au cours de l'intervention étrangère et de la guerre civile, les leaders du Bund se joignirent aux forces de la contre-révolution. En même temps, parmi les militants de base du Bund, s'amorçait un revirement en faveur d'une collaboration avec le pouvoir des Soviets. En mars 1921, le Bund décida de se dissoudre. — P. 10.

9. *Cent-Noirs*, bandes monarchistes créées par la police du tsar pour lutter contre le mouvement révolutionnaire. Les Cent-Noirs assassinaient les révolutionnaires, attaquaient les intellectuels progressistes, organisaient des pogromes antisémites. — P. 11.

10. *La conférence des organisations de la ville et de la province de Pétersbourg* se réunit le 6 (19) janvier 1907 afin d'étudier la question des accords électoraux à l'occasion des élections à la IIe Douma d'Etat. 70 délégués (39 bolcheviks et 31 mencheviks) y assistaient. Convaincus que la conférence repousserait la tactique d'alliance avec les cadets, les mencheviks quittèrent celle-ci. Les délégués bolcheviques entendirent le rapport de Lénine sur les accords électoraux et reconnurent qu'un accord avec les cadets était inadmissible sur le plan des principes et politiquement néfaste. — P. 11.

11. *Les socialistes-révolutionnaires* (les s.-r.), parti petit-bourgeois apparu en Russie fin 1901-début 1902, à la suite de l'union de divers groupes et cercles populistes (« Union des socialistes-révolutionnaires », « Parti des socialistes-révolutionnaires », etc.). Les organes officiels de ce parti furent les journaux *Révolutsionnaïa Rossia* [La Russie révolutionnaire] (1900-1905) et la revue *Viestnik Rousskoï Révolutsii* [Messager de la Révolution russe] (1901-1905). Les distinctions de classe entre prolétariat et paysannerie échappaient aux socialistes-révolutionnaires qui estompaient la différenciation de classe et les contradictions au sein de la paysannerie, contestaient le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution. Les conceptions des socialistes-révolutionnaires offraient un mélange éclectique des idées du populisme et du révisionnisme ; les socialistes-révolutionnaires

s'efforçaient, selon l'expression de Lénine, de boucher les « trous du populisme » au moyen de la « critique » opportuniste du marxisme en vogue aujourd'hui (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, p. 320). La tactique de la terreur individuelle, que les socialistes-révolutionnaires prêchaient comme méthode principale de lutte contre l'autocratie, causait un grand préjudice au mouvement révolutionnaire et rendait difficile l'organisation des masses en vue de la lutte révolutionnaire.

Le programme agraire des socialistes-révolutionnaires préconisait l'abolition de la propriété privée de la terre et sa remise aux communes rurales, la mise en œuvre du « principe du travail » et de la « jouissance égalitaire », ainsi que le développement des coopératives. Ce programme que les socialistes-révolutionnaires s'essayaient à présenter comme un programme de « socialisation de la terre », n'avait rien de socialiste. Dans son analyse du programme socialiste-révolutionnaire, Lénine a montré que le maintien de la production marchande et de l'exploitation privée des terres collectives n'élimine pas la domination du capital, ne délivre pas les paysans laborieux de l'exploitation et de la ruine ; la coopération en régime capitaliste ne peut, elle non plus, sauver les petits paysans, car elle sert à enrichir la bourgeoisie rurale. Lénine notait également que la revendication de jouissance égalitaire des terres, sans être socialiste, revêtait toutefois un caractère révolutionnaire, démocratique et progressif, puisqu'elle visait la jouissance seigneuriale de la terre de nature réactionnaire.

Le Parti bolchevique dénonça les tentatives faites par les socialistes-révolutionnaires pour se camoufler en socialistes ; il mena une lutte opiniâtre contre les socialistes-révolutionnaires pour l'influence à exercer sur les paysans, montra le préjudice que leur tactique de terreur individuelle causait au mouvement ouvrier. Cependant, les bolcheviks admettaient, dans certaines conditions, des accords provisoires avec les socialistes-révolutionnaires dans la lutte contre le tsarisme.

Le caractère hétérogène de la classe paysanne engendrait l'instabilité politique et idéologique, la confusion dans le parti socialiste-révolutionnaire en matière d'organisation, des oscillations continuelles entre la bourgeoisie libérale et le prolétariat. Dès l'époque de la première révolution russe, une aile droite se détacha du parti socialiste-révolutionnaire pour former un « parti socialiste-populiste du travail », parti légal (les s.-p.) proche des cadets, cependant que l'aile gauche devint l'union mi-anarchiste de « maximalistes ». A l'époque de la réaction stolypinienne, le parti socialiste-révolutionnaire fut en proie à un total désarroi sur le plan de l'idéologie et de l'organisation. Au cours de la première guerre mondiale, la plupart des socialistes-révolutionnaires se rangèrent aux côtés des social-chauvins.

Après la victoire de la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, les socialistes-révolutionnaires, en accord avec les mencheviks et les cadets, constituèrent le principal appui du gouvernement provisoire contre-révolutionnaire de la bour-

geoisie et des grands propriétaires fonciers. Les leaders du parti (Kérenski, Avksentiev, Tchernov) y entrèrent. Le parti socialiste-révolutionnaire refusa de soutenir les revendications paysannes visant à abolir la propriété seigneuriale de la terre ; les ministres socialistes-révolutionnaires du gouvernement provisoire envoyèrent des expéditions punitives contre les paysans qui s'étaient emparés de ces terres.

L'aile gauche des socialistes-révolutionnaires fonda, fin novembre 1917, un parti indépendant, le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche. Soucieux de maintenir leur influence dans les masses paysannes, les socialistes-révolutionnaires de gauche reconnurent officiellement le pouvoir des Soviets et se mirent d'accord avec les bolcheviks, mais peu après ils déclenchèrent la lutte contre le pouvoir des Soviets.

A l'époque de l'intervention étrangère et de la guerre civile, les socialistes-révolutionnaires entreprirent une action subversive contre-révolutionnaire ; ils soutinrent activement les interventionnistes et les gardes blancs, prirent part aux complots contre-révolutionnaires, se livrèrent à des actes terroristes contre les responsables de l'État soviétique et du Parti communiste. Après la fin de la guerre civile, les socialistes-révolutionnaires continuèrent leur activité hostile à l'État soviétique à l'intérieur du pays, ainsi que dans le camp de l'émigration blanche. — P. 12.

12. « *Retch* » [la Parole], quotidien, organe central du parti cadet ; parut à Pétersbourg à partir du 23 février (8 mars) 1906. Il fut interdit par le Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Petrograd, le 26 octobre (8 novembre) 1917. Jusqu'à août 1918, il continua à paraître sous différents titres : *Nacha Retch* [Notre Parole], *Svobodnaïa Retch* [La Libre Parole], *Vek* [l'Epoque], *Novaïa Retch* [Nouvelle Parole], *Nach Vek* [Notre Epoque]. — P. 13.

13. « *Rodnaïa Zemlia* » [La Terre Natale], hebdomadaire proche des troudoviks ; parut à Pétersbourg de janvier à avril 1907.

Tan (pseudonyme de V. Bogoraz), publiciste, un des organisateurs du « parti socialiste populiste », semi-cadet. — P. 14.

14. La brochure de V. Lénine *Les élections à Pétersbourg et l'hypocrisie des 31 mencheviks* fut publiée à Pétersbourg par les Éditions « Novaïa Douma » et diffusée par le Comité pétersbourgeois du P.O.S.D.R. à 3 000 exemplaires. Pour cette brochure, le C.C. menchevique, malgré l'indignation et le mécontentement des organisations du parti intenta à Lénine un « jugement du parti » qui eut lieu en mars 1907. Lénine s'y dressa en accusateur. Il démasqua l'activité de désorganisation et la politique opportuniste des mencheviks ; le jugement se retourna contre ces derniers (voir le présent tome, p.p. 424-434). Convaincu de sa défaite, le C.C. fut obligé de mettre un terme à l'affaire. — P. 27.

15. *Lidvaliade*, affaire Lidval, gros spéculateur, et Gourko, ministre-adjoint de l'Intérieur. Avec l'aide de ce dernier, Lidval conclut un accord avec le gouvernement selon lequel il devait fournir, d'octobre à décembre 1906, 10 millions de pouds de seigle aux provinces atteintes par la famine. Ayant obtenu de Gourko un accompte considérable sur le paiement que devait lui effectuer l'Etat, Lidval, vers la mi-décembre 1906, n'expédia que moins de $^1/_{10}$ de la quantité de grain à fournir. Quand l'opinion publique apprit que Lidval avait détourné les fonds du Trésor public et s'était livré à des spéculations sur la famine, le gouvernement tsariste fut contraint de le faire juger. Cependant, Gourko se vit seulement éloigner de ses fonctions. La lidvaliade aida à démasquer la politique du gouvernement tsariste dirigée contre le peuple et à tenir en échec les partis de droite lors des élections à la IIe Douma d'Etat.

L'assassinat de Herzenstein : ce député cadet à la Ire Douma d'Etat fut tué par les Cent-Noirs en Finlande le 18 (31) juillet 1906. Bien que nombreux fussent ceux qui connaissaient les coupables, le gouvernement tsariste fit tout pour que ces derniers demeurent impunis. On fit traîner l'enquête, le procès fut plusieurs fois remis et, enfin, le 3 (16) avril 1907, on mit un terme à l'affaire. — P. 33.

16. « *Sévodnia* » [Aujourd'hui], quotidien du soir de tendance libérale ; parut à Pétersbourg en 1906-1908.

Rouss [La Russie], quotidien de tendance libérale, parut à Pétersbourg de 1903 à 1908 avec des interruptions et sous différents noms : *Rouss*, *Molva* [la Rumeur Publique], *XX Vek* [Le XXe siècle].

Strana [Le Pays], quotidien de tendance libérale ; parut à Pétersbourg en 1906-1907. — P. 44.

17. Lénine fait allusion aux instructions et commentaires de la loi du 11 (24) décembre 1905 relatives aux élections à la Douma d'Etat et édictées par le Sénat. En publiant les explications afférentes aux articles de la loi électorale, le Sénat privait du droit de vote différents groupes de la population ouvrière, paysanne et groupes nationaux non russes. — P. 45.

18. *Les octobristes*, membres du parti de l'« Union du 17 octobre », créé en Russie après la publication du manifeste du tsar du 17 octobre 1905. C'était un parti contre-révolutionnaire qui représentait et défendait les intérêts de la grosse bourgeoisie et des propriétaires fonciers capitalistes. Il avait à sa tête A. Goutchkov, industriel connu possédant de nombreux immeubles à Moscou, et un riche propriétaire foncier, M. Rodzianko. Les octobristes soutenaient sans réserve la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste. — P. 46.

19. « *Goloss Prikaztchika* » [La Voix de l'employé du commerce], quotidien des syndicats des employés du commerce ; parut à Pétersbourg d'avril à octobre 1906. En novembre 1906, le journal fut interdit. — P. 48.

20. « *Novoïé Vrémia* » [Temps Nouveaux], quotidien ; parut à Pétersbourg de 1868 jusqu'en octobre 1917. Au début, ce fut un journal libéral modéré, mais après 1875, il devint l'organe des milieux réactionnaires de la noblesse et de la bureaucratie. Le journal lutta non seulement contre le mouvement révolutionnaire, mais aussi contre le mouvement libéral-bourgeois. En 1905, il fut l'un des organes des Cent-Noirs. Lénine qualifiait le *Novoïé Vrémia* de journal vénal typique. — P. 55.

21. L'article *Elections à la curie ouvrière de Pétersbourg* fut publié pour la première fois dans *Prolétari* [le Prolétaire] n° 12, le 25 janvier (7 février) 1907. Un texte plus complet de cet article fut publié dans le journal *Prostyé Rétchi* (n° 3 du 30 janvier (12 février) 1907. — P. 57.

22. *Parti des narodovtsy* (« Narodova democratia », démocratie nationale ou n.-d.), principal parti réactionnaire et nationaliste des hobereaux polonais et de la bourgeoisie, étroitement lié à l'église catholique ; formé en 1897. Les n.-d. dont le mot d'ordre était « l'harmonie des classes » et les « intérêts nationaux » aspiraient à soumettre les masses populaires à leur influence et à les entraîner dans le sillage de leur politique réactionnaire. Professant un nationalisme et un chauvinisme virulents comme moyen de lutter contre le mouvement socialiste et démocratique général du peuple polonais, ils s'efforçaient d'isoler ce dernier du mouvement révolutionnaire russe. Dans la période révolutionnaire de 1905-1907 recherchant des compromis avec le tsarisme sur la base de l'autonomie du Royaume de Pologne, les n.-d. se mirent à soutenir ouvertement le tsarisme et à combattre la révolution « par tous les moyens, y compris la diffamation, les lock-out et l'assassinat » (voir le présent tome, p. 194). Durant la première guerre mondial, les n.-d. apportaient un appui sans réserve à l'Entente escomptant la victoire de la Russie tsariste, la réunion des terres polonaises occupées par l'Autriche et l'Allemagne et l'octroi de l'autonomie à la Pologne dans le cadre de l'Empire russe. La chute du régime tsariste les amena à adopter une orientation profrançaise. Ennemis jurés de la Révolution d'Octobre et du gouvernement soviétique, les n.-d., fidèles en cela à leur position traditionnellement antiallemande, ne soutenaient cependant pas toujours la politique extérieure antisoviétique aventuriste de la clique de Pilsudski au pouvoir en Pologne depuis 1926. — P. 59.

23. *X—V. Tchirkine*, en 1907, fut proche des mencheviks. — P. 64.

24. « *Rousskié Viédomosti* » [Le Courrier russe], quotidien édité à Moscou à partir de 1863 ; il exprimait les idées des intellectuels libéraux modérés ; à partir de 1905, il devint l'organe des cadets de droite ; il fut interdit après la révolution d'octobre 1917, comme les autres journaux contre-révolutionnaires. — P. 72.

25. « *Birjévyé Viédomosti* » [Le Courrier de la Bourse], quotidien bourgeois paraissant à Pétersbourg depuis 1880. Le nom de *Birjevka* (diminutif péjoratif) appliqué à ce journal désignait la presse bourgeoise vendue et dénuée de principes. Il fut interdit fin octobre 1917. — P. 73.

26. « *Zrénié* », [la Vision], hebdomadaire bolchevique légal, édité avec l'étroite collaboration de Lénine, en 1907, à Pétersbourg pendant la campagne pour les élections à la IIe Douma d'Etat. Deux numéros seulement parurent ; ils furent confisqués et le journal interdit. — P. 75.

27. *Union du peuple russe*, ultra-réactionnaire, cent-noire, créée en octobre 1905, à St-Pétersbourg, pour lutter contre le mouvement révolutionnaire. L'« Union » regroupait des propriétaires fonciers réactionnaires, de gros propriétaires de biens immobiliers, des marchands, des policiers gradés, des membres du clergé, des petits bourgeois de la ville, des koulaks, des déclassés et des criminels. Ses chefs étaient V. Bobrinski, A. Doubrovine, P. Krouchévane, N. Markov II, V. Pourichkévitch, etc. Ses organes de presse étaient le *Rousskoïé Znamia* [l'Etendard russe], l'*Obiédinénié* [l'Unité] et la *Groza* [l'Orage]. Des sections de l'« Union » furent ouvertes dans de nombreuses villes de Russie.

L'« Union » défendait l'intangibilité de l'autocratie tsariste, le maintien de l'économie semi-féodale et les privilèges de la noblesse. Son mot d'ordre essentiel était le slogan nationaliste de l'époque du servage : « orthodoxie, autocratie, nation ». La méthode favorite de l'« Union » pour lutter contre la révolution était l'assassinat et les pogromes. Ses membres, avec la protection et la collaboration de la police, rouaient de coups et tuaient impunément des ouvriers révolutionnaires et des représentants de l'intelligentsia démocrate ; ils dispersaient et fusillaient la foule des meetings, organisaient des pogromes contre les Juifs et persécutaient par tous les moyens les nationalités allogènes.

Après la dissolution de la IIe Douma, l'« Union » se divisa en deux organisations : la « Chambre l'Archange saint Michel », dirigée par Pourichkévitch, et qui voulait utiliser la IIIe Douma à des fins contre-révolutionnaires, et l'« Union du peuple russe » proprement dite, dirigée par Doubrovine qui poursuivit sa tactique de terreur non dissimulée. Ces deux organisations cent-noires furent liquidées durant la révolution démocratique bourgeoise de 1917. Après la Révolution socialiste d'Octobre les ex-membres de ces organisations participèrent activement à des mutineries contre-révolutionnaires et à des complots contre le pouvoir des Soviets. — P. 75.

28. « *Nacha Jizn* » [Notre Vie], quotidien de tendance libérale ; parut à Pétersbourg avec des interruptions du 6 (19) novembre 1904 au 11 (24) juillet 1906. — P. 78.

29. Les signes + du tableau désignent les grands-électeurs qui auraient pu voter pour les Cent-Noirs au cas où les voix se seraient partagées de façon égale entre les cadets et le bloc de gauche. — P. 79.

30. « *Télégraf* » [Le Télégraphe], quotidien de tendance libérale, parut à Pétersbourg en janvier-février 1907. — P. 80.

31. « *Troud* » [Le Travail], quotidien bolchevique parut à Pétersbourg en 1907. Les numéros publiés n'ont pas encore été retrouvés. — P. 81.

32. *Zoubatovisme*, politique du « socialisme policier » ; le colonel Zoubatov, chef da la sécurité de Moscou, créa en 1901-1903 des organisations ouvrières légales destinées à détourner les ouvriers de la lutte politique contre l'autocratie. V. Plévé, ministre de l'Intérieur, aida Zoubatov à mettre ces organisations sur pied. Les zoubatoviens voulaient canaliser le mouvement ouvrier dans le sens de revendications économiques limitées, suggérer aux ouvriers l'idée que le gouvernement était prêt à donner satisfaction à ces revendications. La première organisation zoubatovienne, fondée à Moscou en mai 1901, s'intitulait: « Association d'entraide mutuelle des ouvriers dans la production mécanique ». D'autres organisations furent fondées à Minsk, Odessa, Vilno, Kiev, etc.

Les social-démocrates révolutionnaires, tout en dénonçant le caractère réactionnaire du zoubatovisme, utilisaient les organisations ouvrières légales pour entraîner les larges masses ouvrières dans la lutte contre l'autocratie.

L'essor du mouvement révolutionnaire en 1903 contraignit le gouvernement tsariste à dissoudre les organisations zoubatoviennes. — P. 81.

33. « *Nach Mir* » [Notre Monde], revue hebdomadaire menchevique ; parut à Pétersbourg en janvier-février 1907. — P. 83.

34. Il s'agit du compte rendu de l'arrondissement Moskovski (ville de Pétersbourg) sur les élections à la IIe Douma, inséré dans le n° 13 du *Prolétari*.

Il décrit les élections à l'usine Retchkine où les ouvriers n'accordèrent leurs suffrages à un socialiste-révolutionnaire que parce qu'ils refusaient de les donner au candidat menchevique partisan d'un accord avec les cadets. — P. 84.

35. Lettre de Marx à Kugelmann en date du 9 octobre 1866. — P. 103.

36. Lettre de Marx à Kugelmann en date du 6 mars 1868. — P. 103.

37. Lettre de Marx à Kugelmann en date du 5 décembre 1868. — P. 103.

38. Les opinions des fondateurs du marxisme en ce qui concerne les questions fondamentales de la révolution allemande 1848-1849 ont été exposées dans l'ouvrage de F. Engels « La Révolution et la contre-révolution en Allemagne », imprimé sous forme d'articles parus dans le journal *New York Daily Tribune*, du 25 octobre 1851 au 23 octobre 1852 sous la signature de K. Marx qui relisait les articles avant qu'ils soient envoyés au journal. C'est seulement en 1913, après la publication de la correspondance entre Marx et Engels, que l'on apprit que cet ouvrage était dû à Engels. — P. 104.

39. Lettre de Marx à Kugelmann du 3 mars 1869. — P. 104.

40. *Brentanisme*, courant politique, fondé par l'économiste bourgeois allemand Lujo Brentano (1844-1931). Celui-ci préconisait « la paix sociale » dans la société capitaliste. Selon lui, il serait possible de surmonter les contradictions sociales du capitalisme sans recourir pour autant à la lutte de classe ; par l'organisation de syndicats réformistes et par une législation ouvrière on peut trouver une solution à la question ouvrière, concilier les intérêts des ouvriers et ceux des capitalistes. — P. 105.

41. *Strouvisme ou marxisme légal*, déformation bourgeoise-libérale du marxisme. Courant social et politique indépendant surgi dans les années 90 du XIXe siècle, parmi les intellectuels bourgeois libéraux en Russie.

A cette époque, le marxisme était assez largement répandu en Russie et les intellectuels bourgeois commencèrent à prêcher leurs conceptions sous couleur de marxisme dans la presse légale. D'où leur nom de « marxistes légaux ».

Critiquant les populistes en tant que défenseurs de la petite production, les « marxistes légaux » tentèrent d'utiliser dans cette lutte le marxisme vidé de tout esprit révolutionnaire. Ils s'efforçaient de subordonner le mouvement ouvrier aux intérêts de la bourgeoisie. Ils rejetaient l'essentiel du marxisme : la théorie de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. P. Strouvé, chef des « marxistes légaux », chantait les louanges du capitalisme et, à la place de la lutte révolutionnaire contre le régime bourgeois, il appelait à « reconnaître notre inculture et à aller nous instruire auprès des capitalistes ». Les « marxistes légaux » faisaient la révision des principes fondamentaux du marxisme du point de vue de l'objectivisme bourgeois, du kantisme et de l'idéalisme subjectif.

Lénine, le premier, sut voir la nature libérale bourgeoise du « marxisme légal ». Dès 1893, dans son ouvrage *A propos de la question dite des marchés*, tout en dénonçant les conceptions des populistes libéraux, Lénine critiqua les idées des représentants du « marxisme légal » naissant. Les marxistes russes se heurtèrent pour la première fois à ces ennemis camouflés qui se disaient marxistes et qui, en réalité, vidaient le marxisme de tout contenu révolutionnaire.

Toutefois, au cours de leur lutte contre les populistes, les marxistes révolutionnaires russes concluaient parfois des accords temporaires avec les « marxistes légaux » et faisaient paraître leurs articles dans leurs revues. Lénine soumit le « marxisme légal » à une critique résolue, dans son *Contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé* ; il le qualifia de reflet du marxisme dans la littérature bourgeoise, et dénonça les « marxistes légaux » en tant qu'idéologues de la bourgeoisie libérale. La définition de Lénine devait par la suite se justifier pleinement. Les « marxistes légaux » devinrent des cadets en vue, puis des gardes blancs virulents.

La lutte décisive menée par Lénine contre « le marxisme légal » en Russie était aussi une lutte contre le révisionisme international et fut un exemple de l'intransigeance à adopter à l'égard de toute altération de la théorie marxiste. — P. 105.

42. *Sombartisme*, courant libéral bourgeois ; V. Sombart, économiste bourgeois allemand, un des idéologues du libéralisme. « Sombart, a écrit Lénine, a substitué le brentanisme au marxisme en utilisant la terminologie de Marx, en citant les affirmations isolées de Marx, en accommodant le marxisme » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 10, p. 268). — P. 105.

43. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. I. pp. 521-523. — P. 106.

44. Lettre de Marx à Kugelmann du 12 avril 1871. — P. 108.

45. Lénine veut parler ici d'un ouvrage de K. Marx *La guerre civile en France* (K. Marx et F. Engels, Œuvres chosies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou, 1964, t. 1, pp. 501-581). — P. 108.

46. Lettre de Marx à Kugelmann du 17 avril 1871. — P. 109.

47. *Nationalistes autonomistes* : Lénine désigne les députés de la Pologne à la IIe Douma d'Etat. — P. 110.

48. *Famoussov*, personnage de la comédie de Griboïédov *Le malheur d'avoir trop d'esprit*. — P. 112.

49. *Krouchévane P.*, un des chefs de l'« Union du peuple russe », organisation cent-noire. — P. 113.

50. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. I, pp. 133-135. — P. 114.

51. « *Ternii Trouda* » [Les Epines du travail], hebdomadaire légal bolchevique, parut à Pétersbourg du 24 décembre 1906 (6 janvier 1907) au 6 (19) janvier 1907 avec la collaboration active de

Lénine. Tous les trois numéros furent confisqués par la police ; par arrêté du Palais de Justice de Pétersbourg, cette publication fut interdite. — P. 118.

52. A Saratov et à Nijni-Novgorod, au premier tour des élections à la IIe Douma, ce furent les candidats du bloc de gauche qui remportèrent la victoire. A Saratov sur 80 grands-électeurs il y eut 65 gauches et 15 cadets élus ; à Nijni-Novgorod, 39 gauches, 38 cadets et 3 octobristes. — P. 124.

53. *La conférence des organisations social-démocrates de Pétersbourg (de la ville et de la province)* eut lieu en février 1907 avec la participation exclusive de bolcheviks : 27 délégués avec voix délibérative et 14 avec voix consultative. La conférence sanctionna l'ordre du jour suivant : 1) Les prochaines élections de députés à la Douma d'Etat dans la ville de Pétersbourg et la curie ouvrière. 2) La campagne et la tactique de la social-démocratie à la Douma. 3) La campagne pour le congrès, c'est-à-dire la préparation du congrès du Parti. 4) La réorganisation de l'organisation de Pétersbourg. 5) Le jugement concernant Lénine (il s'agit du jugement prononcé par le comité central menchevique contre Lénine accusé d'avoir publié la brochure : *Les élections à Pétersbourg et l'hypocrisie des 31 mencheviks.* 6) Attitude à l'égard des mencheviks qui se sont séparés. 7) Littérature de propagande à Pétersbourg.

Après examen du premier point, la conférence désigna deux candidats à la députation et élit une commission chargée de rédiger un projet d'instructions aux délégués, grands-électeurs et députés ouvriers.

Sur le second point, Lénine présenta un rapport que la conférence approuva ; elle ratifia les principes fondamentaux de la structure de l'organisation pétersbourgeoise, élaborés par le Comité de Pétersbourg.

Pour le point 5, la conférence accorda un soutien sans réserve à Lénine ; elle reconnut que les mencheviks étaient coupables d'avoir provoqué la scission de l'organisation social-démocrate pétersbourgeoise à la veille des élections et condamna les actes scissionnistes de F. Dan, membre du Comité central menchevique. Elle décida de former une commission chargée de contrôler la presse du parti, de déléguer des représentants de l'organisation pétersbourgeoise auprès de la rédaction du *Prolétari* et de *Vpériod*. La conférence élut enfin des délégués à une conférence qui devait réunir les représentants de plusieurs organisations bolcheviques et qui rédigerait une plate-forme pour le Ve Congrès du P.O.S.D.R. — P. 125.

54. Dans les débats qui suivirent le rapport de Lénine, il fut demandé s'il ne convenait pas de limiter l'accord du Parti social-démocrate avec la démocratie révolutionnaire exclusivement aux périodes de combat (insurrection, grève) et « s'il n'était pas nécessaire, dans ces cas, d'avoir une organisation révolutionnaire commune et unique. » — P. 129.

55. *Projets de résolutions pour le cinquième Congrès du P.O.S.D.R.*, publiés dans le journal *Prolétari* n° 14 du 4 mars 1907 avec la présentation suivante de la rédaction : « La réunion groupant les représentants du Comité de Pétersbourg, du Comité de Moscou-ville, du Comité de Moscou-province, du Bureau régional de la zone industrielle du centre, et ceux de la rédaction du *Prolétari* ont rédigé du 15 au 18 février les projets de résolutions suivants pour le congrès ; ces textes serviront de base de discussion et de préparation du congrès sur quelques-uns des problèmes majeurs de la tactique. » Les procès-verbaux de ladite réunion n'ont pas été conservés.

Les *Projets de résolutions pour le Ve Congrès du P.O.S.D.R.* furent publiés (partiellement seulement) les 25 et 27 février 1907 dans le journal bolchevique légal *Novy Loutch* nos 6 et 7, ainsi que dans le recueil bolchevique *Questions de tactique* (fasc. II), paru en avril 1907. Les *Projets de résolutions* furent reproduits toujours partiellement par le Comité de Moscou du P.O.S.D.R. avec quelques modifications d'ordre rédactionnel. — P. 131.

56. *Le Conseil de la noblesse unifiée*, organisation contre-révolutionnaire de propriétaires féodaux créée en mai 1906 lors du premier congrès de délégués des sociétés provinciales de la noblesse. Son existence se prolongea jusqu'en octobre 1917. Le but essentiel de l'organisation était la défense du régime autocratique, de la grosse propriété foncière et des privilèges de la noblesse. Lénine a surnommé le Conseil de la noblesse unifiée « Conseil des féodaux unifiés ». Cette organisation devint pratiquement un organe semi-gouvernemental qui dictait au gouvernement des mesures législatives destinées à défendre les intérêts des féodaux. Un nombre considérable de membres du Conseil de la noblesse unifiée fit partie du Conseil d'Etat et des organes directeurs des organisations cent-noires. — P. 134.

57. *Parti des gros commerçants et industriels*, parti des gros capitalistes, contre-révolutionnaire ; fut fondé à Moscou après la publication du manifeste du 17 octobre 1905, par de gros capitalistes G. Krestovnikov, V. Riabouchinski, etc. Se déclarant partisan du manifeste du 17 octobre, le parti exigeait l'instauration d'un puissant pouvoir d'Etat afin d'écraser le mouvement révolutionnaire ; il se prononçait contre la convocation d'une assemblée constituante, contre la nationalisation des terres, l'introduction de la journée de huit heures et le droit de grève. Aux élections à la Ire Douma d'Etat il fit bloc avec les octobristes. A la fin de 1906, le parti des gros commerçants et industriels décida de se dissoudre, la plupart de ses membres entra à l'« Union du 17 Octobre ». — P. 135.

58. *Parti de la « rénovation pacifique »*, organisation constitutionnelle de tendance monarchique de la grosse bourgeoisie et des propriétaires fonciers ; s'est définitivement formé en 1906 après la dissolution de la Ire Douma d'Etat. Le parti réunissait

les octobristes de gauche et les cadets de droite. Son programme le rapprochait beaucoup des octobristes... L'activité de ce parti était dirigée vers la défense des intérêts de la bourgeoisie commerçante et industrielle et des propriétaires fonciers gérant leur exploitation à la manière capitaliste. Lénine disait du parti de la « rénovation pacifique » qu'il était celui de la « spoliation pacifique », car l'activité de ce parti visait à « défendre plus sûrement, subtilement et habilement, plus solidement de l'intérieur et plus imperceptiblement de l'extérieur, les *droits* de la noblesse russe bien née, au sang et à la sueur des millions de moujiks »... (Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, p. 50).

A la IIIe Douma d'Etat, le parti de la « rénovation pacifique » s'unit au parti dit des « réformes démocratiques » dans le groupe des « progressistes ». — P. 135.

59. *Socialistes-populistes*, membres du parti du Travail populiste socialiste, petit-bourgeois, qui s'était séparé de l'aile droite du parti des socialistes-révolutionnaires (s.-r.) en 1906. Ils défendaient les intérêts des koulaks, se prononçaient en faveur d'une nationalisation partielle des terres avec rachat aux propriétaires et répartition entre les paysans, selon la norme du travail. Les socialistes-populistes étaient d'avis de faire bloc avec les cadets. — P. 136.

60. Lénine évoque ici la lutte héroïque du prolétariat de Lodz de décembre 1906 à mars 1907, contre le lock-out décidé par les fabricants de Lodz afin de retirer aux ouvriers tout ce que la révolution leur avait apporté. 30 000 ouvriers participèrent à cette lutte qui dura trois mois. Les ouvriers de Varsovie, de Pétersbourg, de Moscou et d'autres villes vinrent en aide à ceux de Lodz. Ils recueillirent des souscriptions en faveur des ouvriers de Lodz, appelèrent à soutenir les grévistes, etc. Cependant, la résistance des ouvriers de Lodz fut brisée par la famine et les répressions. — P. 139.

61. L'idée de la convocation d'un « congrès ouvrier » présentée par P. Axelrod et soutenue par les autres mencheviks, consistait en la réunion d'un congrès des représentants des organisations ouvrières, qui aurait servi à fonder un « parti ouvrier élargi » légal où seraient entrés les social-démocrates, les s.-r. et les anarchistes. En fait, cela aurait signifié la liquidation du P.O.S.D.R. qui aurait été remplacé par une organisation sans-parti. On trouvera une critique de l'idée menchevique d'un « congrès ouvrier » dans les ouvrages de Lénine : « L'esprit petit-bourgeois dans le milieu révolutionnaire », « La crise du menchevisme », « Les guerriers intellectuels contre la domination de l'intelligentsia », « Un désarroi courroucé (A propos du congrès ouvrier) ». (Œuvres Paris-Moscou, t. 11, pp. 250-261, 353-379 et le présent tome, pp. 315-318, 319-331). — P. 139.

62. Les éditions d'Odessa « Osvobojdénié Trouda » (Le travail libéré) ont publié en 1907 un recueil d'articles consacrés à la question ouvrière parmi lesquels se trouvait un article (anonyme) intitulé «A propos du Congrès ouvrier» soutenant la propagande en faveur du congrès ouvrier. — P. 140.

63. Il s'agit de la résolution «Sur la question des limites de la propagande en faveur du Congrès ouvrier » prise par la Deuxième Conférence du P.O.S.D.R. (« Première pour toute la Russie ») (Voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des séances plénières du Comité central*, première partie, 1954, p. 143). — P. 140.

64. En septembre 1906 eut lieu une réunion d'ouvriers des différents quartiers de Pétersbourg qui examina la question du « congrès ouvrier ». Une résolution condamnant l'idée menchevique de « congrès ouvrier » fut adoptée par 74 voix contre 11. La résolution indiquait que la propagande en faveur d'un « congrès ouvrier » sans-parti équivalait à « estomper la différence entre le parti et la classe, à rabaisser la conscience social-démocrate au niveau des couches peu évoluées du prolétariat » et « ne pouvait que porter préjudice à la cause du prolétariat ». Cette résolution fut publiée le 8 septembre 1906 dans le *Prolétari* n° 3.

En septembre de la même année eut lieu la seconde conférence des organisations social-démocrates de la Russie centrale, qui groupait des représentants de Moscou, du Comité de Moscou-province, de Kostroma, d'Ivanovo-Voznessensk, de Briansk, de Nijni-Novgorod, de Tver, de Sormovo, de Smolensk, d'Iaroslavl, d'Orel, d'Eletz, de l'organisation de Tver-province, de Vologda, de Tambov, ainsi que du Comité central et de la rédaction du *Prolétari*. La conférence examina entre autres la question du « congrès ouvrier ». Ce fut le représentant du *Prolétari* qui donna lecture du rapport. A la majorité des voix, la conférence adopta une résolution déclarant que la propagande en faveur du « congrès ouvrier » sans-parti était une « action démagogique nuisible qui détournait les ouvriers conscients du travail de cohésion et de renforcement de leur parti social-démocrate ». — P. 140.

65. « *L'Humanité* », quotidien fondé en 1904 par J. Jaurès, organe du Parti socialiste. En 1905, *l'Humanité* salua la révolution russe naissante, exprima la solidarité du peuple français avec « la nation russe qui faisait son 1789 ». Le journal organisa des collectes au profit de la révolution russe. Durant la première guerre mondiale (1914-1918), *l'Humanité* qui se trouvait entre les mains de l'aile socialiste d'extrême droite occupa des positions chauvines.

En 1918, la direction politique du journal fut prise par Marcel Cachin, éminente personnalité du mouvement ouvrier français et international. De 1918 à 1920, il s'éleva contre la politique impérialiste du gouvernement français qui avait lancé

ses forces armées contre la République des Soviets. A dater de décembre 1920, c'est-à-dire après la scission du Parti socialiste et la formation du Parti Communiste Français, *l'Humanité* devint son organe central. Au début de la seconde guerre mondiale, en août 1939, le gouvernement français fit interdire *l'Humanité* qui fut alors publiée illégalement. Durant l'occupation hitlérienne (1940-1944), *l'Humanité* parut clandestinement et joua un rôle de premier plan dans la lutte pour la libération de la France.

Depuis la fin de la guerre, *l'Humanité* lutte inlassablement pour consolider l'indépendance nationale de la France, assurer l'unité d'action de la classe ouvrière, renforcer la paix et l'amitié entre les peuples, défendre la démocratie et le progrès social. — P. 142.

66. *Le Parti social-démocrate ouvrier de Lettonie* fut fondé en juin 1904. De 1905 à 1907, le parti dirigea les actions révolutionnaires des ouvriers. Au IVe Congrès d'Unification (1906), il fit partie du P.O.S.D.R. en tant qu'organisation nationale. Après le congrès, ce parti fut nommé Parti social-démocrate de Lettonie. — P. 142.

67. *La Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie* (S.D.R.P. et L.), parti révolutionnaire de la classe ouvrière polonaise, fondé en 1893 en tant que Social-démocratie du Royaume de Pologne ; à partir d'août 1900, après le congrès de l'organisation s.-d. du Royaume de Pologne et de Lituanie où se produisit la fusion des s.-d. polonais et d'une partie des Lituaniens, ce parti devint la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie. Ce parti eut le mérite de diriger le mouvement ouvrier polonais vers une union avec le mouvement ouvrier russe et de lutter contre le nationalisme.

Au cours de la révolution de 1905-1907, la S.D.R.P. et L. mena la lutte avec des mots d'ordre proches de ceux des bolcheviks ; cependant, la S.D.R.P. et L. ne comprenait pas la théorie léniniste de la révolution socialiste ni le rôle dirigeant du parti dans la révolution démocratique ; elle n'appréciait pas à sa juste valeur le rôle de la paysannerie en tant qu'alliée de la classe ouvrière ni la portée du mouvement de libération nationale. Au IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R., la S.D.R.P. et L. fit partie du P.O.S.D.R. en tant qu'organisation territoriale. — P. 142.

68. Il s'agit de la scission provoquée par les mencheviks à la conférence de l'organisation de ville et de province de Pétersbourg du P.O.S.D.R., réunie à Terioki le 6 (19) janvier 1907. Lors de la vérification des mandats, on se rendit compte que dans certains sous-secteurs d'où venaient surtout des mencheviks, on n'avait pas respecté la résolution du Comité de Pétersbourg qui exigeait que les élections des délégués à la conférence ne se fassent qu'après que les membres du parti aient discuté de l'éventualité d'un accord avec les cadets. De tels mandats ne

furent pas jugés valables par la conférence. Cette dernière repoussa à la majorité des voix la proposition du représentant du C.C. qui voulait partager la conférence en deux parties (de ville et de province) conformément aux circonscriptions électorales existantes, car cette proposition avait pour but la création d'une prédominance menchevique artificiellement acquise, lors de la conférence. Les mencheviks utilisèrent ces décisions comme prétexte à leur rupture avec la social-démocratie révolutionnaire et à un compromis avec les cadets ; ils se retirèrent de la conférence et, ce faisant, ils provoquèrent une scission au sein de l'organisation pétersbourgeoise à la veille des élections.

Les autres délégués décidèrent de continuer les travaux de la conférence. Lénine fit un exposé sur la question des accords électoraux lors des élections à la Douma. La conférence se refusa à faire bloc avec les cadets et prit la décision de maintenir, pendant les élections, l'accord avec les s.-r. et les troudoviks à condition que ces derniers renoncent à toute union avec les cadets. — P. 143.

69. Il s'agit de la réunion d'information sur la question des accords électoraux qui se tint à Pétersbourg à la fin décembre 1906 (début janvier 1907). Des représentants des cadets, des s.-r., des socialistes-populistes, des troudoviks et un représentant du C.C. du P.O.S.D.R., le menchevik F. Dan, assistèrent à cette réunion. En outre, deux représentants du comité pétersbourgeois du P.O.S.D.R. y furent présents dans un but d'information sur les propositions des partis bourgeois en ce qui concernait les accords électoraux. L'assemblée des militants bolcheviques des arrondissements de Pétersbourg, qui se tint à la fin janvier (début février) 1907 et à laquelle assistèrent 234 membres de l'organisation pétersbourgeoise, qualifia la déclaration de Dan devant les représentants des partis bourgeois de « promesse de réaliser la scission de l'organisation s.-d. pétersbourgeoise » (*Prolétari* n° 13, 11 février 1907). — P. 143.

70. *Socialistes-millerandistes*, représentants du courant opportuniste au sein de la social-démocratie, le millerandisme, d'après le nom du socialiste-réformiste français Millerand qui, en 1899, fit partie du gouvernement bourgeois réactionnaire en France, où il occupa le poste de ministre du commerce et soutint une politique dirigée contre le peuple. La participation de Millerand à un gouvernement bourgeois montra de façon éclatante la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie menée par les leaders opportunistes de la social-démocratie, leur refus de la lutte révolutionnaire, leur trahison des intérêts des classes travailleuses. En qualifiant le millerandisme de révisionnisme et d'apostasie, Lénine montrait que les socialistes-réformistes, en entrant dans un gouvernement bourgeois, étaient devenus des prête-noms, un paravent pour les capitalistes, un instrument grâce auquel ce gouvernement pouvait tromper les masses. — P. 144.

71. *Parti des réformes démocratiques*, parti de la bourgeoisie libérale monarchiste ; fondé au début de 1906 à l'époque des élections à la Ire Douma d'Etat et comprenant les éléments qui jugeaient le programme des cadets trop à gauche. Ce parti cessa d'exister fin 1907. — P. 144.

72. L'article *Ouverture de la deuxième Douma d'Etat* fut publié le 20 février 1907 en éditorial au n° 1 du *Novy Loutch*. *Novy Loutch* [Le Nouveau Rayon], quotidien politique et littéraire bolchevique, parut légalement à Pétersbourg du 20 au 27 février (5 au 12 mars) 1907, sous la direction de Lénine. Le journal donnait de larges informations sur la vie politique du pays, sur le mouvement ouvrier ; il faisait une critique acérée de la politique opportuniste des mencheviks et dénonçait le caractère contre-révolutionnaire de la bourgeoisie libérale, l'indécision et les flottements des partis petits-bourgeois. Presque tous les numéros contenaient des articles de Lénine. Les nos 6 et 7 des 25 et 27 février 1907 publièrent les projets de résolutions bolcheviques pour le Ve Congrès du Parti.

Après le 7e numéro, le gouvernement tsariste fit interdire la publication du *Novy Loutch* et intenta un procès à ses éditeurs. — P. 149.

73. L'article *La deuxième Douma et les tâches du prolétariat* parut le 23 février 1907 dans le n° 2 du *Rabotcht*.

Rabotcht [l'Ouvrier], journal bolchevique illégal, organe des organisations social-démocrates locales des arrondissements Vyborgski et Pétersbourgski de la ville de Pétersbourg. La publication commença le 13 (26) février 1907 sur décision du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R., à titre d'organe populaire de masse. En avril 1907, l'organisation de combat près le Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. prit part à sa publication. V. Lénine, E. Iaroslavski et d'autres journalistes collaborèrent au *Rabotchi*. Début juin 1907, la police mit son imprimerie à sac et la parution fut arrêtée. — P. 153.

74. Le 9 janvier 1905, plus de 140 000 ouvriers de Pétersbourg se dirigèrent vers le Palais d'Hiver pour adresser une pétition au tsar. C'était une manifestation pacifique, avec gonfalons et icônes. Le défilé avait été organisé par un agent secret de la police du tsar, le pope Gapon, à la suite de la grève des ouvriers de Pétersbourg qui avait commencé le 3 (16) janvier 1905 à l'usine Poutilov et qui, le 7 (20) janvier, s'était transformée en grève générale. Les bolcheviks avaient démasqué Gapon et prévenu les gens contre son entreprise en démontrant que le tsar pouvait organiser une répression sanglante contre les ouvriers.

Les craintes des bolcheviks se justifièrent. Sur l'ordre du tsar les troupes accueillirent les manifestants, des ouvriers sans armes avec leurs femmes et leurs enfants, par un tir d'armes à feu, à coups de sabres et de fouets. Plus de mille per-

sonnes furent tuées, près de cinq mille blessées. Le 9 janvier qui fut appelé le Dimanche Sanglant marqua le début de la révolution de 1905. — P. 154.

75. *La grève d'octobre en Russie*, la grève politique générale d'octobre 1905, en Russie, fut l'une des étapes les plus importantes de la révolution de 1905-1907. Le nombre des grévistes s'éleva à plus de deux millions de personnes. La grève d'octobre se déroula sous les mots d'ordre de renversement de l'autocratie, de boycottage actif de la Douma de Boulyguine, de convocation d'une assemblée constituante et de l'instauration d'une république démocratique.

Effrayé par l'ampleur du mouvement révolutionnaire, le gouvernement tsariste publia le 17 (30) octobre un manifeste promettant des « libertés civiques » et une Douma « législative ».

Au cours de la grève générale, des Soviets des députés ouvriers apparurent dans de nombreuses villes du pays. Ils furent créés pour diriger certaines grèves, puis ils devinrent des organes chargés de préparer l'insurrection, les germes du nouveau pouvoir.

La grève générale d'octobre, en Russie, montra la force de la classe ouvrière et l'éveil toujours croissant de sa conscience politique, elle activa le développement de la lutte révolutionnaire dans les campagnes, à l'armée et dans la flotte, elle conduisit le prolétariat vers l'insurrection armée. Voir l'article de Lénine « La grève générale politique en Russie » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 405-408). — P. 154.

76. Il s'agit de l'insurrection armée de décembre, à Moscou, en 1905 au moment de la première révolution russe. Après Moscou, en décembre 1905 et en janvier 1906, l'insurrection se propagea dans d'autres villes : Nijni-Novgorod, Rostov-sur-le-Don, Novorossiisk, Ekatérinoslav, Perm (Motovilikha) Oufa, Krasnoïarsk, Tchita, dans le Donbass. D'importantes interventions armées se produisirent en Transcaucasie, en Pologne, dans les pays baltes, en Finlande. Mais tous ces soulèvements isolés furent cruellement écrasés par le gouvernement tsariste. L'insurrection armée de décembre fut le point culminant de la révolution de 1905-1907. Voir l'article de Lénine « Les enseignements de l'insurrection de Moscou » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 170-178). — P. 154.

77. « *Rousskaïa Jizn* » [La Vie Russe], quotidien légal de tendance cadette de gauche ; parut à Pétersbourg à partir du 1er (14) janvier 1907. Le 14 (27) février, à partir du n° 38, le journal passa aux mains des mencheviks. Il compta parmi ses collaborateurs P. Axelrod, F. Dan, V. Zassoulitch, L. Martov, G. Plékhanov, etc. Le 2 (15) mars, il fut interdit. — P. 158.

78. Il s'agit du deuxième Congrès (extraordinaire) du parti des socialistes-révolutionnaires qui se tint à Tampere du 12 au

15 (25-28) février 1907. Le congrès marqua son désir de voir le parti des socialistes-révolutionnaires intervenir à la Douma d'État en tant que groupe séparé, tandis que les députés s.-r. maintiendraient un accord constant avec l'extrême-gauche de la Douma et, en ce qui concerne les questions de politique générale, avec toute l'opposition de la Douma, c'est-à-dire avec les cadets également. Etant donné la participation à la Douma, le congrès jugea nécessaire de procéder à un relâchement temporaire de la terreur. — P. 162.

79. « *Sovrémennaïa Retch* » [La Parole contemporaine], quotidien de tendance libérale, bourgeoise parut à Pétersbourg de janvier à mai 1907, soutenait les cadets. — P. 162.

80. Il s'agit ici des pourparlers secrets entre les cadets et le gouvernement autocratique, qui ne furent découverts qu'en 1911 par suite du meurtre de Stolypine. La révélation des pourparlers des « personnalités » publiques » (cadets, partisans de la rénovation pacifique, octobristes) avec l'autocratie confirma pleinement l'avis de Lénine sur les cadets ; il voyait en eux le parti de la bourgeoisie libéralo-monarchiste.

Les pourparlers entre Witte et ces « personnalités », pourparlers auxquels prirent part Goutchkov, le prince Troubetskoï, Stakhovitch, Chipov et le prince Ouroussov, commencèrent dès la publication du manifeste du 17 octobre 1905. La question de l'entrée de certaines de ces « personnalités » dans le cabinet des ministres fut l'objet de ces pourparlers. Ces derniers se terminèrent par un échec, car les cadets craignirent que par suite d'un énorme élan de la révolution populaire ils ne puissent demeurer au pouvoir.

A la veille de la dissolution de la première Douma d'Etat. le gouvernement, par l'entremise de Stolypine et du général Trépov, proposa au leader des cadets Milioukov la direction du « gouvernement responsable ». A nouveau les pourparlers n'aboutirent pas, car l'entrée des cadets au gouvernement tsariste aurait signifié la dispersion de la Douma, ce qui aurait fait perdre aux cadets le soutien des masses de la petite bourgeoisie qui avaient voté pour eux. Après la dissolution de la première Douma d'Etat, le gouvernement s'adressa à nouveau à ces « personnalités » dont il espérait obtenir l'aide afin d'écraser définitivement la révolution. Le 15 (28) janvier Milioukov rendit visite à Stolypine. Cependant, après s'être rendu compte de la totale impuissance de la bourgeoisie, l'autocratie interrompit les pourparlers. « Le tsarisme invita la bourgeoisie à des pourparlers, écrivait Lénine, à un moment où la révolution paraissait encore forte et, peu à peu, il repoussa, d'un coup de botte de soldat, *tous* les chefs de la bourgeoisie, d'abord Mouromtsev et Milioukov, puis Heiden et Lvov, enfin Goutchkov, lorsque la révolution cessa d'exercer une pression par le bas » (Œuvres, 4e éd. russe, t. 17, p. 225).

Sur les pourparlers des cadets et de l'autocratie, voir les articles de Lénine « Stolypine et la révolution », « Le début des révélations sur les pourparlers du parti cadet avec les ministres » (Œuvres, 4e éd. russe, t. 17, pp. 217-225, 379-386). — P. 165.

81. « *Premier Recueil* », recueil bolchevique qui dressait le bilan de la Ire Douma et analysait les perspectives de la IIe; parut en 1907 aux Editions « Novaïa Douma ». Le recueil reproduisait des articles de Lénine tirés des journaux bolcheviques *Volna*, *Vpériod* et *Ekho* : « Le groupe ouvrier à la Douma d'Etat », « A l'occasion de l'adresse des députés ouvriers », «Vers l'unité ! », « A propos de la déclaration de notre fraction à la Douma », « Les partis de la Douma et le peuple ». — P. 172.

82. Lénine fait allusion à la Douma d'Etat à pouvoir consultatif; le tsar avait chargé A. Boulyguine, ministre de l'Intérieur, de rédiger un projet de loi relatif à la convocation de cette assemblée. Un manifeste du tsar, une loi sur l'institution de la Douma d'Etat et un règlement des élections étaient publiés le 6 (19) août 1905. Le droit de vote pour les élections à cette Douma fut seulement accordé aux propriétaires fonciers, aux gros capitalistes et à un petit nombre de paysans propriétaires. Sur les 412 postes de députés prévus par la loi, les paysans n'avaient droit qu'à 51 postes en tout. La majorité de la population — ouvriers, paysans pauvres, ouvriers agricoles, intellectuels démocrates — était privée du droit de vote. Les élections étaient interdites aux femmes, au contingent, aux personnes poursuivant des études, aux personnes âgées de moins de vingt-cinq ans et à une série de nationalités opprimées. La Douma d'Etat n'avait le droit d'adopter aucune loi mais seulement de discuter certaines questions en qualité d'organe consultatif. Lénine écrivit à propos de la Douma de Boulyguine qu'elle « est la contrefaçon la plus insolente d'une « représentation populaire » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, p. 199).

Les bolcheviks appelèrent les ouvriers et les paysans à boycotter activement la Douma de Boulyguine et concentrèrent toute leur campagne d'agitation autour des mots d'ordre suivants : insurrection armée, armée révolutionnaire, gouvernement révolutionnaire provisoire. Les mencheviks considéraient qu'il était possible de participer aux élections et prirent parti pour la collaboration avec la bourgeoisie libérale.

La campagne de boycottage fut utilisée par les bolcheviks pour la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires, pour des grèves politiques de masse et pour la préparation de l'insurrection armée. Les élections à la Douma de Boulyguine n'eurent pas lieu et le gouvernement ne put convoquer l'assemblée. La Douma fut balayée par la montée

de la révolution et la grève politique générale d'octobre 1905.

Sur la question de la Douma de Boulyguine, voir les articles suivants de Lénine : « Le bazar constitutionnel », « Le boycottage de la Douma de Boulyguine et l'insurrection », « Union du tsar avec le peuple et du peuple avec le tsar », « A la remorque de la bourgeoisie monarchiste ou à la tête du prolétariat révolutionnaire et des paysans » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 353-357 ; t. 9, pp. 181-189, 195-204, 217-299). — P. 175.

83. Il s'agit de l'« *Iskra* » *menchevique*. Le IIe Congrès du Parti désigna V. Lénine, G. Plékhanov et L. Martov comme rédacteurs de l'Organe central. Toutefois, le menchevik Martov, à l'encontre de la décision du congrès, refusa d'occuper son poste en l'absence des ex-rédacteurs menchéviques (P. Axelrod, A. Potressov, V. Zassoulitch) que n'avait pas réélus le IIe Congrès. Les nos 46 à 51 sortirent sous la direction de Lénine et Plékhanov. Par la suite, ce dernier adopta des positions menchéviques et exigea la réintégration des ex-rédacteurs menchéviques repoussés par le congrès. Lénine ne pouvait accepter et, le 19 octobre (1er novembre) 1903, il quitta l'*Iskra* ; il fut coopté au Comité central du parti d'où il mena la lutte contre les opportunistes menchéviques. Le 52e numéro de l'*Iskra* parut sous la direction unique de Plékhanov ; le 13 (26) novembre 1903 ce dernier, sur sa seule initiative, violant la volonté du IIe Congrès du parti, coopta à la rédaction de l'*Iskra* les ex-rédacteurs menchéviques Axelrod, Potressov et Zassoulitch. A partir du 52e numéro, l'*Iskra* avait cessé d'être l'organe de combat du marxisme révolutionnaire. Les mencheviks en firent l'organe de la lutte contre le marxisme, contre le parti, une tribune d'où était prêché l'opportunisme. L'*Iskra* cessa de paraître en octobre 1905. — P. 175.

84. « *Novyé Sily* » [Forces Nouvelles], quotidien des troudoviks, parut à Pétersbourg à partir du 16 février (1er mars) 1907 ; il y eut 9 numéros. Le 27 février (12 mars), le journal fut interdit.

L'article dont parle Lénine, « Les bolcheviks et « la petite bourgeoisie », fut inséré sans signature dans le n° 7 du 23 février (8 mars) 1907. — P. 176.

85. Les « *quatre impératifs* », appellation abrégée pour désigner un système électoral démocratique, qui comporte quatre points : suffrage universel, égal, direct et à scrutin secret. — P. 177.

86. Il s'agit de la scission au sein de la rédaction du journal *Tovarichtch* sur la question des blocs au cours des élections à la IIe Douma d'Etat, scission qui fut annoncée par le numéro du 2 (15) février 1907. Une partie de la rédaction se prononça en faveur du soutien du bloc de gauche ; une autre partie

qui se prononçait en faveur du bloc avec les cadets, refusa, temporairement, jusqu'à l'élection des grands-électeurs à Pétersbourg, de travailler à la rédaction. — P. 180.

87. La princesse Maria Alexéevna, personnage de la comédie de Griboïédov *Le malheur d'avoir trop d'esprit*. — P. 180.

88. *L'homme sous cloche de verre*, héros du récit du même nom de A. Tchékhov. Type du petit bourgeois borné, qui craint toute innovation, toute initiative. — P. 183.

89. *Les vertus de Moltchaline*, l'obséquiosité, la flagornerie. Moltchaline, personnage de la comédie de Griboïedov *Le malheur d'avoir trop d'esprit*. — P. 184.

90. L'article *Cadets et troudoviks* parut le 1er mars 1907 dans le journal *Rabotchaïa Molva* n° 1.
Rabotchaïa Molva [La Rumeur ouvrière], journal légal bolchevique, politique et littéraire, publié à Pétersbourg. Le premier numéro fut confisqué le 1er mars 1907 et la parution cessa. — P. 186.

91. L'*Union paysanne*, organisation révolutionnaire démocratique qui se créa en 1905. Les paysans de la province de Moscou en furent les promoteurs. Le 31 juillet et le 1er août (13-14 août) 1905 se tint à Moscou le Congrès constitutif qui marqua le début de l'Union paysanne de Russie. Du 6 au 10 (19-23) novembre 1905 se tint le deuxième congrès de l'Union. Le programme et la tactique de l'Union furent élaborés au cours de ces congrès. L'Union paysanne exigeait la liberté politique et la convocation immédiate d'une assemblée constituante, elle soutenait la tactique du boycottage de la première Douma d'Etat. Le programme agraire de l'Union exigeait la suppression de la propriété privée de la terre, la remise sans rachat aux paysans des terres des monastères, de l'Eglise, des apanages, des possessions des ministères et de l'Etat. L'Union paysanne était sous l'influence des s.-r. et des libéraux et faisait preuve d'hésitation, d'indécision, choisissant les solutions de compromis dans un esprit bourgeois. Tout en exigeant la liquidation de la propriété privée de la terre, l'Union était d'accord pour l'octroi de compensations en espèces aux propriétaires fonciers. Dès ses toutes premières activités l'Union paysanne fut en butte à des répressions. L'Union cessa d'exister au début de 1907. — P. 187.

92. La « *résolution* » (Règles internationales de tactique socialiste) fut adoptée par le congrès de la IIe Internationale qui eut lieu à Amsterdam en août 1904.
Le Congrès international d'Amsterdam de la IIe Internationale se tint du 14 au 20 août 1904. Il examina les points

suivants : 1) les règles internationales de la tactique socialiste ; 2) la politique coloniale ; 3) la grève générale ; 4) la politique sociale et les assurances des ouvriers ; 5) les trusts et le chômage, etc.

L'attitude à l'égard des partis bourgeois fut exprimée dans la résolution ci-dessus mentionnée. Elle interdisait aux socialistes de prendre part aux gouvernements bourgeois et condamnait « toute velléité d'estomper les contradictions de classe existantes, favorisant un rapprochement avec les partis bourgeois ». Malgré un certain pas en avant, les décisions du congrès étaient bâtardes, dans l'ensemble, et constituaient une concession à l'opportunisme. Le congrès ne posa pas la question de la transformation de la grève de masse en insurrection armée ; il ne riposta pas aux opportunistes de droite qui voulaient justifier la politique coloniale des Etats impérialistes. Tout en condamnant, dans ses paroles, le révisionnisme, le congrès ne proclama pas, dans sa résolution, qu'il rompait avec lui, il passa sous silence la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat.— P. 187.

93. Il s'agit d'un livre de N. Borodine, député à la Ire Douma d'Etat, *La Douma d'Etat dans les chiffres*, Pétersbourg 1906. D'après les calculs de Borodine, 92 des 153 cadets de la Douma étaient de la noblesse, 3 possédaient de 5 000 à 10 000 déciatines de terre ; 8 de 2 000 à 5 000 ; 8 de 1 000 à 2 000 ; 30 de 500 à 1 000. Ainsi, près d'un tiers des députés cadets étaient de gros propriétaires terriens. — P. 188.

94. *A propos de la déclaration de Stolypine* est un projet d'appel du groupe social-démocrate à la IIe Douma d'Etat répondant à la déclaration gouvernementale, dont P. Stolypine, président du Conseil des ministres, donna lecture à la 5e séance de la IIe Douma d'Etat, le 6 (19) mars 1907.

Le groupe social-démocrate décida de répondre à la déclaration gouvernementale au cours de sa 10e réunion. Le journal bolchevique *Novy Loutch* n° 7 du 27 février 1907, inséra à ce sujet l'information suivante : « Une intervention du groupe social-démocrate à l'occasion de la déclaration de Stolypine a été envisagée à la réunion du 26 février. La décision a été adoptée de prendre l'initiative d'une intervention sans toutefois fixer la forme qu'elle revêtirait. Au cas où la proposition de la fraction n'aurait pas été acceptée, il faudrait soutenir les propositions de caractère démocratique générales des partis révolutionnaires et oppositionnels. »

Le projet d'appel rédigé par Lénine fut examiné au préalable à la réunion de la fraction social-démocrate du 28 février (13 mars) 1907. Les mencheviks qui détenaient la majorité déclinèrent le projet bolchevique. Pour répondre à la déclaration de Stolypine, le menchevik I. Tsérétéli, leader de la fraction social-démocrate, donna lecture d'une déclara-

tion adoptée par la majorité menchevique. Rédigée dans des nuances semi-libérales cette déclaration marquait un pas en arrière même par rapport à celle de la fraction social-démocrate à la Ire Douma. Les objectifs socialistes du prolétariat étaient complètement passés sous silence, la revendication de l'Assemblée constituante n'y figurait pas ; la confiscation de toute la terre seigneuriale était remplacée par la formule de « solution du problème agraire » que même les propriétaire féodaux auraient pu accepter — P. 190.

95. Il s'agit du Manifeste du tsar du 17 octobre 1905 publié pendant les journées les plus agitées de la grève politique d'octobre dans toute la Russie. Dans ce Manifeste le tsar promettait « Des libertés civiques » et une Douma « législative ». Le Manifeste était une manœuvre politique de l'autocratie afin de gagner du temps, de briser les forces révolutionnaires, de mettre un terme à la grève et d'écraser la révolution. C'était une concession arrachée au tsarisme par la révolution mais qui ne pouvait régler le sort de la révolution comme l'affirmaient les libéraux et les mencheviks. Les bolcheviks décidèrent de démasquer le véritable contenu du Manifeste. Le 18 (31) octobre 1905, le C.C. du P.O.S.D.R. lança un appel « Au peuple russe ! » où il expliquait le caractère mensonger du Manifeste du tsar et où il invitait le peuple à continuer la lutte. « La grève nous est encore nécessaire, disait-on dans cet appel, nécessaire afin que nos ennemis voient qu'on ne peut nous calmer avec un bout de papier, que vous voulez avoir des droits et une force véritables » (« Tracts des organisations bolcheviques pendant la première révolution russe 1905-1907 », première partie, Moscou 1956, p. 185).

Sur le Manifeste du 17 octobre, voir les ouvrages de Lénine « La première victoire de la révolution » et « Le dénouement est proche » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 9 pp. 443-450, 464-471). — P. 194.

96. Lénine parle ici du parti bourgeois républicain des radicaux et des radicaux-socialistes de France. Ce parti fut formé en 1901, mais il existait, en fait, depuis les années 80 du XIXe siècle. Avant la première guerre mondiale (1914-1918), il représentait surtout les intérêts de la petite et de la moyenne bourgeoisie. Entre la première et la deuxième guerre mondiale, l'influence de la grosse bourgeoisie se fit plus grande au sein du parti. Les leaders du parti furent plus d'une fois à la tête du gouvernement français. — P. 195.

97. *La loi du 11 (24) décembre 1905*, loi électorale pour les élections à la Douma d'Etat, publiée par le gouvernement tsariste à une période où l'insurrection armée de Moscou battait son plein ; prévoyant certaines concessions aux ouvriers elle donnait l'illusion d'un élargissement des droits électoraux.

A la différence du Règlement pour la Douma « consultative » de Boulyguine, la loi prévoyait la convocation d'une Douma « législative ». Aux curies précédemment constituées : terrienne (propriétaires fonciers), urbaine (bourgeoisie) et paysanne, la loi ajoutait une curie ouvrière et augmentait quelque peu le nombre des électeurs urbains tout en conservant le chiffre total de leurs grands-électeurs. Les élections n'étaient pas générales : les femmes étaient privées du droit de vote et, parmi les hommes, plus de 2 millions d'ouvriers des petites entreprises, des nomades, des militaires, des jeunes de moins de 25 ans. Les élections n'étaient pas égales : un grand-électeur représentait 2 000 électeurs dans la curie terrienne, 7 000 dans la curie urbaine, 30 000 dans la curie paysanne, 90 000 dans la curie ouvrière, si bien qu'une voix de propriétaire foncier était égale à 3 voix d'habitants des villes, 15 des paysans et 45 d'ouvriers. Les grands-électeurs de la curie ouvrière ne représentaient que 4% du nombre total. Seuls les ouvriers travaillant dans les fabriques, usines et mines avaient le droit de voter. Seuls les travailleurs employés dans des entreprises ayant plus de 50 ouvriers avaient le droit de voter dans la curie ouvrière. Les entreprises de 50 à 1 000 salariés envoyaient un délégué. Les grosses entreprises envoyaient un délégué par millier de salariés. Les élections n'étaient pas directes mais à plusieurs degrés : 3 pour ouvriers et 4 pour les paysans. Pratiquement, le scrutin n'était pas secret.

La loi du 11 (24) décembre assurait aux propriétaires fonciers et aux capitalistes une énorme prédominance. Lénine a écrit qu'en réalité ce n'était que « la plus grossière falsification de la représentation populaire » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 10, p. 132). — P. 207.

98. Lénine veut parler ici des lois agraires, préparées par Stolypine et promulguées par le gouvernement tsariste en novembre 1906. Le 9 (22) novembre 1906 : le décret « Sur des additions à certaines dispositions de la loi en vigueur, en ce qui concerne la propriété paysanne et la jouissance du sol », qui, après qu'il eut passé à la Douma d'Etat et au Conseil d'Etat, prit le nom de loi du 14 juillet 1910 et le décret du 15 (28) novembre 1906 « Sur l'octroi par la Banque foncière paysanne de prêts de lots de terrain sur hypothèque ». Par ces lois, les paysans obtenaient le droit de faire légaliser leur lot comme propriété privée et le droit de sortir de la communauté pour exercer le droit de ferme. Les métayers pouvaient obtenir, pour l'achat de terres, des subsides que leur fournissait la Banque paysanne. Le but poursuivi par les lois agraires de Stolypine était la création d'une classe de koulaks qui aurait servi de soutien à l'autocratie dans les campagnes, tout en maintenant la propriété privée de la terre et en détruisant la communauté.

La politique agraire de Stolypine hâta l'évolution capitaliste de l'agriculture de la façon la plus difficile (voie prus-

sienne), tout en conservant le pouvoir, la propriété privée et les privilèges des gros propriétaires ; elle accélérait l'expropriation forcée de grandes masses de paysans et le processus de formation d'une bourgeoisie paysanne qui obtint la possibilité d'acheter à bas prix les terres des paysans pauvres.

Lénine a défini la législation agraire de Stolypine de 1906 (ainsi que la loi promulguée le 14 (27) juin 1910) comme la deuxième mesure — la première étant la réforme de 1861 — tendant à transformer l'autocratie féodale en monarchie bourgeoise. « Ce « sursis » accordé par Stolypine à l'ancien état de choses, à l'ancienne agriculture féodale, écrit Lénine, consiste en l'ouverture d'une soupape de sûreté, la dernière que l'on pût ouvrir sans exproprier les gros propriétaires fonciers » (Œuvres, 4e éd. russe, t. 18, p. 226). Malgré une intense propagande du gouvernement, seules deux millions et demi de familles paysannes de Russie d'Europe se retirèrent des communes en 9 ans (entre 1907 et 1915). Ce fut surtout la bourgeoisie rurale qui profita du droit de retrait car elle obtenait ainsi la possibilité de consolider ses exploitations. Les paysans pauvres, en partie, quittèrent eux aussi les communes, afin de vendre leur lot et de rompre définitivement avec la campagne. Les petites exploitations paysannes, écrasées par le besoin, restèrent misérables et attardées comme auparavant.

La politique agraire de Stolypine, en ne supprimant pas l'opposition fondamentale entre paysans et gros propriétaires fonciers, eut pour conséquence de ruiner les masses paysannes et d'intensifier les contradictions de classe entre koulaks et paysans pauvres. — P. 209.

99. Lenine a en vue la pensée de K. Marx qu'il exprime dans l'article « Projet de loi sur l'abrogation des redevances féodales », écrit le 29 juillet 1848 et publié dans le *Neue Rheinische Zeitung* n° 60 du 30 juillet 1848. Lénine en donne une analyse détaillée dans son ouvrage *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 132-134). — P. 209.

100. A la séance de la IIe Douma d'Etat du 7 (20) mars 1907, lors de l'examen du problème de l'aide aux affamés, la fraction social-démocrate soutenue par les socialistes-révolutionnaires, les socialistes-populistes et une partie des troudoviks proposa d'instituer sous l'égide de la Douma une commission de l'approvisionnement qui serait chargée d'étudier avec la plus grande minutie l'activité du gouvernement dans le domaine de l'aide aux affamés entre 1905 et 1907 et d'enquêter sur ses dépenses. Le groupe social-démocrate proposait de se livrer au cours de cette enquête non seulement à un examen des comptes rendus, mais aussi à un contrôle local.

Le cadet F. Roditchev s'éleva contre cette proposition demandant que les compétences de la commission soient limitées à une vérification du compte rendu ministériel de Péters-

bourg « dans le cadre de la loi » étayant sa proposition par des motifs de prudence, afin « de préserver l'autorité de la Douma » alléguant qu'il serait peu souhaitable d'« exciter » le peuple. Le discours de Roditchev fut pleinement approuvé par le gouvernement. Stolypine déclara que le « gouvernement s'unit pleinement autant qu'il est possible » à cette proposition. — P. 210.

101. « *Rossia* » [la Russie], quotidien policier cent-noir ; parut à St-Pétersbourg de 1905 à 1914. Organe du ministère de l'Intérieur. — P. 211.

102. Lénine cite une déclaration d'Engels dans une lettre à Turati datée du 26 janvier 1894. — P. 215.

103. L'article *Comment il ne faut pas écrire les résolutions* fut publié dans le second recueil *Questions de tactique.*

« *Questions de tactique* », recueils bolcheviques, parus en avril 1907 à Pétersbourg aux Editions « Novaïa Douma » avec la participation directe de Lénine et consacrés à la préparation du Ve Congrès du P.O.S.D.R.

Deux recueils parurent. Le Comité de la presse saisit le second. — P. 217.

104. *Conseil d'Etat*, l'une des plus hautes instances gouvernementales de la Russie avant la révolution. Fut créé en 1810 conformément au projet de M. Spéranski, en tant qu'institution consultative dont les membres devaient être désignés et validés par le tsar. Le Conseil d'Etat fut réorganisé par la loi du 20 février (5 mars) 1906 et reçut les droits de « Haute chambre législative » chargée d'examiner et de sanctionner les lois après leur discussion à la Douma d'Etat. Cependant, le droit de changer les lois fondamentales et de promulguer une série de lois particulièrement importantes restait au tsar.

A partir de 1906, le Conseil d'Etat fut composé pour moitié de représentants élus de la noblesse, du clergé et de la grosse bourgeoisie, et pour moitié de dignitaires nommés par le tsar. Aussi, le Conseil d'Etat était-il une institution exclusivement réactionnaire, qui rejetait même les projets de loi modérés acceptés par la Douma d'Etat. — P. 224.

105. *Pédéraks*, appellation ironique des membres du parti des réformes démocratiques. — P. 235.

106. Lénine cite les paroles d'Engels dans une lettre à Turati en date du 26 janvier 1894. — P. 236.

107. *La conférence de l'« Union du territoire estonien » du P.O.S.D.R.* eut lieu dans la seconde quinzaine de février 1907 à Terioki. Y participaient 18 délégués avec voix délibérative élus par les organisations social-démocrates de Revel, Narva, et les organisations social-démocrates rurales d'Estonie, ainsi que 3 délé-

gués de Pétersbourg et de Riga avec voix délibérative pour les questions de propagande et d'agitation en langue estonienne.

Lors de la conférence fut formée l'organisation estonienne unie du P.O.S.D.R. et furent élaborés ses statuts. La conférence adopta les résolutions suivantes : organisations militaires et groupes de combat, question agraire, syndicats, attitude à l'égard des autres partis, attitude à l'égard de la Douma d'Etat. Les Résolutions de la conférence furent publiées dans le *Prolétari* n° 15, 25 mars 1907. — P. 239.

108. La *Remarque à propos de la résolution des social-démocrates d'Estonie* fut publiée sous le titre *Note de la rédaction* en annexe aux documents de la « Conférence des social-démocrates estoniens (Lettre à la rédaction) » dans le n° 15 du *Prolétari*, le 25 mars 1907. — P. 242.

109. *Kolo polonais*, groupe des députés polonais dans les Doumas d'Etat. Dans les Ire et IIe Doumas, le Kolo était dirigé par les *narodovtsy*, membres du parti réactionnaire et nationaliste des propriétaires fonciers et bourgeois polonais. Dans tous les points essentiels de la tactique, le Kolo soutenait les octobristes. — P. 246.

110. « *Social-Démocrate* », journal, organe clandestin du Comité central du P.O.S.D.R., publié à St-Pétersbourg du 17 (30) septembre au 18 novembre (1er décembre) 1906, soit 7 numéros. La rédaction élue au IVe Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. comprenait exclusivement des mencheviks (F. Dan, L. Martov, A. Martynov, P. Maslov, A. Potressov). En fait, c'était l'organe fractionnel des mencheviks. — P. 249.

111. Un projet de loi agraire signé par 104 membres de la Ire Douma d'Etat fut proposé par les troudoviks le 23 mai (5 juin) 1906 à la 13e séance de la Douma. Le projet de loi se donnait pour but de « faire en sorte que soient instaurés des règlements tels que toute la terre avec le sous-sol et les eaux appartienne au peuple tout entier ; de plus, la terre nécessaire à l'agriculture ne pourrait être utilisée que par ceux qui la travailleraient eux-mêmes » (*La Douma d'Etat en Russie à travers les documents et les matériaux*, Moscou 1957, p. 172). Pour cela on exigeait la création d'« un fonds de terre populaire » dont devraient faire partie toutes les terres du Domaine, des apanages, de la Couronne, des monastères et de l'Eglise ; dans ce fonds devraient être incluses de force les terres des propriétaires fonciers et autres terres privées qui auraient été aliénées dans la mesure où les dimensions des propriétés privées auraient dépassé la norme de travail fixée pour la localité donnée. On envisageait des indemnités pour compenser les terres privées aliénées. Les lots de terrains et les petits lopins privés seraient pour un temps conservés à leurs propriétaires ; le projet de loi envisageait en même temps un passage ultérieur progressif de ces terres également

à la propriété du peuple tout entier. La réforme agraire devait être effectuée par des comités locaux élus au suffrage universel. Ces revendications exprimaient les intérêts des paysans aisés qui craignaient la suppression immédiate et totale de la propriété privée de la terre et qui admettaient la possibilité d'un rachat des terres aliénées. Lénine faisait remarquer que le « projet des 104 » « est pénétré de la *crainte* qu'a le petit propriétaire d'accomplir un changement trop brusque, d'entraîner dans le mouvement de trop grandes masses de la population la plus indigente » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, p. 495). En dépit du manque de logique et du caractère utopique de ce document, le « projet des 104 », comme le montrait Lénine, était la plateforme de lutte qui devait servir à transformer la partie aisée du paysannat asservi en fermiers libres. — P. 255.

112. « *Izvestia Krestianskikh Dépoutatov* » [Nouvelles des députés paysans], quotidien, organe du groupe du Travail à la Ire Douma d'Etat ; parut à Pétersbourg en mai 1906. — P. 255.

113. *Treitschke, Henrich* (1834-1896), historien allemand, publiciste et propagandiste du prussianisme, du chauvinisme et du racisme. — P. 262.

114. Le projet de discours fut écrit par Lénine pour être lu à la Douma, au cours des débats sur la question agraire, par le député social-démocrate Alexinski. Dans son intervention, le 5 (18) avril 1907, celui-ci n'utilisa que partiellement ce projet. Une analyse détaillée des débats sur la question agraire à la IIe Douma d'Etat a été donnée par Lénine dans le chapitre V de l'ouvrage *Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907* (Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 384-442). — P. 264.

115. Lénine veut parler ici des comités nobles de province formés vers l'été 1858 dans toutes les provinces de Russie afin d'établir les projets préliminaires de « la réforme paysanne ». Faisaient partie de ces comités des représentants de la noblesse pris parmi les sociétés de la noblesse locale (de un à deux par district) et deux autres représentants choisis par le gouvernement. Les projets élaborés par les comités de province étaient envoyés au Comité général, où, le 17 février (1er mars) 1859, furent formées des commissions de rédaction composées, outre les fonctionnaires, d'experts de la noblesse ; afin de procéder à l'examen général des projets on avait également invité des « députés » des localités (nobles eux aussi).

La plupart des comités nobles de provinces qui s'efforçaient vainement d'entraver « la réforme paysanne » essayaient, dans leurs projets, de conserver le plus de privilèges féodaux possible.

Arbitres de paix, fonction administrative, instaurée par le gouvernement tsariste au moment où fut mise en œuvre la « ré-

forme paysanne » de 1861. Les arbitres de paix nommés par le gouverneur sur recommandation des assemblées de la noblesse parmi les nobles de l'endroit et acceptés par le Sénat, avaient les pleins pouvoirs pour démêler et trancher les conflits opposant propriétaires fonciers et paysans, et qui pouvaient surgir lors de l'application du « Règlement » affranchissant les paysans ; en réalité, les arbitres de paix étaient appelés à préserver les intérêts des propriétaires. Leur fonction essentielle était de rédiger les « documents statutaires » qui fixaient avec précision la superficie et l'emplacement des lots paysans, déterminaient les servitudes des paysans et contrôlaient l'auto-administration paysanne. Les arbitres de paix devaient ratifier les candidatures des fonctionnaires de l'administration paysanne, ils avaient le droit d'engager des poursuites judiciaires contre les paysans, de les arrêter ou de leur imposer des amendes, ainsi que d'annuler les décisions des assemblées paysannes si elles déplaisaient aux propriétaires.

L'institution des arbitres de paix était tout en faveur de la caste des nobles ; elle aida le gouvernement tsariste à appliquer la « réforme paysanne » de 1861 qui nuisait aux paysans et sauvegardait les intérêts des propriétaires fonciers. — P. 269.

116. « *Rousskaïa Pravda* », premier recueil des lois et arrêtés des princes de l'ancienne Russie (XIe-XIIe ss.). Les articles visaient à préserver la propriété féodale et la vie des féodaux. Ils attestent l'existence d'une lutte de classe acharnée opposant le paysan réduit au servage et ses exploiteurs. — P. 270.

117. Il s'agit de l'ouvrage de N. Karychev « Les affermages en dehors du lot paysan », publié dans le second volume du « Bilan de l'étude économique de la Russie, d'après la statistique des zemstvos » (Derpt, 1892). — P. 273.

118. *Apanages* : 1) propriétés féodales des princes russes jusqu'au début du XVIe siècle ; 2) dans la Russie d'avant la révolution, biens immeubles de la famille impériale, gérés par le Ministère de la Cour et des Apanages. — P. 274.

119. Le calcul indiqué par Lénine n'a pas été retrouvé dans le manuscript. — P. 277.

120. « *Vpériod* » [En Avant], quotidien bolchevique légal, parut à Pétersbourg à partir du 26 mai (8 juin) 1906 à la place du journal *Volna* [La Vague] interdit par le gouvernement et dont il fut le continuateur. La direction en était assumée par Lénine ; M. Olminski, V. Vorovski, A. Lounatcharski y collaborèrent activement. *Vpériod* publia 15 articles de Lénine. Il fut l'objet de répressions constantes : 10 numéros sur 17 furent saisis. Par suite des persécutions policières, les bolcheviks se préparèrent à sortir un organe légal sous un autre nom. Le 2 (15) juin, *Vpériod*

annonçait que sous peu devait sortir à Pétersbourg un journal ouvrier légal *l'Ekho* [l'Echo]. Cette annonce se répéta dans les différents numéros jusqu'à l'interdiction de *Vpériod* qui fut décidée le 14 (27) juin 1906 par arrêté de la Chambre de Justice de Pétersbourg. L'*Ekho* prit alors la place de *Vpériod*. — P. 289.

121. Lénine fait allusion à un passage du roman de Tchernychevski *Prologue* où Volguine, le héros, répond quand on lui assure qu'il existe une différence colossale entre les progressistes et le parti des propriétaires fonciers. « Non pas colossale, mais insignifiante. Elle serait colossale si la terre était remise aux paysans sans rachat. Prendre une chose à quelqu'un ou la lui laisser en la lui faisant payer, c'est tout un. Le plan du parti des grands propriétaires fonciers ne diffère de celui des progressistes que parce qu'il est plus simple, plus bref. C'est pourquoi il est même préférable. Moins d'atermoiements et, probablement, moins de peines pour les paysans. Ceux d'entre les paysans qui ont de l'argent s'achèteront de la terre. Ceux qui n'en ont pas, inutile de les forcer à en acheter. Cela ne peut que les ruiner. Rachat et achat c'est tout un. » Lénine reproduit également cette citation dans son ouvrage *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates* (voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 1, p. 305). — P. 291.

122. *Balalaïkine*, personnage du roman de Saltykov-Chtchédrine *Une idylle de notre temps*, bavard, aventurier et menteur libéral. — P. 305.

123. « *Narodnaïa Douma* » [la Douma du Peuple], quotidien menchevique ; parut à Pétersbourg en mars-avril 1907 en remplacement de la *Rousskaïa Jizn* [La Vie Russe] interdite. Il y eut 21 numéros. — P. 315.

124. *Bazarov*, un des principaux héros du roman de Tourguéniev *Pères et fils*. — P. 315.

125. Lénine cite les paroles de Sophie dans la comédie de Griboïédov *Le malheur d'avoir trop d'esprit*. — P. 317.

126. *Economisme*, courant opportuniste dans la social-démocratie russe de la fin du XIXe-début du XXe siècle, une des variétés de l'opportunisme international. Les organes de presse des « économistes » étaient le journal *Rabotchaïa Mysl* [La Pensée Ouvrière] (1897-1902) et la revue *Rabotchéié Diélo* [La Cause ouvrière] (1899-1902). Les documents du programme des « économistes » que Lénine appelait les « bernsteiniens russes », étaient contenus dans le « Credo » écrit en 1899 par E. Kouskova.

Les « économistes » limitaient les objectifs de la classe ouvrière à la lutte économique pour l'augmentation des salaires, à l'amélioration des conditions de travail, etc., affirmant que la lutte politique devait être menée par la bourgeoisie libérale.

Ils niaient le rôle directeur du parti de classe ouvrière, estimant que le parti doit se borner à contempler le processus spontané du mouvement, à enregistrer les événements. Ils s'inclinaient devant le mouvement ouvrier spontané et minimisaient la valeur de la théorie révolutionnaire, de la conscience, ils affirmaient que l'idéologie socialiste peut surgir du mouvement ouvrier spontané ; ils niaient la nécessité pour le parti marxiste d'introduire la conscience socialiste dans le mouvement ouvrier et, par là même, ils déblayaient la voie à l'idéologie bourgeoise. Les « économistes » défendaient la dispersion et les méthodes artisanales dans le mouvement social-démocrate ; ils s'opposaient à la fondation d'un parti centralisé de la classe ouvrière. L'« économisme » menaçait de détourner la classe ouvrière de la voie révolutionnaire et de la transformer en appendice politique de la bourgeoisie.

Les ouvrages suivants de Lénine sont consacrés à une critique approfondie des conceptions « économistes » : *Protestation des social-démocrates de Russie contre le « Credo »*, écrite en Sibérie (1899) et signée par 17 marxistes exilés, *Un mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe*, *A propos d'une « Profession de foi »*, *Entretien avec les défenseurs de l'économisme*. Dans *Que faire ?*, Lénine paracheva la défaite idéologique de l'« économisme ». L'*Iskra* léniniste joua un grand rôle dans la lutte contre l'« économisme ». — P. 317.

127. Les *Sans-titre*, groupe mi-cadet, mi-menchevique de l'intelligentsia bourgeoise russe (S. Prokopovitch, E. Kouskova, V. Bogoutcharski, V. Portougalov, V. Khijniakov, etc.) formé au moment du déclin de la révolution de 1905-1907. Le groupe devait son nom à l'hebdomadaire politique *Bez Zaglavia* [Sans-titre] publié à St-Pétersbourg, de janvier à mai 1906, sous la direction de Prokopovitch ; par la suite, les « sans-titre » devaient se regrouper autour du journal cadet de gauche *Tovarichtch*. Affectant de n'appartenir à aucun parti, les « sans-titre » étaient en fait les propagandistes du libéralisme bourgeois et de l'opportunisme, et soutenaient les révisionnistes de la social-démocratie russe et internationale. — P. 317.

128. *Possé V.*, journaliste et homme politique bourgeois ; en 1906-1907 se prononça en faveur de la fondation d'organisations coopératives ouvrières indépendantes du parti social-démocrate. — P. 317.

129. « *Naché Ekho* » [Notre Echo], quotidien bolchevique légal ; parut à Pétersbourg du 25 mars au 10 avril (7-23 avril) 1907. Publié sous la direction de Lénine, il poursuivit l'œuvre du journal *Novy Loutch* [le Nouveau Rayon], interdit le 27 février (12 mars) 1907. Presque chaque numéro contenait des articles de Lénine ; V. Vorovski, M. Olminski et d'autres y collaboraient. 14 numéros parurent. Le 9 (22) avril 1907, en vertu du règlement sur la Sûreté, le gouverneur de Pétersbourg

en interdit la publication. Le 14e numéro sortit après l'interdiction. — P. 319.

130. *Manifestation de 1902 à Rostov*, grève de Rostov dont le signal a été donné le 2 (15) novembre 1902 par les ouvriers des chaudières des Ateliers principaux des chemins de fer de Vladicaucase. A l'appel du Comité du Don du P.O.S.D.R., le 4 (17) novembre 1902, tous les ouvriers des ateliers des chemins de fer entraient en grève ; ils avaient présenté à l'Administration toute une série de revendications économiques. Les ouvriers de l'usine de machines agricoles « Aksaï », de la fabrique de tabac d'Asmolov et d'autres entreprises, les employés des postes et des télégraphes, les commis se joignirent bientôt à la grève. Cette dernière devint générale et prit un caractère politique.

L'ampleur du mouvement révolutionnaire prit les autorités tsaristes au dépourvu. Les troupes dont elles disposaient ne pouvaient empêcher les meetings de masse qui se tenaient chaque jour dans le faubourg ouvrier de Rostov, à Témernik, et qui comptaient jusqu'à 30 000 ouvriers. C'est seulement après l'arrivée de renforts que les autorités tsaristes entreprirent d'écraser le mouvement par les armes. Le 11 (24) novembre se produisit un premier heurt important avec les cosaques qui se termina par une fusillade des ouvriers désarmés. Cette nouvelle donna lieu à un nouvel élan révolutionnaire et fut le signal du début d'autres grèves, à Novorossiisk et à Tikhoretskaïa. Malgré les répressions, les meetings des ouvriers continuèrent à Rostov tandis que les heurts avec les troupes se transformaient en de cruels combats de classe. C'est seulement le 26 novembre (9 décembre), après 21 jours de lutte acharnée, que les ouvriers furent contraints à cesser la grève, étant donnée l'évidente supériorité numérique des troupes. C'était le Comité du Don du P.O.S.D.R. qui avait dirigé la grève ; dans son tract « A tous les citoyens », le Comité qualifiait la grève de Rostov de mouvement vers le soulèvement général des ouvriers russes.

La grève de Rostov fut le prologue à la grève politique générale du sud de la Russie, en 1903, et fut également l'une des prémisses de la première révolution russe de 1905. — P. 321.

131. Lénine veut parler ici des grèves générales politiques qui se déroulèrent au sud de la Russie et en Ukraine, en été 1903.

Les grèves politiques générales commencèrent le 1er (14) juillet 1903 par des grèves, à Bakou, des ouvriers des ateliers de mécanique de Bibi-Eibatski, de la Société pétrolière de Mantachev, et ceux de la Société de Bakou. Vers le 6 (19) juillet, la grève devint générale. Les ouvriers présentèrent aux patrons leurs revendications parmi lesquelles : la journée de travail de 8 heures, la rembauche des ouvriers qui avaient été congédiés pour activité politique, le renvoi des directeurs et des contremaîtres que les ouvriers détestaient, l'augmentation des salaires, la suppression des heures supplémentaires et du travail à la pièce. Les ouvriers étaient fermes dans leurs volontés et bien

organisés, ils ne mirent pas fin à la grève, même lorsqu'on leur promit certaines concessions. La grève fut écrasée avec l'aide de la troupe et le 9 (22) juillet, les ouvriers furent obligés de reprendre le travail.

Lorsque, à Tbilissi, on eut connaissance de la grève de Bakou, les imprimeurs, les ouvriers des abattoirs et les ouvriers boulangers se mirent en grève le 12 (25) juillet. A l'appel du Comité du P.O.S.D.R. de Tbilissi, toutes les fabriques et les usines, les ouvriers des ateliers des chemins de fer, des tramways, des imprimeries, les artisans, etc., cessèrent le travail le 14 (27) juillet. Le Comité du P.O.S.D.R. de Tbilissi après une réunion avec les représentants des ouvriers des diverses usines élabora des revendications générales pour tous les grévistes. Des troupes furent amenées à Tbilissi ; il y eut des heurts entre les ouvriers et les cosaques. Le 21 juillet (3 août), la grève fut écrasée avec l'aide de la troupe.

Le 17 (30) juillet, les ouvriers de toutes les usines et les fabriques de Batoumi cessèrent le travail. Les ouvriers des chemins de fer et les débardeurs du port se joignirent à eux. La grève devint générale et continua jusqu'au 23 juillet (5 août). Au cours de manifestations il y eut des heurts entre les ouvriers, la police et les cosaques.

En été 1903, 100 000 ouvriers environ étaient en grève dans la Transcaucasie.

La grève générale des régions du Caucase eut une répercussion dans les grands centres d'Ukraine. A Odessa, la grève fut commencée par les ouvriers des chemins de fer, le 4(17) juillet, en signe de protestation contre le renvoi illégal d'un ouvrier de l'atelier des chaudières. Bientôt les ouvriers du port, des carrières, les ouvriers de l'usine de ciment, de l'usine de bouchons, de la fabrique de papier et de jute, d'autres entreprises industrielles se joignirent aux employés des chemins de fer. Les ouvriers des transports urbains, de la centrale électrique, de l'usine de gaz, des boulangeries, des entreprises commerciales, cessèrent le travail. La direction du mouvement de grève fut prise par le Comité social-démocrate d'Odessa qui joua un grand rôle dans la transformation de ce mouvement en grève générale avec des revendications politiques nettement exprimées. Le Comité social-démocrate d'Odessa publiait systématiquement des tracts où étaient formulées les revendications des ouvriers qu'il invitait à lutter afin de renverser l'autocratie ; il envoyait ses militants dans les fabriques et les usines, organisait des meetings de masse et des manifestations politiques. La grève continua jusqu'au 23 juillet (5 août).

En signe de solidarité avec les ouvriers de Bakou, de Tbilissi, d'Odessa et des autres villes, les ouvriers d'Elisavetgrad, de Kertch, de Kiev, d'Ekatérinoslav, de Nikolaïev, etc, se mirent eux aussi en grève.

Les grèves politiques du sud de la Russie avaient une grande importance pour le développement de la conscience de classe des ouvriers et préludèrent à la révolution de 1905-1907. Ces

grèves eurent lieu sous la direction des comités du P.O.S.D.R., plus de 200 000 ouvriers y participèrent qui firent preuve de puissance, d'organisation, de discipline et de conscience. — P. 321.

132. « *Otgoloski* » [Echos], recueils mencheviques, parurent en 1907 à Pétersbourg. — P. 324.

133. « *Troudovoï narod* » [le Peuple travailleur], journal, organe des troudoviks et des membres de l'Union paysanne de Russie ; fut édité à Pétersbourg du 15 (28) mars au 4 (17) avril 1907. 18 numéros parurent. — P. 332.

134. Lénine cite Marx dans son article « Bourgeoisie et contre-révolution ». — P. 334.

135. Lénine fait allusion au vote des troudoviks, des socialistes-populistes et des socialistes-révolutionnaires pour F. Golovine, candidat cadet au poste de Président de la IIe Douma d'Etat. Par les mots « tactique de silence » Lénine désigne le comportement des troudoviks vis-à-vis de la déclaration gouvernementale dont Stolypine donna lecture à la Douma le 6 (19) mars 1907. A la proposition du groupe social-démocrate de critiquer le gouvernement, les troudoviks répondirent qu'ils avaient décidé d'accueillir la déclaration par un « silence de mort » et qu'ils avaient déjà obtenu à ce sujet l'accord de la majorité des groupes de l'opposition, des cadets en particulier. Lors de la discussion du budget, les troudoviks votèrent avec les cadets en faveur du renvoi du budget d'Etat à l'examen de la commission du budget de la Douma. — P. 335.

136. *Maréchal de la noblesse* (de province et de district), dans la Russie tsariste, représentant de la noblesse pour la province ou le district, élu par l'assemblée de la noblesse locale. Il s'occupait des affaires des nobles, tenait une place importante dans l'administration et présidait les assemblées des zemstvos. — P. 335.

137. *Chefs des zemstvos* ou *Zemskiê natchalniki*. En 1889, le gouvernement tsariste, afin d'affermir le pouvoir des propriétaires fonciers sur les paysans, créa cette fonction administrative. Les chefs des zemstvos désignés parmi les hobereaux locaux reçurent de très vastes droits non seulement administratifs mais aussi judiciaires, jusqu'à celui d'arrêter les paysans et de leur faire subir des châtiments corporels. — P. 335.

138. *Conseils de zemstvos*, organes exécutifs d'auto-administration locale (des zemstvos) de Russie avant la révolution. Les zemstvos géraient les affaires purement locales, concernant la population rurale (routes, hôpitaux, écoles, etc). C'étaient les propriétaires fonciers qui y jouaient le rôle principal. — P. 335.

139. *N.R.*, N. Rojkov, historien social-démocrate qui rejoignit les bolcheviks en 1907. — P. 338.

140. L'organe officiel du parti socialiste-révolutionnaire était les *Partiinyé Izvestia* [Nouvelles du Parti] qui parut à Pétersbourg d'octobre 1906 à mai 1907. 10 numéros parurent. — P. 344.

141. « *Privet* » [Le Salut], revue hebdomadaire menchevique, 2 numéros sortirent en mars 1907 à Pétersbourg. — P. 349.

142. « *Natchalo* » [Le Commencement], quotidien menchevique légal édité à Pétersbourg en novembre-décembre 1905. Seize numéros parurent. — P. 352.

143. Lénine veut parler de la répression sanglante organisée par la bourgeoisie contre-révolutionnaire contre les ouvriers de Paris qui s'étaient soulevés en juin 1848 et de l'écrasement de la Commune de Paris en mai 1871. — P. 354.

144. Karl Marx, *Critique du programme de Gotha* (voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, t. II, p. 20). — P. 356.

145. « *Sovrémennaïa Jizn* » [La Vie Contemporaine], revue menchevique ; parut à Moscou d'avril 1906 à mars 1907.
Otkliki [les Echos], recueils mencheviques, 3 livraisons, parurent à Pétersbourg en 1906-1907. — P. 362.

146. *La Fédération social-démocrate d'Angleterre* fut constituée en 1884. Outre les réformistes (Hyndman et autres) et les anarchistes la Fédération social-démocrate comprenait également un groupe des social-démocrates révolutionnaires, partisans du marxisme (H. Quelch, T. Mann et Aveling, Eleonora Marx et d'autres), qui constituaient l'aile gauche du mouvement socialiste en Angleterre. F. Engels critiquait vivement la Fédération social-démocrate pour son dogmatisme et son esprit sectaire, pour son éloignement du mouvement ouvrier de masse d'Angleterre et pour son mépris de ses particularités. En 1907, la Fédération social-démocrate fut appelée Parti social-démocrate ; ce dernier, en 1911, avec les éléments de gauche du Parti ouvrier indépendant, forma le Parti socialiste de Grande-Bretagne ; en 1920, la plupart des membres de ce parti prit part à la fondation du Parti communiste de Grande-Bretagne. — P. 363.

147. Voir la lettre de F. Engels à F.-A. Sorge en date du 29 novembre 1886. — P. 363.

148. *Les Chevaliers du Travail* (Knights of Labour), « Ordre des Chevaliers du Travail », organisation des ouvriers américains, fondée en 1869 par W. Stefenson, un tailleur de Philadelphie. Jusqu'en 1881, ce fut une société secrète groupant des corporations, des unions mixtes de différentes catégories d'ouvriers qualifiés ou non, indépendamment de leur nationalité. En 1874, des membres non ouvriers y furent admis à la condition que leur nombre ne dépassât pas le quart des effectifs totaux (l'affiliation

des avocats, banquiers, personnes vivant entièrement ou partiellement de la production ou de la vente des spiritueux, des joueurs de profession et des agents de charge était interdite). En 1884, l'organisation comptait plus de 70 000 ; en 1886 environ 700 000. Le but principal de l'Ordre était d'instruire les ouvriers et de défendre leurs intérêts par la solidarité ouvrière. Les dirigeants prescrivaient aux adhérents le refus de la lutte politique, s'opposaient à la fondation d'un parti ouvrier ; ils s'élevaient contre la lutte économique quotidienne, se prononçant pour la collaboration des ouvriers avec les entrepreneurs et la solution de tous les conflits par voie d'arbitrage et d'accords à l'amiable. Même après 1880, époque où le mouvement ouvrier avait pris une certaine force et où de nombreuses grèves s'étaient terminées par la victoire des ouvriers, les chefs des « Chevaliers du Travail » conservaient les mêmes positions, considérant que le seul remède contre les maux du capitalisme était la coopération.

En 1886, ces mêmes chefs s'opposèrent à la grève nationale des ouvriers pour l'institution de la journée de 8 heures, et favorisèrent son échec en interdisant à leurs adhérents de faire grève. Mais les adhérents de base ne respectèrent pas cet ordre. Les contradictions entre la masse des adhérents et la direction opportuniste s'aggravèrent ; après 1886, l'« Ordre des Chevaliers du Travail » perdit peu à peu son influence parmi les masses et finit par se désagréger à la fin des années 90.

Malgré la politique de trahison de ses leaders, l'« Ordre des Chevaliers du Travail », surtout dans ses débuts, joua un rôle positif dans le mouvement ouvrier des U.S.A. — P. 364.

149. *Les lassalliens*, partisans et continuateurs du socialiste petit-bourgeois allemand F. Lassalle, membres de l'Association générale des travailleurs allemands qui fut fondée en 1863, lors du Congrès des sociétés ouvrières, à Leipzig, pour faire contrepoids aux progressistes bourgeois qui s'efforçaient de soumettre la classe ouvrière à leur influence. Le premier président de l'Association fut Lassalle qui formula son programme et sa tactique. La lutte pour le droit de vote général fut proclamée programme politique de l'Association, tandis que son programme économique consistait en la création d'associations ouvrières de production subsidées par l'Etat. Dans leur activité pratique Lassalle, ses partisans et ses successeurs qui admettaient l'hégémonie de la Prusse, soutenaient la politique de grande puissance de Bismarck. « Objectivement, écrivait F. Engels à K. Marx le 27 janvier 1865, c'était une bassesse et une trahison envers tout le mouvement ouvrier, en faveur des Prussiens. » K. Marx et F. Engels critiquèrent vivement et à plusieurs reprises la théorie, la tactique et les principes d'organisation des lassalliens en tant que courant opportuniste dans le mouvement ouvrier allemand. — P. 366.

150. « *Zukunft* » [Avenir], revue du courant social-réformiste éditée par un groupe de membres du Parti social-démocrate alle-

mand ; parut d'octobre 1877 à novembre 1878 à Berlin. L'éditeur de la revue était le philanthrope K. Hochberg qui essayait de placer le parti sur la voie des réformes. K. Schramm et E. Bernstein collaborèrent à cette revue. K. Marx et F. Engels critiquaient vivement la direction prise par *Zukunft*. — P. 366.

151. « *Der Sozialdemokrat* », journal, organe central du Parti social-démocrate allemand à l'époque de la loi d'exception contre les socialistes ; il fut édité à Zürich du 28 septembre 1879 au 22 septembre 1888 et à Londres du 1er octobre 1888 au 27 septembre 1890. De 1879 à 1880, le journal fut rédigé par Vollmar, et, de janvier 1881, par Bernstein qui se trouvait alors sous la forte influence de F. Engels. Celui-ci assurait une orientation marxiste au *Sozialdemokrat*. L'humeur combative des masses ouvrières d'Allemagne qui étaient venues à bout de la confusion engendrée au premier abord par la loi d'exception, eut une forte influence sur l'activité du journal. En dépit de certaines erreurs il défendit fermement la tactique révolutionnaire et joua un rôle important dans le groupement et l'organisation des forces de la social-démocratie allemande. Après la suppression de la loi d'exception contre les socialistes, on cessa d'éditer la *Sozialdemokrat* et l'organe central du parti devint à nouveau le journal *Vorwärts* [En avant]. — P. 367.

152. *L'Annuaire des Sciences Sociales et de la Politique Sociale* (*Jahrbuch für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*), revue publiée en 1879 à Zürich par K. Höchberg, social-démocrate réformiste allemand. — P. 368.

153. *Bernsteinisme*, courant opportuniste au sein de la social-démocratie allemande et internationale, opposé au marxisme ; il apparut vers la fin du XIXe siècle et prit le nom de Bernstein, le représentant le plus déclaré de la tendance opportuniste de droite dans le Parti social-démocrate allemand.

En 1896-1898, Bernstein publia des articles dans l'organe théorique de la social-démocratie allemande, la revue *Die Neue Zeit* [Temps nouveaux] ; cette série d'articles était intitulée *Les problèmes du socialisme* où sous l'étendard de la « critique libre » il s'efforçait de réviser (d'où le terme de révisionnisme) les bases philosophiques, économiques et politiques du marxisme révolutionnaire et de les remplacer par les théories bourgeoises de la réconciliation des classes et de la collaboration des classes ; Bernstein attaquait l'enseignement de Marx sur l'appauvrissement de la classe ouvrière, sur les contradictions de classe toujours grandissantes, sur les crises, sur le caractère inévitable de la faillite du capitalisme, sur la révolution socialiste et la dictature du prolétariat. Il mettait en avant un programme social-réformiste qui s'exprimait par la formule « Le mouvement est tout, le but final n'est rien ». En 1899, les articles de Bernstein furent publiés dans un seul ouvrage sous le titre de *Prémisses du socialisme et tâches de la social-démocratie*. Ce livre fut soutenu par l'aile droite de

la social-démocratie allemande et par les éléments opportunistes des autres partis de la IIe Internationale, entre autres par les « économistes » russes.

Lors des congrès du Parti social-démocrate allemand à Stuttgart (octobre 1898), Hanovre (octobre 1899) et Lubek (septembre 1901), le bernsteinisme fut condamné, mais le parti ne se désolidarisa pas de Bernstein en adoptant une position de compromis. Les bernsteiniens continuèrent à propager ouvertement des idées révisionnistes dans la revue *Sozialistische Monatshefte* [Mensuel socialiste] et dans les organisations du parti.

Seul le parti des bolcheviks dirigé par Lénine mena une lutte conséquente et décisive contre le bernsteinisme et ses partisans en Russie. Lénine se prononça dès 1899 contre les bernsteiniens dans sa *Protestation des social-démocrates russes* et dans son article « Notre programme » ; ses ouvrages *Marxisme et révisionnisme*, *Divergences au sein du mouvement ouvrier européen*, etc., démasquaient également le bernsteinisme (Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 171-186 et 216-220 ; t. 15. pp. 25-36 ; t. 16, pp. 369-376). — P. 368.

154. Il s'agit des différends qui surgirent au sein du groupe social-démocrate du Reichstag allemand sur les subventions maritimes (Dampfersubvention). Fin 1884, le chancelier Bismarck, désireux de servir les intérêts de la politique allemande en ce qui concernait les conquêtes coloniales, demanda au Reichstag d'approuver les subventions du gouvernement aux compagnies privées de navigation pour ouvrir des lignes régulières vers l'Extrême-Orient asiatique, l'Australie et l'Afrique. Tandis que l'aile gauche de la social-démocratie, dirigée par Bebel et Liebknecht, rejetait les subventions, la majorité du groupe social-démocrate (aile droite dirigée par Auer, Dietz, etc.) se prononça en faveur des subventions avant que l'affaire vienne devant le Parlement. Pendant le débat au Reichstag, en mars 1885, l'aile droite du groupe social-démocrate vota pour la création de lignes régulières vers l'Extrême-Orient asiatique et l'Australie ; elle fit dépendre son accord au projet de Bismarck de la satisfaction de certaines revendications et, en particulier, du fait que les nouveaux paquebots seraient construits dans les chantiers navals allemands. C'est seulement lorsque le Reichstag eut rejeté cette demande que le groupe vota contre le projet gouvernemental des subventions pour les lignes maritimes en général. La conduite de la majorité du groupe se heurta à une vive résistance du journal *Sozialdemokrat* et des organisations social-démocrates. Les divergences furent si aiguës qu'elles faillirent provoquer la scission. F. Engels critiqua résolument la position opportuniste de l'aile droite du groupe social-démocrate. (Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres, t. XXVII, 1935, pp. 441-445, 456, 457, 471, éd. russe.) — P. 369.

155. Il s'agit de deux congrès social-démocrates internationaux qui se tinrent à Paris ; le Ier Congrès de la IIe Internationale et le

Congrès convoqué simultanément par les possibilistes français et par la Fédération social-démocrate d'Angleterre.

Le Congrès socialiste ouvrier international qui se tint à Paris du 14 au 20 juillet 1889 fut le premier Congrès constitutif de la IIe Internationale ; il fut convoqué sur l'initiative des socialistes français avec le soutien des organisations socialistes d'une série d'autres pays. Les éléments opportunistes en la personne des possibilistes français et de la Fédération social-démocrate d'Angleterre s'efforcèrent de prendre entre leurs mains la préparation à ce Congrès et le Congrès lui-même, et de se placer à la tête du mouvement ouvrier international. F. Engels s'y opposa résolument et prit la part la plus active à la préparation du Congrès. En démasquant les tentatives des opportunistes, Engels soumettait à une vive critique la conduite de conciliation des leaders de la social-démocratie à l'égard des possibilistes ; il critiquait également les fautes tactiques des socialistes français. A la veille du Congrès, sur son initiative furent écrits le premier et le deuxième pamphlets dont il se chargea de la rédaction : « Le Congrès ouvrier international de 1889 », pamphlets qui démasquaient les desseins de la Fédération social-démocrate d'Angleterre et des possibilistes français. Ces pamphlets que l'on distribua dans les pays d'Europe jouèrent un grand rôle dans la convocation du Congrès. D'après Engels, l'importance du Congrès consistait avant tout en ce fait qu'il devait unir les forces véritablement socialistes d'Europe. Engels s'efforçait de faire en sorte que l'union des partis socialistes, à l'échelle internationale, se fasse sur une base marxiste révolutionnaire. « La signification du Congrès..., écrivait-il, consiste en ce que la solidarité des partis socialistes d'Europe soit démontrée au monde entier. »

La question essentielle qui fut examinée au Congrès fut celle de la législation ouvrière internationale. Dans la résolution prise à propos de cette question, il était indiqué que les ouvriers devaient mener une lutte non seulement économique mais aussi politique ; on y reconnaissait la nécessité de la création de partis socialistes du prolétariat, de l'union du travail des partis et du travail des syndicats. Le Congrès prit une résolution sur la journée de travail de 8 heures, sur la célébration annuelle de la fête du 1er Mai, jour de solidarité prolétarienne internationale.

Le Congrès ne prit pas de décision formelle en ce qui concerne la création de la IIe Internationale mais, en fait, il y procéda. — P. 369.

156. *Possibilistes* (P. Brousse, B. Malon, etc.), courant réformiste petit-bourgeois dans le mouvement socialiste français, qui voulait détourner le prolétariat des méthodes de lutte révolutionnaires. En 1882, après la scission du Parti ouvrier au congrès de Saint-Etienne, les possibilistes fondèrent un Parti ouvrier social-révolutionnaire ; ils s'élevaient contre le programme et la tactique révolutionnaires du prolétariat, estompaient les

objectifs socialistes du mouvement ouvrier, proposaient de limiter la lutte des ouvriers au « possible », d'où le nom de leur parti. Leur influence s'étendait surtout aux zones économiques les plus attardées et aux couches les moins évoluées de la classe ouvrière. — P. 369.

157. Lettre de F. Engels à Kelly-Wychnevetsky, du 2 mai 1888. — P. 371.

158. *Les fabiens*, membres de la Société fabienne, organisation réformiste anglaise, fondée en 1884. La société avait pris le nom d'un chef d'armée romain du IIIe siècle avant notre ère, Fabius Maximus, surnommé « Cunctator » (Le Temporiseur) pour sa tactique de spectative, son refus de se livrer à des combats décisifs au cours de la guerre contre Hannibal. Les membres de la société fabienne étaient surtout des représentants des intellectuels bourgeois, savants, écrivains, hommes politiques (tels, par exemple, S. et B. Webb, Shaw, Macdonald, etc.). Ils niaient la nécessité de la lutte de classe du prolétariat et de la révolution socialiste et affirmaient que le passage du capitalisme au socialisme n'était possible que par la voie de petites réformes, de transformations progressives de la société. La société fabienne opposée aux marxistes jouait le rôle de promotrice de l'influence bourgeoise sur la classe ouvrière, de foyer d'idées opportunistes et chauvinistes au sein du mouvement ouvrier anglais. Lénine caractérisait la société fabienne en disant que c'était « un mouvement de *l'opportunisme extrêmiste* » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, p. 376). En 1900, la société fabienne entra au parti travailliste. « Le socialisme fabien » sert de source à l'idéologie travailliste. — P. 371.

159. Lettre de F. Engels à F.-A. Sorge du 18 janvier 1893. — P. 371.

160. Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, t. II, pp. 461-483. — P. 372.

161. Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes Editions du Progrès, Moscou 1965, t. II, p. 27. —P. 374.

162. *La grève de Decazeville.* 2 000 mineurs de Decazeville y participaient (département de l'Aveyron en France) : elle fut provoquée par des conditions insupportables de travail et par l'exploitation toujours plus grande des ouvriers par les entrepreneurs (« Société des propriétaires des houillères et des fonderies de l'Aveyron »). La grève dura cinq mois, de janvier à juin 1886. Les ouvriers présentèrent toute une série de revendications, ils demandaient, entre autres, la suppression de la boutique du propriétaire et le renvoi d'un gérant qui s'était distingué pour sa cruauté. Au cours d'un heurt entre l'administration et les ouvriers, le gérant fut tué. Le gouvernement envoya de la troupe à Decazeville, ce qui provoqua une grande effervescence en France, une série de meetings de protestation à Paris et en province.

J. Guesde et P. Lafargue prirent la parole au cours d'un meeting de protestation contre l'action du gouvernement et des entrepreneurs, qui eut lieu à Paris. Les journaux socialistes *Cri du peuple* et *Intransigeant* ouvrirent une souscription au profit des grévistes. Lors d'une discussion orageuse sur la grève de Decazeville au parlement français (la question fut posée par les députés des ouvriers socialistes Bali et Camelina), les députés bourgeois, entre autres les radicaux aux côtés desquels les députés ouvriers s'étaient rangés jusque-là, soutinrent le gouvernement et les répressions contre les grévistes. Ceci poussa les députés ouvriers à se séparer des radicaux et entraîna la création, au sein du parlement français, d'un groupe ouvrier indépendant. F. Engels suivait attentivement le développement des événements en France et attribuait une grande importance « à ce premier pas audacieux et indépendant du prolétariat français au sein du parlement » (lettre de F. Engels à A. Bebel, 15 février 1886). — P. 375.

163. La partie suivante de la préface, depuis « En 1889, commençait en Angleterre » fut publiée dans le journal bolchevique *Nachè Ekho* n° 13 du 8 avril 1907 avec l'introduction suivante : « Sous peu sera publiée aux éditions P. Daougué, la correspondance de Marx et Engels avec leur ami et compagnon Sorge qui vit en Amérique.

En raison de l'intérêt que présente cette publication, nous nous permettons de reproduire ici une partie de la préface à la traduction russe de cet ouvrage, consacré à l'attitude de Marx et Engels à l'égard de la révolution attendue en Russie. Nous commencerons par deux appréciations typiques d'Engels sur la signification de la révolution française et la possibilité d'une révolution en Allemagne. » — P. 375.

164. *La crise en Orient* signifie ici la guerre russo-turque de 1877-1878. — P. 377.

165. Certains éminents représentants de la pensée sociale russe commencèrent dès les années 40 du XIXe siècle à prendre connaissance des œuvres de K. Marx. La première édition russe du *Capital* traduite par G. Lopatine et N. Danielson fut publiée en 1872. C'était la première traduction du *Capital* en langue étrangère. Dans les années 70, la publication du *Capital* suscita dans les revues légales *Otétchestvennyé Zapiski*, *Vestnik Evropy*, *Slovo* une vaste polémique à laquelle prirent part d'éminents publicistes et savants de Russie. Les cercles clandestins montrèrent un grand intérêt pour le *Capital*, surtout parmi la jeunesse révolutionnaire des années 70 et dans la presse clandestine de ce temps-là. — P. 377.

166. *Narodnaïa Volia* [La Volonté du Peuple], organisation politique secrète de populistes terroristes, fondée en août 1879 après la scission de l'organisation populiste « Zemlia i Volia » [Terre et liberté]. Elle était dirigée par un Comité exécutif

comprenant A. Jéliabov, A. Mikhaïlov, M. Frolenko, N. Morozov, V. Figner, S. Pérovskaïa, A. Kviatskovski, etc. Adoptant les positions du socialisme utopique populiste, les adeptes de la « Narodnaïa Volia » s'engagèrent néanmoins dans la voie de la lutte politique, considérant que la tâche primordiale était de renverser l'autocratie et de conquérir la liberté politique. Leur programme prévoyait l'organisation d'une « représentation populaire permanente » élue au suffrage universel, la proclamation des libertés démocratiques, la remise de la terre au peuple, des mesures pour remettre les usines et les fabriques aux ouvriers. «Les adeptes de la « Narodnaïa Volia », a écrit Lénine, firent un pas en avant en passant à la lutte politique, mais sans réussir à la rattacher au socialisme. » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, p. 65.)

Les adeptes de la « Narodnaïa Volia » luttèrent héroïquement contre l'autocratie tsariste, mais se réclamant de la théorie erronée des héros « actifs » et de la foule « passive », ils voulaient transformer la société sans la participation du peuple, par leurs propres forces, par la terreur individuelle, en intimidant et en désorganisant le gouvernement. Après le 1er mars 1881 (assassinat d'Alexandre II), le gouvernement se livra à des répressions féroces, des provocations et des exécutions contre l'organisation « Narodnaïa Volia ». Au cours des années 80 de multiples tentatives faites pour la ressusciter échouèrent. C'est ainsi qu'en 1886 se forma un groupe sous la direction de A. Oulianov (frère aîné de Lénine) et de P. Chévyrev, qui suivaient les traditions de la « Narodnaïa Volia ». Après une tentative avortée d'attentat contre Alexandre III en 1887, le groupe fut découvert et ses membres actifs exécutés.

Tout en critiquant le programme utopique et la tactique erronée de terreur individuelle des membres de la « Narodnaïa Volia », Lénine avait la plus grande estime pour leur lutte pleine d'abnégation contre le tsarisme ; il appréciait hautement la technique de leur action conspirative et leur organisation strictement centralisée.

Partisans du partage noir, G. Plékhanov, M. Popov, P. Axelrod, L. Deutch, I. Stépanovitch, V. Zassoulitch, O. Aptekman, V. Ignatov, par la suite A. Boulanov et d'autres. Les revendications de leur programme défendaient essentiellement la plate-forme de « Zemlia i Volia ». En Russie et à l'étranger où émigrèrent en 1880 Plékhanov, Deutch, Zassoulitch, Stépanovitch, etc., furent édités les journaux *Tcherny Pérédel* [Le partage noir] et *Zerno* [Le Grain]. Par la suite, une partie d'entre eux devait évoluer vers le marxisme (Plékhanov, Axelrod, Zassoulitch, Deutch et Ignatov) ; ils fondèrent, en 1883, la première organisation marxiste russe : le groupe « Libération du Travail » ; les autres se joignirent au groupe de la « Narodnaïa Volia » après le 1er mars 1881. — P. 377.

167. Engels a parlé dans sa lettre à V. Zassoulitch du 23 avril 1886 de « nos divergences » et du caractère de la révolution russe imminente. Cette lettre fut publiée pour la première fois en

1925 dans le recueil « Le groupe « Libération du Travail » n° 3. — P. 378.

168. Lénine veut parler ici de *Mourir pour la République* qui fait partie d'une série d'essais *La campagne allemande pour la constitution impériale*. — P. 378.

169. *Malover*, pseudonyme du cadet V. Portougalov. — P. 380.

170. Aux élections au Reichstag allemand qui eurent lieu en janvier 1907, les social-démocrates perdirent 36 mandats et au lieu de 79 députés ils n'en eurent que 43. En effet, le chancelier Bulow était parvenu à rassembler les conservateurs, les nationaux-libéraux et « les libres penseurs » sous le mot d'ordre du soutien à accorder à la politique coloniale de l'Allemagne, contre les social-démocrates et le centre.

L'article de F. Mehring « Deutscher Liberalismus und russische Duma » (« Le libéralisme allemand et la Douma russe ») fut publié à l'occassion de l'échec de la social-démocratie allemande lors des élections. — P. 384.

171. Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou, 1964, t. I, pp. 60-61. — P. 385.

172. « *Nouvelle Gazette Rhénane* » [Neue Rheinische Zeitung], journal édité à Cologne du 1er juin 1848 au 19 mai 1849 par Marx et Engels ; le rédacteur en chef était Marx. Sous les coups de la réaction la *Nouvelle Gazette Rhénane* dut interrompre sa parution à son numéro 301. Voir au sujet de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou, 1965, t. II, pp. 357-366.

Assemblée de conciliateurs. C'est ainsi que Marx qualifiait le Parlement de Francfort, réuni en Allemagne en mai 1848. — P. 388.

173. Voir K. Marx *Projet de loi sur la suppression des redevances féodales*. — P. 389.

174. « *Vorwärts* » [En Avant], quotidien, organe central du Parti social-démocrate allemand ; fut édité à Berlin à partir de 1891, par décision du Congrès de Halle, afin de servir de prolongation au journal *Berliner Volksblatt* [Journal populaire de Berlin] édité depuis 1884, sous le titre *Vorwärts Berliner Volksblatt*. Dans les pages de ce journal, F. Engels menait la lutte contre toutes les manifestations de l'opportunisme. A partir de 1895, après la mort d'Engels, la rédaction de *Vorwärts* se retrouva entre les mains de l'aile droite du parti et se mit à publier systématiquement des articles dus à des opportunistes. Mettant tendancieusement en lumière la lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme au sein du P.O.S.D.R., *Vorwärts* soutint les « économistes », puis après la scission au sein du parti, les mencheviks. Pendant les années de réaction, *Vorwärts* imprima les articles calomnieux de Trotski sans permettre à Lénine et aux bolcheviks

de publier des démentis et de donner une appréciation objective de la situation au sein du parti.

Pendant la première guerre mondiale, *Vorwärts* adopta les positions du social-chauvinisme ; après la Grande Révolution socialiste d'Octobre, le journal mena une propagande antisoviétique. Il fut édité à Berlin jusqu'en 1933. — P. 390.

175. L'article *Larine et Khroustalev* fut publié pour la première fois dans le journal *Troud* [Le Travail], hebdomadaire littéraire et politique bolchevique. Un numéro unique parut le 15 (28) avril 1907. Le lendemain même, le gouverneur de Pétersbourg en interdit la parution. — P. 392.

176. *La conférence de l'organisation de Pétersbourg du P.O.S.D.R.*, qui eut lieu à Terioki (Finlande) le 25 mars (7 avril) 1907, réunissait 133 délégués (92 bolcheviks et 41 mencheviks), dont plus de 100 ouvriers. Les élections des délégués durèrent plus d'un mois sous le contrôle d'une commission spéciale du Comité central. L'immense majorité des membres de l'organisation prirent part au vote. Lénine assura la présidence de la conférence, fit une intervention sur la réorganisation de l'organisation de Pétersbourg et sur le travail d'organisation du Comité de Pétersbourg.

La conférence examina les questions suivantes : la réorganisation de l'organisation de Pétersbourg du P.O.S.D.R., ; la représentation de l'organisation de Pétersbourg au groupe social-démocrate de la IIe Douma ; la collaboration inadmissible de la social-démocratie avec la presse bourgeoise ; le 1er Mai et la tactique de la social-démocratie. A une écrasante majorité, la conférence vota le projet de réorganisation mis au point par les bolcheviks. L'argument capital en était que la conférence était reconnue comme l'organe législatif permanent de l'organisation locale, qu'elle se réunissait périodiquement, et qu'elle élisait son organe exécutif : le Comité de Pétersbourg qui agissait dans les limites des directives de la conférence. Un nouveau Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. fut élu. Lénine fut désigné par l'organisation de la ville pour entretenir des contacts avec le groupe social-démocrate à la IIe Douma. La conférence condamna violemment toute collaboration quelle qu'elle soit des social-démocrates à la presse bourgeoise.

La conférence mit fin à la scission existant dans l'organisation de Pétersbourg du P.O.S.D.R. depuis la conférence de janvier 1907.

La deuxième séance de la conférence se tint à Terioki également le 8 (21) avril 1907. Les questions suivantes figuraient à l'ordre du jour : célébration du 1er Mai; campagne de meetings; conseil de délégués; élections au Ve Congrès du Parti; compte rendu du député à la IIe Douma Alexinski ; questions d'organisation ; mouvement coopératif; lutte contre les Cent-Noirs ; le chômage. Le manque de temps empêcha l'examen des trois derniers points. La conférence décida de marquer la journée du 1er Mai par une grève générale et des meetings ; il fut également décidé d'orga-

niser un Conseil de délégués de Pétersbourg et de la province de Pétersbourg, et à cet effet, de convoquer sur le champ tous les délégués, par secteurs. Pour les élections au Ve Congrès, la conférence décida de confier au Comité de Pétersbourg le soin de mettre au point la technique des élections au second tour et se contenta d'élire, parmi les personnes présentes, une commission des mandats de 7 personnes. La conférence discuta du rapport du député Alexinski et chargea une commission spéciale de rédiger une résolution à son sujet. Elle adopta également diverses décisions touchant les problèmes d'organisation.

Lénine prit la parole au cours des débats qui suivirent le rapport d'Alexinski et conseilla à la délégation de Pétersbourg de proposer au Ve Congrès du Parti d'inviter les représentants des groupes de combat afin d'envisager leur réorganisation. — P. 397.

177. *La conférence du boycottage.* La conférence du P.O.S.D.R. de Pétersbourg fut convoquée par le comité de Pétersbourg le 11 (24) février 1906 pour trancher la question de l'attitude à adopter envers la Douma d'Etat. Lénine dirigea les travaux de la conférence. Etaient présents 65 délégués avec voix délibérative. Les élections à la conférence eurent lieu après la discussion et la mise aux voix des plates-formes tactiques des bolcheviks et des mencheviks à raison de 1 délégué pour 30 membres du Parti votants. Les bolcheviks obtinrent une large majorité. Les mencheviks exigèrent que soient déclarées non valables les voix de l'organisation de province de Pétersbourg qui était presque entièrement bolchevique. Au cours de l'examen de ce point, Lénine émit des observations et des répliques. La conférence reconnut valables les voix de l'organisation de province. Elle entendit le compte rendu d'activité du comité de Pétersbourg et adopta une résolution proposée par Lénine reconnaissant la représentation à la conférence comme valable, la conférence l'étant également et ses décisions obligatoires. Le rapport sur l'attitude envers la Douma d'Etat fut présenté par Lénine (ce rapport ne fut pas inscrit au procès-verbal de la conférence). A la fin de son rapport, Lénine donna lecture de la résolution sur la tactique du boycottage actif. Les mencheviks présentèrent leur propre résolution par l'intermédiaire de Martov. La conférence, à une majorité de 36 voix contre 29, se prononça pour le boycottage actif de la Douma. Toutefois, elle ne put adopter la résolution qui fournissait un ample exposé des motifs de la tactique de boycottage actif.

Une deuxième conférence de l'organisation de Pétersbourg fut convoquée fin février-début mars 1906 afin d'examiner et de ratifier définitivement la résolution sur la tactique du boycottage actif de la Douma ; 62 délégués y participèrent. La conférence examina les résolutions de Lénine et de Martov ainsi que celle de l'arrondissement d'Okhta soumise en plus par les mencheviks. Après une longue et vive discussion, la conférence adopta comme base, à une majorité de 35 voix contre 24 et une

abstention, la résolution qu'il avait proposée. Une commission chargée de rédiger définitivement la résolution fut élue avec la participation de Lénine. Les mencheviks refusèrent d'y siéger et quittèrent la conférence. — P. 399.

178. Plus de 40 bolcheviks et près de 30 mencheviks assistaient à la conférence inter-secteurs de l'organisation de Pétersbourg du P.O.S.D.R. qui eut lieu en juin ; les résolutions proposées par les bolcheviks y furent ratifiées. — P. 399.

179. Il s'agit de la première conférence des organisations militaires et de combat du P.O.S.D.R. qui se tint les 16-22 novembre (29 novembre-5 décembre) 1906 à Tammerfors. La conférence fut convoquée sur l'initiative des organisations de Pétersbourg et de Moscou, ainsi que de la fraction bolchevique du Comité central. Lénine en approuva la convocation et participa aux préparatifs. Il écrivit aux délégués une lettre les mettant sérieusement en garde contre les décisions précipitées s'écartant des principes bolcheviques. Il en fut donné lecture à la conférence.

19 délégués avec voix délibérative et 9 avec voix consultative représentant 11 organisations militaires et 8 de combat, parmi lesquels figuraient les envoyés des comités de Pétersbourg et de Moscou, assistaient à la conférence. Etaient représentées les organisations militaires de Pétersbourg, Cronstadt, Riga, Moscou, de la Finlande, de Sébastopol, Libau, Nijni-Novgorod, Kalouga, Voronèje, Kazan, les organisations de combat de Pétersbourg, Moscou, Saratov, de l'Oural. Il y avait en plus les représentants du Bureau technique du Comité central, du Bureau technique du Sud et de l'aile révolutionnaire social-démocrate finlandaise. On notait parmi les délégués E. Iaroslavski, R. Zemliatchka, I. Sammer (Lioubitch, Ostaptchenko), I. Lalaïantz, M. Liadov, etc.

L'ordre du jour était le suivant : 1) compte rendu du Bureau d'organisation ; 2) comptes rendus des délégués ; 3) les tentatives avortées d'insurrection armée ; 4) appréciation de la période actuelle ; 5) caractère de l'insurrection armée ; 6) les tâches des organisations militaires et de combat ; 7) le caractère du travail des organisations militaires ; 8) attitude à l'égard des organisations militaires et de combat des autres partis et des organisations sans étiquette ; 9) la création de centres militaires et de combat en vue de l'organisation de l'insurrection armée ; 10) les rapports des organisations militaires et de combat avec les organisations prolétariennes ; 11) le rapport au congrès du Parti ; 12) les principes de la représentation au congrès ; 13) l'Organe central et la littérature ; 14) l'attitude à l'égard de la conférence des organisations militaires, convoquée par le Comité central ; 15) les élections.

La conférence adopta une série de résolutions : la période actuelle ; le rôle du Parti dans l'insurrection armée (adoptée à l'unanimité au cours d'une réunion privée et ne reflétant que l'opinion des membres du Parti présents à la conférence), les

tâches des organisations militaires ; les tâches des organisations de combat ; l'attitude à l'égard des organisations similaires des autres partis et des organisations sans étiquette ; le rôle des organisations militaires et de combat dans l'insurrection armée ; le travail parmi les officiers ; les expropriations ; l'attitude à l'égard de la conférence convoquée par le Comité central ; le compte rendu au congrès ; les principes de la représentation au congrès ; le Bureau provisoire des organisations militaires et de combat ; l'organe littéraire et les éditions ; la littérature locale et régionale ; la création de l'organisation militaire et de combat pour toute la Russie ; l'absence du représentant du Comité central. La conférence procéda à l'élection d'un « Bureau provisoire » chargé de convoquer la conférence militaire pour toute la Russie, et qui ne fonctionna que pendant deux mois.

Ces résolutions furent publiées le 7 décembre 1906 dans le *Prolétari* n° 9 et les procès-verbaux édités en 1907 à Pétersbourg. — P. 411.

180. Lénine donne une analyse détaillée et une critique de la quatrième lettre du C.C. menchevique aux organisations du Parti dans son article « La crise politique et la faillite de la tactique opportuniste » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 148-164.) — P. 417.

181. « *Les Cahiers du Social-Démocrate* », organe non périodique édité par G. Plékhanov à Genève entre mars 1905 et avril 1912 (avec de longues interruptions). Il en sortit 16 numéros. La parution reprit en 1916 à Petrograd, mais pour un unique numéro. Dans les 8 premiers (1905-1906), Plékhanov exposa des conceptions mencheviques et opportunistes d'extrême-droite, soutint l'alliance de la social-démocratie avec la bourgeoisie libérale, s'éleva contre l'union du prolétariat et de la paysannerie et critiqua l'insurrection armée de décembre. Entre 1909 et 1912 (numéros 9 à 16), il défendit les organisations clandestines contre les menchéviks liquidateurs. Cependant, dans les questions fondamentales de tactique, il resta sur des positions mencheviques. Le numéro 1 de 1916 exprimait sans fard les conceptions social-chauvines de Plékhanov.

Lénine a violemment critiqué Plékhanov pour son opportunisme et son éloignement du marxisme révolutionnaire. — P. 418.

182. *Izarov*, I. Lalaïantz. — P. 418.

183. *Varine*, V. Fridoline qui en 1907 se rapprocha des bolcheviks. — P. 420.

184. *Ilian*, E. Iaroslavski. — P. 420.

185. *Le rapport au Ve Congrès du P.O.S.D.R. au sujet de la scission de Pétersbourg et de l'institution à cette occasion d'un tribunal du Parti* fut publié en brochure en avril 1907 à Vyborg, à l'imprimerie du *Prolétari* avec la mention « A l'usage exclusif des mem-

bres du congrès du P.O.S.D.R. » La première et la dernière parties furent rédigées en avril 1907 ; « Le discours de défense de Lénine (ou d'accusation contre la partie menchevique du P.O.S.D.R.) au tribunal du Parti » fut rédigé en février ; Lénine en donna lecture à la première séance du tribunal fin mars 1907. — P. 422.

186. Au cours de leur réunion, les 234 bolcheviks de l'organisation pétersbourgeoise du P.O.S.D.R. militant dans tous les arrondissements de la ville adoptèrent la résolution suivante concernant l'attitude du groupe menchevique durant la campagne électorale pour la IIe Douma d'Etat et l'organisation sur l'initiative du Comité central menchevique d'un tribunal du Parti.

« 1) L'entière responsabilité de la scission de l'organisation social-démocrate pétersbourgeoise durant la campagne électorale repose sur le groupe de camarades mencheviques.

2) Les pourparlers du groupe menchevique avec les cadets avant et après la scission ont été en réalité des marchandages inadmissibles pour les sièges à la Douma, marchandages qui se sont déroulés contre la volonté du prolétariat social-démocrate de Pétersbourg.

3) La manière d'agir du camarade Dan qui a joué le rôle le plus actif durant tous les épisodes de la scission et dans les pourparlers avec les cadets, pour lesquels d'ailleurs il n'était délégué par aucune organisation du Parti, a été particulièrement blâmable.

4) La conduite du groupe menchevique après sa rupture avec les cadets et, surtout, après la conclusion d'un accord entre les partis de gauche à Pétersbourg, ses bruyantes protestations contre cet accord et son appel demandant aux électeurs de ne pas le soutenir dans de nombreuses circonscriptions de la ville, ainsi que l'obstruction du groupe vis-à-vis de la constitution de listes de la gauche, etc., toute cette conduite n'est qu'une attitude de sabotage direct de la cause du prolétariat et de l'ensemble du parti en faveur des cadets.

C'est pourquoi l'assemblée exprime le désir que la fraction bolchevique restée à la conférence de Pétersbourg de la social-démocratie après le départ du groupe menchevique se présente au tribunal du Parti organisé sur l'initiative du Comité central et accuse le groupe menchevique et le camarade Dan pour leur conduite inadmissible sur le plan politique.

La réunion propose à tous les militants, afin de répliquer à la campagne soulevée par le Comité central contre Lénine personnellement, d'informer largement et dans les plus brefs délais, le prolétariat pétersbourgeois de tout le cours de la campagne électorale social-démocrate à Pétersbourg et du rôle qu'y a joué le groupe menchevique (le *Prolétari* n° 13, 11 février 1907).

La conférence de l'organisation de Pétersbourg (de la ville et de la province) qui eut lieu en février 1907, après avoir confirmé la résolution de la réunion des 234 bolcheviks de Pétersbourg, y ajouta un cinquième point : « La conférence soutient en principe l'accusation exprimée dans la brochure de N. Lénine

(« Les élections à Pétersbourg et l'hypocrisie des 31 mencheviks»). C'est pourquoi elle se considère dans le droit de prendre part au procès en qualité de partie. En accusant le camarade Dan et les 31 mencheviks, la conférence se fera représentée au procès par les mêmes juges que Lénine » (*Prolétari* n° 14, 4 mars 1907).

Des résolutions analogues furent proposées aux réunions des comités d'arrondissement et de province de Pétersbourg. — P. 422.

187. Dans la correspondance de Kovno publiée dans le *Prolétari* n° 13 du 11 février 1907, on indiquait les détails de la campagne électorale à Kovno où les bundistes s'étaient mis d'accord avec le comité électoral juif composé essentiellement de « dostijentsy ». Cet accord soutenu par le C.C. menchevique du P.O.S.D.R. eut pour résultat de faire passer six grands-électeurs bourgeois et un Cent-Noir à Kovno.

Les dostijentsy, membres de l'« Association pour l'obtention de l'égalité en droit du peuple juif en Russie ». L'association fut organisée en mars 1905 au congrès des personnalités juives de Vilno. Elle comprenait des éléments cadets et sionistes ; le leader en était le cadet M. Vinaver. Elle revendiquait les libertés bourgeoises, l'abolition des lois restrictives concernant les Juifs avec égalité complète en droits par rapport à l'ensemble de la population. L'association ne joua pratiquement aucun rôle politique ; son activité même à l'époque de l'essor révolutionnaire maximum se bornait à rédiger des pétitions et des protestations. Sur tous les points elle défendait la position cadette. Fin 1907, l'association cessa d'exister. — P. 432.

188. *Maximov-Malinovski* plus connu sous le pseudonyme de A. Bogdanov ; *Zimine*, L. Krassine ; *Stroev*, pseudonyme de V. Desnitski. — P. 436.

189. *Le Ve Congrès du P.O.S.D.R.* eut lieu à Londres du 30 avril au 19 mai (13 mai-1er juin) 1907. Tout d'abord le congrès devait se tenir à Copenhague et, en cas d'interdiction, à Malmö (Suède) ou à Bruxelles. Mais les gouvernements du Danemark, de la Suède et de la Belgique, sous la pression directe du gouvernement tsariste, interdirent le Congrès du P.O.S.D.R. sur le territoire de leurs Etats. Les délégués qui s'étaient réunis à Copenhague se transportèrent à Malmö, puis à Londres.

La nécessité de réunir le congrès était provoquée par la politique opportuniste du C.C. menchevique élu lors du IVe congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R. (il y avait au C.C. 7 mencheviks et 3 bolcheviks, à la rédaction de l'organe central 5 mencheviks). Cette politique, contraire à la volonté de la majorité du parti, fit faillite. Pas une seule mesure du C.C. menchevique en liaison avec les événements importants qui avaient lieu dans le pays, non seulement ne fut soutenue par la majorité des grosses organisations du parti dans les centres industriels ; au contraire, elles furent toutes repoussées.

Au Congrès assistaient 336 délégués représentant plus de 147 000 membres du parti. Il y avait 105 délégués bolcheviques,

97 mencheviks, 57 bundistes, 44 social-démocrates polonais, 29 représentants des social-démocrates lettons, 4 délégués « en dehors des fractions ».

Les gros centres industriels envoyèrent des bolcheviks au Congrès. L'organisation du parti de Pétersbourg sur 17 délégués, envoya 12 bolcheviks. L'organisation de Moscou et de Moscou-province 16 délégués bolcheviques sur 19, celle de l'Oural 19 bolcheviks. Les organisations d'Ivanovo-Voznessensk, de Vladimir, de Kostroma (province), de Briansk, de Kazan, de Krasnoïarsk n'envoyèrent que des bolcheviks. Lénine fut élu délégué au congrès par l'organisation de Verkhné-Kamsk.

Après de violents débats, on adopta l'ordre du jour suivant : 1) compte rendu du Comité central ; 2) compte rendu de la fraction à la Douma et son organisation ; 3) attitude à l'égard des partis bourgeois ; 4) la Douma d'Etat ; 5) le « congrès ouvrier » et les organisations ouvriéres sans-parti ; 6) les syndicats et le parti ; 7) les actes de partisans ; 8) le chômage, la crise économique et les lock-out ; 9) les questions d'organisation ; 10) le congrès international de Stuttgart (1er mai, militarisme) ; 11) le travail dans l'armée ; 12) questions diverses. Comme les travaux du congrès traînaient en longueur, les questions concernant le chômage, la crise économique, les lock-out et le congrès international de Stuttgart, furent retirées de l'ordre du jour.

Lénine fut élu au présidium du congrès ; il prit la parole sur la plus importante question à l'ordre du jour : l'attitude envers les partis bourgeois. Il fit des discours sur le rapport d'activité du C.C., sur le rapport à propos de l'activité du groupe s.-d. à la Douma ; il parla en faveur de l'introduction dans l'ordre du jour du congrès des questions de principe concernant les bases de la tactique du parti dans la révolution bourgeoise ; il parla contre les mencheviks, les bundistes et Trotski ; il présida le 6e, 7e, 14e, 15e, 27e, 34e, 35e séances du Congrès.

Les délégués social-démocrates du royaume de Pologne et de Lituanie et des social-démocrates lettons soutinrent les bolcheviks au Congrès. Les unissant sur une plate-forme révolutionnaire, les bolcheviks obtinrent la majorité et remportèrent la victoire de la ligne révolutionnaire marxiste. En ce qui concerne toutes les questions fondamentales, le Congrès adopta les résolutions bolcheviques.

Sur la question de l'attitude à l'égard des partis bourgeois, on adopta une résolution de Lénine. Dans cette résolution, le congrès donnait une appréciation bolchevique de tous les partis non prolétariens : Cent-Noirs, octobristes, cadets et s.-r., et formulait la tactique de la social-démocratie révolutionnaire par rapport à ces partis. C'était une grande victoire des bolcheviks. Le parti, écrivit Lénine par la suite, dans la résolution de Londres sur les partis non prolétariens « a dressé l'essentiel du bilan des leçons de la révolution. Dans cette résolution, le prolétariat social-démocrate évalue avec précision et clarté les rap-

ports réciproques entre les classes dans la révolution, définit la base sociale de tous les grands partis et les objectifs généraux du mouvement ouvrier dans la lutte pour la démocratie » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 134).

Le congrès adopta la résolution bolchevique sur la Douma d'Etat dans laquelle étaient formulées les tâches de la social-démocratie à la Douma. L'activité de la social-démocratie à la Douma devait être soumise à l'activité hors de la Douma et il fallait utiliser cette dernière avant tout comme une tribune pour démasquer l'autocratie et la politique conciliatrice de la bourgeoisie, afin de proclamer le programme révolutionnaire du Parti et d'en faire la propagande. Dans la résolution concernant le rapport du groupe s.-d. à la Douma, le Congrès exprima la certitude que celui-ci servirait la cause du prolétariat de Russie en accord avec les directives du congrès et sous la direction du Comité central.

Sur la question du « congrès ouvrier » on adopta la résolution bolchevique basée sur le projet de résolution de Lénine pour le Congrès « Les organisations ouvrières sans-parti et le courant anarcho-syndicaliste dans le prolétariat » (voir présent tome, pp. 139-141). Dans la résolution sur la question « Les syndicats et le Parti », le congrès repoussa la théorie opportuniste de « neutralité » des syndicats insistant sur le fait qu'il était indispensable d'obtenir une direction politique des syndicats par le parti. Le congrès apporta des amendements au Statut du parti en liquidant la dualité de direction (élection au congrès du C.C. et l'organe central). D'après le nouveau Statut, au congrès on élut seulement le C.C. ; la rédaction de l'organe central devait être désignée par le C.C. et travailler sous son contrôle. Le Statut prévoyait la convocation de réunions périodiques du parti afin d'examiner les questions les plus importantes de la vie du parti.

5 bolcheviks, 4 mencheviks, 2 social-démocrates polonais, un social-démocrate letton furent élus au Comité central. 10 bolcheviks, 7 mencheviks, 3 social-démocrates polonais et 2 social-démocrates lettons furent élus membres suppléants au C.C. Lénine, Dzerjinski, Doubrovinski, Noguine, Krassine, Tyszka, Markhlevski, etc., furent élus membres et membres suppléants. Par la suite trois personnes furent encore élues au C.C. — 2 bundistes et 1 social-démocrate letton.

Tenant compte de l'instabilité d'un C.C. constitué de représentants de différentes tendances (les représentants des organisations social-démocrates nationales hésitaient souvent entre les bolcheviks et les mencheviks), à la fin des travaux du Congrès, à une session de la fraction bolchevique, on procéda à l'élection d'un Centre bolchevique dirigé par Lénine et dont fit également partie la rédaction du journal *Prolétari*.

Le Ve Congrès du P.O.S.D.R. fut une victoire du bolchevisme dans le mouvement ouvrier de Russie. Les résolutions du Congrès tirèrent les conclusions de la victoire du bolchevisme sur l'aile opportuniste menchevique du Parti dans la période de

la révolution démocratique bourgeoise. La tactique bolchevique fut adoptée comme la tactique unique de tout le Parti. — P. 441.

190. *Le IIIe Congrès du P.O.S.D.R.* se tint à Londres du 12 au 27 avril (25 avril-10 mai) 1905. Il fut préparé par les bolcheviks et dirigé par Lénine. Les mencheviks refusèrent de participer au Congrès et réunirent à Genève leur propre conférence.

38 délégués assistèrent au Congrès, 24 à voix délibérative et 14 à voix consultative.

Le Congrès examina les questions fondamentales de la révolution qui se développait en Russie et fixa les tâches du prolétariat et de son parti. Les questions suivantes furent examinées au Congrès : l'exposé du comité d'organisation ; l'insurrection armée ; l'attitude à l'égard de la politique du gouvernement à la veille de la révolution ; le gouvernement révolutionnaire provisoire ; l'attitude à l'égard du mouvement paysan ; le Statut du parti ; l'attitude à l'égard de la partie du P.O.S.D.R. qui avait fait scission ; l'attitude à l'égard des organisations social-démocrates nationales ; l'attitude à l'égard des libéraux ; les accords pratiques avec les s.-r ; la propagande et l'agitation ; les rapports du C.C. et des délégués des comités locaux et autres. Le Congrès indiqua le plan pratique et élabora la stratégie du parti dans la révolution démocratique bourgeoise ; ce plan consistait à faire du prolétariat le guide de la révolution ; il fallait conclure une union avec la paysannerie, en isolant la bourgeoisie, lutter pour la victoire de la révolution afin d'écraser l'autocratie et d'instaurer une république démocratique, de liquider toutes les sequelles du servage. Partant de ce plan stratégique, le Congrès détermina la ligne tactique du parti. Le Congrès fit de l'organisation de l'insurrection armée du peuple la tâche essentielle et pressante du parti. Le Congrès indiqua que la victoire de l'insurrection armée devait avoir pour résultat la création d'un gouvernement révolutionnaire provisoire qui écraserait la résistance de la contre-révolution, mettrait en vigueur le programme minimum du P.O.S.D.R., préparerait les conditions nécessaires au passage à la révolution socialiste.

Le Congrès révisa le Statut du parti : il adopta le premier paragraphe du Statut sur l'appartenance au parti, comme il avait été formulé par Lénine ; il repoussa le système de la double direction (C.C. et organe central) dans le parti et créa un centre unique dirigeant du parti : le Comité central ; il détermina de façon précise les droits du C.C. et ses rapports avec les comités locaux.

Le Congrès condamna les actions des mencheviks, leur opportunisme dans les questions d'organisation et de tactique. Comme l'*Iskra* était entre les mains des mencheviks et suivait une ligne opportuniste, le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. confia donc au C.C. le soin de créer un nouvel organe central, le journal le *Prolétari*.

Le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. eut une énorme importance historique. C'était le premier Congrès bolchevique. Ses résolu-

tions étaient l'incarnation des principes d'organisation et de tactique du léninisme. Le Congrès arma le parti et la classe ouvrière en lui donnant un programme de lutte pour la victoire de la révolution démocratique. Voir, sur le travail et la portée du IIIe Congrès du parti, l'article de Lénine « Le IIIe Congrès » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 445-452). Les résolutions du Congrès furent exposées par Lénine dans l'ouvrage « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratiques » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 9-139). — P. 443.

191. *La conférence des mencheviks* se tint à Genève en même temps que le IIIe Congrès du P.O.S.D.R., en avril 1905. Etant donné le petit nombre des participants (il n'y avait que les délégués de 9 comités), les mencheviks déclarèrent leur réunion conférence des militants du parti.

Les résolutions adoptées par la conférence montrèrent que les mencheviks ne se posaient pas pour tâche un développement ultérieur de la révolution. Ils niaient l'hégémonie du prolétariat dans la révolution et la politique d'union du prolétariat avec les paysans. Ils considéraient que la bourgeoisie libérale devait diriger la révolution démocratique bourgeoise et qu'après la victoire de celle-ci, le pouvoir devait passer entre les mains de cette bourgeoisie. Les mencheviks niaient la nécessité de la formation d'un gouvernement révolutionnaire provisoire auquel auraient participé des représentants de la social-démocratie.

Dans ses résolutions sur la question du soulèvement armé la conférence ne désignait pas de tâches pratiques au prolétariat en liaison avec le soulèvement, car elle considérait que le parti du prolétariat ne devait pas s'occuper de la préparation du soulèvement : cela aurait pu effrayer la bourgeoisie. La conférence se prononça contre la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire. Elle ne posait pas pour tâche l'organisation de comités révolutionnaires paysans destinés à enlever leurs terres aux propriétaires fonciers ; la solution de la question agraire était laissée à la future Assemblée constituante. La conférence supprima le Statut du parti adopté au IIe Congrès du P.O.S.D.R. Ses décisions en ce qui concernait la question de l'organisation, exprimées dans le « Statut d'organisation », ramenaient le parti à la période qui précéda le IIe Congrès, au morcellement et à l'esprit de coterie. Les résolutions de la conférence de Genève témoignaient du fait que les mencheviks voulaient désarmer la classe ouvrière, du point de vue des idées et de l'organisation, en lui inculquant un esprit de réformisme et de conciliation à l'égard de la tactique de la bourgeoisie libérale. Ces résolutions servaient à augmenter l'influence bourgeoise dans la classe ouvrière. Dans l'article « Un troisième pas en arrière », dans les ouvrages « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique », dans la « Préface à la brochure *Les ouvriers sur la scission au sein du parti* » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 552-562 ; t. 9, pp.

9-139) et dans d'autres œuvres encore Lénine montre le caractère opportuniste des résolutions adoptées par la conférence de Genève et les soumet à une sévère critique. — P. 443.

192. Il s'agit de la grève commencée sur la décision du Comité pétersbourgeois du P.O.S.D.R., le 21 juillet (3 août) 1906, afin de soutenir l'insurrection armée des soldats et des matelots à Svéaborg et Cronstadt.

Sur la grève de juillet 1906 voir les articles de Lénine « Avant la tempête » et « La crise politique et la faillite de la tactique opportuniste » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 133-138, 148-164.). — P. 449.

193. Cette déclaration fut faite par Lénine à la 20e séance du Congrès, au moment où fut ratifiée la résolution sur le compte rendu du groupe social-démocrate à la IIe Douma. Une commission composée de 10 membres (2 représentants de chacune des fractions) avait été chargée de la rédiger. 4 projets furent proposés à la commission : celui des bolcheviks, des mencheviks, des social-démocrates polonais et des bundistes. La commission n'adopta aucune de ces résolutions, elle n'examina aucun projet dans son ensemble, mais discuta les questions suivantes : 1) la résolution doit-elle contenir des directives politiques pour le groupe ; 2) doit-elle énumérer toutes les erreurs du groupe ; 3) la confiance au groupe. Après cela, la commission rédigea sa résolution qui toutefois n'obtint pas la majorité à l'intérieur de la commission. Aussi, le Congrès à la 19e séance, le 10 (23) mai dut-il examiner les mêmes points. La proposition bolchevique tendant à inclure des directives fut rejetée, les social-démocrates lettons ayant voté contre. Le lendemain, le 11 (24) mai, à la 20e séance, Verner (T. Kalnine), représentant letton, proposa de différer l'examen de cette résolution jusqu'à la discussion relative aux partis bourgeois et à la Douma d'Etat, motivant sa proposition par le fait qu'une partie de la délégation lettonne avait voté à la 19e séance contre l'inclusion des directives ; elle estimait en effet que le sens de ces directives n'apparaissait pas avec suffisamment de netteté tant que n'avait pas eu lieu le débat sur les partis bourgeois et la Douma d'Etat.

Le présidium soumit cette question à l'appréciation du Congrès, considérant que la proposition de Verner n'annulait pas la décision sur les directives adoptées la veille. Lénine soutenait les social-démocrates lettons. Les menchéviks et les bundistes intervinrent non seulement contre la proposition de Verner, mais contre le fait même de poser la question.

Toutefois, le Congrès, après un vote nominal, se prononça à une majorité de 149 voix contre 144 avec 3 abstentions, pour la nécessité de donner des directives à la fraction après le débat sur l'attitude à l'égard des partis bourgeois et la Douma d'Etat. — P. 459.

194. Lénine s'est livré à une analyse détaillée de la résolution des mencheviks caucasiens dans le § 12 des *Deux tactiques de la social-*

démocratie dans la révolution démocratique (Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 9-139). — P. 461.

195. Voir K. Marx, *Circulaire contre Krige*. — P. 471.

196. Dans son premier amendement Trotski proposait de rejeter du troisième point de la résolution les mots « que la base sociale de ces partis (c'est-à-dire les partis de la bourgeoisie libéralo-monarchique — *N.R.*) sont les couches économiquement plus progressistes de la bourgeoisie et plus particulièrement les intellectuels bourgeois, tandis qu'une partie de la petite bourgeoisie démocratique des villes et de la campagne ne suit ces partis que par la force de la tradition, trompée par les libéraux ». La rectification de Trotski fut repoussée par le Congrès.

Le deuxième amendement de Trotski concernait le cinquième point de la résolution. Au lieu des mots « en même temps contre la réaction et contre la bourgeoisie libérale traître », il proposait : « contre la réaction et contre la politique traître de la bourgeoisie libérale ». La rectification de Trotski fut adoptée par le Congrès. — P. 483.

197. L'amendement de Martov qui proposait d'ajouter une note au troisième point de la résolution sur la possibilité d'accords techniques avec les partis bourgeois fut soumis à un vote nominal des délégués du Congrès après l'exposé de Lénine et repoussé (sur cet amendement voir le présent tome, pp. 506-507). — P. 484.

198. L'amendement de Martov à propos du quatrième point de la résolution qui proposait à la place de la mention sur le caractère pseudo-socialiste des populistes de parler de « caractère aventuriste » et de « caractère utopique de leur révolutionnarisme » fut repoussé par le Congrès après l'exposé de Lénine (sur cet amendement voir le présent tome, pp. 507-509). — P. 485.

199. Le premier amendement de Martynov qui proposait pour le quatrième point de la résolution concernant l'attitude à l'égard des partis bourgeois de remplacer : « ces partis (populistes — *N.R.*) revêtent leurs tâches, en réalité démocratiques bourgeoises, d'une idéologie plus ou moins socialiste » par : « unissent des tendances révolutionnaires et démocratiques avec des tendances réactionnaires sociales et politiques et des préjugés qui caractérisent les paysans de l'époque qui précéda le capitalisme et les petits bourgeois » ; cette rectification fut repoussée par le Congrès.

Le deuxième amendement sur ce même point de la résolution proposait de remplacer : « en les obligeant de la sorte à se mettre du côté de la social-démocratie contre les Cent-Noirs et les cadets » pour « prendre part à la lutte sans merci contre l'Etat servagiste » fut également repoussé par le Congrès. — P. 486.

200. Le Congrès qui n'a pas entendu le rapport sur la question de la Douma d'Etat a étudié deux projets de résolution. Lénine

a présenté un rapport au nom de la commission défendant le projet bolchevique à la 33e séance du Congrès. La résolution a été adoptée par 157 voix contre 110. — P. 488.

201. Le congrès décida d'élire 15 membres du Comité central dont 12 au Congrès même ; les 3 autres devraient être délégués ultérieurement par les organisations nationales. Le décompte des voix pour l'élection au Comité central eut lieu au cours d'une séance groupant un nombre restreint de délégués (1 représentant pour 4), 75 délégués étaient présents à la séance (22 bolcheviks, 21 mencheviks, 14 bundistes, 11 Polonais et 7 Lettons). Lors de l'élection des membres suppléants du Comité central, 9 membres obtinrent la majorité des voix, 5 un nombre égal de voix. Il fallait donc élire 3 candidats sur 5. Les bolcheviks proposèrent un scrutin de ballottage, les mencheviks un tirage au sort. Ce fut la proposition bolchevique qui l'emporta. — P. 492.

202. Il s'agit de l'amendement de l'« économiste » Akimov (V. Makhnovetz), proposé à la commission du IIe Congrès du parti lors de la discussion sur le projet de programme du parti présenté par l'*Iskra*. (Voir « Le IIe Congrès du P.O.S.D.R., Procès-verbaux », 1959, p. 258.) — P. 505.

203. Voir Karl Marx, *Projet de loi sur l'abolition des redevances féodales*. — P. 506.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE V. LÉNINE

CHRONOLOGIE

(Janvier—juin 1907)

1907

Janvier-avril — Lénine vit à Kuokkala (Finlande).

18 (31) janvier — Lénine écrit l'article « La campagne électorale de la social-démocratie à Pétersbourg », publié dans le journal *Prostyé Rétchi* n° 2, le 21 janvier (3 février).

19 janvier (1er février) — Lénine écrit l'article « De degré en degré » publié dans le *Prolétari* n° 12, le 25 janvier (7 février).

19-20 janvier (1er-2 février) — Lénine écrit l'article « La protestation de 31 mencheviks », publié dans le *Prolétari* n° 12, le 25 janvier (7 février).

20 janvier (2 février) — Lénine écrit la brochure « Les élections à Pétersbourg et l'hypocrisie des 31 mencheviks » qui paraît à Pétersbourg aux Editions « Novaïa Douma ».

25 janvier (7 février) — L'article de Lénine « Comment voter aux élections de Pétersbourg ? (Y a-t-il un danger d'une victoire cent-noire ?) » est publié dans le journal *Zrenié* n° 1.
L'article de Lénine « Les élections à Pétersbourg et la crise de l'opportunisme » est publié en éditorial dans le *Prolétari* n° 12.

Fin janvier — Lénine est cité devant un tribunal du Parti par le Comité central (à majorité menchevique) pour sa brochure « Les élections à Pétersbourg et l'hypocrisie des 31 mencheviks ».

30 janvier (12 février) — Les articles de Lénine « Les élections à la curie ouvrière de Pétersbourg » et « La lutte des social-démocrates et des socialistes-révolutionnaires aux élections à la curie ouvrière de Pétersbourg » sont publiés dans le journal *Prostyé Rétchi* n° 3.

4 (17) février — Les articles de Lénine « Comment voter aux élections de Pétersbourg ? (A qui profite la fable du péril cent-noir ?) », « Données provisoires sur

les élections à Moscou » et « Une lidvaliade politique » sont publiés dans le journal *Zrénié* n° 2.
Lénine écrit l'article « La signification des élections à Pétersbourg » publié dans le *Prolétari* n° 13, le 11 (24) février.

5 (18) février — Lénine écrit la préface de la traduction russe des « Lettres de Marx à L. Kugelmann », parue sous la direction de Lénine en 1907 à Pétersbourg.

7 (20) février — Lénine écrit l'éditorial « La IIe Douma et la seconde vague de la révolution » pour le journal *Prolétari* n° 13.

9 (22) février — Lénine écrit l'article « Les résultats des élections à Pétersbourg », publié dans le *Prolétari* n° 13.

Début février — Lénine écrit un discours de défense (ou d'accusation contre le Comité central menchevique) pour le tribunal du Parti.

11 (24) février — Les articles de Lénine « Les résultats des élections à la curie ouvrière de Pétersbourg », « Quelques données sur les élections à la curie ouvrière dans le sud de la Russie », « A propos du compte rendu de l'arrondissement Moskovski de la ville de Pétersbourg sur les élections à la IIe Douma » sont publiés dans le *Prolétari* n° 13.

Entre le 8 et le 15 (21-28) février — Lénine présente un rapport sur la question de la campagne électorale et de la tactique des social-démocrates à la Douma à la troisième séance de la conférence de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg (de ville et de province).

15-18 février (28 février-3 mars) — Lénine rédige les projets de résolution pour le Ve Congrès du P.O.S.D.R.
Lénine dirige l'assemblée des représentants des comités de Pétersbourg et de Moscou, du comité de province de Moscou, du bureau de la région industrielle centrale et de la rédaction du journal *Prolétari*, laquelle examine et adopte les projets de résolution de Lénine.

17 février (2 mars) — Lénine donne une interview au correspondant de *l'Humanité* sur la tactique du P.O.S.D.R. au moment de la campagne électorale.

20 février (5 mars) — Lénine écrit l'article « Ouverture de la Deuxième Douma d'Etat », publié comme éditorial dans le journal *Novy Loutch* n° 1.

Lénine écrit l'éditorial « La Deuxième Douma et les tâches du prolétariat » (adresse aux ouvriers) publié dans le journal *Rabotchi* n° 2, le 23 février (8 mars).

21 février (6 mars) — Lénine écrit l'article « Un premier grand pas » publié dans le journal *Novy Loutch* n° 2.

22 février (7 mars) — Lénine écrit l'article « La tactique de la petite bourgeoisie » pour le journal *Novy Loutch* n° 4. Cet article est publié le 23 février (8 mars).

23 février (8 mars) — Lénine écrit les articles « La scission future vue par les responsables de la scission présente » et « A propos de la tactique opportuniste » publiés dans le journal *Novy Loutch* n° 5, le 24 février (9 mars).

25 février (10 mars) — L'article de Lénine « Les bolcheviks et la petite bourgeoisie » est publié en éditorial dans le journal *Novy Loutch* n° 6.

27 février (12 mars) — Lénine écrit l'éditorial « La prochaine dissolution de la Douma et les questions de tactique » pour le journal *Prolétari* n° 14, publié le 4 (17 mars).

Entre le 27 février et le 1er mars (12 et 14 mars) — Lénine écrit l'article « Cadets et troudoviks » pour le journal *Rabotchaïa Molva* n° 1.

28 février (13 mars) — Le projet d'appel « A propos de la déclaration de Stolypine », écrit par Lénine, est examiné à une séance du groupe social-démocrate de la Douma.

Fin février — Lénine écrit l'article « Les élections à la Douma et la tactique de la social-démocratie russe » publié dans le journal des social-démocrates allemands *Die Neue Zeit* n° 26, le 27 mars.
Lénine écrit la première partie de l'article « La plate-forme de la social-démocratie révolutionnaire », qui paraît dans le *Prolétari* n° 14, le 4 (17) mars.

12 (25) mars — Lénine écrit la deuxième partie de l'article « La plate-forme de la social-démocratie révolutionnaire », qui paraît dans le *Prolétari* n° 15, le 25 mars (7 avril).

19 mars (1er avril) — Lénine écrit l'article « Comment il ne faut pas écrire les résolutions » publié dans le recueil bolchevique *Questions de tactique.*

21 mars (3 avril) — Lénine écrit l'article « Les bases d'une transaction » publié en éditorial dans le journal *Prolétari* n° 15, le 25 mars (7 avril).

Entre le 21 et le 25 mars (3 et 7 avril) — Lénine écrit le projet de discours sur la question agraire qui doit être prononcé à la Douma par un député social-démocrate.

25 mars (7 avril) — Lénine préside la première session de la conférence de la ville de Pétersbourg du P.O.S.D.R. à Terioki (Finlande) et intervient dans les débats sur le plan de réorganisation du Comité de Pétersbourg et sur les questions du travail organisationnel du Comité de Pétersbourg. Lénine est élu délégué de l'organisation de Pétersbourg pour la liaison avec le groupe social-démocrate à la Douma.
L'article de Lénine « Bouche de miel, cœur de fiel » est publié dans le journal *Nachè Ékho* n° 1.

27 mars (9 avril) — Le journal *Nachè Ekho* (n° 2) publie en éditorial l'article de Lénine « La Douma et la ratification du budget ».

28 mars (10 avril) — Article de Lénine « Compliments intéressés » a été publié en éditorial dans le journal *Nachè Ekho* n° 4 du 29 mars (11 avril).

30 mars (12 avril) — L'article de Lénine « Les guerriers intellectuels contre la domination de l'intelligentsia » a été publié dans le n° 5 de *Nachè Ekho*.

Fin mars — Lénine prononce un discours de défense (ou d'accusation contre la partie menchevique du Comité central) à la première séance du tribunal soi-disant du parti monté par les mencheviks dans lequel il dévoile l'activité scissionniste des mencheviks dans l'organisation de Pétersbourg du P.O.S.D.R.

Mars — Lénine fait un rapport sur le moment actuel et les tâches du Parti à une assemblée d'information des bolcheviks qui devaient se rendre dans les localités pour organiser l'élection des délégués au Ve Congrès du P.O.S.D.R.

1er (14) avril — L'article de Lénine « La question agraire et les forces de la révolution » est publié dans le journal *Nachè Ekho* n° 7.

2 (15) avril — Lénine écrit l'article « Douma anémique ou petite bourgeoisie anémique ? », publié en éditorial dans le journal *Nachè Ekho* n° 8, le 3 (16) avril.

3 (16) avril — Lénine écrit l'article « Le triomphe de la médiocrité ou les s.-r. cadétisant » pour le journal *Nachè Ekho* n° 9 publié le 4 (17) avril.

4 (17) avril — Lénine écrit l'article « Le groupe social-démocrate et le 3 avril à la Douma », publié dans le journal *Nachè Ekho* n° 10, le 5 (18) avril.

5-6 (18-19) avril — Lénine écrit l'article « Force et faiblesse de la révolution russe », publié dans le journal *Nachè Ekho* nos 10 et 12.

6 (19) avril — Lénine écrit la préface à la traduction russe du livre *Lettres de J. Becker, J. Dietzgen, F. Engels, K. Marx, etc., à F.-A. Sorge et d'autres.*

7 et 8 (20 et 21) avril — L'article de Lénine « Les élections à la Douma et la tactique de la social-démocratie russe » paraît en langue géorgienne dans le journal *Dro* [Le Temps], nos 24 et 25, publié à Tiflis.

8 (21) avril — Lénine intervient dans les débats sur le rapport d'activité du groupe social-démocrate à la IIe Douma d'Etat à la seconde séance de la conférence de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg.

10 (23) avril — Lénine écrit l'éditorial « La Douma et les libéraux russes », publié dans le journal *Nachè Ekho* n° 14.

15 (28) avril — L'article de Lénine « Larine et Khroustalev » paraît dans le journal *Troud* n° 1.

Avril — Les articles de Lénine « La plate-forme tactique des mencheviks », « Un désarroi courroucé (A propos du congrès ouvrier) » et « Fr. Mehring à propos de la deuxième Douma » sont publiés dans les recueils *Questions de tactique.* Parution de la brochure de Lénine « Rapport au Ve Congrès du P.O.S.D.R. au sujet de la scission de Pétersbourg et de l'institution à cette occasion d'un tribunal du Parti ».
Lénine est élu délégué au Ve Congrès du P.O.S.D.R. et reçoit le mandat de l'organisation du P.O.S.D.R. de Verkhné Kamsk (Oural).
Lénine participe à la conférence des bolcheviks et des mencheviks à Terioki, où sont examinées les questions relatives au prochain Ve Congrès du P.O.S.D.R. et intervient contre la proposition d'Axelrod de convoquer un « congrès ouvrier ».

Fin avril — Lénine va à Copenhague où l'ouverture du Ve Congrès du P.O.S.D.R. était supposée avoir lieu. Il intervient à la séance des délégués bolcheviques

sur les organisations de combat.
Lénine se rend à Londres où avaient été transférées les séances du Ve Congrès du P.O.S.D.R.

30 avril-19 mai (13 mai-1er juin) — Ve Congrès (de Londres) du P.O.S.D.R. Lénine prend part à la direction des travaux du congrès.

30 avril (13 mai) — Ouverture du Ve Congrès du P.O.S.D.R. à Londres. Lénine est élu membre du présidium du Congrès.

1er (14) mai — Lénine intervient à la seconde séance du Congrès dans l'examen du projet de réglementation du Congrès. Lénine intervient à la troisième séance du Congrès contre l'interruption des débats sur l'ordre du jour.

2 (15) mai — Lénine prononce un discours à la quatrième séance du Congrès pour mettre à l'ordre du jour du Congrès les questions de principe sur les fondements de la tactique du parti dans la révolution bourgeoise.
Lénine intervient à la cinquième séance du Congrès sur la forme du vote nominal.
Les articles de Lénine « Réorganisation et fin de la scission à Pétersbourg », « A propos de la révolution nationale » et « A propos des procès-verbaux de la conférence de novembre des organisations militaires et de combat du P.O.S.D.R. » sont publiés dans le *Prolétari* n° 16.

3 (16) mai — Lénine préside les sixième et septième séances du Congrès.

4 (17) mai — Lénine intervient à la huitième séance du Congrès dans les débats sur le rapport d'activité du Comité central en critiquant la tactique opportuniste des mencheviks.

5 (18) mai — Lénine intervient à la onzième séance du Congrès sur l'ordre du jour.

8 (21) mai — Lénine préside la quatorzième séance du Congrès.
Lénine préside la quinzième séance du Congrès.
Lénine intervient dans les débats sur le rapport d'activité du groupe s.-d. à la Douma et critique ses erreurs politiques.

9 (22) mai Lénine est élu dans la commission pour l'élaboration du projet de résolution sur le rapport d'activité du groupe à la Douma, à la seizième séance du Congrès.

10 (23) mai La déclaration de Lénine contre la déformation par Martov de l'interview, qu'il a donnée au correspondant de *l'Humanité*, est lue à la dix-huitième séance du Congrès.

11 (24) mai Lénine intervient à la vingtième séance du Congrès sur l'ordre d'adoption de la résolution sur le rapport d'activité du groupe s.-d. à la Douma.

12 (25) mai Lénine intervient avec un rapport sur l'attitude envers les partis bourgeois à la vingt-deuxième séance du Congrès.

14 (27) mai Lénine prononce le discours de clôture sur le rapport au sujet de l'attitude envers les partis bourgeois à la vingt-quatrième séance du Congrès.
Lénine donne communication du travail de la commission pour la préparation d'une résolution sur l'attitude envers les partis bourgeois.

15 (28) mai Lénine intervient à la vingt-sixième séance du Congrès dans les débats sur le projet de résolution au sujet de l'attitude envers les partis bourgeois déposé par les délégués polonais au Congrès.
Lénine intervient contre les amendements de Liber et Trotski à la résolution bolchevique sur l'attitude envers les partis bourgeois.
Lénine préside la vingt-septième séance du Congrès. Lénine intervient contre les amendements de Brokhes (délégué du Bund) et Trotski à la résolution sur l'attitude envers les partis bourgeois.

16 (29) mai Lénine intervient contre l'amendement de Martov à la résolution sur l'attitude envers les partis bourgeois à la vingt-huitième séance du Congrès.
Lénine intervient contre les amendements de Trotski, Martov et Martynov à la résolution sur l'attitude envers les partis bourgeois à la vingt-neuvième séance du Congrès. La résolution sur l'attitude envers les partis bourgeois écrite par Lénine est adoptée par le Congrès.

18 (31) mai Lénine intervient de la part de la commission pour la préparation de la résolution sur la Douma d'Etat à la trente-troisième séance du Congrès.

19 mai (1er juin)

Lénine préside la trente-quatrième séance du Congrès.
Lénine préside la trente-cinquième séance du Congrès.
Lénine propose de donner à résoudre au Comité central la question de la représentation du parti au Bureau socialiste international. La proposition fut adoptée par le Congrès.
Lénine intervient contre la proposition des mencheviks de nommer le Congrès « Premier Congrès de Londres du parti unifié », et pour qu'on l'appelle cinquième Congrès.
Lénine dépose une proposition sur l'ordre de présentation par les fractions des candidats au Comité central.
Lénine propose de procéder à un scrutin de ballottage pour les candidats au Comité central qui ont eu le même nombre de voix.
Lénine intervient dans les débats sur la compétence de la séance du Congrès à effectifs réduits pour organiser un scrutin de ballottage pour les candidats au Comité central qui ont eu le même nombre de voix. La proposition de Lénine est adoptée.
Lénine est élu au Comité central du P.O.S.D.R.

Deuxième moitié de mai

Le Centre bolchevique Lénine en tête est élu par l'assemblée des bolcheviks à la fin des travaux du Ve Congrès du P.O.S.D.R.

21-25 mai (3-7 juin)

Lénine assiste au IIe Congrès de la social-démocratie de Lettonie à Londres.
Lénine présente un bref rapport sur les tâches du prolétariat à l'heure actuelle dans la révolution bourgeoise ; il dépose un projet de résolution à ce sujet.

Fin mai-début juin

Lénine revient du Congrès à Kuokkala.
Lénine fait à Terioki un compte rendu du Ve Congrès du P.O.S.D.R. devant des ouvriers venus de Pétersbourg. En raison des poursuites policières qui s'intensifient, Lénine quitte Kuokkala pour Stirsouden (Finlande). Lénine écrit l'article « Attitude envers les partis bourgeois ».

TABLE DES MATIÈRES

Préface 7

1907

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE À PÉTERSBOURG 9

DE DEGRÉ EN DEGRÉ 18

LA PROTESTATION DE 31 MENCHEVIKS 23

LES ÉLECTIONS À PÉTERSBOURG ET L'HYPOCRISIE DES 31 MENCHEVIKS 27

COMMENT VOTER AUX ÉLECTIONS DE PÉTERSBOURG ? *(Y a-t-il un danger d'une victoire cent-noire?)* 39

LES ÉLECTIONS À PÉTERSBOURG ET LA CRISE DE L'OPPORTUNISME 52

LES ÉLECTIONS À LA CURIE OUVRIÈRE DE PÉTERSBOURG . . . 57

LA LUTTE DES SOCIAL-DÉMOCRATES ET DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES AUX ÉLECTIONS À LA CURIE OUVRIÈRE DE PÉTERSBOURG 66

COMMENT VOTER AUX ÉLECTIONS DE PÉTERSBOURG ? *(A qui profite la fable du péril cent-noir?)* 71

DONNÉES PRÉLIMINAIRES SUR LES ÉLECTIONS À MOSCOU . . . 78

UNE LIDVALIADE POLITIQUE 80

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS À LA CURIE OUVRIÈRE DE PÉTERSBOURG 83

À PROPOS DU COMPTE RENDU DE L'ARRONDISSEMENT MOSKOVSKI DE LA VILLE DE PÉTERSBOURG SUR LES ÉLECTIONS À LA IIe DOUMA 90

QUELQUES DONNÉES SUR LES ÉLECTIONS À LA CURIE OUVRIÈRE DANS LE SUD DE LA RUSSIE 92

LA SIGNIFICATION DES ÉLECTIONS À PÉTERSBOURG 95

PRÉFACE À LA TRADUCTION RUSSE DES LETTRES DE K. MARX À L. KUGELMANN 101

LA IIe DOUMA ET LA SECONDE VAGUE DE LA RÉVOLUTION . . . 110

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS À PÉTERSBOURG 116

RAPPORT À LA CONFÉRENCE DE L'ORGANISATION PÉTERSBOURGEOISE SUR LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ET LA TACTIQUE À LA DOUMA. *Compte rendu de presse* 125

Conclusions 129

PROJETS DE RÉSOLUTIONS POUR LE CINQUIÈME CONGRÈS DU P.O.S.D.R. 131

1. Sur le moment actuel de la révolution démocratique . . 133
2. Sur l'attitude envers les partis bourgeois 134
3. La tactique de la social-démocratie dans la Douma d'Etat 137
4. De l'aggravation de la misère des masses et de la lutte économique 139
5. Les organisations ouvrières sans-parti et le courant anarcho-syndicaliste dans le prolétariat 139

LA TACTIQUE DU P.O.S.D.R. DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE. *Interview accordée à «l'Humanité» le 17 février (2 mars) 1907* 142

OUVERTURE DE LA DEUXIÈME DOUMA D'ÉTAT 149

LA DEUXIÈME DOUMA ET LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT . . . 153

UN PREMIER GRAND PAS 158

LA TACTIQUE DE LA PETITE BOURGEOISIE 162

LA SCISSION FUTURE VUE PAR LES RESPONSABLES DE LA SCISSION PRÉSENTE. 167

À PROPOS DE LA TACTIQUE OPPORTUNISTE 170

LES BOLCHEVIKS ET LA PETITE BOURGEOISIE 176

LA PROCHAINE DISSOLUTION DE LA DOUMA ET LES QUESTIONS DE TACTIQUE 181

CADETS ET TROUDOVIKS 186

À PROPOS DE LA DÉCLARATION DE STOLYPINE. *Projet d'appel* 190

LES ÉLECTIONS À LA DOUMA ET LA TACTIQUE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE 193

LA PLATE-FORME DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE 205

I 205

II 210

COMMENT IL NE FAUT PAS ÉCRIRE LES RÉSOLUTIONS 217

En guise de postface 239

REMARQUE À PROPOS DE LA RÉSOLUTION DES SOCIAL-DÉMOCRATES D'ESTONIE . . . . . 242.

LES BASES D'UNE TRANSACTION 243

LA PLATE-FORME TACTIQUE DES MENCHEVIKS 248

PROJET DE DISCOURS SUR LA QUESTION AGRAIRE À LA DEUXIÈME DOUMA D'ÉTAT 264

BOUCHE DE MIEL, COEUR DE FIEL 299

LA DOUMA ET LA RATIFICATION DU BUDGET 305

COMPLIMENTS INTÉRESSÉS 311

LES GUERRIERS INTELLECTUELS CONTRE LA DOMINATION DE L'INTELLIGENSTIA 315

UN DÉSARROI COURROUCÉ (*A propos du congrès ouvrier*) . . 319

LA QUESTION AGRAIRE ET LES FORCES DE LA RÉVOLUTION . . 332

DOUMA ANÉMIQUE OU PETITE BOURGEOISIE ANÉMIQUE ? . . . 337

LE TRIOMPHE DE LA MÉDIOCRITÉ OU LES S.-R. CADÉTISANT . 341

LE GROUPE SOCIAL-DÉMOCRATE ET LE 3 AVRIL À LA DOUMA . . 345

FORCE ET FAIBLESSE DE LA RÉVOLUTION RUSSE 349

I 349

II 354

PRÉFACE À LA TRADUCTION RUSSE DU LIVRE *Lettres de J. Becker, J. Dietzgen, F. Engels, K. Marx, etc., à F.-A. Sorge et d'autres* 359

Une appréciation classique de l'opportunisme d'intellectuels dans la social-démocratie 372

LA DOUMA ET LES LIBÉRAUX RUSSES 380

FR. MEHRING À PROPOS DE LA DEUXIÈME DOUMA 384

Le libéralisme allemand et la Douma russe 385

LARINE ET KHROUSTALEV 392

RÉORGANISATION ET FIN DE LA SCISSION À PÉTERSBOURG . . 397

À PROPOS DE LA RÉVOLUTION NATIONALE 406

À PROPOS DES PROCÈS-VERBAUX DE LA CONFÉRENCE DE NOVEMBRE DES ORGANISATIONS MILITAIRES ET DE COMBAT DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE 411

RAPPORT AU Ve CONGRÈS DU P.O.S.D.R. AU SUJET DE LA SCISSION DE PÉTERSBOURG ET DE L'INSTITUTION À CETTE OCCASION D'UN TRIBUNAL DU PARTI 422

I. Plaidoirie (ou réquisitoire contre la partie menchevique du Comité central) de Lénine devant le tribunal du parti . . 424
II. Bref aperçu de l'histoire réelle de la scission de Pétersbourg 435

Ve CONGRÈS DU P.O.S.D.R., 30 AVRIL-19 MAI (13 MAI-1er JUIN) 1907 441

1. Intervention sur l'ordre du jour du congrès, 2 (15) mai . 443
2. Discours sur le rapport d'activité du Comité central, 4 (17) mai 446
3. Discours à propos du rapport sur l'activité du groupe s.-d. à la Douma, 8 (21) mai 452
4. Mise au point du 10 (23) mai 457
5. Déclaration du 11 (24) mai 459
6. Rapport sur l'attitude envers les partis bourgeois, 12 (25) mai 460
7. Discours de conclusion sur le rapport au sujet de l'attitude envers les partis bourgeois, 14 (27) mai 473
8. Discours sur l'attitude envers le projet polonais de résolution sur les partis bourgeois, 15 (28) mai 479
9. Objections aux amendements de Trotski à la résolution des bolcheviks adoptée par le congrès sur l'attitude envers les partis bourgeois, 15-16 (28-29) mai 483
10. Objections aux amendements de Martov à la résolution des bolcheviks sur l'attitude envers les partis bourgeois, 16 (29) mai 484
11. Objections aux amendements de Martynov à la résolution sur l'attitude envers les partis bourgeois, 16 (29) mai . . 486
12. Rapport de la commission pour la résolution sur la Douma d'Etat, 18 (31) mai 488
13. Remarques faites lors des débats à propos du scrutin, de ballottage des élus au Comité central, 19 mai (1er juin) 492

ATTITUDE ENVERS LES PARTIS BOURGEOIS 493
I 494
II 505
III 510
Notes 515
La vie et l'œuvre de V. Lénine 577

ILLUSTRATIONS

Première page du journal *Zrénié* n° 1. — 1907 41
Première page du journal *Rabotchi* n° 2. — 1907 155
Première page du manuscrit de Lénine « *Projet de discours sur la question agraire à la deuxième Douma d'État* ». — 1907 . . 265
Première page du journal *Naché Ekho* n° 2. — 1907 307

Achevé d'imprimer en février 1968 par les Editions du Progrès, Moscou

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR MICHÈLE PETITOT, SERGE ET IRÈNE GHIVASKI ET ALEXANDRE TARASSÉVITCH-SKRYLNIKOV.

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT